

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-sixième session

186 EX/4
Partie I

PARIS, le 21 avril 2011
Original anglais/français

Point **4** de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

PARTIE I

Résumé

Le présent rapport vise à informer les membres du Conseil exécutif des progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme adopté par la Conférence générale.

La Partie I du rapport présente un compte rendu détaillé et analytique de la mise en œuvre du programme s'agissant des principaux résultats obtenus au cours des douze premiers mois de l'exercice biennal 2010-2011, correspondant au document 35 C/5. Elle comprend trois sections : (A) Évaluation globale des principaux résultats obtenus dans le cadre des cinq grands programmes et par l'Institut de statistique de l'UNESCO ; (B) Évaluation globale des principaux résultats obtenus dans le cadre des rubriques Direction, Services liés au programme et Soutien de l'exécution du programme et administration ; (C) Suivi de la décision 184 EX/4 Partie I B relative aux mesures prises pour appliquer les recommandations d'IOS de manière à améliorer les rapports de suivi pour le prochain document C/3 (37 C/3).

Par sa nature même, le présent document n'a pas d'incidences administratives ni financières.

Par sa nature même, le document n'appelle *a priori* aucune prise de décision.

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. Grands programmes et Institut de statistique de l'UNESCO 1

Grand programme I – Éducation 1

Grand programme II – Sciences exactes et naturelles 26

Grand programme III – Sciences sociales et humaines 48

Grand programme IV – Culture 64

Grand programme V – Communication et information 78

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) 92

B. Direction, Services liés au programme et Soutien de l'exécution du programme et administration 94

Normes internationales et affaires juridiques 94

Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique 96

Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme 100

Relations extérieures et information du public 109

Gestion et coordination des unités hors Siège 112

Gestion des ressources humaines 117

Administration 119

C. Suivi de la décision 184 EX/4 Partie I B concernant les mesures prises pour appliquer les recommandations d'IOS de manière à améliorer les rapports de suivi pour le prochain document C/3 (37 C/3) 120

A. Grands programmes et Institut de statistique de l'UNESCO

GRAND PROGRAMME I – ÉDUCATION

Évaluation stratégique globale

1. À mi-parcours de l’exercice biennal, le Secteur de l’éducation avance dans la réalisation des 14 résultats escomptés énoncés dans le Programme et budget approuvés pour 2010-2011, tout en contribuant aux priorités globales et aux plates-formes intersectorielles de l’Organisation.

2. **Domaines prioritaires et pays cibles** : Conformément à l’approche ciblée définie pour 2010-2011, les quatre domaines prioritaires – alphabétisation, enseignants, enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP), et politiques et planification sectorielles – demeurent les principaux domaines d’action dans les 20 pays « cibles ». Plus de la moitié du budget du Programme ordinaire finance des interventions dans ces domaines prioritaires, les ressources financières (Programme ordinaire et ressources extrabudgétaires) consacrées exclusivement aux 20 pays cibles s’élevant à quelque 24,7 millions de dollars des États-Unis. Les interventions se déroulent comme prévu dans un certain nombre d’États membres (par exemple, l’Afghanistan et la République démocratique du Congo), mais ont pris du retard dans d’autres pays (par exemple, Madagascar et le Lesotho), réduisant ainsi les perspectives d’effets durables d’ici à la fin du présent exercice biennal.

3. **Visibilité de l’EPT** : L’UNESCO a amélioré la visibilité de l’EPT dans l’agenda mondial du développement. Elle a réussi à délivrer le message de l’Organisation lors d’importantes manifestations, notamment la Réunion plénière de haut niveau de l’Assemblée générale des Nations Unies sur l’accélération des progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ([« Sommet sur les OMD »] New York, 20-22 septembre 2010) et le Sommet « 1 but : l’éducation pour tous » organisé durant la Coupe du monde de football en Afrique du Sud (Johannesburg, 11 juillet 2010). En outre, le Secteur de l’éducation participe activement à une série d’événements préparatoires en vue de l’Examen ministériel annuel de 2011 du Conseil économique et social (ECOSOC) de l’ONU (Genève, 4-8 juillet 2011), qui, cette année, portera tout particulièrement sur les progrès mondiaux réalisés en vue d’atteindre les objectifs relatifs à l’éducation convenus au niveau international.

4. **Amélioration de la coordination mondiale de l’EPT et renforcement du partenariat** : Suite aux recommandations formulées lors de la neuvième Réunion du Groupe de haut niveau sur l’EPT (HLG) (Addis-Abeba, 23-25 février 2010) et à celles découlant de l’évaluation des OSP 1 et 2, l’UNESCO a établi, dans le cadre d’un processus consultatif, un document de travail intitulé « Accroître l’efficacité de la coordination de l’EPT ». Sur la base de ce document ainsi que des résultats de la onzième Réunion du Groupe de travail sur l’EPT (Paris, 2 et 3 février 2011) et de la dixième Réunion du Groupe de haut niveau sur l’EPT (Jomtien, 22-24 mars 2011), la Directrice générale soumettra ses recommandations sur la réforme aux chefs de secrétariat des institutions partenaires de l’EPT. Cette initiative s’inscrit dans le prolongement de ses efforts soutenus visant à renforcer la coordination avec les quatre autres institutions partenaires de l’EPT, notamment la convocation d’une réunion entre les chefs de secrétariat de ces institutions (New York, 5 novembre 2010) et l’organisation de réunions semestrielles entre les chefs des services responsables de l’éducation au sein de l’UNESCO, de l’UNICEF et de la Banque mondiale. Une collaboration plus étroite est actuellement instaurée dans des domaines thématiques spécifiques entre les différents partenaires. Au terme de leurs discussions, l’UNESCO et l’Organisation mondiale de la santé ont décidé de coopérer dans trois domaines liés à la santé et à l’éducation. En outre, depuis 2009 et la mise sur pied par l’UNESCO du Groupe de travail interinstitutions sur l’EFTP, celui-ci est devenu un précieux organe pour débattre des questions intéressant l’EFTP.

5. **Renforcement de la capacité d'exécution** : La capacité d'exécution du Secteur de l'éducation a été renforcée grâce à des ajustements structurels au Siège. La nouvelle structure est conçue de façon à assurer l'utilisation rationnelle des ressources disponibles et à faciliter l'adoption d'une approche de l'éducation à l'échelle du système, tout en renforçant la cohésion et le travail en équipe. En particulier, la création d'équipes/sections spécialisées permettra au Secteur d'être plus présent, qu'il s'agisse de diriger le débat mondial sur l'avenir de l'éducation moyennant la mise en place d'une Équipe de recherche et de prospective en éducation, ou d'intensifier son action concernant l'éducation pour la paix et les droits de l'homme grâce à la création d'une section chargée de cette question. Les ajustements structurels se sont accompagnés d'une clarification des rôles ainsi que d'une amélioration de la planification pour 2011 et le 36 C/5, l'action de chaque unité ayant fait l'objet d'un examen.

6. Le Secteur a **donné suite à la plupart des recommandations** formulées dans l'évaluation externe des objectifs stratégiques de programme (OSP) 1 et 2 de l'UNESCO relatifs à l'éducation. Certaines de ces recommandations (par exemple, accorder une plus grande importance aux domaines stratégiques prioritaires) ont été prises en compte dans le programme et budget du GP I pour le 35 C/5. D'autres recommandations (par exemple, la mise en œuvre d'une stratégie de renforcement des capacités) ont été appliquées durant la première année du présent exercice biennal ou intégrées dans la conception des ajustements structurels au Siège (par exemple, la nécessité d'accroître le rôle du Secteur dans le domaine de la recherche). Dans d'autres cas, un plan d'action a été établi pour donner suite aux recommandations. Dans l'ensemble, celles-ci ont été bien accueillies et ont servi à réorienter les activités du Secteur.

Défis et enseignements tirés :

- Les progrès réalisés s'agissant du déploiement, dans ces pays, de l'approche en cinq étapes de l'UNESCO concernant le développement des capacités sont inégaux en raison de facteurs externes et internes. Pour ce qui est des facteurs internes, le grand programme I s'emploie actuellement à renforcer les activités de suivi et à faire face plus rapidement aux défis tels que les retards intervenus dans le recrutement. Il s'agira là de la première des priorités pour les six mois à venir.

- L'UNESCO n'a pas réussi à faire en sorte que la question de l'éducation soit abordée durant les discussions du Sommet du Groupe des Vingt (G-20) (Séoul, 11 et 12 novembre 2010), ce qui illustre la difficulté qu'il y a à faire figurer l'éducation parmi les principales préoccupations politiques. Toutefois, des efforts sont déployés pour déterminer s'il serait possible d'accorder une plus large place à l'éducation lors de la prochaine réunion du G-20 (France, 3 et 4 novembre 2011) et du Sommet du Groupe des Huit (France, 26 et 27 mai 2011).

- L'amélioration de la coordination à l'échelle mondiale devrait désormais avoir des effets au niveau des pays, et le personnel responsable de l'éducation sur le terrain devrait coopérer plus étroitement avec les partenaires des Nations Unies et autres parties prenantes.

- Le Secteur de l'éducation étant très décentralisé, l'amélioration des mécanismes de coordination entre les différentes entités demeure un défi, et davantage de mesures seront prises dans les six mois à venir pour mener à bien le processus de réforme engagé au Siège et faire en sorte que le Secteur fonctionne de manière coordonnée comme une seule et même entité.

Axe d'action 1 : Les fondements de l'EPT : alphabétisation, enseignants et compétences nécessaires pour la vie professionnelle

Résultat escompté 1 : Renforcement des capacités nationales de planification, de mise en œuvre et de gestion de programmes d'alphabétisation de qualité, notamment dans le cadre de l'Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE), compte tenu du rôle accru de l'UNESCO dans la coordination internationale de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (DNUA)

7. Les activités contribuant à la réalisation de ce résultat escompté en 2010 relèvent de trois domaines d'action : sensibilisation et coordination internationale ; assistance technique pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans et programmes d'alphabétisation ; et production de connaissances.

Sensibilisation et coordination internationale :

- L'UNESCO a sollicité des partenaires, y compris le secteur privé (Microsoft, Nokia, Procter and Gamble, etc.), notamment en ce qui concerne l'alphabétisation des femmes et des filles.

- Dans le cadre des célébrations de la Journée internationale de l'alphabétisation, l'UNESCO a réuni des lauréats de prix d'alphabétisation, ainsi que des représentants du secteur privé et d'organisations professionnelles, pour qu'ils partagent leurs expériences avec un large public. La Journée internationale de l'alphabétisation a également été célébrée dans de nombreux bureaux hors Siège par des forums et manifestations nationaux et régionaux pour renforcer encore la sensibilisation à l'alphabétisation. Un soutien a en outre été apporté aux stratégies nationales de sensibilisation (par exemple, l'Année nationale de l'alphabétisation 2010 au Pakistan).

- L'UNESCO s'emploie à accorder une plus large place à l'alphabétisation dans les agendas mondiaux et régionaux de l'éducation dans le cadre des préparatifs des réunions du Conseil économique et social (ECOSOC) de l'ONU et à travers la huitième Réunion de l'E-9 sur l'Éducation pour tous intitulée « L'alphabétisation au service du développement » (Abuja, 21-24 juin 2010).

- En tant qu'organisme chargé de coordonner la DNUA, l'UNESCO a présenté le rapport d'étape biennal à l'Assemblée générale des Nations Unies en octobre 2010.

- La mise en œuvre du Cadre d'action stratégique international pour la DNUA a servi de base à la planification des activités d'alphabétisation réalisée par l'Organisation des ministres de l'éducation des pays du Sud-Est asiatique (SEAMEO) en mars 2007, puis à une réunion régionale sur l'alphabétisation dans les États arabes, en octobre 2010.

Examen des politiques, études diagnostiques et formulation de politiques :

- Grâce à un appui technique, fourni largement dans le cadre de l'Initiative LIFE et financé en partie par le programme CapEPT, une quinzaine de pays, essentiellement d'Afrique, ont travaillé sur des politiques – nouvelles ou révisées – d'alphabétisation et d'éducation non formelle, notamment des cadres nationaux de mise en œuvre de LIFE.

- Dans les États arabes, l'UNESCO a facilité l'organisation de consultations sur l'alphabétisation avec les partenaires nationaux ainsi que des visites sur le terrain pour les décideurs, tant dans la région qu'ailleurs, dans un esprit de coopération Sud-Sud.

- La région Asie-Pacifique (en particulier le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, la République démocratique populaire lao, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Timor-Leste et le Viet Nam) a bénéficié de l'aide de l'UNESCO pour l'élaboration et la révision de documents stratégiques ou d'orientation sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle (ENF), notamment la réalisation de travaux concernant des systèmes d'information sur l'ENF. En Afghanistan et au Pakistan, des plans d'action complets en faveur de l'alphabétisation ont été élaborés. Dix pays ont en outre établi des plans pour des programmes d'équivalence à l'occasion d'un atelier régional organisé en septembre 2010.

Production et gestion de connaissances :

- Quatre titres de la nouvelle série d'ouvrages « Emerging Trends in Literacy » (Tendances émergentes de l'alphabétisation), actuellement en cours d'élaboration, présenteront des analyses et des perspectives interrégionales.

- Grâce à un financement extrabudgétaire, l'UNESCO a travaillé sur une liste de critères pour mieux recenser les pratiques et programmes d'alphabétisation efficaces actuellement mis à l'essai au niveau des pays.

- Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont joué un grand rôle dans la sensibilisation à l'alphabétisation, notamment grâce à la création de sites Web et à un nouveau Réseau des savoirs et innovations au service de l'alphabétisation, qui permet aux parties concernées de télécharger en amont et de mettre à disposition les travaux de recherche.

8. **Suivi de la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes :** Conformément au Cadre d'action de Belém, adopté à la sixième Conférence internationale sur l'éducation des adultes ([CONFINTEA]), Belém, Brésil, 1er-4 décembre 2009), l'UNESCO, par l'intermédiaire de son Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), a préparé plusieurs actions de suivi.

- Les préparatifs pour réexaminer la Recommandation de Nairobi sur le développement de l'éducation des adultes, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1972, ont démarré. Le rapport sur le suivi de la Recommandation de Nairobi, qui sera présenté à la 187e session du Conseil exécutif de l'UNESCO, servira de base à ces travaux.

- Les consultations sur le projet de matrice de suivi et de la stratégie de suivi ont débouché sur des propositions pour l'amendement des deux textes. Ces deux documents, assortis d'un ensemble d'indicateurs de base, sont en passe d'être finalisés.

- Les rapports nationaux sur l'apprentissage et l'éducation des adultes – une source de données pour le Rapport mondial post-CONFINTEA sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE), seront un des principaux outils du processus de suivi. Les rapports nationaux, soumis en vue de CONFINTEA VI, ont été examinés pour déterminer à quel point les directives sont pertinentes et efficaces pour obtenir des réponses des États membres.

- Un projet de recherche conjoint sur les compétences des jeunes aide également à mieux comprendre comment l'on pourrait intégrer les questions intéressant la jeunesse dans le suivi du Cadre d'action de Belém.

Défis et enseignements tirés :

- Il faut d'ores et déjà mettre à profit les résultats encourageants des nouveaux partenariats pour renforcer encore les partenariats multipartites et mobiliser des fonds.

- Le défi consiste à fournir une aide appropriée aux États membres pour répondre à leurs besoins croissants concernant notamment la gestion des données et les politiques linguistiques nationales, dans le cadre des ressources limitées disponibles.

Résultat escompté 2 : Renforcement des capacités nationales afin de former et retenir des enseignants de qualité, particulièrement en Afrique dans le cadre de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA)

9. Les activités contribuant à la réalisation de ce résultat escompté sont centrées sur trois domaines d'action : l'élaboration de politiques des enseignants et de mécanismes d'assurance qualité, le développement des capacités des établissements de formation pédagogique et la sensibilisation à la question enseignante.

Politiques relatives aux enseignants et mécanismes d'assurance qualité :

- Dans le cadre de la TTISSA, une formation à l'utilisation du Guide méthodologique d'analyse de la question enseignante de l'UNESCO[1] a été dispensée dans six pays (Bénin, Burundi, Guinée, Lesotho, Mali et Ouganda). Sur cette base, cinq de ces pays bénéficient d'une aide au diagnostic de la question enseignante.

- L'Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA) apporte un soutien régional à neuf pays d'Afrique de l'Ouest en vue d'harmoniser les programmes de formation des enseignants du primaire.

- Les conclusions des études analytiques menées avec l'appui de l'UNESCO (à savoir une étude comparative sur la formation des enseignants à Cuba et en République dominicaine, la situation du personnel enseignant au Liban, l'enseignement par classes alternées, l'offre et la demande d'enseignants dans les régions rurales et le statut des enseignantes en Mongolie, et l'étude des normes nationales pour les enseignants en Syrie) éclairent l'élaboration des politiques nationales.

- Dans les États arabes, des normes régionales d'assurance qualité sont en cours d'élaboration en ce qui concerne les programmes de formation des enseignants. Des documents stratégiques essentiels visant à professionnaliser l'enseignement ont été d'autre part finalisés avec l'appui de l'UNESCO (Territoire palestinien occupé).

Renforcement des capacités des établissements de formation des enseignants :

- Les capacités de 22 établissements de formation des enseignants de huit pays de la région Asie-Pacifique ont été renforcées en vue de l'intégration dans leurs programmes des concepts d'EPT et d'éducation en vue du développement durable (EDD).

- Avec le soutien du BIE, un programme novateur relatif à l'amélioration des programmes d'enseignement centré sur les enseignants et sanctionné par un diplôme a été lancé en Amérique latine et en Afrique subsaharienne.

- L'UNESCO s'efforce de promouvoir les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la formation des enseignants. Un Cadre de compétences des enseignants en matière de TIC (ICT-CFT), qui sera utilisé pour renforcer la capacité des États membres d'utiliser les TIC pour le perfectionnement des enseignants, a été examiné conjointement par le Secteur de l'éducation et le Secteur de la communication et de l'information.

[1] http ://unesdoc.unesco.org/images/0019/001901/190129f.pdf

- L'IIRCA a identifié les meilleures pratiques d'intégration de l'utilisation des TIC en Afrique et développe les capacités des établissements de formation des enseignants (Ghana, Guinée et Mali), en ce qui concerne en particulier l'utilisation des bibliothèques et laboratoires virtuels et l'accès aux ressources éducatives en ligne.

- Une visite d'étude de la Guinée visant à tirer les enseignements de l'expérience du Nigéria concernant l'utilisation des TIC à des fins d'enseignement et de formation a permis de faire avancer la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances dans ce domaine.

Sensibilisation à la question enseignante :

- La Journée mondiale des enseignants 2010 a été célébrée au niveau international et à l'échelon national sur le thème « La reconstruction passe par les enseignants » pour appeler l'attention sur les difficultés rencontrées par les enseignants dans les situations de crise.

- La première Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE, Moscou, 27-29 septembre 2010) a été l'occasion de mieux faire prendre conscience de la nécessité d'accroître d'urgence le vivier d'enseignants qualifiés dans ce domaine et de renforcer les partenariats et les réseaux.

Défis et enseignements tirés :

- Le nombre croissant de pays demandant à l'UNESCO de les aider à établir un diagnostic de la question enseignante sur la base du Guide méthodologique témoigne de la nécessité de cet outil et de l'intérêt qu'il suscite. L'UNESCO s'efforce d'élargir son soutien à d'autres pays et élaborera un plan de formation pour les bureaux hors Siège en vue en amplifier la portée.

- Le fait que l'UNESCO accueille le secrétariat de l'Équipe spéciale internationale sur les Enseignants pour l'Éducation pour tous offre la possibilité de resserrer la coopération avec cette équipe spéciale et ses membres, dont l'ancrage nécessite une définition claire des rôles et des responsabilités.

Résultat escompté 3 : Réforme et renforcement des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels, et développement de la capacité des États membres de doter les jeunes et les adultes des connaissances et compétences nécessaires pour la vie professionnelle

10. L'Organisation soutient les États membres en mettant l'accent sur les trois domaines essentiels définis dans la stratégie EFTP de l'UNESCO : aide à la formulation des politiques et renforcement des capacités ; établissement d'indicateurs et suivi ; établissement du débat mondial et rôle de centre d'échange d'informations. Les progrès accomplis dans la réalisation de ce résultat escompté sont facilités par une meilleure coordination des initiatives internationales, régionales et sous-régionales en faveur de l'EFTP, tant entre les partenaires bilatéraux et multilatéraux qu'au niveau des gouvernements (par exemple, sous-région de la Communauté de développement de l'Afrique australe). L'UNESCO continue de soutenir le groupe de travail interinstitutions sur l'EFTP (auquel participent la Fondation européenne pour la formation, l'Organisation internationale du Travail, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'OCDE), ainsi que l'Équipe spéciale interinstitutions pour les pays de la CEDEAO créée en Afrique en 2009.

Examen des politiques d'EFTP :

- L'UNESCO a préparé le terrain en vue de mener un examen de ces politiques à Bahreïn, au Bénin, au Cambodge, à Djibouti, en Haïti, en République démocratique populaire lao,

à Madagascar et au Malawi, en mettant l'accent sur la rénovation des programmes, l'assistance en matière de politique de formation des enseignants et la création de passerelles entre les systèmes d'information sur l'EFTP et ceux qui ont trait au marché du travail.

- En Haïti, une évaluation des besoins menée dans le cadre de l'appel éclair a livré des informations actualisées sur le système national d'EFTP dans la phase de reconstruction consécutive au séisme, et incité le Gouvernement haïtien à adopter une nouvelle politique d'EFTP, qui bénéficiera de l'appui technique de l'UNESCO. L'Organisation aide également Haïti à concevoir des mécanismes liant éducation non formelle et développement économique.

- En Afrique, l'UNESCO soutient la rénovation des programmes en vue d'y intégrer une formation à l'entreprenariat et des activités d'orientation et de conseils (Malawi et Côte d'Ivoire), l'élaboration de programmes de formation professionnelle non formelle (Mozambique) et la mobilisation de fonds (République démocratique du Congo), et elle a également fourni d'autres conseils sur l'élaboration des politiques stratégiques (Djibouti, Madagascar et Malawi).

- En outre, l'UNESCO a invité les communautés économiques régionales, l'Union africaine et des partenaires clés au sein du système des Nations Unies à réfléchir aux processus et outils de développement des capacités, à identifier des synergies entre les secteurs formel et non formel et à partager leur expérience en matière d'EFTP afin d'étendre à l'ensemble de la région le « processus d'Abuja » de revitalisation de l'EFTP dans les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Aide à la clarification des concepts et amélioration du suivi de l'EFTP :

- L'UNESCO a mis à jour les informations relatives aux systèmes d'EFTP dans plusieurs pays. En Côte d'Ivoire, par exemple, une étude diagnostique du Système d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE) a été menée sous la supervision de l'ISU, avec le concours d'un certain nombre de ministères et départements des secteurs de l'éducation, de la culture et du développement urbain. En conséquence, ces ministères disposent désormais d'indicateurs et d'outils de collecte de données conformes aux normes et critères de l'UNESCO (SISED).

- L'ISU a optimisé les outils de gestion du SIGE et formé le personnel des services centraux à la gestion du système.

Services de centre d'échange d'informations et facilitation du débat international sur l'EFTP :

- La communauté de pratique de l'Organisation dans le domaine de l'EFTP et le réseau UNESCO-UNEVOC renforcé constituent par exemple des plates-formes grâce auxquelles les compétences et analyses techniques de l'UNESCO en matière de développement des capacités peuvent être partagées avec l'ensemble des acteurs du développement et les États membres dans le cadre de leurs efforts pour consolider les systèmes nationaux d'EFTP.

- Le travail de préparation d'une publication sur les tendances et enjeux mondiaux les plus récents dans le domaine de l'EFTP a commencé. Cette publication recensera et traitera les grandes questions auxquelles les systèmes d'EFTP sont confrontés aujourd'hui. En attendant, les rapports déjà disponibles sur les expériences nationales et régionales, comme le rapport de synthèse pour la région des États arabes (y compris quatre études de cas sur l'Égypte, la Jordanie, Oman et la Tunisie) ont aidé à mettre sur pied des

initiatives en matière de programmes et d'enseignement visant à intégrer la préparation à l'entreprenariat dans les systèmes d'enseignement et de formation de ces pays.

Défis et enseignements tirés :

- L'inclusion de l'EFTP comme priorité commune dans les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD, Barbade et neuf États des Caraïbes orientales, 2012-2016) a montré la pertinence croissante de l'EFTP pour les priorités nationales de développement.

- La mise en place de mécanismes, procédures et processus viables et peu coûteux de collecte et de traitement des données relatives à l'EFTP en vue d'en améliorer la disponibilité et la comparabilité, et l'évaluation de ces données par rapport aux exigences du marché de l'emploi, continuent de se heurter à des difficultés.

Axe d'action 2 : Élaborer des systèmes éducatifs efficaces, de l'éducation et la protection de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie

Résultat escompté 4 : Renforcement des capacités nationales d'élaboration de politiques en faveur de l'éducation et de la protection de la petite enfance (EPPE)

11. L'UNESCO s'emploie, en sus de l'élaboration et de l'examen de politiques et de directives, de l'élaboration de supports pédagogiques et de la création de centres d'information, à renforcer l'engagement des pouvoirs publics en faveur de l'EPPE.

Engagement politique accru :

- En 2010, 130 pays ont adopté, à la première Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance, tenue à Moscou du 27 au 29 septembre 2010, le Cadre d'action et de coopération de Moscou : mobiliser la richesse des nations[2], s'engageant, en particulier, à mobiliser davantage de moyens en faveur de l'EPPE et à renforcer l'exécution du programme.

- Les conférences régionales tenues préalablement ont permis de sensibiliser l'opinion et de promouvoir la concertation sur la question. Elles ont donné lieu, sur la situation de l'EPPE et les défis qu'elle doit relever, à six rapports régionaux qui ont été présentés à la Conférence.

Élaboration et examen de politiques et de directives nationales :

- L'UNESCO a élaboré et publié :

  - trois directives (sur la conduite à tenir pour examiner les politiques nationales d'EPPE, sur l'inclusion des enfants roms et sur l'instruction en langue maternelle et l'éducation multi- ou bilingue) ;

  - quatre notes d'orientation (sur la prise en compte des jeunes enfants dans les politiques et les programmes et sur l'expérience des pays des Caraïbes, notamment).

- L'UNESCO aide à examiner les politiques au Bangladesh et en République dominicaine, à élaborer un plan de mise en œuvre d'une politique d'EPPE au Ghana, à cartographier l'offre d'EPPE au Nigéria et à préparer un cadre juridique au Tadjikistan.

---

2 http ://unesdoc.unesco.org/images/0018/001898/189882f.pdf.

Collection de supports d'apprentissage :

- Une collection innovante de supports d'apprentissage pour l'Afrique intitulée « Bouba et Zaza », présentée à la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance, est en cours de publication pour promouvoir l'apprentissage, par les jeunes enfants, de thèmes importants tels que le partage, le VIH et le SIDA et la protection de l'environnement. Neuf partenaires de développement et 26 pays ont exprimé leur volonté d'appuyer l'utilisation de cette publication dans leurs programmes.

Création de centres d'information aux niveaux régional et national :

- Le Centre régional pour l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États arabes, centre de catégorie 2 inauguré en octobre 2010 à Damas (République arabe syrienne), renforcera l'action menée pour développer les capacités nationales et régionales d'EPPE et répondra aux besoins et priorités des pays de la région pour ce qui est de la formation à l'élaboration de programmes destinés aux jeunes enfants.

- Au Pakistan, l'UNESCO a aidé à créer des centres nationaux et provinciaux d'information sur l'éducation des jeunes enfants. Elle continuera d'œuvrer à la création de partenariats internationaux et nationaux et de mobiliser les compétences et ressources des institutions locales.

Défis et enseignements tirés :

- Les partenariats internationaux, régionaux et nationaux conclus lors de la préparation de la Conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance se sont révélés utiles pour maximiser les synergies. L'UNESCO devrait mettre à profit la dynamique créée par la Conférence pour traduire les engagements politiques en actions concrètes.

Résultat escompté 5 : Renforcement des capacités nationales de planification, de mise en œuvre et de gestion de l'éducation de base, principalement en Afrique

12. Les activités qui contribuent à l'obtention de ce résultat escompté se concentrent sur trois domaines clés : élaboration de politiques, développement des capacités et plaidoyer, une attention particulière étant accordée à l'éducation inclusive, à l'éducation des filles et des femmes, et à l'Afrique.

Élaboration de politiques :

- L'UNESCO contribue, par des politiques fondées sur des faits probants, à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques d'éducation inclusive (élaboration d'une politique-cadre et de normes minimales au Timor-Leste, et élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action correspondant en République démocratique populaire lao).

- Un appui a été apporté à la mise en œuvre de politiques d'équivalence (Argentine, Chili, Colombie, République dominicaine, Inde, Indonésie, Philippines et Thaïlande).

- En Afrique, un appui technique a été fourni, dans le cadre du Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP), au Burkina Faso, à la Guinée, au Mali, à la Namibie, au Niger et au Swaziland.

- Toujours dans le cadre du BEAP, l'UNESCO a aidé, sur le plan technique, la République démocratique du Congo (RDC) à élaborer un plan d'action pour l'éducation de base. En septembre 2010, la RDC a adopté un enseignement primaire gratuit pour les trois premières classes et l'UNESCO a accompagné cette réforme, notamment en formant du personnel à la simulation financière, en facilitant le dialogue et la coordination entre les

ministères concernés et en suivant et évaluant, sur le terrain, les effets de l'enseignement primaire gratuit et son impact sur la qualité de l'éducation.

- En Amérique latine, l'UNESCO a mis au point un Système régional d'information éducative pour étudiants handicapés (SIRIED), qui a été validé dans cinq pays. Elle coordonne la création d'un observatoire régional des politiques d'éducation inclusive.

Développement des capacités d'élaboration de programmes et d'éducation inclusive :

- Une assistance technique et une formation concernant l'élaboration de programmes ont été prodiguées, dans le cadre du BEAP, à la Côte d'Ivoire, à la République démocratique du Congo, à l'Éthiopie, à la Gambie, à la République-Unie de Tanzanie et à l'Ouganda et, en ce qui concerne l'enseignement des sciences, des techniques et des mathématiques, à la Guinée équatoriale.

- Pour améliorer la qualité de l'éducation, l'UNESCO prépare actuellement un cadre de bilan-diagnostic et de suivi de la qualité de l'enseignement général afin d'aider, en renforçant leur capacité d'analyse, les États membres à définir et à hiérarchiser leurs priorités.

Plaidoyer :

- L'UNESCO a plaidé en faveur de l'éducation des filles aux niveaux international et national, y compris dans le cadre de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles et de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les adolescentes.

- Au niveau national, elle a collaboré étroitement avec les autorités fédérales et provinciales pakistanaises pour, par exemple, les sensibiliser aux obstacles qui empêchent de bénéficier d'une éducation de qualité ainsi qu'à la nécessité d'offrir, dans ce domaine, des chances égales à tous.

Défis et enseignements tirés :

- L'UNESCO doit continuer de renforcer la base factuelle requise pour élaborer des politiques.

Résultat escompté 6 : Rénovation des systèmes d'enseignement secondaire, notamment et, si nécessaire, par la réforme des programmes et une meilleure évaluation des acquis des élèves

13. L'UNESCO aide ses États membres à élaborer des politiques en leur fournissant des conseils et des données fondés sur des faits probants, ainsi qu'un appui technique dans des domaines clés tels que l'enseignement des sciences, des mathématiques et des droits de l'homme. Un accent particulier a été placé sur l'accès, sur l'équité et sur l'amélioration de la qualité.

Élaboration de politiques :

- On a aidé à renouveler les systèmes d'enseignement secondaire, y compris en analysant de manière approfondie la transition de l'enseignement primaire vers l'enseignement secondaire (7 pays dans 4 régions), la situation de l'enseignement secondaire et professionnel (Équateur et Mexique), la définition des priorités de l'enseignement secondaire (Arabie saoudite et Yémen), l'acquisition de compétences, l'élaboration de programmes types intégrant l'enseignement secondaire dans l'enseignement professionnel (Brésil), les politiques relatives aux enseignants et les modules de formation proposés dans l'enseignement secondaire (Asie-Pacifique, États arabes,

Amérique latine et Caraïbes), l'accès à l'enseignement secondaire (Asie-Pacifique) et l'enseignement des sciences et des mathématiques.

- Pour améliorer la base de connaissances sur les politiques d'enseignement secondaire, l'UNESCO a également, par exemple, procédé à des examens de pays en Indonésie[3] et au Pakistan[4], analysé la situation de cet enseignement (Bolivie, Colombie, Équateur, Mexique, Pérou et Venezuela) et produit une brochure sur ses modalités d'accès[5].

Plaidoyer et sensibilisation :

- Le rôle que l'éducation joue dans la promotion des compétences interculturelles a été mis en avant lors de la réunion plénière sur l'Éducation à la citoyenneté interculturelle que l'UNESCO a organisée au Brésil en mai 2010.

- À la Conférence internationale sur la prévention de la violence à l'école, que l'UNESCO a organisée au Mexique en juin 2010, les participants ont décidé d'adapter les directives proposées au contexte latino-américain pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire.

- Dans le cadre de l'évaluation de la première phase du Programme mondial d'éducation aux droits de l'homme[6], 76 États membres ont fourni des rapports indiquant les mesures concrètes qu'ils avaient prises pour intégrer l'éducation aux droits de l'homme dans leur système scolaire. L'UNESCO a aidé le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à analyser ces documents et à préparer le rapport d'évaluation. En Uruguay, elle s'emploie à créer des liens entre les écoles et les communautés et à promouvoir le vivre ensemble en cartographiant les activités d'innovation pédagogique.

Création de réseaux et de partenariats :

- Le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU) a renforcé ses activités au niveau secondaire, se concentrant sur des domaines essentiels tels que le changement climatique, l'Éducation en vue du développement durable (EDD) et l'éducation interculturelle, afin de promouvoir une éducation de qualité et pertinente. En outre, la coopération stratégique a été développée avec plusieurs partenaires tels que Service Scolaire (SESCO) Inc., le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Comité international olympique.

- Un appui a été apporté à des réseaux régionaux tels que le Projet environnemental en Méditerranée du Sud-Est (SEMEP), pour l'Europe, et le Centre d'enseignement mathématique et scientifique (Argentine), pour la région Amérique latine et Caraïbes.

Défis et enseignements tirés :

- Les écoles du réSEAU continuent grandement à fournir, en ce qui concerne une éducation de qualité, en particulier au niveau de l'enseignement secondaire, des éléments susceptibles de faciliter l'élaboration de politiques.

- La difficulté, pour l'UNESCO, consiste à mobiliser les ressources requises pour répondre aux demandes croissantes d'appui que les États membres formulent pour ce qui est d'élargir les possibilités d'accès à un enseignement secondaire de qualité.

---

3 http ://unesdoc.unesco.org/images/0019/001902/190270e.pdf.
4 http ://unesdoc.unesco.org/images/0018/001887/188730e.pdf.
5 http ://unesdoc.unesco.org/images/0019/001900/190007e.pdf.
6 http ://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N10/493/11/PDF/N1049311.pdf?OpenElement.

Résultat escompté 7 : Renforcement des capacités nationales de formulation et de réforme des politiques de l'enseignement supérieur, de promotion de la recherche et d'assurance qualité

14. Comme suite à la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur qui s'est tenue en 2009, l'UNESCO aide les États membres à réformer leurs politiques et à promouvoir la recherche et l'assurance qualité dans l'enseignement supérieur. Elle développe, pour ce faire, les capacités de révision des politiques, améliorant la pédagogie, appuyant l'harmonisation de l'enseignement supérieur et renforçant les chaires UNESCO/réseaux UNITWIN.

Révision des politiques d'enseignement supérieur :

- L'UNESCO renforce les moyens dont disposent les pays pour réviser leurs politiques d'enseignement supérieur compte tenu de leurs besoins et de leurs priorités (développement des systèmes afghan et jordanien de gestion et d'information pour l'enseignement supérieur, création d'un conseil de l'assurance qualité au Bhoutan, élaboration d'une politique de recherche pédagogique, d'une politique d'enseignement ouvert à distance et d'un plan de perfectionnement d'enseignants au Cambodge, élaboration d'un cadre d'assurance qualité au Viet Nam, et transition entre différentes formes d'enseignement postsecondaire dans les Caraïbes).

- Des réformes sont menées dans plusieurs pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo) à l'aide des conseils que l'UNESCO fournit sur des questions telles que l'assurance qualité (États arabes), les bibliothèques virtuelles, l'utilisation des TIC dans l'enseignement, l'apprentissage et la recherche, l'élaboration de supports pédagogiques et le renforcement des capacités des institutions, des enseignants et des chercheurs.

- Dans des pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe tels qu'Haïti, la Sierra Leone et le Soudan, l'UNESCO aide à élaborer des politiques d'enseignement supérieur, piliers d'un développement social et économique durable.

- L'Organisation aide à apporter des améliorations pédagogiques en utilisant des sources telles que des ressources éducatives libres (REL) (Namibie et Afrique du Sud), en particulier dans des domaines clés tels que l'enseignement scientifique avec, au besoin, des partenaires tels que le Commonwealth of Learning. Au Mali, on a formé des établissements d'enseignement supérieur à l'utilisation des REL afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage.

Harmonisation régionale de l'enseignement supérieur :

- La révision de la Convention régionale de 1983 sur la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur en Asie et dans le Pacifique progresse comme prévu, et une Conférence internationale des États parties se tiendra au Japon en 2011.

- En outre, l'UNESCO collabore étroitement avec l'Union africaine pour réviser la Convention régionale de 1981 sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique.

Chaires UNESCO et réseaux UNITWIN :

- De nouvelles chaires UNESCO et de nouveaux réseaux UNITWIN ont été créés, notamment en Afrique (par exemple au Malawi, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie) dans divers domaines tels que l'entreprenariat et la gestion de l'eau.

- Le réseau UNITWIN/Université des Nations Unies de dialogue universitaire Afrique-Asie pour le développement de l'éducation a été mis en place. Réunissant 17 universités d'Afrique et 12 d'Asie, il coopérera avec l'UNESCO et l'IIRCA en vue de renforcer les capacités nationales de recherche sur des aspects essentiels de l'éducation, notamment les enseignants.

- Un examen des chaires et des réseaux existants visant à redynamiser et renforcer les liens et les partenariats avec les universités régionales est en cours en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Suivi de la 2e Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur :

- Pour répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique, une cartographie des actions de suivi de la CMES a été établie lors de la sixième réunion de l'Équipe spéciale UNESCO-ADEA (Association pour le développement de l'éducation en Afrique) pour l'enseignement supérieur en Afrique en mars 2010. L'Équipe spéciale coordonne les activités des membres et d'autres partenaires majeurs, améliore les complémentarités et les synergies, encourage la coopération entre pays et entre institutions pour plus d'efficacité, met en place des activités phares dans des domaines prioritaires (par exemple recherches sur l'enseignement au niveau du doctorat et des études postdoctorales au Congo, en Gambie et au Niger) et étudie de nouvelles modalités permettant d'accroître le financement d'initiatives conjointes.

- L'UNESCO soutient par ailleurs l'élaboration de politiques dans des domaines tels que la réforme, l'innovation et l'assurance de la qualité, en faisant avancer le débat sur des questions comme la diversification des services d'enseignement supérieur et de leurs sources de financement, et en encourageant le recours à des ressources éducatives libres de qualité.

Défis et enseignements tirés :

- Le projet sur les REL en Afrique est l'illustration exemplaire d'un partenariat positif entre plusieurs parties prenantes. L'UNESCO a mis à profit une mise de fonds initiale d'un donateur bilatéral pour nouer un partenariat avec une organisation internationale afin d'amplifier le projet et produire ainsi un impact réel.

- En matière de suivi des instruments normatifs relatifs à l'enseignement supérieur, la difficulté consiste à mettre en place un mécanisme permettant de recueillir les informations en temps utile.

Axe d'action 3 : Cadres sectoriels : aider les gouvernements à planifier et gérer le secteur éducatif

Résultat escompté 8 : Renforcement des capacités nationales de préparation, de mise en œuvre et de gestion de politiques inclusives et de plans sectoriels de l'éducation, y compris en situation de post-conflit et de post-catastrophe

15. Trois grands types d'activités contribuent à la réalisation de ce résultat escompté : préparation d'évaluations et d'analyses des politiques de l'éducation, soutien à l'élaboration des politiques et plans nationaux en matière d'éducation et réalisation d'études thématiques sur les nouveaux enjeux de l'éducation.

Soutien à l'élaboration des politiques et plans nationaux en matière d'éducation :

- Des évaluations et des analyses des politiques du secteur de l'éducation ont été réalisées au Soudan (évaluation des politiques sectorielles) et en Jamahiriya arabe libyenne (évaluation de la stratégie nationale pour l'éducation et la recherche scientifique). La collaboration se poursuit avec les autorités nationales de la Malaisie en vue d'une évaluation des politiques du système éducatif de ce pays.

- Renforcement des capacités dans des domaines spécifiques de l'élaboration des politiques et de la planification en fonction des besoins des pays (Bahreïn, Émirats Arabes Unis, Guatemala, Jordanie, Liban, Népal, Nigéria, Oman, République démocratique du Congo, Soudan, Territoire palestinien occupé, Zimbabwe et pays de la sous-région du Pacifique et d'Asie centrale, entre autres).

- Expérimentation pilote d'une nouvelle méthode d'évaluation des besoins en capacités (CAPNAM) élaborée par l'UNESCO et le PNUD dans le domaine de la planification et de la gestion de l'éducation (Arménie et République démocratique du Congo, entre autres).

- Soutien à la planification et au chiffrage de la réalisation de l'OMD 2 (Guyana et Somalie, entre autres), évaluation et examen de plans stratégiques nationaux (Égypte et Jamahiriya arabe libyenne, entre autres).

- Soutien à la création de systèmes globaux d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE), y compris à l'aide du logiciel OpenEMIS et de systèmes d'indicateurs (Brésil, Mongolie, Haïti, entre autres, et Amérique latine et Caraïbes en vue d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Sommet des Amériques).

- Sensibilisation des responsables politiques à des aspects majeurs du développement de l'éducation (Afghanistan, Chine et pays de la sous-région du Pacifique et d'Asie centrale, entre autres).

Études thématiques :

- Des études sont en cours de réalisation sur certains enjeux majeurs intéressant l'avenir de l'éducation, y compris l'impact de la crise financière mondiale sur l'éducation dans 12 pays, grâce au Fonds pour l'analyse rapide des vulnérabilités et impacts (sous la coordination de l'initiative des Nations Unies Global Pulse).

- L'étude, qui comprend l'élaboration d'une méthode de recherche, la conception d'enquêtes et leur expérimentation sur le terrain, et la collecte et la gestion de données, devrait être menée à terme d'ici le deuxième semestre de l'année.

- La pertinence de l'UNESS a été renforcée et le processus préparatoire, qui porte davantage sur la méthode que sur le document final, a été lancé dans neuf États des Caraïbes orientales et à la Barbade.

Suivi de la 48e session de la Conférence internationale de l'éducation :

- Pour donner suite à la 48e Conférence internationale de l'éducation, l'UNESCO, par l'intermédiaire du Bureau international d'éducation (BIE), a plaidé et apporté son soutien en faveur de la révision des cadres d'orientation et d'enseignement conformément à une vision élargie de l'éducation inclusive. Les demandes de directives adaptées ont été satisfaites.

- Des contributions ont été apportées à divers agendas politiques et accords de haut niveau, comme les Conclusions du Conseil européen de 2010 sur la dimension sociale de l'éducation et de la formation et les objectifs éducatifs 2021 définis par les Ministres

de l'éducation ibéro-américains ; du matériel et des ressources ont été mis en ligne et une plate-forme pour le partage d'exemples de pratiques nationales a été créée ; des directives et des outils d'apprentissage destinés à promouvoir des programmes inclusifs ont été mis au point (module interrégional sur l'éducation pour l'inclusion, boîte à outils pour l'inclusion dans les États arabes, etc.) ; des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés (Maroc et Panama, entre autres).

Défis et enseignements tirés :

- Des difficultés subsistent s'agissant d'exploiter pleinement l'UNESS comme un cadre de planification et un outil de sensibilisation permettant de mobiliser des fonds et de constituer des partenariats.

- Des efforts accrus peuvent encore être faits pour consolider la position de l'UNESCO dans les processus de programmation conjointe par pays des Nations Unies.

Résultat escompté 9 : Développement des capacités nationales nécessaires pour intégrer dans les plans et politiques du secteur éducatif les principes, valeurs et pratiques du développement durable dans le cadre des efforts mondiaux visant à renforcer l'éducation en vue du développement durable (EDD)

16. Afin de donner suite à la déclaration de Bonn de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable, l'UNESCO apporte son aide à l'élaboration des politiques, élabore des matériels et des outils et appuie l'élaboration de programmes d'études et la formation des enseignants.

Aide à l'élaboration des politiques :

- Un soutien a été apporté à l'élaboration de stratégies nationales d'EDD (Lesotho et Namibie, entre autres) et à l'intégration de l'EDD dans les politiques sectorielles existantes (Swaziland, entre autres) et les statistiques (Viet Nam, entre autres).

- L'UNESCO apporte un soutien spécifique adapté aux besoins de chaque pays, par exemple création d'une équipe spéciale pour l'EDD (Angola, entre autres) ou réalisation d'une analyse de situation sur les capacités en matière d'EDD (Samoa, entre autres).

Élaboration et diffusion de matériels, de principes directeurs et d'outils :

17. Les matériels suivants sont destinés à enrichir la base de connaissances et à faciliter l'intégration de l'EDD dans les politiques, plans et activités du secteur de l'éducation :

- La publication relative au « Prisme de l'EDD »[7] a été finalisée et traduite dans six langues.

- La collecte des bonnes pratiques se poursuit dans le cadre de cinq études nationales (Chili, Indonésie, Kenya, Oman et Pays-Bas) visant à documenter la manière dont des États membres ont intégré l'EDD dans leurs programmes.

- Après la publication du deuxième recueil de bonnes pratiques de l'EDD publié par le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU)[8], le troisième Recueil de bonnes pratiques de l'EDD concernant le dialogue interculturel est en préparation.

[7] Publication disponible à l'adresse suivante : http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001908/190898f.pdf
[8] Publication disponible à l'adresse suivante : http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001812/181270f.pdf

- Les pratiques innovantes en matière d'EDD sont recueillies et mises en commun par le biais d'une plate-forme en ligne[9] qui permet aux décideurs, aux professionnels et aux chercheurs d'Amérique latine et des Caraïbes de partager leurs expériences.

- Des directives sur les connaissances, les compétences et les aptitudes permettant aux élèves du secondaire d'acquérir des compétences en matière d'EDD sont en préparation sur la base d'une étude en cours.

Élaboration de programmes d'études et soutien à la formation des enseignants :

- Un programme d'études a été élaboré et un soutien à la formation des enseignants apporté en vue d'améliorer la mise en œuvre de l'EDD (Bénin, Cameroun, Samoa, Sierra Leone, Tchad, entre autres).

- Dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO collabore avec le Secteur des sciences exactes et naturelles afin de réorienter l'enseignement scientifique à travers la formation des enseignants dans le sens de la prise en compte des questions de durabilité.

- En Amérique latine et dans les Caraïbes, des réseaux ont été créés en vue de réaliser des études régionales et de favoriser le partage des connaissances. L'accent est mis en particulier sur des domaines essentiels de l'EDD comme le changement climatique dans l'enseignement (Maldives, Viet Nam, Asie centrale et du Sud-Est, entre autres) et la réduction des risques de catastrophe (petits États insulaires tels que ceux des Caraïbes et d'Asie-Pacifique, Chine, Myanmar, Népal, Viet Nam, entre autres) selon les besoins des pays.

- Le Centre international de formation et de recherche pour l'enseignement rural (INRULED), centre UNESCO de catégorie 2, œuvre activement en faveur de la réduction des risques de catastrophe.

Défis et enseignements tirés :

- Il reste encore à obtenir des résultats concrets et à répondre au large éventail des questions qui se posent dans le cadre de l'EDD.

- Le grand programme I relèvera ce défi, notamment en se concentrant davantage sur le changement climatique. L'UNESCO a élaboré une nouvelle initiative – le programme sur l'éducation au changement climatique en vue du développement durable – afin que l'éducation contribue de manière plus visible et plus concrète à l'action internationale pour faire face au changement climatique.

- Le programme est destiné à aider les jeunes à comprendre l'impact du réchauffement planétaire et à y faire face, tout en encourageant les changements de mentalité et de comportement nécessaires pour engager la planète sur la voie d'un développement plus durable. L'éducation au changement climatique en vue du développement durable devrait en outre aider les enfants et les jeunes à s'adapter aux transformations induites par le changement climatique.

---

9 www.redinnovemos.org

Résultat escompté 10 : Renforcement des capacités nationales d'élaboration de réponses globales du secteur éducatif au VIH et au SIDA par le biais d'EDUSIDA et d'efforts similaires

Aide à la formulation de politiques :

- L'UNESCO aide des pays (Burkina Faso, États des Caraïbes orientales, Géorgie, Maurice, Mauritanie, Myanmar, Namibie, République démocratique populaire lao, Sainte-Lucie, Soudan, Suisse et Zambie par exemple) à intégrer le secteur éducatif dans les réponses nationales au SIDA.

- L'Organisation étudie et élabore pour le secteur éducatif des politiques et des plans qui tiennent compte du VIH afin de mieux harmoniser les politiques générales du secteur avec celles qu'il consacre au VIH (par exemple en Afrique du Sud, en Angola, au Cambodge, au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, au Lesotho, à Sao Tomé-et-Principe et au Swaziland).

- Des analyses du secteur sur la situation et les réponses à y apporter ont été menées à bien (dans les pays suivants notamment : Afghanistan, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Comores, Kenya, Kiribati, Îles Salomon, Lesotho, Malaisie, Maurice, Mongolie, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Swaziland, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Vanuatu, Zanzibar).

- Des politiques du secteur éducatif ont été révisées (au Lesotho, au Swaziland, à Trinité-et-Tobago par exemple) et les interventions en matière de VIH pour l'enseignement supérieur et l'EFTP ont bénéficié d'une visibilité accrue (comme en République-Unie de Tanzanie).

- Des politiques et des programmes sur le lieu de travail ont été mis en œuvre pour le personnel éducatif (par exemple en Angola, au Ghana, au Lesotho, en Namibie, au Sénégal et au Swaziland), notamment en renforçant les réseaux d'enseignants affectés par le VIH et le SIDA.

Renforcement des capacités des enseignants :

- L'UNESCO renforce les capacités des professionnels de l'éducation à fournir des informations sur le VIH et la santé sexuelle et reproductive (SSR), notamment pour la formation préalable et continue des enseignants (dans les pays suivants par exemple : Angola, Botswana, Chine, Cuba, Éthiopie, Kazakhstan, Kirghizistan, Liban, Lesotho, Malawi, Namibie, Nigéria, Pakistan, République-Unie de Tanzanie, Ouganda, Ouzbékistan, Tadjikistan, Zambie, Zimbabwe), et par le biais de l'élaboration de programmes et de matériels culturellement pertinents, tenant compte de l'égalité entre les sexes et fondés sur les droits.

- Les résultats comprennent l'intégration de modules d'information sur le VIH et la santé sexuelle et reproductive dans les programmes de formation des enseignants au Lesotho, et l'inclusion de l'enseignement des compétences nécessaires à la vie courante dans un nouveau programme de formation des enseignants en Namibie.

Enrichir la base de connaissances sur le VIH et l'éducation :

- L'UNESCO enrichit actuellement la base de connaissances sur le VIH et l'éducation, notamment en menant des recherches sur l'éducation sexuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes, et en achevant la phase de recherche d'une étude inédite sur les coûts et le rapport coût-efficacité de l'éducation sexuelle (par exemple en Estonie, en Inde, en Indonésie, au Kenya, au Nigéria et aux Pays-Bas) qui fournira des données sur les coûts par apprenant et en fonction des résultats sanitaires.

- L'UNESCO collabore avec des partenaires à l'élaboration de recommandations visant à renforcer la réponse du secteur éducatif aux besoins des apprenants séropositifs.

- Les activités menées pour observer les tendances et aider les pays à utiliser les données comprennent le développement en cours d'un cadre global de suivi et d'évaluation des réponses du secteur de l'éducation au VIH, des projets de cadres régionaux et nationaux de suivi et d'évaluation du secteur (Caraïbes, Viet Nam) et des orientations et des matériels pour un programme de suivi des connaissances sur le VIH et le SIDA à travers l'Afrique destiné à renforcer les capacités nationales de contrôle de l'efficacité des programmes d'éducation au VIH et d'évaluation des connaissances des élèves. L'UNESCO continue d'assurer le partage des connaissances en mettant à jour toutes les deux semaines le Service d'échange d'informations de l'UNESCO sur l'éducation en matière de VIH et SIDA[10].

Activités de sensibilisation et d'éducation :

- En Thaïlande, l'UNESCO favorise l'éducation des adolescents au VIH et à une sexualité sans risque grâce à une exposition novatrice d'une année au musée national des sciences et attire 2 000 à 5 000 visiteurs par jour depuis août 2010.

- L'action menée auprès de populations clés comprend des activités d'éducation par les pairs ciblant des hommes ayant des rapports homosexuels en Asie et dans le Pacifique et l'éducation pour la prévention dans le domaine du VIH et de la toxicomanie en Afghanistan, notamment l'intégration des questions liées à la drogue et au VIH dans les programmes d'alphabétisation non formels.

Défis et enseignements tirés :

- L'élaboration des documents de l'UNESCO relatifs à la programmation par pays (UCPD), la participation à la préparation des PNUAD et le travail effectué avec les interlocuteurs des gouvernements ont permis de promouvoir l'initiative EDUSIDA et d'améliorer la visibilité de l'UNESCO en tant que partenaire actif de la prévention du VIH.

- Le défi reste de faire en sorte que les États membres s'approprient la question, notamment en lui allouant leurs propres ressources humaines et financières.

Axe d'action 4 : Mener l'agenda international de l'éducation, y compris l'éducation en vue du développement durable (EDD), et assurer le suivi des évolutions

Résultat escompté 11 : Mobilisation d'un engagement politique et financier pour atteindre les objectifs de l'EPT grâce à une meilleure coordination de l'action des partenaires de l'EPT, et soutien continu aux initiatives/réseaux régionaux qui servent de plates-formes stratégiques[11]

Promotion de l'éducation au plus haut niveau politique :

- Les conclusions de la réunion plénière de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement ([Sommet sur les OMD] New York, 20-22 septembre 2010) ont reflété les efforts constants de l'UNESCO pour promouvoir l'éducation comme indispensable à la réalisation de tous les OMD. Des manifestations parallèles comprenant une exposition et des tables rondes ont permis à l'UNESCO de transmettre ses messages avec une grande visibilité.

---

10 http ://hivaidsclearinghouse.unesco.org/

11 Voir aussi le document 186 EX/6 pour de plus amples informations.

- L’UNESCO a en outre coopéré avec les autorités du Groupe des Vingt ([G-20], 11-12 novembre 2010, Séoul) pour souligner l’importance de l’éducation dans le développement des ressources humaines.

Révision de la structure de coordination de l’EPT :

- Au niveau mondial, l’UNESCO a pris des mesures pour réexaminer la structure de coordination de l’EPT dans le cadre du suivi de la recommandation de la neuvième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT (HLG) (Addis-Abeba, février 2010).

- Un document de travail intitulé « Accroître l’efficacité de la coordination de l’EPT », élaboré pour la réunion du Groupe consultatif international sur l'éducation pour tous, a servi de base à la consultation avec les parties prenantes.

- Deux propositions préliminaires ont émergé : (1) modifier en profondeur les modalités de la réunion du HLG en remplaçant celle-ci par plusieurs forums plus petits mais d’un plus haut niveau, privilégiant la mobilisation de la volonté politique et de ressources, et (2) transformer le Groupe de travail sur l'éducation pour tous en une réunion technique d’examen annuelle chargée d’informer le HLG et de faciliter le dialogue sur les politiques, l’échange d’informations et le suivi.

- Ces recommandations préliminaires ont constitué la base des préparatifs de la onzième réunion du Groupe de travail sur l'éducation pour tous (Paris, 2-3 février 2011) et de la dixième réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT (Jomtien, 22-24 mars 2011).

Approches novatrices du financement de l’éducation :

- En tant que membre du Groupe de travail international sur les financements innovants pour l'éducation, qui relève du Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, l’UNESCO continue de préconiser un engagement financier accru en faveur de l’éducation et cherche des approches novatrices du financement de l’éducation.

- Par l’intermédiaire de son Groupe consultatif d’experts sur la conversion de la dette et les approches novatrices du financement de l’éducation, l’UNESCO contribue à l’échange de connaissances sur des questions telles que la conversion de la dette au bénéfice de l’éducation et réalise des études sur des questions clés (comme le recensement des politiques des créditeurs et des débiteurs, l’endettement à travers le monde et la création de synergies entre la conversion de la dette et d’autres instruments financiers).

Défis et enseignements tirés :

- L’expérience du Sommet du G-20 à Séoul montre que davantage d’efforts stratégiques sont nécessaires pour mobiliser un engagement politique au plus haut niveau.

- Davantage d’efforts sont également nécessaires pour créer des liens plus forts entre les mécanismes de coordination de l’EPT aux niveaux mondial, régional et national.

Résultat escompté 12 : Suivi des progrès de l’EPT à l’échelle mondiale et régionale et identification des évolutions dans l'éducation grâce à la recherche appliquée et à la publication d’études et de rapports comme le Rapport mondial de suivi sur l’EPT

Rapport mondial de suivi sur l'EPT :

- Le Rapport mondial de suivi sur l’EPT 2010, intitulé « Atteindre les marginalisés », a été présenté en janvier au Siège de l’ONU à New York par la Directrice générale de l’UNESCO et, pour la première fois, le Secrétaire général de l’Organisation des Nations

Unies. Après la publication de la version anglaise, les versions dans les cinq autres langues des Nations Unies ont été achevées, distribuées et lancées lors de plus d'une cinquantaine de présentations régionales et nationales.

- Les conclusions du Rapport ont été aussi présentées à toutes sortes d'occasions – aux réunions du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous et à celles de la Consultation collective des organisations non gouvernementales (CCONG) au Forum des parlementaires d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'éducation (Santiago, mai 2010) et à des douzaines de manifestations, de séminaires ou de réunions d'experts, d'envergure nationale.

- Des préparatifs ont été faits pour le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011, qui a pour thème les conflits armés et l'éducation et qui a été présenté simultanément à travers le monde le 1er mars 2001.

- Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2012 mettra l'accent sur le développement des compétences, troisième objectif de l'EPT. Sa préparation a commencé par une réunion organisée à Bonn début novembre par le Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ), l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et l'Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT.

Recherche :

- Des travaux de recherche sont menés dans des domaines très divers (par exemple : les collections publiées par l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation [IIPE], notamment sur l'éducation dans les États fragiles et le renforcement des capacités). Les programmes de recherche de l'IIPE progressent comme prévu.

- Les résultats de travaux de recherches sur la décentralisation ont été diffusés au Kenya, au Lesotho et en Ouganda. De même, on s'apprête à diffuser les résultats des recherches sur le financement de l'éducation (qui couvrent les obstacles économiques à l'éducation ; la suppression des droits de scolarité et les partenariats secteur public – secteur privé) au Burkina Faso, en Éthiopie, au Lesotho et en République-Unie de Tanzanie.

Défis et enseignements tirés :

- Une évaluation externe du Rapport mondial de suivi a estimé que la publication était pertinente et utile, mais a souligné qu'il faudrait des efforts supplémentaires pour que les conclusions du Rapport parviennent jusqu'aux décideurs des pays les moins avancés et qu'il fallait trouver des fonds pour assurer l'avenir de cette publication. L'UNESCO a réussi à mobiliser des fonds à ces fins.

Résultat escompté 13 : Renforcement de la coordination internationale et du partenariat en faveur de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, et suivi de la Déclaration de Bonn issue de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable

18. Tout en inscrivant dans la durée les politiques et pratiques du secteur éducatif (voir ci-dessus l'axe d'action 3), l'UNESCO coordonne la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) et ce, dans le cadre de la Déclaration de Bonn relative à l'EDD adoptée lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable.

Amélioration de la visibilité et renforcement des partenariats :

- Un événement destiné à lancer la publication de l'UNESCO intitulée « Tomorrow Today » a été organisé en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2010, au cours de laquelle le rapport d'examen à mi-parcours sur la DEDD a été soumis.

- La visibilité de la DEDD a augmenté, comme le montre le nombre accru de visites sur le site Internet de la Décennie, le processus de suivi et d'évaluation et la Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable suscitant beaucoup d'intérêt.

- Dans la région Asie-Pacifique, des discussions se sont déroulées avec un leader mondial des modèles commerciaux durables (Interface, Inc.), ce qui a donné lieu à des activités conjointes de sensibilisation et jeté les bases d'activités futures en la matière.

- L'UNESCO a apporté une contribution au Comité de coordination interinstitutions sur la DEDD de l'ONU, dont la réunion annuelle (Barcelone, 23-25 novembre 2010) comportait un colloque public sur le suivi et l'évaluation de l'EDD. La brochure du Comité intitulée « Bâtir un monde plus durable grâce à l'éducation : Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD, 2005-2014) et Comité de coordination interinstitutions sur la DEDD » a été lancée à cette occasion.

- L'UNESCO a aussi participé et contribué à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-16, Cancun, 29 novembre – 10 décembre 2010).

Suivi et évaluation :

- Le Groupe d'experts chargé du suivi et de l'évaluation (MEEG) de la DEDD a examiné les progrès accomplis dans la réalisation des six composantes du Cadre mondial de suivi et d'évaluation de la Phase II. Le Groupe a aussi débattu de la mise en œuvre des composantes de la Phase II ainsi que du renforcement des capacités en vue d'ateliers de S&E de la DEDD.

- En Amérique latine et dans les Caraïbes, des ateliers régionaux de développement des capacités ont permis à des représentants de ministères de l'éducation et de l'environnement, ainsi que d'ONG, de mieux comprendre le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la DEDD.

Assistance technique en vue de soutenir la mise en œuvre de la Décennie :

- En Asie et dans le Pacifique, le Bureau régional pour l'éducation a apporté un soutien direct aux États membres, à leur demande. Une publication sur les processus/directives de coordination nationale de l'EDD, qui facilitera un soutien plus général à tous les États membres, a été élaborée.

- L'UNESCO a participé activement à des discussions visant à définir les actions à mener en vue d'intégrer la réduction des risques de catastrophe dans l'éducation avec des partenaires pour le développement essentiels, notamment l'UNICEF, Save the Children, PLAN International, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'ONU et le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes.

- L'UNESCO a entamé des discussions sur des thèmes d'actualité pour le programme d'action de l'EDD : le rôle prépondérant du secteur privé dans la durabilité et les liens entre santé et durabilité.

- Le soutien régional a été étendu à l'Inde en vue d'établir un institut de l'UNESCO de catégorie 1 dénommé Institut mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable, créé par la Conférence générale à sa 35e session.

- Une aide a été apporté aux Philippines en vue de mettre en place un centre sous-régional de catégorie 2 dénommé Centre d'Asie du Sud-Est pour l'apprentissage tout au long de la vie au service du développement durable, également créé par les États membres lors de la dernière session de la Conférence générale.

Défis et enseignements tirés :

- Dans la région Asie-Pacifique, les opportunités de création de modèles commerciaux durables et de collaboration avec le secteur privé font état de résultats prometteurs en vue de la réalisation de ce résultat escompté.

- L'enjeu consiste à fixer d'un commun accord avec les diverses parties prenantes un ensemble d'indicateurs en vue de mettre en œuvre un suivi et une évaluation systématiques de la DEDD.

Résultat escompté 14 : Bonne connaissance par les États membres des instruments normatifs dans le domaine de l'éducation et établissement par eux de rapports sur leur application

19. L'UNESCO s'emploie activement à faire transposer dans le droit et les pratiques de chaque pays les instruments normatifs internationaux relatifs à l'éducation. C'est ainsi qu'elle mène des campagnes en faveur de la ratification des conventions tout en aidant les États membres à améliorer le suivi de la mise en œuvre des conventions – ce qui est un travail perpétuel – notamment grâce à la publication d'exemples concrets. On mentionne ci-après quelques-unes des activités visant à promouvoir la mise en œuvre et/ou la ratification de trois de ces instruments :

Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960) et Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960) :

- Le 50e anniversaire de cette convention et de cette recommandation a été l'occasion de mieux faire connaître ces instruments et faire comprendre l'importance de mettre en œuvre leurs dispositions. Actuellement, une campagne en faveur de la ratification incite les États membres qui ne l'auraient pas encore fait à prendre les dispositions nécessaires à leur adhésion. En collaboration avec le Comité de liaison ONG-UNESCO, une journée spéciale a été consacrée au droit de tous les enfants à l'éducation.

- Un Projet de principes directeurs pour l'établissement des rapports des États membres pour la huitième Consultation a été élaboré et soumis au Conseil exécutif à sa 185e session, les membres du Conseil ayant été invités à présenter leurs observations à ce sujet. L'UNESCO s'est aussi acquittée des préparatifs de la création d'une base de données mondiale sur l'exercice du droit à l'éducation. Dans le prolongement de la septième Consultation sur la Convention et la Recommandation, un ouvrage rassemblant des exemples concrets en matière de non-discrimination et de droit à l'éducation a aussi été publié en vue d'échanger des informations et de mener une action de plaidoyer.

Recommandation concernant la condition du personnel enseignant (1966) et Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur (1997) :

- L'UNESCO et l'Organisation internationale du Travail (OIT) mènent actuellement des recherches communes sur une série de questions (par exemple, les bonnes pratiques du

dialogue social ; les bonnes pratiques en matière de politiques relatives aux enseignants). L'utilisation des recommandations a été encouragée et on a expliqué leur utilité en ce qui concerne la recherche, le professionnalisme des enseignants, la reconnaissance et le statut dont ils jouissent, les normes pédagogiques, les qualifications et leur harmonisation, ainsi que l'exode des enseignants, par exemple en Palestine dans le cadre d'un débat de haut niveau avec des décideurs ou à l'occasion de séances d'information dans des établissements d'enseignement supérieur et avec des syndicats d'enseignants, et en Afrique du Sud.

- La Journée mondiale des enseignants (5 octobre) commémore la signature à l'UNESCO de la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant (1966). Une série originale d'affiches montrant des enseignants à l'œuvre dans des situations de post-crise à travers le monde, dans la droite ligne du thème de la Journée mondiale des enseignants 2010 – « La reconstruction passe par les enseignants » –, a été exposée à Paris, ainsi que dans une galerie en ligne sur le site Web de l'UNESCO. L'exposition a été très appréciée, tant pour son contenu que pour son aptitude à rendre vivants les problèmes rencontrés par les enseignants.

Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (1974) :

- On élabore actuellement des principes directeurs relatifs aux compétences en matière d'éducation pour un développement durable ou d'apprentissage de valeurs essentielles comme les droits de l'homme, la paix, la tolérance. Ainsi, dans le cadre du projet des Écoles associées, le troisième Recueil de bonnes pratiques pour une éducation de qualité, intitulé « 2010 : Le dialogue interculturel », est en préparation.

- Après analyse des réponses nationales à la quatrième Consultation de la Recommandation de 1974, l'UNESCO a entamé des travaux concernant une brochure présentant la Recommandation et expliquant ses liens avec des cadres et instruments plus récents (par exemple : culture de la paix, objectif de l'EPT n° 6, DEDD, Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme).

Défis et enseignements tirés :

- Le suivi de la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (1974) a montré que la collaboration avec les institutions des Nations Unies était un moyen efficace d'approcher les États membres.

- L'enjeu consiste à sensibiliser les États membres et à leur apporter un soutien technique pour l'établissement de rapports circonstanciés sur les obligations qui leur incombent.

Priorité globale Égalité entre les sexes

20. Conformément au Plan d'action pour la priorité Égalité entre les sexes (2008-2013), le Secteur de l'éducation accorde une place importante à l'égalité entre les sexes et répond de manière holistique aux besoins des filles et des femmes en matière d'éducation en s'attaquant au problème sur plusieurs fronts : promouvoir l'éducation des filles et l'égalité entre les sexes, fournir une assistance technique pour l'élaboration de politiques et programmes sensibles à la question de l'égalité entre les sexes et soutenir la création de services éducatifs (formation des maîtres, conception de matériels pédagogiques) qui promeuvent le principe de l'égalité entre les sexes.

- L'UNESCO établit de nouveaux partenariats avec de nombreuses parties prenantes, en particulier le secteur privé (par exemple, Procter et Gamble, Fondation Packard), en vue d'œuvrer de concert en faveur de l'éducation des filles et des femmes. Elle continue de participer activement à des initiatives mondiales telles que l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les adolescentes.

- Dans le domaine de l'alphabétisation, entre autres activités, l'UNESCO s'attache à promouvoir des approches de la recherche sur l'alphabétisation soucieuses de l'égalité entre les sexes par le biais du nouveau Réseau des savoirs et innovations au service de l'alphabétisation.

- Dans le domaine de la formation des enseignants, le Liban, par exemple, a mis au point, avec le soutien de l'UNESCO, un manuel de l'enseignant portant sur les méthodes d'enseignement et d'apprentissage sensibles à l'égalité entre les sexes, à l'appui de l'enseignement scolaire. Il a également mis au point un cadre permettant d'examiner les préjugés liés au sexe dans les manuels scolaires. Cet examen devrait commencer en février 2011, de même qu'une formation appropriée des rédacteurs de manuels.

- Lorsqu'elle examine les politiques d'EFTP, l'UNESCO s'intéresse tout spécialement aux questions de parité entre les sexes et en particulier à l'accès des filles aux programmes nationaux d'EFTP tels que l'éducation à l'esprit d'entreprise dans un certain nombre de pays et, par exemple, l'inclusion d'orientations et de conseils dans les programmes d'EFTP en Côte d'Ivoire.

- Dans le domaine de la politique et de la planification sectorielles, une assistance technique est fournie à des États membres (par exemple le Viet Nam) pour qu'ils se donnent les moyens d'analyser leurs politiques sectorielles et d'intégrer les questions d'égalité entre les sexes dans l'ensemble du secteur éducatif.

- Dans le cadre de l'action de l'UNESCO en matière de suivi du droit à l'éducation, une étude des cadres juridiques et stratégiques nationaux d'éducation est en cours dans la région des États arabes, l'accent étant mis en particulier sur l'égalité entre les sexes et les droits de l'homme.

- La stratégie révisée de l'UNESCO concernant le VIH et le SIDA renforce la priorité accordée aux questions d'égalité entre les sexes, en s'appuyant sur de nouvelles initiatives et de nouveaux partenariats. L'UNESCO est favorable à une éducation sexuelle globale qui aborde les inégalités et iniquités liées au sexe, à un suivi et une évaluation sensibles à l'égalité entre les sexes de la réponse du secteur de l'éducation au VIH et au SIDA, à des politiques et programmes permettant aux écoles de s'attaquer à la violence inspirée par des considérations de genre et à la mise en œuvre de programmes dans le domaine du VIH qui soient appropriés sur le plan culturel et soucieux de l'égalité entre les sexes.

Priorité globale Afrique

21. Le Secteur de l'éducation continue d'accorder une grande priorité à l'Afrique, décentralisant 32 % de ses activités vers le continent. Douze des 20 pays cibles se situent en Afrique.

- L'UNESCO s'efforce d'aligner la mise en œuvre du Plan d'action de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique de l'Union africaine sur d'autres institutions et organisations du système des Nations Unies, en particulier dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale des Nations Unies devant permettre à l'Union africaine et à son

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de planifier, mettre en œuvre, financer, superviser et évaluer conjointement les activités.

- Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d’activité 2011 du Mécanisme de coordination régionale relatif à l’éducation et à la mise en valeur des ressources humaines, l’UNESCO aide la Commission de l'Union africaine à relever les défis concernant les enseignants en Afrique. Dans le domaine de l’enseignement supérieur, l’UA et l’UNESCO s’efforcent ensemble de réviser la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique (1981).

- Les activités relatives à l’EFTP menées dans la sous-région de l’Afrique de l’Ouest en coopération avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont actuellement étendues et des consultations sont en cours avec d’autres institutions et organisations du système des Nations Unies, en particulier dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale, en vue d’établir une structure similaire en Afrique orientale et méridionale.

- Un nombre croissant de pays sollicitent l’appui de l’UNESCO pour mettre en place une éducation de base ininterrompue de 9 à 10 années et renforcer la qualité de l’apprentissage dans le cadre du Programme pour l'éducation de base en Afrique (BEAP). Afin de créer une dynamique régionale essentielle et des capacités durables, l’UNESCO s’efforce de promouvoir le BEAP dans le cadre du droit à l’éducation et a mis en place un programme de formation à l’élaboration des programmes d’enseignement du BEAP. Plusieurs études nationales sont menées afin de recueillir des données factuelles sur les incidences stratégiques du BEAP, en ce qui concerne les difficultés qu’il rencontre et sa pérennité.

- Dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), en particulier en Éthiopie et au Rwanda, l’accent est mis sur le BEAP. Dans le domaine de l’éducation, la collaboration de l’UNESCO avec la Communauté d’Afrique de l’Est est la moins dynamique de toutes les CER et davantage d’efforts seront déployés pour renforcer la coopération.

- L’engagement pris par l’UNESCO d’aider l’UA à mettre en œuvre le volet perfectionnement des enseignants de la seconde Décennie de l'éducation pour l'Afrique se matérialise par les activités nationales et régionales relatives aux enseignants menées dans le cadre de l’Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA). L’UNESCO travaille en partenariat avec des institutions telles que le Groupe de travail sur la profession enseignante de l'ADEA, l’Organisation internationale du Travail et l’Internationale de l'éducation, avec le soutien technique et financier de plusieurs partenaires multilatéraux et bilatéraux.

Plates-formes intersectorielles

22. Le Secteur de l'éducation anime la **plate-forme intersectorielle sur le VIH et le SIDA**, qui renforce les capacités nationales d’environ 80 États membres en ce qui concerne l’évaluation, la conception et la mise en œuvre d’une éducation axée sur les droits de l’homme, et sert d’outil de communication et d’information sur l’accès universel aux services de prévention, de traitement, de soins et d'appui dans le domaine du VIH. En 2010, l’UNESCO a recruté et formé un personnel national au profil hautement interdisciplinaire et lui a apporté son appui, ce qui a considérablement accru la capacité de l’UNESCO de recenser les besoins des pays et d’y répondre. Les États membres bénéficient d’un soutien pour mettre en place des politiques basées sur des données factuelles et appliquer les meilleures pratiques au moyen d’approches pluridisciplinaires et intersectorielles. L’accès à des possibilités d’apprentissage de qualité sur le VIH et le SIDA s’améliore dans au moins 28 pays grâce au renforcement de la capacité des professionnels de

l'éducation de dispenser un enseignement préventif sur le VIH et au soutien apporté à la mise en place d'une éducation sexuelle. L'UNESCO aide 39 pays à s'attaquer aux préjugés et à la discrimination liés au VIH, en particulier à l'intention des catégories de la population qui sont marginalisées ou exclues, notamment les migrants, les minorités ethniques et les jeunes les plus exposés. Ayant renforcé la priorité accordée aux questions relatives à l'égalité entre les sexes dans sa stratégie révisée concernant le VIH et le SIDA, et forte de nouvelles initiatives et de nouveaux partenariats (par exemple, Groupe de travail interinstitutions sur les femmes, les filles, l'égalité des sexes et le VIH), l'UNESCO s'efforce de faire en sorte que les besoins des femmes et des filles en ce qui concerne le VIH soient pris en compte dans les stratégies nationales, en particulier dans les mesures prises par le secteur de l'éducation. L'UNESCO a pris l'initiative de produire des fiches d'information et communiqués sur les femmes, les filles, l'éducation et le VIH pour la Commission de la condition de la femme 2011. À travers ces initiatives, l'UNESCO, en collaboration avec ses partenaires, s'efforce de garantir que les mesures prises en ce qui concerne le VIH et le SIDA sont sensibles à la question de l'égalité entre les sexes et de nature à susciter le changement.

23. Le Secteur anime aussi la **plate-forme intersectorielle sur l'éducation au service d'un développement durable (EDD)**. Une première ébauche de l'outil d'apprentissage à multiples facettes dans le domaine de l'EDD, et plus particulièrement de l'eau – activité menée conjointement avec l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) – a été conçue par le groupe de travail intersectoriel et sera bientôt expérimentée sur le terrain. L'UNESCO a développé les capacités de plusieurs États membres (en particulier le Viet Nam et les Maldives) en matière d'éducation au changement climatique en vue du développement durable et a participé et contribué à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP-16) à Cancun (Mexique), inscrivant ainsi l'EDD à l'ordre du jour de cet important événement. L'Organisation a aussi coorganisé plusieurs manifestations parallèles relatives à l'article 6 et y a pris part (éducation, formation et sensibilisation). L'Année internationale de la biodiversité et les préparatifs de la participation de l'UNESCO à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP-10) (Nagoya (Japon), 27-29 octobre 2010) sur les questions relatives à l'éducation ont offert de nombreuses occasions d'approfondir la coopération avec le Réseau du système des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU), le réseau des chaires UNESCO sur l'EDD, le Réseau mondial de réserves de biosphère et le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB).

GRAND PROGRAMME II – SCIENCES EXACTES ET NATURELLES

Évaluation stratégique globale

24. Au cours de la première année de l'exercice 2010-2011, le GP II s'est principalement caractérisé par le renforcement des partenariats internationaux, l'accent étant mis sur les deux priorités globales de l'Organisation – l'Afrique et l'égalité entre les sexes – et par des activités hautement prioritaires et à grand retentissement. Le programme a reflété la mise en œuvre des recommandations de l'examen d'ensemble des grands programmes II et III.

25. Le lancement de l'Année internationale de la biodiversité 2010, en janvier, au Siège de l'Organisation, suivi par une conférence internationale de l'UNESCO sur les sciences et politiques en matière de biodiversité, a été organisé en coopération avec le PNUE, la Convention sur la diversité biologique (CDB), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et d'autres organisations scientifiques. Une déclaration et des recommandations concernant les domaines scientifiques et politiques clés dans lesquels il faut agir pour ralentir sensiblement le taux de perte de la biodiversité en ont résulté. Une série d'autres événements liés à l'Année internationale et coordonnés par l'UNESCO se sont déroulés dans le monde entier tout au long de l'année 2010 afin de faire prendre davantage conscience des problèmes afférents à la biodiversité et de la nécessité de la conservation, surtout parmi les jeunes. La première conférence internationale sur

la diversité culturelle et biologique a été organisée conjointement par l'UNESCO et la CDB en juin. Elle a défini sans équivoque les facteurs culturels indispensables à la conservation de la biodiversité. En guise de suivi des activités de l'Année internationale, dont l'apogée a été la conférence de Nagoya (Japon), en octobre 2010, la Directrice générale a annoncé une initiative de l'UNESCO sur la biodiversité qui associerait tous les domaines de compétence de l'UNESCO dans un effort mondial coordonné de conservation de la biodiversité.

26. L'UNESCO a été au premier rang des négociations menées entre les États membres des Nations Unies en vue de créer une Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), négociations à l'issue desquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution tendant à établir ladite Plateforme. Grâce à sa fructueuse contribution aux activités en matière de biodiversité, en particulier celles liées à l'Année internationale, il est admis que l'UNESCO sera un partenaire clé de l'IPBES, lorsque la Plateforme sera créée.

27. À l'occasion de la Journée mondiale de l'océan, le 8 juin, la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI) a célébré son 50e anniversaire. Dans le cadre de la cérémonie qui s'est tenue au Siège de l'Organisation, ont été lancés l'« Appel de l'océan », demandant qu'une priorité plus élevée soit accordée aux programmes de gestion côtière et océanique ainsi qu'à l'océanologie et aux technologies de l'océan, en même temps qu'un « Message aux peuples et aux nations du monde au nom de l'océan ». La 16e Conférence des Parties à la CCNUCC (Cancún, Mexique) a rendu hommage au Système mondial d'observation de l'océan (GOOS), géré par la Commission océanographique de l'UNESCO, pour le rôle essentiel qu'il joue dans la fourniture des données mondiales qui sous-tendent les négociations relatives au changement climatique et les rapports du GIEC.

28. La Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement a été célébrée le 10 novembre 2010 sur le thème « La science pour le rapprochement des peuples et des cultures ». Elle a mis en relief le rôle de la science pour la diplomatie et la promotion de la compréhension entre les cultures. Une exposition intitulée « Les sciences arabes » a été organisée au Siège de l'UNESCO en coopération avec l'Institut du monde arabe dans le cadre de cette célébration.

29. Le *Rapport de l'UNESCO sur la science 2010* a été présenté lors de la Journée mondiale, au Siège de l'Organisation en même temps que dans de nombreux bureaux hors Siège. Son lancement au Siège s'est déroulé devant un auditoire international et en présence d'un grand nombre de médias. Le Rapport sur la science, qui a été salué par de prestigieux magazines internationaux d'information, fait le point de la situation de la science dans le monde et souligne les capacités scientifiques croissantes des pays à économie émergente, témoignant que l'équilibre des investissements scientifiques, et par conséquent des capacités scientifiques, évolue au détriment de l'Amérique du Nord, de l'Europe et du Japon. Le Rapport sur la science est destiné à informer les décideurs qui s'efforcent de mobiliser la science au service du développement durable.

30. Le premier rapport international sur l'ingénierie a lui aussi été publié par l'UNESCO de concert avec la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs et d'autres partenaires. Intitulé « Ingénierie : enjeux et défis pour le développement », ce rapport qui s'adresse à une large audience, depuis les décideurs jusqu'aux étudiants, constitue un vaste corpus d'informations sur les applications de l'ingénierie pour faire face à la pauvreté et au changement climatique et assurer le développement durable. Présenté lors de la 185e session du Conseil exécutif, le Rapport de l'UNESCO sur l'ingénierie est disponible en version papier et en ligne et a été très favorablement accueilli.

31. En tant que coordinatrice du Groupe des Nations Unies pour la science et la technologie, qui rassemble 13 agences des Nations Unies appuyant le Plan d'action consolidé de l'Union africaine dans le domaine de la science et technologie, l'UNESCO a organisé au Rwanda, dans le cadre de

l'initiative « Unis dans l'action » des Nations Unies, le premier atelier national sur les sciences et la technique au service de la réalisation des OMD. Cet atelier organisé en coopération avec le Bureau de la planification stratégique a réuni toutes les agences des Nations Unies présentes dans les pays ainsi que le Ministère rwandais de l'éducation, des sciences et de la technologie. Il a symbolisé l'approche adoptée par le GP II, dans les pays pilotes de l'initiative « Unis dans l'action », à savoir exploiter le potentiel des politiques intégrées en matière de sciences, de technologie et d'innovation pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international ainsi que pour assurer le développement durable.

32. Après l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies relative au droit des aquifères transfrontières, des recommandations spécifiques ont été élaborées en vue de sa mise en œuvre par les éminents scientifiques et décideurs qui ont participé à la conférence internationale sur le thème « Aquifères transfrontières : défis et nouvelles orientations », événement capital qui s'est tenu à Paris en décembre.

33. À la suite du grave séisme qui a frappé Haïti et des gigantesques inondations enregistrées au Pakistan et au Bénin, une importante aide technique et scientifique a été fournie à ces pays dans des domaines tels que la surveillance sismique, l'application du Code de la construction, la politique de l'eau, la fourniture d'eau potable dans les situations d'urgence et la prévention des glissements de terrain, en coopération avec un certain nombre de partenaires de l'UNESCO tels que l'Institut UNESCO-IHE et des centres de catégorie 2 s'occupant de la réduction des risques de catastrophe, d'hydrologie et de géosciences.

Défis et enseignements tirés :

- Les États membres apprécient les travaux du Secteur, notamment en ce qui concerne les océans, l'eau douce, l'écologie, les géosciences, la politique scientifique, les sciences fondamentales et l'ingénierie, mais deux grands défis doivent être relevés. Nous devons préciser davantage l'orientation stratégique du Secteur et rendre la coopération entre ses unités plus efficace. En 2010, la préparation de documents en vue du projet de 36 C/5 nous a permis d'accomplir des progrès considérables dans la réalisation de ces deux objectifs. Nous avons identifié deux grands cadres génériques dans lesquels s'inscrivent logiquement les efforts actuels et deux thèmes transversaux qui intéressent de multiples unités existantes. Cette nouvelle vision de l'organisation de notre travail nous permet de créer de nouvelles approches de la programmation par équipe entre les divisions. Affiner ces approches restera l'une des grandes priorités des activités du Secteur au cours du présent exercice et du prochain.

- Le Secteur a grand besoin d'une stratégie de communication plus efficace ; en effet, même au sein de l'UNESCO, la profondeur, l'ampleur et la qualité de nos efforts sont mal connues et la situation est encore moins bonne à l'extérieur. Quelques progrès ont été réalisés ces derniers mois mais l'amélioration de notre stratégie de communication sera l'un des grands enjeux des mois et des années à venir.

- Le Secteur peut considérablement renforcer les partenariats extérieurs, notamment avec le secteur privé. Pour améliorer la situation, nous y consacrerons davantage de personnel spécialisé et associerons plus tôt des partenaires potentiels à la conception et à la planification des programmes.

- En aidant au relèvement du Pakistan après les inondations, le Secteur a acquis en 2010 une solide expérience pratique de la fourniture en temps voulu d'un soutien technique et scientifique à l'appui de la reconstruction après une catastrophe naturelle. L'UNESCO a coopéré efficacement avec d'autres organismes des Nations Unies et elle est parvenue à faire reconnaître l'importance de la science, notamment dans les appels éclairs et les activités coordonnées ultérieures. Le défi consiste à tirer parti de ces enseignements afin de mettre au point pour l'avenir une approche plus complète qui soit à la fois évolutive et

dûment liée aux activités de préparation aux catastrophes. Comme la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles augmentent, il est impératif que le Secteur des sciences exactes et naturelles élabore une approche globale.

Axe d'action 1 : Accroître l'influence des sciences au moyen d'une politique intégrée en matière de science, de technologie et d'innovation (STI)

Résultat escompté 1 : Révision des politiques et stratégies nationales existantes en matière de STI, l'accent étant mis en particulier sur l'Afrique et les PMA

- Suite aux recommandations de l'UNESCO, le Gouvernement du Nigéria a versé une subvention spéciale à six universités sélectionnées pour qu'elles se réforment et se modernisent de manière à atteindre un niveau international. La recommandation concernant la création d'une fondation nigériane pour la science a été incluse dans le projet de transformation économique « Vision 2020 » et l'UNESCO a été retenue comme organisation partenaire de sa mise en œuvre.

- Afin d'assurer la viabilité du programme tanzanien de réforme des sciences qu'elle coordonne par le biais du Programme de l'ONU « Unis dans l'action », l'UNESCO a lancé un projet intitulé « renforcer les capacités en vue de la réforme du système tanzanien pour la science et l'innovation ». Elle a coorganisé la conférence « La science au service de l'Afrique II » (Addis-Abeba, juin), sur le thème de l'innovation, ainsi que la manifestation parallèle sur le « rôle des académies des sciences dans le développement socioéconomique de l'Afrique ».

- Au titre du Programme UNISPAR, l'UNESCO a fourni à l'Azerbaïdjan, à la Gambie, à l'Indonésie, à la Malaisie et au Sri Lanka une assistance technique en matière de développement de parcs scientifiques et de pépinières technologiques.

- L'Organisation a en outre dirigé un atelier international de formation à Daejeon (République de Corée) et un atelier régional sur la gouvernance des parcs scientifiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes à San José (Costa Rica).

- Un Centre régional pour le développement des parcs scientifiques et des pépinières technologiques a été créé à Ispahan (République islamique d'Iran).

Résultat escompté 2 : Élaboration de stratégies régionales en matière de STI et promotion efficace des stratégies existantes

- L'UNESCO a encouragé la coopération internationale dans le domaine des politiques scientifiques et a favorisé la STI au service du dialogue, de la compréhension mutuelle et de la réconciliation. Deux forums régionaux sur les politiques ont été tenus dans la région méditerranéenne et en Asie du Sud et du Sud-Est, plus d'une vingtaine de parlementaires et une trentaine de scientifiques y ont participé. Ces forums ont débouché sur la création d'un réseau régional rassemblant des parlementaires, des scientifiques et d'autres parties prenantes.

- Le 10 novembre 2010, l'UNESCO a célébré la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement sur le thème de « La science pour le rapprochement des peuples et des cultures », qui représente la base de la compréhension mutuelle et donc de la paix. Un soutien technique a été fourni à l'Organisation israélo-palestinienne pour la science (IPSO) en vue de la réunion du Conseil international pour la science (Paris, décembre).

- L'UNESCO a organisé la Conférence internationale sur l'histoire de la science chinoise et son interaction avec d'autres civilisations dans le cadre de la célébration de l'Année internationale du rapprochement des cultures. L'Organisation a financé un atelier de formation pour les cadres moyens sur la formulation de politiques de STI (Kuala Lumpur, juin), une formation sur la gestion de la recherche-développement (R-D) pour les décideurs de haut niveau (Le Caire, novembre), et a fourni à la Mongolie l'aide technique nécessaire à une révision de ses politiques nationales de STI.

Résultat escompté 3 : Amélioration de la base de données sur les politiques scientifiques et renforcement des échanges de savoirs

- Le Rapport de l'UNESCO sur la science 2010 a été présenté à l'occasion de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement au Siège de l'UNESCO et simultanément dans plusieurs bureaux hors Siège.

- L'UNESCO a organisé un séminaire-atelier national sur la gestion et l'évaluation de la R-D à Katmandou (Népal) et une consultation sous-régionale sur les statistiques et les indicateurs en matière de STI à Tashkent.

Résultat escompté 4 : Progrès en matière de développement durable dans les PEID et les PMA, l'accent étant mis sur l'adaptation au changement climatique ainsi que sur la reconnaissance et la promotion des savoirs locaux et autochtones

- Le site Web de l'UNESCO consacré aux PEID, qui rend compte des activités et des événements organisés par l'UNESCO pour soutenir la Stratégie de Maurice, a été entièrement remanié, transformé, puis présenté et lancé dans l'ensemble du système des Nations Unies.

- Dans le cadre du projet Sandwatch sur la surveillance des côtes et l'adaptation au changement climatique, un atelier régional de formation et de travail en réseau pour les PEID de l'océan Indien a été organisé en octobre, avec la participation de sept PEID du monde entier. Un atelier Sandwatch (Grenade, avril) a été tenu pour inclure le projet dans un nouveau programme d'enseignement national. Quatre projets ont été mis en place sur le terrain dans des PEID dans le contexte du Forum « En première ligne face au changement climatique ». Sept propositions ont été retenues pour être financées suite à l'appel à propositions de projet portant sur la prévention du VIH et du SIDA et sur les droits de l'homme passé par l'initiative « Vision des jeunes sur la vie dans les îles ».

- Un livre sur les connaissances autochtones du milieu aquatique possédées par le peuple Mayangna vivant dans la Réserve de biosphère de Bosawas (Nicaragua) a été publié en espagnol et en langue mayangna et présenté dans le cadre de la célébration de l'Année internationale de la biodiversité (2010).

- Le Forum multilingue sur Internet « En première ligne face au changement climatique » a financé, à travers le monde, 28 projets de terrain qui renforcent la compréhension des connaissances autochtones sur les effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets.

- Une manifestation sur les connaissances autochtones et le changement climatique a été tenue en marge de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Nagoya, novembre).

- L'édition en langue française de l'ouvrage intitulé Développement durable de la région arctique face au changement climatique : défis scientifiques, sociaux, culturels et éducatifs a été publiée et présentée.

- Dans les Îles Salomon, des ateliers faisant participer des enseignants et les communautés locales ont été tenus dans le lagon de Marovo. Des ressources éducatives en ligne de type wiki accessibles localement ont été développées en langue marovo, sur la base de l'encyclopédie de l'UNESCO sur les savoirs autochtones intitulée Reef and Rainforest.

Défis et enseignements tirés :

- Les mesures prises dans le domaine de la STI nécessitent la mobilisation constante des principaux acteurs, une augmentation des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques et un engagement financier accru. Il importe de démontrer l'impact des politiques et programmes en matière de STI sur le développement pendant la phase de conception afin de garantir l'engagement politique au plus haut niveau et de réunir toutes les parties prenantes.

- Poursuivre les activités de renforcement des capacités de STI aux niveaux national et régional est un défi que l'UNESCO a appris à relever en augmentant le nombre de ses partenaires, ainsi qu'en obtenant l'implication des parlementaires. Pour garantir cet effort, l'UNESCO doit aider à développer les capacités nationales et régionales, en particulier celles des universités.

- Le succès de la réforme des politiques de STI menée dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » des Nations Unies en République-Unie de Tanzanie devrait être reproduit dans d'autres pays pilotes de l'initiative, en utilisant les politiques de STI dans tous les domaines de la science.

- Le principal défi posé par l'étude et la description de l'évolution de la STI réside dans sa complexité et le rythme rapide à laquelle elle change. L'UNESCO doit élaborer une solide base de recherches en collaboration avec des centres de recherche du monde entier pour garantir la production d'analyses approfondies.

- La collaboration avec les ministères de l'éducation pour intégrer des activités et des programmes pertinents sur le plan local dans les programmes scolaires nationaux est un défi permanent face auquel certains pays obtiennent un succès relatif et d'autres rencontrent des obstacles majeurs. La collaboration relative aux questions concernant le savoir autochtone et la gestion de la biodiversité s'est avérée bien plus difficile.

- Il est de plus en plus communément admis qu'il est nécessaire de tenir compte des conceptions et des préoccupations locales dans la prise de décisions sur l'adaptation au changement climatique au niveau international. Cependant, les modalités existantes pour un tel échange sont largement inappropriées. La collaboration interinstitutions qui permet de réunir les efforts pour combler l'écart entre l'échelon local et l'échelon international ouvre des perspectives dans le cadre de la CCNUCC et du GIEC et l'UNESCO s'apprête à en tirer parti.

- Le *Rapport de l'UNESCO sur la science 2010* a été salué comme étant une importante contribution aux débats sur les politiques scientifiques, notamment dans le domaine de la STI au service du développement durable. On cherchera à nouer d'autres partenariats avec des centres de recherche afin de maintenir le haut niveau de qualité requis pour que le Rapport soit un document de référence. L'indépendance de ses auteurs doit être indiquée plus visiblement dans les futures éditions pour que les États membres comprennent que le Rapport ne reflète pas les idées officielles de l'Organisation.

Axe d’action 2 : Renforcer les capacités dans le domaine des sciences et l’enseignement scientifique, en particulier en Afrique

Résultat escompté 5 : Renforcement de l’enseignement scientifique à différents niveaux par le biais du PISF et de son action dans la promotion de l’utilisation de satellites pour un enseignement scientifique novateur ; promotion des politiques concernant l’enseignement scientifique et amélioration de la qualité de l’enseignement des sciences, l’accent étant mis en particulier sur l’Afrique et sur la participation des femmes et des filles

- En Amérique latine, l’expérimentation pilote d’un cours théorique et pratique de biologie moléculaire pour les enseignants de biologie du second degré a progressé grâce à un atelier organisé au Chili en coopération avec des partenaires régionaux.

- Une aide a été apportée à l’organisation d’ateliers sur l’apprentissage actif dans les domaines de l'optique et de la photonique en Algérie (mai), aux Philippines (novembre) et en Colombie (décembre).

- Un soutien a été apporté à la promotion de la coopération internationale et au renforcement de la collaboration dans le domaine des mathématiques et de la physique, en particulier entre la chaire UNESCO de mathématiques et de physique théorique en Palestine, le CIPT et le Centre international de mathématiques pures et appliquées (CIMPA). Le premier cours du CIMPA en mathématiques appliquées et sciences de l’ingénieur a été organisé en Uruguay en collaboration avec d’autres partenaires spécialisés et a constitué une étape essentielle dans la mise en place dans le pays d’une communauté dans le domaine des mathématiques appliquées.

- Grâce à des ateliers de microscience et à des réunions consultatives, une aide a été apportée au Chili, au Koweït et au Soudan en vue de méthodologies pratiques d’apprentissage/d’enseignement en chimie et biologie.

- Au Soudan, le suivi actif a consisté à adapter les matériels à la planification et aux programmes scolaires soudanais en vue de les mettre en œuvre dans des écoles pilotes.

- L’UNESCO a contribué à la création d’un Festival scientifique palestinien et des matériels d’apprentissage en arabe ont été mis à disposition sur les méthodes d’enseignement des sciences.

Résultat escompté 6 : Renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans le domaine des sciences fondamentales, en vue d’en favoriser les applications qui répondent aux besoins de la société, et incitation à poursuivre des carrières scientifiques, l’accent étant mis sur l’Afrique et sur l’égalité entre les sexes

- Le partenariat UNESCO-PISF/CERN a organisé le deuxième cours international sur le libre accès à Rabat (Maroc). Les formateurs du CERN ont formé des spécialistes d’Afrique et des États arabes aux principes et possibilités du libre accès, ainsi qu’à la création et au fonctionnement d’un dépôt électronique national/institutionnel.

- Le financement de la distribution gratuite de périodiques soumis à un examen collégial et de documents de référence en biotechnologie à des institutions de pays en développement a été assuré.

- Un soutien supplémentaire a permis de consolider la première phase du Projet commun CIGGB-TWAS-UNESCO/PISF pour la biologie moléculaire fondamentale.

- Le Centre international de rayonnement synchrotron pour les sciences expérimentales et appliquées au Moyen-Orient (SESAME) a fourni l'expertise nécessaire à un Plan stratégique du SESAME pour 2010-2014. En mai, la Commission nationale des États-Unis d'Amérique pour l'UNESCO a apporté son soutien au SESAME, tandis que la Suisse est devenue Observateur du Centre en juillet. Des scientifiques et étudiants-chercheurs d'Égypte, d'Iran, d'Israël, de Jordanie, de l'Autorité palestinienne et de Turquie ont bénéficié d'une formation dispensée par des conférenciers japonais et de la région du SESAME à l'Université SESAME/JSPS/Sabanci (mars, Antalya (Turquie)). L'étude de faisabilité concernant le centre de perfectionnement des scientifiques des pays lusophones en sciences fondamentales, dont la création est envisagée à Lisbonne en tant que centre de catégorie 2 placé sous l'égide de l'UNESCO, a été réalisée.

- Un cours d'été de niveau avancé intitulé « Cours de formation sur le mécanisme moléculaire de l'infection et de la propagation virale » a été organisé en Afrique du Sud en mars. La priorité a été donnée à de jeunes scientifiques africains. Cinquante participants ont ainsi été formés.

- Cinq ateliers de formation aux neurosciences ont été organisés en Afrique. La troisième réunion du projet Human Variome a été coorganisée par l'UNESCO (Paris, mai).

Résultat escompté 7 : Accompagnement des États membres pour le renforcement de leurs capacités et l'innovation dans le domaine des sciences de l'ingénieur, ainsi que pour l'élaboration de politiques pertinentes

- Le programme des sciences de l'ingénieur a publié le rapport de l'UNESCO intitulé *Ingénierie : Enjeux et défis pour le développement* – tout premier rapport international sur l'ingénierie –, en collaboration avec la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs, le Conseil des académies d'ingénierie et de sciences technologiques et la Fédération internationale des ingénieurs-conseils.

- Deux projets – « Les besoins et le nombre des ingénieurs en Afrique » et « Les besoins et le nombre des inventeurs en Afrique » –, relatifs au renforcement des capacités en sciences de l'ingénieur, à l'innovation et aux indicateurs connexes du développement dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, ont démarré.

- Une réunion de spécialistes de l'UNESCO sur le thème « Géo-ingénierie : la voie à suivre ? » a été organisée conjointement par la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO et les divisions de SC.

Résultat escompté 8 : Accroissement de la coopération Sud-Sud et de la coopération Nord-Sud-Sud dans le contexte du renforcement des capacités pour l'Afrique

- La réunion de spécialistes intitulée « Géo-ingénierie : la voie à suivre ? » a été organisée en prenant spécialement en compte la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud. Un soutien a été apporté aux réseaux et aux partenariats, par exemple dans le cadre du Réseau africain d'institutions scientifiques et technologiques et de la Conférence des recteurs et doyens des instituts de sciences, d'ingénierie et de technologie.

Défis et enseignements tirés :

- Les États membres, en particulier d'Afrique, ont manifesté un intérêt et un soutien très forts à l'égard des initiatives de renforcement des capacités dans le domaine des sciences et de l'ingénierie. L'écho réservé par l'ensemble de la communauté scientifique et technique à nos actions est aussi très encourageant quant à sa volonté d'y contribuer. Un défi essentiel consiste à coordonner plus efficacement les contributions de nos

partenaires et à intégrer les initiatives de renforcement des capacités dans le cadre de nos efforts d'élaboration de politiques des STI.

- Le suivi, l'analyse et la définition de données de référence dans le domaine des sciences de l'ingénieur sont compliqués par la pénurie d'indicateurs en la matière, en particulier dans le contexte du développement. L'élaboration de tels indicateurs devrait être une priorité des activités futures, en partenariat avec d'autres organisations.

- La communauté mondiale des ingénieurs est tout à fait désireuse de contribuer aux questions relatives au développement durable. Le rapport sur l'ingénierie doit être plus analytique et fournir des principes directeurs aux États membres.

- Dans le cadre des initiatives d'enseignement des sciences, la demande importante de production d'un nombre suffisant de kits sur les microsciences à distribuer à toutes les écoles d'un État membre donné pose problème compte tenu des ressources du Programme ordinaire.

- La détermination des partenaires de l'UNESCO à poursuivre la promotion et la popularisation des sciences fondamentales et la formation avancée dans ce domaine est très encourageante. Nous devons redoubler d'efforts pour créer des partenariats avec de nombreuses parties prenantes et mobiliser des fonds extrabudgétaires. L'élargissement des initiatives pilotes qui se sont avérées concluantes est un défi.

- Le gel de toutes les activités financées par des fonds extrabudgétaires fournis par la Libye a suscité d'immenses difficultés en termes de programme et de ressources humaines.

Axe d'action 3 : Promouvoir la gestion durable et la préservation de l'eau douce, des ressources terrestres et de la biodiversité

Résultat escompté 9 : Renforcement de la base de connaissances sur les processus relatifs au cycle hydrologique, y compris les bassins fluviaux, les systèmes aquifères et les écosystèmes

- Les problèmes posés par la qualité de l'eau ont été examinés dans le cadre d'un séminaire sur le thème « Nouveaux polluants des ressources en eau, nouveau défi pour la qualité de l'eau ». Un atelier intitulé « Les origines, le cycle et l'accumulation des polluants : une perspective urbaine » et le Séminaire d'ONU-Eau à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau 2010 sur « L'eau et l'urbanisation » ont soulevé des questions relatives aux eaux urbaines lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm.

- Le PHI a produit un film court métrage intitulé « L'eau dans les villes », qui illustrait les défis actuels et futurs posés par les eaux urbaines et encourageait les approches durables de la gestion des eaux urbaines pour l'Exposition universelle de Shanghai 2010, dont le thème était « Meilleure ville, meilleure vie ».

- Le document *Simulation avancée et modélisation pour la gestion des eaux urbaines* – UGROW a été publié dans la Série sur l'eau urbaine de l'UNESCO-PHI.

- Un atelier sur la gestion des aquifères côtiers dans les PEID des Caraïbes a bénéficié d'une organisation conjointe, s'ajoutant à la septième réunion d'experts sur la Gestion de la recharge des aquifères.

Résultat escompté 10 : Accompagnement des États membres pour le renforcement des politiques relatives à la gouvernance et à la gestion de l'eau dans les bassins fluviaux, les systèmes urbains, les zones arides et semi-arides, y compris les eaux souterraines et les eaux partagées

- Des dizaines de conférences, cours et ateliers de formation ont été organisés, notamment le Colloque international sur les eaux souterraines comme élément clé de l'adaptation aux évolutions du climat et de la société (Kyoto, novembre), précédé d'un cours de formation du PHI de l'UNESCO organisé dans le cadre du projet GRAPHIC en collaboration avec des partenaires.

- Le géo-serveur du G-WADI a connu d'importantes améliorations concernant la résolution et l'interface utilisateur et a été utilisé pour analyser un épisode de fortes précipitations lors des inondations catastrophiques qui ont récemment touché le Pakistan. Le G-WADI a organisé avec des partenaires, en Chine, un deuxième cours d'été auquel ont pris part plus de 400 participants de pays d'Asie afin d'aider les chercheurs à se procurer les toutes dernières données et techniques en matière d'études de la surface du sol et d'assimilation des données.

- Un cours sur le changement climatique, la sécheresse hydrologique et les inondations a été organisé à l'intention de participants d'Asie du Sud.

- Un catalogue des méthodes d'estimation des inondations a été publié par le projet FRIEND Asie-Pacifique. La Conférence hydrologie 2010 : évolution de l'environnement physique et social : impacts et réactions hydrologiques a été organisé à San Diego en octobre 2010.

- La conférence internationale sur le thème « Aquifères transfrontières : défis et nouvelles orientations » a eu lieu en décembre. En septembre, le PHI et le WWAP ont organisé, dans le cadre de leur programme intitulé Du conflit potentiel au potentiel de coopération (PCCP), une formation sur la gestion des conflits liés à l'eau destinée aux formateurs des pays africains anglophones.

- Le mastère spécialisé sur la gestion des conflits liés à l'eau de l'UNESCO-IHE a débuté sous l'égide du programme PCCP, en collaboration avec le Centre UNESCO-HELP de catégorie 2 de Dundee.

- Le Programme d'écohydrologie a lancé plus d'une trentaine de projets de démonstration axés sur une compréhension intégrée des processus biologiques et hydrologiques à l'échelle des bassins versants.

- Une série complète de principes directeurs pour la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) à l'échelon des bassins fluviaux, ainsi qu'un manuel d'instructions, ont été élaborés.

Résultat escompté 11 : Renforcement des capacités dans le domaine de l'eau, y compris par l'éducation à tous les niveaux, l'accent étant mis sur l'Afrique et sur l'intégration de l'égalité entre les sexes

- La Section de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels a organisé, avec des partenaires chinois, un cours de formation sur la Gestion intégrée des ressources en eau et l'adaptation au changement climatique à l'intention de toutes les commissions fluviales de Chine.

- En septembre, un mastère Erasmus Mundus en écohydrologie a été lancé. Les capacités de plus de 1 500 enseignants ont été renforcées dans huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes depuis le début du projet de la fondation PHI/WET sur l'eau et l'éducation.

- Un programme d'été sur l'éthique de l'eau a été lancé à l'intention d'étudiants en Égypte, y compris un kit d'apprentissage en ligne sur l'eau.

- Les programmes de l'UNESCO sur l'éducation relative à l'eau ont été diffusés dans le cadre de manifestations spéciales organisées en Angola, en septembre, en Uruguay, en novembre, et au Brésil, en décembre.

- Des ateliers à l'intention des médias ont été organisés au Zimbabwe et au Botswana. Neuf bulletins d'information en ligne ont été publiés et adressés à un total de 24 150 abonnés.

Résultat escompté 12 : Promotion de la gestion intégrée des ressources biologiques et minérales, en tirant parti de la base de connaissances, des réseaux et des capacités institutionnelles

- Les programmes MAB et PICG ont collaboré pour mettre au point un projet sur les réserves de biosphère et les ressources de la Terre. La collaboration entre les réseaux et partenaires d'Amazonie brésilienne, de République démocratique du Congo (ERAIFT) et d'Indonésie a débouché sur un plan de travail triennal (2011-2013) pour la coopération Sud-Sud en faveur de la gestion intégrée des territoires et ressources des forêts tropicales.

- Les compétences en géosciences ont été mobilisées pour atténuer les effets des inondations catastrophiques qui ont ravagé le Pakistan.

- La Division des sciences écologiques et des sciences de la terre (EES) et ses réseaux de partenaires ont été mobilisés à l'appui de plusieurs initiatives menées dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité (2010) qui ont débouché sur une initiative CDB-UNESCO sur la diversité biologique et culturelle et qui ont permis à l'UNESCO d'occuper un créneau dans les travaux de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques qui est en train d'être mise en place.

Résultat escompté 13 : Promotion, par le biais du Réseau mondial de réserves de biosphère (WNBR), de l'adoption d'approches participatives pour la conservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets

- Le 1er Congrès ibéro-américain de réserves de biosphère a adressé un message à la 16e Conférence des Parties à la CCNUCC, tenue à Cancun (Mexique), sur le rôle des réserves de biosphère en tant que lieux d'apprentissage pour le développement durable dans le contexte du changement climatique.

- Un forum sur le bio-carbone a été organisé à Brazzaville (République démocratique du Congo) afin de sensibiliser au rôle joué par les réserves de biosphère du Bassin du Congo dans l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à ces effets.

- Des projets de partenariat entre l'Afrique du Sud et l'Allemagne ont mis en relief l'utilisation des protocoles bioculturels pour aborder les modèles d'accès et de partage des bénéfices pour lesquels la 10e Conférence des Parties à la CDB, tenue à Nagoya (Japon), a adopté un protocole spécial qui sera ratifié en 2012.

- Le réseau EuroMAB a mené de nombreuses activités d'échange de connaissances à partir d'une plate-forme communautaire Web destinée aux acteurs des réserves de biosphère.

- Douze jeunes chercheurs ont reçu une bourse de recherche du MAB pour des recherches concernant les réserves de biosphère.

Résultat escompté 14 : Renforcement des capacités géoscientifiques pour l'observation et la surveillance des systèmes terrestres, l'accent étant mis sur les géosystèmes, la prévision des géorisques et l'adaptation au changement climatique, en particulier sur l'Afrique

- Une nouvelle initiative a été lancée en faveur de l'enseignement des sciences de la Terre en Afrique et des plans ont été établis pour développer plus avant le projet à l'issue de consultations menées dans cinq régions d'Afrique.

- Les activités de la carte géologique du monde et du projet « OneGeology » ont permis d'informer près de la moitié des PMA sur une utilisation durable de leurs ressources naturelles à l'avenir.

- Le Réseau mondial des géoparcs compte désormais 77 sites dans 25 pays, soit une hausse par rapport à 2009 (13 sites dans 6 pays), dont la plupart offrent d'importantes possibilités en matière d'éducation relative au changement climatique.

Résultat escompté 15 : Renforcement des capacités en ce qui concerne l'atténuation des effets des catastrophes naturelles par l'établissement de réseaux et de partenariats et par un soutien aux politiques, une attention particulière étant accordée à la parité entre les sexes et aux jeunes

- L'UNESCO a encouragé le partage des connaissances entre spécialistes des risques de séismes et de glissements de terrain et le renforcement des capacités pour la réduction des risques sismiques grâce à des ateliers spécialisés dans la région de la Méditerranée ainsi que par le biais de la Plateforme internationale pour la réduction des catastrophes sismiques et du Consortium international sur les glissements de terrain.

- L'étude de faisabilité concernant un système d'alerte rapide pour les éruptions volcaniques et les activités sismiques connexes a attiré l'attention des volcanologues et de la société civile sur la réduction des risques liés aux volcans et la nécessité d'une aide internationale de la part de l'UNESCO.

- L'Organisation a joué un rôle de premier plan dans le cadre de la SIPC pour encourager le plaidoyer en faveur de l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les programmes d'enseignement, à travers le soutien apporté à la campagne « Un million d'écoles et d'hôpitaux à l'abri des catastrophes » lancée par la SIPC, ainsi que pour mettre en avant la réduction des risques de catastrophe dans la Stratégie de l'UNESCO pour la seconde moitié de la DEDD. Un kit de formation à la réduction des risques de catastrophe a été mis au point et lancé au Caire. En coparrainant la conférence internationale sur les catastrophes et les risques à Davos, l'UNESCO a pris part de façon visible à cette manifestation mondiale. Des échanges actifs d'informations et de conseils ont eu lieu concernant la nécessité d'un code de construction parasismique pour la reconstruction d'Haïti.

Résultat escompté 16 : Accompagnement des États membres pour l'élaboration de politiques relatives aux sources d'énergie renouvelables et alternatives et le renforcement des capacités dans ce domaine

- Le dialogue mondial sur les politiques et l'échange mondial de connaissances ont été encouragés à travers des réunions régionales d'experts et l'élaboration de matériels et publications sur les politiques énergétiques, y compris un outil d'aide à la formulation des politiques intitulé *une énergie plus efficace pour assurer l'approvisionnement énergétique* qui a été mis au point par le Centre international pour le développement énergétique durable, à Moscou, pour la Communauté d'États indépendants.

- S'agissant du renforcement des capacités, des activités régionales de formation ont été organisées à Bamako, au Mali (30 experts), à Kuala Lumpur, en Malaisie (26 experts) et à Almaty, au Kazakhstan (20 experts) ; un soutien a également été apporté à cinq grandes conférences internationales, notamment la 25[e] Conférence et exposition internationale sur l'énergie solaire photovoltaïque.

- Neuf bourses ont été accordées par le Centre international pour le développement énergétique durable à des représentants de pays en développement pour un programme de formation.

- Au total, les activités de formation ont bénéficié à 180 participants, à différents niveaux, de 33 pays en développement.

Défis et enseignements tirés :

- Une étroite coopération entre le Siège, les centres de catégorie 2 pertinents, les bureaux hors Siège et d'autres organismes des Nations Unies, sous la direction de l'ADG, a permis d'apporter une large assistance à la suite des inondations qui ont touché le Pakistan. Ces efforts démontrent clairement que l'UNESCO a un rôle important à jouer s'agissant de l'application rapide de la science durant les interventions en cas de catastrophe naturelle. D'autres efforts doivent néanmoins être déployés pour élaborer des stratégies globales qui permettent de mobiliser rapidement des ressources et de mener des activités de suivi soutenues.

- Les États membres et la communauté scientifique internationale comptent de plus en plus sur l'aide de l'UNESCO, notamment par l'intermédiaire du PHI, de l'UNESCO-IHE, du PICG et de la COI, pour créer la base des sciences environnementales nécessaire à la prise de décisions aux fins d'un développement durable et d'une gestion des risques tenant compte du changement climatique. En règle générale, ces organismes réussissent à s'assurer la participation des communautés scientifiques dans les États membres et à offrir une aide concrète pour relever les défis globaux communs. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la coordination et la communication au sein de ces organisations scientifiques internationales et entre elles, pour sensibiliser davantage le grand public aux efforts de ces organismes, et pour rationaliser les processus administratifs. La mobilisation de fonds supplémentaires à ces fins constitue un défi majeur.

- Le Programme MAB et son réseau mondial de 559 réserves de biosphère offrent d'incroyables perspectives en matière d'éducation, de recherche et de développement économique. Cependant, beaucoup reste à faire pour exploiter pleinement le potentiel des réserves de biosphère en tant que « laboratoires vivants pour le développement durable ». La prochaine réunion du CIC-MAB sera déterminante à cet égard.

- Les centres UNESCO de catégorie 2 spécialisés dans le développement durable, les sciences de l'eau, les géosciences, l'observation de la Terre et l'atténuation des risques représentent un atout considérable pour l'Organisation. Leurs contributions aux secours fournis au Pakistan à la suite des inondations témoignent de la volonté sincère et de la capacité de ces centres d'excellence dispersés de travailler ensemble. Il faut redoubler d'efforts pour améliorer la coordination de leurs activités et tirer pleinement parti de cette ressource dynamique, tant pour relever des défis pour lesquels on a fixé des échéances à court terme que pour renforcer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud. Les mécanismes existants, tels que le Conseil scientifique du PICG et le Conseil intergouvernemental du PHI, peuvent être utiles à cet égard, mais il faut également mettre en place un mécanisme de coordination et de communication global en raison du caractère transdisciplinaire de nombreux défis.

- L'expertise de l'UNESCO est sollicitée dans le cadre des partenariats avec l'Union européenne et l'Union africaine en vue de renforcer les géosciences en Afrique. La création à Bruxelles d'un bureau de l'UNESCO pour la coopération avec l'Union européenne devrait faciliter cette coopération, à condition de renforcer les capacités scientifiques de ce bureau.

Axe d'action 4 : Renforcer la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO et étendre la portée de ses activités à tous les États membres : améliorer la gouvernance et promouvoir la coopération intergouvernementale pour la gestion et la protection des océans et des zones côtières

Résultat escompté 17 : Amélioration des systèmes d'observation des océans et des normes d'échange de données

- Le niveau de mise en œuvre du Système mondial d'observation de l'océan (GOOS) a été maintenu avec succès au-dessus de 60 %, comme prévu.

- À la fin de l'année, le taux global de mise en place du système s'établit à 62 %, tandis que les réseaux mondiaux de bouées dérivantes, de flotteurs Argo et du programme de navires de mesure bénévoles ont été maintenus avec succès à 100 %.

- Pour renforcer l'engagement national à l'égard du GOOS, des rapports d'étape ont été remis aux Parties à la CDB (Nagoya, octobre) et à la CCNUCC (Cancun, décembre) ainsi qu'au Sommet ministériel du Groupe sur l'observation de la Terre (Beijing, novembre).

- Les États membres ont continué de fournir des orientations moyennant l'organisation de réunions statutaires du Comité de gestion de la JCOMM (Paris, novembre) et du Conseil de l'I-GOOS (Paris, décembre).

- L'engagement durable de la communauté scientifique a été facilité grâce à l'appui apporté à l'équipe spéciale chargée du suivi d'OceanObs09.

Résultat escompté 18 : Meilleure coordination de la recherche sur les écosystèmes océaniques, la biodiversité et les habitats marins, et promotion de bonnes pratiques pour la gestion des écosystèmes marins et côtiers

- Les principes directeurs relatifs à l'aménagement de l'espace marin publiés l'année dernière ont été largement distribués et sont actuellement traduits par les États membres en chinois, russe, espagnol et vietnamien.

- Un manuel d'aménagement de l'espace marin sera établi pour répondre aux besoins des sites marins du WHC. Au moins deux provinces/États d'Amérique du Nord ont élaboré leurs propres plans d'aménagement de l'espace marin en s'inspirant des principes directeurs de la COI. La Corée a traduit les principes directeurs relatifs à l'atténuation des risques côtiers. Ceux-ci ont été distribués par l'intermédiaire des États membres de l'OMM qui ont coparrainé l'initiative.

- Le Programme intergouvernemental sur les efflorescences algales nuisibles (HABP) met actuellement en place un certain nombre d'activités à moyen/long terme, telles que le Programme scientifique international COI-SCOR sur l'écologie et l'océanographie des efflorescences algales nuisibles à l'échelle mondiale (GEOHAB).

- Trois ateliers de formation internationaux ont été organisés, et les statistiques sur les participants démontrent que les efflorescences algales nuisibles posent problème

essentiellement dans les pays dotés d'une industrie aquacole en développement. Les Programmes HAB et GEOHAB ont édité plusieurs publications importantes. Le projet de recherche de base de GEOHAB a été lancé. Le Guide des meilleures pratiques concernant la recherche et la communication de données sur l'acidification des océans a été publié en mai, et son résumé destiné aux décideurs traduit en français et en espagnol.

Résultat escompté 19 : Réduction des risques liés aux tsunamis et autres risques océaniques et côtiers, l'accent étant mis sur les régions particulièrement vulnérables d'Afrique, les PMA et les PEID

- La coordination intergouvernementale globale a été améliorée pour les quatre systèmes régionaux d'alerte rapide aux tsunamis.

- La COI a participé à deux missions d'évaluation interinstitutions pour faire le point des mesures d'atténuation des risques de catastrophe en République dominicaine (mai) et au Chili (octobre). Ces missions, effectuées à la demande des gouvernements, ont notamment permis d'examiner les systèmes nationaux d'alerte rapide. Les résultats ont été présentés au niveau du Cabinet.

- Plusieurs sessions et ateliers de formation destinés à plus de 1 000 participants de plus de 40 pays ont été organisés par la COI afin d'améliorer les systèmes régionaux et nationaux d'alerte aux tsunamis. Les programmes de préparation communautaires ont bénéficié à plus de 50 000 personnes grâce à des matériels de sensibilisation et de préparation aux tsunamis.

Résultat escompté 20 : En réponse aux demandes des États membres concernant l'élaboration des politiques et le renforcement des capacités, intégration du savoir et de l'expérience acquis dans le cadre de tous les programmes pertinents de la COI, l'accent étant mis sur les régions particulièrement vulnérables d'Afrique, les PMA, et les PEID

- Le groupe de travail spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies pour le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques a recommandé une démarche pour la mise en place du Mécanisme. Les recommandations du groupe de travail spécial ont été traduites et adoptées par la résolution 65/37 de l'Assemblée générale. Les modalités de lancement du Mécanisme ont été arrêtées dans le cadre d'une résolution des Nations Unies. La COI ne servira pas de secrétariat technique et assumera plutôt des fonctions techniques et d'appui.

- Une exposition appelant l'attention sur la nécessité de protéger la biodiversité marine en haute mer a été préparée et présentée à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan, le 8 juin. L'exposition explique les critères scientifiques permettant de désigner les zones écologiquement ou biologiquement importantes en haute mer qui doivent être protégées.

- Une évaluation des capacités des institutions océanographiques dans la région de l'océan Indien occidental, financée conjointement par l'UNESCO/ODINAFRICA et le PNUD/ASCLME, a commencé par une analyse de la situation dans les États insulaires des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles en juin.

Défis et enseignements tirés :

- La COI est tenue de répondre aux attentes des États membres et des organisations partenaires et de mener une gamme étendue et croissante d'activités, en tenant compte des contraintes imposées par les ressources limitées du Programme ordinaire.

- Le renforcement de la communication entre la COI et les délégations permanentes auprès de l'UNESCO aident à faire mieux connaître les services offerts par la COI aux États membres et contribuent à renforcer l'engagement et l'appui en faveur de l'action de l'Organisation.

Priorité globale Afrique

Résultat escompté 1 : Renforcement des politiques scientifiques et technologiques et des capacités de planification de certains États membres africains, y compris les PEID

- Les réformes et les examens des politiques scientifiques se sont poursuivis dans les pays où des réformes sont en cours, notamment le Nigéria, la République du Congo et la Tanzanie, ainsi que dans les pays ayant lancé de telles réformes, comme la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Des conseils techniques ont été fournis aux pays suivants : Botswana, Malawi, Namibie, Sénégal, Zambie et Zimbabwe.

Résultat escompté 2 : Plan d'action de l'UNESCO, à l'appui du Plan d'action consolidé de l'Afrique dans le domaine de la science et de la technologie de l'UA, axé sur la mise en œuvre de ses projets phares

- L'UNESCO a coorganisé des ateliers de formation à l'intention des 15 pays de la CEDEAO. Plus de 80 responsables ont été formés à l'élaboration de politiques reposant sur des données factuelles. Un atelier sur la science et la technologie organisé dans le cadre de l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action » a conduit à la création au Rwanda du Fonds national de dotation pour l'innovation.

- Les organismes des Nations Unies ont contribué au 7e Forum pour le développement de l'Afrique intitulé « Agir face aux changements climatiques pour promouvoir un développement durable en Afrique ». Des responsables de l'éducation et des formateurs d'enseignants, venant des Comores, de Maurice et des Seychelles, ont été formés à la surveillance des côtes ainsi qu'à l'adaptation au changement climatique dans le cadre du programme Sandwatch.

Le principal défi est la mobilisation de ressources extrabudgétaires pour compléter le budget ordinaire, en particulier pour l'initiative phare concernant le Campus virtuel africain. Les changements intervenus au niveau des gouvernements et du personnel ont perturbé le déroulement du processus d'examen des politiques.

Résultat escompté 3 : Renforcement de l'enseignement et de la mise en réseau dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées

- Le Projet mondial pour l'expérimentation micro-scientifique a tenu un atelier et des consultations au Soudan et en a activement assuré le suivi. En février, des professeurs de sciences venant de pays africains ont été formés à l'École internationale des enseignants, au CERN à Genève.

- Une initiative a été lancée pour créer un ou plusieurs centres de téléenseignement dans des établissements d'enseignement supérieur au Rwanda.

- Le RAIST a octroyé des bourses de formation postuniversitaire et aidé des membres du corps enseignant d'universités africaines à effectuer des déplacements de courte durée en tant que professeurs invités ; l'UNESCO a poursuivi ses activités visant à créer une base de données des scientifiques actuels de la diaspora ; et des bourses de voyage ont été accordées à des chercheurs africains pour leur permettre de participer à des conférences internationales africaines.

- Pour préparer l'Année internationale de la chimie (2011), l'UNESCO a organisé une conférence régionale à Bamako.

Résultat escompté 4 : Renforcement de la base de connaissances et des capacités pour la formulation des politiques énergétiques nationales

- Le deuxième cours d'été annuel africain, qui avait pour thème l'« Énergie solaire pour l'électrification des zones rurales », s'est tenu à Bamako (Mali). Y ont participé 30 représentants des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

- Un soutien technique et des services consultatifs ont été fournis pour l'élaboration des politiques énergétiques en Afrique, dans le cadre d'un partenariat actif avec la Communauté des États sahélo-sahariens.

Résultat escompté 5 : Renforcement de la base de connaissance et des capacités pour la gestion nationale et régionale de l'eau douce

- Les études de faisabilité concernant le Centre sur les eaux souterraines au Kenya et le Centre régional pour la gestion intégrée des bassins fluviaux à Kaduna (Nigéria) (centres UNESCO de catégorie 2) ont été réalisées. Un soutien a été apporté à des scientifiques des réseaux UNESCO-PHI d'Afrique subsaharienne lors de conférences et d'ateliers internationaux, notamment l'atelier G-WADI (Dakar, avril), la conférence sur les FRIEND (Fez, octobre), la troisième semaine africaine de l'eau (Addis-Abeba, novembre), l'atelier relatif à l'eau et à la diversité culturelle (Nairobi, novembre) et la Conférence internationale de l'ISARM à Paris.

- Au cours d'une réunion organisée à Paris en décembre, le réseau G-WADI d'Afrique subsaharienne a été officiellement créé. Son Secrétariat doit être hébergé par l'AGRHYMET à Niamey (Niger). Les activités de surveillance de la sécheresse en Afrique ont été lancées en décembre.

- À la suite d'inondations massives au Bénin, des actions concrètes devant permettre au pays de s'adapter à la récurrence de ces phénomènes ont été préparées et intégrées dans le Plan d'action humanitaire d'urgence révisé pour le Bénin.

Résultat escompté 6 : Réactivation de l'enseignement des sciences de la Terre de niveau universitaire

- L'UNESCO a apporté son soutien à la mise en œuvre de l'initiative d'Éducation aux sciences de la Terre en Afrique et a organisé la réunion régionale du Réseau des réserves de biosphère de l'Afrique à Nairobi (Kenya) en septembre.

- Le thème du « Financement durable des réserves de biosphère » a attiré des participants de 22 pays africains.

Résultat escompté 7 : Mise en place de stratégies d'adaptation pour gérer les modifications des zones côtières en Afrique de l'Ouest

- La mise en œuvre de l'ODINAFRICA (Phase IV), du Projet Adaptation au changement climatique dans les zones côtières (ACCC) d'Afrique de l'Ouest et du GOOS-AFRIQUE s'est poursuivie.

- Les organes subsidiaires sous-régionaux de la COI ont été réactivés, notamment une réunion du Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est, organisée pour la première fois depuis dix ans. Le poste de Coordonnateur de la COI en Afrique a été créé

au sein du Bureau de l'UNESCO à Nairobi en vue de coordonner l'ensemble des activités de la Commission en Afrique.

- Le Programme de bourses du 50e anniversaire de la COI a permis à 12 jeunes responsables africains d'aider leur pays à établir des plans à long terme d'adaptation au changement climatique dans les zones océaniques et côtières d'Afrique, et un soutien a été apporté aux chaires de la COI au Mozambique et en Tanzanie.

Priorité globale égalité entre les sexes

Résultat escompté 1 : Amélioration et promotion de la formation spécialisée des femmes des pays en développement dans plusieurs domaines des sciences naturelles et de l'ingénieur

- Le partenariat L'ORÉAL-UNESCO pour les femmes et la science a organisé la Semaine pour les femmes et la science 2010 en mars. Quinze bourses internationales ont été accordées à des étudiantes et cinq éminentes lauréates originaires d'Égypte, de France, du Mexique, des Philippines et des États-Unis se sont vu décerner le Prix L'ORÉAL-UNESCO par la Directrice générale de l'UNESCO et le Président de la Fondation L'ORÉAL, en présence de M. Ahmed Zewail, Prix Nobel de chimie 1999 et Président du Jury international.

- Un master « Environnement, eau et santé » a été lancé à l'Université de Lomé (Togo) par la Chaire UNESCO « Femme, science et gestion raisonnée de l'eau en Afrique de l'Ouest ».

- Le PHI a renforcé la formation spécialisée de femmes de pays en transition et en développement dans le domaine des sciences de l'eau grâce à un programme de bourses pour des études supérieures.

Résultat escompté 2 : Renforcement de la participation des femmes aux réseaux et activités scientifiques parrainés par l'UNESCO

- Le PHI a apporté une contribution technique et délégué des spécialistes à la manifestation intitulée Femmes, eau et développement durable en Afrique, organisée conjointement par l'UNESCO (Paris, novembre). La participation des chaires UNESCO sur l'eau et l'égalité entre les sexes a été assurée.

- L'Association des géoscientifiques africaines (AAWG), créée à l'origine avec l'appui de l'UNESCO, a tenu sa cinquième conférence en avril à Grand Bassam (Côte d'Ivoire) sur le thème « Femmes et géosciences pour la paix ».

- La 43e session du Conseil exécutif de la COI en juin a fixé un objectif plus ambitieux de 25 % de participation des femmes aux activités de la Commission pendant la période 2008-2013, et les États membres ont été vivement encouragés à ne pas perdre de vue l'égalité des sexes quand ils désignent des personnes qui participeront aux activités de la COI.

Résultat escompté 3 : Renforcement de la participation des femmes à la prise de décisions relatives à la politique de la science, de la technologie et de l'innovation et action en vue de faire comprendre aux responsables les raisons de cette participation

- Le rôle que jouent les femmes dans la transformation de la société par le biais des sciences et des politiques scientifiques a été souligné à l'occasion de la Journée mondiale de la science au service de la paix et du développement par une conférence

internationale coorganisée par l'UNESCO sur « Les politiques d'égalité entre les sexes : une approche prospective – Nouveaux scénarios, nouveaux acteurs, nouvelles articulations » en novembre à Buenos Aires (Argentine). La Conférence portait sur des thèmes tels que « Les femmes, la science et le développement équitable », « L'égalité des sexes dans l'édification des sociétés du savoir : Stratégies inclusives et novatrices » ou « Le défi de la construction du dialogue interculturel par la science : voix et initiatives féminines ». Une activité sur « Les femmes et la science » a été organisée en mars à Johannesburg (Afrique du Sud).

Résultat escompté 4 : Mise en lumière, à l'échelle internationale, de la dimension sexospécifique de la conservation de la biodiversité

- L'importance du rôle des femmes et d'approches prenant en compte l'équilibre entre les sexes dans la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité a été mise en avant au cours de l'Année internationale de la biodiversité 2010.

- Un événement spécial sur « Les dimensions sexospécifiques de la biodiversité » a été organisé lors de la Conférence AIB de l'UNESCO : Science et politiques de la biodiversité (Paris, janvier). Les actes de cette conférence, qui contiennent des recommandations d'action future, ont été publiés et distribués lors de la 10e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Nagoya, novembre).

- Dans le cadre du Projet LINKS, le livre *Savoirs féminins liés à la nature, plantes médicinales et médecine traditionnelle dans les Mascareignes* a été mis sous presse. Il décrit les connaissances médicales telles qu'elles sont pratiquées par les femmes de ces îles. Il analyse la façon dont cette médicine traditionnelle s'est développée grâce à des vagues successives d'immigrantes qui ont apporté avec elles leurs connaissances de différentes traditions médicales.

Instituts de catégorie 1

Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau

Résultat escompté 1 : Renforcement du développement durable par le biais de l'éducation et de la formation relatives à l'eau, principalement dans les pays en développement

- L'UNESCO-IHE a poursuivi la mise en œuvre de son Partenariat mondial UNESCO-IHE pour l'éducation et la recherche en matière d'eau. Quatre cursus de master en sciences agréés de 18 mois ont été mis en place. Quatorze spécialisations conjointes ont été proposées en coopération avec des universités partenaires – la plupart situées dans des pays du Sud –, dont deux en collaboration avec des centres relatifs à l'eau placés sous l'égide de l'UNESCO. L'Institut a dispensé 16 cours en ligne en 2010.

- Au total, 180 étudiants de master en sciences ont obtenu leur diplôme en 2010 et sept étudiants ont obtenu leur doctorat. Six cents professionnels ont été formés dans le cadre de formations de courte durée. On a donné une impulsion à la qualité en lançant un programme de formation du personnel à la « qualification à l'enseignement universitaire » ; 40 % du personnel de l'Institut sont actuellement inscrits à ce programme.

Résultat escompté 2 : Accroissement des capacités de recherche dans le domaine de l'eau, en mettant l'accent sur des thèmes en rapport avec les OMD et en s'attachant principalement à la résolution des problèmes des pays en développement

- Pour la première fois, plus de 100 candidats (Ph.D.) se sont inscrits.

- L'eau et l'adaptation au climat sont des domaines prioritaires, et deux projets interdisciplinaires ont démarré l'année dernière, l'un dans le delta du Mékong, l'autre dans le bassin du Nil. Parmi les autres domaines scientifiques qui ont bénéficié d'une attention particulière figurent la gouvernance de l'eau, la gestion intégrée des eaux urbaines et les services d'assainissement pour les pauvres. Le nombre de communications scientifiques publiées dans des revues dont les articles sont évalués par des pairs a augmenté de façon régulière pour dépasser 110 articles.

Résultat escompté 3 : Renforcement et accroissement des capacités des agences locales de l'eau

- Les actions de renforcement des capacités ont été en grande partie centrées sur le renforcement des établissements par l'élaboration de programmes d'enseignement et de recherche en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les projets importants relatifs au développement institutionnel incluaient notamment l'aide apportée au secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Iran (plus de 1 000 professionnels formés) et le développement de l'éducation tertiaire relative à l'eau dans les pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Résultat escompté 4 : Production et partage de connaissances et d'informations dans le cadre de partenariats et d'activités conjointes dans les domaines de l'éducation, de la recherche et du renforcement des capacités

- L'UNESCO-IHE a mis en œuvre un programme de développement des capacités en collaboration avec le centre de catégorie 2 HidroEx au Brésil. L'Institut a participé aux initiatives de l'UNESCO visant à aider le Pakistan suite aux inondations qu'a connues le pays.

- De vastes travaux de recherche sur les besoins du secteur de l'eau en termes de développement des capacités ont été lancés.

Défis et enseignements tirés :

- Un des principaux défis auxquels l'UNESCO-IHE est confronté est de savoir comment répondre à la demande croissante d'éducation relative à l'eau dans le monde. L'Institut a enregistré dix fois plus de demandes d'inscription à ses cours que de places disponibles. La difficulté concerne le financement des frais de scolarité des candidats issus des pays en développement. En ces temps de crise financière, l'Institut déploie des efforts sans précédent pour obtenir des États membres qu'ils s'engagent à offrir des bourses aux étudiants. Utiliser SISTER et la gestion axée sur les résultats, comme répondre aux demandes administratives et de gestion du Siège, demeurent très problématiques également.

Centre international Abdus Salam de physique théorique (CIPT)

Résultat escompté 1 : Intensification de la formation des scientifiques, en particulier des femmes et des jeunes, à la recherche de haut niveau et augmentation du nombre d'enseignants universitaires en physique et mathématiques

- Le CIPT a tenu 48 conférences et ateliers à Trieste, attirant 4 830 visiteurs, dont 21 % de femmes, 128 nations y ont été représentées. Il a organisé 14 activités régionales de formation (sept en Afrique, deux en Asie, trois en Amérique latine et deux en Europe). Les participants à ses activités ordinaires venaient des groupes de pays ci-après : PMA (6 %), pays en développement (43 %), économies en transition de l'Europe du Sud-Est (1 %), CEI (4 %), pays développés (46 %).

- Cinq cent trente-sept membres associés, dont 18 % de femmes, ont été nommés. À la fin de l'année, le CIPT avaient 114 arrangements de fédération dans 33 pays. Pendant la période d'étude 2009-2010 du programme de diplômes, 47 étudiants (27 % de femmes) venus de 23 pays, dont neuf jeunes physiciens d'Afrique subsaharienne, ont assisté aux cours. Le nombre total de chercheurs du programme TRIL présents dans les laboratoires italiens était de 98, tandis que 52 nouvelles bourses ont été accordées et que 37 bourses existantes ont été prolongées.

Résultat escompté 2 : Développement de la coopération Sud-Sud et des activités en Afrique

- Le CIPT a soutenu six centres affiliés, quatre en Afrique, un en Amérique latine et un en Europe de l'Est. En 2010, douze projets étaient en cours : six en Afrique, quatre en Asie, un en Europe de l'Est et un en Amérique latine. Le CIPT a appuyé dix réseaux dans divers domaines de la physique et des mathématiques : cinq en Afrique, deux en Asie et trois en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il a financé 64 réunions scientifiques.

- Pendant la seconde moitié de l'année, le CIPT a signé quatre nouveaux mémorandums d'accord : deux avec le Brésil, un avec l'Argentine et un avec le Mexique.

Résultat escompté 3 : Renforcement des synergies avec d'autres unités de l'Organisation contribuant au grand programme II

- Du 8 au 10 novembre, le CIPT a célébré son anniversaire sur le thème « Le CIPT après 45 ans : la science et le développement pour un monde qui change ». Plus de 175 scientifiques et responsables politiques influents, notamment l'ADG/SC, ont étudié les effets du changement planétaire sur la science et l'éducation dans le monde en développement. Des lauréats du prix Nobel, des ministres et des dirigeants d'organismes de développement se sont réunis à l'occasion d'un dialogue international visant à définir de nouvelles stratégies efficaces pour la recherche et l'enseignement scientifiques. Dans le cadre de cet événement, le CIPT a célébré le 25e anniversaire de sa médaille Dirac. Le 10 novembre, le Centre a accueilli une série de conférences présentées par des lauréats des années précédentes et de l'année en cours sur un large éventail de sujets relatifs à la physique théorique.

L'utilisation du système SISTER et d'une programmation axée sur les résultats reste un défi pour le CIPT, l'UNESCO n'étant qu'un des trois organes auxquels le Centre doit faire rapport.

Plates-formes intersectorielles

Plate-forme intersectorielle : Action de l'UNESCO pour faire face au changement climatique

- Cette plate-forme supervise la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour faire face au changement climatique et de l'Initiative de l'UNESCO pour faire face au changement climatique qui y est associée. Sa principale réalisation est d'avoir articulé cette initiative autour de quatre grands programmes suite aux délibérations du Groupe de travail thématique interne sur le changement climatique. Ces quatre programmes sont les suivants : un Forum UNESCO d'adaptation au changement climatique axé sur la science ; l'initiative sur l'éducation au changement climatique en vue du développement durable ; l'Observatoire de terrain sur le changement climatique mondial sur les sites de l'UNESCO et un Programme de recherche sur les dimensions sociales, humaines, éthiques et sexospécifiques du changement climatique. Les résultats concrets comprennent les informations et les données produites par le biais du Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) et le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS) parrainés par la COI de l'UNESCO. Le GOOS a été reconnu par la 16e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques (Cancun, Mexique) pour son rôle dans la production de données mondiales à la base des négociations sur le climat et des rapports du GIEC. La manifestation organisée en marge de la 16e Conférence des Parties par l'OMM et l'UNESCO sur la connaissance du climat a permis d'accélérer davantage la création du Cadre mondial pour les services climatologiques. L'exposition de l'UNESCO intitulée « Les satellites observant l'impact du changement climatique sur les sites de patrimoine mondial », qui s'est déroulée pendant la 16e Conférence des Parties, a illustré l'utilisation de l'observation terrestre depuis l'espace pour évaluer les effets du changement climatique sur les sites du patrimoine mondial. L'UNESCO a lancé un portail Web consacré à l'éducation au changement climatique pour aider les professionnels de l'enseignement, les ministères de l'éducation, les organismes de développement et d'autres partenaires. Plusieurs séminaires et ateliers internationaux sur le changement climatique ont été organisés, notamment sur la dynamique des eaux souterraines, sur l'adaptation au changement climatique, sur la séquestration biologique du carbone et sur la REDD+ dans les réserves de biosphère du bassin du Congo.

Défis et enseignements tirés :

- Les crédits budgétaires nécessaires pour assurer la bonne mise en œuvre de l'Initiative de l'UNESCO pour faire face au changement climatique au cours de la période 2010-2013 sont de l'ordre 9 à 12 millions de dollars des États-Unis, dont la plupart devraient provenir de sources extrabudgétaires. L'engagement de l'UNESCO en faveur de sa propre neutralité climatique continue de bénéficier de ressources de manière ponctuelle et non viable.

Contribution à la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID)

- La plate-forme intersectorielle pour les PEID a favorisé la mise en œuvre d'activités dans les domaines de quatre résultats escomptés de manière à fournir des contributions ciblées en faveur de l'application de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Toujours dans le cadre de la 16e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'UNESCO a présenté la version révisée du manuel intitulé « Sandwatch : Adaptation au changement climatique et éducation en vue du développement durable ». S'appuyant sur ce nouveau document, diverses activités de renforcement des capacités ont eu lieu et ont impliqué toutes les régions comprenant des PEID. Des activités pilotes menées dans le cadre du programme de l'UNESCO sur l'éducation au changement climatique ont compris un atelier sous-régional organisé aux Maldives et l'élaboration de nouveaux matériels pédagogiques sur la biodiversité à Sao Tomé-et-Principe. Plusieurs nouveaux sites des PEID ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial, notamment la zone marine protégée des Îles Phoenix à Kiribati et le site d'essais nucléaires de l'Atoll de Bikini dans les Îles Marshall. Les Fidji, la Jamaïque, Trinité-et-Tobago, les Tonga et Vanuatu ont ratifié la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, tandis que dans le Pacifique, des consultations nationales ont été organisées dans les Îles Cook, les Palaos et les Îles Salomon. Dans les Caraïbes, le Premier Forum des Ministres responsables du développement social et durable des Caraïbes a permis d'actualiser la conception des cadres intégrateurs du développement social des jeunes dans les PEID de la région, tandis que le programme YouthPATH a permis de diffuser les bonnes pratiques sur la réduction de la pauvreté des jeunes lors de la Conférence mondiale de la jeunesse qui s'est tenue à Mexico en août 2010. Dans le contexte du budget-plan de travail intégré (BPTI) de l'ONUSIDA, le programme intitulé « Vision des jeunes sur la vie dans les îles » a accordé des subventions à sept nouveaux projets menés par des jeunes

sur la sensibilisation au VIH et au SIDA répartis dans toutes les régions comprenant des PEID.

Défis et enseignements tirés :

- En raison de la dispersion géographique des PEID et des unités hors Siège associées, il est très difficile de mettre en place une interaction directe avec tous les acteurs de la plate-forme, notamment par le biais de téléconférences. La correspondance par courriers électroniques entre tous les acteurs est beaucoup utilisée comme solution de rechange. Encourager et poursuivre de nouvelles activités véritablement intersectorielles dans un cadre de budgétisation et de programmation sectoriel reste un défi.

GRAND PROGRAMME III – SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

Évaluation stratégique globale

34. Durant cette première année de l'exercice biennal, le Secteur des sciences sociales et humaines a accordé une grande importance au renforcement de l'impact du travail du secteur sur l'élaboration des politiques, que ce soit en tant que conseiller technique, en catalysant la sensibilisation à telle ou telle question ou en essayant d'influencer les politiques par des dialogues ciblant les groupes clés qui font partie intégrante du processus d'élaboration des politiques ou qui autrement n'y participeraient pas. Dans le même temps, il y a eu une prise de conscience de plus en plus grande du corollaire, à savoir la nécessité de traduire ce travail sur les politiques par des initiatives de renforcement des capacités. Cela met en évidence l'importance et la volonté de trouver des moyens d'avoir un plus grand impact, et c'est pourquoi en 2010 a été entrepris un exercice de reprogrammation utilisant une approche de la gestion axée sur les résultats.

35. Une autre tendance importante tout au long de l'année a été la reconnaissance du fait que les sciences sociales et humaines sont par définition transdisciplinaires et requièrent donc des approches plus intégrées. Il en est résulté des progrès sur deux fronts : une action plus de plus grande envergure à l'extérieur pour trouver de nouveaux partenaires et renforcer les partenariats existants très prometteurs, et un effort majeur pour travailler de manière intersectorielle et trouver des possibilités de coopération transversale à l'UNESCO et dans le système des Nations Unies.

36. Concernant les deux priorités globales, en 2010, l'**Afrique** a continué de bénéficier d'une attention prioritaire dans le travail du secteur. En particulier, plusieurs initiatives nouvelles ont été identifiées pour faire progresser cette priorité, telles que celle qui porte sur le développement des compétences d'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat social. Le secteur a réorganisé son travail sur l'**égalité entre les sexes**, en le réorientant vers l'exploration des obstacles à l'exercice par les femmes et les filles de leurs droits humains dans le contexte des conflits et des post-conflits. Il a été décidé de mettre l'accent en particulier sur la prévention des violences contre les femmes et les filles. Sur toutes les autres questions, le travail sur le genre a été intégré dans tout le secteur, avec des activités spécifiques destinées à refléter la dimension sexospécifique des questions dont s'occupe le secteur.

37. Une réalisation majeure de 2010 a été la coproduction du **Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 *Divisions dans les savoirs***, lancé le 25 juin par la Directrice générale et le Président du Conseil international des sciences sociales (CISS). Bien accueilli, ce rapport contient des orientations essentielles pour tous les acteurs des sciences sociales et souligne l'importance des approches multi et transdisciplinaires des sciences sociales pour comprendre la complexité des défis contemporains. Il appelle à des investissements à long terme dans le renforcement des capacités en sciences sociales, souligne les disparités des capacités de recherche au niveau mondial et propose un nouveau programme global de promotion des sciences sociales en tant qu'outil irremplaçable pour l'avancement de tous les objectifs de

développement convenus au niveau international, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

38. Les progrès accomplis par le secteur pour ce qui est d'**influencer l'élaboration des politiques** peuvent être illustrés de nombreuses façons. Par exemple, les travaux du secteur sur l'éthique de l'environnement sont maintenant très orientés vers la communauté des responsables de l'élaboration des politiques. Au cours des consultations avec les parties prenantes clés (États membres, système des Nations Unies et milieux universitaires) sur l'opportunité d'établir un projet de déclaration universelle de principes éthiques en rapport avec le changement climatique, il est apparu clairement qu'un travail important est nécessaire sur la clarification en amont des principes éthiques fondamentaux incluant les questions relatives au changement climatique mais ne s'y limitant pas, à côté de l'élaboration en aval d'instruments pratiques des politiques.

39. Par son rôle en tant que coprésidente du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, **l'UNESCO a mis à profit l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse** pour renforcer le plaidoyer et les partenariats stratégiques concernant les jeunes à tous les niveaux. Les connaissances dont on dispose pour élaborer des politiques et concevoir des programmes concernant la jeunesse se sont accrues, tandis que la sensibilisation au rôle positif des jeunes dans le développement national et la paix s'est renforcée.

40. La **réflexion philosophique**, catalysée par des événements tels que la Journée mondiale de la philosophie 2010, peut influencer et influence effectivement les politiques publiques, comme en témoigne la décision du ministre français de l'éducation d'introduire l'enseignement de la philosophie dans le secondaire. De nombreux événements ont marqué la Journée en tant que moyen de stimuler la sensibilisation à l'importance de soutenir la réflexion critique.

41. Le **travail d'élaboration des politiques sur les questions et les priorités sociales émergentes** telles que les migrations internationales, l'urbanisation et l'intégration s'est traduit au niveau pratique par la collecte des accords régionaux sur les migrations dans le cadre du processus d'intégration économique et politique. Cela encourage les communautés économiques régionales à envisager d'inscrire à leur ordre du jour une politique concernant les mouvements intrarégionaux de personnes afin de renforcer l'intégration régionale. Un partenariat a été établi avec l'UNU en vue de développer cette activité au moyen d'un réseau conjoint de chaires UNESCO/UNU réunissant des responsables de l'élaboration des politiques de plusieurs communautés économiques régionales d'Afrique et ensuite d'autres régions.

42. L'UNESCO a atteint en novembre 2010 le **chiffre symbolique de 150 États parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport**. Depuis son entrée en vigueur le 1er février 2007, la Convention a été ratifiée par plus de 80 % des pays, ce qui en fait un des instruments de l'UNESCO les plus largement et rapidement appliqués. Des mesures visant à suivre son application ont été mises en place, avec le Fonds correspondant disponible pour aider à renforcer les capacités des pays au niveau de l'élaboration des politiques nationales ou dans le domaine de l'éducation.

43. Dans tous ses travaux sur les politiques publiques, **le secteur a cherché à renforcer sa relation avec ses partenaires clés**. Un exemple notable est celui de l'accord avec le CISS qui a été renégocié en 2010 pour jeter les bases d'un travail important sur la question cruciale des dimensions sociales et humaines des changements de l'environnement planétaire. Cette planification a depuis été élargie pour intégrer un certain nombre d'autres partenaires et de réseaux importants qui apportent une précieuse expertise. Le secteur attache une plus grande importance à l'exploitation de l'expertise et de l'engagement des chaires UNESCO en tant que détentrices de connaissances inestimables et souvent de capacités de recherche. Des progrès notables ont aussi été réalisés pour ce qui est de promouvoir la cohérence entre les organismes des Nations Unies qui partagent un intérêt pour une même question. Par exemple, l'UNESCO entretient une étroite coopération avec ONU-Habitat sur les politiques d'urbanisation. Les travaux sur les droits de l'homme sont favorisés par une coopération de plus en plus consistante avec le

HCDH. Par sa participation au Groupe mondial sur la migration, l'UNESCO a pu identifier des synergies concernant les travaux sur les migrations. Dans le contexte des forums de ministres du développement social, l'UNESCO s'est montrée proactive pour ce qui est d'associer d'autres institutions (UNICEF et OIT) à l'élaboration de politiques de protection sociale.

44. Une conclusion clé du Rapport mondial sur les sciences sociales est la **nécessité d'accorder plus d'attention au renforcement des capacités en sciences sociales**. Cela a donné une impulsion supplémentaire à la collaboration entre les deux secteurs des sciences, avec des activités conjointes sur les évaluations nationales des politiques scientifiques et des systèmes de recherche. À la suite de l'évaluation OSP 7 et l'accent étant mis davantage sur la RBM, le secteur se montre plus proactif dans la recherche d'opportunités de renforcement des capacités. Comme il a déjà été indiqué, le travail sur les principes éthiques relatifs au changement climatique inclut la mise au point d'instruments pratiques des politiques. De même, une boîte à outils a été produite et évaluée afin de promouvoir les politiques d'intégration et d'inclusion sociale des migrants dans les villes. Des matériels de formation ont été mis au point pour appuyer les travaux relatifs à une approche fondée sur les droits de l'homme. Un manuel sur la civilisation arabo-musulmane à travers un regard philosophique a été produit et diffusé pour servir d'auxiliaire pédagogique. Le Secrétariat travaille activement avec les États pour mettre en œuvre des programmes d'éducation, des politiques et des programmes de prévention contre le dopage.

45. Des progrès ont été enregistrés en ce qui concerne le Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs à Kinshasa (République démocratique du Congo). Au troisième Forum des ministres en charge des affaires féminines et du genre dans la région des Grands Lacs, organisé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en décembre 2010, les ministres ont approuvé les documents juridiques régissant le Centre et adopté un Plan d'action pour 2011 en vue du lancement et des activités initiales du centre, y compris la création d'un réseau virtuel de centres nationaux associés.

Défis et enseignements tirés :

- Au cours du quatrième trimestre de l'année, le secteur a passé en revue la mise en œuvre de ses programmes afin d'améliorer l'obtention des résultats escomptés et d'assurer un meilleur ciblage. Cet **exercice de reprogrammation** a abouti à une approche plus cohérente, rationalisé la nature et le volume des activités et servi à souligner le besoin d'un suivi continu.

- Ce processus a coïncidé avec la finalisation ou l'internalisation de diverses **évaluations** ayant un impact sur tout le secteur, à savoir OSP 4, OSP 6 et OSP 7. Les conclusions de l'évaluation OSP 6 (concernant les programmes d'éthique de la science et de la technologie) ont été bénéfiques et stimulantes à la fois pour le CIB et le Secrétariat et ont été le sujet de débats sur la façon d'accroître l'efficacité, la visibilité et l'impact. Pour ce qui est de l'évaluation conclue en 2010 sur OSP 7 (Renforcer les liens entre la recherche et les politiques dans le domaine des transformations sociales), les conclusions ont été un facteur important dans l'exercice de reprogrammation conclu fin 2010. Les implications pour le Programme MOST – en particulier la demande d'un impact plus visible – ont été soumises au Bureau du Conseil intergouvernemental du Programme MOST et au Comité de conseil scientifique de MOST et inscrites à l'ordre du jour de la réunion du Conseil intergouvernemental du Programme MOST de 2011.

- La nécessité de formuler les résultats escomptés appropriés dans un contexte de sciences sociales, impliquant la longue durée et de nombreuses variables dans le processus des sciences sociales – ce qui passe par la formation à la **RBM**. Par exemple, il est très difficile de discerner quels apports ou interventions ont un effet sur le processus d'élaboration des politiques. Parfois, ces processus sont des effets cumulatifs qui se prolongent bien au-delà du cycle biennal du programme.

- La conception de mesures adéquates **de suivi et d'évaluation** des impacts reste à l'ordre du jour. Le mouvement en faveur d'impacts démontrables est bienvenu, mais il peut être difficile à concilier avec des projets ambitieux qui sont de grande envergure, impliquent de nombreux acteurs, dépendent de l'influence exercée sur les relations touchant la recherche et les politiques publiques et sont de longue durée.

- Un défi récurrent, qui est aussi un nouveau domaine très prometteur dans la communauté des sciences sociales, est la reconnaissance du fait que **la résolution de problèmes de plus en plus complexes requiert des recherches intégrées ou des approches transdisciplinaires**. C'est une conclusion clé du Rapport mondial sur les sciences sociales. Étant donné la linéarité des structures de l'UNESCO, le Secteur des sciences sociales et humaines est confronté à des défis logistiques, opérationnels et structurels de taille pour pouvoir mettre largement à profit une série de disciplines des sciences sociales et de connaissances relevant d'autres secteurs. Ce défi dépasse la question de l'intersectorialité (à laquelle le secteur adhère) ; il s'agit de savoir **comment aider le secteur à travailler avec les « nouveaux savoirs »**, tirés de tous les éléments disparates qui font l'UNESCO. C'est un défi institutionnel qui, étant donné la nature des sciences sociales, a un effet profond sur le potentiel du secteur.

Axe d'action 1 : Promouvoir les droits de l'homme dans les domaines de compétence de l'UNESCO, la philosophie et le dialogue philosophique sur les questions sociales et humaines émergentes, ainsi que le dialogue interculturel

Résultat escompté 1 : Formulation et diffusion de recommandations fondées sur des données factuelles visant à donner des moyens d'action aux personnes privées de leurs droits humains fondamentaux

46. L'UNESCO a contribué à la collecte et à la conception de matériels de formation dans le cadre du nouveau mécanisme d'intégration des droits de l'homme du GNUD afin d'accroître l'efficacité de l'intervention de l'UNESCO au niveau des pays au moyen de l'approche de programmation fondée sur les droits de l'homme (HRBA), s'agissant en particulier de son intervention dans les PNUAD. L'Organisation recherche une plus grande synergie avec les acteurs clés. La coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), en particulier, a été intensifiée avec l'élaboration d'un protocole facultatif au mémorandum d'accord entre l'UNESCO et le HCDH.

47. Les travaux de recherche des réseaux et programmes régionaux de recherche sur le genre ont été réorientés vers l'exploration des obstacles à l'exercice des droits humains des femmes et des filles dans les contextes de conflit et de post-conflit, l'accent étant spécialement mis sur la prévention des violences contre les femmes et les filles. Des progrès notables ont été accomplis dans la région des Grands Lacs à la suite de l'approbation par le Conseil exécutif à sa 184e session du statut de catégorie 2 du Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs à Kinshasa, République démocratique du Congo. Au Troisième Forum des ministres en charge des affaires féminines et du genre dans la région des Grands Lacs (Arusha, République-Unie de Tanzanie, décembre 2010), les ministres ont approuvé les documents juridiques régissant le Centre et adopté un Plan d'action pour 2011 en vue du lancement et des activités initiales du Centre, y compris la création d'un réseau virtuel de centres nationaux associés. Un programme majeur de recherches sur le thème de la violence contre les femmes dans la région a été lancé.

48. Dans le cadre de la Coalition des villes contre le racisme et la discrimination, des progrès majeurs ont été réalisés grâce à une étude qui clarifie les aspects juridiques de la collecte de « données ethniques » et propose un cadre méthodologique pour l'élaboration d'indicateurs communs. Ce travail est maintenant utilisé aux fins d'une méthodologie commune de l'information sur les politiques et l'action des municipalités en matière de lutte contre la discrimination. Dans le

cadre du mandat de l'UNESCO consistant à sensibiliser davantage à la nécessité de combattre la discrimination, la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars) a été commémorée avec succès à la fois au Siège et hors Siège avec des partenaires. L'implication active de la jeunesse a été particulièrement mise en avant. Le partenariat avec le FC-Barcelone a augmenté la visibilité de l'UNESCO auprès du grand public. Un contrat type avec un joueur de football professionnel contenant la clause sur l'antiracisme parrainée par l'UNESCO a été mis au point.

49. Toujours dans le domaine de la sensibilisation, à l'occasion de la Journée des droits de l'homme (10 décembre 2010), la Directrice générale a remis le Prix UNESCO-Bilbao pour la promotion d'une culture des droits de l'homme à Mme Asma Jahangir, du Pakistan, en hommage à son engagement et à son importante contribution en faveur du dialogue interreligieux et interculturel, de la tolérance, de la compréhension mutuelle et de la coopération pour la paix.

50. Les quatre volumes de la collection pionnière de l'UNESCO sur l'affranchissement de la pauvreté en tant que droit de l'homme, offrant une analyse pluridimensionnelle de la pauvreté ont été lancés avec succès au mois de mai à Genève durant la 14e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, avec la participation du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et de l'Expert indépendant de l'ONU sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté. L'original du manuel sur le thème « Permettre aux pauvres d'accéder à l'autonomie par l'intermédiaire des droits de l'homme », en vue de renforcer la sensibilisation à cette question, le développement des capacités et l'action orientée vers les politiques des ONG, a été présenté au cours de la session du Conseil des droits de l'homme à Genève en juin 2010 et à un séminaire de formation sur la justiciabilité des droits de l'homme, organisé à l'intention des parties prenantes africaines au Sénégal en mai 2010.

Résultat escompté 2 : Renforcement des échanges philosophiques en vue de faire face aux nouveaux défis à la démocratie et à une culture de la paix

51. La réflexion philosophique a été à nouveau encouragée et largement diffusée à l'occasion de la Journée mondiale de la philosophie, organisée avec succès le 18 novembre 2010, dans le cadre de l'Année internationale du rapprochement des cultures. Inauguré par la Directrice générale et Luc Chatel, Ministre français de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, cet événement a attiré un vaste public de plus de 1 500 élèves et étudiants, enseignants, jeunes, experts, philosophes (en particulier des femmes), etc. La Journée a été largement célébrée au niveau international, dans plus de 50 pays, par diverses institutions de toutes les régions du monde.

52. Le principal événement de la Journée a été le forum international sur « la philosophie, la diversité culturelle et le rapprochement des cultures », qui a réuni des philosophes et des politiciens de haut niveau, avec pour modérateur le journaliste Jean-François Coulomb. Les autres activités ont inclus 10 colloques, des expositions, des ateliers de philosophie avec des enfants, des cafés philosophiques, une foire aux livres et un concert.

53. Le Ministre français a saisi l'occasion de la Journée pour annoncer une réforme du système éducatif français visant à introduire l'enseignement de la philosophie en seconde (10e année d'études). Cette annonce a été largement diffusée dans les médias français et a donné une visibilité accrue à la Journée mondiale de la philosophie en France, outre sa couverture internationale. Cette visibilité a encore été améliorée par l'utilisation de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter.

54. À titre d'illustration, la consultation de la page Web de la Journée a connu un sommet en novembre avec

- 7 779 consultations contre 947 en octobre 2010 pour la page en anglais ;
- 4 014 consultations contre 477 en octobre 2010 pour la page en français.

La célébration de la Journée a été organisée avec une coopération intersectorielle substantielle et en partenariat avec un certain nombre d'acteurs des milieux universitaires et de la société civile.

55. Le même jour, une conférence du **Réseau international de femmes philosophes** s'est tenue sur le thème « les femmes philosophes et le « politiquement correct » », avec la participation de plus de 80 femmes philosophes de toutes les régions. La pertinence de la conférence et son thème procèdent de la portée internationale du Réseau, qui offre un espace pour débattre des questions relatives à la diversité des approches et des normes académiques dans le travail des femmes philosophes. Les débats ont éclairé l'importance de réaliser l'égale participation des femmes philosophes à la production des connaissances au niveau international ainsi que de leur donner une plus grande visibilité. La préparation du numéro 1 de la nouvelle revue en ligne des femmes philosophes, qui doit être publiée en mars 2011, est bien avancée.

56. Le manuel ***La civilisation arabo-musulmane au miroir de l'universel : perspectives philosophiques*** a été publié en anglais et en français, grâce à des fonds espagnols, dans le cadre de la plate-forme intersectorielle « Contribution au dialogue entre les civilisations et les cultures et à une culture de la paix ». Il a été lancé lors de la Journée mondiale de la philosophie 2010 au Siège de l'UNESCO, à l'occasion d'une conférence-débat à laquelle ont participé les auteurs et des pédagogues ayant contribué aux différentes fiches pédagogiques. Le manuel a été largement distribué aux professeurs, enseignants, pédagogues, aux médias et aux délégations permanentes.

57. Pour ce qui est du **Dialogue dans les sociétés civiles**, l'UNESCO a continué à collaborer avec le **Forum « Horizon de la Grande Corne »** et l'IGAD. En vue d'une réunion tenue le 1er mai 2010 sur le thème « La jeunesse dans la Corne de l'Afrique », un document de réflexion intitulé « Towards a Youth Focused Development Agenda in the Horn of Africa » [Vers un agenda de développement centré sur la jeunesse dans la Corne de l'Afrique] a été élaboré. Dans le cadre du suivi, une Conférence des ministres de la jeunesse des pays de la Corne de l'Afrique a été organisée par le Forum « Horizon de la Grande Corne » les 21 et 22 décembre 2010 à Djibouti, en vue d'examiner les recherches disponibles et d'identifier des recommandations relatives aux politiques que chaque État membre devrait ensuite appliquer au niveau national.

58. De plus, un Comité académique conjoint (israélo-palestinien) assurant une représentation équilibrée des femmes a été créé ; il est composé de membres de diverses universités, instituts de recherche et groupes de réflexion en Israël et en Palestine, prêts à travailler ensemble en vue de réaliser et de promouvoir le dialogue et la coopération universitaire entre Israéliens et Palestiniens. Une première réunion du Comité académique conjoint a été organisée le 7 octobre 2010 sur le thème « La liberté académique dans un contexte de conflits politiques », et d'autres réunions sont déjà programmées.

Défis et enseignements tirés :

- Il est difficile d'aborder les grandes questions sociales et émergentes à travers des activités intéressant les droits de l'homme, la lutte contre la discrimination, **l'égalité entre les sexes, la démocratie et la philosophie**, étant donné la complexité de leurs contextes académiques et politiques. Certaines activités sont plus sujettes à controverse que d'autres, et il faut en tenir compte dans les scénarios de planification.

Axe d’action 2 : Améliorer l’articulation entre la recherche et la formulation de politiques dans le domaine du développement social et de la gestion des transformations sociales, y compris les questions émergentes liées à la jeunesse

Résultat escompté 3 : Accompagnement des États membres dans l’élaboration de politiques dans des domaines liés aux transformations sociales, comme l’intégration régionale, les migrations, les PEID, le développement urbain et la jeunesse

59. Le travail de promotion de l’élaboration des politiques, éclairé par la recherche, a utilisé deux méthodes. La première a consisté à créer dans le cadre du Programme MOST des possibilités de rassembler les communautés de la recherche et de l’élaboration des politiques autour d’une question d’actualité régionale. Les forums de ministres du développement social ont fait office de plates-formes pour ces dialogues. La deuxième méthode a consisté à catalyser la réflexion sur les politiques en travaillant sur un nombre réduit de thèmes très significatifs de la transformation sociale, à savoir les migrations, l’urbanisation et la jeunesse.

60. En 2010, l’UNESCO a mis à profit l’intérêt grandissant pour la protection sociale en saisissant l’occasion offerte par les forums ministériels pour poursuivre l’action de l’ONU/CCS consistant à encourager la protection sociale en tant que réponse à la crise financière et économique dans le cadre de l’Initiative de niveau minimum de protection sociale. Ces événements ont eu de notables retombées sur d’autres organismes des Nations Unies avec la participation active de l’OIT et de l’UNICEF. Le Forum pour la région des Caraïbes, qui s’est tenu à Kingston en janvier 2010, a exploré les défis posés par la politique de la jeunesse dans le contexte de la crise et a produit une série de recommandations qui doivent servir de base à l’élaboration d’une politique pour les jeunes dans la région et qui ont été approuvées par le Sommet de la CARICOM sur le développement de la jeunesse tenu immédiatement après le forum. Dans la préparation du Forum des ministres du développement social pour l’Asie du Sud (à l’invitation de Sri Lanka) en 2011, on a fortement mis l’accent sur la phase préparatoire de la recherche en créant un réseau de chercheurs sur la protection sociale et en organisant, en coopération avec le Conseil indien de la recherche en sciences sociales, une réunion de chercheurs en Inde en mars 2010.

61. La méthodologie de ces initiatives a été reformulée ; elle met maintenant beaucoup plus l’accent sur la qualité des intrants de la recherche et sur l’introduction d’autres parties prenantes dans le débat sur les politiques (à savoir la société civile et les autres parties concernées par les politiques en discussion). Un des principaux problèmes auxquels il faut faire face quand on essaie de transférer les connaissances produites par la recherche à une communauté de responsables de l'élaboration des politiques à travers les forums ministériels est que le processus exige un travail préparatoire considérable pour garantir une analyse appropriée des lacunes des politiques, des recommandations et des mécanismes destinés à leur donner suite. Il y a aussi de nombreuses variables dans les circonstances entourant un forum qui font qu’il est difficile de garantir que les responsables des ministères adopteront ou appliqueront les recommandations. En conséquence, l’exercice de reprogrammation a recherché une approche plus ciblée des forums afin d’en améliorer l’efficacité.

62. Le travail d’élaboration des politiques dans le domaine des transformations sociales s’est concentré sur la migration et l’urbanisation, avec la publication d’un document important sur la migration du groupe vulnérable spécifique des enfants non accompagnés. Ce travail est destiné à appuyer l’élaboration de politiques pour mettre en œuvre les droits de l’homme des populations migrantes vulnérables et fait suite à des travaux antérieurs de l’UNESCO sur les migrations et les droits de l'homme. Un projet de recherche a été lancé en collaboration avec un réseau d’experts dans toutes les régions pour faire face aux incidences sociales du changement climatique, en particulier sur les migrations, les déplacements de population et les réinstallations. Une première série d’études sur les déplacements effectifs de populations dus aux problèmes environnementaux a été lancée en Asie et dans le Pacifique ainsi qu’en Afrique, et une première publication sur les

incidences du changement climatique sur les migrations a été préparée pour servir de matériel de référence à un exercice de définition d'un agenda au sein du système des Nations Unies afin d'attirer l'attention sur ce thème en vue des politiques futures. À la lumière de ce qui précède, des préparatifs ont été entrepris pour que l'UNESCO préside le Groupe mondial sur la migration au cours du deuxième semestre de 2011. Le Groupe, qui rassemble les chefs des secrétariats de quelque 16 institutions du système des Nations Unies et de l'OIM en vue de promouvoir une plus grande cohérence sur les politiques relatives aux migrations au sein de la communauté internationale, sera incité à aborder l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les politiques de migration, de déplacement des populations et de réinstallation.

63. Un partenariat a été établi avec l'Université des Nations Unies en vue d'une enquête mondiale sur les attitudes des organisations régionales à l'égard des migrations et des accords sur les migrations au niveau régional. Un réseau informel d'experts a été mis en place sur ce sujet, de même qu'une Chaire UNESCO-UNU sur la migration, le libre-échange et l'intégration régionale à Bruges (Belgique), avec un partenariat en Afrique australe (Université de Pretoria). La chaire est censée approfondir les travaux de l'UNESCO sur ce sujet, ce qui aurait pour effet de garantir la durabilité de ce domaine d'activité et d'étendre le réseau de la chaire à d'autres régions.

64. Sur l'importante question de l'intégration des migrants, un travail pratique a déjà été achevé avec la conception d'outils pour les autorités locales sur le thème : « Inclusion sociale et spatiale des migrants et des jeunes : pratiques et politiques urbaines ». Cette activité a offert une forte visibilité au travail de l'UNESCO sur l'intégration des migrants dans les environnements urbains lors du Forum urbain mondial organisé à Rio de Janeiro sur le thème « Le droit à la ville – Combler le fossé urbain ». Le secteur a conduit une délégation intersectorielle et organisé des débats sur des questions telles que Droits, responsabilités et citoyenneté, groupes exclus dans la ville et La diversité culturelle dans les villes. Les concepts sous-tendant ce travail étaient modelés par la réflexion innovante de l'UNESCO sur les villes inclusives et la recherche menée par plusieurs chaires UNESCO en partenariat avec ONU-HABITAT.

65. Une étroite coopération a été instaurée avec un certain nombre de chaires UNESCO et l'association des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), qui a eu pour résultats un développement des outils pour les autorités locales et un guide destiné à aider les acteurs urbains à renforcer l'inclusion des migrants dans les contextes urbains en offrant un ensemble pratique et actualisé d'outils à mettre à la disposition des nombreuses villes du monde qui sont résolues à promouvoir l'inclusion sociale de leurs diverses populations.

66. Profitant de l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle, des progrès ont été accomplis en matière de sensibilisation aux questions de développement de la jeunesse et au rôle des jeunes à l'appui du développement national et de la paix. À cet égard, les synergies interinstitutions ont été promues grâce au rôle actif joué par l'UNESCO en tant que coprésidente du Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes. Il faut signaler en particulier l'adoption et la mise en œuvre d'une approche dans le cadre des Nations Unies de la célébration de l'Année internationale de la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle, la déclaration conjointe des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies concernant l'Année internationale de la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle et la contribution commune des organismes des Nations Unies à la Conférence mondiale pour la jeunesse (août 2010, Mexico). Le rôle des jeunes dans la promotion de la compréhension interculturelle a été souligné à l'occasion de l'Année internationale du rapprochement des cultures. Par des partenariats avec le mouvement sportif, l'UNESCO a renforcé la sensibilisation à l'importance du sport dans le développement de la jeunesse et l'action communautaire. La 7e Conférence mondiale CIO-UNESCO sur le sport, l'éducation et la culture : « Donner la parole aux jeunes » (Durban, Afrique du Sud, décembre 2010) a recommandé que les jeunes « puissent être associés aux actions liées à la mise en œuvre de politiques et de programmes qui les concernent, à tous les niveaux ». Des recherches menées dans la région Amérique latine et Caraïbes et dans la CEI ont fourni un corpus de connaissances à la disposition

des États membres aux fins de l'élaboration de politiques et de programmes sur la jeunesse, y compris sur la prévention de la violence chez les jeunes. Des produits des connaissances visant à renforcer les capacités des États membres en matière de conception de politiques et de programmes sur la jeunesse sont en cours d'élaboration dans les autres régions et à l'échelon mondial. Des conseils sur les politiques en vue de l'élaboration de documents d'orientation centrés sur l'action, réalistes et réalisables, concernant la jeunesse ont été fournis aux PEID dans le Pacifique.

Défis et enseignements tirés :

- En dépit de ses nombreuses réussites, le programme de travail de MOST sur le renforcement des liens entre recherche et politiques aurait besoin d'être **plus ciblé et plus efficace**, pour remédier aux défauts suivants : concentration sur le mécanisme du couple recherche-politiques considérée comme trop abstraite ; approche insuffisamment transdisciplinaire ; trop de mécanismes d'exécution (produits) à l'impact insuffisamment démontré ; nécessité d'intensifier l'action de renforcement des capacités conformément aux conclusions du Rapport mondial sur les sciences sociales ; nécessité d'équilibrer les approches régionales par une action de portée mondiale ; nécessité de renforcer les partenariats stratégiques.

- Le deuxième groupe de défis concerne aussi la méthodologie et l'impact. Un **forum ministériel** peut être un moyen très puissant, mais la réussite dépend d'un certain nombre de conditions. En conséquence, en 2010, la méthodologie des forums de ministres du développement social a été revue dans le but d'améliorer leur impact. Il a fallu pour cela accorder plus d'attention à la phase préparatoire concernant la qualité des contributions des chercheurs, encourager une interaction dynamique durant le forum et prévoir un suivi dédié de façon à favoriser les efforts d'élaboration des politiques. Une des difficultés que soulève l'identification des résultats est que si la rencontre entre chercheurs et responsables de l'élaboration des politiques peut être exceptionnelle ou très utile, il se peut qu'il soit impossible de déterminer comment cette interaction influence réellement l'élaboration des politiques ou le processus décisionnel.

- Quant aux défis auxquels est confronté le programme relatif à la jeunesse, le secteur a pu engager une participation très proactive au système international, mais cela a en retour accru la demande et les attentes, faisant peser une énorme pression sur les capacités actuelles.

Résultat escompté 4 : Renforcement des politiques et des capacités de recherche des États membres dans le domaine des sciences sociales et humaines

67. Dans le contexte du programme « Gestion des transformations sociales », le lancement du Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 *Divisions dans les savoirs* est une réalisation majeure dans le cadre de la fonction de l'UNESCO consistant à soumettre de nouvelles idées et à diffuser les connaissances issues des sciences sociales. Rédigé par le Conseil international des sciences sociales (CISS), et coédité par l'UNESCO en vertu de l'accord-cadre entre le CISS et l'UNESCO, ce rapport présente le meilleur de la recherche en sciences sociales dans le monde en s'appuyant sur l'apport de plus de 80 spécialistes de toutes les régions. Se fondant sur des données régionales, il décrit les défis liés au développement des capacités en sciences sociales, et illustre la pertinence des disciplines des sciences sociales pour trouver des solutions aux crises mondiales. À la suite du lancement du rapport, plusieurs événements ont été organisés par les commissions nationales, le CISS et des institutions de recherche ou autres pour encourager les débats sur ses conclusions. En 2010, ont figuré parmi ces institutions la Fondation européenne de la science, le Conseil sud-africain de la recherche en sciences humaines, le Conseil de la recherche économique et sociale du Royaume-Uni et la British Academy, l'ASDI, l'Académie royale néerlandaise des arts et sciences et l'Organisation néerlandaise pour la recherche scientifique, la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE, la

Commission nationale néo-zélandaise pour l'UNESCO et la Commission nationale suédoise pour l'UNESCO. Des préparatifs ont été entrepris en vue d’autres débats programmés pour 2011, notamment durant la réunion de la Commission du développement social de l’ONU à New York et en Afrique. Ces événements ont été autant d’occasions de plaider pour des investissements dans le renforcement des capacités en sciences sociales, et donc pour des politiques appropriées. Le Rapport a été bien accueilli dans les communautés des professionnels des sciences sociales et dans le système des Nations Unies.

68. Afin de faire mieux comprendre l’interdépendance entre recherche et élaboration des politiques, MOST analyse la méthodologie à adopter pour que la recherche en sciences sociales soit intégrée de façon optimale dans les processus d’élaboration des politiques. Les facteurs cruciaux d’une élaboration des politiques fondée sur des bases factuelles comprennent le besoin pour les processus d’élaboration des politiques d’intégrer une approche véritablement participative incluant ceux qui sont concernés par les politiques en question. À cette fin, trois manuscrits de publications de base sur ces questions ont été examinés par les pairs – membres du comité de conseil scientifique de MOST et finalisés en 2010.

69. Étant donné que les conclusions du Rapport mondial sur les sciences sociales 2010 évoquent la nécessité de surmonter les obstacles linguistiques pour comparer les matériels des sciences sociales et les options des politiques publiques, l’outil de recherche en ligne sur les politiques de MOST s’est efforcé de se tenir au courant des dernières avancées de la technologie. En conséquence, en novembre 2010, l’outil en ligne de MOST a été invité à établir un partenariat avec le Knowledge Media Institute de l’Université ouverte (Royaume-Uni) afin de mettre à la disposition des utilisateurs intéressés des communautés de plaidoyer pour les politiques publiques et de la société civile les résultats des recherches en sciences sociales dans une perspective transdisciplinaire et surmontant les obstacles linguistiques. Une proposition de financement a été mise au point conjointement avec l’Université ouverte et soumise à la Commission européenne pour financement au titre du 7e accord-cadre. Les résultats seront connus fin juin 2011.

70. Un point d’accès clé pour renforcer les capacités des sciences sociales se trouve dans les évaluations nationales des politiques scientifiques et des systèmes de recherche nationaux. C’est pourquoi le Secteur des sciences sociales et humaines et le Secteur des sciences exactes et naturelles ont instauré une collaboration pour garantir que les examens conjoints SC/SHS des politiques scientifiques et leurs méthodologies intègrent pleinement les sciences sociales. Cela est crucial car les disciplines des sciences sociales sont celles qui sont d’une importance fondamentale pour que les pays puissent répondre à leurs besoins de développement. Un projet pour la République-Unie de Tanzanie, en partenariat avec l’OCDE, fait partie de ce travail.

71. Les méthodologies de tous les examens de la science, de la technologie et de l’innovation (STI) sont mises en question par ce travail difficile, car les rapports établis jusqu’ici n’ont pas été capables de décrire adéquatement les besoins des sciences sociales. L’UNESCO a le potentiel pour jouer le rôle de chef de file dans ce domaine, si elle peut mobiliser tous les partenaires nécessaires, bien que les premiers examens conjoints concernant les sciences sociales nous en apprendront plus sur les meilleures approches pour progresser.

72. Le renforcement des capacités peut se situer au niveau systémique, institutionnel ou individuel ; les Principes directeurs des Comités nationaux de MOST ont été réorientés pour souligner leur rôle potentiel dans les efforts de renforcement des capacités au niveau national. D’autres initiatives ont été poursuivies, comme celle du ciblage des cours d’été en sciences sociales sur le développement des capacités des responsables publics, des décideurs, des étudiants et élèves et des formateurs.

Défis et enseignements tirés :

- Les conclusions du Rapport mondial sur les sciences sociales illustrent d'**énormes fractures du savoir dans la capacité et la production des sciences sociales**, et donc la nécessité d'investir pour combler cet écart.

    - Un **point d'accès clé pour renforcer les capacités des sciences sociales** est la collaboration avec le Secteur des sciences exactes et naturelles sur les évaluations des politiques scientifiques et des systèmes de recherche. Il y a d'autres partenaires associés à ces activités, si bien que le calendrier est sujet à de nombreuses contraintes.

- Le **manque de données fiables dans la production des sciences sociales** et un besoin réel de renforcer les capacités même de collecte et de suivi de ce type de données demeurent un problème. La production des sciences sociales et leur contribution à la promotion de l'innovation et du développement peuvent être considérables si elles sont aidées et canalisées.

- Le **Rapport mondial sur les sciences sociales a eu un impact au sein de la communauté des sciences sociales** en augmentant la crédibilité des travaux du secteur. Une leçon clé est que la production d'un rapport mondial est une entreprise très complexe et pourtant le modèle de quasi externalisation adopté par le secteur a extrêmement bien fonctionné, chaque partenaire faisant ce qu'il fait le mieux. Le produit final doit être considéré comme une collaboration si on veut lui donner un nom, mais il évite certains risques en s'efforçant de gérer en interne des tâches majeures telles que la collecte de fonds et la production technique, éditoriale.

- Le **problème de la détermination de sources additionnelles d'aide financière** s'applique aussi à d'autres activités, à savoir l'élaboration et la gestion de l'outil en ligne de MOST. Cela dépasse la capacité technique et financière du secteur, d'où le partenariat avec l'Université ouverte (qui possède la technologie) et la proposition de financement soumise à la Commission européenne.

Axe d'action 3 : Veiller à l'efficacité de la mise en œuvre et du suivi de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, et fournir des orientations en amont en matière d'éducation physique et de sport

Résultat escompté 5 : Accompagnement des États membres dans l'élaboration de politiques en matière d'éducation physique et de sport et dans la mise en œuvre de la Convention internationale contre le dopage dans le sport

73. Dans le domaine du sport (qui inclut l'éducation physique), des progrès ont été accomplis pour ce qui est de la mise en place et de la consolidation de partenariats stratégiques avec les parties prenantes clés du sport pour donner forme à l'élaboration de politiques nationales, régionales et internationales. L'action a été centrée sur la communication, le renforcement des capacités, la promotion et la visibilité ainsi que sur l'organisation d'événements mettant l'accent sur le potentiel transversal du sport dans les domaines de l'éducation, de la culture, du développement social durable et des processus de paix. Une très grande attention a été portée au rôle de la jeunesse dans le sport au service du développement communautaire. Le sport a servi de véhicule à l'éducation informelle, à l'inclusion sociale et à la lutte contre le racisme et la discrimination. La réforme du CIGEPS a progressé, de même que celle de l'organe consultatif qui lui est associé, le Conseil consultatif permanent, conformément aux recommandations formulées par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 35e session.

74. L'année 2010 a vu un changement d'orientation destiné à jeter les fondations d'un programme susceptible de générer des fonds extrabudgétaires, de véhiculer les messages et les valeurs de l'UNESCO et de servir en général le mandat de l'UNESCO en promouvant les objectifs des autres secteurs.

75. Pour poursuivre la lutte contre le dopage dans le sport, l'UNESCO a fourni des conseils techniques aux États membres, dépassant l'indicateur de référence de 150 États parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport. L'indicateur de référence programmé en ce qui concerne le Fonds pour l'élimination du dopage dans le sport sera lui aussi dépassé au cours de l'exercice biennal. Vingt-quatre nouveaux projets ont été approuvés en 2010, dont des programmes d'éducation préventive, l'élaboration de législations antidopage spécifiques et des activités qui aident à renforcer les capacités de lutte contre le dopage des pays les moins avancés ou des pays à faible revenu. Plusieurs nouvelles propositions de projets sont en cours d'élaboration. L'indicateur de référence programmé pour l'application de la Convention internationale contre le dopage dans le sport (60 % des États parties appliquent la Convention) dépend des réponses des États parties au questionnaire de suivi.

Enseignements tirés :

- Comme beaucoup d'organismes des Nations Unies sont en train de s'en rendre compte, **les activités sportives peuvent constituer un support puissant pour communiquer les messages de l'UNESCO** et exécuter les programmes de développement (tels que les programmes de cohésion sociale ou d'éducation informelle). Il y a donc un réel potentiel de génération de fonds extrabudgétaires dans le domaine du sport pour servir les objectifs de l'UNESCO, mais le défi à relever est d'exploiter ce potentiel avec les capacités existantes, suffisantes pour amorcer des initiatives.

- **L'indicateur de référence programmé pour l'application de la Convention internationale contre le dopage dans le sport** (60 % des États parties appliquent la Convention) dépend des réponses des États parties au questionnaire de suivi.

Axe d'action 4 : Aider les États membres à élaborer des politiques dans le domaine de l'éthique des sciences et des technologies, en particulier de la bioéthique, et diffuser les déclarations existantes dans le domaine de la bioéthique

Résultat escompté 6 : Aide à la formulation de politiques et renforcement des programmes de bioéthique

76. Les deux réunions tenues en octobre (17e session ordinaire du Comité international de bioéthique (CIB) et une session conjointe du CIB et du Comité intergouvernemental de bioéthique) ont témoigné d'une approche collaborative entre un organe d'experts indépendants et un comité intergouvernemental débouchant sur des synergies mutuellement bénéfiques. Les deux comités ont exprimé leur ferme intention de poursuivre l'harmonisation de leurs travaux et de transformer le CIGB en un instrument actif et efficace de l'action de l'UNESCO dans ce domaine. Le Secrétariat est résolu à faciliter la réalisation de ces objectifs. Le débat de proposition d'idées lancé suite aux recommandations de l'évaluation interne OSP 6 s'est révélé bénéfique et stimulant à la fois pour le CIB et le Secrétariat, qui continuent à réfléchir et à envisager des modalités pratiques afin d'accroître l'efficacité, la visibilité et l'impact de l'action menée.

77. Le CIB a pu examiner trois projets de rapport établis par ses groupes de travail et le CIGB a eu la possibilité d'apporter sa contribution aux travaux en cours. À ce stade de la mise en œuvre, il est à prévoir que le CIB pourra finaliser au moins un rapport durant l'exercice en cours. Toutefois, s'agissant de la question des médecines traditionnelles, il est apparu évident qu'il faudra plus de temps pour clarifier davantage la question et procéder à des auditions supplémentaires avec les parties prenantes concernées.

Défis et enseignements tirés :

- Il est clair que les comités **travaillent davantage en collaboration**, les présidents jouant un rôle clé.

- Il reste nécessaire de **mieux comprendre les défis à relever en ce qui concerne l'amélioration de la diffusion et de la mise en œuvre des instruments normatifs** dans les États membres, en dépit des efforts individuels des membres du CIB ou du CIGB, ainsi que du travail collectif du CIB pour la production des rapports.

- Les commissions nationales pour l'UNESCO, ainsi que les autres **parties prenantes** locales, **jouent un rôle important** à cet égard. Il faudrait néanmoins explorer plus avant ce point.

Résultat escompté 7 : Mise en place et renforcement d'infrastructures en matière d'éthique dans les États membres

78. Différents types d'infrastructures en matière d'éthique ont été mis en place ou renforcés. La mise en œuvre du projet d'aide aux comités de bioéthique (ABC) a bien progressé. Huit pays ont déjà établi des comités nationaux de bioéthique dans le cadre du projet ABC, et plusieurs autres devraient rejoindre le projet en 2011.

79. En septembre 2010, El Salvador a créé un comité, adhéré au projet ABC et reçu la formation technique initiale relative aux méthodes de travail des comités nationaux de bioéthique. De plus, le Kenya et la Côte d'Ivoire, qui avaient adhéré au projet un an plus tôt, ont reçu la deuxième formation, fondée sur les principes contenus dans la Déclaration. En conséquence, les comités ont pu prendre les mesures initiales en vue de devenir des organes fonctionnels et efficaces. La deuxième formation en Jamaïque, initialement programmée pour novembre 2010, a dû être renvoyée à avril 2011 en raison d'un ouragan. Des négociations sont en cours avec les comités récemment établis en Colombie, Oman et Malaisie en vue de progresser vers la signature d'un mémorandum d'accord et le lancement d'une assistance pour le renforcement des capacités. Le processus de mise en place d'un comité est en cours en Namibie, au Nigéria et aux Comores. Dans le cadre de l'objectif du projet ABC de favoriser les partenariats entre les comités de bioéthiques expérimentés et ceux qui viennent d'être créés, un accord a été conclu entre le Comité national suisse de bioéthique et le comité national de bioéthique qui vient d'être créé au Togo.

80. Une réunion régionale des enseignants de l'éthique s'est tenue dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, et une autre est prévue en Afrique du Sud afin de collecter des données des pays d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est. De plus, un cours de formation d'enseignants de l'éthique s'est tenu en juin 2010 à Dubrovnik (Croatie). Des cours similaires sont programmés pour 2011 à Nairobi (Kenya), Windhoek (Namibie), Belgrade (Serbie) et Pittsburgh (États-Unis). Une réunion des chaires UNESCO de bioéthique s'est aussi tenue en mai 2010 pour travailler à la création d'un réseau des chaires UNESCO pour l'enseignement de la bioéthique. Un accord préliminaire a été conclu sous la forme d'un mémorandum d'accord informel, mais il subsiste des obstacles financiers évoqués par les chaires en ce qui concerne un réseau UNITWIN en bonne et due forme.

81. En ce qui concerne l'expérimentation du Programme principal d'études en bioéthique de l'UNESCO, un mémorandum d'accord a été signé avec une université de la région Amérique latine et Caraïbes, cinq mémorandums d'accord ont été signés avec des universités d'Europe et d'Amérique du Nord, et six avec des universités de la région Asie et Pacifique. Des universités supplémentaires sont recherchées pour les régions Afrique et États arabes.

Défis et enseignements tirés :

- L'expérience acquise en matière d'établissement de comités de bioéthique a démontré que l'UNESCO doit travailler avec les États membres concernés pour expliquer clairement l'importance et les avantages d'un comité de bioéthique qui fonctionne bien et assurer un soutien adéquat et un environnement favorable.

Résultat escompté 8 : Renforcement du cadre général pour une approche éthique de l'utilisation des sciences et des technologies et d'autres activités scientifiques respectant la dignité humaine et les droits de l'homme

82. La mise en œuvre s'est poursuivie sur les trois pistes fixées au cours du premier semestre de 2010, correspondant aux trois composantes du groupement « éthique de la science et de la technologie » et validées lors de la session extraordinaire de la COMEST en juin 2010.

83. En ce qui concerne l'éthique de la science, la préparation du suivi de la mise en œuvre de la Recommandation de 1974 concernant la condition des chercheurs scientifiques a été poursuivie, avec pour objectif de réaliser une enquête sur les États membres au début de 2011. De plus, la coopération en cours avec l'OCDE, la Fondation européenne de la science, la Commission européenne et les organes compétents au niveau national a continué, l'accent étant mis surtout sur les comportements répréhensibles et l'intégrité des scientifiques.

84. Pour ce qui est de l'éthique de l'environnement, compte tenu des conclusions préliminaires relatives à l'opportunité d'établir une déclaration universelle de principes éthiques en rapport avec le changement climatique, adoptées par le Conseil exécutif à sa 185e session, l'attention s'est déplacée vers la clarification (en amont) de la nature des principes éthiques, incluant mais sans s'y limiter les problèmes du changement climatique, à côté de l'élaboration en aval d'instruments pratiques des politiques. Le premier sujet a été au centre d'une grande conférence internationale organisée à Monaco en décembre 2010, considérant l'éthique de l'environnement en termes de changement climatique et de biodiversité, ce qui a produit une série de conclusions et de recommandations qui façonneront les travaux ultérieurs, signalant en particulier la nécessité d'une meilleure compréhension éthique des questions en rapport avec la biodiversité, dont le statut éthique des animaux, la territorialisation et l'importance d'une approche des « systèmes terrestres ».

85. Quant aux nanotechnologies, les décisions de la COMEST relatives aux « technologies convergentes » ont été mises en œuvre sous la forme de la préparation d'un atelier international, prévu pour avril 2011, qui procèdera à un examen systématique des principales questions éthiques et produira un programme de travail détaillé, surtout du point de vue des implications possibles pour les politiques publiques et la gouvernance des défis éthiques identifiables.

Priorité globale Afrique

Résultats escomptés

Accompagnement des États membres africains pour l'élaboration de politiques par le biais de dialogues à différents niveaux dans des domaines liés aux transformations sociales, notamment les droits de l'homme, l'élimination de la pauvreté, la lutte contre le racisme et la discrimination, l'égalité entre les sexes, l'autonomisation des jeunes, les migrations et l'intégration régionale

Développement et renforcement des systèmes nationaux de recherche et des infrastructures dans le domaine de l'éthique dans les pays africains

86. Les efforts se sont concentrés sur l'aide à l'établissement de l'Institut d'Afrique de l'Ouest pour la recherche internationale sur l'intégration régionale et la transformation sociale, à Praia, au Cap-Vert, ainsi que du Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs, à Kinshasa, et sur l'aide à apporter à ces centres afin qu'ils deviennent opérationnels et établissent leur plan d'action. Dans le contexte de son partenariat avec la CEDEAO, l'UNESCO a fourni un soutien technique à la mise en place d'un Cadre régional sur la solidarité et le développement social.

87. La mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO pour la jeunesse africaine fait l'objet d'une étroite coopération avec les États membres du groupe Afrique. L'UNESCO a saisi les occasions de faire mieux connaître cette stratégie, par exemple en la présentant à la troisième session ordinaire de la Conférence des ministres de la jeunesse de l'Union africaine, en avril, au Zimbabwe. Grâce au rôle actif joué par la Chaire de l'UNESCO sur les enfants, les jeunes et l'engagement civique de l'Université nationale irlandaise de Galway, le renforcement des capacités et la recherche sur l'engagement civique des jeunes ont progressé en Zambie, l'accent étant mis sur l'élaboration d'un modèle de centre pour les jeunes utilisant des interventions intégrant le sport, la formation et l'engagement civique.

88. Le dialogue sur les politiques à propos de la situation des jeunes dans la Corne de l'Afrique a été renforcé en 2010 par le Forum « Horizon de la Grande Corne ». En vue d'une réunion tenue le 1er mai 2010 sur le thème « La jeunesse dans la Corne de l'Afrique », un document de réflexion intitulé « Towards a Youth Focused Development Agenda in the Horn of Africa » [Vers un agenda de développement centré sur la jeunesse dans la Corne de l'Afrique] a été élaboré. Dans le cadre du suivi, une Conférence des ministres de la jeunesse des pays de la Corne de l'Afrique a été organisée par le Forum « Horizon de la Grande Corne » les 21 et 22 décembre 2010 à Djibouti, en vue d'examiner les recherches disponibles et d'identifier des recommandations relatives aux politiques que chaque État membre devrait ensuite appliquer au niveau national.

89. Le rôle du sport dans la promotion de la paix et du développement a été mis en lumière à l'occasion d'un événement majeur organisé en collaboration avec le CIO, partenaire de l'UNESCO. Cet événement a eu lieu à Durban et a mis en évidence le potentiel du sport pour atteindre les jeunes et en tant que vecteur d'inclusion et d'éducation informelle. Six pays africains (Cameroun, Érythrée, Mali, Maurice, Ouganda et Somalie) ont reçu une aide financière du Fonds de l'UNESCO pour l'élimination du dopage dans le sport en vue de l'élaboration de projets d'éducation et de sensibilisation visant à faire prendre conscience aux jeunes des valeurs du sport et des effets du dopage sur la santé et l'éthique.

Priorité globale Égalité entre les sexes

Résultats escomptés

Inclusion d'informations sexospécifiques dans toutes le notes d'orientation

Renforcement des capacités institutionnelles de recherche orientées vers l'action et meilleure compréhension de l'impact des défis contemporains sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes

Formulation de politiques reposant sur des éléments factuels en faveur de l'autonomisation des femmes et de leur pleine participation sociale, en particulier dans les pays en développement

Meilleure intégration des questions d'égalité entre les sexes dans des cadres éthiques applicables aux sciences et aux technologies

90. En vue de promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les sexes, le secteur a développé ses activités relatives aux femmes dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe ainsi qu'à la prévention des violences contre les femmes. En tant que contribution de l'UNESCO à l'action globale de la communauté internationale pour lutter contre la violence envers les femmes, un appel à communications a été lancé autour du thème « *Le rôle des hommes dans la lutte contre les violences faites aux femmes* ». Les communications retenues seront présentées à une réunion scientifique à Kinshasa les 29 et 30 mars 2011. Des projets sur les violences contre les femmes ont aussi été mis au point en République démocratique du Congo (RDC) (projet sur les approches socioculturelles des violences basées sur le genre), en Chine (projet sur la prévention des violences familiales), en Fédération de Russie (« Conduire l'autonomisation socioéconomique/Études de genre sur la participation politique des femmes et l'élaboration de recommandations correspondantes sur les politiques dans le Caucase »). En vue d'aider les femmes dans les situations de post-conflit, l'UNESCO fournit une assistance à l'établissement d'un Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs à Kinshasa. Un forum ministériel organisé à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 16 au 18 décembre 2010 a abouti à la signature des documents juridiques établissant ce centre. Le 14 janvier 2011, la Directrice générale de l'UNESCO a signé avec le gouvernement de la RDC un accord relatif à l'établissement de ce centre. Une aide continue d'être fournie aux activités de collecte de fonds et de plaidoyer du Centre ainsi qu'à la création d'une bibliothèque virtuelle et d'un réseau destiné à relier le Centre à onze centres nationaux associés dans chacun des autres États de la région. Le financement extrabudgétaire de la Norvège a été renouvelé pour les activités du Centre de recherche et de documentation des femmes palestiniennes à Ramallah dans les domaines de la recherche, du développement des capacités, de la documentation et de la sensibilisation. Des projets sur l'analyse sexospécifique des situations de post-catastrophe et sur la participation des femmes à la reconstruction après les conflits sont en cours d'élaboration dans le cadre de l'Asia Pacific Gender Studies Network (conférence à Bangkok en mars 2011) et d'un projet mis au point sur la contribution des femmes à la reconstruction post-catastrophe en Haïti.

91. Suite à l'exercice de reprogrammation, le secteur est en train d'intégrer le genre dans d'autres activités, dont l'élaboration de projets sur la protection des droits des migrantes et les migrations liées au genre et au changement climatique. De nouveaux efforts d'intégration sont entrepris afin de garantir que les programmes relatifs à la jeunesse, au sport et à l'éthique emploient aussi des approches sexospécifiques et sexotransformatrices dans la programmation.

92. Une importante contribution à la réflexion sur les défis du monde contemporain est assurée par le Réseau international de femmes philosophes de l'UNESCO qui, lors de la Journée mondiale de la philosophie, a organisé une conférence pour débattre des questions intéressant la diversité des approches et des normes académiques dans le travail des femmes philosophes. Les débats ont servi à mieux éclairer les enjeux de l'égale participation des femmes philosophes à la production des connaissances au niveau international et à accroître leur visibilité.

Plate-forme intersectorielle sur le renforcement des systèmes nationaux de recherche

93. Sur la base des résultats du Rapport mondial sur les sciences sociales, publié en 2010, les travaux de la plate-forme intersectorielle de l'UNESCO relative au renforcement des systèmes nationaux de recherche ont été réorientés en vue de renforcer la coopération entre le Secteur des sciences sociales et humaines et le Secteur des sciences exactes et naturelles dans le but d'élaborer une méthodologie, des références et une planification communes pour la mise en œuvre des évaluations des systèmes de recherche nationaux qui couvrent toutes les disciplines scientifiques. D'autres secteurs et en particulier les bureaux hors Siège sont inclus dans la planification des activités dans les pays ou régions qui demandent des évaluations de leur système scientifique.

GRAND PROGRAMME IV – CULTURE

Évaluation stratégique globale

94. La période considérée a marqué le débat international sur le rôle central de la culture dans le développement et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2010, l'UNESCO est parvenue, par une série d'initiatives ciblées, à replacer la culture au cœur du débat international sur le développement. Dans le cadre du Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement qui s'est tenu à New York en septembre 2010, l'UNESCO a organisé, en coopération avec l'Union européenne et l'Union africaine, une Table ronde de haut niveau sur la culture pour le développement où l'on a souligné la place essentielle de la culture dans le développement humain et socioéconomique. Le document final adopté par le Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement met l'accent sur la contribution de la culture à la réalisation des OMD et encourage la coopération internationale dans le domaine culturel. Plus récemment, en décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution sur la culture et le développement (A/RES/65/166) qui réaffirme le rôle de la culture dans le développement et préconise sa prise en compte dans les politiques de développement mondial.

95. Ces progrès représentent une évolution décisive du modèle de développement international dans la mesure où la prise en compte de la culture en tant que facteur de viabilité économique, sociale et environnementale peut désormais être intégrée dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20), qui doit se tenir en 2012 à Rio de Janeiro (Brésil). Parallèlement, la capacité de l'UNESCO à plaider pour la prise en compte de la culture dans les exercices de programmation conjointe par pays a également été renforcée.

96. Sur le terrain, les activités opérationnelles ont montré quelles retombées pouvaient avoir sur la diminution de la pauvreté des projets et des approches reposant sur la culture, notamment à travers la mise en œuvre de 18 projets interinstitutions au titre du F-OMD, dans le cadre du volet thématique « Culture et développement ». Afin de renforcer la coopération institutionnelle stratégique avec les principaux partenaires et organisations internationaux œuvrant pour le développement, des partenariats stratégiques profitables à toutes les parties ont été instaurés, notamment avec la Banque mondiale et la Commission européenne. Ces initiatives permettront à l'UNESCO d'accroître la mobilisation en faveur de sa conception de la culture et du développement et d'intégrer pleinement la culture aux politiques de ces institutions.

97. S'agissant de l'action d'urgence en Haïti, le Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien, qui a tenu sa première réunion en juillet 2010, a défini des actions prioritaires dans les différents domaines de la culture. Ces actions ont ensuite été transposées sous forme de propositions d'activités réparties en sous-groupes thématiques. Concernant les situations de post-catastrophe naturelle, la création d'un pôle culturel spécifique a été approuvée dans le cadre de l'exercice d'évaluation des besoins après la catastrophe (PDNA) entrepris par le système des Nations Unies, la Banque mondiale et la Commission européenne, ce qui revient à reconnaître l'importance de la culture pour la reconstruction, le relèvement et l'édification de la paix.

98. Cinq réunions statutaires[12] se sont tenues dans le cadre du mandat normatif de l'Organisation. Des efforts ont été entrepris pour renforcer la position de l'UNESCO dans le domaine normatif en mobilisant les médias. L'UNESCO a également continué à apporter son aide aux États membres pour la ratification des principaux instruments normatifs concernant la culture, tout en renforçant les capacités en la matière. Dans ce contexte, une attention particulière a été portée à la Priorité globale Afrique.

Défis et enseignements tirés :

- Les réalisations de 2010 concernant le repositionnement de la culture au sein du débat international sur le développement doivent être mises à profit à l'aide d'un réseau élargi de partenaires institutionnels ainsi que d'activités de sensibilisation renforcées et axées sur des éléments factuels s'appuyant sur des actions opérationnelles. Les enseignements tirés de la mise en œuvre des 18 projets conjoints du Fonds pour la réalisation des OMD, actuellement recueillis au moyen d'un système de gestion des connaissances spécifique, offriront des pistes claires pour l'action future dans ce domaine, ainsi que pour la participation de l'UNESCO aux processus communs des Nations Unies à l'échelon des pays.

- S'agissant des situations de post-conflit et de post-catastrophe naturelle, l'année 2010 a fait prendre conscience de la nécessité de collaborer avec les États membres pour mettre au point des mesures de prévention des risques, et de redoubler d'efforts en vue de faire reconnaître la culture comme un secteur important pour la reconstruction et l'édification des nations, digne d'intérêt en tant que tel dans le contexte des initiatives conjointes des organismes des Nations Unies comme les appels éclairs.

- La relative modicité des ressources disponibles au titre du Programme ordinaire pour la gestion des conventions culturelles continue à peser sur la capacité du Secrétariat de répondre aux attentes des États parties, qu'il s'agisse du respect des obligations statutaires ou des activités de l'Organisation en matière de renforcement des capacités et de conservation, qui dépendent largement des fluctuations des ressources extrabudgétaires. Si le redéploiement du personnel au sein du Secteur et une claire division des tâches entre le Siège et les bureaux hors Siège peuvent en partie permettre de combler les lacunes, une plus grande concentration sur d'autres domaines de programme est cependant nécessaire en l'absence d'une augmentation des contributions volontaires des États membres.

Axe d'action 1 : Protection et conservation des biens culturels immobiliers et des biens naturels, en particulier par l'application effective de la Convention du patrimoine mondial

Résultat escompté 1 : Mise en œuvre plus rigoureuse de la Convention du patrimoine mondial grâce au fonctionnement efficace de ses organes directeurs

99. Le Comité du patrimoine mondial s'est réuni à Paris en juin 2010 (9e session extraordinaire) et à Brasilia en août 2010 (34e session). La représentativité de la Liste du patrimoine mondial s'est

---

[12] 34e session du Comité du patrimoine mondial, Brasilia, août 2010.

Cinquième session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, Kenya, 15-19 novembre 2010.

16e session du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale, Paris, septembre 2010.

Première session du Conseil consultatif (Convention de 2001), Cartagena, juin 2010.

Quatrième session ordinaire du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005), Paris, 29 novembre – 3 décembre 2010.

améliorée grâce à l'inclusion de trois sites de pays non représentés, quatre de régions sous-représentées et quatre de catégories sous-représentées. Au début de 2010, 36 listes indicatives révisées et une nouvelle liste indicative ont été soumises à l'UNESCO. En mars 2010, la Guinée équatoriale a ratifié la Convention, portant ainsi le nombre d'États parties à 187.

Résultat escompté 2 : Protection plus efficace des biens du patrimoine mondial contre les nouveaux défis et menaces planétaires

100. La planification de la conservation du patrimoine urbain a été encouragée dans toutes les régions à travers différents projets mis en œuvre dans plusieurs villes du patrimoine mondial. À la demande du Comité du patrimoine mondial, un nouveau programme pour le tourisme axé sur l'aide à la formulation des politiques et le renforcement des capacités est en cours de préparation et sera soumis à l'examen du Comité à sa 35e session (Bahreïn, juin 2011).

Résultat escompté 3 : Amélioration de la conservation au service du développement durable, notamment par des activités de renforcement des capacités et de formation

101. Environ 400 personnes – dont 37 % de femmes – ont été formées dans toutes les régions dans les divers domaines relatifs aux processus de conservation du patrimoine mondial. La première réunion de coordination des six centres de catégorie 2 relatifs au patrimoine mondial (Bahreïn, décembre 2010) s'est également intéressée au renforcement des capacités de conservation du patrimoine mondial. Les activités opérationnelles se sont poursuivies, tant dans les pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe qu'en ce qui concerne les biens du patrimoine mondial en péril. Un bien a été retiré de la Liste du patrimoine mondial en péril mais quatre autres y ont été inscrits. La Réunion de haut niveau sur les biens du patrimoine mondial en péril en République démocratique du Congo s'est tenue à la mi-janvier 2011, à la demande du Comité à sa 31e session.

Résultat escompté 4 : Élaboration d'outils d'éducation, de communication et de gestion des connaissances relatives au patrimoine mondial et élargissement du réseau de partenaires

102. En 2010, le nombre de consultations du site Web du Centre UNESCO du patrimoine mondial (WHC) a augmenté de 22,4 % par rapport à l'année précédente. Trois forums de jeunes ont été organisés (Espagne, juin 2010 ; Brésil, juillet 2010 ; Japon, octobre 2010), offrant l'occasion aux jeunes participants de réfléchir aux enjeux du patrimoine mondial et de créer des réseaux d'échanges et d'activités. Enfin, 11 partenariats ont été établis, la plupart avec des partenaires du secteur privé, et 27 autres sont actuellement à l'étude.

Réalisations et défis :

- Le nombre de sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial augmente de plus de 20 sites par an sans que les ressources du Fonds du patrimoine mondial et du Programme ordinaire ne connaissent d'augmentation parallèle, la plupart des projets de conservation entrepris sur des sites du patrimoine mondial étant financés par des fonds extrabudgétaires.

- Le Comité du patrimoine mondial a demandé que des projets pilotes volontaires proposant un soutien continu en ce qui concerne les propositions d'inscription soient menés à titre expérimental. Des consultations avec les États parties ont été entamées à cette fin.

- Les conclusions d'un atelier portant sur la prise de décisions et les méthodes de travail des organes statutaires de la Convention du patrimoine mondial seront examinées par le Comité du patrimoine mondial à sa 35e session (juin 2011).

- La nécessité de stratégies de prévention des risques pour les sites du patrimoine mondial a été mise en évidence par plusieurs catastrophes naturelles dans les États membres. L'absence de sécurité et différents changements institutionnels ont entraîné des retards dans la mise en œuvre de certaines activités.

Axe d'action 2 : Sauvegarde du patrimoine vivant, en particulier par la promotion et la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

Résultat escompté 5 : Mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel grâce au fonctionnement efficace de ses organes directeurs

103. Comme en témoignent les 13 nouvelles ratifications recensées pour la seule année 2010 – et qui portent le nombre d'États parties à 133 – la Convention suscite toujours un vif intérêt, même si son application effective varie considérablement entre les États parties. À sa cinquième session, le Comité a inscrit 53 nouveaux éléments sur les listes de la Convention (4 sur la Liste de sauvegarde urgente et 47 sur la Liste représentative), portant à 232 le nombre total d'éléments inscrits sur les listes à ce jour. Les Directives opérationnelles, adoptées en juin 2008, ont été révisées par l'Assemblée générale à sa troisième session, en juin 2010, afin de rationaliser les mécanismes et les calendriers d'inscription. En particulier, un Organe consultatif de 12 membres (experts indépendants et ONG accréditées) a été créé pour examiner les propositions d'inscription à la Liste de sauvegarde urgente, les meilleures pratiques de sauvegarde proposées et les demandes d'assistance internationale supérieures à 25 000 dollars des États-Unis.

Résultat escompté 6 : Renforcement des capacités des États membres en matière de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel pour le développement des communautés concernées

104. Un programme de renforcement des capacités de grande envergure a été lancé, l'accent étant tout particulièrement mis sur l'Afrique. Du matériel de formation détaillé a été élaboré pour quatre domaines prioritaires : la ratification, la mise en œuvre de la Convention au niveau national, l'établissement d'inventaires par les communautés et l'élaboration de propositions d'inscription sur la Liste de sauvegarde urgente. 60 experts, dont 20 d'Afrique, ont été sélectionnés pour être formés en 2011 à l'utilisation de ce matériel. Ils conduiront les nombreuses activités de formation prévues dans les années à venir au titre du Programme ordinaire et du Programme additionnel complémentaire, qui porteront sur l'Afrique pour plus d'un tiers d'entre elles.

Résultat escompté 7 : Sensibilisation accrue à l'importance de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

105. Le site Internet mis en place pour la Convention, désormais disponible en quatre langues, a enregistré un nombre de visites record dans l'histoire de l'Organisation lors de la cinquième session du Comité, ce qui contribue – en plus de la vaste couverture médiatique suscitée à cette occasion – à sensibiliser à l'importance du patrimoine culturel immatériel.

Réalisations et défis :

- La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel suscite beaucoup d'enthousiasme et d'intérêt, mais aussi de grandes attentes parmi les États parties, si l'on en juge par le nombre croissant de dossiers qu'ils soumettent à un rythme qui ne cesse de s'accélérer, au risque de détourner la Convention de son but premier – la sauvegarde et la transmission du patrimoine culturel immatériel –, de remettre en question le mandat technique de l'UNESCO et de nuire à sa crédibilité.

- Il existe à cet égard un risque de déséquilibre entre les deux listes établies dans le cadre de la Convention, l'intérêt des États parties se portant principalement sur la Liste

représentative tandis que la Liste de sauvegarde urgente, conçue pour aider à mobiliser la coopération et l'assistance internationales en vue d'adopter des mesures de sauvegarde, tend à être négligée.

Axe d'action 3 : Renforcement de la protection des objets culturels et de la lutte contre leur trafic illicite, notamment par la promotion et la mise en œuvre de la Convention de 1954 et de ses deux Protocoles ainsi que des Conventions de 1970 et 2001, et par le développement des musées

Résultat escompté 8 : Promotion de la réconciliation, de la cohésion sociale et de la coopération internationale par la mise en œuvre effective de la Convention de La Haye de 1954 et de ses deux Protocoles, ainsi que de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels

106. La coopération internationale a été renforcée par l'entrée de trois sites culturels chypriotes (Choirokoitia, Paphos et les Églises peintes de la région de Troodos) et d'un site culturel italien (Castel del Monte) sur la Liste des biens culturels sous protection renforcée, établie en vertu du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Trois États ont déposé leurs instruments de ratification et d'adhésion au Deuxième Protocole.

107. Deux États membres (Haïti et Guinée équatoriale) sont devenus parties à la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. L'application effective de la Convention a principalement été assurée par le biais d'ateliers (pour l'Amérique latine en avril 2010, en République populaire démocratique de Corée, en Mongolie en mai et septembre 2010, pour les États du Golfe et la Belgique en novembre 2010, etc.) et par des activités de sensibilisation telles que publications et entretiens pour la télévision et la radio. Un film (en six langues) et deux clips vidéo (sur l'Afrique et l'Amérique latine) ont été produits sur le thème de la lutte contre le trafic illicite des biens culturels.

108. Outre les cérémonies du 30e anniversaire, la 16e session du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d'origine ou de leur restitution en cas d'appropriation illégale s'est tenue en septembre 2010. À cette occasion, le Règlement intérieur sur la médiation et la conciliation a été officiellement adopté. L'UNESCO a également participé aux efforts déployés en vue de la restitution d'un masque Makonde à la République-Unie de Tanzanie (mai 2010).

Résultat escompté 9 : Mise en œuvre des mesures nécessaires pour sauvegarder et préserver le patrimoine culturel dans les pays en situation de conflit, en particulier dans les territoires occupés

109. Dans le Territoire palestinien occupé, un soutien a été apporté, sur le mont Garizim, à Naplouse, au Musée samaritain, qui a été modernisé et inclus dans la Liste des musées nationaux supervisée par le Ministère du tourisme et des antiquités. Des progrès ont également été accomplis dans la rénovation de la citerne du Musée de la Riwaya, à Bethléem. Un stage sur les pratiques d'exposition et de conservation des musées a été organisé à Ramallah du 8 au 13 novembre 2010 avec la participation de 33 jeunes créateurs professionnels d'institutions palestiniennes, d'organisations de la société civile et d'établissements d'enseignement de différents endroits du Territoire. Le Centre des manuscrits islamiques, sur le Haram, à Jérusalem, a été modernisé et du personnel formé (fonds extrabudgétaires).

110. En Iraq, une mission d'information a été effectuée à Erbil et à Sulaymanyia pour préparer les activités de modernisation du Musée de Sulaymanyia. La mise en œuvre de la première partie du

projet a débuté (grâce à 350 000 dollars provenant du Fonds multinational d'affectation spéciale pour l'Iraq) en octobre 2010.

Résultat escompté 10 : Mise en œuvre plus rigoureuse de la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et renforcement de la coopération internationale pour la préservation du patrimoine culturel subaquatique

111. Sept nouveaux États, dont un d’Afrique et un territoire (Palestine), ont adhéré à la Convention, ce qui porte leur nombre total à 37. La deuxième session de la Réunion des États parties et la première réunion de son Organe consultatif ont été tenues. Il a été organisé deux réunions régionales : une en Afrique du Sud et une en Turquie. Il a été organisé, en outre, quatre formations régionales. Enfin, il a été mis sur pied un nouveau site Web et un programme d’apprentissage en ligne.

Résultat escompté 11 : Renforcement des capacités des PMA pour ce qui est de protéger et de conserver les biens culturels mobiliers dans le cadre des efforts nationaux de développement

112. Des activités de renforcement des capacités sont menées actuellement dans des musées pour appuyer la préparation d’inventaires et assurer la protection de collections menacées. Deux sessions de formation à la gestion des collections, axées sur la pratique d’inventaires, ont été organisées dans les musées locaux de Foumban et de Babungo, au Cameroun. De nouveaux outils pédagogiques de conservation préventive de collections de musées ont été produits dans différentes langues pour la région Asie-Pacifique et pour l’Europe ; une aide au renforcement des capacités dans différents domaines de la gestion des musées a été fournie dans 20 pays, notamment dans les PMA d’Asie.

Réalisations et défis :

- Les résultats obtenus, en particulier les ratifications des Conventions de 1954, 1970 et 2001 et les activités menées en matière de sensibilisation et de renforcement des capacités, dépassent les attentes. Pour pérenniser ces excellents résultats, il faudrait absolument affecter à ces programmes des ressources suffisantes. Il faut également, pour obtenir des résultats positifs, que les États bénéficiaires s’engagent à employer du personnel local.

Axe d’action 4 : Protection et promotion de la diversité des expressions culturelles, particulièrement par la mise en œuvre de la Convention de 2005 et le développement des industries culturelles et créatives

Résultat escompté 12 : Mise en œuvre de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles et de la Convention universelle sur le droit d’auteur, et renforcement des mécanismes opérationnels correspondants

113. La quatrième réunion du Comité intergouvernemental, tenue en décembre 2010, a produit d’importants résultats tels que l’approbation, par le Comité, des premiers projets à financer par le Fonds international pour la diversité culturelle. Il a été approuvé 31 projets de 24 pays en développement, pour un financement total de 1,5 million de dollars. Il a été adopté, pour l’établissement des rapports quadriennaux, un cadre qui demande aux États parties de rendre compte des mesures prises pour promouvoir la diversité des expressions culturelles et l’intégration de la culture en tant qu’élément stratégique dans leurs politiques de développement et leurs programmes d’assistance à tous les niveaux – local, national, régional et international. Un projet d’assistance technique financé par l’Union européenne a été lancé afin de renforcer le système de gouvernance de la culture dans les pays en développement.

Résultat escompté 13 : Renforcement et mise en évidence de la contribution des industries culturelles et créatives au développement, notamment par la tenue du Forum mondial sur la culture et les industries culturelles, avec l'aide de partenariats public-privé

114. Le renforcement des industries culturelles et créatives pour le développement a comporté la réalisation d'outils (guides et sites Web), des formations et un symposium sur « La gestion des risques dans le financement de la culture » amplifié par des actions de suivi. Le Réseau des villes créatives est passé de 19 à 27 membres qui ont tenu leur réunion annuelle et une Conférence internationale sur « La synergie entre nouveaux médias, nouvelles technologies et villes créatives » à Shenzhen (Chine) en décembre 2010. L'agenda pour l'éducation artistique, fruit de la seconde Conférence mondiale (Séoul, mai 2010), a été publié en anglais, espagnol et français et mis en ligne dans les six langues.

Résultat escompté 14 : Promotion du multilinguisme et de la diversité linguistique par l'édition et la traduction, notamment en ce qui concerne les contenus sur l'Internet

115. Parmi les activités du soutien du livre, le projet de nouvelle loi-modèle sur le livre et la lecture établi par le CERLALC en collaboration avec l'UNESCO, a été approuvé le 19 décembre 2010. En 2010, 126 000 nouvelles notices bibliographiques ont été réalisées dans le cadre de l'Index Translationum qui obtient, chaque année, les réponses d'un nombre toujours croissant d'États membres.

Résultat escompté 15 : Appui aux capacités de création, de production et de gestion des artisans et designers

116. La Reconnaissance d'excellence en artisanat a été poursuivie en Asie, Amérique latine (étendue aux pays andins) et en Afrique tandis que la coopération avec les salons internationaux qui exposent les pièces s'est poursuivie. L'UNESCO a participé à des réunions en Espagne, en Égypte et au Qatar, sur la prise en compte de l'artisanat dans les politiques de développement. Un projet de professionnalisation aux métiers d'arts par des échanges Nord-Sud a été lancé avec la Fondation Culture et Diversité. Le DREAM Center d'Haïti a été renforcé tandis que trois autres ont été ouverts aux Philippines, Chine et Liban. Les quatre concours en ligne du programme Design 21 ont obtenu des candidatures provenant de plus de 100 pays.

Résultat escompté 16 : Accompagnement des États membres pour promouvoir et protéger les langues en péril et les langues autochtones

117. En 2010, les trois versions linguistiques (en anglais, français et espagnol) de l'Atlas des langues en danger ont été publiées et mises en ligne, puis enrichies en tenant compte des contributions des utilisateurs (voir, également, la Plate-forme intersectorielle sur les langues et le plurilinguisme).

Réalisations et défis :

- La stratégie d'encouragement à la ratification de la Convention de 2005 a été développée et des projets ont été financés par le Fonds international pour la diversité culturelle.

- Le Réseau des Villes créatives s'est amplifié et une stratégie de coopération renforcée entre les villes a été mise en place.

- Les « DREAM Center » apparaissent de plus en plus comme une formule bien adaptée à certaines situations notamment de post-conflit.

Axe d'action 5 : Intégration du dialogue interculturel et de la diversité culturelle dans les politiques nationales

Résultat escompté 17 : Intégration de la culture dans les politiques nationales de développement et les exercices de programmation conjointe par pays dans le cadre des équipes de pays des Nations Unies

118. Afin d'intégrer les principes de la diversité culturelle dans les politiques et programmes nationaux, il a été élaboré, en étroite collaboration avec les experts concernés, un référentiel pour l'élaboration de politiques culturelles où figure un document-cadre qui énonce un Nouveau programme de politique culturelle pour le développement et la compréhension mutuelle, accompagné d'un ensemble de textes pédagogiques. Ce document a été utilisé pour former 13 instructeurs de différentes régions et concevoir cinq projets pilotes. Les critères fondamentaux et techniques à appliquer pour créer une plate-forme électronique de partage de connaissances et une communauté de pratique autour de ces outils (notamment le Nouveau programme de politique culturelle et le Prisme de la diversité culturelle) ont été définis en recourant à des sondages d'utilisateurs, à des séances de travail et à une étude de faisabilité. Les sessions de formation des équipes de pays des Nations Unies sur la programmation de la diversité culturelle se sont tenues au Viet Nam et au Mozambique sous l'étiquette « Unis dans l'action ».

119. Des mesures innovantes ont également été prises pour introduire les principes de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans les priorités de l'ONU relatives aux questions autochtones, au VIH et au SIDA, ainsi qu'à l'Éducation en vue du développement durable.

120. La mise en œuvre des 18 programmes interinstitutions menés dans le cadre du Fonds pour la réalisation des OMD au titre du volet Culture et développement s'est poursuivie. Une réunion d'examen à mi-parcours de cette initiative, tenue au Siège de l'UNESCO en juin 2010, a permis d'analyser les défis opérationnels – administratifs ou institutionnels – que l'Organisation doit relever à cet égard. Afin de mettre à profit les résultats de ces programmes et de démontrer concrètement la contribution que la culture apporte au développement, il a été lancé, dans le cadre du Fonds pour la réalisation des OMD, un projet de système de gestion du savoir.

Réalisations et défis :

- Pour répondre à la demande croissante d'outils et de formations qui s'exprime en matière d'élaboration de politiques culturelles axées sur le développement, de nombreux instructeurs, fonctionnaires et représentants de la société civile de pays d'Afrique et d'Amérique latine ont été formés pendant la période considérée. Des fonds devant permettre d'étendre cette initiative ont été obtenus grâce à l'appui du Gouvernement espagnol. On a également renforcé la collaboration avec différentes équipes de pays des Nations Unies afin d'intégrer l'égalité des sexes, la diversité culturelle et les droits de l'homme dans les PNUAD.

121. Les liens qui existent entre les conventions de l'UNESCO relatives à la culture et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et leur association à la vie politique ont été renforcés en menant des consultations internes et en collaborant avec l'UNPFII et le monde des chercheurs. On a intensifié le dialogue avec les organisations de peuples autochtones en les faisant participer au Programme de bourses pour les jeunes autochtones.

- Lors de la mise en œuvre des programmes conjoints du Fonds pour la réalisation des OMD, il a été rencontré des difficultés et des problèmes liés au rôle du coordonnateur résident, qui assume la fonction de « pare-feu », et à la présence de l'UNESCO dans les pays. Pour répondre à ces problèmes, on a apporté, sur le terrain, une assistance appropriée sous la forme de consultations, de détachements et de missions ad hoc, et l'on a renforcé les ressources au Siège.

Résultat escompté 18 : Approfondissement et diffusion des connaissances sur l’histoire de l’Afrique et la tragédie de la traite négrière et ses diverses routes dans les différentes régions du monde, et renforcement du projet La route de l’esclave

122. Des rencontres d’experts et la constitution d’équipes de rédaction ont permis d’avancer l’élaboration des contenus communs et des guides pour les enseignants d’histoire. La mise en œuvre ou la participation à des actions ponctuelles aux niveaux interrégional, régional et national, ainsi que l’élargissement des partenariats, ont également été mis à profit pour promouvoir une meilleure connaissance de l’Histoire générale de l’Afrique, notamment dans la diaspora africaine. L’édition portugaise des huit volumes de l’Histoire générale de l’Afrique (traduction, impression et diffusion gratuite en format papier et électronique) a été publiée, sa présentation officielle a eu lieu au Brésil en décembre 2010. L’UNESCO a également organisé la célébration du 23 août, Journée internationale du souvenir de la traite négrière et de son abolition et participé à la commémoration du 21 mars, Journée internationale pour l’élimination de la discrimination raciale ainsi qu’à celle du 2 décembre, Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage. En outre, l’UNESCO a produit et diffusé (sur DVD et en ligne) en anglais, en espagnol et en français le documentaire « Routes de l’esclave : une vision globale », notamment à travers le Réseau des écoles associées de l’UNESCO ; production et diffusion en anglais, en espagnol, en français et en portugais, du dépliant « La route de l’esclave : réconcilier devoir de mémoire et vérité historique ».

123. Dans le cadre du projet *La route de l’esclave*, des efforts de sensibilisation aux multiples dimensions de la traite négrière et de l’esclavage dans différentes régions ont été poursuivis à travers l’organisation ou la participation à des événements, le lancement de matériels de recherche et la production d’outils pédagogiques. La vocation intersectorielle du projet a continué d’être assurée par une coopération avec notamment le Centre du patrimoine mondial, le Secteur de l’éducation et le Secteur des sciences sociales. L’UNESCO a organisé une consultation internationale qui a permis de définir de nouvelles approches pour l’enseignement de la traite négrière et l’esclavage et l’histoire de la diaspora africaine lancée (Toronto, Canada, novembre 2010).

Réalisations et défis :

- Le renforcement du caractère interdisciplinaire et intersectoriel du projet La route de l’esclave et du projet sur l’utilisation pédagogique de l’Histoire générale de l’Afrique demeure un enjeu particulier. Les contraintes budgétaires constituent un frein significatif au futur développement des activités.

Résultat escompté 19 : Renforcement, aux niveaux local, national et régional, des conditions, des capacités et des modalités du dialogue interculturel et du dialogue interreligieux

124. La coopération avec l’Alliance des civilisations (AoC) s’est élargie avec le renouvellement de l’accord de coopération, signé à l’occasion du 3e Forum de l’AoC à Rio de Janeiro en mai 2010. Les échanges réguliers, notamment lors de la participation de l’UNESCO à toutes les rencontres internationales et régionales de l’AoC et de la mise en œuvre d’activités, se sont poursuivis. La célébration de l’Année internationale du rapprochement des cultures (2010) a fourni un cadre propice pour renforcer les conditions, les capacités et les modalités du dialogue interculturel à travers l’organisation et la participation à de nombreuses rencontres et événements et la diffusion de matériel d’information. L’UNESCO a organisé des sessions de formation, de sensibilisation et d’information au Siège et hors Siège pour promouvoir la diversité culturelle et le dialogue interculturel, y compris le dialogue interreligieux.

125. Les partenariats avec les Chaires UNESCO, les universités et les organismes compétents ont été multipliés en vue d’encourager la participation des jeunes et des femmes au discours et à l’action publics liés au dialogue interreligieux. Deux chaires UNESCO ont été créées : l’une sur le dialogue interculturel et la paix (New Delhi, Inde) et l’autre sur la compréhension et les relations

entre les religions (Wellington, Nouvelle-Zélande). Des études réalisées dans les cinq régions et une centaine de bonnes pratiques réunies dans une base de données ont servi à mieux comprendre les processus d’acquisition de compétences interculturelles permettant de promouvoir le dialogue au sein de sociétés culturellement diversifiées. L’UNESCO a produit des matériels d’information et de sensibilisation en anglais et français ou dans les six langues (Plan d’action, logo, dépliant, affiches Liste officielle des activités ; et organisation au Siège d’une journée de lancement officiel de l’Année en présence des membres du « Haut Panel sur la paix et le dialogue entre les cultures » et de nombreuses personnalités).

Réalisations et défis :

- La signature du mémorandum d'accord avec l’Alliance des civilisations (Rio, mai 2010) a consolidé la coopération entre l’UNESCO et l’AoC.

- Le lancement de l’Année internationale du rapprochement des cultures qui s’est déroulé au Siège de l’UNESCO le 18 février 2010, et qui a aussi été l’occasion de la première réunion du Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures, a marqué le début de la mobilisation internationale dans ce domaine (voir les documents 186 EX pertinents).

Priorité globale Égalité entre les sexes

Renforcement de la participation active et visible des femmes aux industries culturelles et créatives

126. Les activités de renforcement des capacités ont inclus des formations axées sur les compétences et des cours d’initiation aux techniques de gestion et de marketing. Des jeunes femmes étudiant l’artisanat et le design ont acquis une expérience pratique lors de stages auprès d’artisans et de designers professionnels (Amérique latine, Asie). La participation à des foires commerciales internationales (SIAO, « Foire de Paris », salon « Maison et Objet ») a permis à des femmes artisans de renforcer leurs réseaux professionnels et leur expérience en vue de la commercialisation de leurs réalisations dans le monde entier.

Incitation des États parties à la Convention de 1972 à accroître la participation active des femmes aux réunions du Comité du patrimoine mondial ainsi qu’aux initiatives de gestion et de conservation correspondantes en faveur du patrimoine mondial

127. Les femmes ont représenté 37 % des participants aux 47 ateliers relatifs au patrimoine mondial organisés en 2010. Il s’agit d’une moyenne qui recouvre des disparités entre régions (25 % en Afrique et en Asie, 49 % en Amérique latine, 52 % dans les États arabes et 55 % en Europe ; pour les ateliers internationaux, la moyenne est de 42 %). En outre, les membres des communautés vivant sur les sites ou dans leurs environs, et particulièrement les femmes, ont été associés à des activités de conservation du patrimoine.

Intégration de la question de l’égalité entre les sexes dans l’élaboration et la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités destinées aux musées

128. Dans le cadre d’une initiative pilote, l’UNESCO a mené à bien une étude détaillée sur les moyens de promouvoir l’égalité entre les sexes dans les musées et avec leur concours au Viet Nam. Les conclusions et recommandations formulées à l’issue de cette étude seront prises en compte lors de l’élaboration d’orientations relatives aux effectifs des musées, à l’organisation d’expositions, ainsi qu’à d’autres aspects importants de la gestion des musées.

Accroissement des possibilités offertes aux femmes d'acquérir une expérience de la gestion des musées

129. Des États membres, notamment parmi les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) ont bénéficié d'une série d'activités de renforcement des capacités associant systématiquement le personnel féminin à des formations à la gestion de façon à améliorer leurs compétences et leur position au sein de leur établissement.

Amélioration de la compréhension par les différents acteurs de l'UNESCO des aspects relatifs à l'égalité entre les sexes en matière de patrimoine culturel immatériel

130. La question de l'égalité entre les sexes a été prise en considération dans des matériels de formation conçus pour renforcer les capacités nationales en vue d'une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel.

Priorité globale Afrique

(voir aussi le résultat escompté 18)

Prise en compte des nouveaux défis posés par la diversité culturelle et le dialogue interculturel dans les politiques culturelles en Afrique, en collaboration avec l'Union africaine

131. L'aide à la prise en compte des nouveaux défis liés à la diversité culturelle et au dialogue interculturel dans les politiques culturelles en Afrique a été renforcée par l'organisation d'ateliers de développement des capacités (formation à l'utilisation des outils UNESCO pour l'élaboration de politiques culturelles dispensée dans les ministères de la culture de cinq pays d'Afrique centrale à Yaoundé, 4-7 octobre 2010) et la fourniture de conseils relatifs à la formulation des politiques (Mauritanie, Burkina Faso, Togo). Les approches socioculturelles de la prévention et de la prise en charge du VIH et du SIDA ont été au cœur d'une réunion de travail régionale, tenue à Maputo en mai 2010, à laquelle ont participé 40 représentants du Botswana, du Lesotho, du Mozambique et de Zambie et qui a débouché sur un renforcement de la coopération avec la SADC dans les domaines de la culture et du VIH et SIDA.

Intégration de la culture dans les politiques nationales de développement du continent, notamment dans le cadre des exercices de programmation commune par pays menés par les équipes de pays des Nations Unies

132. Une approche intégrée de la programmation axée sur la prise en compte systématique de l'égalité entre les sexes, de la diversité culturelle et des droits de l'homme a été élaborée conjointement avec l'équipe de pays des Nations Unies du Mozambique dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action » au niveau des pays. Quarante représentants de haut niveau des équipes de pays des Nations Unies, des gouvernements et des ONG ont reçu une formation (Maputo, août 2010) au titre de cette activité interinstitutions.

Renforcement de la conservation des sites du patrimoine mondial en Afrique, notamment par le renforcement des capacités et la formation en coopération avec le Fonds africain du patrimoine mondial

133. Le renforcement des capacités en Afrique a été intensifié grâce à des séances de formation centrées sur l'établissement des dossiers de proposition d'inscription et des déclarations de valeur universelle exceptionnelle rétrospectives, et à la faveur du lancement du deuxième cycle de rapports périodiques (trois réunions sous-régionales – 200 personnes). En outre, divers projets de conservation ont été menés en relation avec la planification de la conservation urbaine (Mozambique, Mali) et aux sites de la Liste du patrimoine mondial en péril (République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie). La réunion de haut niveau demandée par

le Comité du patrimoine mondial (Christchurch, 2007) sur l'état de conservation des cinq sites du patrimoine mondial en péril de la République démocratique du Congo s'est tenue le 14 janvier 2011 à Kinshasa.

134. L'Afrique est une cible privilégiée du programme de renforcement des capacités pour la sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel. Plus de 24 % des États parties à la Convention de 2005 sont des États africains et 19 des 31 projets financés par le Fonds international pour la diversité culturelle émanent de pays africains.

Meilleure connaissance de l'Afrique et de la tragédie de l'esclavage

(voir le résultat escompté 18 ci-dessus)

Promotion des langues africaines par l'édition et la traduction

135. Une brochure intitulée « Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue – Note de sensibilisation et d'orientation étayée par les faits et fondée sur la pratique » a été publiée sur la question du rôle de la diversité culturelle et de la conscience par chacun de sa propre culture, ainsi que du principe de l'apprentissage du « vivre ensemble » dans la mise en place d'une éducation de qualité. L'Atlas des langues en danger a été actualisé et publié en anglais, en espagnol et en français. L'Atlas, dont une section importante est consacrée à l'Afrique, est la publication de l'UNESCO qui connaît actuellement le plus de succès.

136. Dans le cadre du partenariat entre l'UNESCO et Google, une formation a été mise en place à l'AFRICOM en vue d'une cartographie des musées africains destinée à figurer sur les sites de Google et de l'AFRICOM. Un partenariat a été établi avec le Conseil international des musées africains pour renforcer les outils de communication et le travail en réseau de ces musées.

Promotion de l'intégration régionale africaine à travers des manifestations culturelles

137. Parmi les nombreuses activités de renforcement des capacités créatives, plusieurs se sont situées dans le domaine de la musique (notamment à travers les projets de l'Alliance globale pour la diversité culturelle et le soutien au Festival panafricain de Brazzaville), ceux des arts nègres (Festival organisé au Sénégal), de l'artisanat (Salon international de Ouagadougou), du cinéma (Festival panafricain de Ouagadougou) et de la coopération avec le Réseau des entrepreneurs culturels africains (RAPEC) et par la formation de statisticiens (atelier en Afrique de l'Ouest).

Renforcement des marchés locaux africains dans les domaines de la musique et de l'artisanat

138. Dans le cadre de l'Alliance globale pour la diversité culturelle et en coopération avec le Bureau Export de la Musique Africaine (BEMA), 60 producteurs d'Afrique de l'Ouest ont été formés à la direction d'artistes et aux techniques de marketing, et une aide a été fournie pour faciliter la participation de 10 producteurs à l'édition 2010 du WOMEX (important salon international des musiques du monde). En outre, la visibilité des productions africaines a été renforcée sur la scène internationale dans le contexte de la conférence « Le BEMA : un nouvel outil pour les artistes africains », qui a attiré plus de 150 professionnels internationaux. Un CD musical a été produit par le BEMA en Afrique, et les « Amazones de Guinée » ont été sélectionnées parmi 200 candidats en vue du lancement de leur nouvel album lors d'un grand concert à l'occasion d'une tournée européenne. Des expositions nationales sur la musique ont été accueillies dans quatre pays de la sous-région avec, entre autres, des concerts et des cérémonies de remise de prix.

Plates-formes intersectorielles

Plate-forme intersectorielle concernant les langues et le multilinguisme

Facilitation et évaluation de la mise en œuvre des politiques élaborées à partir des publications UNESCO

139. Les principaux résultats obtenus par la plate-forme intersectorielle au cours de la période considérée comprennent la publication en anglais, en espagnol et en français par l'UNESCO de la version imprimée de l'Atlas des langues en danger dans le monde, ainsi que l'actualisation de sa version interactive en ligne. À l'occasion de la célébration, au Siège de l'UNESCO, de la onzième édition de la Journée internationale de la langue maternelle (21 février 2010), un symposium international sur la traduction et la médiation culturelle (actes disponibles en ligne) a été organisé dans le cadre de l'Année internationale du rapprochement des cultures ; des universitaires et des experts venus de toutes les régions y ont participé.

Amélioration de la formulation et de la mise en œuvre de politiques linguistiques en faveur du multilinguisme

140. Dans le domaine de la communication et de l'information, l'UNESCO et l'ICANN ont signé une Lettre d'intention (16 septembre 2010) portant sur la recherche et la fourniture de conseils au sujet de l'utilisation de l'alphabet cyrillique sur l'Internet, qui faisait ainsi suite à l'accord signé en décembre 2009.

Sensibilisation accrue à l'importance des approches multilingues dans tous les domaines relatifs à l'utilisation des langues

141. Élaboration d'un document sur les indicateurs de la diversité linguistique (en coopération avec le Réseau mondial pour la diversité linguistique – MAAYA), du projet de second rapport récapitulatif sur les mesures d'application de la Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace prises par les États membres, d'une étude sur les radios-télévisions de service public et les langues et d'une étude et analyse internes des travaux antérieurs sur le multilinguisme, première étape de la production d'une boîte à outils sur le multilinguisme.

Plate-forme intersectorielle « contribution au dialogue entre les civilisations et les cultures et à une culture de la paix »

Promotion et mise en valeur des Histoires régionales

142. Afin d'assurer la promotion des Histoires générales et régionales, leur numérisation et leur mise en ligne se sont poursuivies ; des CD-ROM/DVD de l'Histoire générale de l'Afrique et de l'Histoire des civilisations de l'Asie centrale ont été produites et distribuées ; la modernisation des sites Web de ces histoires est également en cours. Dans le cadre du projet « Utilisation pédagogique de l'HGA , une première conférence régionale s'est tenue à Tripoli (12-16 juin 2010). 115 participants issus de 46 pays africains et de la diaspora y ont participé et ont défini les thèmes devant servir de base à l'élaboration de contenus pédagogiques communs sur la base de l'Histoire générale de l'Afrique, à l'usage des écoles primaire et secondaire africaines. Le Comité scientifique pour le projet a par ailleurs sélectionné les trois équipes de rédaction de ces contenus communs lors de la réunion qu'il a tenue à Addis-Abeba du 24 au 28 octobre 2010.

Développement de compétences interculturelles et mise en place d'une culture de la paix

143. Dans le cadre des cinq projets « Vademecum » bénéficiant d'un financement extrabudgétaire (Espagne), une vingtaine d'experts renommés dans les domaines de l'histoire, de

la philosophie, de la littérature, des sciences et de l'art, ont élaboré, sous la direction d'un Comité d'orientation, le contenu scientifique de l'Anthologie scientifique, philosophique, littéraire et artistique de la civilisation arabo-musulmane et de son apport au renouveau de la pensée et de la culture occidentale, destinée à sensibiliser le grand public à la contribution de la civilisation arabo-islamique. Cette activité est réalisée dans le cadre de 2010, Année internationale du Rapprochement des cultures et du partenariat avec l'Alliance des civilisations. Le projet de « Vademecum » a été officiellement présenté lors de la Journée de la philosophie, au Siège de l'UNESCO.

144. Un autre projet intitulé « La civilisation arabo-musulmane dans le miroir des perspectives philosophiques universelles », qui propose une lecture philosophique de la civilisation arabo-musulmane, a donné lieu à la publication de 34 feuilles de travail thématiques et pédagogiques en anglais et en français. Cette publication a d'autre part été lancée à l'occasion de la Journée mondiale de la philosophie, lors d'une conférence-débat à laquelle ont participé les philosophes et pédagogues qui avaient rédigé les feuilles de travail. La publication a été largement diffusée et des demandes de traduction sont à l'étude.

145. Des projets pilotes d'exposition comportant un important volet de renforcement des capacités sont en cours de finalisation en République arabe syrienne et en Égypte. Ces deux expositions offrent aux professionnels des musées l'occasion de mener des recherches et d'appliquer de nouvelles approches muséographiques et scénographiques lors de la rédaction de nouveaux textes explicatifs visant à réinterpréter les collections sous l'angle de l'échange entre cultures et entre civilisations. Un musée virtuel UNESCO en cours d'élaboration devrait héberger les données numériques relatives à ces deux expositions.

Participation de nouvelles voix au dialogue entre les religions

146. À l'occasion de la réunion du Parlement mondial des religions à Melbourne (Australie) (décembre 2009), l'UNESCO a organisé un atelier intitulé « Renforcer la contribution de la jeunesse au dialogue interreligieux ». Un atelier de jeunes sur le dialogue entre les religions a également été organisé en marge du troisième Forum annuel de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, qui s'est tenu à Rio (Brésil) en mai 2010. Ces deux événements avaient pour objet de promouvoir le dialogue interreligieux entre les jeunes du monde entier et de renforcer les réseaux concernés. Une base de données a par ailleurs été établie pour créer un réseau spécial d'associations/organisations féminines d'inspiration confessionnelle dans le domaine du dialogue interreligieux et pour favoriser l'échange de méthodes, de pratiques et d'outils entre ses membres.

147. La publication « En finir avec la violence à l'école : guide à l'intention des enseignants » (disponible en anglais, en arabe, en espagnol et en français) accorde une attention particulière aux stéréotypes et à la discrimination. Elle propose 10 actions assorties d'exemples concrets que les enseignants peuvent adapter pour résoudre et prévenir le problème de la violence dans les classes et à l'école. L'action n° 10 concerne les actes de violence et de discrimination commis à l'encontre d'élèves handicapés ou issus de groupes autochtones ou minoritaires ou d'autres communautés marginalisées. La publication a été largement diffusée, entre autres, auprès des États membres et des Écoles associées (réSEAU) selon les filières de distribution officielles de l'UNESCO.

Les médias et la promotion du dialogue et de la compréhension mutuelle

148. Le Réseau Le pouvoir de la paix a soutenu des projets dans différents pays et régions en utilisant des médias sociaux facilement accessibles en ligne ainsi que des technologies de communication avancées telles que la diffusion d'émissions en direct sur téléphone portable. Les jeunes de plusieurs pays ont participé au projet « Rapprocher les cultures », consistant à diffuser en direct des comptes rendus audio de leur voyage et des échanges de vues sur le conflit et la paix (Oman). Des ateliers de reportage photo ont été organisés pour développer les compétences en photographie de jeunes journalistes ; ces ateliers se sont conclus par un festival national de

photographie sur le thème de la paix (Myanmar). Des jeunes de Palestine et du Royaume-Uni, formés à la production vidéo, ont coproduit un programme de débat en ligne intitulé « Notre vie quotidienne », sur des questions liées à la paix. Le concours sur le thème « Je suis l'Afrique. Voici mon histoire… » (Zambie) propose encore à des jeunes de soumettre de brefs témoignages de leur vie qui seront mis en ligne sur des sites Web de partage de vidéos tels que YouTube. Le Réseau Le pouvoir de la paix a également soutenu le « programme de formation à un journalisme sensible aux conflits » et une série d'ateliers sur ce thème en coopération avec l'Université Rhodes d'Afrique du Sud.

GRAND PROGRAMME V – COMMUNICATION ET INFORMATION

Évaluation stratégique globale

149. Les progrès enregistrés dans la réalisation des résultats escomptés au titre du grand programme V correspondent dans une large mesure aux objectifs fixés pour la première année de l'exercice biennal.

Conseils d'orientation et dialogue sur les politiques (y compris travail normatif)

150. La promotion de la liberté d'expression et de la liberté de la presse a été un élément majeur de l'exécution du programme au cours des 12 premiers mois de l'exercice biennal (35 C/5). L'UNESCO s'est imposée comme une institution clé offrant un appui technique et des normes reconnues internationalement pour la formulation et l'adaptation de législations dans les domaines des médias, de la liberté de la presse et de la liberté de l'information.

151. Les progrès technologiques ont ouvert de nouvelles perspectives pour le programme de la communication et de l'information de l'UNESCO, soulignant l'importance croissante du mandat de l'Organisation dans ce domaine. En conséquence, l'UNESCO a joué un rôle actif dans les débats qui ont eu lieu en 2010 sur la gouvernance de l'Internet, contribuant à cinq manifestations lors du cinquième Forum sur la gouvernance de l'Internet (Vilnius, septembre 2010), en particulier au Forum UNESCO, ainsi qu'à des ateliers sur la liberté d'expression sur l'Internet, la protection de la vie privée et la sécurité, le multilinguisme et les réseaux sociaux.

152. Deux partenariats semblent très prometteurs dans ce domaine. L'UNESCO a signé une lettre d'intention avec l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), aux termes de laquelle les deux organisations sont convenues de travailler ensemble à renforcer le multilinguisme dans le cyberespace et à faciliter la bonne mise en œuvre de l'internationalisation des noms de domaine de premier niveau. L'Organisation a aussi lancé, en partenariat avec l'UIT, la *Commission « Le large bande au service du développement numérique »*, pour souligner l'importance d'éléments clés inséparables de l'infrastructure et de la connectivité dans les systèmes de transmission haut débit, à savoir la production et la diffusion de contenus locaux ainsi que la diversité linguistique et culturelle dans le cyberespace. Le rapport final et la Déclaration de la Commission ont été remis au Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon à la veille du sommet de 2010 sur les Objectifs du Millénaire pour le développement. Un rapport de synthèse intitulé *Broadband: a Platform for Progress* actuellement en cours de préparation offrira davantage d'exemples détaillés, d'éléments factuels, de choix techniques et de stratégies pour mettre les réseaux de communication de haut débit à la portée de tous.

153. L'application des indicateurs de développement des médias (IDM) adoptés par le PIDC a montré que ceux-ci constituaient un outil de diagnostic valable et efficace pour des évaluations multipartenaires du développement des médias débouchant sur d'importants conseils pour l'élaboration des politiques assortis de recommandations factuelles. Des évaluations multipartenaires d'ensemble ont été réalisées dans six pays, et de nouvelles évaluations ont été lancées dans six autres pays. Les indicateurs de développement des médias se sont également

avérés utiles pour fournir des conseils d'orientation sur les politiques au secteur des médias communautaires (en Inde par exemple), pour la mise en place de mécanismes de réglementation de la radiotélévision (par exemple au Brésil), ainsi que pour l'expansion des médias de radiodiffusion de service public (par exemple en Mongolie).

154. La promotion de l'utilisation novatrice des TIC pour réaliser les objectifs de développement internationalement reconnus demeure une activité clé, eu égard au rôle de facilitateur de la grande orientation C7 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) relative au « téléenseignement » confié à l'UNESCO, et du fait que l'Organisation met en avant l'importance de l'accès libre à l'information scientifique, ainsi qu'aux logiciels libres et Open Source (FOSS). L'étroite coopération intersectorielle qui s'est manifestée en 2010 est un succès et laisse présager d'importantes réalisations par rapport aux objectifs primordiaux de l'Organisation.

Défis et enseignements tirés :

- Le principal instrument dont dispose l'UNESCO pour les conseils d'orientation et l'analyse des sociétés du savoir est le Programme Information pour tous (PIPT), qui s'est avéré un mécanisme intergouvernemental utile, aussi bien pour la promotion des cinq priorités fixées que pour le partage d'expériences et de meilleures pratiques aux niveaux régional et interrégional. Le manque d'impact tangible de ce programme au niveau national sera atténué par la récente décision de créer de nouveaux comités nationaux du PIPT et de renforcer ceux qui existent déjà. Le faible niveau de contributions extrabudgétaires des États membres au programme reste toutefois un sérieux problème.

- Une coopération forte avec les États membres comme avec des partenaires clés, notamment les ONG, les organisations de la société civile et les organisations internationales (par exemple le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Union européenne de radiotélévision et l'Organisation des États américains) apparaît de plus en plus cruciale pour la promotion de la liberté d'expression et de la liberté de l'information.

- Faciliter le processus de suivi du SMSI et participer à ce processus a été un défi pour l'UNESCO compte tenu de ses ressources limitées et de la nature multipartenaire de cette activité ; l'Organisation a cependant réussi à maximiser son impact et sa visibilité en fixant et en appliquant soigneusement des priorités, en pratiquant la coopération intersectorielle et en mobilisant des partenaires extérieurs.

- L'UNESCO doit s'engager davantage dans le débat sur la gouvernance de l'Internet dans ses domaines de compétence.

- Une attention toute particulière a été portée au suivi de la mise en œuvre de la recommandation sur *la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace* dans le cadre de la préparation du deuxième rapport de synthèse à soumettre à la Conférence générale. Des efforts concrets ont été faits pour renforcer les liens intersectoriels dans ce domaine, en particulier à travers la plate-forme intersectorielle « Langues et multilinguisme ».

- Il est nécessaire de renforcer la promotion des travaux de la Commission *« Le large bande au service du développement numérique »* en partenariat avec l'UIT, en soulignant en particulier l'importance des questions de contenus et du renforcement des capacités.

- Les indicateurs de développement des médias (IDM) ont prouvé leur intérêt opérationnel en tant qu'outils d'analyse au niveau national. Cela constitue un encouragement à aller plus loin dans ce domaine.

- L'actuel travail en coopération avec le Secteur de l'éducation sur l'utilisation des TIC mérite d'être poursuivi.

Renforcement des capacités

155. Dans le domaine du renforcement des capacités, l'Organisation a poursuivi des activités clés qui soulignent le rôle essentiel des médias dans les processus de dialogue, de démocratie et de développement, ainsi que pour la protection des droits de l'homme. Les capacités des professionnels des médias ont été renforcées en ce qui concerne la sécurité du journalisme, les reportages en situation de conflit et les reportages sur les élections. Le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) a attiré des contributions supplémentaires qui ont accru sa visibilité et son impact en tant que programme phare de l'UNESCO chargé de catalyser la coopération internationale pour le développement des médias dans les pays en développement : les contributions au compte spécial du PIDC sont en augmentation de 23 % par rapport à 2009, reflétant le succès de ce programme. L'accent est toujours mis sur l'autonomisation des groupes marginalisés par le biais du multimédia communautaire et sur l'enseignement du journalisme (particulièrement en Afrique) en soulignant la nécessité de faire une plus large place dans les contenus aux questions contribuant à la compréhension entre les peuples et à l'engagement dans des processus de développement durable. L'UNESCO est à l'avant-garde des efforts visant à renforcer l'enseignement du journalisme partout dans le monde, et le deuxième Congrès mondial de l'enseignement du journalisme en Afrique du Sud (juillet 2010) a salué publiquement le travail accompli par l'Organisation pour renforcer les écoles de journalisme en Afrique. La production et l'application du module de formation de l'UNESCO *Media as Partners in Education for Sustainable Development: A training and Resource Kit (Les médias en tant que partenaires de l'éducation au service du développement durable : outil de formation et de documentation)* reste un important outil de renforcement des capacités dans le domaine des médias.

156. L'utilisation des médias et des TIC pour la promotion de la paix a pris une dimension nouvelle avec l'expansion du réseau Le pouvoir de la paix (PPN). L'élément en ligne compte plus de 1 000 membres enregistrés depuis sa création fin 2009, l'objectif à long terme étant de créer un réseau de réseaux d'acteurs de la consolidation de la paix susceptibles de partager leurs ressources aux niveaux national, régional ou mondial.

157. Les débats se sont poursuivis sur la stratégie de formation à la maîtrise des médias et de l'information de l'UNESCO, qui a pour objet de promouvoir une génération d'enseignants maîtrisant les médias, et les programmes d'enseignement proposés ont été affinés lors de trois consultations régionales en 2010. La formation à la maîtrise des médias et de l'information est considérée comme un instrument clé pour réduire la fracture numérique et le fossé du savoir, et les pays développés comme les pays en développement lui attachent une importance accrue.

158. D'importantes activités pour le développement de sociétés du savoir sont en cours, en particulier la préparation du lancement, fin 2011, de la Plate-forme ressources éducatives libres (REL) qui offrira gratuitement, en ligne, les publications de l'UNESCO.

Défis et enseignements tirés :

- Les interventions complètes de l'Organisation en Haïti ont mis en relief le rôle essentiel des médias dans la diffusion d'informations vitales dans un contexte de post-catastrophe. Une aide a été apportée pendant toutes les phases de la catastrophe : en réponse aux troubles sociaux, ainsi que pendant la période électorale et l'épidémie de choléra. Dans des cas semblables, la promptitude et la capacité de réaction de l'Organisation sont essentielles.

- L'analyse des débats en cours dans plusieurs pays sur l'évolution du rôle de la radiotélévision de service public dans le paysage en mutation des médias et de

l'information va contribuer au programme du GP V notamment en ce qui concerne la promotion d'une radiotélévision de service public éditorialement indépendante.

- Les activités financées par le PIDC ont donné à l'UNESCO une crédibilité forte auprès de ses partenaires. Cette dynamique doit se poursuivre.

- Les activités de suivi et d'évaluation de la formation à la maîtrise des médias et de l'information accusent un retard dû aux consultations prolongées qu'a nécessité la version finale des curricula pour les futurs enseignants. Mais l'intérêt croissant manifesté par un nombre toujours plus grand d'États membres aussi bien que par les institutions du système des Nations Unies (par exemple l'initiative Alliance des civilisations) pour la formation à la maîtrise des médias et de l'information ouvre de nouveaux espaces et offre de plus larges possibilités de sensibilisation au droit humain fondamental qu'est la liberté d'expression.

- Pendant la période considérée, une analyse de fonds et une évaluation comparative des TIC ont été effectuées au Siège, comme préalable à plusieurs des activités ciblées. Cela n'a entraîné aucun retard dans l'exécution du programme sur le terrain, et il est prévu que le programme biennal sera intégralement mis en œuvre. La dynamique intersectorielle a connu un nouvel élan, accentuant ainsi l'impact et la visibilité des activités clés de l'Organisation dans ce domaine.

- La nécessité de mettre davantage en avant la Priorité de l'égalité entre les sexes dans le grand programme V en ce qui concerne la disparité entre les sexes en matière d'accès aux TIC est reconnue et une recherche a été entreprise afin de formuler des recommandations concrètes en vue de réduire cette disparité. Les recommandations porteront entre autres sur la formulation de politiques tenant compte de la question du genre lors du développement et de la mise en œuvre de FOSS, ainsi que sur des programmes d'accompagnement et de formation entre femmes.

- En dépit des difficultés globales qu'impose la limitation des ressources, les activités qui se sont déroulées dans le cadre de l'axe d'action 3 ont contribué à promouvoir le renforcement des capacités par le biais de la formation des formateurs, de l'autonomisation en matière d'élaboration de politiques, du partage d'expérience et de meilleures pratiques ainsi que par la diffusion de principes directeurs.

Axe d'action 1 : Promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information

Résultat escompté 1 : Extension du respect de la liberté d'expression et application des normes juridiques, sécuritaires, éthiques et professionnelles connexes internationalement reconnues, y compris celles relatives à la sécurité des professionnels des médias

- En 2010, plusieurs activités ont contribué à améliorer la sensibilisation à la liberté d'expression et à l'accès à l'information. Le thème retenu pour la Journée mondiale de la liberté de la presse 2010 a été « *La liberté de l'information : le droit de savoir* ». Les participants à la conférence internationale organisée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse en Australie ont adopté la Déclaration de Brisbane, qui invite les gouvernements à se doter de lois sur la liberté de la presse tout en soulignant l'importance de médias pluralistes et indépendants en tant qu'éléments fondamentaux d'une bonne gouvernance et d'un développement fondé sur les droits de l'homme. Parallèlement à la célébration principale, la Journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée dans au moins 100 pays et elle a bénéficié d'une couverture de presse internationale. Le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano a été

décerné à Mónica González Mujica, en reconnaissance de son travail de journalisme d'investigation pendant la dictature au Chili.

- Les OIG et les ONG travaillant dans le domaine de la liberté d'expression ont reçu un appui, en particulier dans le domaine de la lutte contre l'impunité des crimes et de la violence contre les journalistes. L'UNESCO a continué à apporter son soutien au réseau Échange international pour la liberté d'expression (IFEX), notamment pour que des groupes dans les pays en développement et en transition promeuvent une meilleure protection de la liberté de la presse et des droits des journalistes. La promotion de la sécurité des professionnels des médias a été un sujet de préoccupation important en 2010, et la Directrice générale de l'UNESCO a condamné publiquement l'assassinat de 62 journalistes. Dans ce contexte, une étude a été lancée pour pallier le manque actuel de connaissances quant à l'effet que peut avoir l'exposition à un danger constant sur la santé psychique des professionnels des médias. En mars 2010, le Conseil du PIDC a adopté à l'unanimité la décision sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, invitant les gouvernements à faire part à la Directrice générale des résultats de leurs enquêtes sur les morts de journalistes.

- L'Organisation a renforcé les normes déontologiques et professionnelles, et elle a soutenu les mécanismes d'autorégulation afin de promouvoir la diffusion d'informations exactes et impartiales auprès du public ainsi que la transparence et l'obligation redditionnelle des autorités nationales et d'autres institutions. Entre autres activités, le programme complet de 30 mois ayant pour objet d'aligner les secteurs des médias de la Turquie et de huit pays d'Europe du Sud-Est sur les normes européennes s'est achevé au cours de la première moitié de l'exercice biennal, encourageant le développement d'instruments et de mécanismes d'autorégulation ainsi que l'adoption de bonnes pratiques en matière d'obligation redditionnelle des médias.

Résultat escompté 2 : Soutien aux États membres pour la création d'un environnement favorable à la liberté d'expression et aux médias indépendants, notamment dans les pays en situation de conflit, de post-conflit et de transition, ainsi que dans les situations de post-catastrophe

- Les activités du grand programme V dans les zones en situation de conflit ou de post-conflit pour encourager une coopération efficace et la tolérance mutuelle se sont poursuivies : des journalistes en provenance d'environnements hostiles ont été réunis et leurs réseaux ont été facilités. Une aide aux médias dans les zones en situation de conflit ouvert ou de post-conflit a été apportée en Afghanistan, en Iraq, au Soudan, en République démocratique du Congo, au Népal, en République centrafricaine, en Territoire palestinien occupé, en Ouganda, au Rwanda et au Libéria. L'appui à la coopération entre médias d'Israël et de Palestine, en vue de réunir des journalistes palestiniens et israéliens pour réfléchir aux moyens de coopération susceptibles de promouvoir une culture de la paix, a été maintenu.

- En Haïti, l'UNESCO a soutenu la reprise des médias après le tremblement de terre. Elle a notamment dispensé une formation pour permettre aux journalistes haïtiens de faire face au choc post-traumatique, créé une maison des médias, renforcé les associations de médias et mis en place une unité mobile multimédia à l'intention de 1 500 jeunes déplacés dans six camps de réfugiés à l'intérieur du pays. En réponse à l'épidémie de choléra, des séances de formation et d'information ont été organisées pour les professionnels des médias, et de courts films d'animation ont été créés pour informer les jeunes sur les méthodes de prévention de base.

Résultat escompté 3 : Promotion de l'indépendance rédactionnelle et de la qualité de la programmation dans la radiodiffusion de service public, les médias communautaires et les nouveaux médias numériques

- Le réseau UNESCO Le pouvoir de la paix (PPN) s'est directement adressé aux jeunes en vue d'une utilisation novatrice des TIC et des médias pour promouvoir la paix et le dialogue entre différents groupes. Quatre projets à fort impact ont été réalisés en 2010, conformément aux objectifs du réseau. Au Moyen-Orient, le « Programme de partenariat pour la paix » a bénéficié d'un important financement extrabudgétaire de la part de la Commission européenne dans le cadre de la programmation conjointe des Nations Unies. Un appui a également été apporté au Réseau d'échange de programmes de télévision pour renforcer la paix et la démocratie dans les pays d'Europe du Sud-Est, en renforçant le réseau régional qui permet aux chaînes de télévision publique de filmer, d'envoyer et de recevoir du matériel d'information en fonction des besoins régionaux.

Défis et enseignements tirés :

- L'instabilité de certains environnements peut aller à l'encontre des efforts de l'Organisation pour soutenir les médias dans les zones de tension et de conflit violent. Un grand nombre d'activités relatives à la coopération entre médias d'Israël et de Palestine ont dû être suspendues en raison de la situation dans la région.

- L'importance de travailler avec les pouvoirs publics pour sensibiliser à la nécessité de mettre un terme à l'impunité des crimes commis contre les journalistes a été clairement reconnue.

Axe d'action 2 : Renforcer les médias libres, indépendants et pluralistes et la communication au service du développement durable

Résultat escompté 4 : Soutien aux États membres pour le développement de médias libres, indépendants et pluralistes sur la base des indicateurs de développement des médias du PIDC

- Le PIDC a aidé les États membres à développer des médias libres, indépendants et pluralistes par son appui au lancement de 83 projets dans 61 pays en développement. La station de radio communautaire mexicaine « *La voz de los campesinos* » et le journaliste égyptien Amr Mamdouh Ellissy ont été les co-lauréats du prix UNESCO-PIDC pour la communication rurale en 2010.

- L'UNESCO a continué de promouvoir les radios communautaires et les centres multimédia communautaires (CMC) avec le lancement de projets de radios communautaires dans 19 pays. Concernant les radios communautaires, 50 meilleures pratiques ont été recensées dans les domaines de la gestion, de la pérennité, de la programmation et de la participation des communautés, et un appui a été apporté à l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires en vue de développer un code commun de pratiques pour les opérateurs de radios communautaires. L'examen de la politique en matière de radios communautaires réalisé en Inde avec l'appui de l'UNESCO a débouché sur la recommandation de créer un fonds public national pour le soutien du développement des médias communautaires.

- Des recommandations fondées sur des évaluations du développement des médias nationaux faisant appel aux indicateurs de développement des médias de l'UNESCO ont été élaborées pour le Bhoutan, la Croatie, l'Équateur, les Maldives, la Mauritanie et le Mozambique, et de nouvelles évaluations ont été lancées au Brésil, au Timor oriental, au Népal et en Uruguay. Les indicateurs de développement des médias ont aussi servi de

base aux orientations sur les politiques données aux États membres, par exemple en ce qui concerne l'examen de la politique de l'Inde en matière de radios communautaires, l'élargissement de la mission de la radiotélévision de service public en Mongolie et la formulation d'un système réglementaire pour la radiotélévision indépendante au Brésil.

Résultat escompté 5 : Accroissement des capacités des institutions de formation aux médias et d'enseignement du journalisme afin d'atteindre les critères d'excellence établis en matière de formation, y compris la recherche de l'égalité entre les sexes

- Les capacités des institutions de formation aux médias et des écoles de journalisme ont été renforcées selon les critères d'excellence de l'UNESCO pour la formation des journalistes, et 63 écoles de journalisme dans 51 pays ont adapté les programmes modèles d'enseignement du journalisme de l'UNESCO. On a enregistré 7 131 téléchargements des programmes modèles d'enseignement du journalisme de l'UNESCO dans 172 pays pendant la période considérée. Les programmes modèles d'enseignement prennent désormais en compte la nécessité d'améliorer la capacité de faire des reportages sur des questions de plus en plus complexes (par exemple le changement climatique, l'égalité entre les sexes, la communication scientifique, etc.). Neuf consultations sous-régionales et nationales appuyées par l'UNESCO ont examiné les problèmes que pose la localisation des programmes d'enseignement, désormais disponibles en 10 langues. Huit des centres potentiels d'excellence pour l'enseignement du journalisme identifiés en Afrique ont bénéficié d'un appui pour la formation de 25 enseignants, ainsi que pour du matériel pédagogique et du matériel de référence. Parallèlement, des exercices de repérage ont été lancés pour identifier des centres potentiels d'excellence pour l'enseignement du journalisme en Amérique latine et en Asie du Sud.

- Pour améliorer les possibilités de renforcement des capacités des professionnels des médias dans le domaine des contenus relatifs au développement durable, l'UNESCO a continué de diffuser le kit de ressources médiatiques « *Media as Partners in Education for Sustainable Development* » et a assuré avec succès la participation de 317 professionnels des médias à des activités régionales mises en œuvre par les bureaux multipays d'Almaty, de Beyrouth, de Bamako, de Dakar, de Jordanie et de Windhoek, couvrant au total 56 pays. On peut citer des exemples récents de réseaux de journalistes qui se sont constitués grâce à une collaboration entre l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et le bureau de Jordanie, l'équipe de pays des Nations Unies et l'UNESCO au Lesotho, et entre des professionnels et des organisations de médias de l'Afrique de l'Ouest et les bureaux de Dakar et de Bamako. le Réseau mondial de jeunes producteurs de télévision sur le VIH/SIDA de l'UNESCO a élargi sa couverture pour la porter à plus de 300 participants dans plus de 70 pays en collaboration avec les grandes institutions régionales de radiodiffusion qui se sont également fortement impliquées dans le suivi de la Déclaration de Paris sur la radiotélévision et le changement climatique de 2009.

Résultat escompté 6 : Développement de l'initiation aux médias et à l'information en vue d'une prise de décision avisée

- L'UNESCO a achevé son programme de formation des enseignants à la maîtrise des médias et de l'information en s'appuyant sur les informations recueillies lors de trois consultations régionales (en Afrique, en Asie et en Amérique latine et Caraïbes) auxquelles ont participé 45 institutions de formation des enseignants de 20 pays. Ce programme va être mis à l'essai dans des institutions de formation des enseignants de 15 pays, et l'on espère que la formation à la maîtrise des médias et de l'information deviendra un vaste mouvement d'éducation civique. La réunion internationale d'un groupe d'experts à Bangkok (4-6 novembre 2010) a approfondi la réflexion sur l'élaboration d'un cadre mondial d'indicateurs pour la formation à la maîtrise des médias

et de l'information. Les « *Guidelines for Broadcasters on Promoting User-Generated Content and Media and Information Literacy* » ont été traduites en espagnol et ont été mises en application dans des pays pilotes en Asie-Pacifique en coopération avec l'Union de radiodiffusion pour l'Asie et le Pacifique (ABU) et l'Association des télévisions éducatives et culturelles ibéro-américaines (ATEI).

Défis et enseignements tirés :

- L'existence de lacunes dans les données disponibles au niveau national a freiné l'application des indicateurs de développement des médias. Le Secteur CI collabore donc avec l'ISU afin de développer un nouveau jeu d'instruments pour l'étude des médias s'appuyant sur les indicateurs de développement des médias.

- Obtention d'une démarche régionale unifiée pour l'application des critères d'excellence par les écoles de journalisme.

- L'absence de matériel en langue vernaculaire que les professionnels des médias communautaires pourraient utiliser comme matériel de référence pour comprendre et expliquer les sciences du développement durable est un défi de taille.

- Il est important de souligner la stratégie de l'UNESCO qui consiste à prendre en compte les deux éléments de la formation à la maîtrise des médias et de l'information en vue d'une approche harmonieuse des politiques de formation à la maîtrise des médias et de l'information. Alors qu'un nombre croissant de pays adoptent la formation à la maîtrise des médias et de l'information, un grand nombre de parties prenantes voient en l'UNESCO un acteur de premier plan dans ce domaine, et l'Organisation doit donc agir de façon rapide et résolue.

Axe d'action 3 : Favoriser l'accès universel à l'information et au savoir et le développement des infostructures

Résultat escompté 7 : Soutien aux États membres pour la mise au point, l'adoption et la mise en œuvre de cadres intégrateurs pour l'accès universel à l'information et la diffusion de celle-ci en se fondant sur le Plan stratégique pour le Programme Information pour tous (PIPT)

- La sixième session du Conseil intergouvernemental du Programme Information pour tous (Paris, 29-30 mars 2010) a approuvé des principes directeurs pour la création de comités nationaux du PIPT, et a entamé une réflexion sur la réforme des méthodes de travail du Conseil par le biais d'amendements aux statuts. Le PIPT a appuyé la cinquième session du Réseau d'information pour l'Asie et le Pacifique (Manille, 22-26 novembre 2010) qui a débattu d'un meilleur accès à l'information et de la promotion de la formation à la maîtrise des médias et de l'information – deux des priorités du PIPT.

- L'UNESCO a organisé le Forum du SMSI 2010 (Genève,10-14 mai) en collaboration avec l'UIT, la CNUCED et le PNUD. En dehors des débats de haut niveau et des séances facilitant la mise en oeuvre de six grandes orientations du SMSI (C3 l'accès à l'information et au savoir, C7 la cyberscience, C8 la diversité et l'identité culturelles, la diversité linguistique et les contenus locaux, C9 les médias et C10 les dimensions éthiques de la société de l'information) dont elle était chargée, l'UNESCO a organisé des ateliers thématiques sur l'égalité des genres et les TIC, et sur les personnes autochtones dans la société de l'information. La publication intitulée « *Vers des sociétés du savoir inclusives : examen de l'action de l'UNESCO visant à mettre en œuvre les résultats du SMSI* » a également été lancée à cette occasion. En tant qu'Organisation présidente du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (UNGIS), l'UNESCO a

également fait progresser des initiatives conjointes dans le domaine de l'accès libre à l'information scientifique. Un travail a commencé en vue d'élaborer au niveau de l'UNGIS une stratégie conjointe à cinq ans pour faciliter la mise en œuvre des résultats du SMSI. Globalement, l'UNESCO a pu maximiser l'impact et la validité de l'Organisation dans le processus du SMSI grâce à une bonne coopération intersectorielle, notamment lors du Forum du SMSI 2010 ainsi que pour la préparation du Forum du SMSI 2011.

- De nouveaux partenariats ont été noués avec des organismes des secteurs public et privé afin d'améliorer l'accessibilité de l'information pour les groupes défavorisés et les minorités, notamment par le recensement de bonnes pratiques en matière de TIC pour la formation des personnes handicapées dans la région Asie-Pacifique. En réponse aux besoins des États membres, l'UNESCO a lancé un certain nombre d'études et entrepris la publication de documents de référence dans le domaine du multilinguisme (mesure des contenus multilingues de l'Internet, langue de la radiotélévision de service public et coopération avec l'ICANN pour l'élaboration d'un tableau de référence des codes de pays en cyrillique). Les États membres ont été invités à faire rapport sur la mise en œuvre de la Recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberespace conformément à la résolution 33 C/54.

Résultat escompté 8 : Renforcement de la préservation du patrimoine documentaire dans les États membres

- Le travail de plaidoyer en faveur du Programme Mémoire du monde (MoW) a été validé par des propositions d'inscription au Registre international émanant de 85 pays (en augmentation par rapport aux 55 propositions d'inscription de l'exercice biennal précédent). De nombreuses demandes ont été soumises au titre du Programme de participation, et les pays ont été largement représentés aux réunions des organes directeurs du Programme Mémoire du monde. Un site Web dédié a été créé pour commémorer la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel 2010.

Résultat escompté 9 : Promotion des infostructures pour le développement durable et la bonne gouvernance dans les États membres

- L'appui de l'UNESCO a été important pour le processus d'institutionnalisation de la Bibliothèque numérique mondiale (BNM), notamment pour la création de son Conseil exécutif. La Bibliothèque numérique mondiale s'est étoffée et contient désormais des documents provenant de 100 institutions dans 60 pays, consultés quotidiennement par plus de 10 millions d'utilisateurs dans le monde. À la suite du tremblement de terre en Haïti, une aide d'urgence a été apportée à la Bibliothèque nationale et aux archives nationales, et les autorités nationales ont indiqué que c'était la seule aide qu'elles avaient reçu pour la remise en état de leurs infostructures.

Résultat escompté 10 : Soutien aux États membres pour l'élaboration de stratégies d'utilisation des TIC dans l'acquisition et le partage des connaissances et, en particulier, pour l'accès au savoir scientifique

- En tant qu'institution chargée de faciliter la grande orientation C7 du SMSI, l'UNESCO a encouragé un large débat lors de la réunion de consultation sur la grande orientation C7 Téléenseignement (Genève, 11 mai 2010) à propos du rôle des TIC dans la réalisation des objectifs des politiques de l'éducation. La réunion a également examiné la façon dont les structures d'enseignement traditionnel sont affectées par les nouvelles méthodes d'apprentissage offertes par les réseaux sociaux en ligne, les technologies Web 2.0 telles que Facebook, YouTube University, iTunes University, l'apprentissage via le téléphone mobile, et les ressources éducatives libres (REL).

- La **Plateforme de ressources éducatives libres (REL)** est en cours de développement grâce à un appui extrabudgétaire des États-Unis d'Amérique, et une structure interactive plus performante est par ailleurs développée pour la **Plateforme de formation libre** de l'UNESCO (OTP). Des études de cas ont été réalisées (en Andalousie en Espagne, et au Kerala en Inde) sur deux déploiements à grande échelle de logiciel libre et Open Source (**FOSS**) dans le domaine de l'éducation pour être présentées sur le Portail FOSS de l'UNESCO. Avec l'appui de la Colombie, de la Norvège et des États-Unis d'Amérique, un travail a commencé sur un Portail sur le libre accès mondial (**Open Access Portal**). La planification d'un forum international sur les centres d'apprentissage libre, dans le cadre d'une contribution de l'Université polytechnique de Corée au budget ordinaire, est achevée. Un programme d'appui à la sensibilisation au libre accès a été lancé.

Défis et enseignements tirés :

- Au Forum du SMSI et au FGI les séances sont organisées sur la base du volontariat et de la coopération, réduisant ainsi les frais d'organisation au minimum, sans pour autant nuire à la qualité des intervenants ou des ateliers, ni compromettre la visibilité de l'UNESCO.

- L'étroite coopération intersectorielle qui s'est manifestée à propos des TIC dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture est un succès et laisse présager d'importantes réalisations par rapport aux objectifs primordiaux de l'Organisation.

- Les États membres reconnaissent l'importance du PIPT pour la mise en œuvre de programmes visant à réduire la fracture numérique, mais l'exécution du programme est menacée par le faible niveau des ressources tant humaines que financières.

Priorité globale Afrique

Promotion active, par les États membres, de divers médias publics, privés et communautaires favorisant un développement démocratique

159. Le PIDC a approuvé 33 projets de développement des médias en Afrique, et les centres communautaires polyvalents de la région ont défini les interventions clés de mise à niveau au Mali, au Mozambique et au Sénégal.

Formulation ou révision de lois et de cadres réglementaires garantissant la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté d'information conformément aux normes reconnues internationalement, en particulier dans les pays en situation de post-crise et de post-catastrophe

160. L'UNESCO a amorcé un dialogue avec plusieurs parties prenantes en vue d'obtenir ce résultat (notamment Gabon, Nigéria, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Libéria et États du fleuve Mano).

Accès des populations marginalisées à l'information, en particulier les habitants des zones rurales et les minorités linguistiques

161. Des outils à code source libre ont été créés et diffusés en Éthiopie et à Djibouti pour répondre aux besoins d'accès à l'information et à l'éducation des personnes souffrant de handicap visuel. Alors qu'un appui renforcé est nécessaire pour le développement d'outils à code source ouvert en Afrique, la mise en œuvre d'activités faisant appel aux TIC pose des problèmes (coupures d'électricité, absence généralisée d'infrastructures dans les écoles). Les activités visant à encourager la participation des organisations de femmes africaines à des processus débouchant sur la rédaction, l'adoption et l'application effective de lois sur la liberté de l'information se sont poursuivies dans le cadre d'un projet sur trois ans. Au titre de cette activité, l'UNESCO a accueilli, à l'occasion de la Journée internationale de la femme 2010, une table ronde (Paris, 16 mars 2010)

pour mettre en lumière l'importance de la liberté de l'information pour faire avancer les droits et l'autonomisation des femmes en Afrique, et le manuel de référence publié par le Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET) avec l'appui de l'UNESCO a été lancé.

Possibilités de formation de qualité offertes aux professionnels des médias par les écoles de journalisme et les établissements de formation aux médias

162. L'accent a été mis sur l'amélioration des 20 centres potentiels d'excellence et de référence identifiés pour la formation au journalisme en Afrique ; ces centres ont reçu une aide pour se procurer du matériel et de la documentation pour l'adaptation des *Modèles de cursus pour la formation au journalisme de l'UNESCO*. Dans le cadre d'un accord passé avec le Knight Center for Journalism in the Americas, 23 professeurs de neuf pays[13] ont bénéficié d'une formation en ligne avec le cours sur l'enseignement du journalisme *Teaching Online Journalism*. Une formation à la couverture impartiale et équitable des conflits a été donnée à 12 journalistes d'Afrique de l'Est dans le cadre d'un atelier mis au point et animé par le centre pour l'information dans les situations de conflit (17-21 mai 2010) de l'Université de Rhodes, qui bénéficie du soutien de l'UNESCO.

Renforcement des capacités des professionnels africains des médias et de l'information

163. La collaboration avec la Commission de l'Union africaine en vue de populariser le journalisme scientifique a donné lieu au lancement d'une recherche appuyée par l'UNESCO pour réaliser une étude sur le journalisme scientifique à l'échelle du continent. Une série d'ateliers sur les médias au service du développement durable ont été organisés pour les professionnels des médias au Lesotho. Pour mettre en avant la voix de l'Afrique à la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Cancun, l'UNESCO a coopéré avec Inter Press Service (IPS) Afrique : deux boursiers d'IPS ont été choisis pour préparer des articles écrits et des reportages audio plaçant les besoins et les positions de l'Afrique au centre des délibérations, et leur travail a été mis à la disposition des salles de rédaction de tout le continent.

164. Trois stages de formation ont été soutenus dans les domaines de l'infoéthique et de l'autonomisation des jeunes dans l'utilisation des TIC au service de la paix, de la réconciliation et des processus démocratiques.

Amélioration de la qualité et de l'impact des processus d'enseignement et d'apprentissage grâce à l'utilisation des TIC, en particulier dans le domaine de la formation des enseignants

165. Des stages de formation ont été soutenus dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest dans les domaines de l'infoéthique et de l'autonomisation des jeunes dans l'utilisation des TIC au service de la paix, de la réconciliation et des processus démocratiques. Dans le cadre d'une nouvelle initiative en collaboration avec l'Université de Pretoria, deux stages ont été organisés dans la cité de Zithobeni en Afrique du Sud pour tester le Cadre de compétences des enseignants en matière de TIC ainsi que le projet de Programme de formation des enseignants à la maîtrise de l'information et des médias de l'UNESCO. Un atelier organisé en association avec l'Académie des sciences d'Afrique du Sud (ASSAf) et EIF (Pretoria, 22-23 novembre 2010) a permis de promouvoir les avantages de l'open source en ce qui concerne la diffusion, l'utilisation, la visibilité et l'impact de la recherche. La Plate-forme REL de l'UNESCO est en cours de développement en coopération avec le réseau *Africa Virtual Open Initiatives and Resources (AVOIR)* et sera testée par trois universités de Namibie qui utiliseront les *Modèles de cursus pour la formation au journalisme* (MCJE) de l'UNESCO.

---

[13] Cameroun, Ghana, Kenya, Madagascar, Namibie, Nigéria, Afrique du Sud, Ouganda et Zimbabwe.

Reconnaissance de l'importance du patrimoine documentaire africain dans la construction d'une identité nationale

166. Un atelier de formation sous-régional sur la préservation numérique a été organisé en partenariat avec l'École polytechnique de Namibie et l'Université d'État de l'Utah Valley (20-22 juillet 2010) à l'intention d'archivistes du Lesotho, de Namibie, d'Afrique du Sud et du Swaziland. Cette coopération a contribué à l'enrichissement des archives grâce à du matériel de la région de Kunene en Namibie.

Défis et enseignements tirés :

- Les régimes de licence des radiotélévisions nationales posent un grave problème, dans la mesure où ils ne permettent pas toujours une diversification de la propriété, notamment des médias communautaires.
- Le climat sociopolitique et les processus électoraux ont entravé le bon déroulement de plusieurs activités dans la région, ce dont l'Organisation doit être consciente lors de l'examen de la stratégie de mise en œuvre.
- La défi en matière de formation au journalisme tient toujours à la mesure dans laquelle les gouvernements peuvent intégrer cette formation dans le processus de programmation conjointe des Nations Unies, afin qu'elle joue un rôle plus important dans le processus de développement national. Par ailleurs, l'achat de matériel et de manuels se fait très lentement.

Priorité globale égalité entre les sexes

Promotion du souci de l'égalité entre les sexes dans le contenu des médias au moyen d'une formation aux médias appuyée par l'UNESCO

167. La problématique de l'égalité entre les sexes a été mise en avant dans la première moitié de l'exercice biennal grâce à des initiatives visant à autonomiser les femmes par l'accès à l'information et au savoir, en mettant un accent particulier sur la liberté d'expression, la sécurité des femmes journalistes et la représentation féminine dans les radios communautaires. Conformément aux indicateurs de développement des médias approuvés par le PIDC, une aide à l'enseignement du journalisme et des initiatives d'initiation aux médias et à l'information ont été menées à bien en gardant à l'esprit le souci de l'égalité entre les sexes.

Organisation de programmes de formation soutenus par l'UNESCO, notamment de formation à la sécurité pour les journalistes, ouverts aux femmes dans des conditions d'égalité

168. Les ateliers de formation proposés par le Secteur CI ont tous tendu à une participation féminine d'au moins 50 %. Des programmes de formation spécifiques ont été organisés à l'intention de productrices et de dirigeantes locales afin de promouvoir une gouvernance soucieuse des questions d'égalité entre les sexes ainsi que les préoccupations des femmes par le biais des médias communautaires.

Soutien aux États membres pour la création d'un environnement favorable à des médias libres et indépendants ainsi que pour le renforcement de la capacité des médias d'éviter les stéréotypes féminins

169. Conformément au Plan d'action de l'UNESCO pour la priorité Égalité entre les sexes, une importance particulière a été accordée au renforcement du souci de l'égalité entre les sexes dans

le contenu des médias et à la lutte contre les stéréotypes féminins, tout en plaidant pour l'égalité des chances s'agissant de l'accès des femmes aux postes décisionnels.

Soutien aux États membres pour l'application d'indicateurs de développement des médias tenant compte de la problématique hommes-femmes

170. L'UNESCO s'est associée à des organisations de médias internationales ou régionales majeures (la Fédération internationale des journalistes, l'Asian Media Information and Communication Centre, l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion, la COPEAM et l'URTI, entre autres) pour lancer l'initiative annuelle « Les femmes font l'info » sur le thème « *Vers des indicateurs sexospécifiques pour les médias : bonnes pratiques pour une perspective sexospécifique dans les médias et les contenus* ». À cette occasion, l'UNESCO a invité des rédacteurs en chef de presse, radio et télévision à réaliser des programmes spéciaux sur le sujet et à confier à des journalistes et reporters femmes des responsabilités de rédacteur en chef dans les salles de rédaction pendant toute la durée de la campagne « Les femmes font l'info ».

Formulation et mise en œuvre des politiques nationales de l'information d'une manière qui favorise l'intégration des femmes

171. Un programme régional d'une durée de trois ans est en cours en Afrique en vue de renforcer, dans 11 pays bénéficiaires, la participation des organisations de femmes africaines aux processus conduisant à l'élaboration, à l'adoption et à l'application effective d'une législation relative à la liberté d'information.

Prise en compte des besoins spécifiques aux femmes dans les activités d'apprentissage tout au long de la vie, notamment pour leur permettre de se doter de moyens de subsistance durables grâce à l'utilisation des TIC

172. En coopération avec la Division pour l'égalité des genres, un rapport sur les femmes et les Logiciels libres et ouverts (FOSS) a été rédigé et il a été prévu de mener une étude approfondie sur le clivage entre les sexes dans le domaine des FOSS, en collaboration avec des groupes féminins d'appui aux logiciels libres bien établis en Afrique, en Amérique latine, en Asie et en Amérique du Nord.

Élargissement de la participation des femmes au règlement des conflits, à la consolidation de la paix et à la reconstruction grâce à un meilleur accès à l'information

173. Une exposition de photographies a été organisée en coopération avec Voices on the rise (Paris, 22-26 novembre 2010) à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, afin d'appeler l'attention sur l'existence des femmes afghanes confrontées à des barrières sociétales et des restrictions culturelles en raison de leur sexe, qui les empêchent de travailler et de participer à la vie publique.

Défis et enseignements tirés :

- Il existe un manque général de données en ce qui concerne les chiffres de référence et sur les questions hommes-femmes dans le domaine de la communication et de l'information. Des recherches plus poussées en la matière permettraient d'améliorer l'orientation du grand programme V, notamment pour ce qui est de l'utilisation par les femmes des TIC en faveur du développement.

Plate-forme intersectorielle : « Promotion de l'apprentissage à l'aide des TIC »

174. Cette plate-forme a servi de cadre institutionnel à une coopération interne accrue dans le domaine en plein essor des TIC et de l'apprentissage, permettant à l'UNESCO d'exploiter les capacités techniques et informatiques du Secteur CI avec des moyens de programmation distincts dans les domaines de l'éducation, des sciences et de la culture. Les Secteurs CI et ED ont notamment mis en place une importante coopération intersectorielle prévoyant des réunions de planification régulières et la mise en œuvre conjointe des TIC dans les activités éducatives, permettant à l'UNESCO d'améliorer la mise en œuvre des initiatives actuelles telles que le projet ICT-CFT et les ressources éducatives libres, et de développer de nouveaux domaines intersectoriels tels que l'apprentissage mobile.

Renforcement des capacités des ministères ainsi que de la qualité des établissements de formation des enseignants en vue d'offrir aux enseignants une formation reposant sur les TIC, notamment grâce à l'introduction de normes de compétences en matière de TIC

175. Dans ce domaine, le Cadre de compétences des enseignants en matière de TIC (ICT-CFT), élaboré avec des partenaires du secteur privé, a constitué une activité majeure. En août 2010, la Directrice générale a mis en place un groupe de travail intersectoriel pour assurer efficacement la coordination, la réalisation et l'impact de ce projet prioritaire. Un atelier a été organisé avec succès en vue de mener à bien le deuxième volet du projet ICT-CFT sur l'intensification du savoir, grâce à une coopération étroite entre CI, ED et le Bureau du Caire, préparant ainsi la publication d'éléments ICT-CFT révisés et augmentés en 2011. Pendant ce temps, le cadre de base du volet « compétences technologiques » a été expérimenté avec succès en Jamahiriya arabe libyenne et au Rwanda, et mis en pratique par le Commonwealth of Learning dans les Caraïbes.

Élargissement de l'accès à l'éducation et à l'apprentissage dans les États membres grâce à des outils basés sur les TIC

176. Une formation en ligne a été proposée aux professionnels des radios communautaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et une formation en TIC à l'intention de jeunes communicants autochtones a été organisée en Bolivie.

Développement de l'initiation à l'information, de la formation des enseignants et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie grâce aux centres communautaires polyvalents

177. Au Mali, des projets ont été lancés en vue de promouvoir le libre accès aux ressources pédagogiques des CMC, renforcer les capacités des gestionnaires de CMC et donner accès à l'information au sein des CMC des zones rurales privées de connexion Internet. Au Mozambique, dans le prolongement du projet d'appui aux CMC financé par les organismes d'aide au développement suédois et suisse ainsi que par le PNUD, des résultats ont été obtenus en renforçant les capacités, en produisant des contenus et en instaurant des partenariats.

Constitution de « communautés de pratique » pour l'éducation et la formation qui créeront du savoir et donneront accès à des ressources éducatives ouvertes et diverses à tous les niveaux, y compris l'accès ouvert à l'information scientifique

178. L'UNESCO est parvenue à un accord avec le Commonwealth of Learning (COL) afin d'élaborer à l'intention des responsables politiques des recommandations concernant l'utilisation de la radio pour l'apprentissage ouvert local.

Mise en place de bibliothèques numériques de ressources éducatives ouvertes (telles que des didacticiels libres et autres outils d'apprentissage numériques) pour un apprentissage tout au long de la vie de qualité

179. L'initiative « *Taking OER beyond the OER Community: Policy and Capacity* » a été mise en œuvre pour renforcer les capacités des cadres et des dirigeants institutionnels à comprendre les ressources éducatives libres (REL), en se concentrant sur les établissements d'enseignement supérieur en Afrique ainsi qu'en Asie et dans le Pacifique.

Renforcement du rôle des TIC à l'appui des six objectifs de l'Éducation pour tous

180. Afin de renforcer le rayonnement et la visibilité de l'Organisation dans ce domaine, un nouveau site Internet sur les TIC dans l'éducation a été créé. Ce site comprend tous les projets intersectoriels ainsi que les projets par secteur particulier sur les TIC dans l'éducation.

Défis et enseignements tirés :

- Bien que des progrès aient été accomplis dans la réalisation des objectifs de cette plate-forme intersectorielle, l'absence de budget spécifique a restreint les possibilités permettant de coordonner et de favoriser l'obtention des résultats escomptés.

- Le résultat escompté concernant le recours aux TIC à l'appui de la réalisation des objectifs de l'EPT se révèle difficile à quantifier, car jusqu'à présent les TIC n'ont pas fait l'objet d'une véritable attention dans la planification de l'EPT au niveau national.

- Il sera sans doute difficile, lors du présent exercice biennal, d'aller au-delà de la sensibilisation des États membres au rôle potentiel des TIC dans ce contexte et de la collecte de statistiques sur l'utilisation des TIC dans l'éducation. À l'approche des échéances de la réalisation des objectifs de l'EPT, il pourrait devenir plus opportun de mener des études spécifiques visant à établir une corrélation entre les progrès de l'EPT et l'utilisation des TIC.

- Bien que cette plate-forme ait toute sa place dans le cadre de la promotion à l'UNESCO de la coopération intersectorielle dans le champ en plein essor des TIC appliquées aux domaines de compétence de l'Organisation, il est envisagé de la supprimer dans le 36 C/5.

INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO (ISU)

181. L'ISU continue d'intensifier ses efforts pour améliorer la qualité des données aux niveaux national et international, à travers différentes initiatives telles que l'élaboration de « plans de données » avec des statisticiens nationaux pour faciliter la communication internationale des données, l'utilisation d'un cadre de contrôle de la qualité des données, des ateliers de formation nationaux et régionaux destinés aux statisticiens et la révision et l'amélioration régulières des instruments d'enquête et des cadres d'indicateurs.

182. L'ISU constitue la principale source de données relatives à l'éducation pour les rapports internationaux tels que le Rapport mondial de suivi sur l'EPT, le Rapport des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement et le Rapport mondial sur le développement humain. Outre qu'il fournit des tableaux et analyses statistiques, l'ISU joue un rôle de premier plan dans la mise à jour et l'amélioration des cadres et des indicateurs de suivi de l'éducation pour les OMD et l'EPT.

183. Le Recueil de données mondiales sur l'éducation 2010 est paru en septembre pour le Sommet du Millénaire à New York. Le chapitre analytique met l'accent sur le genre et l'éducation à tous les niveaux d'enseignement. Le Recueil a été largement diffusé.

184. En 2010, l'ISU a publié ses données sur l'éducation à trois reprises comme prévu, en comptant sa publication du mois d'octobre, y compris des données concernant 60 à 70 pays pour les indicateurs relatifs à l'année scolaire 2008, données qui sont donc accessibles 7 mois plus tôt que par le passé.

185. L'Institut a élargi son projet de renforcement des capacités en vue d'améliorer la qualité et la couverture des données relatives au financement de l'éducation pour l'Afrique subsaharienne. Avec la collaboration de la Banque mondiale et du Pôle de Dakar, le projet inclut désormais cinq nouveaux pays d'Afrique méridionale et orientale : la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Malawi et le Rwanda.

186. L'ISU a mené à bien un exercice consistant à traduire les données financières recueillies grâce aux études des secteurs de l'éducation nationaux en indicateurs répondant à des définitions et critères de couverture permettant de les intégrer dans la base de données de l'ISU. Cet exercice a permis d'améliorer la couverture et la qualité de 25 % d'indicateurs concernant l'Afrique subsaharienne entre 1999 et 2007.

187. L'ISU a achevé d'élaborer ses propositions en vue de la révision de la Classification internationale type de l'éducation (CITE) à partir des conclusions des consultations mondiales et des réunions de spécialistes qui se sont déroulées tout au long de l'année. Le texte final sera présenté aux États membres pour approbation à la 36e session de la Conférence générale de l'UNESCO.

188. En 2010, l'Institut a étendu la couverture des données relatives à l'alphabétisation à 146 pays, contre 121 en 2009, et celle des données relatives aux niveaux d'instruction à 119, contre 91 pays en 2009. Une méthode d'évaluation destinée à générer des estimations du taux d'alphabétisation des adultes à partir de données d'enquête ne portant que sur une partie de la population a été mise au point, et des données ont été produites pour un nouvel indicateur sur le taux d'alphabétisation des seniors (65 ans et plus).

189. L'Institut a lancé l'enquête principale de son Programme d'évaluation et de suivi de l'alphabétisation (LAMP) en Mongolie, en Jordanie, dans le Territoire palestinien occupé, au Paraguay et au Viet Nam. Des restrictions d'ordre financier et institutionnel ont entraîné des retards à El Salvador, au Niger et au Maroc.

190. La série de données sur la S-T a été mise à jour en août 2010 compte tenu des nouvelles statistiques recueillies auprès de l'OCDE, d'Eurostat et RICYT (Réseau ibéro-américain d'indicateurs scientifiques et technologiques). L'enquête sur la S-T 2010 a été envoyée au début du mois de juin. Au cours de l'année écoulée, l'ISU a doublé le volume de données relatives à la S-T mises à la disposition du public par le biais de son centre de données.

191. La production de statistiques internationalement comparables sur les technologies innovantes est l'une des principales nouvelles priorités de l'ISU. L'Institut met actuellement au point une étude pilote qui sera lancée en juin 2011 avec la participation d'une vingtaine de pays. En outre, l'ISU entreprend un inventaire des enquêtes sur l'innovation menées par les pays en développement au cours des 15 dernières années. Des accords de coopération ont été conclus avec des partenaires clés.

192. Le questionnaire d'enquête 2010 sur le cinéma a été lancé en août et le traitement des données recueillies est sur le point d'être achevé. L'ISU s'attache à présent à trouver de possibles sujets pour une nouvelle enquête mondiale dans le domaine de la culture qui débutera en 2013.

L'Institut a commandé quatre études de faisabilité sur la collecte de données et les questions de mesure concernant l'artisanat, les emplois culturels, les festivals et les livres.

193. L'enquête pilote de l'ISU sur les médias a été lancée en novembre 2010. Ses résultats seront publiés en novembre 2011 et serviront de base à la collecte principale de données.

194. Le premier rapport d'audit externe en septembre 2010 présente des conclusions extrêmement positives, en ce qui concerne notamment la gestion financière. En particulier, les frais généraux de l'ISU sont restés stables en valeur absolue, ce qui signifie que la part effective des ressources budgétaires allouée à ce titre a diminué de 24 à 15 % entre 2005 et 2010.

Défis et enseignements tirés :

- L'Institut doit faire face à une demande considérable de la part des utilisateurs de données mondiales et régionales qui souhaitent que la collecte de nouvelles données s'intensifie. Cela peut toutefois constituer une tâche trop lourde pour les statisticiens nationaux qui répondent aux questionnaires de l'ISU. L'ISU doit donc mettre au point des mécanismes qui équilibrent les besoins et capacités respectifs des utilisateurs et des producteurs de données.

- Les statistiques relatives à l'utilisation des TIC dans l'éducation font l'objet d'une demande croissante. Il est toutefois important de reconnaître que la collecte de nouvelles données peut représenter une tâche considérable pour les statisticiens nationaux. Pour répondre à ces difficultés, l'Institut a organisé une consultation avec les principales parties prenantes en mars. À la suite de cela, l'ISU a lancé une étude pilote en Amérique latine, compte tenu de la forte demande de données enregistrée dans la région.

- La constitution de véritables équipes nationales semble être le principal facteur de succès de la mise en œuvre du programme LAMP, comme on le voit en Jordanie et au Paraguay. Elle est gage de progrès réguliers et de viabilité à long terme.

B. Direction, Services liés au programme et Soutien de l'exécution du programme et administration

NORMES INTERNATIONALES ET AFFAIRES JURIDIQUES

Résultat escompté 1 : Avis juridiques de qualité donnés à l'Organisation et à ses organes directeurs

- Vérification de la conformité des documents rédigés pour les 184e et 185e sessions du Conseil et préparation des documents de travail du Comité sur les conventions et recommandations (CR).

- Fourniture d'avis juridiques sur le champ lors du Bureau, des plénières et des réunions des différents comités et commissions des 184e et 185e sessions du Conseil.

- Secrétariat du Comité CR assuré par l'Office lors des 184e et 185e sessions du Conseil.

Résultat escompté 2 : Protection effective des droits de l'Organisation

- Actions de rappel des privilèges et immunités en réponse aux différents actes de procédures judiciaires notifiés à l'Organisation, y compris ceux notifiés aux bureaux hors Siège.

- Contribution à la protection du nom et emblème de l'UNESCO lors de la conclusion de projets d'accords, notamment avec des partenaires privés dans le cadre d'opérations de patronage ou de financements extrabudgétaires.

- Amélioration de la rédaction d'un large éventail d'accords conclus par l'Organisation avec les États membres, les organisations intergouvernementales, mais aussi avec des partenaires privés dans le cadre de passation de marchés.

- Représentation de l’Organisation auprès du Tribunal administratif de l’OIT pour défendre ses intérêts dans des litiges avec des fonctionnaires en sus des conseils juridiques destinés à aider la Directrice générale à régler les contentieux en cours devant le Conseil d’appel.

- Représentation de l’Organisation pour défendre ses intérêts dans le cadre de différends résultant de contrats ou d’autres différends de droit privé dans lesquels l’UNESCO est partie.

- Vérification de la stricte application des règles et procédures internes concernant les activités de l'Organisation et le personnel, par la fourniture de nombreux avis juridiques aux services centraux tels qu'ADM et HRM.

Résultat escompté 3 : Révision et amélioration des règles internes de l’Organisation relatives aux activités, finances et biens de l'UNESCO pour mieux protéger ses intérêts

- Participation active et fourniture d’avis juridiques aux services centraux lors de la révision des volumes I et II du Manuel administratif.

- Assistance continue à HRM pour une meilleure formulation des circulaires administratives.

Résultat escompté 4 : Conseils juridiques avisés pour la mise en place et le fonctionnement des organes intergouvernementaux chargés de la mise en œuvre des conventions, y compris les organes nouvellement constitués

- Assistance juridique permanente :

  - à la 9e session extraordinaire du Comité du patrimoine mondial et à la 34e session ordinaire du Comité.

  - à la 3e session de l’Assemblée générale des États parties à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel et à la 5e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

  - à la 3e session ordinaire du Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

  - à la 1re réunion du Conseil consultatif scientifique et technique de la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique.

  - à la 16e session du Comité intergouvernemental pour la promotion du retour de biens culturels à leur pays d’origine ou de leur restitution en cas d’appropriation illégale.

Résultat escompté 5 : Coordination du suivi des instruments normatifs de l’Organisation

- Meilleure harmonisation des avis juridiques lors de la préparation des documents de travail des sessions des organes institutionnels de suivi des différentes conventions, en particulier des Conventions de 1972, 2001, 2003 et 2005.

- Renforcement de la vérification auprès de chaque secteur de programme ou institut concerné du respect des nouvelles procédures adoptées par le Conseil exécutif à sa 177e session sur le suivi de l'application des trois Conventions (celles de 1960, 1970 et 1989) et des recommandations pour lesquelles aucun mécanisme institutionnel spécifique de suivi n'est prévu et rapport à la 184e et 185e sessions du Conseil exécutif à ce sujet.

Défis et enseignements tirés :

- LA doit continuer à offrir des prestations de qualité, tout en faisant face à une demande de services accrue.

COORDINATION ET SUIVI DE L'ACTION EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Évaluation stratégique globale

195. Au cours des 12 derniers mois, le Département Afrique a poursuivi, tout en renforçant sa mission de veille et d'impulsion de la « Priorité globale Afrique », la mise en œuvre par les secteurs de programme, les bureaux hors Siège et les Instituts, afin de réaliser les objectifs du C/4 et les résultats escomptés du C/5 concernant l'Afrique. À cet égard, la stratégie du Département a consisté (i) à assister les secteurs de programme dans l'appréciation et l'identification correctes des besoins primaires nationaux et régionaux de développement, (ii) à leur fournir les supports informatifs, politiques et diplomatiques nécessaires à l'exécution de leurs activités, et (iii) à promouvoir une mise en œuvre coordonnée et cohérente de ces activités en vue d'en optimiser l'impact.

196. Cette stratégie d'action du Département a eu comme points de référence, outre les cadres d'action statutaires de l'Organisation, les objectifs internationaux que sont les OMD et ceux de l'EPT et les plans et cadres directeurs dont se sont dotés les États membres et les organisations régionales africaines dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Cette même stratégie a cherché à orienter, concentrer et impulser l'effort collectif de l'Organisation en direction d'un certain nombre d'axes porteurs en termes de développement pour l'Afrique, tels que l'éducation scientifique, la culture pour le développement, la culture de la paix et la réhabilitation post-conflit, la préservation de la biodiversité et la promotion holistique de l'éducation et de la formation.

Résultat escompté 1 : Développement des relations avec les États membres africains renforcé, par l'intermédiaire, en particulier, de leurs délégations permanentes, de leurs commissions nationales, des groupes d'États membres africains constitués à l'UNESCO, à l'ONU et à l'Union africaine (UA), et des commissions mixtes avec la Commission de l'UA, les communautés économiques régionales (CER) et les organisations d'intégration régionales (OIR)

- Au cours de la période concernée, les cinq visites officielles effectuées par la Directrice générale en Afrique (Mali, Éthiopie, Kenya, Ouganda, et République fédérale du Nigéria et Afrique du Sud), ainsi que les nombreuses visites au Siège (Premier Ministre de Djibouti, Première Dame du Congo, une soixantaine de Ministres, Délégués permanents et autres hautes personnalités africaines), ont contribué à renforcer l'adhésion, le soutien et la participation des États membres aux actions menées par l'UNESCO.

- L'UNESCO a poursuivi la stratégie d'alignement de ses actions sur les priorités définies par l'Union africaine et ses États membres, à travers les décisions des Sommets, les plans d'action et autres cadres de référence dans les domaines de la culture, de la jeunesse, et des TIC. Ainsi, les décisions du 14e Sommet sur les « Technologies de l'information et de la communication en Afrique : défis et perspectives pour le développement » auquel l'Organisation a participé, a donné des indications claires sur

les priorités du continent dans ce domaine et conforté l'UNESCO dans les actions qu'elle développe en la matière, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information.

- La visite officielle de la Directrice générale à la Commission de l'Union africaine (21-23 février 2010), la réunion bilatérale avec le Président de la Commission de l'Union africaine et la réunion avec les Commissaires en charge des domaines de compétence de l'UNESCO, ont permis de faire le point sur le partenariat CUA/UNESCO et d'examiner les voies et moyens de son resserrement.

- L'UNESCO a également participé à la 3e réunion des Ministres de la culture de l'UA (25-29 octobre 2010, Abuja). Des actions de plaidoyer ont été également menées avec l'UA sur des thèmes et enjeux intéressant le développement de l'Afrique. C'est dans ce cadre que la Directrice générale a co-présidé, avec le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Jean Ping, la Réunion du Groupe de haut niveau sur l'EPT à Addis-Abeba, en février 2010 ainsi que la Table ronde « Culture pour le développement », en marge de la Conférence sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (20-22 septembre 2010, New York).

- En termes de projets, il y a lieu de mentionner la finalisation du document de projet d'Université panafricaine, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique (2006-2015), ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action consolidé pour les sciences et la technologie. Dans ce cadre s'inscrit le projet d'extension de Campus virtuel africain à l'ensemble des pays de la CEDEAO. Une mission d'évaluation pour une extension également à sept pays de l'IGAD a aussi eu lieu en juillet 2010. Dans le domaine de la communication et de l'information, des actions ont été menées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord spécial « *The African Journalism Training on Science and Technology* », signé le 8 juillet 2009. Au titre de l'année « 2010, Année de la paix et de la sécurité en Afrique », proclamée par l'Union africaine, l'UNESCO a demandé aux bureaux hors Siège et aux Commissions nationales africaines de s'y associer à travers des activités de promotion de la paix.

- Au niveau sous-régional, la participation de l'UNESCO à la 3e réunion des Ministres de la culture de la CEN-SAD (11-13 mai 2010, Bangui) et à la 3e réunion des Ministres de la jeunesse et des sports de la CEN-SAD (2-4 juin 2010, N'djamena) a permis de renforcer l'adhésion de ces instances à des projets porteurs d'intégration tels que le projet d'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique et de mieux faire connaître la stratégie de l'UNESCO pour la jeunesse africaine.

- La participation de la Directrice générale au 14e Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'UEMOA (20 février 2010, Bamako) a favorisé un environnement propice à la définition et à la finalisation de projets majeurs tels que le « projet d'appui au développement des TIC pour le renforcement des capacités de mise en œuvre de la réforme LMD dans les institutions d'enseignement supérieur de l'UEMOA », financé par l'UEMOA pour un montant d'environ 12 millions de dollars, et dont la Convention a été signée avec l'UNESCO en tant qu'agence d'exécution le 11 février 2011. La participation de la Directrice générale à la réunion du Comité scientifique du projet régional de l'Histoire générale de l'Afrique, en Libye en juin 2010, a marqué une étape significative dans la mise en œuvre de ce projet. Le Comité scientifique du projet a par ailleurs eu, à Addis-Abeba, une réunion d'information et de travail avec la Commission de l'Union africaine.

- Une visite de travail effectuée au Siège de l'UNESCO par le Secrétaire exécutif de la **SADC** (4 novembre 2010) a permis de préciser les axes de coopération prioritaires avec cette organisation sous-régionale, notamment dans le domaine de la culture, avec la mise en place au sein de cette communauté d'un desk culture.

Résultat escompté 2 : Priorités de développement des États membres africains intéressant les différents domaines de compétence de l'Organisation, et en particulier les plans d'action sectoriels de l'UA/NEPAD reflétés dans la programmation de l'UNESCO ainsi que dans la programmation conjointe par pays du système des Nations Unies

- L'Organisation est coordonnateur du groupe thématique science et technologie, du sous-groupe thématique « Éducation et Jeunesse « et du sous-groupe thématique « Culture et Sport ». Elle a aussi participé activement à la 11[e] réunion du Mécanisme de coordination régionale des Agences des Nations Unies en Afrique – RCM (14-15 novembre 2010, Addis-Abeba).

- L'UNESCO a, par ailleurs, participé à la revue mise en œuvre par l'Équipe spéciale interagences pour l'Afrique (*Interagency Task Force on Africa*), qui a travaillé à la révision, en septembre 2010, des recommandations de 1998 du Secrétaire général sur les « causes de conflits et la promotion d'une paix durable et d'un développement durable en Afrique ».

Résultat escompté 3 : Création et mise en œuvre de nouveaux partenariats avec des organismes multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'avec le secteur privé

- Peu d'ONG entretiennent des relations officielles avec l'UNESCO. Afin de combler ce manque et de mieux engager les actions de l'UNESCO, le Département Afrique a fourni un appui à plusieurs ONG africaines pour leur permettre d'établir des relations officielles avec l'UNESCO et élaborer des projets communs avec l'Organisation. Des renseignements sur les procédures à suivre pour établir des relations officielles avec l'UNESCO ont été communiqués à plusieurs ONG d'Afrique. Conséquence de cette initiative, l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique (OCPA) est entré en relations officielles avec l'UNESCO en 2011.

- Le Département Afrique collabore avec l'OCPA ainsi qu'avec l'Assistance à l'intégration des enfants démobilisés (AIED) pour mettre au point des projets extrabudgétaires en rapport avec la culture, le développement et l'intégration sociale des enfants soldats dans les pays d'Afrique en situation de post-conflit.

- La coopération avec le Gouvernement libyen se poursuit en ce qui concerne le projet extrabudgétaire intitulé « Promotion des principales langues d'Afrique » ainsi que le projet sur des écoles supérieures internationales des sciences fondamentales pour l'Afrique.

- D'autres propositions concernant des projets extrabudgétaires ont été élaborées par le Département Afrique, en collaboration avec les secteurs de programme concernés, et présentées en vue d'un financement extrabudgétaire.

Résultat escompté 4 : Assistance fournie à la réalisation d'actions communes avec les partenaires des Nations Unies, en particulier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les organisations régionales africaines dans tous les pays africains en sortie de crise, sur leur demande, notamment dans le cadre du Programme d'éducation d'urgence et de reconstruction (PEER)

- Financement du projet « Appui à l'informatisation du Service archives et diplômes de la Direction des examens et concours du Ministère de l'éducation nationale de Côte d'Ivoire » en août 2010 au titre de la mise en œuvre du programme spécial d'appui à la Côte d'Ivoire ; projet sur le renforcement en ressources humaines et pédagogiques des Institutions d'enseignement supérieur public et appui à la modernisation des services de gouvernance universitaire au Burundi, approuvé en octobre 2010.

- Ouverture d'une antenne de l'UNESCO à Djibouti.

- Organisation de deux séminaires régionaux de renforcement des capacités des Commissions nationales sur la prévention, la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix ont été organisés à Nairobi et à Brazzaville, touchant 19 commissions nationales africaines. Cette action devra être soutenue et élargie au cours de l'année 2011.

Résultat escompté 5 : Action coordonnée et interaction et communication améliorées entre le Siège de l'UNESCO, les bureaux hors Siège d'Afrique et les commissions nationales africaines

- La coordination avec les bureaux hors Siège ainsi qu'avec les commissions nationales a été renforcée, notamment à travers des échanges et des consultations organisées à l'occasion de la réunion de consultation des commissions nationales africaines sur le Projet de programme et de budget pour 2012-2013, et des réunions du Département Afrique. Par ailleurs, des séminaires de sensibilisation et d'échange d'information avec un nombre de commissions nationales africaines ont été organisés afin de mettre en place une stratégie cohérente visant à renforcer la visibilité de l'UNESCO dans les pays.

Résultat escompté 6 : Visibilité accrue de l'action de l'Organisation en faveur de l'Afrique

- Une plus grande visibilité des activités de l'Organisation en faveur de l'Afrique a été menée au Siège (notamment lors de la célébration de la Journée de l'Afrique à l'UNESCO, 25 mai 2010) et auprès du grand public. La parution du huitième bulletin semestriel bilingue du Département À l'écoute de l'Afrique, préfacé par la Directrice générale ainsi que du coffret de DVD, consacré à l'hommage de l'UNESCO Aimé Césaire, témoignent également des efforts soutenus de l'Organisation en faveur du renforcement de la visibilité.

Défis et enseignements tirés :

- L'approfondissement des relations de coopération avec la Commission de l'Union africaine est indispensable pour assurer la pertinence de l'action de l'UNESCO.

- Poursuivre le renforcement des capacités de l'UA et des CER/OIR dans nos domaines de compétence.

- Le Département Afrique est entré dans une nouvelle dynamique avec la conception et l'élaboration de projets intersectoriels en collaboration avec les secteurs, les bureaux hors Siège et les partenaires de l'UNESCO. La mobilisation de fonds extrabudgétaires reste un défi.

- Poursuivre le plaidoyer et les actions visant à sensibiliser les pays d'Afrique à la nécessité de ratifier les conventions de l'UNESCO.

Plate-forme intersectorielle : Priorité Afrique – coordination et suivi du Plan d'action en faveur de l'Afrique

- Le Département Afrique a appuyé la mise en œuvre de certaines activités destinées à promouvoir l'intégration régionale, dans le cadre des plans d'action régionaux. Ces activités incluent notamment le projet sur l'utilisation pédagogique de l'Histoire générale de l'Afrique, le programme régional « La mémoire de la libération en Afrique » et le Plan consolidé de l'UA dans le domaine de la science et de la technologie.

- Un suivi régulier, dans SISTER, des activités du 35 C/5 au titre de la priorité Afrique et une évaluation du 36 C/5 ont été effectués afin de s'assurer que la priorité Afrique est prise en considération comme il se doit.

- Une stratégie relative à la priorité Afrique est en cours d'élaboration en consultation avec les secteurs et les bureaux hors Siège.

Défis et enseignements tirés :

- Renforcement de l'intersectorialité comme une approche au développement et à la mise en œuvre des initiatives de l'Organisation pour l'Afrique ou Planification et mise en œuvre d'activités intersectorielles correspondant aux résultats de la priorité globale Afrique.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME

Résultat escompté : Exercice des fonctions de programmation, de suivi et d'établissement de rapports conformément à l'approche UNESCO de la gestion axée sur les résultats et de la gestion des risques, dans le respect des orientations stratégiques et du cadre et des priorités de programmation fixés par les organes directeurs, des initiatives et des résultats identifiés dans le Plan d'action prioritaire pour l'égalité entre les sexes ainsi que des directives de la Directrice générale

Résultat escompté : Préparation des rapports statutaires sur l'exécution du programme

Résultat escompté : Préparation du Projet de programme et de budget pour 2012-2013 (36 C/5) sur la base des principes de transparence, d'efficacité et de rationalisation

- La préparation du projet de C/5 est le fruit d'un large processus de consultation avec les États membres comprenant les consultations régionales des commissions nationales ainsi qu'une consultation écrite des États membres, ONG/OIG et Membres associés. BSP a coordonné, à l'échelle de l'Organisation, la préparation du projet de 36 C/5, conformément aux recommandations du Conseil exécutif.

- Un effort a été fait pour améliorer la présentation et le contenu du rapport de la Directrice générale au Conseil exécutif en mettant de plus en plus l'accent sur l'évaluation des résultats ainsi que sur les défis et enseignements tirés, conformément à l'approche de la gestion axée sur les résultats (RBM) et aux recommandations du Conseil et de la Conférence générale.

- Les capacités institutionnelles dans le domaine de l'approche RBM ont été renforcées afin d'orienter davantage encore l'Organisation vers les résultats. Pour garantir une compréhension commune et la cohérence de l'approche RBM de l'UNESCO, des cours de formation et des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés, conformément aux orientations stratégiques, politiques et priorités établis dans les documents 34 C/4 et 35 C/5, à l'intention de la famille UNESCO tout entière. En dehors des cours d'initiation et des 13 ateliers RBM auxquels ont assisté 166 participants, une aide a été fournie au personnel pour la formulation des plans de travail et autres documents liés au programme et plus de 95 plans de travail ont été révisés. En outre, le réseau de points focaux en matière de RBM a été consolidé pour faciliter l'échange d'informations et afin qu'il reste actif et informé, des informations et mises à jour lui sont constamment fournies.

- En ce qui concerne SISTER, quatre formations ont été organisées pour 56 participants et cinq démonstrations ont été faites, y compris des sessions spéciales pour les EO et AO. Les échanges de courriels qui ont suivi les formations confirment qu'un grand nombre de

membres du personnel mettent en pratique les compétences ainsi acquises ; les rapports SISTER ont permis aux responsables et à la direction de prendre des décisions éclairées, y compris pour l'examen de reprogrammation.

- Les informations saisies dans SISTER ont servi à élaborer les documents statutaires 185 EX/4 et 186 EX/4 (la dernière fois qu'il avait été possible de recourir au système pour l'EX/4 était en 2006). SISTER a été utilisé pour le 35 C/5 (pour la première fois depuis le 33 C/5) afin de faciliter la gestion et la préparation des plans de travail de l'Organisation et des projets extrabudgétaires du Programme additionnel complémentaire (35 C/5 CAP). Cela a permis aux services concernés (à savoir BSP, BB, ODG/GE et AFR) de procéder à l'analyse des plans de travail du 35 C/5, y compris les projets extrabudgétaires pour le 35 C/5 CAP afin de préparer des recommandations globales à l'intention de la Directrice générale. En outre, les informations saisies dans SISTER servent à la gestion interne, comme par exemple l'exercice de reprogrammation de novembre 2010. Les commissions nationales ont reçu les mêmes autorisations que les délégations permanentes, ce qui a permis à toutes personnes concernées des États membres d'avoir accès à SISTER pour partager des connaissances et prendre des décisions éclairées.

- Certaines délégations permanentes ont répondu à l'invitation qui leur avait été faite d'assister aux formations et démonstrations RBM et SISTER. Cinq personnes, membres de trois délégations permanentes, ont participé aux cours d'initiation à la RBM et 14 fonctionnaires venus des ministères de deux pays ont également participé à un atelier sur la RBM. Dix-huit personnes, appartenant à 11 délégations permanentes, ont assisté à une session de démonstration SISTER.

Défis et enseignements tirés :

- Le passage d'un rapport présentant des résultats à un EX/4 davantage axé sur l'analyse des impacts constitue pour l'Organisation un changement de culture qui nécessite des efforts à tous les niveaux.

- En dépit du nombre croissant de membres du personnel qui revoient leur programme à la suite de la formation en matière de RBM, les efforts doivent être poursuivis à cet égard.

- La difficulté que représente le maintien de l'équilibre entre un système SISTER convivial et la nécessaire mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités a été réglée dans toute la mesure du possible. Jusqu'à présent, les utilisateurs se sont déclarés satisfaits du système et l'utilisent beaucoup.

Résultat escompté : Promotion de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans tous les programmes de l'UNESCO, par l'intégration de la problématique hommes-femmes et par les initiatives en matière d'égalité entre les sexes définies dans le Plan d'action prioritaire pour l'égalité entre les sexes, et développement des capacités du personnel dans ce domaine

- L'UNESCO a continué de veiller à ce que la priorité globale Égalité entre les sexes soit bien prioritaire à tous les stades de la programmation et à tous les niveaux des programmes, et de suivre la mise en œuvre des actions et la réalisation des résultats identifiés par les secteurs de programme dans le Plan d'action prioritaire pour l'égalité entre les sexes (2008-2013). Une aide et des conseils techniques ont été prodigués aux secteurs de programme lors du processus de planification du 36 C/5 afin que les considérations sur l'égalité entre les sexes soient mieux intégrées dans la formulation des stratégies, des résultats escomptés et des indicateurs de référence.

- La promotion des questions relatives à l'autonomisation des femmes, aux droits des femmes et à l'égalité entre les sexes s'est poursuivie à l'échelle mondiale dans le cadre de l'organisation des séminaires du Forum UNESCO du futur à Athènes (septembre 2010) intitulé « Égalité des sexes : le chaînon manquant ? », du Forum UNESCO sur l'égalité des genres, de la célébration annuelle de la Journée internationale de la femme (8 mars) axée sur Beijing + 15 et de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre) ; de discussions en ligne sur l'égalité entre les sexes, l'éducation et la formation et les politiques et initiatives transformatrices : promouvoir l'égalité entre les sexes dans toutes les sphères de la vie ; de partenariats novateurs avec le magazine français Marie-Claire et l'ONG « With Women » ; de la préparation et de la large diffusion de documents intitulés « The Implications of HIV and AIDS on Women's Unpaid Labour Burden » (Les implications du VIH et du SIDA sur le poids du travail non rémunéré pour les femmes) et « Globalization and Women's Vulnerabilities to HIV and AIDS » (Mondialisation et vulnérabilité des femmes au VIH et au SIDA) ; de l'organisation d'une table ronde sur les dimensions sexospécifiques de la biodiversité ; de la coordination d'une session interactive sur le thème « TIC et genre » lors du Forum du SMSI, de l'organisation d'une réunion d'experts sur « L'accès et la participation des femmes et des jeunes filles en science et en technologie » pour préparer la 55e réunion de la Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations Unies ; de la participation à deux réseaux institutionnels travaillant sur la question de l'égalité entre les sexes et le changement climatique, à savoir l'Alliance mondiale sur le climat et l'égalité des sexes (GGCA) et l'Équipe spéciale interinstitutions sur l'égalité des sexes et le changement climatique, etc.

- Des groupes de travail chargés d'élaborer de nouvelles initiatives axés sur les femmes et les jeunes filles ont été créés dans les domaines suivants : l'éducation des femmes et des filles ; l'élimination de l'excision/mutilation génitale féminine (E/MGF) ; des médias attentifs à l'égalité entre les sexes.

- Des sessions de formation et de développement des capacités d'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes ont été organisées pour le personnel du Bureau de l'UNESCO à Hanoi, y compris la Commission nationale vietnamienne pour l'UNESCO et les agences des Nations Unies présentes au Viet Nam, les Bureaux de l'UNESCO au Brésil, en Inde et au Népal, le Bureau pour l'Iraq situé à Aman et les collègues des Nations Unies présents en Jordanie, pour le personnel de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, du Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels, du Bureau international d'éducation de l'UNESCO ainsi que pour des stagiaires venus de ministères de pays en développement et le personnel de l'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation. Des sessions d'orientation sur l'Égalité entre les sexes ont eu lieu lors des retraites du Secteur de la culture et du Secteur des relations extérieures et de l'information du public.

- La collaboration avec les entités des Nations Unies et les organisations gouvernementales internationales concernées visant à renforcer les efforts de l'UNESCO pour intégrer la problématique hommes-femmes et atteindre les objectifs convenus sur le plan international a été encore resserrée. L'UNESCO a signé la Déclaration conjointe des Nations Unies intitulée « Intensifier l'action menée pour promouvoir les droits des adolescentes » et a collaboré avec plusieurs équipes spéciales et groupes interinstitutions tels que l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les adolescentes, l'Équipe spéciale de l'IANWGE sur les dimensions sexospécifiques du changement climatique, le groupe sur l'Égalité entre les sexes de l'ONUSIDA, le réseau de l'OCDE/CAD sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET) et le Centre de développement de l'OCDE.

- Le travail accompli pour assurer la contribution et la participation de l'UNESCO à l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les adolescentes s'est poursuivi. De ce fait, les opérations menées par l'UNESCO au Malawi, au Libéria et au Guatemala ont bénéficié de crédits de la Fondation des Nations Unies pour des programmes éducatifs s'adressant aux adolescentes.

- L'importance de l'accès des femmes et des filles à l'éducation a été mise en exergue par l'organisation, pendant le petit-déjeuner, à l'initiative de l'UNESCO et de l'UNICEF, d'une table ronde ministérielle sur L'éducation des femmes et des filles : une exigence du développement, à l'occasion de l'Examen ministériel annuel du Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC) en juin 2010.

- Conformément aux recommandations de l'Équipe spéciale sur la priorité Égalité entre les sexes, que la Directrice générale a créée afin qu'elle lui suggère des idées nouvelles pour réduire le fossé entre politique et pratique en matière d'intégration de la problématique hommes-femmes, la Division pour l'égalité des genres a été transférée du Bureau de la planification stratégique au Cabinet de la Directrice générale afin de relever directement de sa responsabilité.

Défis et enseignements tirés :

- La mise en œuvre de la priorité Égalité entre les sexes est vigoureusement soutenue par la Direction et par les États membres.

- Pour garantir des résultats réels et durables au niveau des pays, il convient de renforcer les capacités et d'augmenter les allocations financières.

- La promotion de l'égalité entre les sexes est facilitée par la participation régulière et systématique de spécialistes de la question aux équipes spéciales et aux groupes de travail thématiques de l'UNESCO, aux conférences du Forum du futur de l'Organisation, au Forum de SMSI 2010 et à d'autres initiatives de l'UNESCO.

- Le transfert de la Division au Cabinet de la Directrice générale est une preuve manifeste de l'importance accordée à cette priorité. L'appartenance de la Directrice de la Division aux structures de direction lui permet d'apporter en temps utile une contribution pertinente aux politiques et aux documents stratégiques. Dans le même temps, la Division bénéficie d'un partage de l'information rapide et à un niveau élevé.

- La participation active du personnel d'ODG/GE aux processus de planification des programme et budget des Secteurs s'est avérée utile pour assurer une meilleure intégration de la problématique hommes-femmes et de la programmation sexospécifique dans le 36 C/5.

Résultat escompté : Gestion de manière intersectorielle des activités de l'Organisation dans le domaine de l'anticipation et de la prospective, en particulier par la plate-forme intersectorielle, et intégration des dimensions prévisionnelles à la planification stratégique

- Facilitant les fonctions de veille intellectuelle et de centre d'échange d'informations de l'UNESCO, les activités de la plate-forme intersectorielle sur l'anticipation et la prospective ont aidé l'Organisation à mieux préciser son orientation stratégique et à identifier des approches possibles pour aborder les questions nouvelles dans ses domaines de compétence.

- Dans le cadre de sa contribution aux efforts internationaux en vue d'apporter une aide d'urgence et un secours à plus long terme à Haïti au lendemain du séisme dévastateur du 12 janvier, l'UNESCO a organisé un forum sur le thème « Reconstituer le tissu social,

culturel et intellectuel d'Haïti » le 24 mars 2010 à Paris. Les conclusions et recommandations de ce forum (document 184 EX/INF.16) ont été prises en compte dans la contribution de l'UNESCO à la conférence internationale des donateurs pour Haïti qui s'est tenue au siège des Nations Unies le 31 mars 2010.

- Dans le cadre du partenariat stratégique avec l'Alliance des civilisations de l'ONU (AoC), l'UNESCO a organisé, pendant le troisième Forum annuel de l'Alliance des civilisations (Rio, Brésil, 27-29 mai 2010), une séance plénière sur l'éducation interculturelle à laquelle ont participé d'éminents orateurs et experts. Ce forum a également été l'occasion de lancer au niveau régional le Rapport mondial « Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel » lors d'une table ronde sur l'alphabétisme culturel. Ces deux événements ont assuré une excellente visibilité à l'Organisation. Un mémorandum d'accord a été signé par l'UNESCO et l'Alliance des civilisations le 29 mai 2010.

- En réponse aux besoins prioritaires d'un groupe de pays confrontés à des défis spécifiques, un Forum UNESCO du futur sur le thème « Petits États insulaires en développement – Les défis de la coopération internationale pour le développement dans les années 2010 » s'est tenu le 8 juillet 2010 à la Trinité-et-Tobago à l'occasion de la Consultation régionale sur le 36 C/5 menée par la Directrice générale avec le GRULAC. Ce forum avait pour objet d'analyser les principales tendances affectant les PEID, d'examiner les approches communes et d'envisager de nouvelles opportunités stratégiques pour l'UNESCO. Il a constitué l'une des contributions de l'UNESCO à l'examen quinquennal de haut niveau de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement, qui a eu lieu à New York en septembre 2010.

- La plate-forme intersectorielle sur l'anticipation et la prospective et la Commission nationale hellénique pour l'UNESCO ont coorganisé à Athènes (Grèce), du 9 au 11 septembre 2010, un Forum UNESCO du futur sur « L'égalité des sexes : le chaînon manquant ? Repenser les objectifs de développement adoptés au niveau international au-delà de 2015 ». Cette réunion de haut niveau a eu lieu quelques jours avant la session de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'examen des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les résultats du forum ont été diffusés sous forme de brochure lors de la réunion à New York, contribuant encore davantage à démontrer que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement repose sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

- En 2010, la Plate-forme intersectorielle sur l'anticipation et la prospective a lancé une nouvelle série de séminaires UNESCO du futur. La première édition, sur les financements innovants pour l'éducation, a eu lieu le 14 septembre 2010. Elle a réuni un groupe d'experts de haut niveau des institutions des Nations Unies, des organisations régionales et des représentants des gouvernements des pays en développement, des bailleurs de fonds, des institutions financières internationales, du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des universités pour tirer les enseignements de l'expérience acquise dans d'autres secteurs, identifier les options en matière de mécanismes et de modalités de financements innovants dans le domaine de l'éducation et recommander des stratégies concrètes pour l'UNESCO. La Directrice générale a fait rapport sur ce séminaire et sur certaines de ses conclusions à la réunion organisée par les Gouvernements français et japonais en marge du sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les OMD à New York.

Défis et enseignements tirés :

- La participation accrue des secteurs au programme de prospective de l'UNESCO resserre les liens entre les priorités de programme et les éclaire, ce dans tous les grands programmes. Elle renforce la visibilité de l'UNESCO.

- Le programme de prospective contribue également à une réflexion transsectorielle beaucoup plus poussée sur les enjeux mondiaux.

Résultat escompté : Évaluation du Programme additionnel complémentaire d'activités extrabudgétaires quant à sa cohérence programmatique avec le Programme et budget ordinaires

➢ Le Programme additionnel complémentaire (CAP) a été conçu dans le cadre de la préparation du projet de 36 C/5, et il est pleinement cohérent avec les priorités de programme et les résultats proposés dans le Projet de programme et de budget pour 2012-2013. En particulier : (1) un mécanisme permet de s'assurer que tous les projets extrabudgétaires sont liés à un Outline CAP, de façon à rendre compte du spectre complet de l'action de l'UNESCO face aux nouveaux besoins et opportunités, (2) dans toute l'Organisation s'est instauré un bien plus grand respect de la discipline de programmation en amont des projets extrabudgétaires (les fonctions, processus et contrôles intégrés de SISTER y contribuent pour beaucoup), et (3) le CAP a acquis une orientation thématique plus marquée du fait d'Outlines thématiques servant de base à de véritables programmes thématiques.

➢ Il a également été prévu de créer dans SISTER deux plates-formes distinctes mais étroitement liées pour les projets extrabudgétaires. Pour la première fois, SISTER intégrera les projets au titre du Programme ordinaire et les projets extrabudgétaires dans une seule et même matrice de résultats.

Défis et enseignements tirés :

- Faire en sorte que le Secrétariat soit à même de mener, de manière plus proactive, un travail de sensibilisation et de communication qui appelle l'attention des bailleurs de fonds et des partenaires de l'UNESCO sur les programmes extrabudgétaires du CAP.

Résultat escompté : Orientation stratégique et coordination générale en vue de la mise en œuvre des plates-formes intersectorielles ainsi que des activités relatives à des thèmes et à des besoins stratégiques spécifiques (dialogue entre les civilisations et les cultures, par exemple)

➢ L'UNESCO a poursuivi sa recherche d'approches nouvelles et souples pour la gestion des plates-formes intersectorielles et elle a apporté un appui technique à leur mise en œuvre, dont elle a assuré la coordination d'ensemble. Elle a renforcé la prise en compte des considérations relatives à la priorité Afrique et à l'égalité entre les sexes dans toutes les plates-formes et elle a recensé des possibilités d'échanges d'approches et d'expériences féconds entre les différentes plates-formes. Un aspect important de cet effort a été la réflexion menée sur ce que pourrait être la contribution des plates-formes aux exercices de programmation conjointe de l'ONU (PNUAD, Programme unique, Fonds pour la réalisation des OMD, par exemple). Les consultations régionales menées par la Directrice générale avec les commissions nationales (mai-juillet 2010) et l'évaluation externe indépendante de l'UNESCO (185 EX/18) ont reconnu que les efforts déployés par l'UNESCO pour renforcer la collaboration entre les secteurs représentaient la meilleure approche spécifique ascendante et axée sur les programmes. Toutefois, même si l'expérience des 12 plates-formes intersectorielles a été de l'avis général un processus d'apprentissage instructif, il a été proposé de ne mettre en œuvre au cours du prochain

exercice biennal (36 C/5) qu'un nombre réduit (6) de plates-formes intersectorielles thématiques et de coordination, proposition qui a été entérinée par la décision 185 EX/17.

Défis et enseignements tirés :

- L'Organisation est devenue plus consciente des besoins et des défis de l'intersectorialité, d'où le choix d'un nombre réduit de plates-formes intersectorielles, dotées d'une plus grande autonomie dans le projet de 36 C/5.

- La mise en œuvre par les plates-formes intersectorielles des aspects les plus attrayants et/ou des éléments des programmes fonctionnant le mieux sur le plan intersectoriel s'est heurtée parfois à des décisions prises au sein des structures verticales. Le mécanisme de financement séparé des plates-formes intersectorielles proposé dans le 36 C/5 permettra sans doute de corriger cette faiblesse et devra être suivi de près.

Résultat escompté : Explicitation de la contribution programmatique de l'UNESCO dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies et de la coopération interinstitutions et renforcement de cette contribution aux niveaux national, régional et mondial, y compris par l'administration de la réserve commune de 2 % des ressources des programmes

- L'UNESCO a participé activement aux travaux des principaux organes de coopération interinstitutions au niveau mondial, notamment à ceux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) et de ses piliers, le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), le Comité de haut niveau chargé des programmes (HLCP) et le Comité de haut niveau sur la gestion (HLCM), où elle a défendu ses vues en tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies. Parmi les résultats interinstitutions auxquels a contribué l'UNESCO, on peut citer les priorités stratégiques du GNUD qui orientent et ciblent son action tout en en assurant la cohérence. Les priorités du GNUD s'inscrivent dans un effort visant à maximiser l'impact collectif des Nations Unies au niveau des pays afin d'accélérer la réalisation des objectifs de développement adoptés au niveau international, y compris les OMD. Elles conduisent à apporter toute une série de changements clés au mécanisme du GNUD, notamment des mesures propres à inciter les organismes à contribuer au travail des équipes de pays des Nations Unies, une participation accrue des hauts responsables aux équipes régionales et aux équipes de pays, et des mesures visant à améliorer la capacité du système à déployer des connaissances et des savoir-faire à l'appui du travail réalisé dans les pays.

- Entre autres résultats importants du GNUD pour cette année, on peut citer son plan de travail – qui vise à mieux répartir les tâches entre les piliers du CCS et à susciter des synergies entre eux, ainsi que la préparation du manuel de gestion axée sur les résultats (RBM) du GNUD, conçu pour faciliter l'harmonisation des cadres de résultats au niveau des pays dans l'ensemble du système des Nations Unies. L'UNESCO a en outre contribué au processus d'examen de la mise en œuvre du cadre de gestion et de responsabilisation du système des Nations Unies pour le développement et du système des coordonnateurs résidents.

- Au niveau régional, BSP a accompagné le passage des équipes de directeurs régionaux aux « GNUD régionaux » en offrant aux représentants de l'UNESCO auprès des GNUD régionaux des possibilités d'échange d'information et de formation, ainsi qu'un financement spécial renforcé prélevé sur la réserve commune de 2 % des ressources du 35 C/5.

- Comme lors des exercices biennaux précédents, BSP a décentralisé en temps voulu des fonds destinés à renforcer les bureaux hors Siège participant aux exercices de programmation conjointe dans les pays. Depuis le début de 2010, 24 bureaux hors Siège (bureaux régionaux, bureaux multipays et bureaux nationaux) ont bénéficié de la réserve commune de 2 % des ressources du 35 C/5 administrée par BSP, priorité étant donnée aux bureaux qui desservent les pays dans lesquels un PNUAD a été mis en route en 2010 et 2011.

Défis et enseignements tirés :

- Il importe de continuer à resserrer les liens entre le Siège et les bureaux hors Siège, notamment par l'échange d'information et de bonnes pratiques, et par des initiatives de renforcement des capacités/formation. Les ateliers thématiques organisés par BSP pour les collègues travaillant au Siège ou hors Siège ainsi que la création du réseau de pratiques de l'UNESCO dans les pays (UCPN) ont contribué à répondre à ce besoin.

- Alors que les pays pilotes et un grand nombre des pays concernés par l'établissement d'un PNUAD sont passés de la phase de programmation à celle de la mise en œuvre, il convient désormais de prêter une attention particulière à l'exécution et à l'obtention de résultats.

Résultat escompté : Présentation d'une évaluation analytique des progrès réalisés, des difficultés rencontrées et des enseignements tirés dans le cadre de l'aide fournie aux PMA pour la mise en œuvre du plan d'action du système des Nations Unies pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des PMA au cours de la période 2007-2010

- Afin d'apporter une contribution essentielle à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui doit se tenir à Istanbul du 9 au 13 mai 2011, une publication de l'UNESCO intitulée « Building Human Capacities in Least Developed Countries to Promote Poverty Eradication and Sustainable Development » (Développer les capacités humaines dans les pays les moins avancés pour favoriser l'élimination de la pauvreté et le développement durable), a été élaborée en anglais et en français (cf. http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=48377&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html).

- Dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, l'UNESCO a participé à des réunions préparatoires dans les PMA sur des questions d'importance stratégique pour elle, telles que l'amélioration de l'accès aux services essentiels, le changement climatique, la promotion du tourisme dans les PMA, la science, la technologie et l'innovation, et l'inclusion numérique des PMA. En outre, l'Organisation a également participé à la Conférence et plaidé pour la prise en compte des dimensions humaine et sociale, indispensables à la promotion du développement durable dans les PMA, en tant qu'élément essentiel du nouveau Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la prochaine décennie (2011-2020), qui devait être examiné et adopté pendant ses travaux.

Défis et enseignements tirés :

- Une évaluation fondée sur les faits de la mise en œuvre du Programme d'action de Bruxelles en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 confirme la nécessité d'une approche plus globale et ciblée, fondée sur des engagements ambitieux, solides et précis, pour produire une transformation économique et sociale tangible propre à favoriser le développement durable dans ces pays et à les aider à surmonter les obstacles de longue date et ceux qui se font jour.

Résultat escompté : Préparation du rapport final sur l'exécution du Programme d'action pour une culture de la paix au cours de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010) et organisation d'une manifestation marquant la fin de la Décennie

- En application de la résolution 64/80 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'UNESCO a établi un rapport de synthèse sur les activités qu'elle a menées au cours de la Décennie, ainsi que sur celles d'autres organismes des Nations Unies, d'États membres et de la société civile, y compris d'organisations non gouvernementales, pour promouvoir et mettre en œuvre le Programme d'action en faveur d'une culture de paix. Ce rapport a été présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa 65e session (cf. http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=A/65/299).

- Conformément à la résolution 35 C/108 et à la décision 184 EX/15, un projet de programme d'action pour une culture de la paix a été élaboré et présenté au Conseil exécutif à sa 185e session ; il figure à l'annexe II du document 185 EX/17 intitulé « Propositions préliminaires de la Directrice générale concernant le Projet de programme et de budget pour 2012-2013 (36 C/5) ». Suite à l'examen de ce point et conformément à la décision 185 EX/17, un projet de programme d'action consolidé pour une culture de la paix et de la non-violence a été élaboré et inclus dans le projet de 36 C/5.

- Afin de définir de nouvelles voies pour la paix au XXIe siècle, la Directrice générale a créé un Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures, composé de décideurs, d'intellectuels et d'artistes éminents de toutes les régions du monde. La première réunion du Panel de haut niveau s'est tenue le 18 février 2010 au Siège de l'UNESCO à l'occasion du lancement de l'Année internationale du rapprochement des cultures, dont l'Organisation avait été désignée chef de file. Un résumé des débats a été distribué au Conseil exécutif à sa 185e session et a été depuis publié sous forme de brochure et mis en ligne (http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001896/189679F.pdf).

- L'opinion mondiale a été sensibilisée à la Journée internationale de la paix (21 septembre) par le message largement diffusé de la Directrice générale, et par l'appui apporté aux événements organisés dans le cadre de la célébration de la Journée. (Pour plus d'informations, voir à l'adresse suivante : http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=48059&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html).

Défis et enseignements tirés :

- Des efforts accrus sont nécessaires pour permettre aux femmes d'être pleinement associées aux initiatives de consolidation de la paix et de réconciliation, ainsi que pour résoudre le problème de la violence dont elles sont victimes, en particulier pendant les conflits.

- Les jeunes représentent un groupe cible prioritaire pour les activités liées à la culture de la paix et devraient être mieux mobilisés. Par ailleurs, la radicalisation violente de la jeunesse et l'émergence d'un extrémisme des jeunes demeurent des phénomènes préoccupants.

- Un petit nombre seulement de pays ont donné des informations sur la mise en œuvre du Programme d'action sur une culture de la paix, et il est difficile, faute d'indicateurs fiables et mesurables, d'évaluer l'impact des activités en faveur d'une culture de la paix.

RELATIONS EXTÉRIEURES ET INFORMATION DU PUBLIC

Évaluation stratégique globale

197. En septembre 2010, le Secteur des relations extérieures et de la coopération (ERC) a fusionné avec le Bureau de l'information du public (BPI) pour former le Secteur des relations extérieures et de l'information du public (ERI), l'objectif étant d'améliorer la communication avec les États membres et le système des Nations Unies, ainsi qu'avec les communautés et réseaux partenaires, de donner plus de visibilité à l'Organisation et d'améliorer son image. Cette nouvelle structure permettra à ERI d'avoir une interaction plus dynamique avec les différents secteurs, services internes et unités hors Siège, en jouant un rôle considérablement accru de soutien aux activités de programme de l'Organisation. L'impact de cette réorganisation ne sera donc visible qu'à compter de 2011.

Relations avec les États membres et les organisations internationales

- Au cours de la période considérée, la Directrice générale a consolidé les relations avec les États membres en effectuant 34 visites officielles. La coopération avec les délégations permanentes auprès de l'UNESCO a été renforcée grâce à la multiplication des contacts avec les groupes électoraux et régionaux, à l'organisation d'un plus grand nombre de réunions d'information sectorielles, à la création d'un nouveau site Web réservé aux délégations et à des contacts réguliers avec les délégués permanents nommés de fraîche date (45 en 2010), près d'un quart du corps diplomatique ayant été renouvelé au cours de l'année passée. Les relations avec le système des Nations Unies et les organisations internationales ont été activement entretenues, en coordination avec les Bureaux de liaison de New York et Genève et avec BSP, dans le cadre de la contribution de l'UNESCO aux rapports statutaires des Nations Unies sur les questions intéressant l'Organisation.

- L'UNESCO a contribué à plusieurs rapports présentés par le Secrétaire général au Conseil économique et social à sa session de fond de 2010 et à l'Assemblée générale à sa 65e session sur les questions relevant de son mandat. En outre, l'Assemblée générale a demandé à l'Organisation d'établir des rapports sur les points de l'ordre du jour pour lesquels elle a une responsabilité spécifique, notamment la « mise en œuvre du Plan d'action international pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation », l'« examen à mi-parcours de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable, 2005-2014 », les « Programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies » et la « Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010 ».

- Afin de faire connaître clairement les compétences fondamentales et les principales priorités de l'UNESCO dans les diverses instances du système des Nations Unies, la Directrice générale a pris une part active aux grandes activités menées dans le cadre du système à New York et à Vienne (notamment à la session 2010 du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CEB), au Débat de haut niveau du Conseil économique et social et à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (Sommet sur les OMD)). Les manifestations de haut niveau organisées lors du Sommet sur les OMD et les discours, déclarations et observations de la Directrice générale sur l'éducation et la culture ont bénéficié d'une attention considérable. Grâce à l'intense campagne de sensibilisation menée par l'UNESCO pour que l'éducation et le rôle de la culture dans le développement occupent une place importante dans l'ordre du jour du Sommet et dans son document final, des références spécifiques à la culture pour le développement ont été incluses pour la première fois dans un document sur les OMD et adoptées par l'Assemblée générale.

- Des efforts constants ont été déployés pour renforcer la coopération avec d'importants partenaires intergouvernementaux, tels que l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO) et l'Union latine, grâce à la conclusion d'accords de coopération et l'adoption de plans d'action, et des contacts ont été établis avec des organisations régionales, avec notamment la présentation d'accords-cadres au Conseil exécutif.

Les commissions nationales et la société civile

- La Division des commissions nationales et de la société civile a organisé des réunions visant à renforcer la coopération de longue date de l'UNESCO avec les commissions nationales et/ou y a participé. Une séance spéciale de réflexion du Groupe de coordination des commissions nationales portant sur la participation des commissions nationales au renforcement du rôle intellectuel de l'UNESCO s'est tenue au Siège de l'Organisation en janvier 2010 et a débouché sur une série de recommandations concrètes. De nouvelles initiatives ont été mises en place pour redynamiser le projet de dialogue euro-arabe des commissions nationales de ces deux régions, et les réunions avec les commissions nationales participantes tenues à l'occasion des sessions du Conseil exécutif ont été progressivement mieux structurées jusqu'à devenir une plate-forme de discussion formelle. Le site Web des commissions nationales, qui a été réorganisé, est régulièrement mis à jour en anglais, en français et en espagnol (pour les documents essentiels). La lettre circulaire de la Directrice générale CL/3949 sur les responsabilités communes de l'UNESCO et des États membres à l'égard des commissions nationales a été adressée à tous les ministres chargés des relations avec l'Organisation afin d'améliorer le statut, la stabilité et les ressources humaines de ces commissions.

- Les parlementaires ont été sensibilisés aux programmes prioritaires de l'UNESCO et à l'action normative de l'UNESCO notamment la ratification des conventions internationales de l'UNESCO au niveau mondial. À l'issue des réunions interparlementaires dans les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie-Pacifique et des États arabes, les participants ont adopté des déclarations parlementaires recommandant la prise en compte des six objectifs de l'EPT dans leurs législations et budgets nationaux (ex : Le Parlement indonésien a alloué 20 % de son budget national à l'éducation suite à l'adoption de la Déclaration du FASPPED I).

- Le réseau des points focaux parlementaires pour l'UNESCO a été développé. Le nombre de points focaux est passé de 107 à 126 en une année. Afin d'accroître la visibilité de ses programmes, l'UNESCO a participé aux grands événements parlementaires (UIP, APF, CPA, etc.) pendant la période considérée.

- Le cadre de coopération UNESCO-ONG a été encore rationnalisé et élargi grâce à l'organisation fructueuse de deux tables rondes dans le cadre des travaux du Comité sur les ONG du Conseil exécutif, avec la participation active des États membres et d'un nombre sans précédent d'ONG, ce qui a contribué en outre à l'élargissement et au renforcement du partenariat entre l'UNESCO et la société civile. La base de données de la Section des ONG a été améliorée en collaboration avec l'UAI, notamment grâce à la cartographie de l'information sur les branches nationales et locales des ONG internationales.

- Le Programme de bourses a contribué au renforcement des capacités nationales des États membres dans les domaines prioritaires du programme de l'UNESCO, ainsi qu'à l'autonomisation des bénéficiaires des bourses, en particulier en Afrique et dans les pays les moins avancés, grâce à l'octroi de 290 bourses, financées au titre du Programme ordinaire ou de projets extrabudgétaires pour un montant total de 4 427 996 dollars.

- Les ressources inscrites au budget ordinaire ont été divisées en deux : une première part a servi à accorder des bourses entièrement financées par l'Organisation, tandis que la seconde était utilisée dans le cadre d'un mécanisme de partage des coûts avec les donateurs de façon à accroître, au moyen de partenariats avec les États membres et la société civile, le nombre de bourses pouvant être octroyées au bénéfice de l'Afrique, des femmes et des pays les moins avancés. Ainsi, 28 bourses ont été entièrement financées au titre du budget ordinaire tandis que les 262 autres l'étaient en partie ou en totalité par des ressources extrabudgétaires. Toutes ces bourses répondent aux objectifs stratégiques de l'Organisation.

- Les politiques, les modalités administratives et les procédures applicables aux bourses ont été harmonisées avec celles du système des Nations Unies lors de la réunion semestrielle des fonctionnaires de l'ONU chargés des bourses et des agences de placement que l'UNESCO a accueilli au Siège en novembre 2010.

- La Section du Programme de participation a organisé cinq réunions du Comité intersectoriel sur le Programme de participation à l'issue desquelles il a été recommandé à la Directrice générale d'approuver 672 demandes en tout, pour un montant total de 15 084 266 dollars, dont 1 281 561 dollars au titre de l'aide d'urgence et 4 129 055 dollars au titre de l'Afrique, qui est l'une des priorités de l'UNESCO. Des efforts ont été faits pour renforcer les mécanismes redditionnels, avec pour résultat la production de plusieurs rapports financiers et d'évaluation qui manquaient, ce qui a permis au Comité intersectoriel de recommander à la Directrice générale les demandes présentées par les pays concernés. Enfin, pour mieux garantir la communication en temps voulu d'informations aux États membres, la Section du Programme de participation a présenté un exposé détaillé des règles et procédures du Programme de participation aux nouveaux secrétaires généraux des commissions nationales lors d'un séminaire de formation organisé du 28 février au 4 mars 2011 au Siège de l'UNESCO.

Information du public

- Le plan de communication est désormais une pratique bien établie au sein du Secrétariat, avec la participation active de tous les secteurs. Le calendrier intégré des événements (NICE) est disponible depuis janvier 2010 sur l'Intranet (http://nice-portal.hq.int.unesco.org/WebPages/Homepage.aspx) et l'Internet (http://www.unesco.org/new/en/unesco/events/all-events/). Le site Web de l'UNESCO a été doté en février 2010 d'une nouvelle interface et d'un moteur d'arrière-plan renforcé afin d'en améliorer la cohérence et l'ergonomie. De nouveaux perfectionnements lui ont été apportés et ont été mis en œuvre par les secteurs et les bureaux hors Siège tout au long de l'année. Pour le rendre plus accessible au public, une présence a été assurée dans les médias sociaux via Facebook, Twitter et YouTube. Cela s'est traduit par une forte progression de la consultation des contenus de l'UNESCO et du nombre de renvois à ses pages d'actualités et/ou d'information sur les événements par d'autres organisations ou des particuliers. Bien qu'encore balbutiantes à l'UNESCO, ces initiatives dans le domaine des médias sociaux revêtent une importance stratégique, s'agissant notamment de faire mieux connaître l'action de l'UNESCO et de communiquer avec les jeunes publics.

- Quatre rapports mondiaux ont été publiés : le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, le Rapport mondial sur les sciences sociales 2010, le Rapport mondial sur la science 2010, et la première livraison du Rapport de l'UNESCO sur les sciences de l'ingénieur. Les deux premières phases de la mise en place du nouvel outil de gestion des documents d'information ont été menées à bien, et permettront aux spécialistes du programme et aux responsables de publication d'établir un plan et un budget, mais aussi d'estimer les tirages appropriés, les calendriers de production et les coûts de distribution. Une quarantaine de membres du personnel ont reçu une formation concernant la politique de publication et les orientations relatives aux publications, dans le cadre de la mise en

pratique du nouvel outil de gestion des documents d'information. Un nouvel accord à long terme portant sur la distribution de publications gratuites a été signé. Un accord a été conclu avec Google en vue de promouvoir les publications de l'UNESCO sur Internet via la fonction de recherche de *Google Books*. L'offre d'ouvrages en vente à la boutique de l'UNESCO ainsi que sur Internet (www.unesco.org/publishing) s'est enrichie de titres non édités par l'UNESCO mais présentant un intérêt particulier pour les publics cibles de l'Organisation : dès leur présentation en décembre 2010, ces nouveaux titres se sont immédiatement placés en tête des ventes. Divers matériels de communication (brochure de l'UNESCO « 65 actions de l'UNESCO en faveur des pays du monde entier », brochure « Un Nouvel humanisme pour le XXI[e] siècle », cartes « UNESCO chaque jour ») ont été produits et mis en ligne (www.unesco.org/en/infokit). Du fait d'une demande accrue du Siège, des bureaux hors Siège, des instituts et des États membres, ces matériels sont en rupture de stock et doivent être réimprimés.

- Des principes directeurs ont été diffusés auprès des commissions nationales concernant l'utilisation du nom et de l'emblème de l'UNESCO et les autorisations de les utiliser délivrées à des tiers dans le cadre des journées, des années et des décennies internationales ou des Nations Unies célébrées par l'UNESCO. Des protocoles d'accord ont été signés avec plusieurs agences de presse – Xinhua (Chine), ChosunIlbo et Dong-À Ilbo (République de Corée), RiaNovosti (Fédération de Russie) – en vue d'améliorer la diffusion d'informations relatives à l'UNESCO dans les États membres et de renforcer les activités propres à l'UNESCO dans le domaine des médias.

- La Section des relations avec les médias a fourni aux organismes de presse du monde entier des matériels actualisés et bien documentés sur les activités et les priorités de l'Organisation, et s'est employée à cette occasion à resserrer plus avant les liens avec les médias d'information traditionnels et en ligne. Le site Web a été doté d'une nouvelle plate-forme multimédia qui permet de télécharger directement des documents audiovisuels de l'UNESCO. Cette initiative a rencontré un vif succès auprès des grandes chaînes de télévision qui ont couvert la réunion du Comité du patrimoine mondial à Brasilia et celle du Comité du patrimoine culturel immatériel à Nairobi : les deux manifestations ont suscité plusieurs centaines de téléchargements. Le suivi des médias a également été renforcé, avec la production régulière de rapports et d'analyses sur les sujets couverts dans l'ensemble des régions.

- Afin d'accroître ses activités de communication et de coopération avec l'ensemble des partenaires de l'UNESCO, y compris les bureaux hors Siège, la Section des événements spéciaux a organisé ses activités en fonction des programmes et d'un certain nombre de journées internationales. Elle a lancé et mis en œuvre des événements visant un large public tels que des expositions de photographies, dont une version numérique a été offerte aux sites Web de médias, de réseaux sociaux, des bureaux hors Siège et de partenaires, avec un franc succès. En 2010, plus d'une centaine d'expositions et de manifestations ont été organisées par les délégations permanentes, et une cinquantaine par les secteurs de programme sur des thèmes tels que l'EPT, l'Année internationale du rapprochement des cultures, l'Année internationale de la biodiversité, l'Éducation en vue du développement durable, l'égalité entre les sexes et la prévention du SIDA.

GESTION ET COORDINATION DES UNITÉS HORS SIÈGE

198. Le Bureau de coordination des unités hors Siège (BFC) est le point focal pour la gestion et l'administration de l'ensemble des bureaux hors Siège ; il formule des avis à l'intention de la Directrice générale et des hauts responsables concernant la mise en œuvre et l'adaptation continue de la stratégie de décentralisation de l'Organisation. BFC supervise les directeurs et chefs des bureaux hors Siège et fournit des services d'appui et d'assistance aux unités hors Siège

en vue d'améliorer l'efficacité de la gestion du programme et de renforcer les capacités administratives et de gestion. BFC est aussi l'entité centrale de coordination et de suivi en ce qui concerne la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux hors Siège. Enfin, BFC coordonne les activités menées par l'UNESCO pour faire face aux situations de post-conflit et de post-catastrophe et assure le secrétariat de la plate-forme intersectorielle sur le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe.

199. Au cours de la période considérée, BFC a produit des résultats dans les domaines ci-après :

(i) Décentralisation

- Le Bureau de coordination des unités hors Siège a continué de coordonner la réforme globale de la présence hors Siège de l'UNESCO, en veillant à assurer la meilleure liaison possible entre les unités hors Siège et les secteurs et services centraux au Siège, pour réduire en particulier tout risque de discontinuité en matière de planification, de mise en œuvre et de coordination.

- Dans ce cadre, BFC a participé aux préparatifs de la nouvelle réforme du dispositif hors Siège, notamment par le biais de consultations avec les États membres et le Secrétariat. La réforme du dispositif hors Siège est un élément essentiel de la réforme globale de l'Organisation telle que l'envisage la Directrice générale et permettra d'améliorer l'exécution du programme, d'optimiser le rapport coût-efficacité et de donner plus de souplesse à l'architecture hors Siège de l'UNESCO. Cette réforme doit pouvoir apporter des solutions aux ruptures de discontinuité susmentionnées et proposer un réseau hors Siège mieux coordonné et mieux géré. De plus amples renseignements figurent dans le document 186 EX/28.

(ii) Appui aux unités hors Siège

- Au total, 25 bureaux hors Siège de l'UNESCO ont bénéficié d'une aide à l'élaboration de PNUAD dans 29 pays. Cette aide, dispensée en étroite collaboration avec BSP, était de nature financière et a permis aux directeurs et chefs d'unités hors Siège de mobiliser les ressources, humaines et autres, dont ils avaient besoin pour participer aux consultations et réunions pertinentes et assurer la contribution programmatique de l'UNESCO à la mise au point des nouveaux PNUAD.

- BFC a organisé plusieurs formations et ateliers qui ont contribué à renforcer les capacités du personnel hors Siège et à améliorer ses compétences. Le cadre de formation institutionnelle a aidé ce personnel, en particulier les agents recrutés localement, à mieux comprendre la mission et le fonctionnement d'ensemble de l'Organisation. Au cours du présent exercice biennal, BFC a organisé une « formation des formateurs » et quatre formations institutionnelles (pour Amman, Bagdad, Bangkok et Dar es-Salaam). Le Bureau a aussi participé à l'amélioration du programme de formation institutionnelle par l'intermédiaire de son Comité de rédaction. À ces formations institutionnelles, se sont ajoutés un atelier destiné aux AO dans la région Asie-Pacifique (organisé à Beijing (Chine)) et un atelier destiné aux praticiens des situations de post-conflit et de post-catastrophe dans la région des États arabes (organisé à Amman (Jordanie)).

- Suite aux réformes internes, certaines des responsabilités de BFC ont été assignées au nouveau Bureau de la gestion financière (BFM). Ces responsabilités comprennent le suivi des coûts de fonctionnement des unités hors Siège. À cet égard, BFC s'est assuré du respect des enveloppes budgétaires globales allouées aux dépenses de fonctionnement et du bien-fondé des ajustements et redéploiements de fonds en cas de dépenses imprévues. BFC continue de

travailler en étroite collaboration avec BFM afin d'assurer une coordination maximale avec les unités hors Siège.

- Enfin, des espaces de travail sur Internet ont été mis à disposition de presque tous les bureaux hors Siège pour leur permettre de créer leur propre site Web. Toutes les unités hors Siège sont présentes sous une forme ou une autre sur le Web, et leur page est gérée soit par BFC soit par elles-mêmes. En coopération avec DIT, de nouvelles solutions techniques ont été mises en place dans plusieurs bureaux hors Siège pour assurer une meilleure communication en ligne entre le Siège et le réseau décentralisé.

(iii) Amélioration de la sûreté et de la sécurité du personnel et des locaux

- BFC est responsable de la sûreté et de la sécurité du personnel et des locaux hors Siège de l'UNESCO et veille au respect général des règles de sécurité établies. Dans ce cadre, le Bureau continue à faire appliquer, au sein de l'Organisation, les instructions et directives émanant du Département de la sûreté et de la sécurité (DSS) de l'ONU et à sensibiliser le personnel au Siège et hors Siège à toutes les questions concernant la sécurité, l'administration et la gestion du budget alloué aux unités hors Siège pour la sécurité et la participation aux activités interagences visant à élaborer et affiner les politiques et directives concernant la sécurité sur le terrain.

- BFC a assuré le suivi permanent du respect de la sécurité dans les bureaux hors Siège de l'UNESCO, qui a conduit à une plus stricte application des normes du Département de la sûreté et de la sécurité, d'où des conditions de vie et de travail plus sûres pour le personnel. Le matériel de communication des services de sécurité a été contrôlé et les défaillances constatées dans les bureaux hors Siège sont en grande partie corrigées. Une réponse efficace et rapide a été apportée aux problèmes de sécurité présentant un caractère urgent. Les bureaux hors Siège concernés ont bénéficié d'un soutien actif afin qu'ils trouvent des locaux de remplacement conformes aux normes de sécurité en vigueur (y compris avec le concours des autorités du pays hôte) et s'y réinstallent dans de bonnes conditions.

- La capacité de tous les membres du personnel de l'UNESCO d'assumer efficacement leurs responsabilités en matière de sûreté et de sécurité n'a cessé de s'améliorer grâce aux programmes de formation obligatoire du Département de la sûreté et de la sécurité intitulés Notions de base de sécurité sur le terrain et Cours avancé de sécurité sur le terrain et au programme de sensibilisation à la sécurité sur le terrain de l'UNESCO. BFC a assuré l'élaboration, la diffusion et le suivi des politiques spécifiques de l'UNESCO en matière de sécurité, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité relatives aux voyages. Les directives et procédures ont été diffusées en temps opportun via un site Intranet sur la sécurité hors Siège actualisé, plus complet et convivial.

(iv) Coordination des mesures prises pour faire face aux situations de sortie de crise

- BFC a continué de servir de secrétariat pour la plate-forme intersectorielle sur le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe. Cette plate-forme a rempli son importante fonction de coordination face aux nombreuses catastrophes naturelles qui ont affecté les États membres au cours de la période considérée (en particulier, le séisme en Haïti, les inondations au Pakistan et au Bénin, le tsunami et l'éruption volcanique en Indonésie, le séisme et le tsunami au Japon). Dans les situations de post-conflit, comme en Iraq, en Afghanistan, dans le Territoire palestinien occupé, en République démocratique du Congo et dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, la plate-forme a continué de jouer son

indispensable rôle de mécanisme de coordination entre les bureaux hors Siège affectés et le Siège. Il s'est révélé essentiel de disposer d'une procédure de contact simple et rapide, lors d'une catastrophe comme d'un conflit. La plate-forme s'est aussi chargée de coordonner la réponse de l'UNESCO aux récents changements qui se sont produits en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en étroite coopération avec les bureaux hors Siège locaux et les secteurs au Siège.

- La plate-forme intersectorielle sur le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe s'est réunie à dix reprises l'année dernière pour examiner la situation de certains pays ayant traversé une crise et d'autres questions stratégiques, administratives et logistiques. Cette plate-forme constitue un point de contact unique entre tous les bureaux hors Siège et l'ensemble des secteurs de programme et services centraux compétents qui est essentiel pour échanger rapidement des informations et guider utilement et sans délai les bureaux hors Siège dans les pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe. La plate-forme a aussi réalisé une cartographie intersectorielle et une évaluation stratégique des programmes de soutien psycho-social et d'éducation pour la réduction des risques de catastrophes conçus par l'UNESCO à l'intention des pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe.

- En 2010, l'UNESCO a participé à 16 des 26 appels humanitaires lancés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, qui a classé comme prioritaires quelque 39 projets de l'UNESCO menés dans 13 pays, en réponse notamment au séisme en Haïti et aux inondations au Pakistan. L'UNESCO a également entrepris de mettre en œuvre 8 des 10 programmes qu'elle doit mener conjointement avec les équipes de pays des Nations Unies dans le cadre du volet thématique « Prévention des crises et consolidation de la paix » du Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des OMD (F-OMD) (Chili, Costa Rica, République démocratique du Congo, Guatemala, Haïti, Brésil, ex-République yougoslave de Macédoine, Mexique, Liban et Panama). L'allocation dont devrait bénéficier l'UNESCO s'élève à 8,3 millions de dollars des États-Unis.

- S'agissant de la coordination interinstitutions des activités de post-conflit et post-catastrophe, BFC a continué de servir de point focal pour la participation de l'UNESCO aux évaluations conjointes des besoins post-conflit et post-catastrophe réalisées par le Comité exécutif pour les affaires humanitaires et le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD).

- Avec le soutien de BFM, un guide concis sur la gestion financière dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe a été publié et distribué à toutes les unités hors Siège. Un portail Web et un outil de collecte de dons en ligne pour les situations de post-conflit et de post-catastrophe ont été lancés puis mis à niveau tout au long de l'année 2010, et un site Intranet d'échanges intitulé « Espace de travail sur les situations de post-conflit et de post-catastrophe » a été mis au point en vue de répertorier les meilleures pratiques et de proposer des orientations et des modèles adaptés aux situations de crise (le site compte actuellement plus de 800 documents et 300 pages individuelles, et 257 membres du personnel de l'UNESCO s'y sont inscrits). Des manuels de préparation aux situations de post-conflit et de post-catastrophe adaptés aux besoins des bureaux hors Siège des régions Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique et États arabes ont été réalisés en vue de former leur personnel.

Plate-forme intersectorielle

- BFC fait fonction de secrétariat de la plate-forme intersectorielle sur le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe. Cette plate-forme – qui a tenu tous les mois une téléconférence réunissant plusieurs bureaux hors Siège au cours de la période considérée – donne la priorité stratégique aux activités menées par l'UNESCO pour faire face à une multitude de catastrophes naturelles et de conflits, notamment le séisme en Haïti, les inondations au Pakistan, le tsunami et l'éruption volcanique en Indonésie, le séisme et le tsunami au Japon, ainsi qu'aux catastrophes, crises, réformes et bouleversements intervenus dans les États arabes, en Afrique du Nord et dans l'ensemble de la région Afrique.

- La plate-forme intersectorielle sur le soutien aux pays en situation de post-conflit et de post-catastrophe s'est réunie à dix reprises au cours de la période considérée pour examiner la situation de certains pays sortant d'une crise, et réfléchir à l'élaboration d'un programme thématique, ainsi qu'aux moyens de rationnaliser le traitement des questions administratives et logistiques. La direction de la plate-forme intersectorielle et son secrétariat encouragent l'instauration d'un point de contact unique entre les bureaux hors Siège et les secteurs de programme et services centraux, afin de faciliter les échanges en temps réel sur les capacités et les contraintes, ainsi que la communication sans retard de connaissances pertinentes aux bureaux hors Siège dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe.

- La plate-forme reconnaît l'importance d'une coordination rapide et d'une participation plus directe à chacune des mesures post-crise prises au niveau national et coordonnées par les Nations Unies. Dans des contextes de post-conflit comme en Iraq, en Afghanistan ou dans le Territoire palestinien occupé et dans des situations de post-conflit ou de post-catastrophe particulières en Afrique, la plate-forme fournit des services de coordination entre les bureaux hors Siège et le Siège.

- En 2010, l'UNESCO a participé à 16 des 26 appels humanitaires lancés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, en menant 39 projets dans 13 pays, suite notamment au séisme en Haïti et aux inondations au Pakistan. L'année dernière, l'UNESCO a aussi commencé à mettre en œuvre 8 des 10 programmes, financés au titre du volet thématique « Prévention des crises et consolidation de la paix » du Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des OMD (F-OMD) qu'elle doit mener conjointement avec les équipes de pays des Nations Unies (Chili, Costa Rica, République démocratique du Congo, Guatemala, Haïti, Brésil, ex-République yougoslave de Macédoine, Mexique, Liban et Panama). Le montant indicatif de l'allocation dont devrait bénéficier l'UNESCO est de 8,3 millions de dollars.

- Dans le cadre de la coordination interinstitutions des activités post-conflit et post-catastrophe, BFC a continué de servir de point focal pour la participation de l'UNESCO au Comité exécutif pour les affaires humanitaires et la contribution du personnel de l'UNESCO aux évaluations conjointes des besoins par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), la Banque mondiale et l'Union européenne dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe, ainsi que pour d'autres mécanismes de coordination à l'échelon national.

- Au cours de la période considérée, BFM a publié en coopération avec la plate-forme et distribué aux unités hors Siège un guide concis sur la gestion financière dans les situations de post-conflit et de post-catastrophe. La plate-forme a aussi réalisé à des fins d'évaluation stratégique une cartographie intersectorielle des programmes de soutien psycho-social et d'éducation pour la réduction des risques de catastrophes conçus par l'UNESCO pour les pays en situation de post-conflit ou de post-catastrophe. Elle gère un

réseau de partage des connaissances sur l'Intranet auquel participent près de 290 membres du personnel et qui propose 800 documents pertinents et modèles de projet pour les situations de post-conflit et de post-catastrophe. En 2010, le secrétariat de la plate-forme a lancé puis mis à niveau le portail Web sur les situations de post-conflit et de post-catastrophe, doté d'un outil de collecte de dons en ligne pour financer les interventions d'urgence en Haïti, au Pakistan et à Borobudur. Des manuels de formation du personnel aux situations de post-conflit et de post-catastrophe adaptés aux besoins des bureaux hors Siège des régions Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique et États arabes ont été finalisés.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Résultat escompté 1 : Évaluation des résultats escomptés et de la stratégie à moyen et long terme relative à la dotation en personnel, et élaboration et approbation d'une nouvelle stratégie à moyen et long terme relative à la dotation en personnel (2011-2016)

- Le Bureau de la gestion des ressources humaines (HRM) a procédé à une évaluation de la stratégie à moyen et long terme relative à la dotation en personnel (2005-2010). Cette évaluation a servi à l'élaboration de la nouvelle stratégie de gestion des ressources humaines pour 2011-2016, dont les préparatifs ont commencé durant l'été 2010 par une série de consultations avec les diverses parties concernées. La nouvelle stratégie tient compte des recommandations de l'évaluation externe indépendante de l'UNESCO ainsi que des évaluations et audits des politiques et processus relatifs aux ressources humaines effectués durant l'exercice biennal. La stratégie a été finalisée et sera examinée à la 186e session du Conseil exécutif.

- En outre, et pour la première fois, une enquête globale a été préparée puis réalisée auprès de l'ensemble du personnel en novembre 2010 pour solliciter son rapport et ses contributions. 1 200 réponses ont été reçues.

Résultat escompté 2 : Répartition géographique plus équitable et amélioration de l'équilibre entre les sexes, en particulier de la représentation des femmes aux postes de haut niveau

- Un plan (2010-2015) visant à améliorer la répartition géographique au sein du personnel du Secrétariat a été élaboré et mis en œuvre en 2010. Le plan énonce des mesures conçues pour accroître le nombre des pays normalement représentés, réduire celui des pays sous-représentés ou non représentés et améliorer l'équilibre géographique au niveau des postes de directeur. Dans ce contexte, le recrutement au titre du Programme des jeunes cadres pour 2011 a été lancé en novembre 2010.

- La mise en œuvre du Plan d'action pour la parité entre les sexes 2008-2015 se poursuit et s'accompagne d'une surveillance des objectifs de recrutement. Depuis janvier 2010, quelques progrès ont été réalisés, comme en témoignent les 27 % de femmes occupant des postes de haute direction, une situation largement imputable au recrutement en 2010 de neuf nouveaux ADG (dont cinq femmes). Dans le cadre du Plan d'action, l'année 2010 a été marquée par la mise en œuvre du nouveau programme de développement des compétences en matière de direction et de gestion élaboré à l'intention des femmes occupant des postes de niveau intermédiaire. Plus de 66 % des femmes P-4 ont bénéficié de cette formation.

Résultat escompté 3 : Meilleure intégration du cadre directeur en matière de ressources humaines dans le dispositif commun des Nations Unies

- Le Bureau a poursuivi la mise en œuvre des politiques relatives aux ressources humaines à l'appui d'une gestion efficace des ressources humaines, en élaborant et en

renforçant des politiques, au besoin, et en s'alignant dans toute la mesure du possible sur les politiques et pratiques relatives aux ressources humaines du régime commun des Nations Unies. Durant la période de l'examen :

- une nouvelle politique concernant les handicapés a été élaborée ;
- des principes directeurs relatifs aux détachements/prêts financés par des gouvernements/instituts ont été publiés ;
- une politique de classement nouvelle et améliorée a été établie à la fin de 2010 ;
- des consultations ont été lancées en vue de la mise au point d'un nouveau cadre contractuel pour l'assistance temporaire ;
- quinze séances d'information sur l'utilisation du nouveau Manuel RH, mis en ligne en décembre 2009, ont été organisées à l'intention du personnel et des cadres en 2010. Les bureau hors Siège ont reçu des CD-ROM et des guides à l'intention des utilisateurs.

Résultat escompté 4 : Mobilité géographique accrue du personnel international du cadre organique entre le Siège et les lieux d'affectation hors Siège

➢ Suite à la publication de la nouvelle politique de mobilité géographique en novembre 2009 :

  - un site Web consacré à la mobilité géographique a été créé en décembre ;
  - un questionnaire obligatoire a été envoyé en mai 2010 à l'ensemble du personnel du cadre organique recruté sur le plan international (82 % d'entre eux y ont répondu) afin de cerner les intérêts en matière de mobilité (affectation) ainsi que les situations personnelles ;
  - HRM s'est réuni avec les secteurs/bureaux pour fixer, sur une base biennale, des objectifs concernant l'équilibre entre les sexes ainsi que des plans de mobilité.

➢ Durant la période à l'examen, l'accent a été mis sur les deux engagements prioritaires ci-après, comme indiqué en détail dans la politique approuvée par le Conseil exécutif :

  (1) la réaffectation des fonctionnaires qui sont en poste dans des lieux d'affectation classés difficiles (catégories E, D et déconseillé aux familles) et dont la durée du séjour correspond ou est supérieure à la durée normale d'affectation. Sur un total de 15 membres du personnel du cadre organique et de la catégorie des directeurs concernés, 8 ont été réaffectés, 4 sont en passe d'être réaffectés et les 3 directeurs restants le seront dans un proche avenir.

  (2) la réaffectation des attachés d'administration hors Siège qui ont été en poste dans le même lieu d'affectation pendant plus de cinq ans. Tous les intéressés ont été réaffectés.

Résultat escompté 5 : Lancement de la deuxième phase du Système d'information pour la gestion des ressources humaines (Système destiné à améliorer les services du personnel – STEPS)

➢ L'année 2010 a été essentiellement consacrée à l'examen et à la mise à l'essai de la phase I ; le nouveau Responsable en chef de l'information et des systèmes informatiques s'occupera de la phase II, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires.

Résultat escompté 6 : Mise en œuvre du programme d'apprentissage et de perfectionnement

- Dans le cadre du plan de formation en interne pour 2010-2011 et en collaboration avec la Commission de la formation et du développement, les activités de formation suivantes ont été menées en vue de renforcer :

  - l'efficacité de l'Organisation, en particulier la place de l'UNESCO au sein du système des Nations Unies (Centre d'évaluation des coordonnateurs résidents des Nations Unies, BCP/PNUAD et formation générique à la réforme des Nations Unies, cours de formation institutionnelle et d'initiation) ;

  - les compétences professionnelles et de gestion (formation linguistique et aux logiciels bureautiques, droits de l'homme, prise en compte des questions d'égalité entre les sexes, série de modules de formation aux compétences non techniques, par exemple la planification, l'organisation et la gestion du temps, la communication interpersonnelle, etc.) ;

  - la culture de la gestion et de la responsabilisation (gestion axée sur les résultats, IPSAS, un nouveau programme de perfectionnement des compétences en matière de direction et de gestion destiné aux cadres de l'UNESCO a été mis au point en 2010 et le premier cours a eu lieu en février 2011 avec 19 participants) ; deux retraites ont été organisées pour l'Équipe de direction durant la période considérée ;

  - le programme d'aide au développement de carrière (2 centres d'évaluation de la gestion aux fins de perfectionnement ont été mis sur pied en 2010 (20 participants) et 3 ateliers sur le perfectionnement des capacités de gestion ont été organisés à l'intention des femmes P-4 et P-3 (48 participantes)).

Résultat escompté 7 : Mise en œuvre de la formation à l'éthique

- Le Bureau de l'éthique a réalisé d'importants progrès en matière de formation à l'éthique, comme en témoignent les 609 employés de l'UNESCO ayant bénéficié de cette formation au Siège et dans 11 bureaux hors Siège durant la période à l'examen. D'autres informations sur les progrès accomplis sont présentées en détail dans le document 186 EX/INF.17 « Bureau de l'éthique : rapport annuel 2009-2010 ».

- En ce qui concerne la Caisse d'assurance-maladie (CAM), une société de conseil a procédé en 2010 à une étude complète de la viabilité financière à long terme de la Caisse. Elle a identifié un certain nombre de questions essentielles qui doivent être réglées afin de garantir l'équilibre financier à long terme de la Caisse et améliorer l'efficacité du système. En raison de la complexité du dossier, un groupe de travail du Conseil de gestion de la CAM a été créé et s'est réuni à plusieurs reprises pour analyser les conclusions et recommandations destinées à la gouvernance de la CAM (Conseil de gestion et Assemblée générale de la CAM, Directrice générale). Un plan a été élaboré et est actuellement soumis à la 186e session pour approbation, s'il y a lieu.

ADMINISTRATION

Évaluation stratégique globale

200. La mise en œuvre du plan d'action 2010 d'ADM a consisté à assurer – sans heurts – un appui au programme à l'échelle de l'Organisation dans divers domaines (systèmes d'information, gestion des biens et des achats, services de conférence, traduction et production de documents, sûreté et sécurité, entretien des locaux), l'accent étant mis sur l'application des recommandations

découlant des audits et l'harmonisation des pratiques de fonctionnement au sein du système des Nations Unies.

201. Des efforts soutenus ont été déployés pour améliorer la prestation de services, utiliser les ressources disponibles d'une manière plus rationnelle et plus efficace, et renforcer la planification préalable. Une des principales composantes de la structure des coûts de l'Organisation – les frais de fonctionnement et les mécanismes de recouvrement des coûts correspondants – a fait l'objet d'une étude détaillée en 2010. Celle-ci a confirmé que l'actuelle présentation du budget n'était pas très transparente en termes de sensibilisation aux coûts et d'efficacité de la gestion. Cette présentation ne changera pas à court terme, et la transparence de la répartition des frais de fonctionnement restera donc un défi qu'il faudra relever.

202. L'Organisation étant une grande consommatrice de papier soucieuse de l'environnement, une initiative visant à réduire la consommation de papier a été lancée en 2010, le premier objectif étant de réduire le volume des documents imprimés destinés aux sessions des organes directeurs et de les mettre à disposition sous forme électronique. Le Secrétariat a déjà moins recours aux documents imprimés, ce qui se traduit par une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources disponibles.

203. Deux importantes activités de planification à long terme ont été menées en 2010 : l'approbation par le Comité du Siège, à sa 174e session, de la version révisée du Plan de sécurité à moyen terme et le début de l'élaboration du Plan directeur pour l'ensemble du Siège de l'Organisation. Le Plan de sécurité à moyen terme vise à renforcer le dispositif de sécurité au Siège moyennant l'identification des menaces et risques existants, l'élaboration de réponses adéquates classées par ordre de priorité, et la formulation de propositions de financement, essentiellement à partir du budget ordinaire.

204. Dans le même temps, un renforcement des systèmes de sécurité incendie actuels – conformément aux règlements du pays hôte – a été réalisé en 2010, et les locaux des services de maintenance et d'entretien sont désormais à un niveau satisfaisant.

205. Le Comité consultatif pour les œuvres d'art (ACWA) a terminé son premier mandat en 2010. Celui-ci a été reconduit pour une nouvelle période de quatre ans par le Conseil exécutif, à sa 185e session.

C. Suivi de la décision 184 EX/4 Partie I B concernant les mesures prises pour appliquer les recommandations d'IOS de manière à améliorer les rapports de suivi pour le prochain document C/3 (37 C/3)

206. Les responsabilités principales du Bureau de la planification stratégique (BSP) comprennent la préparation du Programme et budget biennal de l'Organisation (C/5) et l'élaboration des rapports statutaires concernant son exécution, tels que les documents C/3 biennaux et EX/4 semestriels, dont il s'assure de la conformité avec les principes de planification, de programmation, de suivi et d'établissement des rapports axés sur les résultats.

207. À cette fin, et compte tenu des recommandations formulées par IOS dans le document 184 EX/4 concernant le renforcement de la RBM en matière de programmation, de suivi et d'établissement des rapports, BSP continue d'aider et de guider les secteurs/bureaux dans la mise au point des plans de travail biennaux, y compris la définition de stratégies de mise en œuvre et de résultats escomptés clairement formulés, qui tiennent également compte des conclusions des activités d'évaluation et des enseignements tirés de l'exécution des précédents C/5. Par ailleurs, BSP donne à l'ensemble du personnel des instructions claires concernant le suivi et l'établissement de rapports réguliers sur l'exécution du programme (Programme ordinaire et activités extrabudgétaires) qui visent essentiellement à permettre l'évaluation et le compte rendu

des progrès accomplis en vue de la réalisation des résultats escomptés du C/5 ainsi que des effets recherchés de la Stratégie à moyen terme (34 C/4).

208. Tout en continuant de renforcer les capacités du personnel de l'UNESCO en ce qui concerne l'application des principes de la RBM dans la programmation, le suivi et l'établissement des rapports, notamment pour améliorer la qualité de ces derniers, BSP a pris les mesures spécifiques indiquées ci-après afin de lever les obstacles signalés par IOS dans le document 184 EX/4.

209. Les modules de formation 2009 concernant la RBM et SISTER ont été mis à jour et révisés. Les volets relatifs au suivi et à l'établissement des rapports ont été étoffés pour insister sur l'importance du suivi et de la collecte régulière de données auprès de différentes sources, y compris les groupes bénéficiaires ciblés. De plus :

- Pour améliorer encore la qualité des rapports et le respect des nouvelles normes en la matière fixées par les organes directeurs, des principes directeurs spécifiques sur l'établissement des rapports seront mis au point et feront l'objet d'une formation en 2011. Cette formation portera sur toutes les questions sensibles, comme la présentation des données relatives aux produits, l'accent mis sur les impacts, l'identification des défis et des enseignements tirés de l'expérience, les informations recueillies auprès des bénéficiaires et le suivi des recommandations issues des audits/évaluations.

- Des efforts seront par ailleurs déployés dans l'ensemble de l'Organisation afin d'améliorer le suivi et la supervision internes de l'exécution du programme en mettant en place des mécanismes formels et en donnant aux hauts responsables des possibilités de donner leur avis selon que de besoin.

- Le Secrétariat se félicite de l'intention du Conseil exécutif de superviser plus étroitement l'exécution du programme, consacrant notamment un débat structuré aux rapports EX/4 et C/3.

210. Quelque 200 membres du personnel ont bénéficié de la formation à la RBM en 2010. En outre, la révision des plans de travail du 35 C/5 et les résultats escomptés du 36 C/5 ont donné lieu à un travail d'accompagnement et à un dialogue incessants, qui ont permis une application plus rigoureuse de la RBM. Plus précisément, cette formation et cet encadrement ont appris au personnel à privilégier la présentation de résultats plutôt que de produits, en insistant davantage sur la formulation de résultats qui témoignent de changements dans les compétences, les attitudes et le comportement des groupes bénéficiaires, et à définir des indicateurs de performance appropriés et des indicateurs de référence correspondants qui permettent de mesurer les progrès accomplis en s'attachant davantage aux résultats qu'aux produits/processus.

211. Des conseils ont également été prodigués au personnel de l'UNESCO afin qu'il soit à même d'identifier et de définir, dès la phase de programmation, les outils de suivi les plus appropriés, les plus simples à utiliser et les moins onéreux. Pour chaque résultat escompté, les indicateurs de performance mesurables et les indicateurs de référence correspondants (bases et cibles) qui ont été définis devraient permettre de recueillir régulièrement des informations sur l'exécution du programme/projet concerné, ainsi que sur l'utilisation des ressources, de façon que les hauts responsables de l'Organisation et les organes directeurs puissent au besoin prendre des mesures correctives. L'accent est également mis sur l'importance de la participation de l'ensemble des parties prenantes pendant toute la durée de vie du programme/projet, depuis son lancement jusqu'aux dernières étapes de sa mise en œuvre, de telle sorte qu'elles se l'approprient et en assurent la durabilité, et que tous les acteurs concernés contribuent au suivi par leurs commentaires.

212. Le Système d'information sur les stratégies, les tâches et l'évaluation des résultats (SISTER) a été amélioré afin de le rendre compatible avec des méthodes efficaces de programmation, de gestion, de suivi et d'établissement de rapports axées sur les résultats. Il a été ainsi possible de

rassembler sur une seule et même plate-forme l'ensemble des plans de travail de l'UNESCO pour le 35 C/5. Les membres du personnel utilisent régulièrement SISTER au Siège et hors Siège afin d'y saisir des données de suivi sur les progrès accomplis en vue de la réalisation des résultats attendus des plans de travail, notamment l'évaluation des difficultés rencontrées ou anticipées et des enseignements qui ont été tirés. Dans sa version actuelle, SISTER permet et facilite l'agrégation des données du niveau le plus détaillé (activité/plan de travail) jusqu'au niveau le plus général (grand programme), offrant ainsi la possibilité de réaliser des synthèses et de générer des rapports d'étape axés sur les résultats.

Les difficultés qui subsistent

213. Malgré l'amélioration de la qualité des informations fournies au stade de la programmation et des données figurant dans les rapports, il reste quelques défis à relever :

- L'application systématique d'une approche de la programmation, de la gestion, du suivi et de l'établissement de rapports axée sur les résultats nécessite un changement d'orientation à l'échelle de l'Organisation, de sorte que des efforts supplémentaires sont encore nécessaires pour intégrer pleinement les principes de la RBM dans la gestion des programmes.

- L'adoption complète de méthodes de suivi et d'établissement des rapports axées non plus sur les produits mais sur les résultats exige que les outils de suivi et d'évaluation soient affinés et adaptés de manière à permettre de mesurer ou d'évaluer les effets (résultats) des interventions de l'UNESCO dans les États membres.



Executive Board
Hundred and eighty-sixth session

186 EX/4
Part I Add.

PARIS, 5 May 2011
Original: English/French

Item **4** of the provisional agenda

REPORT BY THE DIRECTOR-GENERAL ON THE EXECUTION OF THE PROGRAMME ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE

ADDENDUM

SUMMARY

The purpose of this document is to inform the Members of the Executive Board of progress in the execution of the programme adopted by the General Conference.

This addendum presents analytical reports from field offices on the impact of the Organization at country level, highlighting major results achieved including contributions to the United Nations Country Teams' (UNCTs) activities and common country programming exercises.

TABLE OF CONTENTS

Page

AFRICA 1

UNESCO Office in Abuja 1

UNESCO Office in Accra 2

UNESCO Office in Addis Ababa 14

UNESCO Office in Bamako 16

UNESCO Office in Brazzaville 20

UNESCO Office in Bujumbura 22

Bureau de l'UNESCO à Dakar 23

UNESCO Office in Dar es Salaam 29

UNESCO Office in Harare 36

UNESCO Office in Kinshasa 37

UNESCO Office in Libreville 39

UNESCO Office in Maputo 42

UNESCO Office in Nairobi 45

UNESCO Office in Windhoek 51

UNESCO Office in Yaoundé 55

ARAB STATES 59

UNESCO Office in Amman 59

UNESCO Office in Beirut 65

UNESCO Office in Cairo 68

UNESCO Office in Doha 72

UNESCO Office for Iraq 77

UNESCO Office in Rabat 79

UNESCO Office in Ramallah 88

ASIA AND THE PACIFIC 91

UNESCO Office in Almaty 91

UNESCO Office in Bangkok 96

UNESCO Office in Beijing **102**

UNESCO Office in Dhaka **106**

UNESCO Office in Hanoi **107**

UNESCO Office in Islamabad **110**

UNESCO Office in Jakarta **112**

UNESCO Office in Kabul **122**

UNESCO Office in Kathmandu **124**

UNESCO Office in Phnom Penh **126**

UNESCO Office in Tashkent **127**

UNESCO Office in Tehran **130**

LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN **134**

UNESCO Office in Brasilia **134**

UNESCO Office in Havana **141**

UNESCO Office in Kingston **143**

UNESCO Office in Lima **148**

UNESCO Office in Mexico **150**

UNESCO Office in Montevideo **155**

UNESCO Office in Port-au-Prince **179**

UNESCO Office in Quito **180**

UNESCO Office in San José **182**

UNESCO Office in Santiago **194**

EUROPE AND NORTH AMERICA **198**

UNESCO Office in Moscow **198**

UNESCO Office in Venice **202**

AFRICA

UNESCO Office in Abuja

1. During 2010, UNESCO Abuja has promoted evidence-based policy and planning in **education** in Nigeria as envisaged and articulated in the Nigerian's development policy and priorities and the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF). The main focus of the cooperation between UNESCO Abuja and federal and state ministries of education has been on policy advocacy, capacity development, and partnerships in the areas of ECCE, adult literacy, teacher education, HIV and AIDS, and TVET.

2. Despite numerous and persistent constraints, UNESCO's intervention in Nigeria has considerably contributed to the progress towards the expected results, including strengthened national capacities, enhanced political and financial commitment to EFA, and the formulation of effective and inclusive policies. The results have been most evident in the renewed commitment to literacy as outlined in the outcome of the Eighth E-9 Ministerial Review Meeting held in Abuja in June 2010. Nigeria has committed itself to fund a self-benefiting programme on literacy to the tune of $6.4 million. This is the first time it has happened in Nigeria, although the country has always faced serious challenges in adult literacy. Similar efforts are being made to mobilize resources for ECCE and teacher education.

3. In the **Science Sector**, the UNESCO Abuja Office, in partnership with National Centre for Technology Management (NACETEM) organized stakeholders' consultative meetings to create awareness and to garner stakeholders' inputs to improve the existing national science, technology and innovation policy. The sector also collaborated with the Science Teachers Association of Nigeria (STAN) to develop audio-visual learning materials on core science subjects (Physics, Chemistry, Biology and Mathematics) and sensitized and popularized science and engineering subjects amongst girls in secondary schools. Finally, the Sector participated effectively in the delivery of the inter-sectoral Unified Budget Workplan (UBW)-funded project on strengthening the capacity of policy makers and managers of teacher training institutions for effective delivery of pre- and in-service training as well as professional development of teachers.

4. In collaboration with the National Commission for Museums and Monuments, the **Culture Sector** implemented activities in the area of conserving heritage sites in Nigeria through the revision of the management plan of the Osun Osogbo World Heritage Site and the organization of a consultative meeting for the revision of the Sukur World Heritage Site. The year 2010 was also celebrated as the International Year for the Rapprochement of Cultures.

5. The Institute for African Culture and International Understanding (IACIU), a category 2 institute under the auspices of UNESCO, was inaugurated on 9 March 2010. The Institute is located at the Olusegun Obasanjo Presidential Library (OOPL) in Abeokuta, Ogun State. In commemoration of the International Year for the Remembrance of the Slave Trade and Its Abolition, an international colloquium was organized in Osogbo, Osun State in August 2010.

6. The **Communication and Information Sector**, in collaboration with partners, observed the World Press Freedom day on 4 May 2010 with a rally to the National Assembly to sensitize the government on the threats to press freedom, and other threats that militate against the smooth practice of journalism in Nigeria. UNESCO upgraded the transmission equipment of Smallholders Farmers' Radio, a community radio situated at the interior village of Obitti in Imo State. The decision to create a National Programme Officer position in CI Sector in UNESCO Abuja Office will improve significantly the Office ability to respond to the needs of the country in the area of communication and information.

7. UNESCO Abuja continued its regular participation in the activities of the **United Nations Country Team** (UNCT), the Programme Management Team (PMT) and the Operations

Management Team (OMT) in 2010. The Office provided technical support for the integrated Education Management Information systems (EMIS) in two UNDAF selected states (Adamawa and Federal Capital Territory). Furthermore, the Office played a lead role in the UNDAF Midterm Review and started the implementation of the Annual Work Plans for the States of Adamawa and Kaduna. It is worthy to highlight the fact that UNESCO's active participation in the OMT contributed to bringing more transparency and efficiency in the budgeting and reporting mechanisms of the budget on Common Services, Dispensary and Security which are cost-shared by Agencies located in the United Nations House in Abuja. UNESCO's Administrative Officer who currently chairs the Inter-Agency Contracts and Procurement Review Committee (CAP) is assisting the Resident Coordinator in making sure that value-for-money is obtained in all Inter-Agency contracts before approving them.

Challenges and constraints

8. The main challenges emanate from the risks affecting the prospects of UNDAF II (as the Mid-Term Review is yet to be finalized) and the constraints and limitations of UNESCO Abuja. As the largest country in sub-Saharan Africa (150 million inhabitants), Nigeria is characterized by a huge complexity and diversity which provide both opportunities and formidable challenges and constraints. The main constraints relate to challenges in governance and enormous gaps in policy, capacity and data. These are likely to affect not only the implementation of UNDAF but also UNESCO stand-alone programmes in all its fields of competence. Bigger than most cluster offices in the continent, field presence in the six geopolitical zones of the country will continue to be relevant for UNESCO to deliver at the country level.

9. UNESCO Abuja has participated actively in the One United Nations activities (UNCT, PMT and OMT). However, because of its limited human and financial resources, the Office has been stretched to the limits in ensuring a minimum level of representation and participation in joint United Nations efforts and activities in Nigeria. A serious challenge that continues to face the Office is the inability to effectively participate in joint programmes and activities in the six selected States of the Nigerian Federation, which limits the scope for making direct programme interventions at state level.

UNESCO Office in Accra

Benin

10. Benin decided to make basic education free and the UNDAF has indentified EFA amongst the priority areas for basic social services support. UNESCO's support to the **education** programme implementation in Benin covered various areas of the education system.

11. In addition to advocacy activities for EFA which included sensitization activities within the framework of the International Literacy Day as well as partners' mobilization events on the occasion of the launching of the GMR (2010) and the celebration of the EFA week, an awareness raising campaign was launched to promote and gather support for UNESCO's Literacy Initiative For Empowerment (LIFE); UNESCO Education Support Strategy (UNESS) was prepared; The Basic Education Action Plan (BEAP) was launched and an action plan for its implementation has been established in cooperation with BREDA and the National Coordination of EFA at the Ministry of Maternal and Primary Education; In cooperation with the National Commission, support was provided for the transcription of two booklets from French to Xwala and 50 trainers and literacy teachers were trained on the Xwala language in the District of Grand Popo; Technical support was provided to the Non-Formal and Adult Education Directorate setting up of a technical working group on literacy and Non- Formal Education (NFE) to guide the development of the country's policy on the subsector and developinga Plan of Action for Literacy developed; Technical assistance was also provided for the training of the NGO, Adjalala Horizons Espoirs on entrepreneurship, socio-professional reinsertion, the placement and monitoring of the trained; In

support for teacher education, training was provided to 800 community school teachers in Kandi, Porto Novo, Dougou and Abomey, through distance learning methods. This training was provided in cooperation of BREDA and the National Institute for Research in Teaching and funded by the Japanese Funds in Trust.

12. In **Natural sciences**, climate change impacts assessment was conducted in preparation of the National Adaptation Action Plan (NAPA) and based on the qualitative assessment approach. The outcomes of a study undertaken by the national International Hydrological Program (IHP) were presented at the ECOWAS regional forum on climate change; Proposals were prepared for two potential trans-boundary or/and coastal sites for biosphere reserve nomination, in collaboration with the Man and Biosphere Programme (MAB) national committee of Benin hosted by the Benin Agency for Environment; The UNESCO Chair on Renewable Energies at the University of Abomey Calavi was established; UNESCO organized a mission to Benin at the time of the floods to discuss the contribution of UNESCO particularly on sustainable solutions to the recurrent phenomena of floods in Benin – with the government and the United Nations agencies.

13. In **Social and human sciences**, within the focus on regional integration, support was provided for the organization of a national seminar, *Nation States and the Challenges of regional Integration in West Africa*, which brought together researchers, policy makers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the subregion, from the unique perspective of Benin; A Benin case study book designed to raise awareness on the challenges facing the country in implementing regional protocols and agreements has been published and widely disseminated among researchers and policymakers at the national level.

14. In the field of **Culture**, strategies in favour of cultural tourism were supported through inventorying, assessments and sensitization on and promotion of the Slave Route; enhancement and restoration of slave sites and museums related to the slave route and development of South-South-North partnerships for the development of cultural tourism; A needs assessment on cultural heritage was undertaken nationally and regionally in collaboration with cultural institutions and civil societies, and was conducted through an integrated approach, including all dimensions of cultural heritage and interactions with the natural environment; Activities for raising awareness about the links between the 1972, 2003 and 2005 Conventions were undertaken, highlighting the synergies for sustainable development and exploring ways to operationalize this concept, such as theAfrican Cultural Capitals Concept; Within the context of the 2005 Convention and its implementation, support was provided to initiatives such as the first regional forum on the development of the African Cultural Capitals concept held in Accra.

15. The UNESCO Institute for Statistics (UIS) conducted a capacity development workshop on the use of the Framework of Cultural Statistics (FCS) for the development of cultural data in French-speaking cluster countries. Capacities have been strengthened to assess cultural property and develop relevant data for evidence-based decision making through the use of the 2009 Framework for Cultural Statistics.

16. In the area of **Communication and information**, funds for the International Programme for the Development of Communication (IPDC) were used to support the *L’Avenir* newspaper and build the capacity through training and equipment upgrading. Support was provided to *Maison des Medias* – Benin for the organization of a workshop for community radio practitioners.

COTE D’IVOIRE

17. **Education** The political situation in Cote d’Ivoire over the last few years has profoundly affected educational activities, particularly at the primary level, undermining the country’s abilities to achieve the EFA Goals and MDG 2. The current Cote d’Ivoire UNDAF document identifies the improvement of access, quality of social basic services and social security as key national priorities and objectives. UNESCO’s support is and will continue to be crucial to developing activities aimed at achieving MDGs 2 and 3.

18. Advocacy activities for EFA included the celebration of the International Literacy Day; celebration of the World Teachers' Day, during which joint messages from UNESCO, ILO, UNICEF and UNDP were delivered; The Basic Education Action Plan (BEAP) was launched in cooperation with the National Commission. UNESCO provided support to the Ministry of Education for the revision and validation of BEAP in order to harmonize it with the education national policy and synergize during implementation; Literacy and income generating education activities targeting girls and women were extended to 20 new districts. Capacity-building workshops were organized for the literacy staff; sensitization and advocacy actions were carried out toward the traditional and religious leaders, women's associations, the administration and the community at large; 600 hundred women were trained in reading, writing, numeracy, simplified management, techniques in agricultural productions and some notions of primary health; and 1,800 girls were enrolled for the academic year 2008-2009; The Capacity-Building Programme for Education For All (CapEFA) for Cote d'Ivoire was launched. It is being implemented in cooperation with BREDA, UIS, IIEP, the Pôle de Dakar and aims to build capacity among the six ministries to reinforce national capacities to design, implement and manage TVET programmes; Technical and financial support is being provided to strengthen Côte D'Ivoire's assessment and certification system through the National Directorate of the Exams (DECO).

19. A workshop to identify the best teaching practices for HIV and AIDS and the Culture of Peace was organized and training modules on HIV/AIDS and Peace education were developed and disseminated; Capacity-building workshops for the inspectors and teachers of the pilot schools have been undertaken; National Union of Parents of University Students and Pupils were trained in sensitization and raising awareness techniques for the conflicts' prevention in schools. Additionally, four modules on peace and conflicts prevention in school were produced and 10 trainers were trained.

20. **Natural sciences**. Support was provided to the national International Hydrological Program (IHP) committee for a study on the evidence of climate variability and change and its impacts on water resources. The findings of the study will be adapted for the sensitization of the decision makers in the country.

21. **Social and human sciences**. A case study book on Cote d'Ivoire was designed to raise awareness on the challenges facing Cote d'Ivoire in implementing regional protocols and agreements nationally; it has been published and widely disseminated among researchers and policymakers. Support was provided for a national seminar on *Nation States and the Challenges of Regional Integration in West Africa*, organized in collaboration with local researchers. The seminar brought together researchers policy makers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the subregion, from the unique perspective of Cote d'Ivoire.

22. **Culture**. A needs assessment on cultural heritage was undertaken nationally and regionally in collaboration with cultural institutions and civil societies, and was conducted through an integrated approach, including all dimensions of cultural heritage and interactions with the natural environment; Activities for raising awareness about the links between the 1972, 2003 and 2005 Conventions were undertaken, highlighting the synergies for sustainable development and exploring ways to operationalize this concept, such as theAfrican Cultural Capitals Concept; Assistance was provided to the Ministry of Culture on "how to change a Ministry of Culture" to an income generating enterprise through development of cultural industries. Culture experts were trained in Cultural Heritage Management and the principles of UNESCO Culture Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, highlighting the central role of culture in sustainable development.

23. Capacity was developed through UNESCO's Institute of Statistics (UIS) workshop on the use of (Framework of Cultural Statistics (FCS) for the development of cultural data in French-speaking cluster countries. Member States' increased their capacity to assess cultural property and develop relevant data for evidence-based decision-making through the use of the 2009 Framework for Cultural Statistics.

24. **Communication and information**. Advocacy activities included celebration of the World Press Freedom Day, the dissemination of the Director General's message in all major newspapers in Côte d'Ivoire and the celebration of the fourth World Audiovisual Heritage Day; Capacities of media training institutions were strengthened to offer high-quality training, in particular to promote free independent and pluralistic media for quality media coverage of national elections; Support to the National Commission to constitute Information for All Programme (IFAP) was provided for the development of strategies for narrowing the gap between the information rich and the information poor.

GHANA

25. **Education**. Following the implementation of Ghana Poverty Reduction Strategy (GPRS) I (2003-2005) and II (2006-2009), the country is currently implementing the Ghana Shared Growth and Development Agenda (GSGDA) 2010-2013, which aims to lay the foundation for the structural transformation of the economy before 2020. Since 2009, with the introduction of the Ghana Education Strategic Plan 2010-2020, the Government increased its interventions with the aim of achieving Universal Primary Education (MDG 2 and EFA 2). The national budget allocation to education increased to 20% of its total budget. Ghana is on track to achieve Universal Primary Education by 2015, both in terms of gross and net enrolments. UNESCO Education Support Strategy (UNESS) 2008-2010, developed in 2007, constituted the basis for UNESCO's input to the UNDAF "Delivery as One" document 2011-2015, which was recently completed.

26. Advocacy activities to promote the achievement of MDG2 and EFA included sensitization activities for the International Literacy day organized in cooperation with the Non-Formal Education Division of the Ministry of Education; the World Teachers Day; on the empowerment of women, which was undertaken in cooperation with the National Commission for Civic Education to train 100 women trainers in social mobilization skills. UNESCO's provided technical support to strengthen the capacity of the Ministry and Education to carry out evidence-based planning through its Education Management and Information Systems (EMIS). A capacity assessment was undertaken to identify capacity gap of the Ministry of Education to produce quality data and reports that can inform adequate policy making and planning; Support for teacher education was provided within the framework of the Teacher Training Initiative for Sub-Saharan Africa (TTISSA): In order to provide in-service teacher training to untrained teachers using ICTs, ICT equipment was provided and a distance education training programme designed; 304 college tutors from 38 colleges were trained in the use of ICTs to provide in-service training; a quality assurance handbook for tutors was developed and training provided to collegetutors involved in the programme.

27. In cooperation with IIEP and UNESCO BREDA, training was provided to Ministry of Education personnel for Educational planning and management with respect to HIV and AIDS. Training was also provided to 50 members of the Positive Teachers Network (POTEWA) on issues dealing with counselling and support to teachers living with HIV and AIDS in the country. Additionally, A Study of the Education Sector's Response to HIV and AIDS in Ghana was published as a result of a partnership between Government of Ghana's Ministry of Education Science and Sports and a UNESCO led inter-agency (UNESCO, UNICEF, UNFPA, UNAIDS and WHO) collaboration among UNCT in Ghana. Awareness have been raised on the importance of literacy on Gender and HIV/AIDS by providing UNESCO's "Literacy, Gender and HIV and AIDS Series" to the Ghana AIDS Commission, Ministry of Education, Ghana Women's Voices, Joint United NationsTeam on AIDS, SteppAp foundation, JOYFM. Funding was secured from UNAIDS for the Ministry of Education to print the report of "Teachers Agents of Change and Dissemination" a three-year program which targeted teachers at the Basic and Secondary school levels in preparation for the integration of HIV and AIDS in normal teaching. UNESCO also participated and provided advice to the current National Strategic Framework document on HIV/AIDS.

28. **Natural sciences**. Annual recurrent flooding in cluster countries led to the development of a regional response to climate-related challenges. As a result, a National Adaptation Action Plan (NAPA) was developed in each country of the subregion. UNESCO undertook a variety of activities

to increase awareness at all levels on the threats of climate variability and change; reinforce capacity on sound scientific methodologies for the assessment of climate change impacts on water resources; and support scientifically the preparation of the West African Action Plan on Climate; An awareness campaign on the need to strengthen the capacity of the countries was initiated within universities in Ghana in collaboration with the Water Resources Institute (WRI) for the assessment of the impacts of climate variability and change on natural resources; and to sensitize decision makers to support scientifically the preparation of the West African Action Plan on Climate Change. In cooperation with SIST-IWRM network, a symposium was organized on water and sanitation, to raise awareness on the protection and sustainable water resources management, in celebration of the World Water Day. A workshop was organized for female teachers, to equip them with skills to advocate for youth, particularly girls to engage in science careers. A workshop on the theme "Enhancing Leverage of Science through Integrated Science, Technology and Innovation Policy was organized in collaboration with the Science and Technology Policy Research Institute (STEPRI)". In collaboration with the National Commission for UNESCO, Ministry of Chieftaincy and Culture, a workshop was organized on "Traditional ways of preserving water and climate change" to sensitize on methods preservation of our water bodies. The cluster hosted the Sixth Session of the Intergovernmental Oceanographic Commission Regional Committee for the Central Eastern Atlantic Ocean (IOCEA-VI).

29. UNESCO's work in the **Social and human sciences**' field has been focused on regional integration, climate change and youth. Regional integration support has led to the establishment of the West Africa Institute category 2 UNESCO Centre on Regional Integration, based in Cape Verde. Regional integration support for a national seminar on the theme Nation states and the challenges of regional integration in West Africa, organized in collaboration with the Institute for Democratic Governance (IDEG), bringing together researchers, policymakers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the subregion. Moreover, there is a current pilot study seeking to establish a scientific link between climate change and migration initiated in selected countries in Africa, including Ghana. In partnership with INDEPTH network, a scientific workshop was organized to define a research agenda on the social and human dimensions of climate change, with specific focus on migration.

30. **Culture**. The Ghanaian Government attaches great importance to culture as a unifying channel through which peace and development can be promoted among the people. As such, UNESCO is working with the Government and civil society organizations for the achievement of the nation's objective. Importantly, UNESCO influenced important decisions such as the decision to establish the Ministry of Culture. An important high-level achievement was the tripartite signing of the Plan of Operation among UNESCO, Asante Kingdom (Otumfuo Osei Tutu) and UNESCO regarding the project "Sustainable management of Lake Bosomtwe with the Asantehene."

31. UNESCO supported an educational and heritage project entitled 'My School Travel project', which raises awareness of young learners on the importance of safeguarding the cultural and natural heritage for their nation's development and introduces the UNESCO kit, "Heritage in Young Hands". In collaboration with the National Commission for UNESCO, Ministry of Chieftaincy and Culture, a workshop was held to promote "Traditional ways of preserving water and climate changes."

32. In cooperation with the Accra Culture and Arts Network (ACCRACAN), a regional forum was established to deliberate the concept of African cities becoming cultural capitals and agree on the criteria required to develop strategies and policies. Capacities of over 50 cultural practitioners were strengthened in the management of traditional sites and cultural tourism at the local community level, particularly with regards to sustainable community cultural tourism and management of the Tongo Tenzug site, a national cultural landscape heritage. A permanent exhibition has been established at the World Heritage site of the Cape Coast Castle highlighting the majority of the 47 forts and castles of Ghana.

33. Traditional woven textiles in Ghana were identified and their status assesses, within the context of the 1972 Convention on the Protection of the World Cultural and Natural Heritage for the safeguarding of cultural heritage antique. In cooperation with the Ministry of Chieftaincy & Culture, support was provided to Ghana Museums and Monuments Board, (GMMB) to improve access to relevant development information and to digitalize Ghana's cultural heritage inventory.

A pictorial publication (manuscript) has been finalized on the slave/heritage routes along which sprawl many of the nation's World Heritage Forts and Castles.

34. Integrated needs assessment of heritage promoted – nationally and regionally – in collaboration with regional cultural institutions through support to civil society initiatives such as the launching of the African Cultural Capitals entailing urban renewal including the safeguarding and promotion of cultural heritage (tangible and intangible) of the city as well as its natural heritage.

35. Civil society organizations and the Municipality of Accra assisted in the cultural mapping of Accra with a view to develop evidence-based data on culture in the framework of the Africa Cultural Capitals concept and cultural tourism in Accra with a focus on creative and cultural industries. Capacities were built at a workshop organized by UIS on the use of (FCS) for the development of cultural data in French-speaking cluster countries and Member States' capacity built in assessing cultural property and developing relevant data for evidence-based decision making through the use of the 2009 Framework for Cultural Statistics.

36. **Communication and information** activities included the celebration of the World Press Freedom Day and the dissemination of the Director General's message in all major newspapers in Ghana. UNESCO supported the African University College of Communication (AUCC) in Ghana to organize a stakeholder's conference that identified the existing gaps in inclusive media development and outlined the modalities for redress. Two community radios were established – in Bosomtwe and Bimbbilla – through the provision of equipment procurement and supporttraining for the operation of station (IPDC). Support was provided to women journalists and the Journalism Institutes in addressing Climate Change and Sustainable Development. UNESCO also provided support to Ghana Broadcasting Corporation (GBC) on the Digitization of gramophone collections of Ghana within the context of Memory of the World Programme (MOW), in collaboration with the German Embassy in Ghana.

Participation of UNESCO in United Nationsjoint programmes on Youth and Gender in Ghana

37. With the adoption of a **National Youth Policy** in 2010, consultations are underway to develop an implementation plan in collaboration with the National Youth Council, consistent with the principles underlined in the Africa Union Youth Charter. A number of joint programme activities with other United Nationsagencies in the area of migration and climate change, youth, regional integration and constitutional review process have been identified for common programming. A national priority and focus of the United Nationscountry team is encouraging youth and female on the importance of science for development.

38. The UNESCO Office in Accra is part of the United NationsCountry Team on **Gender**, which included first Gender Working Group in Ghana to develop a joint programme exploring the competencies of all United Nationsagencies working in Ghana to address a variety of issues, including Violence against Women (VAW) by enhancing gender sensitive accountability systems to promote women's rights. In cooperation with UNIFEM, support was provided to develop programming on financing aid effectiveness and gender equality under the EC/UN Programme on Gender Equality for Development and Peace on 1 April, 2010. Support to the National Commission for Civic Education (Ghana) on women empowerment and sensitization in the districts of Kwanta, Gusheigu Karaga, Mohor Wasa East, Krachi, Bolga Tanga. (Education Program) was provided and support to the Ghana Statistical Service (GSS) tosett up a Gender Statistics Working Group (GSWG).

LIBERIA

39. In the area of **education**, Liberia is a post-conflict country. During the conflict, the education sector was one of the sectors most affected, not only in terms of the destruction of its capacity and infrastructure but also as a result of reduced resources allocated to the sector. In order to improve the situation and respond to the challenges, the Government of Liberia has launched a process of far reaching education reform, with immediate priority to the Liberia Primary Education Recovery Program (LPERP), guided by the Poverty Reduction Strategy (PRS). The next phase of the reform process is the launch of the 10-year Education Sector Plan (ESP), and securing the required resources for successful implementation. The country has now become a Fast Track Initiative country and in order to benefit fully from this initiative, the Ministry of Education needs to enhance its capacity with regard to the planning and coordination of externally funded activities, leading to the timely, targeted and efficient implementation of policies.

40. Advocacy activities focused on MDG 2 and the promotion of EFA in Liberia included: The organization of sensitization activities within the framework of the International Literacy Day, organized in cooperation with the Non-Formal Education Division of the Ministry of Education; organization of sensitization activities towards the teaching profession, organized mainly with the Teacher Education Division of the Ministry of Education, within the context of the World Teachers Day; awareness-raising campaign with the Liberia National Directorate on Early Childhood Education and Development (ECCD), using radio broadcast programmes and training of 15 radio announcers from selected community radio stations.

41. Technical support was provided to the Ministry of Education to assess its Education Management Information System (EMIS) and identify capacity gaps that need to be addressed in other to strengthen national capacity for evidence-based planning. A project proposal has been submitted for raising the funding necessary to undertake capacity-building activities at central and district levels.

42. Gender Equality and Women Economic Empowerment (GEWEE) an extrabudgetary project funded through the Liberia Multi-Donor-Trust-Fund (MDTF), which is focused on supporting the development of Gender Sensitive Policies and Coordination Mechanisms and providing support for the Implementation of Priority Initiatives to Empower Women through literacy. To this end, a Non-formal Education Policy document was developed for endorsement by the; a non-formal education curriculum was developed and is now being piloted; Forty eight (48) facilitators (31 female and 17 male) were recruited and trained on content, teaching methodology and pedagogy, in 24 communities in six counties of the country; and literacy classes for girls and women are underway in 24 centres identified; 200 students (100 boys and 100 girls) from four public schools were trained on HIV and AIDS prevention.

43. Within another extra budgetary project funded through the Liberia Multi Donors Trust Fund (MDTF) aimed at integrating peace, human rights and citizenship education into the regular curriculum of the education system. A curriculum was developed and validated; teaching and learning materials were developed; 40 master trainers were trained to provide training for teachers in various schools of the Nimba and Lofa counties; 1,543 teachers from schools in the Nimba, Lofa and Grand Gedeh counties were trained on the programme expected to provide education for peace, human rights and citizenship to their pupils, covering an estimated number of 10,000 pupils.

44. The implementation of Priority Initiatives to Empower Women through literacy begun in 24 centres. Additional support was provided to the Ganta Concern Women Group, for training 25 adult literacy trainers, which, in turn, provided literacy training to 500 women in various locations around Ganta. The second phase of implementation is ensured to begin in February 2011 with funding secured.

45. In **Natural sciences**, a counseling workshop was organized for 150 students from seven public and private high schools in Monrovia. Twelve high level teachers on different topics of

science (mathematics, physics, biology, chemistry, agriculture and engineering, etc.) have intervened during the workshop.

46. **Social and human sciences**. On regional integration, support was provided for a national seminar on the theme, *Nation States and the Challenges of Regional Integration in West Africa*, organized in collaboration with the University of Liberia. The seminar brought together researchers, policy makers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the sub-region, from the unique perspective of Liberia. This work resulted in the publication of a Liberia case study on the challenges of regional integration in West Africa. The work on regional integration has led to the establishment of the West Africa Institute category 2 UNESCO centre on Regional Integration, based in Cape Verde. Liberia is represented on the Board of the West Africa Institute.

47. Youth Consultations with the Ministry of Youth and civil society actors were carried out to develop activities focused on promoting social cohesion in Liberia, paying specific attention to the challenges facing the youth. Specific programs targeting youth included: an integrated program with focus on the youth and women – using community radio as catalyzing tools - for community "voice" and people-centred development; career counseling sessions provided to 175 senior high school girls to assist them in their choices of career; and, a directory of funding sources of girls' education in Liberia was developed.

48. **Culture**. UNESCO's Culture and Communication and information launched an intersectoral, interactive radio programme, "Between you and me" which discusses culture as a unifying force in post-conflict Liberia. Under the leadership of the Ministry of Information, Culture and Tourism, and with the support of the Ministry of Youth and Sports, results from research on safeguarding and protecting indigenous textile production techniques and the gender component has been undertaken and have been used for sensitization, skills' transfer, curriculum development and improvement of the supply chain. An exhibition on traditional textile production and techniques was set up in the National Museum of Liberia. Handicraft and objects collected in the course of the research And support for the special festival in honour of Gbessie Kiazoulou, Grand Diva of Dance with the National Cultural Troupe during the inauguration of the Gbessie Kiazoulou School of Dance at the Cultural Village. Additional support was provided for building the capacity of craftspeople in the field of traditional textile weaving – especially women – within TVET framework in response to recommendations of 2009 research on safeguarding traditional textile techniques.

49. **Communication and information**. The World Press Freedom Day was celebrated and the Director General's message disseminated of in all major newspapers in Liberia. Support was provided to the Press Union of Liberia for a capacity development workshop for Language Announcers of Community Radio. In collaboration with West Africa Journalists Association (WAJA), support was provided for the sub-regional Media/Journalist capacity-building workshop on Media, Elections and Transitions in West Africa. In collaboration with UNDP, support was provided to the Ministry of Foreign Affairs, for the establishment of its archives, which included the provision of equipment necessary for archival documentation. Additional support was provided for the organization of a six (6) months training activity in restoration of archival documents of the Ministry of Foreign Affairs.

SIERRA LEONE

50. In the area of **education**, since the end civil war in 2002, considerable progress has been made. Enrolment rates in all sub-sectors have grown significantly and, in particular, primary and secondary enrolment rates more than doubled between 2000 and 2007. However, at least 30% of school-aged children are still out of school. The Government is committed to providing quality basic education for all as stated in the Constitution and the new education policy (2010). The revised policy seeks to address the following priorities: provide pre-school opportunities for most children; achieve universal primary education and completion of quality; expand and improve post-primary schooling; provide more and improved literacy and skills training possibilities; meet the teacher needs of an expanding schooling system; meeting human resources needs through higher/tertiary

education; provide improved governance, planning, management and monitoring for quality improvement and accountability. The government of Sierra Leone is finalizing a Fast Track Initiative (FTI) document that ideally will harness resources necessary for improving its basic education.

51. In cooperation with the National Commission for UNESCO and the Ministry of Education, Youth and Sports, support was provided for the review of a draft national intersectoral policy on Early Childhood Education and Development (ECED). The exercise involved consultation with forty-five experts drawn from Government Line Ministries and Departments, the Universities, and Teachers Training Colleges, Civil Society organizations, Non-Governmental Organizations and Private Proprietors of Pre-Schools. A revised policy has now been submitted to the Ministry of Education for consideration. The Government has recently adopted a legislation establishing a Teacher Service Commission. This decision stems from UNESCO's support to the Ministry of Education in developing a policy on Teacher Education.

52. Technical support was provided to the Ministry of Education, in cooperation with UIS, Pole de Dakar and UNICEF Sierra Leone to undertake a needs assessment to strengthening Education Management Information Systems (EMIS) – (EMIS). Following the assessment, training was provided for managers of EMIS at central and district levels, with the financial backing from UNICEF, which enabled Sierra Leone to conduct its 2010-2011 school census.

53. Within the context of the CapEFA programme in Sierra Leone, capacity-building was provided for the development of improved teacher education and management, which has been endorsed as the Teacher Service Commission Act 2010 by the Parliament of Sierra Leone. Support was provided to the Ministry of Education, Youth and Sports for the development of a national Technical Education and Vocational Training (TVET) policy and guidelines for its implementation, which included training of ministerial staff, consultations with a wide range of stakeholders necessary for the development of the policy and guidelines, which have now been endorsed by the Ministry. In cooperation with the Women and Development Association (WADA), an awareness campaign at community level aimed at mobilizing communities to strengthen skills training for literacy and income generating skills.

54. A review of the national Education for Sustainable Development (ESD) strategies and action plans is currently underway to assess the extent to which principles, values and skills of sustainable development are integrated and implemented within the education system. The results of the study will yield information necessary to inform an action plan for ESD capacity-building. Support to the Non-Formal Education Directorate for HIV/AIDS Preventive Education, Literacy and Livelihood Skills entailed training1000 rural women and their families

55. In the area of **Natural sciences**, support was given to the National Commission to undertake a national sensitization campaign on science by the National Science Council; it will be piloted in two schools (Jamatur Nashirr primary school and Peninsular Secondary School in Freetown) and will aim to sensitize students about the role and the importance of science and technology, donating prizes to deserving students who have excelled in science and technology.

56. **Social and human sciences**. Sierra Leone has been focused on two themes which have informed programming, namely; regional integration and youth. Like Liberia, Sierra Leone is a post-conflict country deserving of special attention, due to the challenges facing it. Consequently, in October, 2009, the Government signed a Memorandum of Understanding with the Director General, highlighting a number of areas of cooperation. Support was provided for a national seminar on *Nation States and the Challenges of Regional Integration in West Africa*, organized in collaboration with the University of Sierra Leone. The seminar brought together researchers, policy makers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the subregion, from the unique perspective of Sierra Leone. A publication of a Sierra Leone case study on the challenges of regional integration in West Africa will be coming shortly. Within the context of the MOU with the Government, it is proposed that the old Fourah Bay College site (the oldest institution of higher

learning sub-Saharan Africa), will be transformed into a regional centre for peace and social cohesion, and will be linked to the West Africa Institute in Cape Verde. Sierra Leone is represented on the Board of the West Africa Institute.

57. With the establishment of a National Youth Commission in 2010, consultations are currently underway with stakeholders in government as well as among United Nationsagencies and civil society, to build the capacity of the National Youth Commission to respond to the challenges facing the youth.

58. **Culture**. Technical assistance was provided to the Ministry of Tourism and Culture in developing a National Cultural Policy. UNESCO focused on addressing the needs for rehabilitation of Bunce Island, one of 40 or so slave castles and forts. The Government was supported to develop a Sierra Leone Tentative List for World Heritage nomination, in collaboration with the World Heritage Centre. In partnership with UNDP, support was provided to the Government for the development of a National Cultural Policy for Sierra Leone.

59. **Communication and information**. Celebration of the World Press Freedom Day and dissemination of the Director General's message in all major newspapers in Sierra Leone. Currently, the design a long-term programme on information and communication in Sierra Leone with a focus on developing a national communications strategy is underway; training of journalists and capacity-building of media practitioners; and establishing of a National Media Centre, and a revitalization of the Sierra Leone News Agency (SLENA), as a news gathering agency. Development of a Freedom of Information law (a draft bill has already been submitted to Cabinet for approval, and will be subsequently sent to parliament for enactment).

Togo

60. The Government of Togo and the United Nations have started the review of the UNDAF document (2008-2012). The review is based on the preparation of the Document of Poverty Reduction Strategy (DSRP 2009-2011) and the MDGs Monitoring Report of 2010. The revised UNDAF notes that basic social services have improved in the area of access and retention of children (girls and boys) from 5 to 15 years until the end of the primary cycle; access to quality health services, in particular in rural environment and sub-urban; (prevention, services, treatment, care and support, in particular in regard to HIV and AIDS; and the prevention and the protection of the most vulnerable population against violence, abuses and exploitations.

61. Togo has one of the highest enrolment rates at the primary school level (87% in 2008) in West Africa; however, despite free primary education, the education system has a high rate of drop outs with 22% of the pupils repeating classes and only 57% of primary school students' transition to the next grade. Teacher/student ratio is on average 1/50 and schools lack adequate school furniture and equipment. Inadequate training of teachers has also contributed to poor standards of learning. Gender equality in primary education has improved, but disparities are still prevailing in secondary education. With low transition rates from primary to secondary education, the technical and vocational education sub-system (TVET), which should equip the youth with adequate skills for their employability, needs to be reformed and strengthened.

62. In **education**, and in the context of the CapEFA programme for literacy and non-formal education (NFE) many activities were organized with the cooperation of the National Commission which included an advocacy, dialog and consensus building seminar; a needs assessment of the literacy and NFE situation; and development of a communication plan for the project. Moreover, in cooperation with the National Commission, 47 literacy stakeholders from the public administration, the private sector and civil society participated at a seminar on the capitalization and promotion of good practices in Literacy and Non Formal Education. In the context of TTISSA program, 13 professional and vocational education inspectors and six advisors have been trained and in-service capacity trainers and facilities have been undertaken.

63. Support was provided to the Direction de l'Alphabétisation for carrying out literacy programmes for girls and women through literacy in the three region of Kara, Savannas and Lomé-Gulf and the creation of early childhood centres. Awards were given to three females of Faculty of Science of the University of Lome to promote opportunities for girls in science education.

64. In the area of **Natural Sciences**, Togo is a post-disaster country where flooding is common during the rainy season. UNESCO has initiated a programme to promote science studies and careers among the youth and females. Additionally, support was provided for fellowships for women in science. Collaboration with the Department of Wildlife, and the MAB committee, data and information for the nomination of two natural sites for biosphere reserves was collected: national parks of Fazao-Malfakassa and Keran-Oti-Mandouri. Support to DRST-IJL to participate in the capacity-building workshop on Science, Technology and Innovation Policy formulation and implementation in collaboration with the Science and Technology Policy Research Institute (STEPRI) "Enhancing Leverage of Science through Integrated Science, Technology and Innovation Policy". Support to "*Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement de l'Université de Lomé*" to participate in the Sixth Session of the Intergovernmental Oceanographic Commission Regional Committee for the Central Eastern Atlantic Ocean (IOCEA-VI) in Ghana.

65. **Social and human sciences**. With regard to regional integration, support was provided for a national seminar on the theme, *Nation States and the Challenges of regional Integration in West Africa*, organized in collaboration with University of Lome. The seminar brought together researchers, policy makers and civil society actors to reflect on the challenges of integration in the sub-region, from the unique perspective of Togo. A Togo case study book was designed to raise awareness on the challenges facing Togo in implementing regional protocols and agreements and it has been published and widely disseminated among researchers and policymakers. Support was provided to the Togo National Commission for activity implementation on the Brotherhood Games, on the theme "Sport for Peace in School" where UNESCO Associated Schools competed in a Basketball tournament In Lome.

66. **In the area of Culture**, Togo has a number of natural and cultural landscapes that need to be developed for cultural tourism and the Government intends to use these cultural resources as a linkage to national development and promotion of dialogue and peace. Specifically, UNESCO has been involved in promoting sustainable tourism at the World Heritage site and reinforcing the management activities of the World Heritage site of the Koutammakou cultural landscape in Togo, and educational materials on Batammariba culture and the Litammari language were developed. Moreover, awareness was raised around the important links between the 1972 and 2003 Conventions and their importance for sustainable development (e.g. promotion of African Cultural Capitals Concept which aims at reviving urban areas and enhancing cultural heritage. UNESCO also provided Support in the following areas: to the Ministry of Culture to formulate and launch a Cultural Policy for Togo; Strategies in favour of Cultural tourism in Togo included assessments and sensitization about the Slave route and restoration of slave sites and museums; awareness raising about the importance of Cultural Statistics for the development and/or implementation of Cultural policies through improved cultural data for evidence-based decision making; and creation of South-South-North partnerships for the development of cultural tourism in Togo.

67. **Communication and information** includes the celebration of the World Press Freedom Day and the dissemination of the Director General's message in all major newspapers in Togo. Additionally, an international conference on election reporting and media ethics in Kpalime and a subregional Media/Journalist capacity-building workshop on Media, Elections and Transitions in West Africa were organized.

Challenges

- Involvement of and partnership with national counterparts and civil society organizations in programme development and implementation has been a strategy adopted by the

Office in order to ensure national ownership and capacity development. In order to reduce the risks of delays especially from the national counterparts parts, such risks should be identified and taken into account at the planning that stage.

- Importance of developing partnerships locally – with national, regional and international entities – is the main approach to maximizing opportunities in a cost-effective and meaningful way.

- Collaboration between UNESCO offices and the institutes is extremely efficient, particularly when capacities do not exist in the office. This was the case of the collaboration between Accra, Nairobi Office and HQs in addressing the issue of floods in Benin.

- The political situation in Cote D'Ivoire has been the most important challenge impacting programme implementation and, due to political and security considerations, operations in the country have been reduced to a minimum.

- UNESCO has the biggest Antenna Office in Liberia. Still, programme implementation did not go as planned, particularly because of issues pertaining to the leadership of the Antenna Office.

Contribution to the United NationsCountry Team (UNCT) activities

68. UNESCO's was actively involved in common country programming processes (Country Analysis, Strategic Planning Retreats) towards the UNDAF: In Benin: actively participated in the current UNDAF (2009-2013); in Côte d'Ivoire: actively participated in the review of the education component of the current UNDAF (2009-2013); in Ghana: the country analysis conducted by UNCT with Government participation has resulted in the UNDAF 2012-2016 document which is at the finalized and awaiting signature of UNCT and Government; in Liberia: participated and provided inputs to the Mid Term Review (MTR) of the current UNDAF (2008-2012); in Sierra-Leone: United NationsJoint Programme – (2008-2010) with UNESCO participation in the Youth component; in Togo: UNESCO actively participated in the UNDAF (2008-2012) review process.

69. More importantly, UNESCO is represented in all thematic groups: in Ghana, UNESCO used to be co-chair of the education working group but also culture and sciences; in Liberia, UNESCO is lead Agency with UNICEF for Education; and, in Sierra Leone, UNESCO is co-leading the Youth Development programme with ILO.

70. Common activities and programs in Ghana included the Joint United NationsTeam on AIDS (JUTA) as the UNCT plans its program on HIV/AIDS, the United NationsCommunications Group (UNCG) as it plans its progam and develops a communication strategy for the entire system, the Inter-agency Program Group (IPG) with the general role of ensuring maximum United NationsSystem contribution to the development process of Ghana, especially the timely implementation of the Ghana Shared Growth and Development Strategy and the attainment of MDGs through the development and implementation of the UNDAF, UNDAF Action Plan and Joint Programmes. Specifically UNESCO participates in the United NationsJoint program/activity with parliament and the gender working group, where UNESCO co-sponsored an award ceremony for 20 women in the creative industries with UNIFEM among other sponsors on 14February 2011. In Liberia, UNESCO's support to the culture sector has led to a growing awareness about Liberian national identity. For instance, training provided for the preservation of traditional weaving led to a call by the highest authorities in the country, for the adoption of national patterns as a national costume. UNESCO also initiated a radio programme on social cohesion and culture of peace "Between you and me", one of the most listened radio programme even by the Diaspora and the Higher authorities.

UNESCO Office in Addis Ababa

DJIBOUTI

71. In **Education** the Office worked mainly on the normative aspect and has helped develop the National Literacy Strategy, which was subsequently validated in a related workshop. Furthermore, a National Policy on Gender was developed. Poor communication and lack of coordination among the partners have challenged the smooth development and funding of the national policy on gender.

72. In **Natural Sciences**, institutional capacity to conduct research and map the country's natural resources (both in groundwater as well as in geothermal energy) was strengthened through training sessions and field work in addition to the purchase of two geophysics equipment and a vehicle. Furthermore, the biodiversity status of the country was assessed. As a result, the city of Djibouti has identified the groundwater it can tap for its needs avoiding to strike brackish waters, and the existence of geothermal potential has been assessed for one site. An assessment report that will lead to future ecotourism and biodiversity conservation activities has been developed, and is pending validation. The decision to sign an implementation partner agreement (IPA) with the *Centre d'Etudes et de Recherches du Djibouti* (CERD) has proved to be very beneficial as the combined resources resulted in furthering the reach of our actions.

73. In **Culture**, the Office worked on protecting and promoting the diversity of cultural expression through the implementation of the 2005 Convention and the development of cultural industries. As a result, and within the framework of the International Year of Rapprochement, the national festival of traditional dances, songs and poetry was organized in Djibouti as well as a photograph exhibition on cultural diversity.

ETHIOPIA

74. In **education**, within the CapEFA programme, institutional capacities were strengthened to prepare the Education Sector Development Programme (ESDP) and to improve education quality and equity in EMIS/TMIS. As a result, the Government designed the medium-term education development programme and strategy and has developed the capacity to assess and monitor the performance of its education system through the collection of statistical information. The Office also carried out an assessment of the response of the education sector to HIV/AIDS, helped develop a related policy and guidelines and conducted an assessment on HIV/AIDs and gender at Higher Learning Institutions (HLIs). Furthermore, UNESCO Addis supported girls' education in higher learning institutions, advocated for EFA, the International Literacy Day and the World Teachers' Day, introduced functional adult literacy (IFAL) at the regional level and worked on the Alternative Basic Education (ABE) programme. Lack of baseline information was an important challenge that hindered the progress in implementation.

75. In the field of **natural sciences**, the capacity of the country to assess its R&D was strengthened through the training of a critical mass of scientists (25) from the Ministry of Science and Technology, universities, research centres, the Ethiopian Academy of Sciences, on Science, Technology and Innovation indicators. Furthermore, the Office supported the establishment of the Ethiopian Academy of Sciences. Cooperation with UIS resulted in the optimization of the results with limited funding.

76. In **culture**, the Office worked on protecting and conserving immovable cultural and natural properties, safeguarding living heritage, enhancing the protection of the cultural objects, fighting against illicit trafficking, the development of museums and the promotion of intercultural dialogue and peace. Furthermore, within the framework of the MDG-F window, the office through the project "Harnessing Diversity for Sustainable Development and Social Change" has managed to accomplish a number of objectives. In particular, UNESCO Addis supported the training of eight World Heritage Site Managers on the on-line Periodic Reporting to the WHC and 119 experts on

conducting an inventory of the intangible cultural heritage, established a Management Plan for Tiya archaeological WHS, conducted an inventory, digitizing and microfilming of the ancient literary heritages, raised awareness on the 2003 and 2005 Conventions by translating them into the Somali and Afar languages and on the importance of the preservation of documentary heritage through Memory of the World (MoW). Within the MDG-F project a number of products have been developed, including baseline surveys, more than 100 people have been trained on cultural industries and awareness has been raised on issues of intercultural/religious dialogue. Cultural tourism issues, indigenous knowledge and support for a cultural policy are other products of the project. The progress of the MDG-F project was slowed down due to administrative and procedural problems within the Ministry.

77. In **communication and information**, UNESCO Addis worked on enhancing professional standards and ethics of media particularly on election coverage, supported the preservation, awareness and access to documentary heritage, reinforced the capacities of information professionals to utilize digital tools, built capacity of teacher training institutions to incorporate media information literacy in their programmes and enhanced the awareness of sustainable development through media. As a result of UNESCO's interventions, the reporting skills on media ethics of 30 media professionals and 30 rural community volunteers were enhanced and the National MoW Committee in Ethiopia was revitalized; the capacity of ATCB's (Adaptive Technology for the Blind) Pioneer Collegiate for the Blind for developing adaptive software and training for ICTs for visually impaired was strengthened and 20 working journalists and 20 journalism students were trained to report on environmental issues. Moreover, awareness was increased among academics and journalists on the need to develop science journalism. Lessons learned during implementation include: (1) partnerships with NGOs are key as they have the pulse on the local media environment and grassroots needs; (2) maintaining a strong and consistently engaged MoW national committee is essential to achieving results; and (3) the network between media-academics-policy makers needs to be strengthened to map coherent efforts towards developing environmental reporting.

Participation in the UNCT activities

78. During 2010, the Office participated actively in a number of **United NationsCountry Team** (UNCT) meetings and consultations (Technical Working Group sessions and consultative sessions with partners) that took place for the formulation of the UNDAF 2012-2015. As a result, three sectors, namely Education, Natural Sciences and Communication and Information have clear elements of their work reflected in the document at the UNDAF outcome level. It is expected that a culture component be integrated in the document at the Action Plan stage.

79. The Office was heavily involved in the development of the joint programmes (JP) on HIV/AIDS and on gender. As a result, the Office will be implementing the parts of the JPs that are relevant to the Organization's mandate.

80. Ethiopia, being a volunteer DaO country, is moving towards the One Fund modality, which will be the modality used for pooled funding. The challenge for UNESCO is to be able to adapt its administrative processes along the HACT (Harmonized Approach to Cash transfers) in order to access the pooled funds for activities within the JPs.

81. UNESCO Addis contributes also to the Regional Coordination Mechanism (RCM) related activities. The Office has represented the Organization in numerous preparatory meetings of the thematic clusters prior and/or during the RCM meetings:

- Infrastructure Development Cluster: Member of the Water and Sanitation Sub-Cluster and of the ICT Sub-Cluster;

- Social and Human Development Cluster: Co-Chair of the Education Sub-Cluster and Chair of the Culture and Sports Sub-Cluster;

- Member of the Environment, Population and Urbanization Cluster;
- Coordinator of the Science and Technology Cluster;
- Member of the Advocacy and Communications Cluster.

UNESCO Office in Bamako

GUINEA

82. Dans le contexte de l'initiative TTISSA, le Bureau de Bamako a organisé en 2010 des ateliers de formation pour renforcer les capacités nationales dans l'utilisation des TIC pour la formation des enseignants : Cinq formateurs guinéens ont été formés sur l'utilisation des technologies virtuelles pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Les technologies abordées incluent les bibliothèques virtuelles, les laboratoires virtuelles, les ressources éducatives libres, les instituts virtuels et les portails universitaires. Cinq autres ont été formés sur les politiques scientifiques et les statistiques et indicateurs des sciences et la technologie. Le Bureau de Bamako a aussi facilité un voyage d'études au Nigeria de deux responsables de l'université de Conakry pour étudier l'expérience de ce pays dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour l'amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage.

83. Le Bureau de Bamako a organisé en juin 2010 en collaboration avec le gouvernement de la république de Guinée un forum national sur l'enseignement technique et la formation professionnelle. Les recommandations de ce forum serviront de document de travail pour l'organisation d'une Table ronde nationale des Donateurs sur la formation professionnelle qui se tiendra à Conakry en mai 2011.

84. The following activities have been undertaken in support to capacity development of the national structures for the promotion of a culture of peace and good governance in the Transitional Period in Guinea:

- Establishment of a mechanism that facilitates consultations/dialogue with political actors and civil society organizations on the management and monitoring of the transition period;
- Study tours for decision makers from Guinea to neighboring countries that have a positive experience in democratic transition processes;
- Development of a national action plan for monitoring the political transition processes;
- Information and Sensitization sessions for the population in eight regions on major issues relating to the political transition processes;
- Development of governance action plans for each Ministry working with UNESCO;

Training of key actors on the electoral processes;

- Establishment of independent and undisputed bodies in charge of the organization of elections; Monitoring of electoral processes;
- Capacity-building of Ministries working with UNESCO, in the area of human rights and culture of peace;

- Development and adoption of a Strategy/Policy on mainstreaming issues of human rights and culture of peace in the national curricula at all levels;
- Training and awareness sessions on human rights and the culture of peace for the various actors involved in the dialogue / political consultations;
- Development of a communication strategy to ensure a better dialogue on reconciliation and peace;
- Training Workshops for Media professionals in each of 8 regions.

MALI

85. Les activités visant à renforcer les capacités nationales pour la formation des enseignants à l'aide des TIC dans le contexte de l'initiative TTISSA ont été mises en œuvre en synergie avec plusieurs projets extrabudgétaires gérés par le Bureau de Bamako, y compris les projets ci-après : Bibliothèque virtuelle de l'université de Bamako créée avec un appui financier de la coopération japonaise (59.664 dollars) ; l'appui au développement d'une politique de la fonction enseignante et au renforcement des capacités des structures de formation des enseignants au Mali (1,2 millions dollars) ; le renforcement des capacités des instituts de formation des maîtres et éducation des filles au Mali (263.000 dollars reçus de la coopération japonaise) ; et le projet sur la formation des chercheurs de l'université de Bamako (226.000 dollars reçus de la coopération japonaise). Les activités menées dans ce domaine ont concerné la formation d'une quarantaine de formateurs maliens à l'utilisation des technologies virtuelles pour l'amélioration de l'enseignement, l'apprentissage et la gouvernance des systèmes éducatifs, et de 15 personnes sur l'assurance qualité extérieure à travers la plateforme technologique "Moodle" du Bureau de Bamako.

86. Support to Capacity-Building of Teacher Training Institutes and Girls' Education in Mali resulted in the training of 75 teachers in gender analysis and pedagogic practices likely to promote girls participation, and in teaching and learning in large classes and teaching of Children with special educational needs;

87. *Appui aux réformes de l'enseignement supérieur* : Ce projet a permis de mobiliser un financement de USD 12 millions de l'union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour permettre au Bureau de Bamako de mettre en œuvre un projet intitulé : "Développement des technologies de l'information et de la communication pour renforcer les capacités de mise en œuvre de la réforme "Licence-Master-Doctorat" (LMD) dans les pays membres de l'UEMOA. Le Bureau de Bamako a formé plus de 150 personnes sur les mécanismes d'accréditation et d'assurance qualité à travers : (a) la 4ème conférence internationale sur l'assurance qualité en Afrique tenue en octobre 2010 à Bamako et (b) l'atelier de renforcement des capacités sur l'assurance qualité au niveau des institutions tenu en octobre à Bamako :

- Formation de plus de 40 personnes sur l'assurance qualité externe à travers la plateforme technologique '"Moodle" du Bureau de Bamako;
- Deux livres sur l'assurance qualité en Afrique en cours d'élaboration ;
- Un plan d'action décennal sur le développement de l'assurance qualité en Afrique a été élaboré.

88. Parmi les activités entreprises dans le cadre du *renforcement des capacités nationales pour la réorientation de la formation des enseignants en vue de la durabilité et de la réponse globale au VIH et au SIDA* : Formation de 30 formateurs au Mali ; Création d'un Réseau régional africain sur la réorientation des programmes de formation des enseignants en vue de la durabilité. Le secrétariat de ce réseau est assuré par le Bureau de Bamako ; Formation en ligne de plus de 4.000 enseignants africains sur la prévention et le traitement au VIH et SIDA à travers l'institut

virtuel sur l'enseignement supérieur en Afrique créé par le Bureau de Bamako : www ?unesco-bamako.org/viheaf.

89. *Projet de réorientation de la formation des enseignants en Afrique sub-saharienne pour la durabilité*. La recherche entreprise dans le cadre de ce projet se propose d'investiguer sur ce qui s'est passé au Mali et en Tanzanie dans le domaine de l'EDD depuis le début de la Décennie des Nations Unies pour le Développement Durable. Ce projet a examiné le niveau d'intégration des principes de base, des valeurs et pratiques du développement durable dans la formation des enseignants au Mali et en Tanzanie en vue d'améliorer la qualité et la cohérence du développement professionnel des enseignants. L'approche collaborative développée à travers un partenariat entre les équipes nationales de recherche au Mali et en Tanzanie, l'Université Métropolitaine de Manchester et l'UNESCO a permis d'examiner les mesures prises à cet effet par les gouvernements et les réseaux internationaux, régionaux ou subrégionaux et d'identifier, au mali et en Tanzanie, les cas de bonnes pratiques et les défis auxquels la formation des enseignants fait face.

90. Dix recommandations ont été dégagées à l'issue de ce projet en rapport avec le développement professionnel des enseignants et des enseignants stagiaires. Le projet a également permis d'identifier cinq approches stratégiques pour l'incorporation de l'EDD dans le processus de l'Education Pour Tous (EPT).

91. De plus, étant membres fondateurs du tout nouveau Réseau Africain pour la Réorientation de la Formation des Enseignants pour la Durabilité (AFRITEIS), le Mali et la Tanzanie pourraient saisir l'opportunité pour réviser les résultats du projet et les recommandations avec les autres membres du réseau. Enfin, le processus d'intégration d'EDD dans la FE en Afrique Sub-saharienne a été lancé au Mali et en Tanzanie avec une meilleure perception des principes EDD et grâce à l'implication active des institutions en charge de la conception et de l'élaboration des programmes de formation d'enseignants. On s'attend à ce que dans le cadre du travail d'AFRITEIS ce processus soit mieux élaboré, répandu et soutenu.

92. L'UNESCO et le Ministère de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues Nationales du Mali se sont associés pour organiser, deux ateliers, l'un en direction des administrateurs scolaires (directeurs d'académies d'enseignement, inspecteurs) et l'autre en direction des formateurs de formateurs de l'ensemble des 17 Instituts de Formation des Maîtres-IFM- du Mali. Il s'agissait de faire le bilan d'une part du PFIE (Programme de Formation et d'Information à l'Environnement 1990-2001) et d'une des initiatives les plus remarquables au Mali, le PAGEEM (Plan d'Accompagnement de la Généralisation de l'Education Environnementale au Mali 2001-2008), et d'autre part, de faire l'état actuel des lieux de l'éducation au Mali au regard des défis liés aux problèmes environnementaux et de changements climatiques dans une perspective de réorientation de la formation des enseignants pour la durabilité.

93. Des pistes d'intégration de l'EDD dans les curricula au niveau de l'enseignement fondamental ont été examinées et un réseau d'enseignants EDD-IFM a été créé pour une pérennisation des recommandations fortes en vue d'une meilleure prise en compte de l'EDD dans les curricula au Mali. Deux ateliers du même type sont prévus en 2011 en Guinée et un partenariat est en cours d'établissement avec le CILSS pour la généralisation et la pérennisation au niveau des pays du CILSS.

94. *2ème Ecole Régionale d'Energie Solaire pour les Pays Francophones d'Afrique*. Afin d'appuyer les pays africains au développement des ressources humaines requises pour contribuer efficacement à la réalisation de leurs objectifs de développement, le Bureau Multi-pays de l'UNESCO à Bamako, a organisé en décembre 2010, la Deuxième Ecole Régionale d'Energie Solaire pour les Pays Francophones d'Afrique. Au total, une trentaine de participants en provenance du Mali, du Niger, du Burkina Faso, du Sénégal et de la Guinée-Bissau ont été formés sur la théorie et l'expérimentation/installation, maintenance des équipements d'énergie solaire et la conversion solaire photovoltaïque. Ils ont pu mettre en pratique les notions acquises avec des

manipulations pratiques d'équipements classiques d'énergie solaire et ont visité des installations fonctionnelles au Mali sur plusieurs sites différents où des écoles, des centres de santé et des services administratifs municipaux sont électrifiés à l'énergie solaire photovoltaïque. Outre la qualité des sessions de formation, les participants ont particulièrement apprécié les échanges entre eux en tant qu'acteurs dans le domaine de l'énergie solaire provenant d'horizons différents et ont unanimement recommandé l'organisation annuelle de cette formation. Cette initiative a connu l'adhésion et la participation active de partenaires internationaux et nationaux comme la GTZ, Mali folk centre, Rural Energy Fondation (Pays Bas), Z-SA (Mali).

95. *Lutte contre la pollution du Fleuve Niger et renforcement des capacités de groupements de femmes teinturières de Bamako*. La teinture sur tissu basin est une activité lucrative génératrice de revenu pour des milliers de femmes dans la ville de Bamako principalement. Malheureusement, cette activité est polluante et présente de nombreux risques pour les teinturières elles-mêmes. La composante 'Appui aux teinturières de Bamako' du projet « Niger-Loire : Gouvernance et culture », avec le soutien financier de la Commission de l'Union européenne et en collaboration avec l'Agence Loire Angers, après les activités de recherches de 2008-2009 sur les possibilités de prétraitement des effluents, sur la cartographie des groupements féminins à travers la ville et sur les enquêtes relatives aux risques sanitaires a eu en 2010 comme principales activités la formation, la sensibilisation et le démarrage des travaux de construction du site de regroupement d'une centaine de teinturières à Dianéguéla, un quartier de la Commune VI spécialisé dans le métier de teinture . Il est apparu qu'après formation, les teinturières pouvaient réduire la quantité de produits chimiques non biodégradable rejetés dans l'environnement d'un facteur 2 à 3 à cause de l'utilisation de quantités standards et de la rationalisation du processus, augmentant du coup leurs bénéfices et protégeant l'environnement. Cette opération a eu un tel succès et suscité un tel engouement que les autorités maliennes se proposent de l'étendre à l'ensemble des communes de Bamako.

96. *Politiques relatives aux sciences technologiques et innovations et statistiques en Afrique de l'Ouest*. Dans le cadre des efforts de développement des capacités nationales en matière de formulation de politiques relatives à la STI, conformément au Plan Consolidé de l'UA pour les S&T en Afrique, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique du Mali s'est proposé d'abriter à Bamako, du 10 au 13 mai 2010, un atelier sur l'évaluation des politiques de STI des pays d'Afrique de l'Ouest. Organisé avec le Bureau multi-pays de l'UNESCO à Bamako et financé par le Fonds Espagnol de Développement, l'atelier qui a enregistré la participation d'experts internationaux de la révision/reformulation des politiques de STI, a permis d'échanger d'expériences et de tirer les leçons des échecs et réussites dans les domaines complexes de la révision, de l'évaluation, de la formulation et de la reformulation des politiques de STI. Les deux derniers jours ont été consacrés à la formation des fonctionnaires nationaux des différents pays sur différents aspects des statistiques, des indicateurs, de la conception et de l'utilisation de la STI. Comme suite à cet atelier, de nombreux pays de la sous-région parmi lesquels le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal et le Togo vont bénéficier du soutien du Fonds Espagnol pour la formulation/reformulation des politiques nationales STI et sur les indicateurs statistiques pour le biennium 2010-2011.

97. Au cours de l'année 2010, l'UNESCO a contribué à l'élaboration des notes conceptuelles et techniques qui ont servi au Ministère de la justice pour mobiliser un financement de près de 96,24 millions de dollars pour la mise en œuvre du plan opérationnel du Programme décennal de développement de la justice (PRODEJ) pour la période de 2010-2014. Un montant de 18 millions de dollars, soit 18,7 % du budget total, est réservé à la 4ème composante du plan opérationnel qui porte sur « l'amélioration de l'accessibilité à la justice et la promotion des droits humains et du genre ». Le programme conjoint sur les droits humains et le genre assure le rôle de Chef de file pour cette 4ème composante et participe à la mise en œuvre de 37 activités sur les 55 activités prévues pour cette composante.

NIGER

98. Dans le cadre activités de soutien du Bureau de l'UNESCO à l'EPT, les résultats ci-après on été réalisés : Renforcement des capacités de l'équipe technique nationale et des équipes régionales chargées du Système d'information pour le management de l'éducation non formelle (SIM-ENF) ; Collecte, analyse des données et élaboration et diffusion des documents des statistiques sur l'ENF ; Identification des besoins en renforcement des capacités de pilotage des politiques nationales ; Elaboration des modules et outils et formation de 200 formateurs et gestionnaires de l'éducation non formelle.

Participation aux activités conjointes des Nations unies

99. L'UNESCO joue le rôle de chef de file pour la mise en œuvre du **programme conjoint**, « Appui à la promotion des droits humains et du genre au Mali », entre le gouvernement du Mali et sept agences du système des Nations Unies (PNUD, UNESCO, UNICEF, FNUAP, ONU-FEMMES, PAM et ONUSIDA) qui porte sur la période de 2008 à 2012 et dispose d'un budget de près de cinq millions de dollars. Ce programme conjoint et vise à contribuer à l'effet PNUAD suivant: « Les droits humains sont mieux connus et respectés dans le cadre d'une Gouvernance démocratique et d'un Etat de droit renforcés ».

UNESCO Office in Brazzaville

100. Le Bureau de Brazzaville participe activement aux activités de l'Equipe Pays (UNCT) et celles des différents groupes thématiques élargis à l'ensemble des Partenaires Techniques et financiers (PTFs). L'année 2010 a été marquée par l'accession du Congo au point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ; ce qui représente une opportunité pour le financement de certaines composantes du secteur social dont l'éducation. Au cours de 2010, l'UNESCO a réaffirmé son positionnement pour la culture de la paix. Lors de sa visite à Brazzaville (14-15 janvier 2011), la Directrice générale a affirmé la volonté de l'Organisation de renforcer sa présence stratégique et opérationnelle dans le Bassin du Congo et en particulier au Congo Brazzaville.

101. La culture (patrimoine, culture de la paix, et appui à la création et aux expressions culturelles) et le développement durable (sciences, biodiversité et changement climatique) constituent de véritables opportunités pour l'Organisation. Deux domaines prioritaires pour le pays qui ne sont pas encore suffisamment reflétés au sein des exercices pays de l'UNCT. Le pays assure un rôle de Chef de file pour le Bassin du Congo et même au niveau continental pour ces deux domaines (questions liées à l'environnement et au changement climatique pour le Bassin du Congo, Berceau des industries culturelles avec le Festival Panafricain de la Musique-FESPAM, richesse ne patrimoine culturel et naturel).

102. Assoir le positionnement de l'Organisation dans le domaine du développement durable et de la culture dans le Bassin du Congo reste l'un des défis majeurs à relever qui nécessiterait davantage de ressources humaines et financières.

103. **Culture de la Paix** : L'Organisation s'est repositionnée sur la thématique de la culture de la Paix en facilitant notamment le dialogue entre les différents acteurs impliqués dans les activités relatives à la consolidation de la paix au Congo. Le Bureau a contribué aux activités suivantes : (i) l'organisation du Séminaire sur la culture de paix et la promotion des valeurs morales et éthiques dans le Pool (Kinkala, Louingui et Ignié, du 25 au 30 septembre 2010) : ce séminaire s'inscrivait dans la continuité des activités organisées par le gouvernement avec l'appui de la Communauté internationale, de février 2006 à juin 2009, dans les départements couverts par le Programme National de Démobilisation, Désarmement et Réinsertion des Ex-combattants (PNDRR). Cette activité a permis de mettre en lumière et de rappeler les contributions de l'UNESCO et l'implication du Bureau de Brazzaville dans le processus de prévention des conflits et de consolidation de la Paix ; (ii) Le soutien à la 1ere édition du Marché des Arts et Spectacles du Pool (MASPO) en juillet 2010, dans le cadre de la consolidation des acquis de paix et la réinsertion socioprofessionnelle

des ex-combattants par le biais de la culture ; (iii) Au niveau sous-régional, Brazzaville a accueilli le Séminaire sous régional pour le renforcement des capacités des Commissions nationales africaines pour l'Unesco en vue de leur contribution au processus de reconstruction post conflit et de consolidation de la paix – (Brazzaville 29 novembre-1 décembre 2010) auquel ont participé douze pays.

104. **Education** : L'UNESCO joue un rôle de Chef de file dans la coordination au niveau du groupe thématique 'Education' en République du Congo dans le cadre de l'UNDAF. Le Bureau a ainsi appuyé et coordonné au cours de 2010 les activités relatives à l'élaboration de la stratégie sectorielle de l'éducation, laquelle fait partie des activités prioritaires du programme éducation de l'UNDAF. Le Bureau a appuyé en particulier les trois ministères en charge de l'éducation (Ministère de l'enseignement supérieur ; Ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ; Ministère de l'enseignement primaire secondaire et de l'alphabétisation) dans les exercices nationaux d'appropriation et de validation de la stratégie sectorielle de l'éducation. La stratégie a été validée par le gouvernement en janvier 2011 et transmis officiellement aux PTFs en vue de rejoindre l'Initiative pour une mise en œuvre accélérée (FTI).

105. On peut mentionner également les activités suivantes qui ont bénéficié de l'appui de l'UNESCO : (i) l'organisation du Symposium National sur l'enseignement de l'éducation physique et sportive au Congo et aux Jeux de l'ONSSU – juillet 2010 ; (ii) la réalisation de l'enquête diagnostic (DQAF) sur les systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) depuis Avril 2010. Dans le cadre de TTISSA: (i) l'organisation d'un séminaire de renforcement des capacités de 26 enseignants (comme formateurs des formateurs) sur l'enseignement des Sciences au collège et lycée ;(ii) la tenue en décembre 2010 de la première table ronde sur l'enseignement supérieur et le monde du travail. Le Bureau a contribué à l'amélioration des conditions d'enseignement à l'Ecole Normale Supérieure (réhabilitation et équipements des laboratoires de physique et chimie en kits micro-sciences et matériel informatique); Au niveau sous-régional, le Bureau a facilité l'organisation (ii) en février 2010 du 1er séminaire sous-régional de renforcement de capacités des enseignants du supérieur en matière de pédagogie universitaire, en partenariat avec la Chaire UNESCO en Sciences de l'éducation pour l'Afrique centrale (CUSEAC) de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Brazzaville; (ii) en mars 2010 d'un séminaire sous-régional des parlementaires du Forum Africain des Parlementaires pour l'Education (FAPED) des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sous le thème : "*Contribution des Parlementaires des pays de la CEEAC à l'atteinte des objectifs de l'Education pour tous*" (iii) en octobre 2010 avec l'IIRCA, de l'atelier sous régional de renforcement des capacités des acteurs du système éducatif sur l'intégration des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les standards de compétences des enseignants pour les pays de la CEEAC, de l'EAC et de l'IGAD.

106. Depuis novembre 2009, le Bureau participe et coordonne les activités du groupe thématique éducation au sein de l'UNCT dans le domaine de l'urgence suite à un déplacement massif de refugiés en provenance de la République démocratique dans le département de la Likouala au nord de la République du Congo (Préparation Projets CERF et CAP). Le Bureau a développé à cet égard un partenariat stratégique avec l'UNICEF, le HCR pour l'éducation et la FAO pour les questions environnementales. Le Bureau apporte une contribution déterminante au niveau politique en établissant les passerelles entre le groupe thématique et les institutions en charge de l'éducation. Dans ce cadre, le Bureau a mobilisé des fonds extrabudgétaires (Fonds d'urgence CERF) et a contribué à l'éducation des enfants refugiés par la formation des enseignants, l'achat des kits scolaires et les activités de promotion de la culture de la paix au sein des communautés des réfugiés.

107. En **Culture**, il convient de mentionner que dans le cadre du développement des industries culturelles le bureau a contribué à la réhabilitation de l'Ecole de peinture de Poto Poto . Dans le domaine du Patrimoine, le Bureau a contribué au plaidoyer pour la ratification de la Convention de 2003 et a assisté les autorités dans la finalisation du dossier de soumission du premier site

congolais sur la liste du Patrimoine mondial – la tri-national de la Tsanga (TNS) avec la composante nationale du parc national de Nouabalé-Ndoki pour le Congo. Une assistance est actuellement fournie pour la préparation des dossiers relatifs au classement des sites culturels du « Domaine royal de Mbé » et de « l'Ancien port d'embarquement des esclaves de Loango ».

108. En **Sciences**, le Bureau assiste actuellement le gouvernement pour la deuxième phase du projet de renforcement des capacités en politiques scientifiques notamment pour la finalisation des documents de projets mobilisateurs qui seront partagés avec les différents partenaires et bailleurs. Dans le domaine du développement durable : (i) l'appui à l'organisation d'un Forum international UNESCO-MAB/Pro-Natural sur le bio-carbone de la biosphère du bassin du Congo (Brazzaville, 20 - 24 avril 2010). Ce forum avait pour objectif de renforcer le réseau des réserves de biosphère en Afrique centrale et promouvoir l'utilisation des réserves de biosphère du Bassin du Congo comme des sites pilotes et laboratoires d'apprentissage pour lutter contre la déforestation et protéger la biodiversité dans le développement durable; (ii) la contribution à la 2e édition du Forum international des populations autochtones de l'Afrique Centrale (FIPAC II) , prévu du 16 au 19 mars 2011 sur le thème « Droits des populations autochtones et dynamique de la conservation de la biodiversité dans le Bassin du Congo » Cette initiative conjointe sous-régionale Congo-CEEAC-COMIFAC s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités des associations et ONG autochtones en vue de la mise en place d'un réseau élargi sur le plan régional et international des intervenants œuvrant en faveur de la cause des peuples autochtones (http://www.fipac.org).

109. Dans le domaine de la **communication et de l'information**, le Bureau a contribué en 2010 dans le cadre notamment d'activités conjointes UN à : (i) la formation, en novembre 2010, de 27 journalistes sur les techniques de reportage, les règles déontologiques, le VIH/SIDA, les droits des peuples autochtones et les valeurs éthiques et démocratiques en période électorale et normale; et à (ii) la mise en place d'un fonds documentaire accompagné de matériel informatique au Centre national de radio et télévision congolaise ; (iii) la célébration le 3 mai 2010 de la Journée mondiale de la presse par l'organisation d'une plateforme d'échange et de discussions entre les journalistes et les professionnels de la Communication sur l'état de lieu de la presse congolaise et la liberté de la presse; (iv) au renforcement en décembre 2010, des capacités des professionnels de la Communication et des responsables de médias sur les techniques de préparation et de mise en œuvre des programmes/projets PIDC.

UNESCO Office in Bujumbura

L'UNESCO au sein du Système des Nations Unies au Burundi

110. Le système des Nations Unies au Burundi fonctionne dans le cadre du BINUB « Bureau Intégré des Nations Unies ». C'est dans ce cadre que des réflexions ont été menées pour préparer l'analyse stratégique du UNDAF+ 2010-2014, sous la direction du Représentant Exécutif du Secrétaire Général. La Stratégie Intégrée d'appui du système des Nations Unies au Burundi pour la période 2010-2014 constitue une réponse coordonnée et cohérente qui se focalise sur les quatre domaines d'intervention prioritaires susmentionnés visant l'objectif principal de consolidation de la paix et de relèvement communautaire en vue de jeter les bases d'un développement durable.

111. Le Bureau de l'UNESCO à Bujumbura participe à la Stratégie Intégrée d'Appui des Nations Unies au Burundi, cette stratégie est axée sur quatre priorités à savoir :

- ✓ Appui à la Planification Stratégique et Coordination;
- ✓ Relèvement Communautaire ;
- ✓ Réconciliation Nationale, Promotion et protection des Droits de l'Homme ;

✓ Gouvernance démocratique.

112. L'UNESCO est représenté par des points focaux dans les différents groupes intégrés du BINUB et participe aux travaux des groupes techniques de travail. Cette collaboration engendre une complémentarité inter-agences qui se traduit au niveau de l'expertise et des contributions financières dans les programmes conjoints, évitant ainsi toute duplication et favorisant l'élaboration en commun des documents/modules de formation.

113. Cinq Programmes intégrés ont été élaborés dans le cadre de l'UNDAF 2010-2014:

– Programme intégré de renforcement des capacités nationales pour la consolidation de la paix et de la gouvernance démocratique au Burundi ;

– Programme intégré à l'éducation aux droits de l'homme ;

– Programme intégré d'appui à la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre et les autres groupes marginalisés et vulnérables ;

– Programme intégré d'appui à la stratégie nationale de réintégration socio-économique des populations affectées par le conflit ;

– Programme intégré d'appui à l'appropriation et à l'opérationnalisation de la Vision 2025, à la mise en œuvre de la stratégie nationale de la statistique et à la formulation et suivi-évaluation du CSLP II.

Bureau de l'UNESCO à Dakar

SENEGAL

Education

114. Dans le cadre des efforts de l'action conjointe des Nations Unies, l'UNESCO préside depuis mai 2010 le groupe thématique du VIH et SIDA du Sénégal. L'UNESCO accueille à ce titre le coordonnateur national du groupe. Ce rôle a permis à l'UNESCO de considérablement renforcer la connaissance des Agences onusiennes sur les interventions de l'Organisation dans le domaine du VIH et SIDA, ceci plus particulièrement dans les actions d'EDUSIDA. En plus de ce travail de « leadership », l'UNESCO a continué à apporter son soutien pour l'association des enseignants infectés/affectés au Sénégal (créée grâce à l'appui de l'UNESCO en 2009), notamment à travers d'un atelier sur le stigma et la discrimination à Kaolack en été 2010 avec des invités maliens et guinéens.

115. A travers son Pôle d'analyse sectorielle en éducation (« Pôle de Dakar »), l'UNESCO est intervenu au Sénégal en encadrant une équipe nationale dans la réalisation d'un modèle de simulation financière. En termes de formation, au total 10 personnes du Sénégal ont bénéficié des formations (PSGSE ou formation professionnelle) du Pôle en 2010. En ce qui concerne l'Institut des Statistiques de l'UNESCO, nous avons commencé le projet « Appui de l'UNESCO/BREDA à l'amélioration de la gestion du système d'information statistique de l'éducation et la formation » du Sénégal, dont la première étape a été le diagnostic de la chaîne de production des statistiques des sous-secteurs visés par le projet : préscolaire, élémentaire, secondaire, Enseignement Technique et Formation Professionnelle (ETFP), Education Non Formelle (ENF) et enseignement supérieur. Six rapports diagnostiques sous-sectoriels et un rapport de synthèse ont été rédigés par l'équipe technique du projet en collaboration avec les responsables des différents sous-secteurs.

116. Tout au long de 2010, l'UNESCO continuait d'apporter son soutien au Ministère de l'Enseignement préscolaire, de l'élémentaire, du moyen secondaire et des langues nationales dans ses efforts d'améliorer l'éducation et la protection de la petite enfance (EPPE). La politique de

l'EPPE du Sénégal a été revue et les recommandations et conclusions sur la coordination intersectorielle, la planification stratégique et l'accroissement des effectifs d'accès ont été émises et mise en œuvre débuté. L'UNESCO BREDA a aussi fortement appuyé le pays dans la concrétisation de son idée de construire des cases de tout-petits comme structure d'accueil pour des enfants entre 0 et 6 ans avec leur mère. Les 4 premières cases de ce programme ont été réalisées grâce à l'appui de l'UNESCO.

117. Dans le domaine de l'éducation non-formelle et d'alphabétisation, le Sénégal a bénéficié d'un appui pour le développement d'un système d'information et de pilotage de leurs activités d'éducation non formelle. Un tel système permet d'avoir des données récentes et crédibles pour sous-tendre les politiques.

118. Pour l'enseignement et la formation technique et professionnel (EFTP), l'UNESCO a coordonné et facilité une étude de faisabilité de mise en place des équipes mobiles de formation. Les résultats ont été validés par les partenaires nationaux et les équipes mobiles insérés dans le plan stratégique de l'éducation 2009-2011. Grâce aux activités de l'UNESCO de mobilisation des partenaires, une expérience pilote a été lancée dans les régions au nord du Sénégal.

119. Pour ce qui est du développement de la profession enseignant, l'UNESCO a apporté un appui à la formation continue des maîtres vacataires dans le cadre d'un projet extrabudgétaire. En 2010, un appui technique a été fourni pour conduire une évaluation du système de formation. L'UNESCO a aussi facilité la mobilisation des ressources. On peut également noter la célébration de la journée des enseignants en octobre; une grande manifestation a eu lieu au Sénégal, où les équipes d'EDUSIDA et du TTISSA ont joint leurs forces et ont organisé un grand panel sur les enseignants et le VIH et SIDA en Afrique avec la participation des syndicats d'enseignants, le BIT et l'USAID, parmi d'autres.

120. L'UNESCO a mobilisé des ressources additionnelles pour contribuer à la création d'une instance nationale d'assurance qualité dans l'enseignement supérieur. Les activités débuteront en 2011.

Culture

121. En 2010, en termes de la sauvegarde du patrimoine immatériel et en particulier du recensement des « trésors humains vivants », des Comités régionaux de recensement ont été crées dans toutes les régions du Sénégal (au nombre de 14). Leur rôle est de recenser au niveau de chaque région les dépositaires des savoirs et savoir-faire traditionnels et de les proposer à la Commission nationale de sélection qui leur décernera une distinction.

122. Suite à la réalisation du 1er épisode de la bande dessinée sur les Tirailleurs sénégalais, l'UNESCO Dakar a apporté son appui à la conception des épreuves du 2e épisode et surtout à la réalisation du Dépliant sur le Muséobus du Musée des Forces Armées qui, destiné aux élèves, permet une plus grande visibilité du musée mais contribue également à mieux faire connaître l'histoire des Tirailleurs.

123. Le projet de réalisation d'un Eco-musée à Fadiouth a bénéficié d'un soutien de l'UNESCO pour la collecte des objets chez des particuliers. Fadiouth qui est dans une région touristique pourrait, avec l'Eco-musée, bénéficier davantage des passages des touristes et valoriser son patrimoine.

124. Le BREDA a apporté son soutien aux Commissions nationales de Gambie et du Sénégal pour la célébration du 23 avril, Journée mondiale du livre et du droit d'auteur où dans le cas du Sénégal, la manifestation a eu lieu dans un lycée de banlieue (Seydina Limamoulaye) avec comme activités : une conférence sur la lecture, un concours de lecture, une animation par une Troupe théâtrale et des 'slameurs'. Cette journée a enregistré une importante participation des élèves des établissements scolaires de la Banlieue inscrits au réseau des écoles associées.

Communication et information

125. L'une des activités phare de l'UNESCO Dakar dans le domaine de la communication et l'information reste la promotion des centres communautaires multimédias (CMC). Du matériel radio et informatique a été acquis et une bonne partie de ce matériel a été acheminé vers les zones ciblées par le projet au Sénégal. Trois CMC ont été installés, équipés et inaugurés dans la région de Cas Cas, Kaffrine et Diawara. Au cours de 2010, les populations de Salémata, Ninefescha, la Parc du Niokolo Koba, et la région de Kédougou ont été accompagnés pour s'organiser pour accueillir ces structures, en se constituant en association, comité, etc., capables d'assurer la gestion des CMC et en sélectionnant le personnel bénévole qui sera ensuite formé au CESTI.

126. Il convient aussi de noter le travail effectué par CI/BREDA pour assurer la coordination de ce projet MDG-F '*promotion des initiatives et des industries culturelles au Sénégal*' (6.500.000 dollars au niveau du PNUD pour une période de trois ans). Après une réunion à Toubacouta avec les acteurs locaux et les partenaires du projet, y compris les Agences du SNU, une réunion du comité de gestion du projet s'est tenue en septembre 2010 pour bien canaliser les actions des uns et des autres. Des évaluateurs de l'UICN et de l'ICOMOS ont été reçus sur le terrain pour la validation de la candidature du Sine Saloum au patrimoine mondial de l'UNESCO. Une rencontre avec le secteur de la culture et les autres bureaux travaillant sur la même fenêtre a aussi permis d'accentuer la volonté pour l'UNESCO de tout faire pour que le projet soit un succès.

Sciences humaines et sociales

127. Le secteur de SHS a finalisé une étude sur le « Rôle et place des femmes dans les dynamiques migratoires au Sénégal » et élaboré un '*policy brief*'. Les deux documents ont été finalisés et seront publiés en 2011.

128. Le 2 Décembre 2010 a été célébrée la Journée Mondiale de la Philosophie en collaboration avec l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint Louis avec la participation effective de l'Université de Bouaké (RCI). Cette activité a permis de délocaliser l'action de l'UNESCO pour la rendre plus proche des communautés et d'impliquer dans la réflexion des acteurs de « type nouveau » avec la large implication de professeurs d'Université, d'enseignants du secondaire et aussi des étudiants de l'UGB, toutes UFR confondues, et des meilleurs élèves des classes terminales de plusieurs établissements prestigieux de Dakar et Saint Louis.

Sciences exactes et naturelles

129. En termes de la conservation et la gestion équitable des services des écosystèmes forestiers, un atelier d'information et de sensibilisation des élus locaux de la région de Matam sur le processus de création de la réserve de biosphère a été organisé. La sensibilisation a été toujours davantage soutenue par des missions de réactualisation du zonage de la future réserve de biosphère du Ferlo et des réunions d'information. Un plan de coopération de la réserve de biosphère du Ferlo a été élaboré, sanctionné par une validation lors de séminaire, et des données scientifiques dans les noyaux centraux ont été collectées.

130. Dans le cadre des activités de gestion de ressources en eau, un atelier de renforcement des capacités a été organisé en avril 2010 à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. L'atelier a porté sur des projets scientifiques relatifs aux zones arides et semi-arides de l'Afrique et sur la mise en place d'un réseau mondial d'information sur l'eau et le développement dans les zones arides. Le séminaire a contribué de manière substantielle au renforcement des capacités des équipes nationales et régionales et à la relance des activités de celles-ci. Suite à cette réunion, le groupe PHI du Sénégal s'est réuni pour relancer les activités notamment celles relatives à la l'étude de cas du Sénégal. Les travaux sont en cours sous la direction de l'UCAD et du ministère chargé de l'Hydraulique.

GAMBIE

Education

131. L'UNESCO a accompagné le pays pour effectuer une analyse sectorielle qui a été conduite en Gambie en 2010. Un appui conséquent a été donné pour former une équipe nationale capable de devenir le partenaire du programme anglophone.

132. Un plaidoyer fort a continué autour du « Programme d'Education de Base en Afrique » (BEAP). Ces efforts ont permis au Gouvernement gambien d'élaborer une feuille de route en vue de déterminer ses priorités et points d'entrée pour la mise en œuvre concrète du BEAP. Dans ce sens, des personnes ressources gambiennes ont bénéficié de formations sur le « *Competency Based Curriculum Framework* ». Les réplications, au niveau national, ont été entamées depuis la fin du premier semestre de 2010. La Gambie en est à l'arrimage de ce cadre curriculaire et la formation des enseignants.

133. Avec l'appui de l'UNESCO, un exercice de revue des politiques de l'EPPE a été conduit.

134. En termes de l'EDUSIDA, l'UNESCO a collaboré avec le Ministère de l'Education pour renforcer les compétences du point focal du VIH du Ministère notamment pour que cette personne puisse encore plus pleinement assurer la présidence du réseau des points focaux VIH des Ministères de l'Education de la CEDEAO (la personne a bénéficié de 2 formations en 2010). Dans ce même cadre, l'UNESCO BREDA a accueilli la réunion de comité d'organisation du réseau à Dakar au cours de 2010.

Culture

135. En 2010, un travail de mise en place de ce cadre institutionnel a été initié en Gambie. Ceci est un excellent préalable au recensement des trésors humains vivants et à la collecte des données de la tradition orale auprès de ces personnes identifiées et reconnus dans les régions. Notons également une étude sur les sites mégalithiques de Wasu et Kër Batch en Gambie a été réalisé et qui analyse sur l'état de ces sites transfrontaliers.

Sciences humaines et sociales

136. La Gambie a bénéficié de préparation d'une étude de cas, en collaboration, avec la Commission Nationale, sur la question de jouissance du droit de prendre part à la vie culturelle, plus spécifiquement pour identifier les obstacles qui entravent l'effectivité de ce droit. Le '*policy brief*' est en cours d'élaboration et des consultations entreprises avec la Commission nationale de Gambie pour l'UNESCO en vue de l'organisation de l'atelier de validation.

Sciences exactes et naturelles

137. A la demande de l'Union Internationale pour la Nature (UICN), l'UNESCO a appuyé la Gambie dans ses efforts pour la conservation et d'amélioration de la biodiversité. Un soutient a été fourni pour le Gouvernement pour la nomination du Niumi Park (Gambie) en réserve de biosphère et l'érection de l'espace Delta du Saloum et Niumi en Réserve de biosphère transfrontière (Sénégal/Gambie). En 2010, le dossier de Niumi Park a considérablement progressé et les documents quasi finalisés. Pour la réserve de biosphère transfrontière, le processus a été relancé en 2010 avec la mobilisation des autorités et les représentants des populations des deux côtés.

CAP VERT

Education

138. Grâce à la situation des ressources humaines améliorées, l'UNESCO a pu assumer l'entière responsabilité de la coordination du sous-composant 6 de l'Education du programme uni

(*Delivering As One*) en tant que chef de file. A cette fin, l'UNESCO a coordonné les interventions des Agences du SNU dans l'éducation. L'UNESCO Dakar a un officier de liaison au Cap Vert ce qui a facilité la participation au processus « One UN » et le positionnement de l'UNESCO auprès du bureau de Coordonnateur Résident, les échanges d'information, la coordination générale des activités ainsi que la mise en œuvre des activités. Le Cap Vert a bénéficié d'un appui important du Pôle de Dakar en 2010. Au cours de l'année, ont été initiés et/ou conduits le diagnostic sectoriel (en collaboration avec l'ISU), le modèle de simulation financière ainsi qu'une étude sur la gestion locale de la qualité et des apprentissages.

139. En termes de l'EPPE, l'UNESCO a entamé un exercice de revue des politiques qui a permis de recadrer les orientations et d'adopter des stratégies hardies (1 à 2 années d'éducation pré-primaire obligatoire en annexant des classes pour les enfants de 5 à 6 ans dans les écoles élémentaires par exemple).

140. L'UNESCO a également apporté un soutien pour le développement de réponse du secteur de l'éducation au VIH et SIDA. Dans le cadre d'une coopération sud-sud entre les pays ayant le portugais comme langue officiel (PALOP à savoir Cap Vert, Guinée-Bissau, Angola, Mozambique et Sao Tome et principe) et le Brésil, un atelier de renforcement des capacités a eu lieu au Cap Vert en mars 2010. Les capacités des 35 participants ont été renforcé notamment dans la gestion de partenariat entre le(s) Ministère(s) de l'Education et Ministère de la santé pour une meilleure prise en compte du secteur de l'éducation dans la riposte nationale.

141. Toujours dans le cadre des activités EDUSIDA au Cap Vert, les nouveaux documents curriculaires ont été examinés à la lumière de prise en compte adéquat de l'éducation sexuelle et l'éducation au VIH et SIDA. L'UNESCO a également mobilisé des ressources additionnelles pour renforcer les interventions au niveau du curricula. Le nouveau projet permettra d'assurer une intégration solide des questions VIH et SIDA dans le curricula. En 2010, ont été conduite les enquêtes d'identification et la planification et le projet démarrera en 2011.

Culture

142. En 2010, en coopération avec la Commission Nationale, l'UNESCO a organisé avec les écoles associées une série de visites des sites et monuments dans les différentes îles pour faire découvrir le patrimoine national aux élèves.

143. Une étude d'identification et de sélection des dix meilleurs produits artisanaux Top 10 du Cap Vert a également été réalisée. Pour chaque produit retenu, il y a une description du produit, des informations sur la production en termes de procédé et de volume, une information sur la valeur commerciale etc. L'idée est de réaliser, à partir de la sélection de produits spécifiques un catalogue des meilleurs produits artisanaux de chaque pays qui va servir de base à une promotion commerciale des expressions artisanales de chaque pays dans les Foires et les Salons de l'artisanat.

Sciences exactes et naturelles

144. Les États membres sont accompagnés dans leurs efforts de conservation et d'amélioration de la biodiversité, en relation avec les populations locales. En 2010, des données scientifiques sur la biodiversité ont été collectées et actualisées et des initiatives ont été prises pour l'intégration du Cap-Vert dans le réseau des Réserves de biosphère.

145. Dans le cadre du programme Sandwatch, en étroite coopération avec la Commission nationale un atelier, a été organisé sur le changement climatique dans les zones côtières en Afrique de l'Ouest; des informations contextuelles sur les méthodes et réseaux Sandwatch.

GUINEE-BISSAU

146. Le système des Nations unies en Guinée-Bissau a connu une période de transition en 2010 avec la transformation du Bureau d'appui des Nations unies pour la consolidation de la paix en un Bureau intégré des Nations unies. C'est dans ce cadre, à la demande de Coordonnateur Résident, que l'UNESCO a intensifié sa contribution au processus d'élaboration du nouveau plan d'action (UNDAF+). On peut noter que la création d'un poste d'officier de liaison en 2010 a permis une participation régulière aux processus des NU ainsi qu'une intensification des interventions des secteurs.

Education

147. L'UNESCO a contribué d'une manière importante à l'harmonisation de réponse commune des NU. Ceci d'abord en appuyant fortement la création d'un groupe de travail des Agences onusiennes actives dans l'éducation (UNICEF, PAM, UNFPA, PNUD et l'UNESCO) et ensuite en proposant et présentant l'UNESS comme un outil de planification d'une stratégie commune (« *UN wide UNESS* »). La préparation de *UN wide UNESS* débutera en 2011, le travail dans lequel l'UNESCO jouera un rôle de coordination globale. Ce document sera la base de réponse du secteur de l'Education dans la préparation de l'UNDAF+.

148. Après la finalisation de l'analyse sectorielle du système éducatif (en 2009, Pôle de Dakar), un appui conjoint avec l'UNICEF et la Banque Mondiale a été donné pour préparer une requête auprès du Secrétariat de l'initiative pour la mise en œuvre accélérée (*Fast Track Initiative*). (La demande sera soumise pendant le premier semestre 2011). Le Pôle a également appuyé l'élaboration de la planification sectorielle (en partant de l'analyse sectorielle du Pôle) et pour le diagnostic de l'enseignement professionnel et technique ainsi que le renforcement de la qualité de l'éducation (formation des enseignants, pilotage par les résultats).

149. L'UNESCO a continué à appuyer le secteur de l'éducation pour finaliser la politique et le plan d'action pour la lutte contre le VIH et SIDA. Cet effort s'est traduit par la production de deux documents qui ont été validés par les parties prenantes au cours d'un atelier en juillet 2010, et qui devraient être présentés afin que le gouvernement les approuve et qu'ils reçoivent un soutien budgétaire. D'autres efforts ont commencé, en étroite coopération avec l'Institut National de l'Education (INDE), afin de mobiliser des ressources additionnelles pour mettre en œuvre le plan stratégique de trois ans.

150. Un programme extrabudgétaire dans la formation des enseignants a conduit une évaluation des compétences académiques de tous les enseignants en exercice dans le primaire et secondaire. Cette évaluation de 6.600 enseignants en mars-avril a été l'activité phrase du projet en 2010. Les résultats ont été saisis et analysés et les besoins de formation continue identifiés et un plan de formation avec des outils adéquats (manuels, etc.) préparé.

Culture

151. En coopération avec la Commission nationale, l'UNESCO a facilité la coordination du projet de réhabilitation de la maison d'Amilcar Cabral à Bafata qui contribuera à revisiter l'histoire de la Guinée Bissau et à promouvoir le tourisme. Il s'agit d'un projet fédérateur qui a le soutien autant des pouvoirs publics que des populations de Bafata où se trouve la maison.

152. Une étude d'identification et de sélection des dix meilleurs produits artisanaux Top 10 de Guinée Bissau a été réalisée. Il s'agit au moyen terme de promouvoir la production et l'exportation des produits identifiés.

Communication et information

153. La Guinée-Bissau a bénéficié du renforcement des capacités des professionnels des médias dans le cadre de projets approuvés par le Bureau du Programme International pour le

Développement de la Communication (PIDC). Un programme de renforcement de capacités dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles et des désastres est en cours de préparation.

Sciences humaines et sociales

154. Dans le cadre du Programme d'Appui au Développement et à la Paix (PADEP) de la BAD, l'UNESCO exécute depuis 2006 un projet « Education à la culture de la paix, aux droits humains, à la citoyenneté, à la démocratie, à la compréhension interculturelle et à l'intégration régionale dans les pays en situation de crise et post crise ». En 2010, la Guinée-Bissau a bénéficié d'un appui technique dans la production de matériels. En coopération avec le secteur de l'éducation, le statut des droits de l'homme, de la paix et de la citoyenneté, de la prévention du VIH, de l'éducation sexuelle a été revu dans les programmes de formation des enseignants (curriculum et matériel didactique pour les professeurs des lycées et collèges, superviseurs et encadreurs).

Sciences exactes et naturelles

155. En 2010, le secteur des sciences est notamment intervenu en Guinée-Bissau dans le cadre du projet extrabudgétaire ACCC (Adaptation aux Changements Climatiques et Côtiers en Afrique de l'Ouest). Un atelier de formation a notamment eu lieu à Bissau en novembre 2010 sur « la gestion intégrée des zones côtières et les changements climatiques. Les personnes ressources de la Guinée-Bissau ont également pu participer à d'autres formations (par exemple la « cartographie des zones côtières » en avril 2010 au Sénégal).

Expérience innovatrice de la coordination des partenaires de l'EFPT bénéficiant tous les pays cluster

L'UNESCO en collaboration avec le secrétariat de la CEDEAO, a initié en 2009 « le processus d'Abuja », un processus sous-régional pour la revitalisation de l'EFTP en vue de favoriser auprès des pays membres une cohérence d'action en EFTP. En 2010, un groupe de travail (plus connu sous l'acronyme anglais « IATT » pour « Inter Agency Task Team ») regroupant les agences des NU (UNDP, ILO parmi d'autres) et d'autres partenaires (Secrétariat de la CEDEAO, ADEA parmi d'autres) a été mis sur pied, suite aux recommandations faites à l'issue du processus d'Abuja, pour renforcer cette cohérence d'action et fournir toujours plus d'appui aux pays dans le développement des compétences pour l'emploi des jeunes.

Lors de la seconde réunion de l'IATT (décembre 2010), les activités prioritaires de l'IATT pour 2011 ont été identifiées, avec un focus sur deux domaines prioritaires: Les cadres de certification (nationaux et régionaux) et le développement des capacités pour la collecte et l'analyse des données sur l'EFTP et le marché du travail, afin de développer l'emploi des jeunes et répondre aux besoins de développement de capital humain des pays.

UNESCO Office in Dar es Salaam

Comoros

156. Comoros had its presidential elections in December 2010, which were preceded by some political uncertainty/instability. The education sector has been affected by strikes and absenteeism among teachers, high failure and drop out rates and low learning achievement, all contributing to undermining the credibility of the education system.

157. **Education**: An assessment was conducted to identify education data gaps in order to initiate an education sector analysis (RESEN – *Rapport d' Etat du Système Educatif National*). A situation analysis of HIV/AIDS in education was completed. In addition, UNESCO carried out an emergency intervention in the context of the peace education project funded from the Peace Fund: "*Appui pédagogique et préparation à la réinsertion professionnelle des jeunes*", aimed at improving retention and the success rate of boys and girls at the level of the baccalauréat.

158. **Natural Sciences**: National officials from water related ministries and agencies were trained on integrated water resources management including managing impact of climate change on freshwater resources. UNESCO Institute for Statistics (UIS) provided technical assistance to the national statistical office to initiate the compilation of statistics on the R&D sector in Comoros.

159. **Communication and Information**: In the context of the IPDC project, capacities of the print media are being strengthened in modern news gathering methods with a focus on investigative journalism and conflict sensitive reporting.

Challenges

160. The absence of a UNESCO local office/ liaison person has made the follow-up of interventions difficult and implementation very slow. Moreover, lack of frequent flight connections and expensive travel costs add to the challenge of operating in Comoros. On the other hand, and although UNESCO had no liaison officer in the country in 2010, collaboration with the National Commission in the field of education was excellent and effective.

Participation in the UNCT activities

161. In 2010, UNESCO participated in the One Plan in Comoros (self starter country) and has benefitted both from the One Plan fund ($50,000) for a situation analysis of the education sector, and from the Peace Fund ($300,000) for "emergency measures" to reduce the extremely high failure and school drop out rates.

MADAGASCAR

162. Since 2009, Madagascar is going through a political crisis which has resulted in exclusion from international fora and reduction of international development aid. While Madagascar had been on a good track in terms of poverty reduction, poverty levels have been rising significantly since 2009. The UNDAF implementation has been disrupted as no cycle of programming was completed as planned due to the political situation. The current UNDAF initially covered 2008-2011. In 2009, due to the coup, the UNCT adopted new modalities of intervention which led to the updating of UNDAF. For the same reasons, UNDAF was extended until 2012 and a further extension until 2013 has been approved. Indeed, until the institutional context is back to normal, it will not be possible to develop a new cycle of UNDAF since the exercise needs government leadership. In the meantime, the country is losing important natural resources, including biodiversity. There is a huge need for the media to take on a peace-building role, and to play a constructive role in an inclusive, democratic development in Madagascar.

163. **Education**: Capacities of early childhood development education officials were strengthened in the design and implementation of inter-sectoral, inclusive and equitable ECCE policies. A situation analysis of the TVET sector was undertaken and a concept note elaborated as the first step in a comprehensive UNESCO intervention in the TVET sector. A comprehensive situation analysis of HIV/AIDS issues in the Education sector was conducted to inform future actions. In the context of the Fast track initiative, the UNESCO Institute for Statistics (UIS) provided support to the Education Ministry for the development of an Education Management Information System (EMIS), in close collaboration with UNICEF.

164. **Natural Sciences**: Key staff from water related ministries and agencies were trained on integrated water resources management including managing impact of climate change on freshwater resources. Capacities of members of the Madagascar National IHP Committee were strengthened at a regional training workshop that also supported networking of regional Committees.

165. **Communication and Information**: The National Archives were supported with capacity development interventions such as staff training and provision of basic scanning and storage equipment to facilitate the preservation and digitisation of print and audio visual heritage material. UNESCO collaborated with GenderLinks and UNFPA in Madagascar to strengthen the capacity of media professionals in Madagascar in gender sensitive and ethical reporting. The United NationsCommunication Group requested UNESCO expertise for the development of its external strategy of communication.

Challenges

166. The political instability has made it practically impossible to work at upstream level and limited the scope of UNESCO's interventions. In order to address the urgent needs of the population and until political stability is recovered, it may be therefore worthwhile to consider alternative modes of interventions, such as small- to medium-scale downstream interventions that would inform upstream policy work in the future.

UNESCO's participation in UNCT

167. Though UNESCO is a Non-Resident Agency in Madagascar, it is a full member of UNCT and contributes to the Heads of Agencies' discussions. At the country level, since the creation of an antenna in 2008, UNESCO participates in the common country programming exercise and to UNDAF/working groups relevant to its mandate. It is to mention that without the permanent presence of a national program officer (NOB) at the country level, it would have been very difficult for the office to intervene timely and pertinently.

MAURITIUS

168. The country is a Small Island Developing State (SID), faced with a number of challenges and where United Nationsassistance remains hugely relevant. While the country is well on track to achieving the Millennium Development Goals (MDGs) and enjoys high human development levels, a more in-depth analysis reveals considerable gaps as well as great vulnerability. Entire population segments are left out of the country's overall successes. Mauritius lacks the technical expertise and the capacities to design and implement successfully appropriate response programmes. The Government's key development objectives are reflected in the country's overarching program entitled "*Maurice, Ile Durable*" which puts the emphasis on the social dimension.

169. **Education**: Mauritius benefitted from several regional/cluster initiatives. Early childhood development and education officials' capacity to design and implement inter-sectoral, inclusive and equitable ECCE policies was strengthened through knowledge and practices sharing among practitioners and experts and south-south cooperation. A situation analysis of the education sector response to HIV and AIDS was carried out. Furthermore, a situation analysis of TVET was undertaken as part of UNESCO-SADC (Southern African Development Community) efforts to develop a SADC strategy on TVET.

170. The **Communication and Information** (CI) sector supported the National dialogue held in August 2010 on the situation of the Media in Mauritius based on the Media Development Indicators. UNESCO is also supporting the Rodrigues island Assembly in Mauritius to set up Rodrigues community Audio Visual Production Centre for the dissemination of development information in the approximately 38,000 populated island. In collaboration with the Mauritius

Institute of Health, CI is also supporting Mauritius and Seychelles to develop an academic and health information sharing system using Free Open Source Software.

171. **Natural Sciences**: At the workshop held in Seychelles in November 2010, a group of teachers from Rodrigues were sensitized on the Sandwatch model of environmental conservation targeting young school children in Small Island Developing States.

172. The **UNESCO Institute for Statistics** film survey and data compilation at national level were completed.

Challenges

173. As an Upper Middle Income Country (MIC), Mauritius can only have limited access to international financial assistance. Also, the United NationsCountry Team covering Mauritius and Seychelles faces the double challenge of limited United Nationsfield presence in the islands, combined with uneven degrees of country-level programmatic activity among the various agencies, Funds and Programmes represented in the Indian Ocean region. UNESCO is one of the 13 agencies – out of the 17 – that are non-resident. In order to address the challenge of Long distances to Mauritius and high travel costs, UNESCO has co-financed and shared in 2010 a programme officer with UNDP to act as a liaison officer. This has increased the Organization's visibility at the country level and facilitated programme identification and implementation significantly.

Participation in the UNCT activities

174. UNDG has classified Mauritius as "non-harmonized cycle"/Category C country, for which the use of CCA-UNDAF instruments is not mandatory, and its relevance left at the appreciation of the Resident Coordinator (RC) and the United NationsCountry Team. At present no UNDAF has been developed for Mauritius yet. Instead, the UNCT has promoted joint-programming on an ad-hoc basis. With the arrival of a new RC, major efforts have been deployed to bring the UNCT together in a Delivering as One fashion. As mentioned above, the challenge for the UNCT resides in the fact that apart from UNDP, all other agencies are non-resident (mostly based in Madagascar).

175. In August 2010, UNESCO Dar actively participated in the United NationsMulti-Disciplinary Study mission to Mauritius to carry out a situation analysis on priority areas for UNCT joint programming in Mauritius.

176. The UNESS document for Mauritius, completed at the end of 2010, was presented to the UNCT in October 2010, in an attempt to mobilize the UNCT to make quality education a priority for joint programming. As a result of the UNESS and interagency discussions, the Office revised its education programme and related expected result for 2011 to better focus on Education for Sustainable Development (ESD) related matters (priority area agreed by the UNCT). UNESCO will put forward a proposal for a joint programme on ESD at the UNCT Retreat 2011.

SEYCHELLES

177. Seychelles is a small island developing State situated in the middle of the Indian Ocean. It is a middle income country, with the economy based primarily on fishing and tourism. Both sectors are severely impacted by climate change and environmental issues as well as the Pirates operating increasingly closer to the Seychelles.

178. **Education**: An analysis of the TVET sector was conducted as part of UNESCO/SADC efforts to develop a SACD strategy on TVET. Seychelles also benefitted from several regional/cluster initiatives, including the strengthening of early childhood development and education officials' capacity to design and implement inter-sectoral, inclusive and equitable ECCE policies.

179. **Natural Sciences**: Regional Sandwatch trainers from eight countries were trained in the use of the New Sandwatch Manual.

180. **Communication and Information** (CI): An academic and health information sharing system for both the Seychelles and Mauritius is being developed. This information sharing system will make use of Free Open source software and will enable evidence-based decision making in the sector. The IPDC project to support the Seychelles Institute of Management to set up Media training is in the final stages, a curriculum was developed, staff were trained and the first batch of trainees have graduated in 2010.

181. An **inter-sectoral** collaboration between the CI, Culture and Education Sectors facilitated a mission from Seychelles to Tanzania to study the archives that are relevant to the Seychelles slavery history and use the information to feed into a history curriculum revision.

Challenges

182. The distance from Dar es Salaam, non-frequent and expensive flights pose the same constraints on the Office's work in the Seychelles. To address this challenge, UNESCO is co-funding with a number of other United Nationsagencies the services of a United Nationsvolunteer who is based in Victoria and works on HIV/AIDS, and at the same time ensures some liaison officer's services. Another challenge which slowed down to some extent the interactions with the Government was the change of key Ministers for UNESCO (education and culture) which took place with the last ministerial rotations in June.

Participation in the UNCT activities

183. The UNCT and the RC for Mauritius also cover Seychelles. UNDG has classified Seychelles as "non-harmonized cycle"/Category C countries, for which the use of CCA-UNDAF instruments is not mandatory, and its relevance left at the appreciation of the Resident Coordinator and the United NationsCountry Team. At present no UNDAF has been developed for Mauritius yet. Instead, the UNCT has promoted joint-programming on an ad hoc basis. With the arrival of a new RC, major efforts have been deployed to bring the UNCT together in a Delivering as One fashion. As mentioned above, the challenge for the UNCT resides in the fact that apart from UNDP, all other agencies are non-resident (mostly based in Madagascar).

184. In August 2010, UNESCO-Dar actively participated in the United NationsMulti-Disciplinary Study mission to Seychelles to carry out a situation analysis on priority areas for UNCT joint programming in Seychelles. The Government of Seychelles has requested the UNCT's support in developing a five year national development plan and UNESCO will contribute to that in its fields of competence. A joint program with United NationsWomen and UNFPA is being developed on **Violence against Women** to which UNESCO contributes with CI and Education related components.

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

185. In September 2010, in New York City, Tanzania was awarded the MDG Award for Achievement on MDG 2: Universal Primary Education, recognizing the Tanzanian Government's of efforts to increasing enrolment in schools. Progress in access has not been accompanied however by improvement in the quality of education which remains a major concern at both primary and secondary levels, with very high failure and drop-out rates, in particular among girls. Lack of clear strategies for linking education and training with labor market as well as weak institutional capacities for evidence-based planning and management of the education system remain key challenges. Low achievement rates, in particular for girls, in primary and secondary education in regard to science and math education, weak institutional set-up, and lack of horizontal coordination among government institutions remain key obstacles in this regard. The Government demonstrated the highest political will to reshape the Science, Technology and Innovation (STI) Sector to better

support the country's socio-economic development. In the area of **Culture**, balancing socio-economic development, tourism and conservation needs is an ongoing and mounting challenge, and so is the protection of underwater cultural heritage. Major international instruments such as the 2003 and 2005 Conventions have not yet been ratified. Access to **the Media** in the rural areas remains a huge challenge in Tanzania. Furthermore, inadequate legislation aimed at protecting and promoting freedom of expression coupled with falling standards of journalism and media ethics remain key concerns.

Challenges

186. The United Republic of Tanzania successfully conducted Presidential and general assembly (Bunke) elections in October 2010, which were praised by the international community for being transparent, peaceful and fair. However, elections also slowed down government capacity to implement activities and no policy dialogue or major policy decisions could be held for several months in the run up to the elections and until a new government was put in place. In 2010, UNESCO in line with other development partners and the Paris Declaration made use of the exchequer system for funds transfer to government counterparts. This added to delays in programme implementation since it took considerably longer time for the funds to reach the implementing partner level.

Main achievements

187. **Education**: All education activities in Tanzania have been implemented within the Joint United Nations Programme on Education (JP 10). Among the key achievements under JP 10 were: development of a sector-wide Education management and Information System (EMIS); a substantive assessment of the situation of science and mathematics teaching in primary and secondary education was completed and validated by the Government, and innovative teaching methodologies developed in math and science; the development of a qualification framework for adult and non-formal education to facilitate transition of the learners from one program to another, and into the formal education system; a human rights' education strategic plan was elaborated and tools for monitoring the implementation of the pre-service teacher training curriculum designed. A situation analysis of the TVET sector was also conducted to feed into a regional SADC TVET strategy.

188. **Natural Sciences**: A major focus was put on strengthening the capacities for the management of Tanzania's national science, technology and innovation system in line with the agreements of the African Union's Heads of States on African Science strategies as contained in the NEPAD Framework for STI. Programmes for training of public and private institutions were designed and training of trainers undertaken. Preparations for the external review of the country national innovation system were also made with a scoping mission from the OECD who are partnering with UNESCO on this initiative. Protocols and standards to inform the development of a science education policy prepared. Environment training activities were conducted and the capacities of managers of biosphere reserves were built through collaboration with the UNESCO-IHE and the CEODE of China. A study on climate change coping strategies of local peoples was conducted in Zanzibar also to underpin policy decisions on climate change adaptation. Support was also provided for the capacity development of the Tanzanian National IHP Committee through a regional training and through networking with regional Committees.

189. A major achievement in the area of **gender** has been the advocacy work for improving girls and women's participation in science and Math. UNESCO has supported the formation of a group of women scientists with the aim of providing positive role models for girls and women and intensify advocacy for women's participation and role in STI.

190. **Communication and Information**: To support broad participation of people, in particular women, in rural areas in the elections, community radios were mobilized for voters' education. To generate debate on press freedom, Tanzania was supported in hosting the East and Central Africa

World Press Freedom day 2010. The setting up of the Community radio for Maasai pastoralists of Loliondo District, and the Capacity-Building Project for the Community Media Network of Tanzania have further contributed to boost the access of the populations living in the remote areas to the media to express themselves and to receive exchange useful knowledge and information. Furthermore, support was provided to the Media Council of Tanzania in the review of the standard curriculum of diploma level institutes based on the UNESCO Model Journalism Curricula. The capacity of the Media to undertake investigative and analytical journalism was encouraged through the setting up of an award for good journalism. The Tanzania Library Services Board and the National Environmental Management Council was enabled to develop online and offline repositories of environmental information in support of better decision making in the environment sector.

191. **Culture**: In collaboration with the Dutch Embassy, training of underwater heritage experts has been carried out to further build knowledge and support national implementation in the area of maritime and under water cultural heritage (MUCH). Within the implementation of the UNJP1: “Wealth creation, Employment and economic Empowerment “, UNESCO contributed to the rehabilitation of Malindi Mosque and cemetery in Kilwa Kisiwani and Songo Mnara World heritage site which will strengthen the government’s efforts to move Kilwa Kisiwani from the endanger list. A road map has been developed for the establishment of a museum as part of the regional African Liberation Heritage Programme (ALHP). To support improvements in Tanzania’s reproductive health system a substantive anthropological study aimed at identifying key cultural issues in relation to very high maternal health death in Dodoma has been carried out for the United Nations joint program on health.

192. **Social and Human Sciences**: UNESCO provided advisory services and guidance to the formulation of a sports’ component in the national development plans for Mainland Tanzania and Zanzibar.

Participation in Delivering as One

193. In 2009-2010, UNESCO was involved in 8 out of 11 Joint Programmes (JP): JP 1 – Wealth Creation, Employment and Economic Growth; JP 2 – Maternal and New Born Mortality Reduction; JP 4 – Capacity development; JP 5 – Zanzibar; JP 6 – Transition from Humanitarian Assistance Towards Sustainable Development in Kigoma; JP 8 – Communication; JP 10 – Education; JP 11 – Environment. Besides providing its technical support to the education programme overall, UNESCO managed the Joint Programme on Education (JP 10) involving UNICEF, WFP, ILO, and UNIDO. A collective important lesson learned for the United Nations in Tanzania is move away from joint programs and transit as of July 2011 to a holistic all encompassing plan where agencies work collaboratively to achieve well defined outputs, while key actions remain agency specific.

194. Seven agency heads (UNFPA, Unicef, ILO, UN Women, WHO, UNAIDS and UNESCO) have established an advocacy group on adolescent girls and a number of advocacy activities including newspaper articles on key adolescent gender issues in major Tanzanian news papers have been published. Strategic United Nations interventions targeting adolescent girls are being developed. UNESCO also contributed substantively to the mandate of the United Communication Group (UNCG) through the activities related to the Capacity-Building of the Media. To facilitate and better coordinate with government counterparts in Zanzibar, the UNCT decided to operate a ONE Office in Stonetown, where UNESCO recruited a focal point for the duration of the Joint Program 5 (Zanzibar), 30 June 2011.

195. UNESCO has contributed substantively to the development of the One Programme – UNDAP, 2011-2015, which was approved by the Tanzanian Government in December 2010.

UNESCO Office in Harare

196. UNESCO Harare has actively engaged in the Delivering as One (DaO) processes in all cluster countries including those where it is a Non-Resident Agency (NRA) namely Botswana, Malawi and Zambia.

BOTSWANA

197. The overarching national strategy for Botswana is Vision 2016, which, under the pillar of envisioning an informed and educated nation, aims to optimize human capital for economic growth, in which the private sector is seen as a driver. This requires a multi-skilled, flexible and independent work force; hence a focus on workforce competencies and competency- or outcome-based education and training. The Vision 2016 emphasizes access and equity in education.

198. The Government of Botswana (GoB) is well aware of the need to find alternative ways to fuel the economy as the diamond industry begins its decline process, jeopardizing their growth trend. Under this scenario, the priority given by the government and reflected in both UNDAF and NDP 10, over a common base of governance, is the Economic Diversification.

199. Based upon the above trend, and the increasing importance given to the Environment and Climate Change globally, UNESCO Harare kept most of its financial commitments in the areas of Culture and Science while keeping within the framework of the 2010-2011 budgetary allocations. UNESCO’s committed to support the development of creative and cultural industries that could feed into ways to diversify the economy, based on the Botswana’s national culture policy.

200. In the **Natural Sciences sector**, UNESCO’s technical support has mainly focused on the use and wise stewardship of water resources as well as on science technology and innovation policies. UNESCO has participated in the Environment and Climate change theme group, chaired by UNEP.

201. UNESCO conducted a preliminary review of the **TVET** sector in April 2010 and identified the strengths, weaknesses and opportunities that will guide its future support to TVET and as a contribution to the realization of the UNDAF outcome on strengthening the institutional and regulatory environment for inclusive trade and private sector development, one of the outcomes under the Economic Diversification and Poverty Reduction theme group.

MALAWI

202. The Malawi Vision 2020, its long-term-development strategy, states that by the year 2020 “Malawi as a God fearing nation, will be secure, democratically mature, environmentally sustainable, self-reliant with equal opportunities for and active participation by all, having social services, vibrant cultural and religious values, and a technologically driven middle-income economy”. The medium term strategy, also known as the Malawi Growth and Development Strategy (MGDS) has been the main government strategic document to which the UNDAF has been aligned.

203. Malawi is a self-starter country within the United Nations reform. It has been recognized as a non-official pilot country since it began moving simultaneously with the pilots. During 2010, the DaO efforts concentrated particularly on developing the background documents including the Country Assessment and Causality Analysis which would form the basis and rationale for the new UNDAF along with the Road Map towards the development of the new UNDAF. The Mid-Term Review of the last version of the UNDAF saw the limited presence of Climate Change as one of the main things to review. The Climate Change theme has certainly gained attention in all countries including Malawi. UNESCO joined the discussion among United Nations agencies on the proposed United Nations Multi-Donor Trust Fund on Climate Change and provided potential entry points to tap funds for projects concerning groundwater monitoring and Managed Aquifer Recharge.

ZAMBIA

204. The Sixth National Development Plan (SNDP) 2011-2015 is the successor to the Fifth National Development Plan (FNDP), aimed at actualizing the aspirations of the Vision 2030 of becoming “a prosperous middle-income nation by 2030”. While the FNDP set the pace for improving economic infrastructure and investing in human development, the SNDP aims to build on the gains of the FNDP in the process of attaining the Vision 2030. The theme of the SNDP is “sustained economic growth and poverty reduction”. The objectives of the SNDP are to accelerate: infrastructure development; economic growth and diversification; rural investment and poverty reduction and enhance human development.

205. UNESCO provided inputs to the UNDAF Outcomes that are relevant to its mandate. Support to media reform, including to media curriculum reform is another potential area where UNESCO’s expertise can be brought to bear.

ZIMBABWE

206. The Zimbabwe Economic Development Strategy (ZEDS) is a five-year medium-term development strategy (2009-2014) that reflected the aspirations of the people of Zimbabwe as expressed in the Vision 2020 and the Millennium Development Goals.

207. UNESCO participated in the UNDAF (known as ZUNDAF in Zimbabwe) workshop (July 2010) which aimed at reaching common understanding between the United Nations agencies and moving forward with government counterparts to begin outlining the outcomes of the UNDAF. Seven working groups have been set up, the theme of each would be translated into the outcomes of the UNDAF: Governance; Economy, employment and poverty reduction; Agriculture; Environment; Population and Basic Social Services; HIV-AIDS; and Gender.

208. UNESCO has actively participated in the various thematic groups meetings. It is co-chairing the Education Sub-group along with the Ministry of Education, Sport, Arts and Culture under the Population and Basic Social Services (PBSS) Thematic Group. As such, the UNESCO Education team prepared the narrative section on Education and consolidated the Education Matrix results under the Population and Basic Social Services.

UNESCO Office in Kinshasa

209. La RDC a renoué avec des taux de croissance positifs malgré l’impact du conflit touchant l’est du pays et les chocs économiques externes résultant de la dégradation de la situation économique mondiale. Malgré cette reprise, la pauvreté est toujours de masse touchant plus de 70 % de la population. Selon le rapport national des OMD l’accès aux services de base reste encore faible, 4 enfants sur 10 ne vont pas à l’école. Cependant l’atteinte du point d’achèvement PPTE a été une étape importante dans la transition du pays vers une phase post-crise, qui est intervenue à l’heure ou le pays célébrait le cinquantenaire de son indépendance. A cette occasion, le gouvernement a affiché clairement à travers cinq grands chantiers, et le Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCRP) 2, sa volonté de renforcer son leadership dans le processus de reconstruction et de s’acheminer vers un développement durable.

210. Cette évolution a coïncidé avec l’adaptation de la résolution 1925 du Conseil de Sécurité de l’ONU, marquant la transformation de la MONUC en MONUSCO (Mission de l’Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo), qui est devenue dès lors une mission de stabilisation et de consolidation de la paix mettant davantage l’accent sur le renforcement de l’autorité de l’Etat et la résolution des causes structurelles de l’instabilité.

211. Ce nouveau mandat appelle à une plus grande collaboration entre la MONUSCO et l’Equipe de Pays, entre les Nations Unies et le gouvernement, et à une meilleure cohérence des outils de

programmation commune en appui aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix en RDC. C'est dans ce contexte que la MONUSCO et l'UNCT ont poursuivi la réflexion sur un cadre Stratégique Intégré (ISF) et ont lancé un processus de formulation d'un programme de consolidation de la paix pour les zones qui ne sont pas en conflits. La revue à mi-parcours de l'UNDAF et les opportunités d'adaptation de la matrice de résultats au nouveau contexte programmatique ont été élaborée afin d'offrir un réel cadre de dialogue aux agences du système des Nations Unies.

212. Sur le plan de la coordination l'Equipe Pays a décidé d'expérimenter quelques bureaux intégrés (Area Coordination) à l'échelle provinciale dans les zones où la MONUSCO a prévu de réduire sa présence, notamment à l'Ouest. De cette expérience, il est attendu un effet catalyseur pouvant lancer la marche vers le « One United Nations ».

213. Le Bureau a entrepris un plaidoyer au sein des agences et auprès des PTF pour l'introduction d'une approche socio-culturelle dans les stratégies de prévention et de gestion des crises afin d'éviter de réduire les solutions à des approches dominées par les déterminants militaires et sécuritaires. La réintroduction des valeurs historiques et culturelles de tolérance ainsi que certaines coutumes ancestrales permet de mettre à contribution certaines institutions éducatives et coutumières dans le développement de nouvelles pratiques du dialogue apaisé entre les communautés villageoises. Cette approche socio-culturelle, prend en compte la diversité de ce pays/continent, et propose une gestion du changement à partir de modèles de gouvernance polymorphes. Elle a séduit de nombreuses agences des nations-unies qui ont souhaité la développer dans la mise en œuvre de leurs activités sectorielles afin de réduire les risques d'échec des projets. Cette approche est également un lien fédérateur sur lequel construire des programmes conjoints.

214. Le Bureau de l'UNESCO s'est attaché à tirer les problématiques d'urgence vers plus de développement avec un renforcement de sa présence à un niveau local, plus proche des bénéficiaires. Il a initié plusieurs programmes conjoints dont les plus importants ont porté sur le genre et le VIH/SIDA. Pour le programme Genre, les activités ont permis d'aider le gouvernement à élaborer sa stratégie nationale et à développer des actions de lutte contre les violences sexuelles, surtout dans les provinces dans l'Est. Cependant ces activités restent encore insuffisantes au regard des violences faites aux femmes dans toutes les régions de la RDC .

215. Malgré les difficultés de terrain, au sein de la coordination VIH/SIDA , le Bureau participe au Groupe Thématique placé au niveau des chefs d'agence pour les orientations stratégiques et à l'équipe conjointe SNU pour le VIH/SIDA qui constitue la cheville ouvrière pour le travail de coordination et du plaidoyer dans le cadre du programme conjoint 2010-2011. Un travail de sensibilisation a été mené en direction des organisations de la société civile et des leaders religieux. Le Bureau privilégiant la sensibilisation à travers les radios communautaires.

216. En ce qui concerne **l'éducation**, le Bureau UNESCO s'est positionné sur les questions stratégiques de soutien sectoriel en privilégiant une approche-programme basée sur une analyse rigoureuse des besoins du système éducatif et des priorités nationale, en apportant son soutien plus particulièrement à la formulation de politiques ciblées telles que la gratuité de l'enseignement primaire ou encore l'allongement de l'éducation de base et la réforme du curriculum. Le Bureau a développé un programme intégré d'appui à la planification de stratégies de développement par: (i) une stratégie de l'enseignement primaire, secondaire, technique et professionnel validée en 2010, qui est un des leviers de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et sera introduite pour bénéficier des fonds additionnels Fast Track ; (ii) une stratégie pour l'éducation non formelle et une autre pour l'enseignement supérieur.

217. Le soutien continu de l'UNESCO à la production des statistiques de l'éducation a rendu possible une planification nationale axée sur les résultats et amélioré les capacités de suivi/évaluation des programmes éducatifs en cours et des réformes prévues. Parallèlement, le Bureau de Kinshasa a développé et mis en œuvre un programme de renforcement des capacités

nationales en planification et gestion de l'éducation afin de pérenniser les acquis des exercices menés conjointement avec le Gouvernement et à renforcer un leadership national sur les questions éducatives.

218. L'UNESCO s'est notamment mobilisé pour faciliter le dialogue politique entre institutions nationales clés pour le développement du secteur (Ministère du Budget, Ministère des Finances, Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, Ministère des Affaires Sociales et Ministère de l'Enseignement Supérieur) et plaidoyer dans le sens d'un accroissement significatif des ressources financière de l'Etat en faveur de l'Education. Le Bureau s'est également impliqué dans la coordination des partenaires de manière à repositionner l'UNESCO comme leader sur le secteur éducatif.

219. Dans le cadre de la consolidation de la paix et du renforcement des capacités des institutions démocratiques, le Bureau de Kinshasa développe un programme d'alphabétisation électorale à l'adresse des femmes et des jeunes en âge de voter analphabètes, et en collaboration avec le Bureau de Rabat , dans le cadre de la collaboration Sud Sud , un programme pilote d'alphabétisation des soldats , de leurs épouses et enfants .

220. Dans le cadre du renforcement des capacités nationales pour la gestion durable des ressources naturelles, l'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques, le Bureau s'est engagé dans des actions de sensibilisation des acteurs nationaux sur les enjeux de la gestion des ressources naturelles et le développement durable.

UNESCO Office in Libreville

221. The implementation of the Education Programme during the first year of the biennium has built on previous assets and contributed to laying the foundation of new education policies, mainstreaming reviewed curricula, scaling up institutional capacity development initiatives, and fostering key entry points for achieving Millennium Development Goals, Africa's Second Decade of Education, and Regional Integration. It enabled greater visibility of and recognition for UNESCO's support in the three cluster countries among both national and international development partners. UNESCO's support to the three Cluster countries in education has enabled major achievements in improving policies and curricula for quality formal and non formal education, institutional capacity development in science, technology and mathematics education, education for sustainable development and school mapping, enhanced learning acquisitions for children, youth and women in biodiversity preservation & environmental education, HIV and AIDS prevention, and community empowerment, and strengthened partnership in Delivering as One.

222. The education regular programme budget 2010-2011 for the cluster amounts to $293,900, of which two-thirds have been used to realize the following achievements:

EQUATORIAL GUINEA

223. Institutional capacity strengthened in Science, Technology and Mathematics Education: In addressing the national vision of building a post-oil economy in Equatorial Guinea, UNESCO provided support to institutional capacity-building in Science, Technology and Mathematics Education (STME) through the training of 50 trainers of trainers, inspectors and Educations counsellors, including 10 women, in pedagogical planning focusing STME. The Ministry of Education, Science and Sports has at present, a team of trained professional to design policies and plans aiming at developing teachers' competences in STME.

224. Institutional capacity enhanced in School Mapping: In addition to last biennium support for school mapping at Primary Education level, UNESCO enhanced support in school mapping at Secondary Education level. A national team of 60 officials comprised of one third of females, in School Mapping at Secondary Education is now set up. Hence, UNESCO contributed to

strengthening Institutional capacity, facilitating the implementation of the national Educational Programme PRODEGE. Data collected are being processed and will be published by April 2011.

225. Institutional capacity enhanced in the Response of Education to HIV: With the support of UNESCO, Equatorial Guinea is implementing the CEMAC Pilot Programme of Distance Education using ICT for Primary, Secondary school teachers and teacher trainees. Project technical team and pedagogical commission have been set up. The adaptation of pedagogical tools and preparation of radio broadcast programmes are ongoing. Ten pilot schools are targeted. The programme is generating a new momentum in the Education Department's Response to HIV.

GABON

226. New policy orientation and curricula on citizenship education have been designed: Upon the request of his Excellency the Minister of Education, UNESCO made a substantive contribution to the National Conference on Education, *Etats Généraux de l'Education*, which defined new policy orientation for the entire education sector. As a follow up to the recommendation of the Conference, UNESCO supported the design of gender sensitive new curricula on Citizenship Education. The curricula have been prepared and will be validated in February 2011.

227. Innovation in literacy and non formal education with the promotion of national languages: Up to now, literacy programmes were delivered using French language as a unique means of teaching. With the translation of the National Constitution, the National Anthem and Literacy manual – level 1 into eight national languages, a new era is starting with the delivery of literacy programmes in national languages. For the first time the National Anthem was song via media in national languages.

228. Institutional capacities enhanced in design and implementation of quality literacy programmes: UNESCO supported the capacity-building initiative of the Ministry in charge of Literacy Programmes. More than seventy (70) trainers of trainers including 50% of female trainers both at national and district levels acquired additional competences in the design and implementation of quality literacy programmes for sustainable development.

229. Institutional capacities strengthened in Science, Technology and Mathematics Education: Support has been provided to the Ministry of Education in publishing a manual for conducting Microscience experiments at Secondary Education level. This publication is a convenient tool for Secondary Science Teachers. It will facilitate the implementation of various practical science activities. Furthermore, UNESCO supported the second edition of the National Mathematical Contest. It has been an opportunity to strengthen partnership with the NGO: "*Fondation Omar BONGO ONDIMBA pour la Paix*", initiator of the contest. The importance of such initiative in promoting excellence in education which is in line with the new Education Policy was highlighted by the Ministry of Education.

230. Enhanced learning acquisitions for children and youth in HIV and Aids Prevention: The annual sensitization campaign with the Gospel Singer Bénédicte Wora, reached more than 2,000 primary and secondary education students in the districts of Gamba and Omboué, in Gabon HIV most affected province: Ogooué Maritime with 8.7% prevalence. The children and youth acquired basic knowledge in human relationships, HIV prevention, AIDS, behaviours, practices. The sensitization programme impacted teachers as well as parents who expressed their appreciation of the programme. Moreover, UNESCO contributed to funding the HIV Prevalence and CAP survey in the School Environment which provided useful data on HIV status in School community and prevailing practices and behaviours.

231. **Strengthened partnership in Delivering as One**, through the following two major areas of joint interventions:

(a) UNFPA, UNICEF and UNESCO have been working together with the Ministry of Economy and Ministry of Education to strengthen national capacities in Education

statistics production. From 2009 to 2010, nine provincial teams dealing with statistics have been trained and equipped with computers to facilitate the daily work of processing and analysis. Forty-eight officials have acquired new competences in data collection, processing and analysis;

(b) Within the United Nations Country team on HIV and AIDS, joint intervention contributed to the funding of the survey on HIV Prevalence and CAP which facilitated the completion of the UNGASS biannual Report for Gabon. It is a significant achievement in support of the Governments efforts to monitor national response to HIV.

SAO TOME AND PRINCIPE

232. Enhanced learning acquisitions for children, youth and women in Biodiversity Preservation and Community Empowerment: In cooperation with the NGO MARAPA, an environmental education campaign reached 400 school children, providing basic knowledge on Turtles and the urgency of safeguarding them. Various pedagogical tools have been designed. At community level, the literacy and empowerment programme in Lobata helped build new competences for 300 organized women, namely in gender issues, health, environmental sustainability, biodiversity preservation, income generating activities. Building on both initiatives, UNESCO with the Ministry of Education, Culture and Sports, published a brochure on Biodiversity Preservation, focusing safeguarding turtles, which is a learning tool as well as a sensitization and advocacy instrument. It is a contribution to the celebration of the International Year of Biodiversity.

233. Institutional capacity enhanced in Education for Sustainable Development: In cooperation with the General Inspectorate of the Ministry of Education, a team of 30 inspectors and education counselors has been equipped with new competences in Education for Sustainable Development. This group of trainers of trainers will serve as a basis for curriculum review and training of teachers in Education for Sustainable Development. Moreover, a useful training document has been prepared which will also serve in teacher capacity development.

234. Curricula on Citizenship Education designed: The National Commission of UNESCO coordinated the process of curriculum review in citizenship education. Various institutions participated in the exercise which led to the production of a document on reviewed curricula in citizenship education. The review emphasized Primary and Secondary Education and Teacher Training.

235. Environmental awareness raised among communities and public opinion: In cooperation with the General Directorate of Environment, a social communication programme on sustainable environment awareness-raising and biodiversity preservation has been implemented with impact on all segments of the society using radio and television broadcasts.

236. Based on the various initiatives, UNESCO stands as a lead agency in Environmental Education and Education for Biodiversity Preservation in Sao Tomé and Principe

Challenges, lessons learned and entry points for future cooperation

237. The major challenges pertain to the relatively high mobility of officials, the difficulty of timely availability of national departments’ counterpart funding and limited national expertise. A significant lesson is the importance of setting up an operational team of trained national experts and officials in each area of intervention, for monitoring, follow-up and sustainability.

238. The key entry points for future cooperation have been identified through the targeted areas: In the case of Gabon: Integrated School Mapping & Education Management Information System; and Quality Literacy for Community Empowerment and Sustainable Development. In the case of Equatorial Guinea: Science, Technology and Mathematics Education; and Quality Assurance in Education, especially in Higher Education. In the case of Sao Tome and Principe: Mainstreaming

Education for Sustainable Development; and Education for Biodiversity Preservation and Community Empowerment.

UNESCO Office in Maputo

Education

239. During the period under review, UNESCO provided support in capacity-building in the use of the Education Management and Information Systems (EMIS) tool, as well as financial and technical assistance for the collection, analysis and use of quality data for the management and planning of the education system through the use of the EMIS. UNESCO also contributed towards the development of qualification frameworks for measuring learning achievements as well as the development of inclusive education (IE) standards and the mainstreaming of IE in the national education strategy.

240. Capacities for child protection and children's rights education of civil society organizations (CSOs), including the National Teacher's Union, were strengthened, in particular in the areas of programme planning, mobilization of funds, networking, partnership building and the use of a child rights monitoring tool. Special attention was given to CSOs working with vulnerable groups, such as youth organizations and/or women-led CSOs. Among the main results was the creation of a database mapping the main civil society actors within the field of human and/or children's rights.

241. Through the CapEFA project, UNESCO supported the revision of the Literacy and Adult Education (LAE) strategy and the elaboration of the curriculum for LAE trainers and facilitators. It also facilitated the clarification of the legal status of Training Centres and their subsequent formalization as Training Institutes for Adult Education and Literacy. Support was provided for the revitalization of the Resource Centre at the University Eduardo Mondlane. Institutional capacity development in planning and coordination was provided through training of national, provincial and district directorate LAE officials. Women's employment and income generation was promoted through the provision of business management, entrepreneurial and marketing skills training to women in selected provinces.

242. UNESCO Maputo provided support in the production of a TVET Mozambique status report within the context of the revision of the Southern African Development Community (SADC) initiative on TVET. UNESCO contributed also to the production of local curricula for Non Formal Education in the creative industries and rehabilitation works linked to the World Heritage site conservation, through in-service training programmes.

243. The UNESCO Maputo HIV and AIDS programme has enabled the expansion of elements of the Work Place Policy in the Education Sector (WPPES) to all districts while technical assistance was provided for inclusion of the WWPES in the tenth round of the Global Fund. Support was also provided for the developing of the Measuring Learning Achievements (MLA) framework for the evaluation of the competences of teacher trainers in HIV and AIDS and Sexual and Reproductive Health (SRH).

244. Upon request of the Ministry of Education, UNESCO initiated the piloting of SRH education in schools. A study was undertaken to better understand the discrepancies between sexual reproductive education in schools and communities. As a result, a cross-sector pilot in two districts was launched where an integrated approach to HIV and AIDS enables the development of responses from the education sector that take into account culture-specific constraints and opportunities while synergies with other sectors, in particular health, are optimized.

Culture

245. In the framework of an extra-budgetary project funded by the SIDA, UNESCO continued providing its support to the development of decentralized planning and management capacities of

cultural institutions, in particular of museums and cultural centres, in Mozambique. The strengthened capacities contributed to improved conservation of assets, service delivery, public outreach and mobilization of partnerships, as well as planning and reporting skills.

246. Capacity-building on the establishment of a Culture Management Information System (C-MIS) was also initiated with the design of an Internet platform for the system and the uploading of data.

247. Scaling up the sociocultural approach in HIV and AIDS interventions took place through institutional capacity-building of the Social-Cultural Research Institute (ARPAC) in eight new districts. The interventions ranged from widow cleansing rites to control of minors´ access to nightclubs and bars, demystifying relationships between abortion and AIDS, etc. More than 300 traditional leaders were mobilized so as to promote behavior changes against risk practices and actively contribute towards finding local solutions.

248. In addition, the approach was expanded to address gender-based violence and discrimination of women, and promote sexual and reproductive health education and health services by enhancing dialogue and collaboration between traditional and formal service providers.

249. Through leadership and technical assistance in the development of a tool for integrated mainstreaming of culture, gender and human rights, UNESCO Maputo successfully managed to include mainstreaming culture as a core principle of the UNDAF process.

250. UNESCO contributed to the better understanding of the current situation of cultural and creative industries in Mozambique through conducting and disseminating various studies, including those concerning the Law on Intellectual Property Rights, the legal status of music and the crafts sector value chain and on the relation between labor laws and the development of micro, small and medium size enterprises.

251. The elaboration of, and the sensitizing of the key actors in a sector about, a specific guide for contracts, supporting relevant associations in legalizing their status and training young artisans in marketing skills contributed towards the strengthening of the cultural and creative industries sector. With the support of the MDG-F for Culture and Development, cultural tourism itineraries were developed, including inventories of the tangible and intangible heritage of the itineraries.

252. The rehabilitation of the San Sebastian Fortress of the World Heritage Site of Ilha de Moçambique was continued through the stabilization, reparation and reconstruction of the rainwater drainage system and the structural elements of the fortress ramparts and buildings as well as through the training and employment of 100 local craftsmen in the rehabilitation works.

253. One of the key steps taken towards the re-utilization of part of the monument was the signing of a Memorandum of Understanding between UNESCO and the University of Lúrio (UniLurio) on the establishment of a research centre. The needs for repairs were identified; and a detailed strategy for the restoration and sustainable use of the monument was drafted.

254. Capacity-building in the management and conservation of cultural heritage sites was provided for local community representatives and cultural professionals, the first resulting in the production of a Manual of the Conservation and Management of Cultural Heritage Sites; and the second, in the elaboration and validation of the Management and Conservation Plan of the World Heritage site (2010-2015). Regarding the sensitization on the importance of underwater cultural heritage, the Office mobilized support for Mozambican participation in the underwater heritage network of Eastern and Southern African countries.

255. Within the context of the support to the Mozambican response to the recommendations of the World Heritage Committee, regarding the listing of the Ilha de Moçambique in the UNESCO List of World Heritage in Danger, the Office successfully mobilized support for a United Nations

joint programme as a means to develop a model for improved coordination among United Nations agencies in Mozambique. US$ 500,000 were pledged for the programme.

Communication and Information

256. UNESCO Maputo contributed towards improving media professionalism, increasing high-quality coverage of local issues and awareness-raising on the right to information and freedom of expression among media professionals, civil society actors, and central and local government officials through various capacity-building and awareness-raising efforts. This support resulted, among others, in the endorsement of common ethical standards in the media by MISA-Mozambique and SNJ and the signature of the Memorandum of Understanding between the National Coalition on Right to Information and its partner civil society organizations.

257. The national network of CMCs was consolidated by establishing three and launching two new CMCs and through providing support in the form of both equipment and capacity-building in content development in the existing ones.

Other activities

258. The UNESCO Maputo Office assisted BREDA in the development of capacity-building programme for education specialists, in particular for engagement in the Delivering as One (DaO) exercises, including through carrying out a case study on UNESCO's participation as a Non-Resident Agency (NRA) in the DaO pilot country of Cape Verde.

259. UNESCO Maputo contributed to the training of high level officials (from education and health sectors) in the Portuguese-speaking African countries (PALOPS), organized by BREDA and UNESCO Brasilia Office in Cape Verde, in particular regarding the role of culture in HIV and AIDS prevention.

260. Teacher-training materials were produced in Mozambique as a result of the project in building teacher training competencies in HIV and AIDS and SRH education and disseminated in Angola. As a result, the UNESCO Maputo Office prepared an exchange of experiences mission between Angolan education officials and Mozambique.

261. The Office organized a SADC (Southern African Development Community) meeting on HIV and AIDS and culture providing the logistical support and the content delivery on socio-cultural approaches to HIV and AIDS. As a result, SADC requested UNESCO to support their capacity-building for the dissemination of this approach in SADC countries.

Challenges

262. While the mobilized resources were instrumental for the strengthening of UNESCO support to line ministries and expansion of programmatic activities to new areas, UNESCO's contribution could be further enhanced with an improved representation of staff to cover areas of culture, communication and information, and the sciences.

Contribution to the United Nations Country Team's (UNCT) activities

263. In 2010, the United Nations in Mozambique embarked on the elaboration of the next UNDAF (2012-2015). From the very beginning of the process, the UNESCO Maputo Office played an active role within the United Nations Country Team (UNCT) and its working groups, in particular in the UNDAF Task Force and the Programme Management Team (PMT) and Monitoring and Evaluation Reference Group (M&E RG).

264. In addition to capacity-building in the fields of Results Based Management (RBM) and M&E, the focus was on mainstreaming cross-cutting issues, such as culture, gender and human rights issues into United Nations programming.

265. It should be noted that the UNESCO Maputo Office played a crucial role in leading the joint United Nations exercise for mainstreaming culture, gender and human rights into development programming together with UNFPA, UNICEF and UNIFEM. UNESCO was involved in the design of a conceptual framework and integrated tool and the testing of the tool with the government planning officials and civil society representatives. This exercise led to the adoption of the integrated approach to mainstreaming culture, gender and human rights as a key principle to be applied in the next UNDAF (from programming to implementation and evaluation). UNESCO's technical lead was also facilitated by contributions from Headquarters (Culture Sector) in the provision of both financial and technical assistance. Moreover, the UNFPA in Mozambique requested UNESCO Maputo to provide assistance in putting the cultural element of the tool into practice in the reformulation of their country strategies.

266. UNESCO also mobilized support for the piloting of a United Nations geographic convergence joint programme in the World Heritage Site of Ilha de Moçambique and its environs. The developed concept note for the joint programme was approved in June 2010 while the joint programme document was submitted for the approval of the UNCT at the end of the year. It is expected that the joint programme will be launched in 2011 and US$ 500,000 mobilized for UNESCO implementation.

267. The synergies between Headquarters and UNESCO Maputo Office were instrumental for the leverage of this programme. Both BSP and Culture Sector contributed with seed money for contracting of a coordinator for this joint programme. It is expected that the joint programme will lay the foundation for a larger programme for the period 2012-2015 where the integrated development in Ilha de Moçambique is fostered and will benefit from the participation of a large number of agencies.

268. Within the context of the UNDAF Extension 2010-2011, UNESCO Maputo continued its participation in the five joint programmes (Decentralization, Youth Employment, Women Empowerment, Civil Society Strengthening and HIV & AIDS), mobilizing altogether US$ 2,137,000 for these joint programmes in 2010.

UNESCO Office in Nairobi

ERITREA

Natural Sciences

269. Within the context of UNESCO's programme for the improvement of Geosciences in Africa, UNESCO provided financial support to enable the participation of senior officials in the 7thannual meeting of the International Federation of Surveyors' Commission and the International Symposium held in the Czech Republic (September 2010).

Culture

270. Eritrea received financial and technical support in the field of culture in the following areas: (a) the finalization of the nomination dossier concerning modern heritage of Asmara and the reactivation of a dormant national mechanism for implementing the 1972 Convention, and (b) activities aimed at raising awareness about the 2003 Convention which has not yet been ratified by Eritrea; encouraging consultation among stakeholders particularly through the dissemination of documents and published materials; and strengthening national capacity in order to benefit from the funding opportunities offered under the Convention.

Communication and information

271. In response to the Government's request for capacity-building in digitations technique, 21 Eritrean librarians, archivists and IT specialists (among which, three women) were trained on

building digital collections from information records of various formats. The workshop was hosted by the Eritrean Research and Documentation Centre (RDC) which has a large collection of records including documentary, cartographic, photographic, and audio/visual materials. The preservation and accessibility of these records is a priority for Eritrea.

Challenges

272. One of the major challenges facing UNESCO in Eritrea is the absence of a UNDAF that should guide United Nations work, and UNESCO's in particular. Another difficulty pertains to the high cost of travel to the country (because of difficult airline connections), preventing UNESCO from fully engaging in the country.

Participation in UNCT

273. UNESCO is a Non-Resident Member of the Eritrea UNCT. An arrangement was made for the Secretary-General of the UNESCO National Commission for Eritrea to be an observer at some UNCT meetings where matters relating to UNESCO mandate are discussed. However, because of the limited staffing capacity of the Eritrea National Commission and the frequency of the UNCT meetings, it was not possible for UNESCO to be represented at every meeting. The completion of the UNDAF has been delayed until the Government planning documents are released.

Kenya

Education

274. UNESCO's education programme is fully aligned to Kenya Education Sector Support Programme, with focus on one overarching priority (sector wide monitoring and evaluation) and three thematic priorities (literacy, HIV and AIDS prevention education, and quality education through education for peace). These priorities were identified based on the review of Nairobi Office's programme and the development of the UNESS in consultation with the Ministry of Education and Kenya National Commission for UNESCO.

Science

275. Kenya was elected Chair country of the network 2010-2012 at the regional meeting of AfriMAB meeting organized by Kenya Man and Biosphere (MAB) Committee in collaboration with UNESCO (September 2009). Africa has not benefitted from the carbon trade while the region is the most vulnerable to climate change impacts. A three-day training workshop was organized on how Biosphere reserves can increase the access to carbon funds was organized. UNESCO also supported the assessment of the involvement of communities in the management of Malindi-Watamu Biosphere reserves.

276. The Office supported and contributed to the feasibility study for the establishment of category 2 centre on groundwater to be hosted at the Kenya Water Institute. The establishment of the centre and the workshop organized by the office in Nairobi on the promotion of the mainstreaming of cultural diversity for a sustainable management of water resources will contribute to the achievement of an UNDAF outcome on enhancing environmental management for economic growth.

277. In line with the UNDAF outcome on reducing risks and consequences of conflict and natural disaster, the office has been working with IGAD Climate Prediction and Application Centre for the operationalization of the drought monitor for the Eastern Africa subregion and for capacity-building in the framework of the newly established G-WADI (Global Network for sustainable management of water resource in Arid and Semi-Arid areas) network for sub-Saharan Africa.

Culture

278. As Kenya has not yet ratified the 2001 Convention, UNESCO's activities in this area focused on the promotion of the understanding of the technical aspects on the convention.

279. With regard to the implementation of the 2003 convention, UNESCO focused on raising awareness concerning the importance of intangible cultural heritage (ICH) and the opportunities offered by the convention. The hosting of the intergovernmental meeting on ICH in November 2010 contributed greatly to this objective.

280. In the context of the implementation of the 1972 convention, UNESCO supported the strengthening of capacity to safeguard and protect the sacred Mijikenda Kaya Forests (inscribed under the 1972 Convention). This project also focused on the conservation of the intangible cultural heritage associated with the forests aiming at a holistic and mutually beneficial preservation and safeguarding of these sites and the intangible heritage of the local communities.

Communication and information

281. UNESCO provided assistance for capacity development in digitization techniques. Twenty (among them, 7 women) librarians, IT personnel and academic staff of Kenyatta University were trained in digitization techniques using the Greenstone Open Source Digital Library Software. In early 2010, the Kenyatta University received a grant from the Partnership for Higher Education in Africa (PHEA) Educational Technology Initiative (ETI) to digitize past examination papers, to which this training workshop contributed. The campus radio at the Daystar University has been upgraded to strengthen practical training courses in broadcasting in the University's Department of Mass Communication.

Challenges

282. The promulgation of the new Constitution (August 2010) is currently driving the reforms in governance and public administration. This may require some adjustments to UNESCO's cooperation programme to be better aligned with the country's new objectives. UNESCO is also expected to respond to a request for support to the Kenya Climate Change Strategy which has been recently adopted, and to train journalists to understand the new Constitution contents and promote its appropriation by the Kenyan people.

Participation in the UNCT activities

283. The Kenya United Nations Country Team has 19 members of which only three are non–resident. UNESCO Nairobi office is a resident member and participates in all the activities of the team. The UNCT has completed the second year of the UNDAF where UNESCO is implementing several of the activities especially in education, HIV/AIDS and the promotion of Gender Equality. UNESCO is also involved in joint activities supported by UNAIDS. UNESCO is member of the UNDAF Outcome Working Group (OWG) on Environment. Discussions have started with UNEP to identify joint activities in support of the MAB programme in Kenya.

284. UNESCO's education programme contributes to Kenya UNDAF in the area of quality education (education for peace) and the Joint Programme on AIDS (UNAIDS). In addition, as a contribution to the realization of the UNDAF outcome 5: economic growth livelihoods and food security, UNESCO supported activities aimed at the implementation of the national tourism development strategy described in the Kenya Vision 2030, with a view to promoting the conservation of cultural and natural sites in Kenya.

RWANDA

Education

285. UNESCO's **Education** Sector is according priority to Rwanda as one of the 20 target countries for 2010-2011. UNESCO's education programme is integrated in the Rwanda Common Annual Plan (CAP 2010) in its entirety, in line with Rwanda Education Sector Strategic Plan. The programme focused on literacy and Non-Formal Education (NFE) sub-sector development and improvement of the quality of education through teacher management and development, and monitoring of learning achievements.

Natural Sciences

286. UNESCO has been supporting the creation of a Man and Biosphere (MAB) national committee. In 2010, the committee was established and the bill for its ratification is ready for the Government approval process. Financial support was given to two representatives of Rwanda MAB national committee to attend the AfriMAB meeting in Kenya.

287. The Government of Rwanda committed itself through the Economic Development and Poverty reduction Strategy (EDPRS) to extend its network of Protected Areas by 2%, and to improve the management of the existing protected areas. The expansion of Rwanda national protected area network will require an enhanced knowledge on the status biodiversity outside protected areas. UNESCO supported Rwanda Environment Management Authority to conduct biological and socio-economic inventories that will assist in designation of candidate sites to be included in the national protected areas network and the identification of key priorities for the improvement of the management of protected areas. It will help decision making relating to establishing new National Parks and/or other categories of protected areas.

288. In the framework of rehabilitating degraded ecosystems, Rwanda Environment Management Authority, in collaboration with Rubavu District, has developed the rehabilitation plan of Rubavu Mount which is part of the Lake Kivu watershed ecosystem and is currently vulnerable to erosion and landslide phenomena. In order to ensure sustainable management and maintenance of rehabilitated ecosystems, environmental management cooperatives have been set up to raise population awareness and get them involved. UNESCO has supported training of 70 community representatives in bamboo plantation.

289. In the framework of One United Nations fund, the office has supported the national IHP committee for the preparation of their national IHP action plan in line with the current UNDAF result on environment. This document has identified priorities for IHP interventions and will guide the planning of UNESCO's future activities in the country within the framework of One UN.

Culture

290. In the field of culture, Rwanda received technical and financial support from UNESCO in the following areas:

(a) The implementation of 2005 convention through the training of women prisoners in Kigali Central prison in the improvement of weaving techniques and the development of crafts using traditional motifs. This activity contributes to the empowerment of marginalized and vulnerable segments of the society in Rwanda.

(b) On the integration of intercultural dialogue and cultural diversity into national cultural policy, the Ministry of Culture and Sports of Rwanda is preparing a revision of the national culture policy and drafting a set of legislations that will lead to the domestication of several international legal instruments. The support from UNESCO will contribute to the updating of the existing legal and policy framework for culture in Rwanda and place it in tandem with the national development agenda.

(c) Rwanda has not ratified the 2003 Convention and as such UNESCO focused on activities aimed at raising awareness about the Convention, encouraging consultation among stakeholders that will lead to the preparation of a cabinet memo supporting the ratification of the 2003 convention.

Communication and information

291. UNESCO has established a photo-laboratory at the Department of Mass Communication of the National University of Rwanda and provided equipment for the establishment of the teaching radio studio at Rwanda's Great Lakes Media Centre.

Challenges

292. The change in the language of instruction and the recently introduced Nine Year Basic Education Policy continued to pose challenges to the education sector development. The sector wide approach for environment-related sectors as operationalized through the Environment and Natural Resources Sector Strategic Plan (ENR SSP) has been approved. The MoU for its support was signed in December 2010 by the Government of Rwanda and the Development Partners and the United Nations agencies. The Steering Committee for the Centre of Excellence project has been set up and the Government of Rwanda is showing a great commitment which will help UNESCO to mobilize resources.

293. The Rwanda policy on the change of the working language from French to English, joining of the commonwealth and the East African Community is meant to position the country to take advantage of the strengths offered by the larger and stronger economies of the region to shore up and accelerate its own growth. This makes Rwanda more welcoming of joint programming especially with institution in neighbouring countries, an opportunity that UNESCO could seize.

Participation in the UNCT activities

294. UNESCO is a non-resident member of the UNCT, but has an Antenna Officer who serves as liaison between UNCT and the UNESCO Nairobi Office. UNESCO is active in the implementation of the "One Plan". The agency is implementing activities in all its mandate areas. About 8% of UNCT activities (in budgetary terms) are implemented by UNESCO.

295. UNESCO is a key member of the One United Nations Education Theme Group and has taken a lead role since 2008 in Outcome 3 subgroup 3 under Education Achievements (i.e. quality education). In this capacity, apart from coordinating the work of the sub-group comprising five United Nations agencies (UNICEF, UNIDO, UNFPA, WHO and UNESCO), UNESCO is co-leading with UNICEF the two joint programmes: teacher management and development, and monitoring of learning achievements.

296. UNESCO is implementing the following two joint interventions on environment sector in collaboration with UNECA and UNDP: *Mainstreaming Regional Integration Processes for Optimal Results in Environment Protection* - UNECA is the lead agency. And *Supporting the creation of a centre of excellence in Biodiversity in Rwanda*, led by UNESCO. Both joint Interventions contribute to UNDAF result 4: "Management of environment resource sand land is improved in a sustainable way". The 'Mainstreaming' project focused on Environmental Policies, regulations guidelines and standards improvement while the Centre of Excellence project will strengthen national capacities for environment gender sensitive research and information.

297. Within the framework of the United Nations Delivering as one for Rwanda, The Nairobi Culture Sector contributed to the strengthening of creative industries through the training of marginalized women in the craft of Agaseke weaving. This activity contributes to the implementation of the 2005 convention and the Rwanda national development agenda that particularly recognizes the contribution of women to wealth creation.

298. Moreover, UNESCO led an activity endorsed by the United Nations Communication Group to train 20 radio and TV broadcasters on national election coverage. The training workshop was delivered in collaboration with the Commonwealth Broadcasting Association and was hosted by the ORINFOR (The Bureau in charge of public broadcasting in the Rwanda).

UGANDA

Natural Sciences

299. In line with the UNDAF outcome 3 related to environment, the office has conducted a study on the vulnerability of groundwater in the City of Kampala with a focus on water quality. This activity aims at providing policy advice for a proper monitoring and protection of the aquifers used for water supply for the City. Technical support and advice have also been provided for the establishment of the National IHP Committee.

300. In line with UNDAF outcome 3 on the access to sustainable and quality social services to the most vulnerable population, the office has contributed through the rain water harvesting project to the improvement of access to safe water for the communities of Sheema region (Bugongi, Shuuku and Kitagata sub-counties) by building autonomous water tanks and raising awareness on water hygiene.

Culture

301. In the field of culture Uganda received technical and financial support from UNESCO in the following areas:

(a) The implementation of 1954 convention, its two protocols and the 1970 and 2001 conventions: Activities aimed at capacity-building to protect movable heritage through the identification of and training of personnel from thirteen community based museums spread across the country.

(b) On the integration of intercultural dialogue and cultural diversity into national cultural policy, UNESCO partnered with the Ministry of Gender, Labour and Social Development in developing an action plan for the implementation of the cultural policy that the country adopted in 2007. That policy recognizes the importance of intercommunity dialogue for the development of social cohesion and aims at promoting the role of culture in all aspects of development.

(c) The implementation of the 1972 convention through the revision of the tentative list as a result of the heritage mapping conducted in 2008 supported by UNESCO. The revision of the tentative list also resulted in a national plan for future monuments inscription to the World Heritage List. This activity particularly links with the tourism development strategy contained in the National Development Plan of Uganda.

Communication and information

302. UNESCO contributed to the establishment of the Ngora Community Multimedia Centre by providing radio broadcasting equipment and training. And in 2010 the campus radio at the Department of Mass Communication of Makerere University was upgraded.

Challenges and opportunities for UNESCO

303. Cooperation between Kenya and Uganda will lead to the signature of an MOU for the establishment of the Mt Elgon trans-boundary Biosphere reserve. Upon signature of the MOU, UNESCO will be able to assist in all aspects relating to the management of the Biosphere Reserve.

304. Uganda has been implementing a decentralization policy, leading to numerous improvements in the areas of governance, democratic participation and community involvement in the management of public affairs. This augurs well for the development of cultural and heritage resources in the improvement of community livelihoods.

305. The National development Plan (NDP) of Uganda is a national medium term development strategy for the period 2010/11- 2014/15. The Plan has sector specific targets and priority actions, but there is still insufficient recognition of the role that the rich cultural heritage can play in the development of the country. This is reflected in the exceedingly low budgets allocated to cultural issues.

306. Uganda has published a Press and Journalist (Amendment) Bill 2010 which establishes a new Media Council, appointed by the Minister of Information and National Guidance. Under this Bill, in order to obtain a license, publishers would need to show "proof of existence of adequate technical facilities" and the "social, cultural and economic values of the newspaper". UNESCO could see an opportunity to bring in its expertise in support of the small private media houses.

Participation in the UNCT

307. UNESCO does not have an office in Uganda. However, there are two project staff, one of whom is located in the UNAIDS office, who, when needed, can play the role of Antenna in the country.

308. The UNDAF 2010-2014 was finalized in 2009. UNESCO participated fully in the exercise including representation by Nairobi staff at the retreats where the results matrices were discussed. UNESCO is occasionally represented at UNCT meetings in Kampala by the Secretary-General of the Uganda National Commission for UNESCO. The office has been involved in preparation of the joint programme on climate change.

309. The Nairobi office is also implementing several ‘stand-alone’ activities on Culture, Education, Science and Communication in support of the UNDAF. Furthermore, in 2010 UNESCO Nairobi prepared and published the “UNESCO Country Programming Document” (UCPD) for Uganda, which serves as the basis of the Organization’s participation in the UNDAF and other joint programmes activities within the UNCT.

UNESCO Office in Windhoek

ANGOLA

310. The year 2010 saw reconstruction in Angola continuing at exceptionally high rates. Capacity-building continues to be a national priority, and UNESCO has been actively involved in capacity-building activities, primarily in the fields of education and culture. The new UNDAF document was signed in August 2009, for the period 2009 – 2013. UNESCO is active in each of the four support areas of UNDAF outcomes, teaming up with UNDP, inter alia, in promoting democratic principles via Community Media Centres; with UNICEF in supporting the government to monitor and evaluate the implementation of the literacy strategy; and with UNFPA, UNDP, UNICEF, and FAO in capacity-building for the collection, compilation, analysis, and dissemination of data broken down by gender, for development of policies and programmes. UNAIDS provides management support on the ground for the UNESCO EDUCAIDS programme in Angola.

Achievements

311. Angola has completed a Teacher Training Master Plan with the technical assistance from UNESCO. A draft National Qualification Framework has also been completed and processes for finalization are ongoing. UNESCO is playing a lead role in the development of EMIS in Angola. A

UNESCO Institute of Statistics (UIS) expert in educational statistics is seconded to the Angolan Ministry of Education. The UIS Statistics Advisor working from the Windhoek Office also supports the EMIS work.

312. Preliminary work in preparing the nomination of the first biosphere reserve in the country was completed with technical assistance provided by the Windhoek Office. Work in this area will continue upon the arrival of a new programme specialist for Natural Sciences at the Office.

Challenges

313. The limited capacities of the Windhoek Office in the field of education impacted and caused delays in programme delivery in Angola. In mid 2010, the CapEFA Cordinator based in Luanda resigned and the Office had difficulties recruiting a new coordinator given the shortage of expertise in the country. It is hoped that the situation will improve with the arrival of a new education specialist in the Windhoek Office. Also, the pace of implementation of activities was slowed down because of the need to translate documents from English and French into Portuguese and vice versa.

LESOTHO

314. UNESCO is participating in all four outcome areas of the current UNDAF 2008 – 2012: (i) jointly with UNAIDS and UNDP in building capacity of CSO to design and implement evidence-based interventions in the area of HIV & AIDS; (ii) jointly with UNICEF and WFP supporting national institutions in effective delivery of Integrated Early Childhood Care and Development (IECCD), and improving quality of teaching and learning at all levels; (iii) together with UNDP supporting capacity-building in the area of applied research focusing on Lesotho’s cultural heritage; and (iv) jointly with UNDP and ILO supporting the government in building collaborative capacity for consensus based solutions to national challenges; UNESCO contributes in capacity-building through community media. UNCT Lesotho recently took the initiative of launching a ‘United Nations Lesotho one Fund’.

Achievements

315. The main achievement of the education sector in Lesotho during 2010 was the development and adoption of the Education Sector Policy on HIV and AIDS, towards the completion of which UNESCO made substantial technical inputs.

316. The Centre for Research of the National University of Lesotho hosted a feed-back session on studies on discrimination and xenophobia in the context of the on-going programme on the Coalition of Cities against xenophobia.

317. With technical support from UNESCO, a sub-regional meeting was held in Lesotho on Intangible Cultural Heritage Inventorying. This meeting was attended by participants from some 10 countries in Southern Africa. Field trips with hands-on inventorying were undertaken. As a result of the meeting, which also included training of local community members on how to record details of intangible cultural heritage, the inventorying processes have been launched in several communities in Lesotho.

Challenges

318. The main challenge was UNESCO’s status of non-resident agency, which was alleviated by the participation of the National Commission of UNESCO in the programmatic work of the UNCT. An antenna was established for the CapEFA programme as Lesotho is one of the 20 priority countries.

NAMIBIA

319. Regardless of the worldwide economic meltdown of 2008 and 2009, Namibia continued on its positive developmental path in 2010. So as to synchronize the UNDAF cycle with that of the national planning cycle and to make room for complete implementation of activities, the roll-out of the 2006-2010 UNDAF was extended to 2011-2012. Resident in Namibia, the UNESCO Windhoek office was fully engaged in United Nations country programming; leading the UNDAF M&E working group and the UNCT Communications Group.

Achievements

320. With regard to the field of **education**, progress was made in the following areas: (i) a Life Long Learning Policy, developed with technical assistance from UNESCO, was adopted by the Ministry of Education. (ii) the Guidelines for Adult Educators were developed; and (iii) a Disaster Risk Reduction National School manual was prepared. Furthermore, UNESCO provided technical support for the development, on the basis of the disaster risk reduction work of the education sector, of radio programmes on emergency preparedness and response for schools.

321. An important development in the **Natural Sciences Sector** in Namibia in 2010 was the completion, and official adoption of a national strategy for Integrated Water Resources Management (IWRM) by the Namibian Department of Water Affairs. Furthermore, the Namibian Government hosted and led the process of screening and the adoption of indicators for Science and Technology Innovation for developing countries, with technical support from the Windhoek Office and UIS.

322. Results achieved in the field of social and human sciences included: (i) the finalization of the internal statutes of the African Coalition of Cities against Racism and Discrimination and its adoption by the Coalition in Durban, South Africa; and (ii) completion of three studies of the cities of Windhoek, Maseru and Durban mapping the policies and programmes that address racism, discrimination and xenophobia n; (iii) a training module on gender in the media was developed with TA from UNESCO, and adopted by the University of Namibia.

323. In the field of **culture**, UNESCO supported Namibia, among the other English-speaking Southern African Member States in the exercise of the second WH Reporting Cycle as well as in undertaking an inventory work in the area of intangible cultural heritage. The Windhoek Office continued to be the lead agency for the Joint MDG-F joint programme in cultural tourism. A review of the existing relevant regulations and policies was completed and the pilot sites for the project roll-out in 2011 identified.

324. Achievements in the field of **communication and information** in Namibia included: (i) 5 Categories of Media Development Indicators were used in the Namibia Media Institute of Southern Africa (MISA) Awards to sensitize media stakeholders on the importance of press freedom; (ii) Community media in Namibia produced 5 radio programmes for women and 8 on disaster risk reduction education; (iii) Open Access strategies were developed and the ICTs used in educational knowledge acquisition in secondary schools in Namibia; (iv) following the publication of a UNESCO research report on access to information in rural areas, private sector media and the Ministry of Information and Communication have commenced providing daily newspapers in pdf format to community media centres. Both the University of Namibia and the Polytechnic of Namibia have adopted several elements of the UNESCO model Curriculum on Journalism Education and adapted them to their own curriculum.

SOUTH AFRICA

325. The South African UNDAF for 2007-2010 was extended to 2011-2012. This followed the release in 2009 of a United Nations Evaluation Group (UNEG) country-led evaluation, which highlighted several issues to be addressed by the United Nations in South Africa. In 2010, a series

of consultations between the United Nations agencies and South African stakeholders were held with a view to developing a better understanding and cooperation. Throughout the period under review, UNESCO continued the implementation of several programme activities in the fields of education, the sciences, culture, and communication and information.

Achievements

326. The major activities in the field of **education** implemented in South Africa during 2010 were all done in the context of sub-regional programmes, such as a collaborative programme with SADC in the area of Education for Sustainable Development (ESD) and an extensive review of Technical and Vocational Education and Training (TVET) in the SADC region.

327. With regard to **natural sciences**, the second phase of the Framework Programme for Research Education and Training in Water (FETwater) was successfully implemented with funding from extra-budgetary resources. The programme provided extensive training for some 200 participants in Integrated Water Resources Management (IWRM). Discussions for the design and funding of the third phase are under way. Furthermore, the South African IHP is currently considered as a very good example of a successful IHP country programme.

328. The achievements in the field of **social and human sciences** included the completion of the draft Statutes of the African Coalition of Cities against Racism and Discrimination in Namibia in 2010. The City of Durban hosted the General Conference of the Coalition in February 2011, which culminated with the adoption of the final Statutes of the Coalition.

329. In the context of the 2nd **World Heritage** Reporting Cycle, South Africa submitted the required information which will have an impact on the future policies and procedures of WH sites in the country.

330. The main achievement in the field of communication and information was the adaptation and adoption of the UNESCO model curriculum in journalism education at several universities in South Africa.

Challenges

331. The issues raised in the United Nations Evaluation Group (UNEG) report regarding the added value of the United Nations in South Africa are discussed in the framework of the ongoing consultations between the United Nations and South African stakeholders with a view to putting forward proposals in this regard. Furthermore, the South African UNCT has proposed to organize a joint United Nations-South Africa study tour to other middle-income countries to learn first hand from their experience with the United Nations functioning in middle-income countries. The study tour was planned for 2010, but was postponed to 2011.

SWAZILAND

332. In the context of the global economic meltdown of 2008-2009, which affected Swaziland and led to a slowdown of several development initiatives, the Government engaged development partners, including the United Nations, in discussions on how to address the situation. The Swaziland UNDAF document for 2011-2015 was completed and signed in December 2009. UNESCO is contributing towards two of the four UNDAF outcomes, namely those concerning HIV/AIDS prevention and delivery of social services, particularly education. Sister United Nations agencies as well as government partners continue to look to UNESCO for leadership in statistical matters, particularly with the development of EMIS in Swaziland.

Achievements

333. Achievements in the **education** sector in Swaziland concern two main areas: (i) UNESCO was successful in advocating for free primary education which has now been introduced in

Swaziland. This is a welcome development, and particularly significant in light of the constrained economic situation in the country. (ii) A series of speaking books on HIV and AIDS for Primary School were developed with technical assistance from UNESCO EDUCAIDS programme. These speaking books have now been adopted for use in primary schools in the country. The EMIS programme in the Ministry of Education was supported by UNESCO to accelerate education data collection and analyses and in completing the UIS questionnaires on a timely basis.

334. In the field of **culture**, UNESCO promoted the idea of organizing a parliamentary workshop to raise the awareness of members of the parliament on matters concerning UNESCO's culture-related conventions. Both UNICEF and UNDP joined forces with UNESCO in its organization. The workshop, alongside the ongoing training and community-inventorying initiatives, contributed to ensure the country's readiness to effectively and efficiently implement the provisions of the 2003 Convention upon its ratification.

Challenges

335. The main challenge was the uncertainty brought about by the economic meltdown. Although large-scale retrenchments were considered in the civil service, cuts did not concern the education and health sectors.

UNESCO Office in Yaoundé

Communication et information

336. Le développement des médias communautaires a constitué l'essentiel des activités du secteur. Ainsi, en Centrafrique, le projet Radios communautaires de Birao et Paoua a été achevé en octobre 2010 avec le lancement des deux radios. Au Cameroun, la mise en œuvre du projet Radio communautaire de Garoua Boulaï se déroule conformément au planning des activités et se trouve à la phase de la sensibilisation sur le terrain. Pour le Programme «Villages du Millénaire», deux localités du Cameroun ont été choisies ; il s'agit de Maroua 1er et Meyomessi. Le document de projet est en cours d'élaboration et prévoit un montant de 577 597 dollars pour l'année 2011. Le Forum national des Radios communautaires s'est tenu du 8 au 11 novembre 2010 et a permis une définition assez claire du concept de radio communautaire, ainsi que des questions liées au statut juridique, au schéma directeur et au contenu des émissions. Au Tchad, le Projet de Mise en place des radios communautaires à Léré et à Koumra est dans sa phase terminale ; les équipements ont été installés et le personnel formé. Les équipements ont été acquis et des sessions de formation organisées dans le cadre du projet Renforcement des capacités de FM Liberté. En ce qui concerne le projet de Renforcement des capacités du quotidien le Progrès, des équipements ont également été acquis et deux sessions de formation organisées grâce à un financement à hauteur de 30 000 dollars du PIDC. L'Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication a été érigée en centre d'excellence dans la formation en journalisme en Afrique et un partenariat a été établi pour la création d'un département de journalisme au sein de l'Université de Bangui. Enfin, le projet du Centre multimédia communautaire de Bakassi évolue : les fonds ont été mobilisés pour la réhabilitation des locaux pouvant abriter la radio et le plan d'action a été signé avec les différents partenaires le 26 mars 2010.

Education

337. Le secteur de l'Education s'est beaucoup investi dans les formations au cours de cette année. A cet effet, plus de 400 d'enseignants et leurs encadreurs des pays du cluster ont été formés à l'intégration pédagogique des TIC dans la pratique de classe. Les cadres du ministère de l'Education nationale de la RCA ont bénéficié d'une formation en informatique. Des cadres nationaux camerounais ont été formés sur le modèle de simulation en éducation. Dans le cadre du volet IEC/CCC/SR du Projet d'appui au Programme national de la Santé de la reproduction (PASR), des animateurs de radios de proximité ont bénéficié d'une formation sur la production

d'émissions sur la santé de la reproduction des adolescents, et des pairs éducateurs en milieu scolaire et extrascolaire ont été formés. Le financement du Fonds de Consolidation de la Paix a permis la formation des directeurs et instructeurs des centres de formation professionnelle de Bangui. Le secteur a également appuyé la formation des enseignants à la prévention au VIH Sida dans le cadre du Programme pilote de formation des enseignants à distance utilisant les TIC, au VIH et Sida dans la zone CEMAC. Les centres de formation professionnelle de Bozoum, Bossangoa et Bria en RCA ont été redynamisés par leur réhabilitation et l'octroi d'équipements et kits d'installation. Dans les pays CEMAC et RDC, des outils d'autoformation des enseignants à l'éducation au VIH Sida ont été conçus au cours d'un atelier technique sous-régional organisé au Tchad. Un atelier d'évaluation des activités de l'initiative mondiale sur l'Education au VIH/SIDA (EDUSIDA) en RCA a été organisé à Bangui les 22 et 23 juillet 2010 avec l'appui financier du gouvernement japonais et a permis la formation de 1540 enseignants à l'utilisation de ces outils curriculaires et la mise sur pied d'un centre de documentation sur le VIH et sida.

338. Outre les formations, et toujours dans le cadre du volet IEC/CCC/SRA du PASR, deux films éducatifs produits par l'UNESCO, ont été portés à l'écran. Ceci a permis des tournages des exemples de bonnes pratiques pédagogiques en illustration des contenus d'un didacticiel d'autoformation des enseignants dans les villes de Sangmélima et Ebolowa. Le projet «Initiative pour l'alphabétisation, savoir pour pouvoir » (LIFE) a été lancé au Tchad et en RCA en mai 2010. Le Bureau accompagne techniquement et financièrement les experts sur la question de la création de Pôles d'Excellence Technologiques Universitaires en zone CEEAC. A cet effet, deux ateliers sous régionaux ont été organisés en juillet et octobre 2010. Le Bureau de l'UNESCO a participé aux côtés du Gouvernement du Cameroun et des Agences sœurs du Système des Nations Unies au lancement de l'année internationale de la jeunesse.

Culture

339. En 2010, les activités du secteur de la Culture ont couvert les principaux aspects suivants:

(i) Appui à l'élaboration des dossiers d'inscription et à la mise en œuvre des plans de gestion des sites inscrits sur la Liste du Patrimoine Mondial : A cet effet, au Cameroun, un montant de 25 0000 dollars a été accordé pour l'inscription du paysage culturel des chutes de la Lobe. En RCA, une mission conjointe UNESCO/UICN d'évaluation du bien Manovo-Gounda St Floris, inscrit sur la liste du patrimoine mondial en péril, a eu lieu et le rapport sera soumis au Centre du Patrimoine mondial. Par ailleurs, le rapport comportant les recommandations de la mission d'assistance technique concernant l'inscription du site «le foret et les campements résidentiels des Pygmées AKA» sur la liste du patrimoine est disponible.

(ii) Patrimoine culturel immatériel et promotion de la convention de 2003 : Au Cameroun, des appuis techniques et financiers ont été accordés à plusieurs événements au patrimoine immatériel, notamment : à l'Association des Chefs traditionnels du Cameroun lors du premier forum des Chefs traditionnels, au Sultanat de Foumban pour la Célébration de la 543éme Edition des Assises Traditionnelles et Socioculturelles du Peuple Bamoun dénommées «Festival du NGUON», au volet formation de jeunes et femmes aux métiers du Cinéma et de la Télévision, de la 14ème Edition du Festival «Les Ecrans Noirs » (mai/juin 2010. En dehors de ces actions d'appui, on peut noter : l'identification d'un consultant pour la formation des gestionnaires des Musées communautaires de Babungo (Région Nord Ouest du Cameroun) et de Foumban (Région Ouest du Cameroun) dans le domaine de la numérisation et l'inventaire des biens culturels des Musées, l'organisation du concours de dessins sur la sensibilisation aux risques du VIH/SIDA à travers les pratiques culturelles telles que le tatouage et l'excision par les élèves de Foumban en partenariat avec le Musée du Palais de Foumban, l'achat d'équipements informatiques pour la numérisation et l'inventaire des objets culturels des musées de Foumban et de Babungo.

(iii) Protection et promotion de la diversité des expressions culturelles par la mise en œuvre de la Convention de 2005 et le développement des industries culturelles et créatives : Organisation à Yaoundé de l'atelier sous-régional de mise en œuvre du nouveau cadre de politiques culturelles dans la planification du développement des Etats membres de la CEMAC.

Sciences exactes et naturelles

340. En 2010, le secteur a mené des activités autour de la formation de 600 femmes autochtones du sahel aux technologies d'adaptation à la désertification et au changement climatique. En outre, une réunion consultative a servi de cadre aux échanges relatifs à la disponibilité et la pertinence des statistiques en science et technologie dans l'enseignement supérieur au Cameroun.

341. Par ailleurs, le 22 mars 2010, a été célébrée la 18ème édition de la Journée mondiale de l'eau au Cameroun sous le thème «Communiquer sur l'importance de la qualité au même titre que la quantité d'eau disponible». Et l'UNESCO a apporté un appui financier et technique à la RCA qui a permis la tenue du Forum National de la Science, la Technologie et l'Innovation organisé par l'Université de Bangui. Les principales recommandations de ce Forum ont mis l'accent sur la création d'un Conseil National de Science, Technologie et Innovation (STI), et d'un poste de conseiller de STI auprès du Premier Ministre, ainsi que sur le besoin d'une concertation sous régionale sur le transfert de technologie et l'innovation. Enfin, une séance de travail a été organisée le 28 juin 2010 avec les membres de l'équipe de la Chaire UNESCO sur la gestion de l'eau de l'Université de Bangui, au cours de laquelle une présentation des différentes activités de recherche, de prestations de service, des coopérations établies ou en cours de finalisation a été faite par le Pr. Mabingui, responsable de la Chaire.

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

342. En ce qui concerne le volet statistique, suite à la décentralisation des activités de l'ISU en 2009, un Conseiller Statistique a été affecté au bureau cluster de l'UNESCO Yaoundé. En collaboration avec l'ISU, le bureau a apporté un important appui aux pays du cluster dans l'amélioration de la production des statistiques dans les domaines de l'éducation, la culture, la communication et la science.

343. La collaboration du bureau avec l'ISU a permis principalement de : renforcer les systèmes d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) au Cameroun, en RCA et au Tchad ; former les cadres nationaux aux normes et standards statistiques de l'ISU promouvant l'amélioration de la qualité des données ; produire les annuaires statistiques ; réaliser les diagnostics qualité des systèmes d'information ; mettre en place des systèmes d'information dans le sous-secteur de l'alphabétisation et de la l'éducation non formelle (SIM-AENF) ; réaliser l'enquête EPT sur la connaissance et la perception de l'EPT par les enseignants du primaire au Cameroun et en RCA ; et enfin, apporter un appui technique à la mise en place et au suivi-évaluation des stratégies sectorielles de l'éducation.

344. Quant au secteur de la communication, les activités collaboratives du bureau avec l'ISU, à travers le programme PIDC ont permis principalement de former au Cameroun les cadres nationaux aux outils et à la méthodologie de production des statistiques de la communication et des médias audio-visuels en vue de la mise en place d'un système d'information.

345. Pour le secteur de la culture, la collaboration a permis de former les spécialistes nationaux sur le cadre conceptuel de l'UNESCO pour la production des statistiques culturelles et de sensibiliser les autorités nationales sur la nécessité de produire les statistiques de la culture afin de mieux valoriser la place et la contribution de la culture au processus de développement.

346. En ce qui concerne le secteur des sciences, les principales activités réalisées ont porté sur la formation des cadres du ministère de la recherche scientifique et de l'innovation aux normes,

outils et standards de l'ISU en matière de production des statistiques des sciences et technologie et l'élaboration des outils de collecte des données dans le cadre de la mise en place d'un système d'information.

Contribution aux activités du système des Nations unies

347. Le Bureau a adopté une approche qui implique non seulement une dimension sous-régionale, notamment en entretenant des relations avec la CEMAC, mais aussi au niveau des pays, à travers son implication dans les activités de programmation de l'Equipe Pays Nations Unies (UNCT). A cet effet, deux antennes ont été mises en place par le Bureau Unesco Yaoundé : Bangui (janvier 2007) et N'Djamena (juin 2009). Ces antennes présentent des avantages potentiels tels qu'une meilleure collaboration avec UNCT et les partenaires techniques et financiers, et des opportunités aux Commissions Nationales de participation dans la mise en œuvre des projets.

348. A Yaoundé, pays hôte, le Bureau participe à toutes les réunions de l'UNCT et à la conception et la mise en œuvre des projets conjoints tels que la Radio Communautaire Garoua Boulai (5 agences dont l'UNESCO) et le village du millénaire (Maroua et Meyomessi). Le Bureau UNESCO Yaoundé participe régulièrement aux activités de programmation UNDAF dans les trois pays (le Directeur du Bureau a participé au séminaire de programmation UNDAF en novembre 2010 en RCA et au même exercice au Tchad en janvier 2011.

349. Le Chef d'antenne UNESCO Bangui participe régulièrement aux réunions de l'UNCT en qualité de membre de l'Equipe Pays. Par contre, à N'Djamena, le Chef d'antenne étant de nationalité tchadienne n'est accepté qu'aux réunions élargies de l'Equipe Pays. Le Directeur du Bureau Yaoundé a saisi le Coordonnateur Résident au Tchad pour appeler à la participation régulière du Chef d'antenne aux réunions de l'UNCT.

350. De façon générale, le Bureau maintient avec les agences des Nations unies et les partenaires bilatéraux et multilatéraux d'excellents rapports de travail qui lui ont permis de porter la mobilisation des ressources à environ 7 272 000 dollars (depuis juillet 2008 à ce jour).

ARAB STATES

UNESCO Office in Amman

Context and background:

351. Whereas Jordan is classified as a lower middle income country, it is facing a number of developmental challenges: Jordan hosts the largest number of refugees in the region (Palestinian and Iraqi refugees as majority); it suffers from a scarcity of natural resources - in particular water; the economic participation rate of youth and women is very low paired with a high annual population growth rate. Jordan is the world's third country with the lowest available water resources to supply its demands. As demands increase with population growth and with growth in the industrial and agricultural sector, water resources continue their road to depletion due to over-exploitation, or are threatened by the impacts of climate change.

352. Moreover, according to the Department of Statistics (DoS) and the 2nd national MDG report, the population living below the absolute poverty line was 13.3% in 2008. Income is unequally distributed and - even before the financial crises – the gap between rich and poor families is widening. The recent economic recession has contributed further to an increase in the country's informal economy. Unemployment is prevalent among the various segments of the Jordanian labour market and it is particularly concentrated among young people, including the new entrants (27% unemployed). Women are at a greater risk of unemployment in comparison with their male counterparts, and they stay unemployed for longer periods than the men.

353. With remittances as a primary source of income, and tourism being the second, the country relies heavily on international assistance, especially from the US Government. The regional instability might impact the economy of the country further if workers abroad, in particular in the Gulf area, will be forced to return. Tourism is already suffering from the political instability of the region and has never been a stable source of income despite very positive results of the past two years. Due to the scarce resources, the large share of public employment (39% of the employed) and limited private employment possibilities, any increase in the salary of the large number of Government employees would create a large burden on the economy of the country, which is presently struggling to respond to the demands from the population for better job conditions and opportunities, political reforms and for the combating of corruption at all levels. Despite of the need to invest in innovation, technology and scientific research to support the creation of jobs and development - for example in the sector of renewable energies (the only way out for full energy dependency at present) and in small scale private enterprises in the field of engineering services - very little investment is actually taking place.

354. Jordan reached the MDG2 in so far as the country provided access to primary education for all its citizens, installed parity of access between boys and girls and reduced the illiteracy rate sharply. Nevertheless, the quality of the public education system continues to be a challenge in particular with regard to the opportunities for professional development offered to teachers.

355. Jordan hosts 2,004,795 Palestinians with refugee status registered with UNRWA and around 450,000 Iraqi refugees according to Government estimations. Despite UNRWA and UNCHR assistance, the pressure that this mass of "historical" and recent refugees is putting on the delivery of social services of Jordan is considerable. Reforms of the public sector to comply with the situation have not met the needs, and as a result the system is not always capable of absorbing the demands without diminishing the quality of services.

356. **Challenges**: In 2010, a Chamber of Deputies election took place (9 November) after the early dissolution of the parliament by King Abdullah II in 2009. Following the elections – boycotted by the main opposition party, the Islamic Action Front – the third Government in one year was appointed. Short-living Governments represent a great challenge for the sustainability of the

Programs delivered by the International actors. The fact that Jordan is classified as a lower MIC, and is surrounded by regional conflict zones attracting large donor attention, means that most of the international aid allocated to the United Nations in Jordan gets reserved for humanitarian purposes, and this has repercussions for the ability to attract funding for UNESCO in Jordan.

357. **Main achievements in 2010**: The office accounts for activities in all main fields of competence of UNESCO - especially education and culture. However, it runs around natural sciences, scientific research, technology and innovation policies and related fields such as water research and management, climate change research, disaster risk management, synchrotron applied research and education in these domains. This corresponds to the need for such applications in Jordan and to the demand of the local job market for qualified scientific personnel in these fields at all levels – managerial, technical as well as research related. Therefore, UNESCO is investing in entrepreneurship education and in the higher education system to prepare young professionals for the job market, thereby creating linkages between scientific research and support to the education system as such. Despite of the challenges mentioned, UNESCO was able in the past two years to mobilize nearly $3.5 million: in the field of education particularly targeting Iraqi refugees ($1.1 million). Funds were also mobilized in the field of science in relation to climate change, water management and education, science and technology innovation, and natural disaster risk management (more than $1million). In the area of cultural heritage linked to disaster risk management in heritage sites, substantial funds were mobilized from private and bilateral sources ($1.2 million). Although Jordan is considered to have the most liberal media environment amongst Arab countries, there are still considerable obstacles which need to be addressed in the field of communication and information. The quality of journalism training is still poor and a lacking culture of investigative journalism paired with “preventive” self censorship and professional ethics, prevent the full enjoyment of freedom of expression and information. Moreover, there is a strong need to assist media teaching institutions in strengthening their curricula, and to introduce social media applications and investigative journalism in the national curricula. The office is working actively in these fields, mobilizing resources to meet the emerging needs in the field of communication and information and partnering with national institutions to maximize efforts and investments.

358. In order to best address the challenges presently faced by Jordan, and to make optimal use of limited resources, UNESCO is also trying to foster inter-sectoral interventions and to focus on a few selected themes where UNESCO’s comparative advantage can be best valued, such as science education, for example.

359. An additional achievement of the office is that it has considerably increased UNESCO’s visibility in Jordan, as well as the communication on UNESCO’s mandate, programmes and activities within the UNCT, in the Government, within the donor community, and among the public at large. This was achieved through the creation of an office web site in English and Arabic, a high output of press releases resulting in improved reporting in local newspapers, the participation and representation of UNESCO in TV and radio interviews, a widely followed Twitter account (first FO to open Twitter account), and an Office YouTube Channel showcasing the office’s video productions and thereby obtaining more than 1,600 viewers.

360. **United Nations Joint programming and programmes**: UNESCO is part of the only MDGF project in Jordan under the window of climate change. The Organization participates in the development and finalization of three other joint activities and programming in the field of disaster risk management, youth, and scientific research. In the UNCT, UNESCO is chairing the UNCG and is co-chairing the Environment working group and part of the new UNDAF steering committee. UNESCO is very active within the United Nations family and present in the UNDAF delivery, United Nations joint programming as well as in the preparation of the new UNDAF.

361. Opportunities: As the only United Nations agency with a specific mandate to promote scientific research and education, UNESCO is uniquely positioned to contribute to the multiple sub-disciplines of the natural sciences through its large network of scientific institutions (among which

the International Centre for Theoretical Physics and the International Hydrological Programme). The link between the development of technology and investment in innovation and in the demands of the growing job market offer an opportune entry point for UNESCO to assist the government. This is further enhanced in Jordan because of the clustering of scientific institutions at the Hassan Science City in Amman. As resident agency and given UNESCO's core competencies in the natural sciences, the UNESCO Amman Office is well placed to provide support. The SESAME project serves as a prime example of UNESCO's contributions in this field. Moreover, opportunities for investment can be found in the link between Entrepreneurship education and the need for the development of science and technology jobs. Importantly, it should be noted that MDG 7 (ensuring environmental sustainability) is only achievable in Jordan if certain measures are taken. UNESCO could have a leading role in supporting the government towards the realization of this goal.

Achievements by Sectors

362. As the rate of enrolment in both primary and secondary education is above 88%, and tertiary enrolment is above 41%, support to **education** focused on improving the quality of education mainly through assistance to TVET and Entrepreneurship Education, higher education and teacher training. The profile of TVET and Entrepreneurship Education was improved through the incorporation of Entrepreneurship Education in the education system and improved quality assurance, whereas in higher education the planning capacity of the Ministry of Higher Education (MoHE) is being enhanced through the establishment of a strategic Policy and Planning Unit within the MoHE and support to the establishment of higher education quality assurance accreditation systems. The important issue of professional development was also addressed through a series of teacher training courses and the development of specific training modules. Human Rights Education, ESD, Cultural Heritage education were promoted, mainly in an intersectoral manner, through the Associated Schools Project Network (ASPnet), for which the Amman Office has been entrusted with the regional coordination, planning and implementation. Whereas illiteracy is not a major concern in Jordan, support was provided to adult literacy courses – targeting women in rural areas, in particular – and to awareness raising activities through the MoE. Remedial and non-formal education opportunities helped to integrate 750 vulnerable Iraqi and Jordanian children and youth into the formal school system. This large extrabudgetary project was complemented by continued support to the capacities of the MoE in meeting the INEE Minimum Standards for education in emergencies through their integration into the Ministry's overall plans. Increased attention was also given to the inclusiveness of education and the promotion of the rights of the disabled. The learning abilities of persons with visual and hearing impairments receive support through the provision of special equipment and ad-hoc training to foster employment opportunities. Moreover, the public awareness of people with disabilities was raised through a school and media campaign on disability rights, which among other tools included the production of a PSA campaign broadcasted on the Jordan TV.

363. In **natural sciences**, UNESCO's main areas of intervention focus on addressing the adverse impact of climate change and the dramatic water scarcity (Jordan has one of the lowest levels of water resource availability, per capita, in the world) through scientific research and awareness-raising. Through the extra-budgetary funds from the Spanish MDG-Achievement Fund deployed through the Joint United Nations Programme "Adaption to climate change to sustain Jordan's MDG achievement", the capacities and knowledge of an array of stakeholders was strengthened with regard to the impact of climate change on biodiversity. The stakeholders include the scientific community, universities and government institutions, in particular of the Ministry of Water and Irrigation (MOWI). An International Research Centre for Water, Environment, and Energy for advocacy education and capacity-building was established and assistance was provided towards improving wastewater treatment capacities and surface water harvesting through research, awareness raising and capacity-building programmes. Global awareness on the impact of climate change on water safety in Jordan was likewise improved through the preparation of a case study for the fourth World Water Development Report. Scientific research on water and climate change was also complemented through capacity development in the fields of natural heritage and

biodiversity management, where technical support was provided for the preparation of a new MAB nomination file and WH mixed site.

364. In the field of Disaster Risk Management, a disaster preparedness project, funded by UNICEF, is to be launched at schools in cooperation with local and international partners with a view to developing a series of tools on safe behaviour and preparedness. Environmental awareness was raised through the ASPnet and through a targeted environmental campaign undertaken in coordination with the UNCG, chaired by UNESCO Amman and the MoE, IUCN and local NGOs. In addition, the "Science, Technology and Innovation Policy for Jordan for the years 2011-15" is receiving support. In this context, capacities relating to institutional science policy preparation, implementation, monitoring and evaluation have been improved through a comparative analysis of best practices and the revision of R&D indicators of local partner institutions. Continued support is provided to the SESAME (Synchrotron Light for Experimental Science and Application in the Middle East) International Research Centre, which was established under the auspices of UNESCO in 2002, in particular through awareness raising linked to its future use and scope and through mobilization of resources.

365. In **Communication and Information**, priority focus has been on promoting freedom of expression and access to information, strengthening media training capacities and supporting pluralistic media communication for sustainable development. The awareness of civil society and decision makers regarding press freedom was raised through a press freedom campaign and funds mobilization through IPDC programs, whereas professional standards of local journalists were improved through capacity-building in the field of investigative journalism for journalists and media faculties. Thematic focus was also placed on environmental and ESD reporting in an inter-sectoral manner with SC.

366. In **culture**, UNESCO supported the protection of Jordan's sites inscribed on the World Heritage List and assisted in improving the management of museums and cultural objects, as well as in promoting cultural diversity through awareness-raising activities. The monitoring and management of World Heritage sites were strengthened through UNESCO's ongoing technical support to national authorities. National World Heritage site protection improved through the provision of technical support to strategy formulation. At the World Heritage Site of Petra a Preliminary Risk Assessment was undertaken and a risk strategy and monitoring system is currently being developed thanks to the mobilization of extra-budgetary funds. Jordan is home to a rich intangible cultural heritage, of which one element is already on the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity. To this end, support was provided through capacity-building and an awareness campaign for the Implementation of the 2003 Convention as well as through support to the UNESCO led EuroMed Heritage project MEDLIHER. National Capacities in Museum Management were improved through the formulation of a national organizational structure in charge of museums based on a thorough needs assessment, capacity-building activities for museum personnel, and the fostering of the use of museums as public spaces of informal learning for young people.

UNCT activities and common country programming exercises

367. Jordan is host to a number of United Nations agencies including country offices, regional offices, and United Nations agencies working for Iraq. The United Nations Country Team includes Resident United Nations agencies as well as Non-Resident United Nations agencies. Currently, the United Nations Country Team consists of 13 Resident agencies namely UNDP, UNFPA, UNICEF, UNWOMEN, UNESCO, UNRWA, UNHCR, UNHABITAT, UNOPS, IOM, FAO, WFP, and WHO. Non-Resident United Nations agencies include ESCWA, IFAD, ILO, UNIDO, and UNODC.

Working Mechanisms and Major Achievements

368. The UNCT in Jordan operates under a second generation UNDAF, which covers the period 2008-2012. The UNCT Jordan had considered to become a Delivering as One (DaO) and this consideration is still pending.

369. UNCT working mechanisms in Jordan and United Nations Working Groups: The UNCT meets monthly upon the request of the United Nations Resident Coordinator (RC) to share information. For the implementation of the current UNDAF, the UNCT in Jordan has put a support-structure in place consisting of three thematic working groups aligned with the pillars of the UNDAF, namely Social Development, Governance, and Environment. In addition to these UNDAF Working Groups, there is a United Nations Communication Group (UNCG), an Operations Management Team, an M&E Group, and a HIV/AIDS Joint Team. The Working Groups and mechanisms are currently being revised. The UNCT retreat. The UNCT holds an annual retreat. In 2009 a joint retreat was held with the UNCT Syria. In February 2011 the UNCT retreat was a validation workshop on the UNDAF MTR findings.

370. Joint Programming at the UNCT: A number of joint initiatives have been undertaken to promote coordinated, inter-agency programming. However, there is only one formal "joint programme", the MDG-F Achievement funded joint programme "Climate change adaptation: Adaptation to Climate Change to Sustain Jordan's MDG Achievement", which is being implemented by FAO, UNESCO, UNDP and WHO. In addition, there were two complementary joint programmes on "Food and Nutrition Security in Jordan Towards Poverty Alleviation" (UNICEF, WFP, UNIDO), and "Family Violence Tracking System" by UNFPA, UNICEF, UNHCR, UNIFEM, UNDP, WHO. Other common activities of a different nature are being implemented in parallel, for example activities in which more than one United Nations agency coordinate their efforts under specific UNDAF Outcome areas such as Disaster Risk Management and Response, and where UNESCO, UNICEF, WHO, UNWRA, UNFPA, UNDP and UNHCR are partly working together. However, these activities are not joint programmes coordinated by the UNCT or under the overall supervision of the RCO.

371. Survey on Monitoring the Paris Declaration: Jordan adheres to the Paris Declaration on Aid Effectiveness, and, according to the OECD 2008 Survey on Monitoring the Paris Declaration, the country is ranked high for its level of government ownership and more modestly for donor alignment and harmonization and for managing for results. Currently, a second Survey on Monitoring the Paris Declaration is being compiled with the participation of the UNCT.

372. 2nd National MDG Report Jordan 2010: The UNCT has supported the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan in preparing the 2nd National MDG Report Jordan 2010.

Challenges, lessons learned and the Way Forward

373. External challenges for the UNCT in Jordan: A major challenge for the work of the UNCT in Jordan is the frequent change of Ministers: In 2010 alone, the government has changed three times. Moreover, the fact that Jordan is classified as a lower middle income country has repercussions on Agencies and the Resident Coordinator's ability to attract funding, and has consequences for the operation of the UNCT and the kick off of the DaO programme. The lack of funding available to United Nations agencies is an important challenge in view of the fact that Jordan is hosting the largest number of refugees in the region, in addition to the scarcity of natural resources, in particular water, and the very high percentage of unemployed youth.

374. Internal challenges for the UNCT: The most active agencies within the UNCT are small in size. Agencies which in Jordan have larger operations such as UNHCR, UNRWA and IOM play a minor role within the UNCT, especially as they were not included in the current UNDAF, and their role within the next UNDAF is yet to be decided upon. In general WGs do not report regularly to the UNCT and the RCO has not yet set up overall mechanisms of UNDAF accountability. Nevertheless, joint programming and the number of joint activities are in the making. The UNCT needs to redefine its role and a more inclusive/participatory approach would be helpful.

375. UNDAF Annual Review (AR) 2009: In December 2009 an AR of the UNDAF 2008-12 was carried out. Outcome indicators of the UNDAF were revised and the formulation of output

indicators was proposed. However, due to lacking capacities and shifting priorities, the revised indicators have not been mainstreamed in the current UNDAF.

376. UNDAF Mid Term Review (MTR) 2010: In 2010, a MTR and DaO assessment was undertaken. The process continued into January 2011 and has been concluded in February with a UNCT validation workshop on the UNDAF MTR findings and recommendations. The MTR found that, despite the onset of the global fiscal, fuel, and food crisis, since the development of the UNDAF in 2007, it remains relevant and aligned with national priorities of the Government in Jordan. Moreover, the MTR also found that the UNCT has progressed in the area of joint programming and the delivery of joint programmes with one MDG programme on-going, two additional joint programs under a local cooperation framework mechanism agreed under the UNDAF during 2009 and 2010, and 26 joint activities led by individual United Nations agencies. With regard to the design of the UNDAF, the MTR did find some weaknesses in the Framework. More specifically, the lack of output indicators, combined with output statements that are broad-based has prevented substantive and effective monitoring of delivery and hence progress towards achieving the outcomes of the UNDAF.

377. Recommendations of the MTR 2010, the UNDAF 2013-2017 roll-out process and the Way Forward: The MTR recommended that the UNCT addresses the above issue by developing output indicators during the first half of 2011 or develop another mechanism in order to enable United Nations agencies and United Nations working groups (WGs) to measure their work. The UNCT has decided to take the findings of the MTR into account. In an MTR validation workshop it was decided not to revise the current UNDAF 2008-2012, but to follow the recommendations when engaging in the CCA/UNDAF roll-out process for the UNDAF 2013-2017. Further to the UNDAF MTR, a DaO Readiness Assessment was planned for late 2010 to assess the feasibility and preparedness of the UNCT and the Government to adopt a DaO approach when moving forward with the next UNDAF for Jordan. The assessment is still pending, and the UNCT will include the issue of a DaO approach in the Road Map workshop planned for April 2011.

UNESCO's contribution to the UNCT and common country programming exercises

378. UNESCO is an active member of the UNCT and in 2010 has supported all UNCT activities, common country programming exercises, and UNDAF AR and MTR, as well as the review of the 2nd National MDG Report Jordan 2010. UNESCO is part of the UNDAF WGs on Social Development, Governance, co chair the Environment WG in 2010, and sits on the Operations Management Team and the HIV/AIDS Joint Team. In addition, UNESCO Amman, as probably the only UNESCO FO, is chairing the UNCG. UNESCO Amman is also one of the four agencies participating in the only MDG-F programme "Climate change adaptation: Adaptation to Climate Change to Sustain Jordan's MDG Achievement". Furthermore, UNESCO takes the lead on the education component of the joint Disaster Preparedness projects of the United Nations in Jordan with the support of funds raised locally from UNICEF. The Organization is also leading the development of a project called "SESAME[1] for human security: fostering interdisciplinary health research and a culture of solidarity and peace in the region" in partnership with UNOPS and IAEA. Moreover, pending support from UNESCO HQ, UNESCO Amman deems it essential to participate in a joint Jordan Youth Assessment joint project with 3 other agencies as a preliminary step to design and a joint proposal to respond to the country's needs.

379. UNESCO and the UNCG: Since January 2010, UNESCO chairs the UNCG, which provides a unified platform for dealing with common communication and media challenges that the United Nations faces in Jordan. Its twofold objective is to promote inter-agency cooperation in the field of communication on the one hand, and to increase awareness, understanding and support for the work of the different United Nations agencies in Jordan among the United Nations staff and the general public on the other. Under the leadership of UNESCO, the number and impact of UNCG

[1] The SESAME International Research Centre is the Middle East's first major international research centre in the field of Synchrotron-light for Experimental Science and Applications. It is a cooperative venture by scientists and governments of the region and was created under the auspices of UNESCO.

activities have grown substantially throughout 2010. Among other achievements of the UNCG, the following deserve to be mentioned: the partnership with the media and United Nations visibility in the media have improved; the visibility of the United Nations as One United Nations has increased through the production of fact-sheets; United Nations lectures and a United Nations e-newsletter has provided a platform for United Nations staff to learn more about cross-cutting themes; students and the general public have been sensitized to the MDGs; a campaign to combat violence against women culminated in the production of PSAs screened on TV and recommendations to the Parliament; environmental awareness has been raised through TV-debates and a campaign to combat the excessive use of plastic bags in Jordan. Moreover, UNESCO as the only United Nations agency during 2009/2010, has raised external funds exclusively for the UNCT, i.e. for the continuation of an environmental campaign as a follow up to the activities of the year of biodiversity organized by the UNCG.

380. Entry points for UNESCO for future cooperation: Recent events in the Arab region, driven by high youth unemployment, low economic participation rates and opportunities, will be put at the forefront of the CA analysis when the UNCT for Jordan embarks on its CA/UNDAF roll-out process in March 2011. Shifting programmatic priorities of the UNCT offer concrete entry points and opportunities for UNESCO Amman in expanding its role within the UNCT Jordan, and UNESCO together with WFP, UNFPA, UNRWA and the RCO form the CA/UNDAF Steering Committee. In terms of programmes and activities under the UNDAF 2013-17, UNESCO Amman will continue to improve its support towards: Entrepreneurship and TVET Education as well as science and research linked to job creation for youth; water research and education through technical support; the tourism sector (second largest source of income in Jordan, but so far marginalized within the UNDAF) through the improvement of cultural heritage management and biospheres, fostering of research, business development and marketing; professional development for teachers to enhance quality of public education; the promotion of human rights through human rights education for different segments of the society, and enhanced media capacities in protecting freedom of expression also through the use of social networks fostering openness of public information.

381. **Challenges for UNESCO in the next UNDAF**: UNESCO Amman has no international programme staff. Its extrabudgetary funding has grown from almost 0 to 3 million in two years. The development at regional level of pool of colleagues, who are experts in different fields and with sufficient knowledge on the country/region, to back up the UNDAF roll out FOs in need, will be welcome.

UNESCO Office in Beirut

LEBANON

382. Despite a certain extent of political instability, Lebanon continued to prosper economically in 2010 and government reforms were continued. In view of this progress, UNESCO focused on support to reform efforts via technical assistance and capacity development for technical staff. The overall coordination of partners in the country has been rather weak. The Beirut office has therefore made efforts to promote the sharing of information across sectors and partners, notably through the United Nations Country Team.

383. 2010 marked the first year of the Lebanon UNDAF (2010-2014) for which UNESCO is the Lead agency for Education. The UNDAF interventions in education are in their initial phases, but are already delivering first hand results such as the completion of the legislative review of the provision of education opportunity for out-of-school children and the development of thematic papers on different issues related to teacher education programmes. These will serve as the basis for national policy development. At the request of the Ministry of Education and Higher Education (MEHE), UNESCO has provided technical assistance to the Ministry in monitoring the implementation of its National Education Strategy. In this regard, the Beirut Office has been working with the MEHE in revising and refining its education indicators.

384. Following the reform decision to introduce life skills-based reproductive health in public schools, including in the context of HIV and AIDS, UBW funding was secured to support its implementation. The relevant authorities have now been provided with a situation analysis of the responses by the education sector to HIV and AIDS, and a manual for school health educators has been developed and endorsed by the government. UNESCO has also assisted the government in addressing gender issues, including gender based violence (GBV). By developing a teaching manual on gender sensitive teaching approaches in collaboration with MEHE and launching a study on school related GBV, UNESCO supported the revision of school textbooks for the elimination of gender stereotypes. In addition, UNESCO is working on piloting a Multi Grade School Modality for the reintegration of early drop out and out-of-school children.

385. UNESCO also continued efforts in Literacy by strengthening related capacities in the Ministry of Social Affairs (MOSA) and different civil society organizations to deliver literacy services with a focus on girls and women: In the context of a Memorandum of Understanding with MOSA, the National Committee for Adult Education has been reactivated and has launched a training of trainers in literacy programmes, in collaboration with UNESCO. The national conference on literacy co-organized with UNESCO led to a series of recommendations that are currently being implemented, most notably the preparation of a national strategy for literacy.

386. In addition, UNESCO contributed to other areas of the UNDAF. Education for sustainable development (ESD) was brought to the forefront of public attention in Lebanon through the environment window. Capacity-building for two Universities was delivered through the integration of ESD issues in university programmes. ESD-Teacher Education Guidelines were developed in cooperation with the Department of Education/AUB, and UNESCO held a training workshop for media professionals on how to report on climate issues. Technical assistance was also provided to the Ministry of Environment (MoENV) and Biosphere Reserves staff towards the implementation of the Madrid Action Plan.

387. In line with Lebanese reforms, UNESCO continues to strengthen the capacity of teachers and school managers in dialogue skills and conflict resolution in the North of the country, and while twinning Palestinian and Lebanese schools. In the context of psycho-social support for “at risk children”, UNESCO is working with selected primary schools in South and North Lebanon to use Art (Choral singing) as a means to increase school retention and encourage positive values.

388. Human rights education components were integrated in civic education curricula in public and private schools via the training for ASP-NET teachers & public librarians on Human Rights Education, following the production of a Human Rights Kit.

389. With regard to Culture, capacities of partners were developed in the area of establishing accurate high definition 3D digital data and documentation for World Heritage Sites through a pilot on-site operation for Baalbek, as well as the establishment of risks map for the World Heritage Sites. This was undertaken in parallel with a forest fire threat assessment of the Qadisha Valley World Heritage site.

390. UNESCO also worked with the MEHE and the Lebanese National Commission to integrate the values of World Heritage in educational policies and practices, especially among youth through a wider diffusion of the kit: “World Heritage in Young Hands”. Over 30 trainers were prepared for providing further training to teachers.

391. In order to enhance access to knowledge and information, UNESCO has provided support to the opening of a model school library in collaboration with the MEHE and the Goethe Institute. The latter is also working with UNESCO on the establishment of a model public library through the application of a modern library management software, which will subsequently be scaled up for the Ministry of Culture and public libraries. In this vein, a training workshop was organized on the importance of copyright in print and digital environments, while also highlighting the importance of respecting these rights in the library’s everyday work.

392. In the area of governance, “Youth participation” is a priority and UNESCO plays a leading role as a managing agent of the United Nations joint project (with UNICEF, UNDP and ILO) on “Youth empowerment and participation in Lebanon”. A draft national youth policy has been finalized and is to be endorsed by the government. The policy is informed by data analysis and sectoral policy research on Lebanese youth and has been developed with the engagement and participation of a variety of youth organizations and activists under the newly established national youth forum.

SYRIAN ARAB REPUBLIC

393. In 2010 Syria continued its methodical approach to reforming its government processes. The UNDAF for Syria is in its last year and UNESCO has been engaged within the UNCT in the finalization of the 2012-1016 UNDAF. The UNESS has been revised in its analytical aspects and serves as a crucial input in the preparation of the education window activities. The UNDAF finalization should also help increase UNESCO’s work in the country. To date, cooperation with Syria has focused on linking the country to regional initiatives and conferences and on reinforcing Syrian capacities in specific areas while supporting their contributions to the region.

394. In Education, and at the request of the Ministry of Higher Education (MHE), UNESCO supported the review of the National Academic Reference Standards (NARS) of "Classroom Teachers" developed by the MHE. Following the establishment of the Regional Centre for Early Childhood Care and Education in the Arab States (RCECCEAS) in Damascus, Syria (est. in 2009), UNESCO has been working closely to further reinforce the capacities of this category 2 centre. This has been done through a training workshop to build the capacity of ECCE personnel both in the centre and beyond, and through the distribution of UNESCO publications to the centre’s library, as well as the provision of material equipment. UNESCO Beirut continues to hold workshops to strengthen the capacity of the Centre’s trainers with a view to qualifying them to become regional trainers.

395. In Culture, a regional meeting on the “Protection of the Underwater Cultural Heritage” was organized by UNESCO (Field Office and Head Quarters) in cooperation with the Agency of Istanbul 2010 European Capital of Culture in Turkey. The meeting aimed at promoting the 2001 Convention and its scientific standards among government participants. It also aspired to inform country representatives and cultural decision makers of issues linked to the protection of submerged archaeological sites. Syrian and Lebanese participants attended the meeting with participants from 17 other countries, including seven international experts, thus building a cooperation network among the participating countries and sharing experiences within a larger group.

396. In Communications and Information, UNESCO joined efforts with Ministries of Information and Communication in Syria in the context of the first Arab Digital Local Content conference. The aim of the conference was to strengthen the presence of women at the decision making level in media-related institutions, and, in particular, support their involvement in the production of local content.

397. With regard to Science, the agreement on the Madrid Action Plan (MAP) in the 2008 Man and the biosphere Program (MAB) set the objective of reviewing the status of the existing Biosphere Reserves in the Region. A related training workshop was held aiming at the building of capacities among the National Committees and Biosphere Reserves managers in the Arab States. Syria was represented by representatives from the Ministry of Environment as well as managers of biosphere reserves.

398. Training was provided for teachers of dry lands locations in Syria to help them gain a better understanding of their region's environmental problems, and thus encourage possible solutions through discussion and practice. The objective was to ensure a knowledge transfer about the environment to students as well as to discuss how to adapt to, and help decrease, the draught

effect. The topics debated and methods used in the training were based upon the innovative approaches in the Teaching Resource Kit for Dry land Countries, published and translated into Arabic by UNESCO.

UNESCO Office in Cairo

Background

399. Recent events in the Arab Region and in particular in Egypt have exposed the urgent need for flexibility and a fast track response when it comes to countries where there is an unfolding post conflict environment. As a response to these acute changes the Office has in the past month's particularly focused on promoting media as a vehicle for reconciliation, tolerance and cultural cohesions particularly among the youth. Best practices have also been provided aiming to strengthen freedom of expression, with a particular focus on how this is done in a post-conflict environment. Finally, in order to safeguard Egypt's valuable cultural heritage strong measures have been taken to prevent the damaging of inestimable cultural heritage.

Main Achievements

Natural Sciences

400. There have been activities addressing positive climate change impacts on the groundwater resources management and sustainability in the Arab region through the provision of potential adaptive measures. In addition, the knowledge base on water management policies and strategies has been improved and exchanged among the Arab experts through the organization of a number of regional technical events. Integrated water resources management knowledge and awareness has improved in the Arab region through developing tools and applications of operational management. Specific activities included:

- Development of the Encyclopaedia for the water resources in the Arab region in joint collaboration with the Arab Water Council.
- Support the development of training material on climate change impacts on water resources.
- Organization of the regional expert group meeting on "Environmental Ethics towards Climate Change Adaptation".
- Preparation of the Groundwater Operational Management toolkit.
- Initiation of the preparation of a comprehensive technical report on low-cost nano-material application for water desalination.
- Preparation of a comprehensive technical study addressing climate change impacts on the groundwater resources management and sustainability in the Arab Region.
- Preparation of informal water education material for school students.

401. Technical assistance in the form of policy advice was given to member states in the areas of STI related to development in several economic sectors. Focusing on parliamentarians responsible for S&T in their respective countries, dialogue on relevant policies to guide the process of enhancing the leverage of science for sustainable development was the focus of a number of activities in the region. Building capacities in different sectors and groups of decision makers at different levels; training workshops in the area of STI policy and STI indicators production were another focus of several activities in the region. Great progress was achieved through UNESCO

cooperation with the League of Arab States (LAS) to establish a number of regional strategies in STI as well as specific economic areas. Work is currently in progress to translate these strategies into regional plans of action (PoA). A regional strategy on renewable energy technologies was passed by all MCs; (two regional strategies adopted). Data collection and assessment reports produced to present a series of agreeable policy advice in renewable energy (RE) for the region;

402. MAB regional networks trained in applying specific targets of the Madrid Action Plan. Activities were implemented to promote knowledge and education for disaster prevention in the context of the United Nations system-wide implementation of the Hyogo Framework for Action on Disaster Resilience 2005-2015. UNESCO designated areas – biosphere reserves, geoparks, in the Arab Region were used as demonstration sites for promoting scientific knowledge and cutting-edge research at the interface of sustainable development, environmental integrity and the rational management of natural resources. Earth science education in North Africa was used through UNESCO Earth Science Education Initiative. Specific activities included:

- Support to the potential designation of Biosphere Reserve;
- Support to MAB Young Scientists Award Winner;
- Support to the Potential nomination of National Geopark;
- International conference on “Planet Earth: Earth Sciences and Development of Civilization in Major Rivers Basins”;
- Launching and Disseminating the Disaster Risk Reduction (DRR) Educational Kit & Implementing Training for Trainers”.

Education

403. Technical assistance in policy review and formulation was provided including an ECCE policy review and improving teaching/learning process through sector wide sector-wide education policies in cluster countries. Training opportunities to planners at central and decentralized levels of MoE and MoHE were provided. Capacities of LIFE countries to promote literacy programmes were enhanced. Supporting development of teachers’ standards and benchmarks. Specific activities included:

- Celebration of literacy day and distribution of literacy prize;
- TOT in Sohag on post literacy;
- Production of a manual on post literacy;
- Joint ED/ CI workshop for MoE and MoHE to introduce CFT model;
- Joint missions (UNESCO/AGFUND) to visit projects in Sudan and Yemen;
- Supporting regional ECCE workshop;
- UNESS Libya finalized and revision of the national strategy for education and scientific research in Libya;
- Assist in preparation of national report on literacy;
- Organization of EFA week campaign 2010;
- Organization of World Teacher day 5/10/2010;

- United Nations joint UNGEI initiative to promote enrolment of girls in schools.

Culture

404. With regard to the protection and conservation of immovable cultural properties and natural properties, in particular through the effective implementation of the World Heritage Convention, a data base of information through geographic information system was established, the archaeological and environmental and economic- social aspects of the area were surveyed and assessed, and equipment; tools and conservation products were acquired.

405. In order to safeguard living heritage, particularly through the promotion and implementation of the 2003 Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, effective surveys and transmission efforts were sustained by the communities concerned and by NGO's without financial assistance from UNESCO. Also, a cultural mapping training workshop was conducted and the HIS kits and basic texts of the Convention was distributed in three languages.

406. In order to ensure the protection of cultural objects and improve the fight against illicit trafficking of these, the 1954 Convention and its two protocols and the 1970 and 2001 Conventions were promoted. Furthermore, the design for the Museum of Wadi Halfa was produced and a work plan for the training to establish the first two houses in traditional architecture was prepared. A questionnaire for the anthropological survey assessing the impact of resettlement of the communities of Wadi Halfa was also prepared.

407. Furthermore, an educational kit for children on the history of Nubia was developed, an archive and library at the Nubia Museum was created, and a CD on the Philae monuments was produced.

408. As part of UNESCO's efforts to protect and promote the diversity of cultural expressions particularly through the implementation of the 2005 Convention and the development of cultural and creative industries the Cairo Office ensured a framework agreement with the Union of the Mediterranean and the Egyptian Trade Industry, as well as increasing women's active and visible participation in cultural and creative industries. In addition, workshops were held for the renewal and full consideration of the interaction between craftspeople and designers.

409. In order to integrate intercultural dialogue and cultural diversity into national policies, a Guidebook for best practices, misconceptions and negative stereotypes on the Image of the Other in European and Arab and Islamic history, is currently being published by ISESCO. The foreword of the Guidebook has been signed by all heads of partner organizations and institutions (UNESCO, League of Arab States, ISESCO, Anna Lindh Foundation and the Swedish Institute in Alexandria).

410. Finally, one meeting on conceptual issues about Gender and Cultural Diversity has been held, in cooperation with the GTZ.

Social and Human Sciences

411. In November 2010, in cooperation with Ministry of Environment in Syria, an expert meeting on climate change and ethics was organized and dialogue was established among eminent experts in the region towards policy advice on the issue of climate change and ethics facing in the Arab region.

412. The Regional Documentation and Information Centre for Bioethics and Ethics of Science and Technology (RDIC-BEST) was established under the Academy of Scientific Research and Technologies in Egypt in March 2010 with support of UNESCO.

413. On the initiative of the Centre, a bioethics committee on women's issues was established in the Arab region together with UNESCO and dialogue has been established among experts in the region through the workshop in November 2010 organized by the Centre. Over 20 experts from the region

gathered and discussed the establishment of a bioethics network on women's issues in the Arab Region. Moreover, some 30 experts from the region gathered and discussed recommendations to policy makers on ethics and climate change in the Arab Region in November 2010 in Syria.

Communication and Information

414. In relation to the promotion of freedom of expression and access to information, a number of actions have been undertaken to strengthen the freedom of press in Egypt. Best practices have also been provided aiming to strengthen freedom of expression. Moreover, journalists have been trained to strengthen freedom of press in a post-conflict environment. Finally, preparations are undergoing to conduct a "media development indicators assessment survey" for Egypt.

415. With regard to UNESCO's aim of strengthening free, independent, pluralistic media and communication for sustainable development, and to foster universal access to information and knowledge and the development of infrastructures, a number of actions have been undertaken. First of all, journalism education in Egypt has been strengthened. Best practices have been provided aiming to strengthen stakeholder cooperation in the cluster countries. A number of media trainers have been trained in the country, and the implementation of the project to facilitate the localization of the Model Journalism curricula is under way.

One UN joint programming and programmes

416. The UNESCO Cairo Office (UCO) is an active member in the preparation and follow-up of UNDAF and CCA exercise for Egypt through its engagement with the UNCT. In this context, UCO leads the UNCT thematic discussions on Education and participates in other relevant exchanges, including on climate change and gender. UCO also participates in the Spanish MDG Fund for Climate Change and the Spanish MDG Fund for Mobilization of "Dahshour" for Community Development. Finally, UCO is an active member of the Donor Assistance Groups on Education, Water, Environment and Energy, and Gender.

Challenges

417. There is a need for better coordination at the regional level especially with regard to enhancing the awareness of policy-makers as well as strengthening the capacities of the National Commissions, with a view to speed up the pace and the scope of response. Ministerial changes and at times political unrest has led to discontinuity of activities. Consensus building at the regional level is challenging in the Arab Region. Technical capacities and expertise in the region are scarce. In addition, limited programme funding is a serious bottleneck hampering effective and innovative implementation of programmes. There is a lack of availability of data and/or low quality of data. Establishment of a dialogue among stakeholders in different countries or in different cultural settings is sometimes a challenge.

Lessons Learned

418. Joint programming has proved to be an effective framework for more effective programme implementation. Similarly, partnership models have revealed to be far more successful in achieving UNESCO's goals for specific projects. Regional planning and coordination are key factors of the timely implementation of the activities. UNESCO needs to build a more assertive role in the Arab Region as a policy advisor through tangible contributions both at the national and regional levels.

- Capacity-building needs to be identified towards building a rooster of regional quality consultants for the various sectors.

- Advocacy for participatory planning and management results as well as a more effective role for civil society and cultural and creative industries should be documented and given more visibility.

- Capacity-building is necessary for mid-level managers to address and cope with the regular changes in government representatives.

- There is a need for more flexibility and a fast track response in countries where there is an unfolding post-conflict environment.

UNESCO Office in Doha

419. The UNESCO Doha cluster office serves the six Gulf Cooperation Council (GCC) countries and Yemen, which joined the cluster in late 2009. UNESCO Doha works closely with the National Commissions in the seven countries to ensure the fulfilment of UNESCO's objectives and programmes in the natural sciences, education, culture, communication and information technology.

Main achievements in 2010

420. **Education**: Capacity-building in education planning and management was identified as a priority for all UNESCO Doha cluster countries during the regional UNESS. Consequently, in October 2010, UNESCO Doha, in cooperation with the Regional Centre for Education Planning (RCEP), strengthened education planning and management systems through several capacity-building workshops, held in Oman, Bahrain and the UAE. Half of the trainees were females. UNESCO received a report from RCEP and an assessment stressing the important role of the training in increasing knowledge on collection, analysis and management of data, education sector analysis, preparation of national education plans, and monitoring and evaluation of national education plans.

421. Most GCC countries are in the process of assessing the status of their Early Childhood Care and Education (ECCE) policy. This comes as a key result of the Conference on Early Childhood Care and Education: from Policy to Action, which took place in Damascus, Syria in September 2010, and was organized by UNESCO Doha and UNESCO Beirut.

422. **Science**: A proposal to enhance road traffic in the short-term, medium-term, and long-term based on scientific, statistical and educational interventions has been developed and approved by all programme sectors of UNESCO throughout 2010, and UNESCO Doha plans to launch it in 2011. This is an extra-budgetary activity.

423. **Culture**: The GCC and Yemen's national capacities with regards to the prevention of trafficking of cultural objects were developed, following a subregional workshop entitled "Capacity-building of national institutions in the field of prevention against illicit trafficking of cultural objects." This workshop was held in Bahrain in November 2010, with the support of UNESCO, the UNESCO Headquarters Section of Museums and Cultural Objects, and the Bahraini Sector of Culture and National Heritage (Ministry of Culture and Information).

424. The achievements and main activities carried out in seven countries during 2010 are highlighted below.

BAHRAIN

425. **Culture and Science**: UNESCO Doha supported the production of a film on the natural and cultural heritage of Bahrain. Bahraini experts also participated in the newly established Arabian Peninsula Environmental Advisors Network.[2]

426. UNESCO Doha's science-related plans in Bahrain need more support from the National Commission. In particular, UNESCO is seeking to rekindle interest in revisiting the issue of the

[2] Please refer to the section on Kuwait for more information on this network.

potential biosphere reserve cum natural heritage site – the Hawar Islands - where significant achievements had been made some years ago, in contrast to 2010.

427. **Education and Communication**: Given the rapid changes in Bahraini and Yemeni societies, a new strategy for ASP-net schools was devised. This new strategy aims to help ASP coordinators identify the best methodologies to run implementation programmes for ASP-net schools, especially in light of these rapid societal changes. The strategy was a result of a training workshop for national ASP-net coordinators from Bahrain and Yemen. The workshop was held in Bahrain in April 2010, with the support of UNESCO Doha and in cooperation with the Bahraini National Commission.

428. At the Third International Conference for e-Learning, held in April 2010 in cooperation with Bahrain University, the focus was on the role of e-Learning in supporting learning communities. The meeting addressed the role of e-learning and the formation of university learning communities as a nucleus for the larger learning community. Key outcomes included a plan to promote information societies, ICT for development, Information Literacy and ICT for education. The challenge now is that the funds allocated to implement the activities agreed on at the meeting are insufficient.

KUWAIT

429. **Science**: Kuwait has made some notable achievements in science in 2010 with UNESCO Doha's support. Upon Kuwait University's request, for instance, UNESCO supported the establishment of the Arabian Peninsula Environmental Advisors Network.

430. However, a higher level of political will in Kuwait is needed with regards to the protection of biosphere reserves and world heritage sites, and the role of the Kuwaiti National Commission will be crucial for this.

431. **Communication**: In line with UNESCO Doha's communication implementation strategy, which involves consultations with decision makers, training institutes and experts to identify training needs, the office organized a conference to celebrate Freedom of Expression day, with co-partners Al-Jazeera Public Liberties & Human Rights, and an NGO called The Kuwaiti Association for the Basic Evaluators of Human Rights.

432. Notable outcomes from UNESCO's work on freedom of expression in Kuwait include cooperation with key partners, such as the Al Jazeera Network and the Kuwaiti Association for the Basic Evaluators of Human Rights. They also generated further interest from additional local and regional partners, thereby expanding the network of freedom of expression stakeholders in Kuwait. Moreover, a number of media professionals were trained on safety, safety guides were distributed widely, and capacity-building initiatives were carried out, with a view to creating an enabling environment for media professionals. These efforts gained good media coverage, including by the Al Jazeera Network.

433. **Education**: UNESCO Doha contributed $15,000 towards the organization of the "Expert Meeting on the Integration and Complimentarity between Higher Education and Primary and Secondary Education," which was held in Kuwait in December 2010. ISESCO also contributed $15,000 to this meeting, which it coordinated with the Kuwaiti National Commission.

434. The following was accomplished as a result of education efforts in Kuwait and in twelve other countries in the region:[3]

- Continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education defined;

[3] Syria, Jordan, Tunisia, Egypt, Morocco, Algeria, Saudi Arabia, Qatar, Bahrain and the Sultanate of Oman, United Arab Emirates, and Yemen.

– Experiences of countries participating in the areas of continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education were shared;

– The role of continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education in order to achieve efficient outcomes on education was identified;

– Criteria for continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education for ensuring the development of society was developed;

– A plan for continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education was endorsed;

– The application of modern education management techniques to enhance the continuity and integration between Higher Education and Basic and Secondary Education was discussed.

OMAN

435. **Science**: The focus in 2010 was to plan for a Middle East Botanic Garden Networking Meeting to take place in January 2011. Oman was chosen as the most suitable location because a professional botanical garden is currently being established in the country. As part of the overall effort to highlight the International Year of Biodiversity, UNESCO Doha and the Omani National Commission collaborated to host the Conference on Education for Sustainable Development in support of Cultural Rapprochement and Biodiversity. Selected specialists from other cluster countries and several international specialists participated in this important meeting in Muscat in January 2011. Other countries from the Doha cluster that have been actively involved in botanical garden development are Oman, Qatar, Saudi Arabia, and the United Arab Emirates.

436. UNESCO Doha continues to stress the importance of tourism to help identify, establish and manage UNESCO natural heritage sites. The Omani National Commission is closely working with UNESCO Doha on this.

437. **Education**: Throughout 2010, UNESCO Doha has placed an emphasis on the reform and strengthening of TVET programmes in key cluster countries, in particular with regards to the role and participation of girls in TVET. A consultant carried out an excellent needs assessment of the labour market in Oman and identified the skills needed in addition to reviewing the current policy and the status of girls in the education and training system. The consultant provided policy recommendations in an extensive analytical report that will assist Omani officials in reviewing their TVET policy.

QATAR

438. **Science**: Following December 2010’s successful Environmental Awareness Drive in Qatar, UNESCO Doha was able to garner the previously absent will and interest by the Qatari National Commission to become more active in the sciences. The drive provided UNESCO with excellent exposure. This was especially true with regards to UNESCO supported sites in Qatar, such as the planned Al Zubara Pearling Village world heritage site, the planned world heritage site of Khor al Udayd, the existing Al Reem Biosphere Reserve, the planned Quranic Botanical Garden, and the planned Natural History Museum. A group of UNESCO staff from various offices, business people, embassy representatives, and government representatives visited these sites in Qatar during a full day drive and visit tour. It triggered great enthusiasm among the diverse group that participated in the drive, as well as fruitful discussions on conservation, heritage, and biodiversity. The drive also garnered government and business interest that had been previously absent. This was a contribution to accelerated work in Qatar on UNESCO sites. Following this event, Qatar commenced work on a nomination file for their first World Heritage Site.

439. The Qatari site is the Al Zubara Pearling Village, whose location is adjacent to the existing Al Reem Biopshere Reserve. This will allow for a joint management plan to be developed, considering not only the cultural heritage of the pearling village, but also the oyster banks in the Gulf of Salwa, as well as artisanal fisheries, associated ecosystems, and cultural and natural heritage of the ancient Bedouin people.

440. Moreover, this effort has the capacity to trigger strong cross-border cooperation between Qatar, Bahrain, and Saudi Arabia. Increased awareness and networking regarding the potentialities and importance of UNESCO sites in the Arabian Peninsula has been achieved during the UNESCO Environmental Awareness Drive in Qatar, and we expect more during a training on tourism in Oman.

441. The Environmental Awareness Drive was generated at no cost to UNESCO with careful planning and generous support from Volkswagen Middle East and the Qatar National Hotels Company. The Qatari authorities also participated and provided assistance.

442. As a result of numerous meetings and collaborative efforts such as the Doha Green Conference in 2009, UNESCO Doha established a partnership agreement with Doha Bank in February 2010. This was accompanied with a $50,000 regular programme appropriation which has been used to support staff costs. While the formation of a partnership is the expected result of this activity, it is the activities which result from such a partnership which are of real consequence. For example, UNESCO Doha has since been able to develop an Eco-schools Initiative, which is rallying educators and the private sector together to provide schools a means to recognition for their environmentally friendly activities, while at the same time enhancing awareness and participation amongst the public in environmentally friendly activities.

443. Further activities currently in process with Doha Bank include: Biosphere Reserves Map translation and the Gulf Times/Al Rayyah Green Column. As a result, UNESCO Doha received invitations from various sources to present its activities on environmentally friendly buildings, resources recycling, eco-schools, and how this relates to climate change and biodiversity issues. UNESCO Doha presented its work at international conferences in China, Egypt, United Arab Emirates, Lebanon, Bahrain, and Qatar.

444. The biggest challenges thus far have revolved around effective communication with partners and with HQ. In the case of UNESCO Doha's partnership with Doha Bank, internal communication channels of our partner severely delayed progress, and perhaps more could have been done to ensure that the same information relayed to focal points within the bank would be relayed amongst their decision making structures.

445. In the case of HQ, a stronger emphasis will be placed on developing a problem solving methodology in relation to partnership agreements, as well as seeking more effective means of collaboration. Partnership agreements are understandably complicated affairs for UNESCO; however, if the overall strategy of the organization is to move towards an increased number of partnerships, this process must be streamlined so that the patience of the private sector is not to be tested.

SAUDI ARABIA

446. **Science**: UNESCO Doha successfully initiated a dialogue with KFUPM in Dhahran to re-invigorate the IOCINDIO group on oceanographic issues, with Saudi Arabia being in the lead. The interest of essential agencies, such as NCWCD and PME could be better, but it is limited to occasional visits and communication only. This should be enhanced considering the large geographical size of the kingdom, and its large population. UNESCO Doha has held discussions with colleagues at IOC, as well as with the IOCINDIO co-chair in Saudi Arabia, as to where, when, and how to organize the next IOCINDIO meeting. An additional discussion was held with ISESCO, who have confirmed that they are interested in participating this meeting as a partner. Private

Sector companies have been contacted regarding the possibility to support the next IOCINDIO meeting in one of the concerned member states. 2011 will see more tangible outcomes in this regard.

447. His Highness Prince Turki bin Nasser bin Abdulaziz al Saud signed the foreword in the latest volume of our book series “Sabkha Ecosystems Volume III.: Africa and Southern Europe”.

448. **Education**: A renewed commitment to the Education for All (EFA) goals has been made after the regional Medium-Term Review Conference in 2010. UNESCO Doha seized this opportunity to support Saudi Arabia to make further progress on EFA. Members of the national EFA committee, education planners, policy makers and curriculum developers were trained in 2010 to analyse and review the EFA National Mid-Term Review Report for Saudi Arabia. The EFA Cluster Analytical Report and the EFA National Policy were also reviewed. This national capacity development effort enabled the the Saudi authorities to revisit their national EFA plan and to modify and update it according to the report’s recommendations.

UNITED ARAB EMIRATES

449. **Science**: UNESCO Doha has been working with the Environment Agency Abu Dhabi (EAD), Masdar, Boeing, and the International Centre for Biosaline Agriculture (ICBA) on halophyte ecosystem research and development in the arena of marginal soil/water conditions. Following a preparatory meeting in Abu Dhabi in early 2010, in which EAD, Masdar, ICBA, Boeing and other private partner companies participated. UNESCO Doha registered its interest in the production of a project document and comprehensive plan of a “Halophyte Pilot Farm” for the production of cash crop halophytes. This will be used both for agricultural development under extreme saline conditions, as well as for the restoration of adversely impacted coastal and marine seagrass and macro-algal systems. 2011 will see more tangible outcomes in this regard.

YEMEN

450. **Education**: Since the start of the Capacity Development for Education for All (CapEFA) country programme for Yemen in March 2010, UNESCO’s focus on building the capacity of literacy and adult education stakeholders in the country has yielded visible results. For instance, UNESCO’s interaction with and visibility in Yemen, particularly in the field of education, has significantly increased. This is in large part due to the fact that the CapEFA Yemen country programme focuses on literacy and adult education, which is a field involving various Yemeni stakeholders from civil society, government, and the private sector. The most visible result to date has been the increased collaboration between and among governmental and non-governmental actors. This collaboration in the field of literacy and adult education was previously almost absent.

451. Much of UNESCO’s work in 2010 in Yemen has been conducted in close collaboration with the Literacy and Adult Education Organization (LAEO – the main literacy arm of the Ministry of Education), the Basic Education Development Project, and the National Commission. The workshops that UNESCO has held with these partners and with civil society and other international organizations have succeeded in mobilizing literacy and adult education stakeholders in Yemen. There has been an increasing interest and consistent participation by these partners throughout the course of UNESCO’s work in Yemen in 2010.

452. UNESCO’s role in guiding a national team of Yemeni experts from the Ministry of Education and from prominent local NGOs and in ensuring their studies adequately addressed the key issues concerned with the CapEFA programme was vital to the success of this activity. Previously, there had been a sense of apathy and disappointment with the pace of activities in literacy and adult education in Yemen. With the cooperation of the key literacy actors in Yemen, UNESCO’s quick pace of implementation of CapEFA’s activities in Yemen, despite the difficult security and development challenges in the country, has reversed this attitude and there is now a greater sense of enthusiasm and willingness to move forward.

453. Furthermore, three CapEFA study visits have been conducted to Thailand, Morocco, and Mauritania. The study visits were an excellent strategy to expose Yemeni literacy stakeholders to successful experiences implemented in the three countries. The on-the-ground approach of these study visits has helped the Yemeni delegations better understand the mechanics of implementing literacy and non-formal education activities, such as Community Learning Centres, which they are expected to replicate and adapt to the Yemeni context.

454. All of the steps taken to date have been agreed upon in close consultation with the Literacy and Adult Education Organization in Yemen, the Minister of Education, the National Basic Education Development Project, and the National Commission. The involvement of NGOs, while sensitive for some government officials, has also been agreed upon by all stakeholders, and their participation has proven to be fruitful for the overall outcome of the CapEFA activities thus far. UNESCO's emphasis on Yemen's national ownership of the CapEFA programme has been a key factor contributing to the continued enthusiasm and sense of ownership among literacy and adult education stakeholders.

455. The overall lack of coordination and the weak capacity of literacy stakeholders in Yemen continue to be a significant challenge, but one that is slowly being overcome. For instance, the study visit delegations to Thailand, Morocco and Mauritania were diverse and included both NGO and governmental stakeholders, men and women, which is hoped to enhance coordination and cooperation between them. Much, however, remains to be done to build the capacity of the LAEO.

456. The security situation in Yemen continues to be a general challenge to speedy progress. Despite this, the CapEFA programme is on track, with the continued support and help of local partners.

457. **Technical and Vocational Education and Training (TVET)**. In October 2010, two Yemeni delegations consisting of high-level officials and decision makers from the Ministry for Technical and Vocational Education and Training (TVET) travelled to Oman and Bahrain to learn from these two countries' successful experiences in implementing TVET programmes. UNESCO received detailed reports from both the Omani and Bahraini delegations, both of which stressed that the benefits of these visits were significant and helped orient TVET activities and strategies currently being devised for Yemen. Also as a result of these visits, UNESCO, the World Bank, and the TVET stakeholders in Yemen agreed to further collaborate in this area by devising a longer-term strategy to further benefit Yemen's TVET needs through continued visits to countries with strong TVET experience and through the production of studies that identify the reasons for TVET stagnation in Yemen and ways forward.

458. **Science**: Despite the lack of funds for the science team at UNESCO Doha to work on Yemen, it supported an Arabic and English book on the natural heritage site of the Soqotra Archipelago. The science team has also been successful in ensuring the participation of Yemeni science experts in certain networks and events, again despite the lack of Yemen-allocated science funds.

UNESCO Office for Iraq

459. **Background**: With regard to Iraq, and for all United Nations Agencies, Funds and Programmes, the country remained in 2010 a challenging environment in which to undertake action. Nonetheless, UNESCO pursued its significant levels of assistance to the country in support of the ongoing reconstruction and reconciliation process. Represented across all sectors with the exception of Social and Human Sciences, for which certain thematic areas (i.e., human rights) are cross-cutting themes in all projects, the Organization's projects in Iraq - such as Educational Television and the Restoration of the Al-Askari Shrine in Samara - have afforded both high visibility as well as impact.

460. UNESCO is present in all five of the 2011-204 UNDAF Priority Areas and the Organization has been requested by the Resident Coordinator to co-chair, with UNICEF, the Education Working Group recently formed under UNDAF Priority 4: Essential Services. Our capacity in science, particularly with regard to hydrology has come to be valued; the Organization leads the UNCT Water Task Force established early in 2010 by the DSRSG. UNESCO uses a strategic planning country-based approach, codified in its UNESCO Country Programme Document (UCPD) 2010-2014 and UNESCO National Education Support Strategy. Both are fully aligned with the UNDAF and Iraq's National Development Plan 2010-2014.

461. **Challenges**: In addition to severe restrictions on United Nations presence and movement in Iraq due to the prevailing security situation, current governance in Iraq, consisting of the Central Government of Iraq in Baghdad and the semi-autonomous Kurdish Regional Government in Erbil, implies that UNESCO and other international partners must service the needs and priorities of both, although they sometimes diverge at the Ministry level. With limited core resources, UNESCO Iraq must constantly seek extrabudgetary funding to ensure the Organization's mandate in this country, a task made more difficult by the continued global economic slowdown and the reallocation of donor funding to other crisis areas.

462. **Main achievements in 2010**: The Organization has already secured over 50 per cent of the estimated $92 million required to achieve UNDAF objectives in its areas of competence through successful applications to the Iraq Trust Fund, increased national funding, and the continued strong support of the Office of Her Highness Sheikha Mozah of Qatar. Education is the major area of UNESCO assistance to Iraq, where the Organization takes a sector-wide approach, intervening in the fields of basic, secondary, tertiary, technical and vocational and non-formal education to support the rehabilitation of the sector through increasing access to education and the promotion of life-skills, thus reversing the growing trends of illiteracy among the population and the declining female participation. In 2010, within the Framework of Literacy Initiative for Empowerment (LIFE) for Iraq, a national advocacy campaign was launched during the last week of September 2010; events targeting more that 27,000 Iraqis throughout the country were organized together with the Ministry of Education and sixty National NGOs. UNESCO launched four flagship projects (totaling $24 million, funded by the Office of H.H. Sheika Mozah of Qatar) in critical areas: Higher Education, Literacy, Teacher Training and Curriculum Development.

463. Three of the office's education projects, the Education Management Information System Project, the Textbooks Quality Improvement Programme II, and the Literacy and Life Skills Development Project, were highlighted in the 2010 United Nations Development Group Millennium Development Goals (UNDG MDG) Good Practices Report, which features examples of good practices in overcoming specific challenges related to achieving the MDG's.

464. In **Culture**, working with the Ministry of Culture and relevant Iraqi institutions and stakeholders, UNESCO has played a leading role in the fight against illicit traffic of cultural property and the protection of Iraqi cultural sites. Such efforts not only contributed to strengthen the protection of Iraqi cultural heritage and develop cultural industries, but also to foster reconciliation within communities. A prime example of this is the flagship Restoration of the Al-Askari Shrine. Now functional again as a place of worship with hundreds of pilgrims visiting every day (and hundreds of thousands during major religious festivals), the message of tolerance and reconciliation implicit in the Restoration of the Al-Askari Shrine is being widely diffused. UNESCO also signed in early 2010 a $13 million MOU with the Erbil Governorate for Phase II of the Revitalization of the Erbil Citadel and with a view to its eventual inclusion in the World Heritage List. Our success in raising the awareness of our national partners regarding the importance of the protection of Iraqi cultural sites is also helping to demonstrate concretely to other United Nations agencies and partners the value of culture in post-conflict reconciliation and dialogue.

465. In the **Natural Sciences**, UNESCO plays a key role in capacity-building to assist Iraq in dealing with issues of science and technology, water resource management and the environment. While assisting to update the Iraqi science sector in view of its role in the country's recovery - best

seen through the 2010 launch of the Iraqi Master Plan for Science, Technology and Innovation (STI) that will guide government, business, and public organizations' efforts in this regard - UNESCO is very active in issues related to water management, which is critical for Iraq as a riparian country. The past year saw the completion of the Karez project in Northern Iraq, which increased the water flow for thousands of community members and contributed to expanding the knowledge base on this historical and sustainable water system. The autumn launch of Phase I of the flagship Advanced Hydrological Survey is the first phase of a broader initiative developed jointly between UNESCO and nine Ministries in the Government of Iraq. The intention is to use the latest remote sensing and data processing technologies available, in order to expand the current knowledge of, and access to, Iraq's shallow and deeper groundwater resources.

466. **Communication and Information**: Since the fall of the old regime, the potential to promote and protect freedom of expression in Iraq has increasingly expanded. UNESCO works with the media and the government to help foster mutual understanding of respective mandates and roles in a democratic society. Through the flagship project Support to Media and Elections, UNESCO is working to solidify the capacity of the Iraqi High Electoral Committee, the Communication and Media Commission and professional media to enable each of them to provide stakeholders with accurate and impartial information during and between elections. The project Protection of Media Professionals, Human Rights Defenders and Members of the Academic Community in Iraq is establishing an early-warning network for journalist and human-rights defenders to mobilize prior to threats to their security, while the project Support the Media in its Role of Fostering Peace and Democracy promotes the development of an independent, pluralistic, and professional media as a fundamental infrastructure to achieve good governance through advancing appropriate legislative and regulatory frameworks. This builds of the theme of World Press Freedom Day 2010 "Freedom of Information: the Right to Know", where over one thousand people attended the UNESCO organized United Nations celebration in Baghdad, which highlighted the role of the media in the emerging Iraqi democracy.

467. **United Nations Joint programming**: The Iraq Office will continue its full engagement to the UNCT and to develop joint programmes with other United Nations Agencies, as well as with other institutions such as The World Bank, the International Institute for Educational Planning, and ISESCO. Eleven of the twenty-two ongoing major UNESCO Iraq projects (i.e. budgets $500,000+) are jointly implemented with other United Nations organizations, namely UNDP, UNICEF, UNFPA, ILO, UN-HABITAT, UNOPS, UNESCWA and UNAMI. UNESCO is also a member of the UNCT Gender Task Force, the UNCT Advocacy Working Group and the Inter-Agency Information and Analysis Unit, a centralized unit which houses all information on UNCT programming and conducts sector wide research on cross-cutting sectoral issues such as gender and water.

UNESCO Office in Rabat

Transversal

468. Dans la programmation sous-régionale de ses activités, le Bureau de l'UNESCO à Rabat a pris comme référence les objectifs stratégiques adoptés par la Conférence générale de l'UNESCO, les Bilans Communs de Pays (BCP), les Cadres d'Assistance des Nations Unies au Développement (UNDAFs) pour la période allant de 2009 à 2012 ainsi que ceux dont et la finalisation est en cours pour la période 2012-2016, ainsi que diverses stratégies et initiatives nationales de développement, et les objectifs de développement découlant de la Déclaration du Millénaire.

469. Le Bureau a été très actif dans le suivi et la révision des UNDAF 2009-2012 et fortement impliqué dans la préparation des BCP et UNDAF (2012-2016) pour le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

470. Le Bureau a été fortement impliqué dans plusieurs programmes conjoints du SNU financés dans le cadre des Fonds espagnols pour la réalisation des OMD (MDGF). L'UNESCO est chef de file pour deux d'entre eux à savoir : « Le patrimoine culturel et les industries créatives comme vecteurs de développement au Maroc » pour un budget global de 5.000.000 USD (Budget UNESCO 2.846.254 USD), et : « Patrimoine, tradition et créativité au service du développement durable de la Mauritanie » pour un budget global de 7.500.000 USD (Budget UNESCO 3.490.709 USD).

471. Le Bureau est également partenaire dans deux autres fenêtres du MDGF :

– « Gestion locale de l'environnement et mainstreaming dans les processus de planification » prévu pour la Mauritanie (pour l'UNESCO : 525 200 USD).

– « Programme multisectoriel de lutte contre les violences fondées sur le genre par l'autonomisation des femmes et des filles au Maroc » (pour l'UNESCO : 620 866 USD).

Ces programmes présentent une réponse commune des Agences et Fonds des Nations Unies aux besoins des pays concernés et poursuivent en particulier les objectifs visant la protection et la valorisation des patrimoines naturel et culturel au service du développement humain, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et de façon générale à la réduction de la pauvreté en procurant aux populations des moyens de subsistance durables.

ALGERIE

472. Dans le domaine de **l'Education**, le Bureau appuie la mise en place d'une seconde phase du Programme d'Appui de l'UNESCO à la Réforme du Système Educatif en Algérie (PARE II) pour un budget de 300 000 USD. Les principales composantes touchent au renforcement du pilotage de la réforme pédagogique et à la formation des formateurs pour accompagner la mise en place des nouveaux curricula sur le terrain. PARE II vise également à renforcer les capacités nationales pour l'évaluation de « la première génération » des programmes et manuels scolaires produits dans le cadre de la réforme.

473. La deuxième intervention s'est traduite par le projet de recherche-action « Education, diversité, et cohésion sociale en Méditerranée occidentale » : s'étalant de 2007 à 2010 (budget de 520 000 USD) qui a regroupé six pays de la Méditerranée occidentale (Algérie, Espagne, France, Italie, Maroc et Tunisie), a produit des études analysant les défis qui se posent à la cohésion sociale au niveau national dans chacun des pays participants.

474. Afin de disposer d'éléments tangibles sur la situation de l'éducation préscolaire en Algérie, une analyse de la situation a été effectuée. Cette étude sert de base à la préparation d'une analyse comparée de l'éducation préscolaire au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie).

475. La formation des enseignants est un enjeu crucial pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Les technologies de la communication et de l'information peuvent constituer à ce titre des moyens de favoriser un meilleur apprentissage. Une étude sur « Les TIC en éducation et la formation des enseignants » s'attache à étudier les pratiques des enseignants dans ce domaine.

476. Dans le cadre de l'action de l'UNESCO pour la lutte contre les discriminations et la stigmatisation envers les PVVIH, le Bureau de Rabat en partenariat avec l'ONUSIDA Algérie a soutenu la réalisation d'un guide élaboré par l'association algérienne Aides-Algérie. Le guide a été présenté et discuté lors d'un atelier à Alger et la traduction en arabe de cet outil de sensibilisation est en cours de réalisation.

477. Dans le domaine des **Sciences exactes et naturelles**, *il faut noter le caractère sous-régional de l'ensemble des activités et projets menés par SC et qui profitent au même titre aux quatre pays couverts par le Bureau*. Ils portent sur la promotion d'une approche participative relative à la gestion de l'eau, à l'environnement et au développement durable ainsi que la

mobilisation des ressources pour la sensibilisation des décideurs en vue d'accorder la priorité à l'utilisation des énergies renouvelables et le développement des politiques correspondantes. En exemple, on citera la création du « Réseau Arabe des Experts en Eau » (ResEAU-Arabe.net) à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau et du « Réseau Arabe des Experts en Environnement » (Environnement-Arabe.net) à l'occasion de la journée Mondiale de l'environnement.

478. En matière de **Sciences humaines et sociales**, les domaines relatifs aux droits humains, à la lutte contre le racisme et à l'égalité des genres ont été privilégiés. A citer en exemple, la publication sur les droits culturels au Maghreb (dont l'Algérie) et en Égypte, dans le cadre des activités du Réseau arabe de recherche-action sur les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau ARADESC). Dans le cadre de la lutte contre la discrimination et le racisme, un des projets opérationnels de l'UNESCO est la Coalition des Villes arabes contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance, lancée le 25 juin 2008 à Casablanca, au Maroc. Un plan d'action composé de dix engagements couvrant différents domaines de compétence locale, tels que l'éducation, le logement, l'emploi ou les activités culturelles, a été adopté par les Villes adhérentes. A noter la publication en arabe du livre « Droits de l'Homme : Questions et Réponses » de Leah Levin (illustré par Plantu) financée par la Coopération italienne. Le livre est distribué dans les 22 États arabes.

479. Par ailleurs, de la recherche-action a également été faite en Algérie, au Maroc et en Tunisie, sur la thématique « Femmes, droit de la famille et système judiciaire » qui a pour objectif de faire un état des lieux précis de la situation et de se pencher sur les véritables problématiques, afin de sensibiliser les décideurs politiques. La publication de ces études est disponible en arabe et français.

480. Dans le domaine de la **Culture**, le Bureau a mis l'accent sur des actions de renforcement des capacités des professionnels du patrimoine culturel, à l'échelle sous-régionale. En effet, trois activités sont consacrées à l'appui à la mise en place et au renforcement de réseaux de professionnels du patrimoine mondial, du patrimoine culturel immatériel et des musées, et ceci selon une approche sous régionale, touchant également l'Algérie. A cet effet, la première étape a consisté en l'élaboration d'études d'analyse des modalités de mise en place de ces réseaux, qui fonctionneront via des sites internet dédiés. Les propositions ressorties de ces études doivent être présentées aux responsables du patrimoine culturel des pays concernés lors de la réunion de préparation du programme régional pour le suivi des Rapports périodiques des Etats arabes, prévue à Rabat du 7 au 9 mars 2011, en vue d'identifier en concertation avec les parties nationales les actions à mettre en œuvre pour le lancement et le fonctionnement des réseaux, et d'encourager la prise en charge de chacun des réseaux par une des institutions nationales pouvant assurer le lancement et la gestion.

481. Sur le thème de la diversité culturelle et du dialogue interculturel, le Bureau a travaillé en collaboration avec le CREAD (Centre de Recherche en Economie appliquée au Développement, Algérie), pour l'élaboration d'un outil didactique de sensibilisation et d'éducation à la diversité culturelle et au dialogue interculturel destinés aux élèves des écoles associées et clubs Unesco sur la base de la Convention de 2005 et des résultats de la Rencontre sur le dialogue interculturel par le biais du patrimoine culturel de Casablanca (2007). Ainsi, sur la base de ce premier travail réalisé par le CREAD, il est prévu en 2011, de procéder à la valorisation de tous les outils nationaux (élaborés lors du biennium précédent) afin d'en garantir une utilisation optimale et la plus large diffusion et ce à travers la production d'un outil/kit Maghreb de sensibilisation à la diversité culturelle et au dialogue des cultures par le biais du patrimoine culturel, vu comme vecteur de rapprochement et de dialogue des cultures, entre les pays du Maghreb et leur environnement africain, méditerranéen et européen.

482. Enfin, sur cette même thématique, le Bureau a procédé à la publication d'une étude sur la diversité et l'inter culturalité en Algérie.

483. Dans le domaine de la **Communication et de l’Information**, le Bureau a lancé le programme sur l’amélioration de l’image des femmes dans les médias maghrébins afin de répondre au besoin de représentation plus équilibrée des femmes dans les contenus médiatiques du Maghreb et exploiter le potentiel des médias à promouvoir la participation accrue des femmes dans les sociétés. Ce programme qui comporte trois volets (technique à travers le renforcement des capacités des professionnels des médias, académique à travers l’intégration de l’approche genre dans les cursus de formation au journalisme et politique à travers ses actions de plaidoyer auprès des instances réglementaires des médias et des ministères) a reçu le soutien technique et financier jusqu’en 2013 de l’ISESCO, l’UNIFEM et la coopération allemande. Sa mise en œuvre se fait au niveau du Maghreb en partenariat avec les médias, les écoles de journalisme, la société civile et le gouvernement.

484. Le projet de bibliothèque numérique Majaliss de l’UNESCO offre une plate-forme moderne en arabe pour diffuser des livres numérisés de la littérature arabe classique auprès d’un large public. Disponible en version en ligne (http://rabat.unesco.org/majaliss) et sur CD-ROM, Majaliss met en accès libre des centaines de milliers de pages de la littérature arabe classique dans le domaine public et illustre par la même occasion, l’utilisation novatrice des TIC pour l’enseignement et l’apprentissage, à travers la fourniture des fichiers sonores pour faciliter l’accès aux œuvres à des malvoyants ou des exercices interactifs pour apprendre à lire et à écrire.

MAROC

485. Dans le domaine de **l’Education**, le programme s’est décliné en quatre composantes : (1) l’appui à la révision de la stratégie nationale au travers des appuis d’expertise et d’études ciblées ; (2) le développement d’une stratégie d’intervention dans le domaine de la post-alphabétisation et l’intégration économique des femmes en milieu rural ; (3) l’adaptation et le test d’une nouvelle méthodologie de mesure directe des niveaux d’alphabétisme de la population adulte (LAMP) ; et (4) l’adaptation d’outils de suivi des actions d’alphabétisation et d’éducation primaire non formelle (SIM ENF).

486. Un accord de don (750.000 USD) a été signé avec l’Agence du Partenariat pour le Progrès, (APP/MCC) afin d’assurer l’assistance technique et l’expertise en matière de, développement des programmes d’éducation/alphabétisation. Ce programme prévoit l’alphabétisation de 69.000 personnes actives dans les secteurs d’activités de l’artisanat, l’agriculture et les pêches maritimes au Maroc.

487. L’élaboration du Plan d’Urgence par le Ministère de l’Education marocain a été soutenue par l’avis technique et l’expertise de l’UNESCO notamment dans la formation des enseignants, la réforme pédagogique, et l’enseignement préscolaire. Il en résulte la mise en place d’un programme d’expérimentation d’approche par les compétences préconisé par la Charte Nationale de l’Education et de la Formation au primaire et secondaire et dont le but est de d’actualiser les curricula pour la deuxième phase de la réforme à partir de 2012.

488. Le Maroc a participé au projet de recherche-action « Education, diversité, et cohésion sociale en Méditerranée occidentale » : s’étalant de 2007 à 2010 (budget de 520 000 USD) qui a regroupé six pays de la Méditerranée occidentale (Algérie, Espagne, France, Italie, Maroc et Tunisie), et a produit des études analysant les défis que pose la cohésion sociale au niveau national dans chacun des pays participants.

489. Afin de disposer d’éléments tangibles sur la situation récente de l’éducation préscolaire au Maroc, une analyse de la situation a été effectuée afin de procéder à une analyse de la politique de généralisation de l’éducation préscolaire au Maroc en identifiant les principaux défis posés en termes de qualité, d’accès, et d’équité afin de pouvoir proposer des mesures concrètes pouvant assurer une meilleure convergence des efforts nationaux. Cette étude sert de base à la préparation d’une analyse comparée de l’éducation préscolaire au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie).

Une étude sur « Les TIC en éducation et la formation des enseignants » s'attache à étudier les pratiques des enseignants dans ce domaine. Cette étude, en cours de réalisation, couvre l'Algérie, la Maroc et la Tunisie.

490. Dans le domaine des **Sciences exactes et naturelles** en plus des activités sous régionales, le Bureau, en collaboration avec le secrétariat du PHI, le Secrétariat d'Etat marocain chargé de l'Eau et de l'Environnement, l'Institut International de l'Eau et de l'Assainissement (IEA) de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) au Maroc et le Ministère de l'Environnement, de la Protection du Territoire et de la Mer (Italie), a organisé le Séminaire International sur « la gestion des aquifères côtiers : Vulnérabilité et Adaptation aux Impacts du Changement Climatique sur la rive Sud du bassin méditerranéen », à Rabat (Maroc), en 2010 durant lequel un état des lieux a été réalisé et des recommandations ont formulées et publiées par la suite.

491. En plus, dans le cadre de la préparation de la convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Cancun, le Bureau de Rabat a édité un kit adressé aux experts et aux décideurs de la région. Ce kit fait état du changement climatique dans le Maghreb et reprend tous les documents importants traitant de la thématique du changement climatique.

492. Enfin, le Bureau était également partenaire de la préparation et de l'animation du Forum International « Planète Terroirs - Chefchaouen, Maroc 2010 » qui s'est déroulé en juin 2010. En découle la représentation du Maroc par cette ville lors de l'inscription, en novembre 2010, de la Diète Méditerranéenne sur la liste du Patrimoine immatériel de l'humanité.

493. En matière de **Sciences humaines et sociales**, les domaines relatifs aux droits humains, à la lutte contre le racisme, à l'égalité des genres, à la jeunesse et à la philosophie ont été privilégiés. A citer en exemple, la publication sur les droits culturels au Maghreb (dont le Maroc) et en Égypte, dans le cadre des activités du Réseau arabe de recherche-action sur les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau ARADESC). Dans le cadre de la lutte contre la discrimination et le racisme, la Coalition des Villes arabes contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance a été lancée en 2008 à Casablanca, au Maroc. Un plan d'action a été adopté par les dix-neuf villes de la région arabe (dont 5 villes marocaines) qui s'engagent là l'intégrer dans leurs stratégies et politiques municipales. En novembre 2010, une recherche-action a été lancée pour relater les bonnes pratiques existantes à Rabat et Essaouira. A noter la publication en arabe du livre « Droits de l'Homme : Questions et Réponses » de Leah Levin (illustré par Plantu) financée par la Coopération italienne. Le livre est distribué dans les 22 Etats arabes.

494. De la recherche-action a également été faite sur la thématique « Femmes, droit de la famille et système judiciaire » qui a pour objectif de faire un état des lieux précis de la situation au Maroc, en Algérie et Tunisie, et de se pencher sur les véritables problématiques, afin de sensibiliser les décideurs politiques. La publication de ces études est disponible en arabe et français. A noter la contribution de SHS Rabat à la 8ème campagne nationale de sensibilisation contre la violence fondée sur le genre, co-organisée par le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité (MDSFS) et ses partenaires. Dans le cadre des activités relatives au programme Tamkine, SHS Rabat a réalisé une capsule radio, en collaboration avec le MDSFS, dans deux langues (arabe et amazighe), et a également financé la diffusion sur Medi1TV du spot TV réalisé par le MDSFS. Suite au grand succès de la Journée mondiale de la philosophie en 2006, la Commission nationale marocaine pour l'UNESCO la célèbre chaque année au niveau national. La journée de la philosophie 2010 a permis de rendre hommage à Mohammed Arkoun.

495. Dans le domaine de la **Culture**, la coopération avec le Maroc a porté sur le renforcement des capacités des professionnels de la culture et du patrimoine culturel. Les études portant sur les réseaux de professionnels du patrimoine culturel immatériel et des musées ont été confiées à des experts marocains. Dans le domaine des musées, le projet de réseau de professionnels a été initié en coopération avec ICOM Arabe, dont la présidence est aujourd'hui assurée par le Maroc.

496. Dans la continuité des travaux du Bureau pour la valorisation et la promotion des industries créatives et culturelles comme vecteur de développement, un document de *mapping* sur le potentiel économique de 4 filières du secteur de la culture est en cours de finalisation. Ce document de *mapping* vient en complément d'une étude sur les industries culturelles au Maroc réalisée dans le cadre du biennium précédent visant à dresser un état des lieux du secteur de la culture d'un point de vue économique et à identifier les modalités d'élaboration d'un document de *mapping*.

497. Les efforts se poursuivent pour l'intégration de la culture dans les politiques nationales de développement et les exercices de programmation conjointe des équipes des Nations Unies, notamment dans le cadre du processus UNDAF Maroc et en s'appuyant sur les réalisations du programme conjoint « Culture et développement au Maroc » à travers un travail de suivi pour démontrer au travers d'exemples concrets l'importance et le potentiel de l'intégration de la culture dans les processus de développement.

498. En ce qui concerne le programme conjoint « Le patrimoine culturel et les industries créatives comme vecteurs de développement au Maroc », le Bureau apporte son appui aux autorités nationales compétentes en vue de contribuer au renforcement de la place du patrimoine culturel et des industries créatives dans les politiques et stratégies de développement humain et de lutte contre la pauvreté. Le Bureau, à travers son rôle de chef de file des cinq agences du SNU, a pu affirmer son leadership au sein de l'Equipe pays dans le domaine "Culture et développement".

499. Dans le domaine de la **communication et de l'information**, l'UNESCO accompagne le Maroc dans la création d'un environnement favorable à l'édification des sociétés du savoir. Malgré les changements positifs que connaît le secteur des médias, de l'audiovisuel et de la presse écrite au Maroc, l'intention d'ouverture démocratique par rapport à la liberté de presse est encore limitée. Le livre blanc actuellement en cours de rédaction suite au débat national sur médias et société au Maroc, modéré par la Chaire UNESCO en communication publique, a pour ambition d'aboutir à un nouveau code de la presse à présenter au Parlement. En vue de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai 2010, le Bureau a organisé un concours en ligne d'articles d'opinion sur le thème « Liberté d'information et droit de savoir, quel avenir pour le Maghreb ? ». Concernant la promotion de l'accès à l'information, le Bureau accompagne l'association Transparency Maroc et le Ministère de la Modernisation des Services publics à adopter un projet de loi progressiste sur l'accès à l'information, respectant les « Principes directeurs pour le développement et la promotion de l'information du domaine public gouvernemental » adoptés par l'UNESCO en 2003 et conformes aux normes internationales en vigueur.

500. Malgré la diversification de la presse écrite, l'ouverture de l'espace audiovisuel et l'émergence des radios indépendantes, un effort reste à fournir pour élaborer un cadre législatif concernant les médias communautaires, qui n'existe toujours pas au Maroc. En ce qui concerne la formation des journalistes, le Bureau apporte son appui technique à l'Institut de Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC) de Rabat en aidant l'établissement dans la mise à jour de ses ressources matérielles, la mise à jour de son curriculum et la formation de ses enseignants et techniciens.

En accord avec la priorité de la Stratégie à moyen-terme de l'UNESCO sur le genre, le Bureau a lancé le programme sur l'amélioration de l'image des femmes dans les médias maghrébins dans le but d'une représentation plus équilibrée des femmes dans les contenus médiatiques du Maghreb et une participation plus accrue des femmes dans les sociétés.

Un référentiel de compétences pour les enseignants en éducation aux médias et à l'information ainsi que des modules de formation pour les enseignants sont en cours de préparation par le Siège et seront testés au Maroc par différents Centres Pédagogiques Régionaux.

501. Depuis 2005, le Maroc a adopté la « Stratégie e-Maroc 2010 » que le Bureau de Rabat a appuyée en développant des projets stratégiques qui mettent en avant les bonnes pratiques internationales tout en les adaptant au niveau local, notamment dans le domaine de développement des contenus, l'utilisation des TIC, et le développement des compétences informationnelles :

- Le projet de bibliothèque numérique Majaliss (http://rabat.unesco.org/majaliss)
- L'e-OMED (Espace numérique ouvert pour la Méditerranée) est un projet prévoyant l'échange des pratiques et des usages en matière de TICE et de déploiement d'offres de formations.
- La promotion de l'utilisation des logiciels libres dans l'éducation à travers le projet Miftaah (http://www.arabopensource.net/miftaah), sous forme d'une clé USB contenant une série de logiciels libres.
- Le comité national marocain Mémoire du Monde présidé par la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc pour une meilleure préservation et la valorisation des collections d'archives et de bibliothèques. Le Maroc a présenté en 2010 le site Rupestre de Foum Chenna à inclure dans le Registre international Mémoire du Monde, qui est en cours d'examen.

MAURITANIE

502. Dans le domaine de **l'Education**, le Bureau a continué la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement de l'Education en Mauritanie (PADEM dans les domaines de l'alphabétisation, de l'amélioration de la qualité des acquis des apprentissages au niveau de l'enseignement primaire, du renforcement des passerelles entre enseignement fondamental et originel, et du renforcement des capacités nationales en matière d'évaluation et de suivi des actions dans le secteur de l'éducation.

503. Par ailleurs, un ambitieux programme d'appui à l'alphabétisation et à l'éducation primaire non formelle (CapEFA Mauritanie - 2009-2011) est actuellement en cours de lancement avec un budget de 1 mi USD. Le programme s'appuie sur un partenariat avec la Coopération espagnole, le FNUAP et l'UNICEF. La coordination de la mise en place de ce programme d'appui est assurée par l'unité centrale du Département Projets Education et Formation (DPEF) du MEN qui coordonne l'ensemble des interventions dans le secteur de l'éducation et de la formation en vue de garantir une synergie optimale entre les différentes interventions. Par ailleurs, un autre programme avec un budget de 300.000 USD a été lancé en Mauritanie pour le biennium 2010-2011. Ce programme porte sur l'appui à la planification qui est un domaine prioritaire pour le pays.

504. Dans le domaine de l'éducation au VIH/SIDA, le projet intitulé « Education au VIH/SIDA et Formation des Enseignants au Maghreb (Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie): Modules de formation des enseignants du secondaire » a pour but le renforcement de l'éducation sur les IST/VIH/SIDA auprès des enseignants des pays du Maghreb.

505. Dans le domaine des **Sciences exactes et naturelles** (*cf partie SC dans Algérie/activités sous régionales*)

506. En matière de **Sciences humaines et sociales**, les domaines relatifs aux droits humains, à la lutte contre le racisme et à l'égalité des genres ont été privilégiés. A citer en exemple, la publication sur les droits culturels au Maghreb (dont la Mauritanie) et en Égypte, dans le cadre des activités du Réseau arabe de recherche-action sur les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau ARADESC). Dans le cadre de la lutte contre la discrimination et le racisme, la Coalition des Villes arabes contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance a été lancée en 2008. Un plan d'action a été adopté par les dix-neuf villes de la région arabe (dont 4 villes

mauritaniennes) qui s'engagent là l'intégrer dans leurs stratégies et politiques municipales. A noter la publication en arabe du livre « Droits de l'Homme : Questions et Réponses » de Leah Levin (illustré par Plantu) financée par la Coopération italienne. Le livre est distribué dans les 22 Etats arabes.

507. Dans le domaine de la **Culture**, le Bureau intervient à travers le Programme Conjoint MDG-F « Patrimoine, tradition et créativité au service du développement durable de la Mauritanie », et dans le cadre des activités sous régionales du programme régulier (réseaux de professionnels). Cependant, et dans la continuité d'une coopération initiée en 2009, un appui technique a été fourni au ministère de la culture dans la révision du document de stratégie, afin que celle-ci assure l'articulation entre la culture et le développement. Dans ce sens, un atelier de consultation nationale sur le document de projet de stratégie nationale dans le domaine de la culture proposé par l'expert régional, s'est tenu le 17 mai 2010 à Nouakchott en Mauritanie. La version finale du document de stratégie a été remise et approuvée par la partie nationale.

508. Ainsi, l'UNESCO assure le leadership du Programme Conjoint MDG-F « Patrimoine, tradition et créativité au service du développement durable de la Mauritanie ».Ce programme conjoint, étalé sur trois ans et mobilisant un fonds de 7.5 Millions USD vise à améliorer l'accès des groupes pauvres et vulnérables à des emplois et revenus décents, sur la base d'une croissance inclusive et non discriminatoire. Dans ce cadre, plusieurs réunions et missions de suivi et de coordination - notamment celle de la revue annuelle - et visites d'étude et d'échanges ont été réalisées dans le but de s'assurer de la prise en compte de la culture dans les politiques de développement. Ces missions ont permis d'une part d'assurer la mise en œuvre des activités relevant de l'UNESCO dans ces programmes et d'autre part de s'acquitter de la mission de leader dans la coordination des programmes conjoints au sein des Equipes pays du SNU. A une année d'exercice toutes les activités programmées pour la première année ont été réalisées ou sont en cours de réalisation avec un taux de réalisation dépassant les 82 %. La démarche adoptée dans le cadre de ce projet s'inscrit pleinement dans la politique nationale de modernisation et de décentralisation des secteurs de développement qui tient compte des spécificités et réalités culturelles et sociologiques des populations locales. Celle - ci prévoit le développement d'actions intersectorielles faisant intervenir différentes agences du Système des Nations Unies (l'UNESCO, le PNUD et l'UNFPA) aux côtés des ministères et départements concernés, du secteur privé et de la société civile.

509. Dans le domaine de la **communication et de l'information**, l'UNESCO assiste le Ministère de la Communication dans l'élaboration d'une stratégie nationale de développement des médias en Mauritanie. Une première évaluation du secteur des médias a été menée en juillet 2010 sur la base des indicateurs de développement des médias du Programme international pour le développement de la communication (PIDC). Depuis septembre 2010, le rapport d'évaluation est dans les mains du Ministère qui doit donner ses commentaires sur les recommandations de l'UNESCO afin d'engager un débat avec tous les acteurs des médias pour consolider la stratégie.

510. En accord avec la priorité de la Stratégie à moyen-terme de l'UNESCO sur le genre, le Bureau a lancé le programme sur l'amélioration de l'image des femmes dans les médias maghrébins afin de répondre au besoin de représentation plus équilibrée des femmes dans les contenus médiatiques du Maghreb et exploiter le potentiel des médias à promouvoir la participation accrue des femmes dans les sociétés.

TUNISIE

511. Dans le domaine de **l'Education**, les interventions du Bureau se sont traditionnellement axées sur les efforts nationaux coordonnés par le Forum National de l'Education Pour Tous en étroite collaboration avec la Commission nationale.

512. La Tunisie a participé au projet de recherche-action « Education, diversité, et cohésion sociale en Méditerranée occidentale » : s'étalant de 2007 à 2010 (budget de 520 000 USD)

513. Afin de disposer d'éléments tangibles sur la situation récente de l'éducation préscolaire en Tunisie, une analyse de la situation a été effectuée afin de procéder à une analyse de la politique de généralisation de l'éducation préscolaire en identifiant les principaux défis posés en termes de qualité, d'accès, et d'équité afin de pouvoir proposer des mesures concrètes pouvant assurer une meilleure convergence des efforts nationaux. Cette étude sert de base à la préparation d'une analyse comparée de l'éducation préscolaire au Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie).

514. La formation des enseignants est un enjeu crucial pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Les technologies de la communication et de l'information peuvent constituer à ce titre des moyens de favoriser un meilleur apprentissage. Une étude sur « Les TIC en éducation et la formation des enseignants » s'attache à étudier les pratiques des enseignants dans ce domaine. Cette étude couvre l'Algérie, la Maroc et la Tunisie et est en cours de réalisation, un premier atelier de travail a eu lieu en fin d'année 2010 et un atelier de restitution des résultats est prévu dans le courant de 2011.

515. Dans le domaine des **Sciences exactes et naturelles**, et en plus des activités sous-régionales dont a bénéficié la Tunisie, il est à signaler qu'en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche tunisien, un séminaire national sous le thème « La Réutilisation des Eaux Usées Traitées en Irrigation et dans la Recharge Artificielle des Nappes Phréatiques » a été organisé à Tunis les 20 et 21 mai 2010. Ce séminaire avait pour but de venir en aide au Gouvernement tunisien pour la préparation conjointe d'un PIF (Project Identification Form) pour le GEF (Global Environment Facility).

516. En matière de **Sciences humaines et sociales**, les domaines relatifs aux droits humains, à la lutte contre le racisme et à l'égalité des genres ont été privilégiés. A citer en exemple, la publication sur les droits culturels au Maghreb (dont la Tunisie) et en Égypte, dans le cadre des activités du Réseau arabe de recherche-action sur les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau ARADESC). A noter la publication en arabe du livre « Droits de l'Homme : Questions et Réponses » de Leah Levin (illustré par Plantu) financée par la Coopération italienne. Le livre est distribué dans les 22 États arabes.

517. De la recherche-action a également été faite sur la thématique « Femmes, droit de la famille et système judiciaire » qui a pour objectif de faire un état des lieux précis de la situation au Maroc, en Algérie et Tunisie, et de se pencher sur les véritables problématiques, afin de sensibiliser les décideurs politiques. La publication de ces études est disponible en arabe et français. La Journée de la philosophie 2010 a été célébrée les 27-28 novembre à Tunis par la Commission nationale tunisienne pour l'Éducation, la Science et la Culture, la Chaire UNESCO en philosophie et l'UNESCO, sous le patronage du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. La rencontre a porté sur « Philosophie et stratégies de la modernité » et a rassemblé des philosophes de toute la région.

518. Dans le domaine de la **Culture**, la coopération avec la Tunisie s'inscrit dans les activités sous régionales du Bureau mais également à travers des actions temporaires à la demande de la partie nationale, visant à renforcer la connaissance et la sensibilisation sur des thématiques pertinentes au regard des priorités de l'organisation.

Plus particulièrement sur le patrimoine mondial, l'étude des modalités de mise en place du réseau a été confiée à un expert tunisien.

519. Par ailleurs, le Bureau de Rabat s'est associé à la commission nationale dans la participation, avec divers institutions nationales, à l'organisation d'un colloque international sur le mécénat culturel, tenu à Tunis le 29 et 30 octobre 2010. La contribution de l'Unesco a porté sur la préparation et la publication des actes du colloque, en vue de produire un document qui d'une part, relate l'expérience tunisienne et d'autre part, constitue un exemple pour les autres pays de la sous région souhaitant développer des partenariats novateurs en faveur du patrimoine culturel.

520. Dans le domaine de la **Communication et de l'Information**, l'UNESCO accompagne la Tunisie dans la création d'un environnement favorable à l'édification des sociétés du savoir, sociétés qui se nourrissent de ses diversités et ses capacités et qui respectent les principes fondamentaux de la libre circulation des idées et l'accès universel à l'information et au savoir.

521. Les journalistes Tunisiens ont participé au concours sous-régional en ligne d'articles d'opinion sur le thème « Liberté d'information et droit de savoir, quel avenir pour le Maghreb ? » qui a été organisé par le Bureau de l'UNESCO à Rabat en vue de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse le 3 mai 2010.

522. Le Bureau de Rabat a lancé un programme sur l'amélioration de l'image des femmes dans les médias maghrébins afin de répondre au besoin de représentation plus équilibrée des femmes dans les contenus médiatiques du Maghreb et exploiter le potentiel des médias à promouvoir la participation accrue des femmes dans les sociétés. Dans cadre la mise en œuvre en Tunisie se fait à travers deux partenaires principaux :

523. L'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (IPSI) qui est intéressé pour créer un module « genre et médias » et intégrer l'approche genre de manière transversale dans son curriculum.

524. Le Centre of Arab Women for Training and Research (CAWTAR) apporte également sa contribution au programme « Genre et médias » de l'UNESCO à travers son appui logistique pour la tenue de la formation au profit des journalistes de radio sur les techniques d'amélioration des représentations des femmes dans les discours radiophoniques.

525. Le Bureau de l'UNESCO à Rabat a entrepris de généraliser le programme de formation des enseignants à l'éducation aux médias et à l'information (Media and Information Literacy – MIL) pour qu'ils puissent à leur tour contribuer à développer ces compétences et comportements chez les jeunes.

526. Le Bureau a tenu une première réunion du Comité national Mémoire du Monde aux Archives nationales de Tunisie en 2010. La préoccupation principale des Archives nationales tunisiennes est de promouvoir le plus largement possible le patrimoine documentaire de la Tunisie. Leur système de gestion des archives (National Integrated Systems for Archival Management - NISAM) compte aujourd'hui 132000 enregistrements. C'est la première institution du Maghreb à proposer l'inscription de leur fonds d'archives sur la course et les relations internationales de la Régence de Tunis aux XVIIIe et XIXe siècles au Registre international Mémoire du monde. Ce fonds contient des documents uniques, tels que des listes détaillées des captifs européens, donnant leurs origines sociales et ethniques dans leurs pays d'origine, les biographies de certains d'entre eux, ainsi que leur carrière professionnelle voire politique durant leur captivité dans la Régence de Tunis. Les participants à la réunion de Tunis ont convenu d'organiser en mai 2011 un événement sur l'histoire de la course et les relations internationales à partir des fonds d'archives. L'inventaire du patrimoine documentaire tunisien est en cours d'élaboration dans le but de créer un Registre national de la Mémoire du monde.

UNESCO Office in Ramallah

527. **Background**: During the period under review, the Palestinian Authority continued implementing its 2-year Plan aimed at laying the foundations of a Palestinian State to be established in September 2011. The development response of the United Nations Country Team remained closely aligned with - and technically supportive of - this state building agenda, as reflected in the UNCT Mid-Term Response Plan.

528. The situation in the occupied Palestinian territory (oPt) was marked by the absence of any major development on intra-Palestinian reconciliation, as the de facto Hamas authorities remained

in power in Gaza. Gaza continued suffering from severe restrictions on movement of people and goods, despite a slight ease after the flotilla incident this summer. In this situation, United Nations assistance to Gaza remained mainly of a humanitarian nature, with the initiation of very limited recovery and reconstruction activities. As for the West Bank, the situation was marked by the non-renewal of the settlement freeze (September 2010) and, in parallel, an increase in demolitions, including several schools, in Area C (under Israeli civil and military administration).

529. **Challenges**: Given the complex and protracted nature of the crisis affecting the oPt, its implications on development and de-development, a key challenge in programme delivery has been and remains the bridging between humanitarian and development-oriented assistance, and vice-versa. There is also a challenge to ascertain the importance of social reform (for UNESCO, in education and in culture) in a context where law and order are seen as strategic priorities for state building. Internally, there is a challenge of programmatic flexibility, as well as of human and logistical resources available to operate meaningfully throughout the oPt, addressing rapidly evolving humanitarian and developmental needs in UNESCO fields of competence. Finally, sustained funding for recovery and development beyond emergency is a challenge all United Nations agencies are currently facing in the oPt. Most international aid allocated to the United Nations in the oPt remains for humanitarian purposes and considerably decreased in 2010 comparing to 2009 (when Operation Cast Lead took place). The United Nations in the oPt is still in need of better positioning itself in support of the development agenda in the oPt.

530. **Main achievements in 2010**: education and culture remained the two main areas of UNESCO assistance to the oPt, where substantial impact is achieved (extra-budgetary portfolio for ED of + $7 million and for CLT of + $6 million), below are listed some major achievements in these two fields. However, in 2010, the activities in the field of CI also expanded, as extra-budgetary resources to promote safety of journalists, freedom of expression and social media had been secured. In order to achieve larger impact, SC activities were all of an inter-sectoral nature, combined with education (promotion of science education and of S+T research) and with culture (cultural landscape preservation) activities. Gender equality and the empowerment of women are mainstreamed throughout all activities and are also the specific focus of projects in the field of SHS (Palestinian Women Research and Documentation Centre) and CI (women in the media profession).

531. In **education**, as the rate of enrolment in both primary and secondary education is above 95%, support focused on improving the quality of education notably through assistance to establish systems and capacities to implement the Palestinian Teacher Education Reform, which is the main reform of the Palestinian Ministry of Education and Higher Education. As a result, a “Commission for the Development of the Teaching Profession” was established and key tools as professional standards for the teachers, teachers’ code of conduct, admission policy for teacher students, guidance on the upgrading of teachers in the system, have been developed. These results contribute to enhance and professionalize the status of the teacher in the oPt, in line with the ILO/UNESCO Recommendations on the matter. The focus on teacher education is complemented by other smaller scale capacity development efforts aimed at Ministerial staff involved in educational planning and management.

532. In the specific context of Gaza, the promotion of quality education for all has been of a humanitarian nature, with a combined focus on crisis preparedness and response given the protracted nature of the situation. It entailed school-based activities directly benefitting students, teachers and administrative staff. Training on the INEE Minimum Standards of more than 700 educational staff and teachers resulted in school-based contingency plans aligned with the standards. In follow up, an integrated crisis risk reduction programme benefitting schools particularly exposed to violence in the buffer zone (bordering Israel) was developed. The project enables schools to respond to safety and psycho-social issues and better report on attacks on education in the area.

533. UNESCO assistance also benefitted specific gap areas in the United Nations humanitarian response in Gaza, namely upper secondary education and higher education. In spring/early summer 2010, remedial and catch-up classes were organized for 10% of all students preparing for the Tawjihee exams. As for higher education, technical assistance and equipment were provided aimed at improving learning conditions and opportunities in scientific disciplines, at university faculties damaged or destroyed during “Operation Cast Lead”.

534. In **culture**, UNESCO continued technical assistance to the Palestinian Authority with a view to a future adhesion to and implementation of key international instruments (1972, 2003, 2005). The first sectoral strategy for culture was developed with technical assistance from UNESCO. Thanks to extra-budgetary funding, longer-term protection, preservation and enhancement measures were undertaken at 8 major cultural heritage sites, including one in Gaza. Such interventions aim at developing models for the management of cultural heritage with international standards and enhance opportunities for domestic and international cultural tourism. With regard to intangible cultural heritage, the foundations for a national inventory were laid and the development of a Museum of Palestinian Narratives (Riwayya) in Bethlehem was further advanced, again, with a view to promote cultural tourism. Support to cultural expressions and the creative craft industry, which so far had been a minor area of intervention, considerably expanded in the context of the MDG CLT and DEV programme.

535. **United Nations Joint programming and programmes** – The UNESCO Ramallah Office participates in 3 JP: MDG culture and development (lead agency), MDG gender and women’s empowerment, HSTF-funded project for vulnerable communities in the Jordan Valley. In addition, the Office leads the UNCT Strategic Area Groups respectively on Education and on Culture; and serves as Secretariat to the Education Sector Working Group (Aid coordination body of the Palestinian Authority).

ASIA AND THE PACIFIC

UNESCO Office in Almaty

536. Almaty Office's programme priorities were defined with country authorities and other stakeholders so as to respond to strategic challenges at country and regional levels. During 2010, the following areas were paid a particular attention: education for sustainable development, cultural diversity and pluralism, functional literacy, results-oriented development and programming, freedom of expression, human rights-based approach, etc.

537. In particular, expertise and technical advice was provided as regards emerging challenges at country and regional levels: management of risks and natural disasters in post-conflict situation, urban-rural migration trends, environmental priorities (i.e. access to water resources, renewable energy, impact of climate change), ICT impact to restructure interaction and networking for exchange of best experiences, transboundary needs in education and employment, competency standards. UNESCO Almaty office was involved in projects to combat poverty through formal and non-formal education in rural communities in Kyrgyzstan, expanding and improving ECCE in Tajikistan, promotion of TVET policy in Kazakhstan, and harmonization of migration legislation in Central Asia.

KAZAKHSTAN

538. **Education** has been identified as being important for social development and economic growth in Kazakhstan. During 2010, UNESCO continued to provide assistance in the application of analytical and results-based planning, budgeting, and management in the education system.

539. Capacity-building efforts focused on strategic planning, in particular as regards TVET policy management and financing. A number of recommendations for national TVET policy planning and management were provided. There is still a need to promote better collaboration and closer linkages between the education and industry sectors as regards matching the skills demand and supply.

540. A major challenge in the field remains access to, and quality of, education, including lack of schools and teachers in remote rural areas; overloaded curricula; quality of textbooks and teachers qualifications and learning achievement issues. Also, to improve the quality of education at all levels, a stronger emphasis needs to be placed on creating conditions for life-long learning, with improved linkages between formal and non-formal education, linking education better to the needs of the market, improving educational research, data collection and result-based planning.

541. UNESCO's efforts focused on integrating HIV an AIDS into curricula, addressing issues related to taboos in sexual education and biases in media coverage.

542. UNESCO Almaty contributed to the improvement of the environmental education and education for sustainable development in Central Asia through awareness-raising and development of the ESD resource toolkit for students and teachers.

543. **Natural Science** – The main challenges in the field of sciences are the integrated natural resources management, integrated water resources management, chemicals and waste management, climate change adaptation and mitigation; disaster risk management, and transboundary water management. There is a high demand for solid scientific expertise. Education for sustainable development needs to be further promoted to enable decision-making with long-term future perspectives of Kazakhstan's equity, economy and ecology in mind.

544. In the framework of STI policy system reform and policy formulation some targeted assistance was provided to national universities. Close working relationships were established with

officials from public entities and a clear understanding of issues achieved that would need to be addressed upon the adoption of the new Law on Science, e.g. science commercialization, access to science information..

545. In the framework of the project on Strengthening Water Management and Governance, and Support Knowledge Transfer and Capacity Development in Assessing Water Resources the review and assessment of status and quality of water education in Central Asia universities as well as possible ways of cooperation in that area were initiated in 2010. This will provide policy makers and institutions with a roadmap on how to improve interagency cooperation and provide recommendations on several capacity-building initiatives. Based on progress in organizing Regional Glaciology centre in Kazakhstan and the impact of GCC on glaciers melting the workshop "Modern problems of glaciology in Central Asia and prospects of scientific cooperation on the basis of Central-Asian Regional glaciological Centre" was conducted in cooperation with UNDP.

546. **Social and Human Sciences** – Kazakhstan has acceded to a wide range of international covenants, conventions and protocols in the area of human rights. Alignment of national legislation and its implementation mechanisms with the international documents to which Kazakhstan has acceded is a crucial challenge. Serious gaps remain in practically all areas, including access to information, protection and observance of human rights, corruption, as well as limited participation of the civil society in policy processes.

547. The demand for data and quality research is extremely high and UNESCO has an opportunity to contribute to building capacity in research, improving methodologies, and contributing to positive social development policies.

548. **Culture** – The Kazakhstani government, aware of the challenges represented by the ethnic diversity of Kazakh society, has recognized the potential of culture for nation-building and the relevance of culture in economic, political and social spheres. The Ministry of Culture and Information strongly supported a cross-cutting approach to culture and its importance in the country's development during the 2010-2015 UNDAF consultations. Furthermore, the newly developed "National Strategic Project for Cultural Heritage 2009-2011" aims to mobilize cultural heritage to foster patriotism and to support cultural diversity in Kazakhstan through financial, technical and legislative measures with the following main objectives: (i) conservation, restoration, documentation and promotion of tangible heritage elements, such as monuments, archaeological sites, and architectural ensembles; (ii) conservation of movable objects and capacity-building for museums; (iii) research programmes in heritage (archaeology, folklore, literature, customs and traditions) and the popularization of knowledge though scientific publications for educational purposes; and (iv) links between cultural heritage and the growing tourism industry.

549. The most impact and visibility of celebration of the Year of Rapprochement of Cultures had been achieved in Kazakhstan by conducting of various events in partnership with the National Commission and the Kazakh Federation of UNESCO Clubs such as the festival and the album "The children of the world are painting Central Asia" and the establishment of the Arts Education Observatory, as part of the larger Asia-Pacific network. The challenge is that Kazakhstan is the only country in Central Asia that did not update the TL for the Silk Roads Serial Nomination.

550. **Communication and information** – Kazakhstan's press is relatively stable. However, no tradition of a strong, independent media exists in Kazakhstan, with the media remaining far from being able to fulfill their role as independent guarantors of human rights, monitors of public policy and channels for expressions of citizens' views.

551. Kazakhstan's ascendancy to the presidency of the OSCE is 2010 brought increased attention and scrutiny in the area of – among others – mass media. A number of reforms were flagged in this field, but many are yet to materialize while new restrictions have been put in place. Most media outlets are state controlled.

552. The Government is now considering a law on the freedom of information, and UNESCO is working with UNDP on this. In addition there is a need to reform the curricula used to train journalists and to upgrade journalist skills in specialized reporting on current development challenges.

553. International principles of the freedom of information have been incorporated in the draft law on access to information as the result of the technical expertise provided to the Parliament of the Republic of Kazakhstan. Professional capacities of media personnel have been enhanced under priority themes on access to information for citizens.

KYRGYZSTAN

554. Affected by the global crisis, Kyrgyzstan had to make some unpopular decisions that conducted to price rise especially of energy, that are creating socio-economic tension and sharp polemics with the opposition that in the last days organized some street manifestations and addressed an ultimatum to the government. The situation is further complicated by a radical reform of governmental institutions which, among others, temporary abolished the National Commission for UNESCO.

555. **Education**. Two UNESCO Almaty education proposals were included in the Flash Appeal: (i) covering psychosocial support through teacher training, with a focus on secondary and higher education institutions, and (ii) emergency support to national education authorities, including training on the INEE Minimum Standards. The proposals were based on needs analysis and UNESCO's particular expertise and technical know-how in early post-conflict response situations. I

556. In recent years there were significant positive developments in the system of education enabling e.g. to expand academic autonomy of educational institutions and development of non-government educational sector. However, meeting contemporary challenges requires reforms both in the management system, teaching methodology, contents of the subjects and curricula. The access to and quality control of education are concerns, notably in rural areas, and the access to pre-school education has declined. Also common to all cluster countries are: the increasing volume of information included in curricula, which results in overloading and limited opportunities to develop skills for independent and creative thinking; a mismatch between the education system output and the labor market demand; and the lack of analytical, data collection, and result-based planning and budgeting skills. Kyrgyzstan is a FTI country and a sector wide approach program (SWAp) is scheduled for 2011, which implies improved management and coordination with the donors' community.

557. UNESCO Almaty, jointly with relevant stakeholders and NGOs, provided support by determining context-specific knowledge and skills required for adult lifelong learning and developed recommendations as applied to Ministries of Education, Labour, Finance with concrete proposals to expand opportunities for adult education, particularly for women, and sustainable development of rural areas to be integrated into national legislation, National education strategy 2011-2020 and Law on Education.

558. **Natural Sciences** – Since mid 2000s, there have been positive developments as regards the sector of the sciences, in particular a draft Law "On Science and Innovative Activities" has been developed, the register of innovations of scientific and research institutions of Kyrgyzstan has been established; the Council of young scientists has been set up under the Ministry of Education and Science. Yet, the funding for the sciences is still limited. The problems of brain-drain jeopardize successful development, the laboratory base is obsolete, and the organizational structure does not attract private business.

559. The major environment-related problems concern issues related to the climate change; including a growing number of natural disasters, insufficient water supply, the status of glaciers.

560. UNESCO's international expert and 11 experts from Universities participated in the training organized in cooperation with UNDP in the area of RES related legal, scientific, technical and economic aspects. The International Centre for Sustainable Energy Development working under the auspices of UNESCO has provided advice to policymakers in a number of fields. An expert group on issues of renewable energy in Central Asia has been set up and on the basis of the group's recommendations UNESCO initiated the development of the RES training course for policy makers.

561. **Social and Human Sciences** – The reprogramming exercise undertaken in SHS in 2010 has allowed UNESCO Almaty to respond more dynamically to challenges affecting the sub-region in the areas of tolerance, ethnic reconciliation and social inclusion. UNESCO raised attention on the issue among diverse actors through a series of activities "for tolerance" in Kyrgyzstan including a web campaign and short video clip (shown on the internet and featured at two high level meetings on human rights and tolerance in November-December 2010).

562. In March 2011 a photo exhibit "Women of Kyrgyzstan for Tolerance and Peace" was organized jointly with United Nations Women on the occasion of the visit of Kyrgyz Republic President Rosa Otunbaeva to UNESCO Headquarters.

563. Feedback on the tolerance activities has been consistently good and efforts are well-appreciated by both government and non-government partners in Kyrgyzstan, particularly given that the United Nations Flash Appeal for Kyrgyzstan submitted in 2010 failed to produce donor support. In addition, tolerance and reconciliation are a key output in the new Kyrgyzstan UNDAF, to be rolled out in 2012. UNESCO has been asked by Kyrgyz partners to play an active role in this area depending on the financial and technical resources available.

564. **Culture** – Despite the economic difficulties, Kyrgyzstan managed to preserve the potential and a distinctive character of its culture, and ensure operations of the existing wide network of cultural institutions (theaters, museums, libraries, clubs, stadiums, etc.).

565. The main challenges in the field of culture include, among others (i) defective regulatory and legal frameworks and the institutional structure of culture institutions, badly adapted to market economy conditions; (ii) the poor condition and lack of renovation and conservation of the cultural and historical monuments; insufficient replenishment and loss of museum and library funds, degradation of the material and technical basis ; (iv) insufficient support to creative activities; (v) insufficient protection of intellectual property of creative workers; (vi) outflow of qualified personnel as a result of the low salaries ; (vii) an ineffective system of training of new specialists.

566. Due to the April 2010 political unrest and the security phase established in Kyrgyzstan, the on-line inventory of Kyrgyz national museums was not developed and an expert meeting planned for the transboundary nomination of West Tien-Shan between Kazakhstan, Kyrgyzstan and Uzbekistan could not be organized.

567. Shared and multi-national intangible cultural heritage candidatures issues must be carefully addressed. It is envisaged to develop national plans for safeguarding of intangible cultural heritage and provide complex training in implementation of the 2003 Convention.

568. **Communication and information** – Kyrgyzstan used to be the path-finder in the field of freedom of expression and media development in Central Asia and CIS. Even if the country still has a relatively vibrant media environment, the situation has been deteriorating due to challenges of the post conflict situation over the last year.

TAJIKISTAN

569. The Government has a National Development Strategy (NDS) which was developed at the initiative of the President to raise the nation's standards of living and meet Tajikistan's MDGs.

Tajikistan also has a Poverty Reduction Strategy, which serves as the Government's medium-term socio-economic development programme. A Joint Country Support Strategy, JCSS, (donors including the United Nations) is being discussed.

570. **Education**. Tajikistan has some serious gaps in the provision of social services to its population, due to the lack of financial resources, qualified personnel, weak capacity and limited facilities, as well as high-level commitment. The education sector is suffering from decreasing number of teachers, pre-school institutions and schools. Gender disparity in education is seen to be a contributing factor to early marriages which is prevalent among less educated women. Tajikistan exposes the risk not reaching EFA goals 3, gender equality in education.

571. UNESCO Almaty in cooperation with national and international partners provided assistance in the areas of gender responsive pre-school education, implementation of early learning and school readiness national action plan. Pre-school training modules have been developed for teacher institutions to promote legal policy framework for pre-school institutions. In 2011, assistance will be provided to revise gender-sensitive teacher training curriculum for pre-school staff.

572. In all areas of **the sciences**, national capacities have eroded due to the lack of funding, exodus of personnel and changes in educational system that hamper the training of new personnel as well as the retraining of those who need knowledge and skills upgrade. Tajikistan also has signed the International Convention on the Protection of the Rights of all Migrants. UNESCO Almaty activities in migration will also show a clear link to social inclusion and tolerant migration policy in the sub-region, consistent with the realigned priorities for the sector. Special attention is paid to women as a vulnerable group. UNESCO focuses on activities to raise awareness and improve access of migrant workers to information and services, as well as overcome language and cultural barriers faced by international as well as internal migrant workers. Migration officials, ethnic community centre workers and outreach workers improved their skills on effective communication with migrants on HIV and public health issues. Representatives of local NGO gained experience on development of booklet on HIV prevention and outreach activities for labour migrants.

573. International Migrants' Day will be marked in December 2011 to show the positive contributions of migrants in contemporary Central Asia. In April, a regional conference on tolerance to share good practices and build sub-regional support for tolerant social policy will be organized in Dushanbe.

574. The main challenge for UNESCO in the programme implementation is its non resident agency status.

575. **Culture** – In the field of culture, Tajikistan lacks technical expertise, adequate legislative and administrative frameworks, and resources. The cultural sector continues to be predominantly government-driven, and community-based cultural activities are very rare.

576. The Tajik government has recognized the potential of culture to address issues such as poverty or social cohesion. The national development strategy of Tajikistan includes three explicit and specific objectives in the field of culture: (i) Creating the necessary infrastructures for the development and promotion of tourism, in particular ecotourism; (ii) Preserving valuable cultural and historical assets; and (iii) developing and promoting traditional handicraft with a view to boosting employment, particularly among the vulnerable groups such as women and people living in rural areas.

577. The ratification by Tajikistan of the 2003 Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage on 17 August 2010 and the inscription of the proto-urban site of Sarazm to the World Heritage List, the first WH Property of Tajikistan, constituted important achievements.

578. **Communication and information** – Though guaranteed in Tajikistan by the Constitution (Article 30), freedom of expression is often limited in practice. Tajikistan's media also often fail to perform their role in disseminating important and credible information. The main reason for that is the lack of qualified media professional, and that the systems existing at journalism faculty and departments are lagging behind the development of the media market.

579. The level of NGOs involved requires a long preparation to set the right balance of the participation and bottom-up communications. The activities of 2010 were focused on continuing discussions with universities and media training centres about adopting and adapting courses and faculty curriculum, translation and development of sources in native languages. The policy recommendations are aimed to support free and open source software as an important tool for universal access to information and knowledge. Capacity-building in the field of ICT strengthens sustainability of the institutions but requires more practical exercises and tools.

General challenges and lessons learned

- Providing services to Member States on issues that require multi-disciplinarity/ cross sectorality approaches can be a special challenge when they call for action across MLAs.

- Further attention needs to be paid to the strengthening of the overall ability of national and development partners to deliver sector-wide capacity-building activities and networking.

- Whilst a few donors are prepared to consider funding regional programmes, in general it is very hard to raise extra-budgetary funding for activities beyond national level, especially for emerging post conflict situations. In an emergency situation, action and funding within the United Nations system is basically determined at field level, via the United Nations Country Team decisions and cooperation.

- Regional and Headquarters support to deal with sudden-onset situations (such as post conflict situation in Kyrgyzstan) would need to be improved.

UNESCO Office in Bangkok

THAILAND

580. As a Middle-Income Country (MIC) with GDP per capita that is four to five times that of its neighbors in the Greater Mekong Sub-region, Thailand has become an important provider of ODA through grants for technical cooperation, loans and technical assistance (mainly to neighbouring countries for large infrastructure projects such as dams and power stations, roads, rail, airports, etc). As a MIC, Thailand's relationship with the United Nations system has also changed, symbolized by the renaming of its UNDAF from the United Nations Development Assistance Framework to the United Nations Partnership Framework (UNPAF). For UNESCO, as a member of the United Nations Country Team, this entails a more demand-driven approach for its action in Thailand in areas where it will have the biggest impact, effectiveness and efficiency.

581. UNESCO's programmes and activities in Thailand, therefore, go beyond the simple contribution to development. UNESCO's Bangkok Office supports Thailand in its role as sub-regional player in areas such as a provider of training in education, ICT and underwater cultural heritage. On the other hand, UNESCO also works with national and provincial authorities and the civil society organizations to address geographical and social disparities in Thailand in areas such as the rights of migrant workers, the protection of environment, and access to quality Education for All, through a focus on marginalized groups and gender mainstreaming.

582. The implementation of the programme highly benefits from an excellent relationship with the National Commission which contributes to multiply the impact and visibility of UNESCO in the country. But UNESCO Bangkok plays also an active role in the United Nations Country Team which shares the above UNESCO approach in a MIC. The participation of the Office in various United Nations thematic working groups has led to a fluent exchange of information and communication between United Nations agencies, creating a stronger impact, and enhancing UNESCO's visibility.

583. **The main challenge** for UNESCO Bangkok has been to adjust the programmes to become more demand-driven and have a greater impact. This approach, illustrated by UNESCO's new programme to support Thailand's Creative economy, requires a higher degree of programmatic flexibility in the field, in order to better respond to the specific needs of MICs.

Education

584. In the area of education, UNESCO Bangkok continues to chair the United Nations Thematic Working Group on Education thereby ensuring coordinated United Nations support to education for Thailand. As Thailand progresses towards achieving universal access to basic education and move to knowledge-based economy, improving efficiency, effectiveness and relevance of education have become critical issues. UNESCO has been engaging Thailand in policy dialogues on key issues such as managing secondary education and teachers, and education decentralization. UNESCO is also critically analyzing the government education policy (e.g. expanding free basic education from 12 years to 15 years) to support policy reform through UNESS. The UNESS in Thailand will be finalized in March 2011 and the consultation process has been an effective platform for policy dialogue. Another area in which UNESCO has been actively involved concerns a better alignment between education and the world of work. UNESCO and the Thai Government plan to jointly organize an international seminar on national qualification framework (NQF) to improve linkages between academic and vocational qualification in 2011.

585. UNESCO Bangkok, as an active participant of the United Nations thematic working group on HIV/AIDS, has focused its efforts on HIV prevention and health promotion, with a special focus on non formal education and on several target groups such as adolescents and men who have sex with men (MSM) and on specific topics such as mother to child HIV/AIDS transmission. UNESCO Bangkok has also collaborated with the National Science Museum on the launching of an exhibition on "Healthy Sexuality: The Story of Love", the first of its kind in Asia. The exhibition delivers comprehensive information on all aspects of adolescent sexuality and raises gender related questions in order to improve visitors understanding of the differences between sexual identity and gender construction. In a mid-project evaluation, a group of teachers who took part in a survey reported that it helped them learn more about sexuality and to teach this sensitive subject more effectively. As a follow-up to the exhibition, UNESCO Bangkok launched a website (www.museumofsexuality.com) that provides further information on sex, love, relationships, and gender-based violence. Also, in partnership with the Thai Ministry of Education, UNESCO Bangkok is undertaking a large-scale survey of Community Learning Centres to determine current capacities as well as needs to deliver sexuality education.

Culture

586. In the field of culture, significant results have been achieved in an area where Thailand, as a MIC and as a rising cultural hub in the region, has developed significant capacities. After the establishment in 2009 of a Regional Field Training Centre on Underwater Cultural Heritage, a rigorous training curriculum has been developed. Two training courses on GIS application on maritime archaeology have been successfully organized, benefitting 53 regional trainees from 15 Member States. This is an example of how UNESCO is supporting Thailand in its growing role of providing technical assistance in UNESCO's fields of competence to other countries in the region. Awareness-raising in intangible heritage was also achieved through a high level regional meeting in Bangkok, resulting in pledges for closer collaboration between countries in the region.

Intersectoral programmes

587. Several UNESCO Bangkok initiatives aim to have a multi-sectoral impact in Thailand. For example, UNESCO Bangkok has developed a multi-sectoral programme that focuses on ethnic minorities and trafficking, a reality with specific negative impact on women, most being actions of the application of their cultural and human rights through the obtaining of birth certificate and citizenship. An unprecedented survey was conducted in 15,552 highland households which allowed the collection of very valuable data on the effects of legal status (citizenship and birth registration) on access to health care, education and other social services among highland groups in Thailand. UNESCO Bangkok continues to develop culturally, linguistically and gender based appropriate training and information materials targeting minorities, focusing on legal status, HIV/AIDS and trafficking prevention and safe migration. UNESCO Bangkok has also been conducting extensive research and GIS mapping of socio-economic and health data, and it has produced the first animated Thailand AIDS maps.

588. A United Nations Joint project on Integrated Highland Livelihood Development was launched in the Province of Mae Hong Son. This initiative has improved the quality of life and reduced poverty among vulnerable groups in underserved areas of the province through protection, empowerment, capacity-building of education personnel and strengthening of community-based mechanisms in support to non-formal education. This programme, funded by the United Nations Trust Fund for Human Security, mobilizes the collaboration of the provincial authorities, UNESCO Bangkok, UNDP and FAO. An important component of the programme is to respect the rights of communities and benefit vulnerable populations, including ethnic minorities, through the development of ecotourism services. It has a significant impact on poverty reduction through the empowerment of women from ethnic minorities, one of the most at risk component of the population in the province, with the aim of ensuring long-term sustainability.

589. At the end of 2010, UNESCO Bangkok has been invited to lead a multi-sectoral United Nations initiative in support of Thailand as a MIC under the Creative Economy programme, which is a top government priority. At this initial stage, UNESCO Bangkok is starting to cooperate, through a United Nations working group led by UNESCO, with the National Economic and Social Development Board (NESDB) and with the Ministry of Culture, to develop a national Creative Economy strategy aiming at fostering, among other objectives, the support to cultural industries in Thailand.

Lao PDR

590. UNESCO is a non-resident agency in Lao People's Democratic Republic (PDR), yet played an active role in the development of the UNDAF thanks to an improved integration of UNESCO in the UNCT. Its participation in various thematic working groups, such as the United Nations Thematic Working Groups on Gender and on HIV/AIDS has led to a fluent exchange of information and communication with other United Nations agencies and with the government, to the achievement of a greater impact and to a better gender mainstreaming in all UNESCO's programmes in Lao PDR.

591. The significant development of programmes (implemented from the regular and extra-budgetary funds) in Lao PDR had been made possible thanks to an excellent relationship with the efficient National Commission but also thanks to the recruitment of two UNESCO National Officers (under service contract) who are based in the United Nations compound in Vientiane and ensure the daily management of the main operational projects in education.

592. With financial assistance provided under the 2% timely reinforcement funds modality one of these National Officers facilitated UNESCO's participation in the preparation of the UNDAF and of its action plan during 8 months. The 2% modality has proven to be very efficient to ensure the daily participation in a large number of UNDAF preparation meetings.

Education

593. Partnerships in the field of education between the Government and donors have been strengthened and some sub-sectors have subsequently received major funding from donors. UNESCO Bangkok works as an active member of the Education Sector Working Group, which brings together all donors and is chaired by the Minister of Education.

594. A large part of UNESCO's action is focusing on the expansion of access to and the improvement of the quality of education through "mobile teachers" in a non-formal approach to primary and pre-primary education. This is done by developing the primary level curriculum for the Non-Formal Education Equivalency Programme. It targets children and youth who do not have access to formal education to enable them to access alternative education that is equivalent to the formal education. This will also permit them to be mainstreamed into the formal education at a later date.

595. The main focus of UNESCO's Regular Programme activities is on teacher development, in particular pre-service teacher education. The programme has supported the preparation of an action plan to implement the current teacher development strategy. The main achievements are the increased capacities of the Ministry of Education in conducting research-based implementation review studies, in assessing system implementation gaps and bottlenecks and in developing counter action strategies. In addition, regular programme activities have also contributed to the development of pre-service inclusive education modules, an innovation that has enabled teacher trainers to prepare future teachers to manage diverse needs in the classroom such as gender sensitive issues.

596. The CapEFA Lao PDR programme, funded by Scandinavian Funds, has made a significant contribution to the Lao Education Sector Development Framework (ESDF) process with support to the Lao Ministry of Education to implement reforms in education, with a focus on: Teacher Education (TE); Secondary Education (SE); Technical and Vocational Education and Training (TVET); and Non-Formal Education (NFE). The programme is contributing to facilitate dialogue between the MoE and key development partners, especially on planning, management and monitoring of reform processes. Partnership and coordination between national stakeholders concerned and donors has therefore been enhanced to ensure the effectiveness and sustainability of the implementation of the Teacher Education Strategy and Action Plan (TESAP, 2006-2015), the development of the first Secondary Education sub-sector plan, quality standards for TVET institutions and an equivalency programme framework. The implementation of the programme has led to improved management structures and quality assurance mechanisms, as well as strengthened national capacities in evidence-based and gender mainstreamed policy planning and formulation. In addition, the programme, involving cross cutting activities in education, has also led to strengthened inter-departmental collaboration and interaction within the MOE.

597. In Lao PDR, UNESCO Bangkok and the Office of UNESCO Goodwill Ambassador, Her Royal Highness Princess Maha Chakri Sirindhorn of Thailand (OPSP) are cooperating within the framework of a project entitled: "Improving the Quality of Life for Children and Youth in the Asia-Pacific region". The project has introduced the holistic model of "Total School Development" already implemented by Her Royal Highness in Thailand to the neighboring Cambodia, Laos and Viet Nam. Pilot schools have focused on school-based improvement of health and learning outcomes through the school garden and lunch programme, which has resulted in the improvement of children's health and influenced policy-making at the provincial level.

Culture

598. In culture, UNESCO Bangkok has developed programmes to raise awareness among government officials in specific areas such as on the 2003 Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage and on the World Heritage Periodic Reporting process. Technical

support has been provided through training courses and workshops, thereby strengthening national and local capacities.

599. UNESCO Bangkok's programme on "Fighting Poverty at the Plain of Jars: UXO Clearance, Pro-poor Tourism and Sustainable Resource Management in Xieng Khouang" has had a triple impact: poverty is alleviated in beneficiary villages through a set of community-based products and services, thanks to cultural heritage tourism; safety conditions of the local population are improved through the UXO clearance; and a heritage management plan has been drafted, together with a nomination dossier for inscription of the site on the World Heritage List.

Intersectoral programmes

600. Under an intersectoral approach, UNESCO Bangkok, in cooperation with the National Centre for HIV/AIDS, has conducted GIS mapping of socio-economic and health data through development of HIV sentinel surveillance database in parallel with capacity-building for national officials to operate the database. This was linked to producing HIV/AIDS incidence and migration maps, both initiatives having a significant impact on gender, as women are one of the risk groups. This surveillance database has an important impact on evidence-informed and gender mainstreamed programming and policy development.

MYANMAR

601. UNESCO has only recently resumed regular and extrabudgetary activities in Myanmar. Therefore, developing new programmes in the country required a specific approach which involved partnership with United Nations agencies that have been active in the country in the recent years, in particular UNICEF in the area of education. However, thanks to the presence in Myanmar of a UNESCO project antenna, potential other areas for UNESCO's action have been identified in the fields of culture, communication and sciences provided UNESCO's presence in the country will be maintained.

602. Currently the UNESCO project antenna which is in charge of the Myanmar Education Recovery Programme (MERP) constitutes a small team (of an international staff, a national professional officer in education and an administrative assistant) based in the United Nations compound in Yangon. Thanks to this team, UNESCO is actively participating in the development of the United Nations Strategic Framework (UNSF) 2012-2015 and the Thematic Analysis result framework for Myanmar, based on four strategic priority areas. UNESCO is participating in all four strategic priority area working groups. UNESCO which is co-leading with UNICEF of the Education section of the Thematic Analysis will also prepare a joint education programme with UNICEF for submission for funding under the Multi-donor Education Fund (MDEF) for Myanmar for 2011-2015.

Education

603. Through UNESCO's Myanmar Education Recovery Programme (MERP) and with a focus on Disaster Risk Reduction and Emergency Preparedness, a comprehensive multi-stakeholder capacity-building package in Disaster Risk Reduction in Education (DRR Ed) has been produced for information, awareness and preparedness. A total of 2102 school principals and teachers from all schools in eight affected townships have received training; and approximately 400,000 students in affected townships have benefited from this information. One hundred teacher-educators from 20 teacher training institutions in Myanmar received training in education for disaster risk reduction. They have now started to deliver this information in their pre-service teacher training courses. This has had a significant impact on gender given that women are the most vulnerable group in disaster and emergency situations.

604. The MERP addressed a critical need for greater awareness and knowledge of disaster risk reduction within the education sector in order for schools, families and communities to be better prepared for, and to have a better response to disasters when they occur. This project could

potentially save lives when another large hazard event hits the country. The Ministry of Education has requested that UNESCO expand the project throughout the country. UNESCO responded by submitting a project proposal on “Education for Disaster Risk Reduction and Preparedness Programme – Mainstreaming Disaster Risk Reduction in Education System”, which builds upon MERP. Presently it is in the process of getting approval from the government.

605. Through MERP, UNESCO built an extensive network within the Government of Myanmar and United Nations agencies at a technical level. The organization also gained operational experience in Myanmar.

Culture

606. Another area of strategic importance for UNESCO in Myanmar is the preservation and conservation of tangible and intangible cultural heritage. Eight cultural sites in Myanmar are on the Tentative List of the World Heritage. The Ministry of Culture has asked UNESCO Bangkok to provide support during the assessment of natural and cultural heritage sites.

Current challenges

607. There is a considerable potential to develop UNESCO’s activities in all its fields of competence in Myanmar and donors have repeatedly expressed their readiness to work with UNESCO within a coordinated United Nations approach. The UNESCO project antenna has initiated close collaboration with other United Nations agencies and donors which can be sustained through UNESCO’s continued presence in Yangon.

SINGAPORE

608. Singapore, which is striving to play an increasingly proactive role in South-East Asia as a centre of excellence and a hub for socio-cultural interaction, considers UNESCO as an important platform for the development of strategies to address its own national concerns, as well as to tackle global issues. Yet, nearly four years after Singapore rejoined UNESCO (8 October 2007), much of the potential for collaboration remains to be developed, especially in terms of programmatic cooperation.

609. The Director-General’s visit to Singapore in 2010 offered an opportunity to enhance awareness about the Organization, establish contacts with the authorities and discuss the prospects of the bilateral cooperation and identify areas in which Singapore could partner in promoting intellectual cooperation at the national, regional and global levels.

610. The areas identified for the Singapore/UNESCO cooperation include quality education, water management and climate change. For instance, in education UNESCO is keen to develop its collaboration with the National Institute of Education of Singapore (NIE) in areas such as quality teacher training, capacity-building in education and education on climate change, especially developing curricula and teaching materials on Climate Change Education for the benefit of the countries in the Asia-Pacific region. NIE is already collaborating with UNESCO Bangkok under its Arts Education programme, through the UNESCO-NIE Centre for Arts Research in Education (CARE) established in April 2009. CARE is part of a region-wide network of UNESCO Arts Education Observatories which throughout 2010 has undertaken researches in arts education.

611. The Director-General encouraged the national authorities to establish a Funds-in-Trust with UNESCO for the implementation of programmes and activities in the Asia-Pacific region, and also in Africa, in different fields of UNESCO’s competence and Singapore’s expertise. Singapore was also encouraged to second experts to UNESCO offices in the region in the fields of education and cultural industries.

612. In 2010, two significant events took place in Singapore:

(i) In August 2010, UNESCO Bangkok organized in Singapore the Eleventh Asian Bioethics Conference: Mondialization, Bioethics and Policy which aimed at strengthening the collaborative work on the objectives established in the Regional Bioethics Action Plan in 2006, exchanging training programmes in order to achieve a consolidated curricula on Bioethics and providing a unique opportunity for networking. As immediate results, the National Bioethics Commission (KBN), Indonesian Institute of Sciences (LIPI) agreed to assist with the development a new National Bioethics Committee in Malaysia, and in a regional network of bioethics committees.

(ii) In October 2010, the Award of Excellence, under the UNESCO Asia-Pacific Heritage Awards for Cultural Heritage Conservation, was attributed to the Hong San See Temple, a temple which is a living heritage landmark for the Lam Ann settlers and the Singapore community as a whole. The temple received the award because of the unprecedented movement of solidarity by the local community which lead to its safeguarding, demonstrating the growing awareness of conservation issues in Singapore. The event benefitted from exceptional press coverage. The potential of collaboration between UNESCO and Singapore in the areas of movable and immovable cultural heritage, for the benefit of other countries in the region, is considerable, thanks to the recent establishment of several highly-equipped national cultural institutions in the country. An immediate impact of the interest of Singapore in cultural heritage issues is the current consideration by Singapore of its possible ratifying several relevant UNESCO conventions.

UNESCO Office in Beijing

CHINA

613. During 2010 UNESCO strengthened and intensified its collaboration with the United Nations in China through its active and constructive role in the United Nations Country Team, UNDAF, Joint United Nations Programmes and United Nations Theme Groups. In China the United Nations signed off on the new UNDAF (2011-15) with its government counterpart. UNESCO's Beijing office played a key role in coordinating the preparation of the UNDAF as one of the co-facilitators and through its membership of Working Groups on the overarching outcomes. UNESCO was asked to join a three member group of United Nations Heads of Agencies (HOAs) to prepare an implementation strategy for the UNDAF. Furthermore, UNESCO contributed to the preparation of the ten-year progress report on China's progress towards the MDGs on the occasion of the United Nations high-level meeting on the MDGs in New York in September 2010.

UNESCO has been working with the UNCT on developing a new strategy in positioning the United Nations in China, which is now a Middle Income Country (MIC) and the second largest economy in the world. During the United Nations Secretary-General's meeting with the UNCT in China in November 2010, Director UNESCO was one of the HOAs invited to speak on emerging challenges for the United Nations in the country.

Joint United Nations Programmes

- *Culture and Development Partnership Framework (CDPF)*
  - The MDG-Fund China Culture and Development Partnership Framework (CDPF) is under the purview of the United Nations Theme Group on Poverty and Inequality (UNTGPI) and is co-chaired by the UNESCO Director in his capacity as Vice Chair of the UNTGPI. UNESCO plays a critical lead role in the implementation, coordination and communication of the Joint Programme.

– Through two policy workshops, experiences from the pilot sites were shared with Chinese policy makers and both sides deliberated together on the implications of these experiences for national development plans. In its draft new five-year plan, China is committed to lifting its ethnic groups out of poverty, promoting quality growth and cultural industry. It will invest substantial resources to these ends. UNESCO's added value lies primarily in introducing the best international practices and development experiences that are in line with national priorities and can be adapted to local conditions.

– A concrete example to illustrate the changes brought about by UNESCO interventions is that nine out of 26 handicraft products from China that received the 2010 UNESCO Award of Excellence for Handicrafts came from artisans who improved their quality, designs and crafts through UNESCO training workshops conducted within the CDPF framework.

– UNESCO Beijing has also contributed to the promotion of ethnic minority education in China by conducting a systematic review of education policies for ethnic minorities using both macro and micro approaches to policy analysis and research under the CDPF joint programme. The project aims at capacity-building of planners and policy makers in preparing and implementing culturally sensitive educational policies and programmes using evidence from the field.

➢ *Climate Change Partnership Framework (CCPF)*

– Through UNESCO, the CCPF has a direct link to the knowledge and expertise accumulated by the United Nations World Water Assessment Programme. The mid-term evaluation report of the joint programme notes that the third global report (WWDR-3 – Water in a Changing World) published by UNESCO in 2009 had a special focus on the impact of climate change on water resources and included a case study on the Yellow River Basin to discuss a more integrated approach to managing China's water resources. UNESCO worked in partnership with the Yellow River Basin Commission (YRCC) to assess the water resources (surface water) in the Yellow River Basin. The assessment of the water resources in the Yellow River Basin has led to the identification of management models and policy recommendations which can be adopted by other member states. The CCPF joint programme is an effective model to implement the Delivering as One approach and also a concrete demonstration on how to apply the Paris Declaration.

➢ *Youth, Employment and Migration (YEM)*

– UNESCO activities under the Youth, Employment and Migration (YEM) Joint Programme have contributed to the exploration of innovative and inclusive approaches to reaching the rural-urban young migrant workers through multi-sectoral collaboration. As the lead agency for the core output on community services, UNESCO coordinates project interventions with the participating UN, national and local partners. The recently completed Mid-Term Review (MTR) acknowledges the effectiveness of UNESCO activities in this area. The MTR highlighted the potential and initial success of Community Learning Centres as a platform for providing skills development and comprehensive services to young migrant workers.

➢ *Children, Food Security and Nutrition (CFSN)*

– Under the Children, Food Security and Safety and Nutrition (CFSN) joint programme , UNESCO works with education, media and civil society organizations in promoting food safety, security and nutrition among vulnerable groups in China, particularly women and children. UNESCO's work with the Ministry of Education (MOE) is

expected to lead to the development of national guidelines and integration of food security, safety and nutrition issues in the curriculum.

– The programme seeks to improve food safety, especially for child nutrition products, through introduction of international standards in production, processing, testing and preparation of food. UNESCO is working with the State Administration of Radio, Film, and Television of China (SARFT) to train 100 journalists to improve the quality of reporting on food safety and nutrition issues. It is expected that by the end of the project there will be a 10% increase in news and articles on food security, safety and nutrition in the target areas.

– UNESCO has promoted and disseminated the new food safety law in partnership with civil society, especially women's groups in local communities.

➢ *End of Violence against Women (EVAW)*

– UNESCO Beijing collaborated with UNIFEM, UNDP and UNFPA in mobilizing a sum of US$ 798,000 from the United Nations Trust Fund in New York to respond to Domestic Violence in China through a multi-sectoral approach .UNESCO, in partnership with the Chinese Academy of Social Sciences (CASS) and the All China Women's Federation (ACWF), is engaged in capacity-building of social workers, officials and policy makers in three programme counties. UNESCO led research would help assess the incidence of domestic violence through an extensive baseline survey .This would help in exploring policy options for addressing the issue of domestic violence in China

614. UNESCO's participation in the United Nations theme groups and teams on Gender (Chair); Poverty and Inequality (Vice-Chair); Climate Change and Environment; HIV and AIDS, and Disaster Management has added value to the UN's work in China:

- UNESCO's contributions as Chair of the United Nations Theme Group on Gender have been appreciated by United Nations partners, government counterparts, bilateral donors, the private sector and civil society representatives. Director UNESCO led the successful mobilization of financial resources for the second phase of the China Gender Facility (CGF), a multi-donor trust fund for supporting research and advocacy on gender issues, and for two major advocacy events organized by the UN.

- The UNTG supported the successful bid of the All China Women's Federation (ACWF) in accessing funds from the UN's Gender Equality Fund for "Promoting Chinese Women's Political Participation".

- UNESCO Beijing played an instrumental role in supporting the Chinese Government in the preparation of its Medium and Long-term Education Reform and Development Plan Outline (2010-2020) by mobilizing UNESCO Offices and Institutes as well as the United Nations and international community based in China in providing technical inputs on various education issues and in collating comments on the draft document. The final Outline largely incorporates the technical inputs offered by the international community.

- As a first step towards the implementation of the Outline, UNESCO Beijing in coordination with the Regional Bureau of Education at Bangkok and HQs organized the International High Level Expert Meeting on Standards of Basic Education Quality in November 2010 that aimed at preparing a framework for monitoring and assessing the quality of basic education, drawing from international as well as China's experiences. UNESCO Beijing has initiated capacity-building initiatives for provincial educational planners, particularly in the Western regions, that are currently engaged in the preparation of provincial education plans within the framework of the national outline.

MONGOLIA

615. UNESCO Beijing joined other United Nations agencies in the preparation of the new UNDAF (2013-16) in Mongolia. This office also provided modest financial support to the process. UNESCO will contribute to national development priorities in three areas: education, natural sciences and culture. UNESCO led the preparation of analytic papers and formulation of UNDAF outcome areas and joint United Nations interventions in identified areas.

616. As the lead agency of the United Nations Joint Programme "Comprehensive Community Services to Improve Human Security for Rural Disadvantaged Populations in Mongolia," UNESCO, in collaboration with the Government of Mongolia and other participating United Nations agencies, has been able to establish necessary institutional and coordination mechanisms for implementation and monitoring of the Joint Programme. UNESCO has successfully overcome the particular challenges of leading the programme as a non-resident agency by establishing a well-functioning project office in the Ministry of Education and by establishing excellent working relationships with the UNRC, partner United Nations agencies and government counterparts at national and provincial levels. United Nations agencies have successfully completed the implementation of first year activities.

617. In order to improve rural populations' access to, and quality of, non-formal education and basic information services, UNESCO has supported the establishment of 20 community learning centres for the most disadvantaged ethnic minority population in rural Mongolia in the project area. Culturally and linguistically appropriate literacy and life-skills materials for rural illiterates and semi-literates have been developed and translated into ethnic minority languages based on the findings of a NFE needs assessment and review of international experience. The 20 community learning centres are expected to provide non-formal education and other basic social services to about 2000 ethnic minority people in rural Mongolia.

618. UNESCO is working to build the broadcasting capacity of local communities in ethnic/minority languages. To this end ten Community Radios will be established in the remote western region of Mongolia. Managerial and technical capacities will be built to operate these radio stations in partnership with local communities and with support from government agencies.

619. UNESCO Beijing has supplemented project funds with contributions from its regular budget for developing a media and communication strategy for enhancing the visibility of the project and will provide internet access for the disadvantaged sections of society in partnership with the local authorities in one of the remote eastern provinces. This is a good example of integration of RP and extra-budgetary funds.

World AIDS Day in China and Mongolia

620. UNESCO Beijing has been able to secure visibility and recognition for UNESCO's role in combating HIV and AIDS through its collaboration with other United Nations agencies on World AIDS Day in both China and Mongolia. The advocacy around youth participation in HIV prevention and de-stigmatization has involved tens of thousands of university students in Beijing and nationwide, through campus-based participatory activities and web-based knowledge contest and on-line discussions. In Mongolia, a national workshop at the eve of the World AIDS Day engaged high-level officials and leaders from different elements of the education system in serious discussions on HIV mainstreaming and multi-sectoral collaboration.

DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA

621. In the DPRK, the UNCT recognizes that the country's political circumstances are not conducive to the preparation of a full-fledged United Nations Development Framework (UNDAF) process. It has therefore been agreed that the UNCT would prepare a new **United Nations Strategic Framework** (UNSF) for the next programme cycle (2011-2015). UNESCO carried out

the sectoral analysis of the education sector in collaboration with UNICEF and was involved in the drafting of the new UNSF in consultation with national counterparts.

Salient Features and Trends

622. It may be noted that in becoming an indispensable partner of the United Nations in the East Asia cluster, the Beijing office has enhanced UNESCO's professional reputation, its credibility, and relevance. The two articles written by Director UNESCO on China's education reform and the joint United Nations project on Culture and Development in the "China Daily", the premier English language newspaper in the country, have enhanced the Organization's profile and visibility. The commitment of UNESCO staff to delivering as one has been recognized and appreciated by United Nations colleagues and national counterparts.

623. With the Spanish funded United Nations programmes winding down over the next couple of years, UNESCO Beijing has, in line with the new resource mobilization strategy approved by the Executive Board, turned its attention to the private sector for supplementing the RP budget.

UNESCO Office in Dhaka

624. **Background** – During the period under review, the UNESCO Dhaka Office worked steadily with ministries and governing bodies. In the **MDG Annual Review** (2009), UNESCO supported the working group on MDG 2, 3 and 6 and submitted a quality report to General Economic Division (GED). In **UNDAF 2012 – 2016**, UNESCO is involved in five out of seven UNDAF Pillars finalized by UNCT. Inputs were provided in the relevant UNDAF result matrixes and accordingly draft 36 C/5 activities (ED, SC and CI) were planned and two extra-budgetary proposals developed to address specific niches once joint programming and fundraising is agreed within UNCT. Efforts are made to better link 36 C/5 activities with UNDAF outcomes and outputs with focus on UNESCO's strengths and comparative advantage. The main challenge is to address gaps in human resources and capacity for the implementation of four extra-budgetary projects which have not been developed with reference to the cost-recovery policy.

625. **Main achievements in 2010** – education and culture remained the two main areas of UNESCO where substantial impact was achieved. Some major achievements in these two fields are outlined below.

626. In **education**, as per GMR 2010 in Bangladesh there are 49 million illiterate adults and limited resources. Bureau of Non Formal Education (BNFE)'s Basic Literacy and Continuing Education Project only proposed coverage of 37 million illiterates (11 to 45 years of age). In terms of results, two researcher forums were organized and two educational journals were published. The literacy module was integrated into the national labour force survey 2010; capacity strengthened for Upazilla (district) Project Coordinators of BNFE to act as a master trainer for HIV-AIDS; awareness increased on progress of EFA goals 3 and 4 through an advocacy campaign of the International Literacy Day and Global Action Week observation at national and district levels. Providing support for Teacher Development in Bangladesh is an ongoing activity, with studies focusing on teacher's development, status, and role in formal primary and secondary education; 25 ASP net school teachers on using ICT in Classroom; and a better understanding created on UNESCO and ILO recommendation concerning Status of Teachers (1966) by translating and dissemination, including observation of World Teachers Day.

627. Major results have been achieved in Early Childhood Care and Education (ECCE). UNESCO Dhaka developed a strong relationship with Ministry of Women and Children Affairs (MOWCA), Bangladesh Shishu Academy (BSA), Bangladesh ECD Network (BEN) and IED-BRAC University by supporting their participation in the first World Conference on Early Childhood Care and Education (WCECCE) held in Moscow in September 2010. In follow-up, the first South Asia Regional ECD Conference for ECCE advocacy was organized from 7 to 9 December 2010. A

strong partnership was developed with National Curriculum and Textbook Board (NCTB) through a Joint Programme on Violence Against Women, which is supportive of curriculum and textbook review issues. The existing partnership with UNICEF, UNDP and NGOs was strengthened for advocacy and policy dialogue while developing the next UNDAF (2012 - 2016). However, awareness on ECCE remains still very low among community, parents and local government. Government has no fund for pre-primary teachers' training; inter-ministerial as well as inter-agency coordination is weak; and donors do not focus on ECCE.

628. There is a strong relationship between UNAIDS, National AIDS/STD Programme, Bureau of Non Formal Education (BNFE), National Commission and NGOs in developing National HIV and AIDS Strategic Plan, mainstreaming HIV and AIDS including life-skills into non-formal education and initiating policy advocacy and awareness raising campaign. The capacities of BNFE, all the Master Trainers (MT) and Upazilla Project Coordinators (UPC) of BNFE were strengthened. Memorandum of Understanding was established with Family Planning Association of Bangladesh (FPAB) to sensitize the service providers on STI, HIV and AIDS prevention.

629. In the field of **culture**, a Periodic Reporting Workshop was organized in collaboration with Department of Archaeology to draft a statement on outstanding universal value for the world heritage properties in Bangladesh. A national management plan, including the management of World Heritage sites, will be developed. With regards to intangible cultural heritage, preparations for the launching ceremony of the Baul Song publications were launched to promote the awareness of safeguarding of the intangible heritage of Bangladesh. The 2005 Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions and the Universal Copyright Convention was implemented and hundreds of design motifs of traditional Jamdani Textile and weaving techniques were documented.

630. **United Nations Joint programming and programmes** – The UNESCO Dhaka office developed partnerships with Ministries of Education (MOE and MOPME) and their Departments; collaborations with UNICEF, UNFPA, UNIFEM, UNAIDS, ILO, IOM, WHO and UNDP, and development partners, universities, institutions and NGOs. Major results were achieved in the extra-budgetary programme “Addressing Violence Against Women: Gender Responsive Programmes in Education System of Bangladesh”. The TAPP (Technical Assistance Project Proposal) was approved by MOE and Implementation Partnership Agreement signed with NCTB; required curricula and textbooks were collected and review is going on. Furthermore, a questionnaire was developed for action research to be undertaken by the end of February 2011. The National Education Policy focusing on gender violence was approved and will be addressed through curricula and textbooks starting from 2012.

631. **Challenges** – UNESCO Dhaka faces numerous challenges in many sectors because of its limited resources. The implementation of some programmes in cooperation with the government and civil society partners has been delayed because of the revision of contracts. The Male Sexual Health Project has been hindered because of deeply embedded socio-cultural attitudes, perceptions, beliefs and behaviours.

UNESCO Office in Hanoi

VIET NAM

632. Background: 2010 was a significant year for Viet Nam. Despite the global economic down-turn, the country achieved lower middle income country (MIC) status, a classification which both recognizes socio-economic progress and defines a new set of requirements for development assistance. With a view to these evolving challenges, the government, UN, and development partners have worked together to continue their effort to promote Viet Nam’s sustainable growth in

line with the principles and commitments agreed upon in the Ha Noi Core Statement on Aid Effectiveness.[4]

633. In 2010, the UNESCO Director-General Mme Irina Bokova made her first official visit to Viet Nam. The Director-General's visit played a key role in raising the profile of UNESCO with the government and development partners as well as within the United Nations. While in Ha Noi, the DG renewed UNESCO's Memorandum of Understanding (MoU) with the Government of Viet Nam, providing a framework for the Organization's engagement until 2016.

634. Delivering as One: As a United Nations reform pilot country, the United Nations' development work in Viet Nam is defined by the One Plan. In 2010, the United Nations undertook a series of reviews and analyses to prepare for the next One Plan 2012-2016 (OP3). UNESCO contributed throughout the various stages of this process which included a Country Led Evaluation, a Joint Country Analysis, reviews of the government's Socio-Economic Development Strategy 2011-2020 (SEDS) and Socio-Economic Development Plan 2011-2015 (SEDP), a prioritisation of strategic areas by the Programme Coordination Groups (PCG), and a United Nations Synthesis Report. This last document provided an analysis of Viet Nam's development situation and medium term challenges and led to the defining of three "outcome areas" that will be addressed in the OP3: (i) Inclusive, Equitable, and Sustainable Growth, (ii) Access to Quality Essential Services and Social Protection, and (iii) Governance and Participation.

635. UNESCO successfully advocated including 'culturally-appropriate programming' as one of the six cross-cutting issues that will shape OP3 programming. This reinforces UNESCO's global position on cultural diversity as the fourth policy area, or 'pillar', of sustainable development that should be mainstreamed throughout all development programming.

636. As an active member of five Programme Coordination Group (PCGs - the One Plan's coordinating mechanism for country programming): Education, Sustainable Development, HIV, Gender, and Natural Disasters and Emergencies UNESCO provided the Secretariat for the Education and Sustainable Development PCG's in 2010. UNESCO has also contributed to reinforce the tenets of results-based planning, monitoring, reporting, and management (RBM) in the United Nations reform process through its active membership in the inter-agency Monitoring and Evaluation Working Group (MEWG).

637. In addition to One United Nations programmatic activities, UNESCO chairs the Management Meetings Secretariat, a clearing house for management issues related to the Delivering as One process that includes working groups on the One Green United Nations House, Change Management, Common Services, and Business Practices.

638. **Main achievements in 2010**: In late 2009, UNESCO received $776,137 through the OPF and $996,043 in 2010. 100% of the funds and program activities have been implemented during 2010.[5] While the education and culture sectors are the two main areas of UNESCO's support to the government, 2010 saw significant growth in two additional programming sectors. In Communications and Information, UNESCO is working with the government to develop curriculum and methodology to raise Journalism and ICT training programmes standards. In Natural Sciences, research models were developed in each of the Viet Nam's World Natural Heritage and Biosphere Reserve Sites to harmonize conservation and livelihood practices, thereby contributing to Viet Nam's efforts to balance the demands of its growing tourism economy with biodiversity conservation and the rights and customs of communities who have occupied these sites for generations.

---

4 Ownership (of the "developing countries"), Alignment (to national development priorities), Harmonization (of donor actions), Managing for results, and Mutual accountability (for development results).

5 The One Plan Fund (OPF) mobilizes resources for the op as a whole, and these are allocated by the One Plan Fund Mobilization And Allocation Committee (OPFMAC), consisting of the heads of the participating agencies and the Resident Coordinator (RC).

639. In the Culture sector, UNESCO continued to assist the government to sustainably manage and promote its cultural heritage against the backdrop of Viet Nam's rapidly expanding tourism economy. Strategic interventions have focussed on producing resource protection and participatory tourism development planning models that improve the opportunity cost of local communities, especially ethnic minorities, living on protected sites. One of these conservation sites, the Thang Long Citadel in Ha Noi, was inscribed on the World Heritage List in 2010, an event that coincided with the city's 1000 year anniversary celebration and that was inaugurated by the UNESCO Director General.

640. In Viet Nam's education sector, the policy debate is shifting away from quantity of access to improved quality of learning, and UNESCO has continued to advocate for equal access to quality education and training at all levels, especially for vulnerable and disadvantaged groups, improvements in education and training quality to meet international standards and national goals, and further strengthening of educational management systems at all levels to deliver quality education and training for all.

641. To keep pace with new responsibilities transferred under decentralization, education management needs reform at all levels. In 2010 UNESCO strengthened MOET capacities by designing and conducting education management and leadership training for its Departments and Central Level Institutions. While the main thrust of programming was to strengthen management capacity, it has also contributed to facilitating cooperation and coordination between UNESCO and the MOET, resulting in ownership by MOET of UNESCO's education programme results on literacy assessment, teacher education, quality assurance in higher education, Education for Sustainable Development, education in emergencies, HIV, gender, literacy, and lifelong learning.

642. UNESCO continues to provide leadership to Viet Nam's Education sector by co-convening, with MOET, both the Education PCG and the Education Sector Group (ESG). The ESG brings together government institutions, multi- and bilateral donors, and international NGO's with the aim of harmonizing and aligning aid effectiveness in the sector. As the ESG Co-Chair, UNESCO was designated Coordinating Agency (CA) for the EFA-FTI process, through which Viet Nam is eligible to obtain up to $147 million over a three-year period to support its achievement of EFA goals. In 2010, UNESCO successfully facilitated the 2003-2015 EFA Action Plan review and update, the results of which are being used to prepare the Catalytic Fund Proposal.

643. UNESCO worked with the ESG to ensure that member inputs were reflected in the draft Education Development Strategic Plan 2011-2020, which will set the direction, objectives and targets for the education sector at the national level. UNESCO also led an ESG study to identify negative impacts of the economic crisis on Viet Nam's education sector and address these challenges in future education sector plans.

644. Other equally important highlights of UNESCO's policy support in education in 2010 were the (1) finalization and adoption the Viet Nam DESD Action Plan for 2010-2014, (2) preparation and adoption of the MOET Action Plan for Education Sector Response to Climate Change, and (3) exchange between international and national experts and researchers to support the National Strategy on Building a Learning Society through the Viet Nam Forum on Lifelong Learning organized together with the MOET and ASEM Hub on Lifelong Learning.

645. **Global Priority Gender Equality**: While the government's recently passed laws on Gender Equality (2006) and Domestic Violence Prevention and Control (2007) have reinforced Viet Nam's political commitment to gender equality, implementation remains a challenge. Gender stereotypes continue to be reinforced through education and the media, and UNESCO has addressed this by working within the Spanish MDG-F funded UN-GOV Joint Programme on Gender Equality (JPGE) to carry out and capacity-building of journalists and education officials and teachers on gender equality and primary textbook analyses. Findings from these analyses have informed the National Strategy on Gender Equality 2011-2020.

646. Two studies were published in 2010 which identified opportunities for future gender-sensitive interventions in the culture and education sectors. UNESCO collaborated with the Gender PCG on the study 'Tourism, gender, and challenges to sustainable development in multiethnic upland of Viet Nam', which provided recommendations relevant to the Organization's culture programming. Additionally, WHO and the General Statistics Office completed a landmark survey, "The National Study on Domestic Violence against Women in Viet Nam", which provided data proving that domestic violence is a serious social issue. The study indicated the significant role of education in primary prevention and this should serve as a basis for future UNESCO programming.

UNESCO Office in Islamabad

Background

647. During 2010, Pakistan went though a number of crises, including terrorist attacks and the Monsoon floods which caused colossal loss to the national economy and human lives. An important reform was the 18th Constitutional Amendment, which led to the abolition of concurrent Federal Ministries, thus paving the way for more provincial autonomy in various sectors, including education, health, agriculture and livestock, and administrative powers to manage development. A positive feature of this Constitutional Amendment was the legal recognition of the right of children to free education. Terror attacks by extremists, sectarian killings, and military operations in northern part of the country and insurgency in Baluchistan province all led to deterioration of law and order in the country, killings and migration of minority ethnic groups. National economy received a significant set-back due to floods, inflation, and country's loan basket swelled. The country is struggling to meet the recommendations of IMF for generating additional revenue and elimination of subsidies, which may have an impact on social sectors. Education budget suffered a decline (from 2.49% of GDP in 2007-08 to 2.05% in 2009-10) and the budget of a number of development projects was slashed. As a result of Constitutional Amendment, a number of federal Ministries, including Education and Culture, Youth Affairs, Local Government and Rural Development, Social Welfare etc. are already being abolished and their responsibilities, assets, and future liabilities are being transferred to the provinces.

Challenges

648. Constitutional Amendment and devolution have created new challenges for all international agencies, particularly UNESCO, which has limited resources and focus on upstream policy work. United Nations machinery behind Delivering as One, donors, and implications of devolution now demand regular presence of UNESCO in the provincial capital for various planning processes, consultations, and implementation. This puts additional pressure on UNESCO's limited resources. There are fears that the abolition of certain Ministries may create coordination vacuum at national level and that international agencies including UNESCO will face challenges of interacting and reporting for increased number of entities (4 provinces and 4 Areas).

649. A number of questions remain to be addressed, including those related to the transfer of legal responsibilities and commitments under international treaties and conventions to the provinces (e.g. internationally agreed goals and treaties including MDGs, EFA, and World Heritage related responsibilities).

650. Sustained funding for early recovery and development beyond emergency is a challenge for UNESCO and other United Nations agencies. The UNCT is struggling to find the right position and balance in aid community in supporting sustainable development agenda to achieve the goals of MDG, as well as other internationally agreed development goals such as EFA.

651. **Main Achievements in 2010** – Education and PCPD remained two main domains of UNESCO assistance in Pakistan in 2010. UNESCO expanded the scope of its activities in Pakistan during 2010, thematically as well geographically. UNESOC Islamabad was able to maintain the

medium size portfolio on development activities and also additional budget on humanitarian work, totalling some 8 million dollars, at the end of 2010. UNESCO interventions covered all the 4 provinces, and a growing number of districts were assisted. Major thrust was on policy advice on reforms in the field of education, support for the protection of cultural heritage sites, and disaster risk management during floods in affected areas of two provinces bordering Afghanistan.

652. In **education**, insertion of Article 25-A, recognition of free education as fundamental right (and the provision of free education to all 5 to 16 years old children as a responsibility of the state) has been an indirect outcome of consistent and persistent advocacy by UNESCO for EFA. This is evidenced by the fact that the Upper House of the Parliament (Senate) has requested UNESCO to extend technical assistance for formulation of Laws for enforcement of Article 25-A. Efforts were made to raise public awareness about the need to increase education budget and the capacities of education departments in Early Childhood Education, Literacy and NFBE, educational planning and management, were significantly increased. EFA Plan for Balochistan, Provincial Literacy Plans and National Literacy Plan were prepared.

653. National Professional Standards for Teachers (NPST) was finalized, approved by the Ministry and launched with UNESCO support. Preparatory work for introduction of mechanisms for accreditation of teacher education programmes was completed. Another important intervention was in the area of gender equality in education through sensitization of teachers, printing and dissemination of advocacy material, and opening of learning centres for illiterate women.

654. In response to IDP emergency, UNESCO ensured continuation of middle and secondary education opportunities for 1,168 students. Safe return of 22,970 IDPs was facilitated by providing non-formal education on Mine/UXO. UNESCO continued to support the government in reconstruction of earthquake-affected education system in the Sate of Azad Jammu and Kashmir (AJK), and three seismically safe middle and secondary schools were built benefitting 248 students, including 391 girls. To strengthen **Disaster Risk Reduction (DRR)**, assistance was provided for development of competency standards and curricula in two construction trades with focus on earthquake resistant construction.

655. In main focus of the activities in the field of **culture** was on the biennial priority of protecting, safeguarding and managing the tangible and intangible heritage. Following the floods, livelihoods have become an issue of attention. Through its projects and activities, UNESCO Islamabad has highlighted that culture is a resource which can be harnessed for the economic development and well-being of communities. UNESCO has proved that culture-related livelihood opportunities (e.g. cultural handicrafts) can alleviate poverty while engendering identity in the communities. Besides training and capacity-building of relevant personnel in documentation and conservation techniques, particular attention is being paid to building the national capacities to safeguard the country's intangible cultural heritage through community-based initiatives.

656. In **natural science**, UNESCO has been providing its technical support to national partners, including higher education institutions, such as the strategies to transform natural disasters to an opportunity for sustainable development and mapping an effective strategy to manage future disasters on flood warning/managements and other catastrophes.

657. In response to the floods, UNESCO's main activity in the field of communication and information was the production and airing of a radio drama series to ensure that accurate and life saving messages and humanitarian information reach flood-affected populations. Another priority was to promote the freedom of expression through the capacity-building of local journalists and media with special emphasis on women journalists in post conflict situations, and awareness boosting for the Constitutional right to information after 18th Amendment.

United Nations joint programming and programmes (Delivering as One)

658. UNESCO Islamabad has played a leading role in **Joint United Nations Programme** on Education. UNESCO is Co-chair of the United Nations Thematic Working Group on Education and Convening Agency for two of its four components. UNESCO actively participated in all meetings and processes of Joint United Nations Programme. UNESCO was the second major recipient of United Nations (EFW) Funds (after UNICEF). UNESCO also participated as a member in some relevant components of all five Joint programmes under DaO in Pakistan, namely (i) Agriculture, Rural Development and Poverty, (ii) Disaster Risk management, (iii) Education, (iv) Environment, and (v) Health and Population.

UNESCO Office in Jakarta

659. The first year of the 35C5 period has seen a number of important developments in the Asia and the Pacific region, both in terms of UNESCO Jakarta's programme and partnerships, as well as in the broader context of United Nations cooperation and United Nations reform. This includes the intensification of collaboration with Category 2 Regional Centres, with National Commissions, including the DG Regional Consultation for Asia and the Pacific with the National Commissions, which was held late May 2010 in Changwaon, Republic of South Korea, as well as cooperation with other regional and sub-regional partners and networks, such as SEAMEO, ASEAN, School on Internet Asia (Keio University) and others. The Office, in its function as the Regional Science Bureau for Asia and the Pacific has also provided backstopping support and guidance to other UNESCO field offices in the region. This relates for example to support in providing inputs (on STI) during UNDAF roll out or One Plan (e.g. for Hanoi Office), or in post disaster context (e.g. support by head of Water Unit JKLT Office to Pakistan in the aftermath of the flooding disaster). The office also coordinated and co-hosted (together with UNESCO's Bangkok office) a two-day meeting for Heads of Field Offices in Asia and the Pacific to discuss strategic issues on programme delivery and effectiveness, United Nations reform and Regional Directors Team (UNDG-AP), proposed new Field structure and on other matters of relevance to all FO in the region. This meeting was held end of May 2010 in Seoul, Republic of South Korea, back-to-back with the DG Regional Consultation meeting with the National Commissions.

660. The five countries covered by the UNESCO Jakarta Office are very diverse in terms of size, population, socio-economic development, MDG status, and intensity of United Nations cooperation. Brunei Darussalam, with a population of only about 400,000, has a per capita GDP of $50,700, which is almost 15 times higher than that of Indonesia ($3,700) with close to 240 million inhabitants. United Nations presence is strong in Indonesia, Timor Leste and the Philippines. The United Nations presence and programme in Malaysia is limited to a few organizations, mostly with a small number of staff and limited programme and budget, while others, including UNESCO, cover Malaysia from elsewhere in the region. The United Nations system has no office in Brunei Darussalam.

661. The UNESCO Jakarta Office serves two dimensions: a) as a Cluster Office, representing UNESCO in Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, and Timor Leste in all UNESCO fields of competence, and b) as a Regional Bureau for Science, covering the Asia and Pacific Region, with programmes in Freshwater, Oceans, Environmental Sciences, Basic and Engineering Sciences, Earth Sciences, and Coastal zones and Small Islands. During the year 2010, the Office has consolidated its strategy, which aims at maximising programme delivery in Cluster countries and in the region (ASPAC) in terms of effectiveness, impact and visibility.

662. The four core elements of this strategy are:

– The development of coherent and demand driven country based programmes (UCPD), which articulate UNESCO's role within the country's Development Plan and within the joint United Nations Programme (UNDAF). UCPDs have been produced for Indonesia,

the Philippines and Timor Leste. The strength of these UCPDs is in the fact that these were developed via a joint consultative process between the office and the Government, and therefore are fully demand based. This approach has clearly strengthened the cooperation with the National Commissions in these countries, while it has also provided a better positioning of UNESCO in discussions within the United Nations system in these countries about joint programming initiatives. UNESCO Education Support Strategy (UNESS) documents were also prepared in these three countries of the Jakarta Cluster. The JKT Office is currently reviewing the possibility of developing cooperation programming documents with Malaysia and Brunei Darussalam (via self benefitting or Funds-in-Trust modalities).

– The adoption of a Regional Science Strategy, that aims at the development and implementation of a focused and coherent science programme, which addresses priority problems and challenges in the Asia and Pacific region. In October 2010 Jakarta Office launched 'The Regional Bureau's Science Support Strategy 2010-2013' (cf. www.unesco.org/jakarta). This Regional Science Support Strategy builds on the Science Strategic Programme Objectives outlined in the current C4 (2008-2013), while reflecting on the main challenges faced in the region that would benefit from a Science, Technology and Innovation approach. As such, the support strategy identified four main Themes (Climate Change, Water, Disaster, and Science Education linked to ESD). In terms of programmatic focus the support strategy has identified four Flagship Programmes, corresponding to these four themes. These Flagship Programmes are all heavily rooted in the Natural Sciences domain, but require inter-sectoral cooperation to generate maximum impact and benefits. The flagship Programmes are: a) BREES: a climate change and poverty alleviation programme, b) SWITCH-in-Asia: a programme on water in the city of the future, c) COMPETENCE: which focuses on science education and ESD, and d) FORCE: a natural disaster and climate change preparedness programme. The development of the regional science flagship programmes is supported via the Regular Programme and support from the JFIT-UNESCO "Science Programme on Global Challenges in Asia and the Pacific" supported by MEXT.

– The development of strong partnerships in the region. This includes partnerships at national level, with Government, National Commissions, United Nations agencies, stakeholders, NGOs, donors, and at regional level, with a.o. SEAMEO (new MoU was signed by the Director-General in March 2008), ASEAN, ICSU, AIT, ADB, university networks, and with category 2 centres. The strengthening of cooperation with National Commissions and category 2 centres receives particular attention.

– Improvement of programme effectiveness, which is crucial considering the limited resources available via the Regular Programme. The aim is to gradually shift the office portfolio from the current large number of smaller, often isolated and ad-hoc activities towards a coherent and consolidated programme with larger initiatives (regional and national). An example is the development of four flagship Science Regional initiatives listed above. Similarly, at country level, the UCPDs (and UNDAFs) will guide the development of larger extra-budgetary initiatives. Such larger initiatives also provide opportunities for collaboration with partners, including other United Nations agencies. An example is the CLCC project in Indonesia on school based management, which is jointly implemented by UNESCO (as lead agency) and UNICEF, with support from NZAid (some 8.6 million US$).

UNCT and United Nations Cooperation at country level

663. In the past few years (2008-2010) UNESCO Jakarta Office has been pro-actively involved in the development and roll-out of new UNDAFs for Timor Leste (2008), Indonesia (2009/2010) and the Philippines (2010-ongoing). In Indonesia, a middle income country, the new United Nations

Partnership for Development Framework (UNPDF, 2011-2015) focuses in particular on three disadvantaged regions (Aceh/Nias, NTT, and Papua). In Timor Leste the United Nations System developed a new UNDAF (2009-2013), which was developed via regular consultation sessions with the Government. The new UNDAF became operational in 2009. The 'observer' status of the Secretary General of the National Commission in the UNCT in the Philippines has improved the communications and information exchange. In 2010, with support from the 2% support modality of BSP/BFC, the Jakarta Office hired a National Programme Officer, who has substantially improved UNESCO's visibility and participation in the new UNDAF roll-out which will be ongoing in 2011 (UNDAF period 2012-2017). The development of UCPDs and UNESS for Indonesia, the Philippines and Timor Leste has proved to be very useful in the positioning of UNESCO's mandate and programme initiatives in the UNDAF roll-out processes in these countries. Another important development relates to the further strengthening and consolidation of the work of the Asia Pacific United Nations Regional Directors Teams (RDT).

The Asia and the Pacific region

664. The United Nations system is working towards improved coherence and synergy between the various programmes, funds and specialized agencies, with a view to ensuring that the full diversity and depth of expertise available across the United Nations is mobilized to respond effectively to the global challenges of the twenty-first century. A positive development for the United Nations system in the region has been the expansion of the Asia-Pacific Regional Directors Team (UNDG-AP). Since the first meeting of the expanded Regional Directors Team in November 2008, its membership now includes 15 agencies, including UNESCO. Both the Director of UNESCO Bangkok Office, and the UNESCO Jakarta Office are members of the Regional Directors Team. The RDT Asia-Pacific, now renamed UNDG A-P has met four times in the year 2010. The meeting in November 2010, in Dhaka, Bangladesh, was a joint meeting with the Resident Coordinators from the region, so as to facilitate efficient information exchange between the UNDG-AP and the RC/UNCTs in the region. UNESCO has participated pro-actively and has been requested in various meetings to give presentations and to lead discussions, notably on the subjects of United Nations Reform and DaO, and on specific issues of Disaster Management (Trust Fund Modality Indonesia) and aid harmonisation (the Jakarta Commitment). The inclusiveness of Regional UNDGs is expected to significantly improve the interaction, cooperation and 'delivery as one' of the United Nations system in the region. Nevertheless, UNESCO continues to be excluded from one of the main functions of the UNDG-AP, namely the assessment of RCs and UNCTs (due to lack of level and of oversight function). This needs special attention in the design and detailing of the new field structure for UNESCO.

Cooperation with category 2 centres

665. UNESCO Jakarta office has, as part of its strategy to increase programme effectiveness, impact and visibility, increased its cooperation with Category 2 regional centres. The office has also been involved in the preparatory work leading to the establishment of three new Category 2 centres, SEA-CLLSD, ISTIC, and APCE. The category 2 water centres, currently six in Asia and the Pacific, have become important gateways and partners for the implementation of activities in the framework of the International Hydrological Programme (IHP). During 2010, these partners were also involved in joint programme development (additional programme), fund raising and implementation. The SWITCH-in-Asia flagship programme, which focuses on integrated approaches to address water challenges in cities and corresponding catchments, provides a good opportunity for intensive cooperation. Together with ISTIC in Malaysia, UNESCO Jakarta Office co-organised the 'ISTIC Partners Round Table Workshop' in June 2010 in Kuala Lumpur.

Other Partnerships

666. As a follow up to the MoU signing in 2008, the partnership with SEAMEO was consolidated in collaboration mainly with the two regional bureaux in Bangkok and Jakarta. UNESCO Jakarta further coordinated the drafting of a broad cooperation programme UNESCO-ASEAN, which will

form the basis for the signing of a new MoU between UNESCO and ASEAN in 2011, after endorsement by ASEAN Member States and UNESCO Executive Board.

667. Another important and new regional initiative relates to the establishment of the Forum of Asia Pacific Parliamentarians for Education (FASPPED), which was launched in a meeting of Parliamentarians in Jakarta in 2008. The aim of the forum is to forge stronger partnership and cooperation to stimulate legislative discussions leading to the development of laws for achieving the EFA goals. Indonesia, as the Chair of FASPPED and UNESCO co-organized a meeting of FASPPED in Jakarta in July 2010. The meeting gathered 60 participants from 27 countries in Asia and the Pacific, and resulted in a joint declaration in which Asia Pacific Parliamentarians reconfirmed their strong commitment to achieve the EFA Goals. The Directors of UNESCO's Offices in Bangkok and Jakarta and colleagues from HQ participated in this important event. At the end of the meeting the new chair was elected (Iran).

668. The strengthening of partnerships will continue in the coming period, as this will contribute to the further improvement of the delivery, impact and visibility of UNESCO's programme in the cluster and in the region.

BRUNEI DARUSSALAM

669. Members of the Brunei Darussalam National Commission were invited to visit the UNESCO Jakarta Office and the National Commission in Indonesia for a briefing about UNESCO activities and about the functions and activities of the Indonesian National Commission. The visit aimed to improve the understanding on the work of UNESCO in the region, and to strengthen the capacity of the Brunei Darussalam National Commission to fully function and perform their duties.

670. There is no United Nations presence in Brunei Darussalam and there is no continuing United Nations programme in the country. This is related to the strong economic position of the country, which is fully based on income from oil. The country is committed to an expansion of its economic base by developing other sectors besides the current oil based economy. Although it is clear that this will require a strong Science and Technology base, current government spending in Research and Development is less than 0.1% of GDP, which is substantially below the OECD target of 3% of GDP. UNESCO Jakarta will continue to advise the Ministry of Development in developing a strong Science, Technology and Innovation policy. Without systematic planning and capacity-building, Brunei Darussalam also faces serious limitations in the human resources needed for the diversification of the economic activities. UNESCO could provide assistance to Brunei in the development of national policies. So far UNESCO has been assisting Brunei in policy formulation for Biodiversity in Borneo, for Science and Technology, and for Cultural Heritage.

671. UNESCO Jakarta supported the participation of experts from Brunei Darussalam in a number of important regional and cluster level events, workshops and conferences. Examples include: the "Regional Seminar on ESD in Action to Reorient Teacher Education to Address Sustainability" (12-14 July 2010, Bangkok); the "Capacity Development of Teacher Education Institutions (TEIs) of Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, Philippines, and Timor-Leste in Reorienting Teacher Education to Address Sustainability" held in Jakarta from 8 to 10 December 2010, with support from the UNESCO–Japanese Funds-in-Trust Project; the "1st Sub-regional Country Report Meeting 2010 on Education for Sustainable Development (ESD) in South-East Asia: Centred on the Five Cluster Countries of UNESCO Office, Jakarta" held 27-28 September 2010 in Jakarta; participation in the 1st Session of the General Assembly of the Forum of the Asia Pacific Parliamentarians for Education (FASPPED)" held in July 2010 hosted by UNESCO and the Indonesian House of Representatives. With contribution from the Unified Budget Workplan (UBW) funding from UNAIDS, UNESCO Jakarta is closely cooperating with Brunei Darussalam and Malaysia in developing their country "Review of the Education Sector Response to HIV, Drugs and Sexuality". The draft reviews will be presented during a peer review workshop to be held in Kuala Lumpur (Malaysia) in April 2011.

INDONESIA

672. Indonesia's economic status has shifted up to middle income country. Vice Minister for National Development Planning Agency (BAPPENAS) and the United Nations Resident Coordinator signed the Indonesia - United Nations Partnership for Development Framework 2011-2015 on 10 August 2010 in Jakarta. The term UNPDF was chosen instead of UNDAF, to reflect the MIC status of the country. The UNPDF focuses on five outcomes: Social Services (incl. Education), Governance, Climate Change and Environmental Sustainability, Disaster Risk Reduction and Resilience, and Economic Development. UNESCO leads the United Nations Working Group on Climate Change and Environmental Sustainability, and participates actively in the four other UNWGs. In view of the size of Indonesia, the large number of islands (about 17,500) and the differences in socio-economic development and MDG-status in different parts of the country, the UNCT, in consultation with the Government, has identified three priority areas for United Nations agencies to work together: Papua Land, Province East Nusa Tenggara (NTT), and Province Aceh/Nias.

673. UNESCO Jakarta Office has pro-actively participated in the UNCT in Indonesia, and as such contributed to new approaches taken by the United Nations system in Indonesia, promoting United Nations reform and Delivering as One. UNESCO Jakarta Office has taken several initiatives to develop joint activities with other United Nations agencies. One example relates to the very successful project entitled "Creating Learning Communities for Children", which focuses on school based management, and is implemented in collaboration with UNICEF and with support from NZAid (budget US$ 8.6 million). This cooperation, which started already in 1999, was concluded in July 2010, via a "National Meeting on 'MBS'/CLCC Achievement Report", which was chaired by the Minister of Education. By the end of second phase, a majority of the 2020 schools under CLCC have reached advanced performance standards as a result of the program. Another initiative proposed by the UNESCO Jakarta Office relates to the establishment of a sub-working group on 'HIV/AIDS Education' under the Education Sector Working Group in Indonesia, which gathers all development partners in education. UNESCO Jakarta also proposed that the UNPDF should be followed by the development of a detailed Action Plan, which would detail further the joint delivery of programmes, in particular in the three geographical focus areas. This has been accepted by the UNCT, and the Action Plan will be developed via the five UNWGs in 2011.

674. Indonesia assumed the Chair of the the Forum of Asia Pacific Parliamentarians for Education (FASPPED), which was launched during a meeting of Parliamentarians in Jakarta in October 2008. In July 2010, Indonesia and UNESCO co-organized the first meeting of the General Assembly of FASPPED, and via an open election process Iran was chosen as the new Chair.

675. Overall, UNESCO has been very active in participating in the United Nations reform discussions and the agenda towards 'Delivery as One' in Indonesia. UNESCO endorsed the signing of "Jakarta Commitment", a Road Map to harmonize international aid in Indonesia. The document, an initiative of the Indonesian Government, and developed in consultation with the development partners in Indonesia, is a follow-up to the Paris Declaration and Accra Agenda for Action.

676. The year 2010 was marked by several major disaster events in Indonesia. In October 2010 three impacting disasters happened, namely an earthquake and tsunami event affecting the Mentawai Islands (Sumatra), a flash flood event in Papua, and the volcano outburst of Mount Merapi (Central Java). Both disaster events caused substantial loss of life (together about 1000 people) and damage to infrastructure and livelihoods of people. In response to these natural disasters, UNESCO Jakarta developed two proposals. One proposal focuses on the delivery of disaster preparedness schemes to schools and communities in Mentawai islands. While UNESCO has been able to deliver this programme in many different parts in Indonesia, there are still major parts, in often very vulnerable locations (near field tsunami events, such as was the case in Mentawai) that have not benefited from such programme due to lack of funding. The proposal has been submitted to main donors. Another proposal focused on the safeguarding of the Borobudur

Temple Compounds, which were covered by some 3-4 cm of volcanic ashes. This proposal, which has attracted financial support from a wide range of donors and private sector partners, focuses not only on the recovery of the Borobudur temple, but also on restoring and stimulating income generation and livelihoods of affected communities and people in Yogyakarta and surroundings.

677. In the field of HIV/AIDS, Indonesia and other countries in the Jakarta Cluster benefited from support provided under the Unified Budget and Workplan (UBW) programme managed via UNAIDS, under which UNESCO received extrabudgetary funds. This activity has focused on curriculum and e-learning module development, which is now being tailored to the needs of different countries in the cluster.

678. Indonesia is one of nine pilot countries for the initial phase of implementation under REDD+, and started its implementation phase in March 2010. The United Nations agencies use a coordinated approach in the UN-REDD programme, through efforts from UNDP, FAO and UNEP to "deliver as one". The aim of the UN-REDD+ programme in Indonesia is to broaden this cooperation towards other United Nations agencies, including UNESCO, to assist the Government of Indonesia in establishing and organizing a fair, equitable and transparent REDD+ architecture as well as in attaining 'REDD-Readiness'. Due to Indonesia's particular decentralized governance system, it is further essential to contribute to building capacities for the implementation of REDD+ also at decentralized levels, especially at the district level. The Government of Norway has pledged US$1 billion to support the REDD+ programme in Indonesia, and a first phase of this project (US$30 Million) is currently being implemented by UNDP. The United Nations Working Group on Climate Change lead by UNESCO provides technical advise and backstopping to the first phase (to both UNDP and to the GoI REDD+ Task Force). The United Nations coordination and delivering as one remains a challenge. It is unfortunate to note that, while the UNCT had agreed to improve its DaO, that UNDP developed a cooperation agreement with Norway and GoI without involving other United Nations agencies (other REDD partners, nor UNESCO as lead of the UNWG were involved).

679. Pursuant to an MoU signed with the Indonesian Journalists Association (Persatuan Wartawan Indonesia or PWI) in February 2010, UNESCO has provided assistance in new journalism school curriculum development, using the UNESCO guide.

680. In the field of Culture there were various important initiatives that were co-organised or supported by UNESCO. The International Conference on "Papuan Cultural Diversity in the Mosaic of Indonesian Cultures" was organized by the Provincial Government of Papua in collaboration with the Republic of Indonesia's Ministry of Culture and Tourism, UNDP Indonesia and the UNESCO Office in Jakarta. The conference concluded by the formulation of recommendations for action with a view to ensuring the preservation, conservation and promotion of the rich Papuan cultural heritage, including tangible and intangible cultural properties, local values and knowledge and cultural expressions. Another important event was the WISDOM2010 Conference, held in Yogyakarta in December 2010, which was launched as a preparative event towards the organization of the World Cultural Forum 2012 in Bali.

681. An event on the evaluation of UNESCO Award of Excellence for Handicrafts 2010, Southeast Asia Programme was organised in Indonesia on 22-23 September 2010.

MALAYSIA

682. The United Nations presence and programme in Malaysia is limited due to Malaysia's status as a country in transition to developed country status.

683. In his speech delivered in the General Conference during his official visit to UNESCO in October 2009, the Prime Minister of Malaysia pledged $5 million (supplemented by $1 million per year) to establish a Cooperation Programme Malaysia – UNESCO. During the year 2010, various rounds of negotiations were held between the Malaysian Government and UNESCO to establish

an MoU to cover this new cooperation programme. These discussions are still ongoing and are expected to be concluded early 2011. It is hoped that with the establishing of this new cooperation modality and Fund, the cooperation between UNESCO and Malaysia will be strengthened substantially, in particular as regards south-south cooperation and the mobilisation of expertise and services of Malaysian category 2 centres (ISTIC and the Centre for Humid Tropics).

684. The International Centre for South-South Cooperation in Science, Technology and Innovation, established in Malaysia in 2008, was approved as a category 2 centre under the auspices of UNESCO. The Centre has been temporarily located within the premises of the Malaysian Academy of Sciences, which also hosts the ICSU Regional Office for Asia and the Pacific (ROAP). Together with ISTIC, UNESCO JKT Office co-organised the 'ISTIC Partners Round Table Workshop' in June 2010 in Kuala Lumpur, which was attended by the Director ISESCO and by Directors of UNESCO Regional Science Bureaux from Montevideo, Nairobi and Jakarta.

685. UNESCO provided advice to the Sabah Government on the preparation for the Crocker Basin nomination as a Biosphere Reserve.

PHILIPPINES

686. In 2010 the Philippines elected a new President, Benigno S Aquino III, who has completed his first six months in office with high survey ratings thanks to a capable cabinet, a sound economic platform, an emphasis on education, a resolve on many population issues and a strong programme to enhance the welfare of the poor. Under the leadership of the President and the National Economic Development Authority (NEDA), the 2011-2016 Mid-Term Philippine Development Plan (MTPDP) is now in its final stage and will soon be launched (scheduled for February 2011) as a strategic blueprint to address national development challenges and to achieve the administration's main objectives, which are: poverty reduction, job creation, social justice and an enabling environment for inclusive growth.

687. The nomination of Dr. Virginia Miralao, a respected social scientist and previous rapporteur of the UNESCO MOST Program, as the new Secretary-General of the UNESCO National Commission of the Philippines will contribute to UNESCO's cooperation in the Philippines.

688. The 35th session of the General Conference (October 2009) recognized the Southeast Asian Centre for Lifelong Learning for Sustainable Development (SEA-CLLSD) as a category 2 centre under the auspices of UNESCO. The Agreement was signed in October 2009, but the Philippine Government is yet to ratify the agreement. Under the agreement, the Philippine Government is committed to contribute to the amount of PhP 50 million plus PhP 2.5 million annually from its national budget for the Centre's operational and administrative expenses. It has also committed to provide Secretariat staff, infrastructure, equipment and utilities.

689. UNESCO's participation in United Nations joint programming in the Philippines has substantially improved in 2010, mainly due to the recruitment of a full time NPO staff and a part time senior consultant in Manila. This has enabled the UNESCO JKT Office to fully participate in the UNCT and in the UNDAF roll out process, which started in 2010 and will continue early 2011. The UNDAF roll out in the Philippines was postponed at as requested by the Government of Philippines with a view to align the UNDAF with the next Medium Term Philippines Development Plan (2011-2017). The new schedule will enable United Nations country programming to be aligned with the national government's programming cycle and the programming cycle of the World Bank (WB) and Asian Development Bank (ADB).

690. In February 2010, the Philippine National Commission and UNESCO Jakarta launched the Philippines UCPD. The Philippines is one of the first countries in the Asia Pacific Region to develop its **UNESCO Country Programming Document**. It was prepared in close coordination with the Philippine Government and civil society organizations. Review and revision of the Programming

Document is scheduled first quarter of 2011, to ensure full alignment with the new UNDAF and with the Government's MTPDP. Completed in 2010, the UNESCO Education Sector Strategy (UNESS) has become a valuable reference in national education planning, including the Basic Education Sector Reform Agenda (BESRA) and UNDAF.

691. While UNESCO is a non-resident agency in the Philippines, it is an active member of the Philippine UNCT. The participation of UNESCO in the UNDAF roll out is pro-active and visible. UNESCO is included in 12 out of the 21 sub-outcome areas. In addition, cross-cutting themes identified in the UNDAF include areas within UNESCO's competence. These themes have been categorized as either normative principles or operational strategies. Among others, normative principles include Culture while the operational strategies include *Communication for Development (C4D)* and *Science and Technology*. During the last United Nations Inter-Agency Round Table on Communication for Development, it was recommended that C4D be included in the UNDAF guidelines in order to provide practical tools to educate each agency how to look beyond one's own lens of programme priorities.

692. UNESCO enhanced its visibility through its participation, in collaboration with the Goethe Institute and the French Embassy, in the organization of the Science Film Festival.

693. To support the establishment of Education for Sustainable Development in the Philippines, UNESCO Jakarta participated as resource agency in the "Regional Research Workshop on Integrating Education for Sustainable Development (ESD) Concepts in Southeast Asian Social Studies Secondary Education Curriculum" organized by SEAMEO INNOTECH Regional Education Program (SIREP) in April 2010.

694. The Philippine Government has been actively promoting interfaith dialogue at the United Nations and other global forums. The 65th session of the United Nations General Assembly recently approved the Philippine-sponsored resolution "*Promotion on Inter-Religious and Inter-Cultural Dialogue*" under the agenda item Culture of Peace. The resolution was co-sponsored by 54 other states.

695. The Philippines continued to implement corrective measures to ensure long-term conservation of the Philippine Rice Terraces in view of its removal from the World Heritage in Danger list. The Philippine government has satisfactorily complied with the requirement of setting up an appropriate management structure for conservation, i.e., the Ifugao Cultural Heritage Office. In line with this, the Philippine focal point for the World Heritage sites participated in the Second Cycle of Periodic Reporting on the Implementation of World Heritage Convention for Southeast Asia in Jakarta in December 2010.

696. A series of cultural events were organized by the National Commission for Culture and the Arts (NCCA) to launch the UNESCO international festival, Dia del Galeon (Galleon Day), for the first time in Manila.

697. Culture, as an essential component of human development, a source of identity, innovation, and creativity for individuals and communities, as well as a tool for reconciliation and social cohesion, has been included as a cross-cutting theme in the draft United Nations Development Assistance Framework (UNDAF).

698. The Philippines remains one of the most dangerous countries for journalists and the Director-General issued a number of statements condemning the killings of Filipino journalists in 2010. In order to promote free flow of ideas, UNESCO organized the Fifth Session of the ICT Literacy Workshop in partnership with the Asia Pacific Information Network (APIN), the Asian Institute of Journalism and Communication (AIJC), and the UNACOM in November 2010. The theme of the session was "Information Policy: Information Access, Media and Information literacy" which provided a forum to discuss and develop an action plan for establishing Information For All Programme (IFAP) Committees in the APIN countries.

699. The Philippine UNCT has recognised Science and Technology as a cross-cutting theme in the emerging UNDAF 2012-2018. As the lead United Nations agency for Science, Technology and Innovation, UNESCO underscores the crucial role of S&T in poverty eradication and sustainable development and in addressing pressing global challenges such as climate change, desertification, water scarcity, deforestation, biodiversity loss, and the food and energy crises.

700. UNESCO Jakarta is currently working with local partners and foreign donors to develop two of the Regional Science Bureau's flagship programmes in the Philippines, the BREES/ the Biosphere Reserves for Environmental and Economic Security; and SWITCH-in-Asia/ Sustainable Water Management Improves Tomorrow's City's Health in Asia. The Bicol province, a typhoon-prone area, will benefit from the pilot initiatives of BREES and SWITCH-in-Asia, by strengthening the provincial government's capacities to plan and adapt to climate change, particularly in the areas of environmental management, economic development and disaster management. BREES will alleviate poverty in the province and will provide positive socio-economic incentives to rural communities to maintain/improve the condition of the Mount Isarog National Park and its surrounding areas. SWITCH-in-Asia will help Naga City steer clear of ad hoc water solutions and move towards an integrated sustainable approach in urban water management. During 2010 partnerships and proposals were developed. Another flagship programme, FORCE/ Fostering Safer and Resilient Communities, aims to foster awareness and capacities in response to natural disasters and other climate change impacts. In the context of a sub-regional project funded by UNESCAP/SIDA, UNESCO Jakarta partnered with the Philippine Institute of Volcanology and Seismology (PHIVOLCS) in developing awareness, preparedness, and education materials for community and schools, focusing on earthquakes and tsunamis. Another project, entitled Strengthening Resilience of Coastal and Small Island Communities towards Hydro-meteorological Hazards and Climate Change Impacts, was launched (2010-2013) in the Philippines with the support of the Japanese Funds-in-Trust for Science (MEXT).

701. In April 2010, the One Million Safe Schools and Hospitals Campaign, a global advocacy initiative to make schools and hospitals safer from disasters, was launched in Manila. Christine Hakim, as UNESCO Goodwill Ambassador attended the event. In Indonesia, the project was launched in July 2010, attended by Coordinating Minister for Social Affairs, Minister of National Education, Ministry of Health and BNBP.

TIMOR LESTE

702. The situation in Timor Leste has remained stable throughout the year 2010. This allowed the government and development partners to fully focus on the development and implementation of programmes in support of capacity development and nation building.

703. The cooperation with the newly established National Commission was further strengthened during 2010. UNESCO also provided support and training to the National Commission e.g. by organizing a workshop providing detailed briefings and information on UNESCO, its Governing bodies, and its programme cycle. Capacity-building in all sectors and at all levels remains a prime challenge in the country. With limited programme budget available for Timor Leste, UNESCO provided financial support for the participation of officials from Timor Leste in UNESCO events. This resulted in an improved knowledge and awareness of UNESCO's mandate and programmes, and also helped to upgrade technical expertise of participants. UNESCO also continued to provide support to the development of a Management Information System for the Education sector.

704. In 2010, UNESCO initiated a project on EFA-literacy in Timor Leste (projected budget $1 million), and has started the recruitment of project staff and the design of an inception workshop scheduled for January 2011. The project aims to address the high illiteracy rate in Timor Leste in a complex setting of a post-conflict country with multiple national languages.

705. The UNESCO Antenna Office coordinates a number of projects such as Development of the National Museum, media capacity-building, science education linked to ESD, disaster risk reduction capacity-building, and vocational training.

706. UNESCO and CONNECT-Asia partners responded to the need to improve the capacity of local human resources in Timor Leste by coordinating ICT networks in Asia to share knowledge and expertise with the University of Timor Leste (UNTL) in developing and disseminating e-learning materials and tools. After a year of preparation, system installation and training, UNTL was linked up to the Regional Information and Communication Technology network via SOI. The UNTL inaugurated a satellite connection to the School on Internet Asia (SOI) project in December 2010. The inauguration ceremony was attended by CONNECT-Asia partners, and SOI member universities in many Asian countries including Timor Leste, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Japan and Bangladesh.

707. In the framework of International Programme for the Development of Communication (IPDC) UNESCO Jakarta worked with Community Radio Association Timor-Leste (ARKTL) to create a module for running community radio. The module was first introduced to three radio stations called Radio Mauloko Maubisse, Bukoli and Oecuse that are located in the districts of Ainaro, Baucau and Oecusse. UNESCO also assisted in the development of a proposal for media capacity development for which funding is to be raised in 2011.

708. UNESCO involved institutions in Timor Leste in two sub-regional projects in disaster preparedness. Funded by UNESCAP/SIDA, the first project aims at developing awareness, preparedness, and education materials for community and schools, focusing on earthquakes and tsunamis. The other project entitled Strengthening Resilience of Coastal and Small Island Communities towards Hydro-meteorological Hazards and Climate Change Impacts is funded from the Japanese Funds-in-Trust for Science (MEXT).

Challenges and lessons learned

- The Jakarta Office’s engagement in recent UNDAF roll out in Indonesia and the Philippines has demonstrated that it is essential to develop a pro-active approach to this. The preparation of UCPDs and UNESS documents ahead of the UNDAF roll out, helped to articulate UNESCO’s support to and positioning in these joint United Nations programmes. As such, the UNDAF in the Philippines mentions Culture, Science and Technology and Communication and Information as cross cutting themes, while in the UNDAF in Indonesia, UNESCO leads the United Nations Working Group on Climate Change and Environmental Sustainability.

- Regarding the UNDAF Philippines, where UNESCO is a non-resident agency, the office hired a full time temporary staff, which proved to be essential to be able to engage in the numerous meetings, retreats and negotiations on the new UNDAF. This was made possible via the 2% support mechanism by BSP/BFC. The challenge, however, remains to ensure a smooth transition towards a situation where we will be able to support country presence via EXB projects; the 2% support modality stops once the UNDAF is ready, but exactly at that time further engagement will be needed to develop and implement joint programmes. UNESCO needs to reflect on how such transition period can be managed. This is particularly important in view of the proposed new field structure, which anticipates a more flexible presence at country level, based on extra budgetary opportunities and engagement in UNDAF implementation.

- The UNDAF roll out in Indonesia provided a good opportunity to reflect on how the United Nations should position its support in Middle Income Countries (MICs). The UNCT decided to focus on three geographical disadvantaged areas (Aceh/Nias, NTT and Papua) which still show major MDG challenges. The lessons learned have been incorporated in the work of the UNDG-AP, leading to a guidance note on MICs.

- The regional dimensions of United Nations operations are gaining significantly in importance with the invigorated regional UNDGs. UNESCO is well represented in the UNDG-AP via both the Director of the Regional Education and the Regional Science Bureaux (BKK and JKT). However, due to the non-compliance with two of the criteria for full membership (D2 level and oversight role), UNESCO is not allowed to assume the full mandate as member of the regional UNDG. This means that UNESCO can currently not participate in the most important function of the regional UNDG, namely that of oversight and performance assessment of RCs and UNCTs.

- The development of a regional Science Support Strategy, with corresponding main themes and Science Flagship Programmes, has created a solid framework for a more focused regional science programme that addresses major challenges in the region. It remains a challenge to get all UNESCO field offices and partners (incl. Cat II Centres, NatComs, Chairs, networks, etc) on board to align their programmes along the main themes of the regional support strategy. This will be essential in order to ensure that the sum of RP and CAP initiatives developed and implemented by the 14 offices in the region eventually add up to a coherent, effective and impacting regional science programme.

- Fund raising to develop larger extra budgetary initiatives remains a challenge. The office has, over the past 4 years, substantially increased the extra budgetary programme, but needs to see further growth to implement its strategy to gradually move away from the currently large number of smaller (and often ad-hoc) activities, to a much lesser number of larger programmatic initiatives. UNESCO should reflect on new approaches and work modalities to help realise such transition, including the development of project delivery teams, stronger collaboration between field offices and CFS on targeted fund raising initiatives, and by improving the capacity of programme specialists on project development and fund raising.

UNESCO Office in Kabul

Major results achieved

709. Enhancement of Literacy in Afghanistan (ELA) Programme with US$35 million financial support from the Government of Japan set a milestone in showing and proving UNESCO's capability in field operation to directly address the needs of people on the ground in a PCPD country. ELA Programme provided literacy and income generation skills to 100,000 youth and adults in nine provinces and developed institutional and human capacities for quality literacy education within the Ministry of Education (MoE). Graduation rate reached nearly 95% and learners achievement tests showed almost 65% correct answer rate in average. UNESCO Kabul continues implementing the Programme until 2013, targeting 600,000 illiterate people in 18 provinces. The uniqueness of the Programme is four-fold; (1) establishment of new delivering structure of literacy and skill development activities down to village level through setting up of provincial/district literacy centres and village literacy classes, all of which had not been in place, (2) entire joint operation with Ministry of Education from central to provincial and district level, which has been building capacity of MOE staff through day-to-day joint work in same offices (3) contractual bound up with the Government of Afghanistan, UNOPS and NGOs to compensate insufficient delivering capacity of UNESCO, (4) Contribution to sustainable development and peace building within the framework of UNDAF and in strategic coordination with the Afghanistan National Development Strategy (ANDS).

710. The success of the Programme led to further funding for the Skill Development Programme ($2 million) approved by the government of Japan in December 2010 and another possible funding for Police Literacy Programme (under negotiation, $3 million). The success also increased the visibility of UNESCO in UNCT and credibility vis-à-vis the Government of Afghanistan.

Education

711. To address education sector issues and challenges facing Afghanistan, UNESCO has contributed to strengthen the Government's capacity in planning, managing, implementing and monitoring of the education system at all levels from pre-school to higher education, including formal and non-formal approaches. The overall goal of the various projects implemented in the education sector was to assist national efforts to promote quality education for all and achieve EFA goals, Afghan MDGs, and NESP and ANDS goals with a particular focus on children, youth and adults vulnerable to exclusion and marginalization with the strategic objective of supporting the Ministries of Education and Higher Education to develop and improve policy, planning, delivery, monitoring, evaluation and research, at different levels.

Culture

712. The culture section of the UNESCO Office in Kabul worked in cooperation with the Afghan authorities to safeguard and promote the tangible and intangible cultural heritage, cultural diversity and human rights in Afghanistan. UNESCO's activities in Afghanistan re-affirmed UNESCO's mission to promote peace through the intellectual and moral solidarity of humankind. To this end, UNESCO continued to assist the Afghan authorities in delivering projects to safeguard Afghanistan's tangible and intangible cultural heritage and to promote public awareness amongst the Afghan Nation of the value of preserving that heritage for future generations. UNESCO also promoted cross-cultural understanding and dialogue by raising awareness on Afghanistan's cultural and natural heritage and on its contribution to world history, art and science.

Communication and Information

713. UNESCO has been working with the Government of Afghanistan and media professionals to develop policy frameworks to support media pluralism, and to develop effective Communication and Information guidelines. UNESCO has been supporting the effective communications and collaborations with Governmental and civil society stakeholders to preserve the freedom of press and freedom of expression. These activities activated dialogues among media sector, Government and international communities around such issues as Media Law and Public Service Broadcasting. UNESCO also supported the national radio and television institution, RTA, and has played a decisive role in the development of a national distance education strategy based on ERTV.

Gender

714. Gender based violence (GBV) is a serious human rights violation and a complex problem all over the world, including Afghanistan. As part of the promotion of the Education for All (EFA) and Millennium Development Goals (MDGs) related to gender equality, UNESCO in collaboration with UNDP, supported the Gender Studies Institute (GSI) based in Kabul University to conduct a multi province research project in universities (Kabul, Mazar, Heart) which documented the experience, nature and forms of GBV within educational institutions in Afghanistan. Through this research, evidence has been created by documenting experience of female and male respondents, to advocate for legislations and policy addressing GBV in educational institutions.

Contribution to the UNCT's activities and common country programming exercises

UNDAF implementation

715. UNESCO co-chairs one of the three working groups of UNDAF implementation, i.e. Basic Social Services: Health, Education, Water and Sanitation.

Joint Programmes

716. UNESCO has been the lead agency for the United Nations joint literacy programme, LEARN (Literacy & Education in Afghanistan, Right Now!), which seeks to enhance and improve the quality

of literacy programmes in Afghanistan. UNESCO is chairing the working group of the Joint United Nations Team on AIDS (JUNTA) focusing on prevention/communication.

UNESCO is also a partner of the United Nations Joint Youth Programme, implemented together with UNDP, UNICEF, ILO, FAO, UNFPA, UNV, and UN-Habitat.

Challenges and lessons learned

717. Success of a single high impact project/programme can significantly enhance the credibility and visibility of the UNESCO Office vis-à-vis the government, donors and UNCT. Success of the ELA Programme invited further funding and increased the presence of UNESCO in the UNCT and government. The incremental funding opened the opportunity to work with other United Nations agencies more closely and substantially in such areas as TVET. Upstream work and downstream field operation could supplement each other well and together helped UNESCO increase its visibility and credibility. UNESCO has a potential in delivering high impact programmes by exploiting strategic partnerships with other United Nations agencies and NGOs which are good at logistics and field work.

UNESCO Office in Kathmandu

718. In 2010, the situation in Nepal was still characterized by political instability and post conflict transition and transformation on all levels. It will take many more years to achieve a democratic system that provides peace and access to development for all people. The role of UNESCO in the country is therefore ever more important. The UNESCO Kathmandu Office worked to assist the Government to provide educational opportunities to all people in Nepal so that they could become responsible and independent actors for democracy, create a sense of national identity through the protection of the very diverse, yet commonly shared heritage, and create conditions to give access to information and knowledge for people's empowerment.

719. Harnessing UNESCO's comparative advantage as a technical agency, the Office planned and implemented its actions in a more up-stream way. They focused on combating illiteracy, fostering the establishment of a national science and technology policy, promoting the preservation of cultural heritage and comprehensively assessing the media sector. A special emphasis was placed on providing platforms for debate on the implications of Nepal's future decentralized, federal state structure, particularly in the education sector.

720. In the area of **education**, the Office's strategy consisted in supporting national efforts to reach the Education for All (EFA) goals within the framework of education related national policies and strategies.[6] Main strategic elements included harnessing UNESCO's technical expertise and its function as capacity builder in the field of education with an emphasis on non formal education, mother tongue literacy, education management information systems, inclusive basic education and gender equality.

721. Contributing to the establishment of building blocks for EFA, the Office focused on improving literacy with particular focus on women and disadvantaged groups resulting in an increased capacity of community learning centres and their staff to provide literacy training, particularly for women and girls, in their mother tongues.

722. In support of building an effective education system, the Office focused on secondary education. Actions in this area resulted in a better understanding of challenges in transition from primary to secondary education and a greater gender responsiveness in educational planning, including the establishment of gender responsive budgeting. Furthermore, the Office provided

6 EFA National Plan of Action 2001-2015, the Three Year Interim Plan 2010-2013, the School Sector Reform Plan (SSRP) 2009-2015, 10 Year Non-formal Education and Literacy Policy and Programme Framework, and the National Literacy Campaign.

assistance in early childhood development and multilingual education resulting in a better understanding of policy makers on how to translate the national policy in these areas into concrete actions.

723. In support to government to plan and manage the education sector, the Office focused on integrating education for sustainable development (ESD) in a sector-wide framework. This action resulted in capacity enhancement and an action plan for reflecting ESD elements in teacher training and curriculum. In the area of strengthening capacities in disaster risk reduction in education, a mapping and analysis of existing frameworks, initiatives and tools were prepared and partners were sensitized to the needs in this area.

724. The activities of the Office resulted in strengthening capacities in data collection and analysis, both in formal and non-formal education. A special emphasis of the work was on fostering the debate on the education system in the future federal state structure, resulting in a better understanding of the impact of federalism on the education sector. The Office also contributed towards a better understanding of education policy simulation and costing and the initiation of the preparation of an ICT in education master plan.

725. In the area of **culture**, the Office's strategy consisted in supporting national efforts for protecting and conserving immovable cultural and natural properties through the effective implementation of the World Heritage Convention and the safeguarding of Nepal's intangible cultural heritage. Elements of the strategy included working closely with national partners to conserve and manage the World Heritage sites and building capacity of national partners for the promotion and implementation of the 2003 Convention on the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage.

726. As regards protecting and conserving cultural heritage, the Office put a strong emphasis on the two cultural and two natural heritage properties. This action resulted in increased national capacity to manage the sites and report on their status, and the integration in management plans of components, such as tourism and disaster risk management.

727. A major challenge was to find solutions for reconciling the protection of the sites with the development needs of the communities living at their boundaries, for example in the Pashupati Monument Zone (Kathmandu Valley).

728. The 2003 Convention for the Safeguarding of Intangible Cultural Heritage was ratified by the Government in June 2010. Work started to adopt relevant policy and develop a framework for inventory making and intangible heritage governance; and awareness creation and capacity-building activities were launched.

729. In the area of **communication and information**, UNESCO's strategy consisted in promoting freedom of expression, freedom of the press and the right to information as well as in building capacity of journalists and community media actors. The strategy included creating strong national ownership of UNESCO approaches to the field of communication and information and applying CI's standard setting tools and frameworks in Nepal.

730. As regards promoting freedom of expression and access to information, the work of the Office focused on promoting freedom of expression and freedom of the press, e.g. through the celebration of the World Press Freedom Day. This action resulted in increased awareness about the importance of these freedoms and the danger of impunity of violence against journalists, contributing to a safer working environment for Nepal's media.

731. In the area of strengthening free, independent and pluralistic media and communication for sustainable development, the Office put a strong emphasis on upstreaming its activities related to capacity-building and strengthening of the Nepali media. The Office translated to Nepali and introduced the "Model Curricula for Journalism Education" and "Media Development Indicators: a

framework for assessing media development" through consultations and workshops, resulting in national interest and partnerships with local media actors.

732. UNESCO launched a new project focusing on building the capacity of and creating networks between community multimedia centres and community learning centres. The celebration of the World Audiovisual Heritage Day for the first time in Nepal resulted in increased awareness of the importance of audiovisual heritage and the critical stage of Nepal's audiovisual archives.

733. The Office's actively contributed to the **work of the UNCT** within the framework of the present UNDAF covering the period 2008-2012. The Office participated in all four UNDAF theme groups, and other thematic or organizational coordination mechanisms, including the United Nations Joint Team on HIV/AIDS, the Gender Team Group, the Security Management Team, and the Operational Management Team. The Office has contributed to the preparation the Nepal "Peace and Development Strategy", which articulates how development partners could assist Nepal to realize the development agenda embedded in the Comprehensive Peace Agreement.

UNESCO Office in Phnom Penh

734. The new UNDAF for 2011-2015 was signed in January 2010 by the UNCT and the Royal Government of Cambodia. UNESCO was active in the UNDAF formulation, in particular as regards the outcomes of "Health and Education" and "Economic Growth and Sustainable Development". UNESCO participates in two MDG-F Joint Programmes: 1. The Creative Industries Support Programme (3.3 million US$) coordinated by UNESCO and jointly implemented by ILO, FAO and UNDP in partnership with the Royal Government of Cambodia. This project has entered its third and final year of implementation. 2. The Children Food Security and Nutrition Programme. Coordinated by UNICEF, the project is jointly implemented by UNESCO, WHO, FAO, WFP and ILO and contributes to efforts undertaken by Cambodia to reach the four MDGs: MDG 1, MDG 3, MDG 4, and MDG 5. During the latest Cambodia Development Cooperation Forum (CDCF) which took place in Phnom Penh on 3-4 July 2010, donors pledged more than 1 billion US$ to support Cambodia in 2011.

Education

735. In Cambodia, UNESCO has helped to raise the primary school enrolment rate to nearly 95%. One of the major challenges is to retain these students in school as only 52% of the students reach secondary-level education. The Education for All (EFA) National Action Plan for Cambodia (2003-2015) focuses on strategies to achieve the six EFA goals and on increasing both the quantity and quality of education. The UNESCO Phnom Penh Office is the Co-Chair and the Secretariat of the Education Sector Working Group (ESWG) which includes representatives from across the donor sector. In addition, as one of the 20 countries in urgent need of putting education improvement as its priority, Cambodia benefitted from a major programme (to the tune of 1 million US$) for the Capacity Development to Mainstream Literacy and Non-formal Education (NFE) in the Education Sector-Wide Planning that was launched in May 2010. Several workshops and an exhibition were organized to promote collaboration amongst the different partners in Technical Vocational Education and Training (TVET). In its capacity as the Deputy Chair of the United Nations Theme Group on HIV/AIDS, UNESCO Phnom Penh Office supported information publications on HIV/AIDS and a HIV/AIDS Campaign (six radio Public Service Announcements) on safe sexual behaviours aimed at reaching most-at-risk youth in Cambodia.

736. **Challenges**: One of the biggest challenges is to reach the 'hard-to-reach' segments of populations (rural, poor, ethnic, disabled, girls and women) and provide them with quality education. The institutional capacity of the education sector is still weak to meet the EFA goals by 2015. While a very good cooperation has been established among the Development Partners and the government, the application of the aid effectiveness principles is still under discussion among the stakeholders concerned.

Culture

737. UNESCO supports the implementation of the all Conventions related to culture ratified by Cambodia. Through the International Coordinating Committee for the Safeguarding and Development of the Historic Site of Angkor (ICC/Angkor), UNESCO Phnom Penh Office assisted the Royal Government of Cambodia in coordinating conservation (e.g. monuments) and development efforts (e.g. the local population’s livelihood) in the World Heritage Site of Angkor as well as in the nearby town of Siem Reap.

738. UNESCO manages major restoration works in the Bayon Temple (financed from the Japanese Funds-in-Trust) and in Angkor Wat (financed from the Italian Funds-in-Trust) as well as a newly adopted Heritage Framework Management Plan (financed from the Australian Funds-in-Trust). It provided also technical assistance to the National Authority for Preah Vihear to support the Government’s efforts in implementing the World Heritage Committee’s decisions on the conservation and development of the site and alleviating tensions around the inscribed site. The project Safeguarding and Dissemination of Ancient Cambodian Manuscripts was jointly implemented by the *Ecole Française d’Extrême Orient* thanks a Singapore Funds-in-Trust.

739. **Challenges**: The elaboration of a tourism management plan for the World Heritage Site of Angkor remains a challenge because of the uncontrolled and growing tourism within a complex site featuring living communities, heritage and environmental issues. The development of sustainable cultural centres and a global museum for minority groups in the provinces of Mondulkiri, Ratanakiri and Preah Vihear through the MDG-F remains a challenge because of the lack of accessibility of these provinces and the innovative approaches put in place.

Communication and Information

740. Following the inscription of the Tuol Sleng Genocide Museum (S-21) Archives on the Memory of the World International Register, the UNESCO Phnom Penh Office, through a partnership with Berkeley and Stanford Universities, assisted the museum in consolidating damaged parts, reorganizing the visitors’ circuits and starting a major conservation project of the archives. UNESCO organized and provided two trainings on *How to do Community Radio* to the indigenous people of Cambodia in the provinces. Thanks to UNESCO’s donation of essential radio equipment, the community radio can now broadcast on a daily basis. Under the IPDC programme, the Press Council of Cambodia (PCC) conducted four five-day provincial media trainings, focusing on specific skills required by media professionals working in rural and remote areas.

741. **Challenges**: Local press organizations in Cambodia, such as the Press Council of Cambodia, often lack financial and human resources and need support through technical assistance and capacity-building. Programmes and activities need to be planned well in advance so as to allow sufficient time for administrative and planning issues.

UNESCO Office in Tashkent

742. The implementation of UNESCO Tashkent Office activities in 2010, in the framework of biennium 2010-2011, was carried out in a smooth way, with the execution rate for all sectoral activities reaching almost 75 %. Taking into account the results during the biennium, the main activities per Sector are as follows:

Education

(a) **Inclusive Education** remained a priority area for the Government of Uzbekistan. UNESCO Tashkent supported the government in drafting policy, developing capacities, elaboration of materials and awareness-raising about the socially excluded children. Efforts focused on working with parents, teachers, social workers and education officials in selected regions to ensure access

to rights-based quality education for children educated at home. Psychiatrists, speech therapists, pediatrics and other social workers and specialists of the consulting centres mandated for social adaptation of the children were trained on early diagnosis and recovery to mitigate impairments of the children. Negotiations were launched with private sector partners (e.g. Intel) for promoting inclusive education through introduction of ICTs.

(b) **ICT in Education**: UNESCO continued its support for the strengthening of the quality of education by integration of ICTs in teaching and learning, school administration and planning. In cooperation with UNESCO Regional Bureau in Bangkok and INTEL UK, teacher training modules on New Information and Pedagogical Technologies were prepared in local languages. In 5 regions of Uzbekistan over 120 teacher and methodologists were trained in effective use of ICTs for developing 21st century skills of school graduates. In cooperation with the Ministry of Public Education, teacher – mentor initiatives were put in place. An evaluation of the activity is envisaged for 2011.

(c) **Scaling up EDUCAIDS** at all levels of education sector is taking place as inter-sectoral approach through a wide advocacy campaign, capacity-building of policy makers at secondary and tertiary levels, and the development of HIV prevention educational materials. In this regard, local media journalists were trained for effective and culturally adequate HIV prevention advocacy through mass media. Education policy makers, educational institutions and centres, key decision makers of the higher educational institutions were trained in HIV preventive education at upper secondary and tertiary levels. Digital recourse materials for teachers and self learning on HIV prevention were developed in local languages for dissemination nationwide. A close collaboration with Republican Centre for Social Adaptation of Children with special needs was developed.

Sciences

(a) Activities promoting sustainable management and conservation of freshwater in collaboration with the University of Bonn and the University of Urgench (UNESCO/ZEF project), Aral Gene Pool Protection Fund, KRASS (Khorezm Rural Advisory Support Service) focused on the development of eco-friendly technologies and introduction of new innovative crops (such as Indigofera) on degraded lands of Aral See Basin and Karakalpakstan.

(b) Strategic studies and recommendations regarding national STI systems and policies were supported in close collaboration with the UNESCO Division of Science Policy and Sustainable Development, the UNESCO Institute for Statistics (UIS), the Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization (ISESCO), Uzbekistan Academy of Science, National Commission of Uzbekistan for UNESCO and UNESCO Office in Tashkent.

(c) A critical analysis of the strengths and weaknesses of science in Central Asia which was published in UNESCO 2010 Science Report highlighted changes and trends which have emerged in the past five years in science, technology and innovation.

Culture

(a) Tangible Cultural Heritage: assistance was provided in the elaboration of the Management Plans in conformity with the 1972 Convention for the 4 World Heritage-listed sites in Uzbekistan. With the financial support from the Spanish Funds-in-Trust (FIT), a 4-day international workshop was organized on the development of a management plan for the World Heritage property Samarkand-Crossroad of Cultures from 25 to 28 October 2010. In line with this, the third phase of the assessment of the condition of urban fabric of the historic part of Bukhara was undertaken in 2010. A technical report, supported by a GIS technical assistance, was developed.

(b) Another Spanish FIT extrabudgetary project “Conservation and Preservation of archaeological sites of Ancient Termez, Surkhandarya” was launched. It aims at studying, conservation and preservation of monuments of Ancient Termez by establishing long term

cooperation with Spanish partners for scientific-archaeological researches, archaeological excavations, capacity-building activities, conservation and reservation of walls, ruins, archaeological findings, sculpture, wall paintings, and renovating premises of archaeological base in Termez city.

(c) In preparation of the Central Asian Rock Art World Heritage Nomination, a sub-regional workshop was organized. Bringing together representatives and experts from five Central Asian countries (Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan and Uzbekistan), as well as Iran, Mongolia and Pakistan , the seminar aimed at discussing the serial transboundary nomination of Rock Art sites in Central Asia. Also, assistance was provided to the national authorities in the elaboration of a national list of serial nominations within Silk Roads Project for the World Heritage list, in liaison with other Central Asian countries.

(d) Important progress was achieved as regards the 2003 Convention on Intangible Heritage. Two intangible treasures “Navruz” and “Katta Ashula” wer added to the World Heritage list in September 2009. UNESCO’s action in promoting the 2003 Convention focuses on enhancing the capacities of the State Parties.

(e) Cultural diversity and the 2005Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions remained one of the top national priorities. UNESCO promotes cultural diversity as a driving force of development, not only in respect of economic growth, but also as a means of leading a more fulfilling intellectual, emotional, moral and spiritual life. UNESCO office in Tashkent contributed to the strengthening of national capacities and ensuring the safe transmission of revived and safeguarded cultural expressions to the new generations, with a focus on gender equality.

Communication and information

(a) Tashkent Office continued to support different campaigns developed by the Government in order to strengthen the capacity of national media professionals using new technologies. Several training workshops were organized for journalists in the field of HIV/AIDS prevention with funding from the regular programme and IPDC.

(b) A joint programme on advocacy for journalists and youth was launched with UNFPA. In this framework, a non-formal education model, such as radio “soap-operas”, initiated several years ago, delivered educational messages on different related topics. These programmes cover most of the regions of the country and raise public awareness on HIV/AIDS.

Partnership relations

(a) UNESCO has established good relations with national and international development partners represented in Uzbekistan. The national authorities, through the ministries and State organizations, as well as the Senate (particularly for environment issues), continue to support UNESCO’s activities, providing goof media coverage, including in state mass media channels (Radio, TV and Newspapers in Russian and Uzbek languages).

(b) In the framework of UNCT, under UNDAF 2010-2015, several Thematic Groups were in priority areas. UNESCO Tashkent Office is leading the Education Sector Group (ESG), in which the Ministries of Public Education and Higher Education play an active role. UNESCO Tashkent Office also co-chairs the Environment group along with WHO.

(c) Relations with the National Commission are good and efficient. Several common activities, within the Regular Programme were launched contributing to UNESCO’s visibility in Uzbekistan. The respective roles of the UNESCO Office and the National Commission need to be further clarified.

Challenges and lessons learned

- The scarcity of financial resources (both regular as well as extra budgetary programs) remains the main challenge for a more efficient implementation of UNESCO's activities, in particular in light of the high expectations and demands of the Government.

- Efforts should be continued to further develop partnerships and joint programmes with the other United Nations agencies, especially in the fields like education and HIV/AIDS prevention.

UNESCO Office in Tehran

743. UNESCO Tehran Cluster Office [UTCO] hosts UNESCO's Representative function to the Islamic Republic of Iran and Turkmenistan and has a full mandate for the implementation of UNESCO Programmes in Education, Sciences, Culture and Communication as defined by 34C/4 and 35C/5. With this assignment, UTCO works in full co-operation with the Governments and United Nations Country Teams (UNCTs) in Iran and Turkmenistan in the development of UNDAF and inter-agency cooperation.

744. In Afghanistan and Pakistan, the Representative function of the Organization is assigned respectively to UNESCO Kabul Office and UNESCO Islamabad Office. The development of cooperation with the two Member States, including the cooperation with UNCTs, is led by the two Field Offices. Tehran Cluster Office provides certain back-up support, when is required, in the fields of Science, Culture, Communication and Information.

ISLAMIC REPUBLIC OF IRAN

745. UNESCO's central mandates and its current global leading roles in promoting EFA, science for development, culture diversity and rapprochement of cultures makes UNESCO one of the best accepted United Nations agencies in the country. Relationship between UTCO and the Iranian National Commission for UNESCO, line ministries, academic institutions and management authorities related to UNESCO designed sites is interactive, effective and sound.

746. Updated data show that Iran is well positioned to achieve MDG Goal 2 and the EFA Goals on primary education and literacy. In 2010, UNESCO contribution in education sector continued to focus on upstream advice. UNESCO provided assistance in capacity-building in national education planning and budgeting, education statistics, and the improvement of quality of teacher institutions. The wide dissemination of EFA Global Monitoring Reports (both Farsi and English versions) and national campaign activities for EFA, all as joint effort with the governmental education institutions, helped to improve awareness and stimulate policy debates on quality and inclusive education. Progress was made in dialogue with national parliament on education and science policy issues. Iran was nominated to chair an Asia-Pacific parliamentarian forum for EFA for 2011-2012. Such development provides high level policy platform for Iran and other countries in the Asia-Pacific region to exchange lessons learned, discuss needed actions for EFA and debate national and international policy issues from basic education to higher education.

747. **The main challenges include** (a) lack of extra-budgetary resources for UNESCO education programmes; (b) need for sustained capacity development in central and provincial level institutions for education planning and education statistics and teacher training; (c) need to improve transparency of the use of education resources related to EFA. In addition, TVET programmes need to be further developed as a means to support youth employment; new partners are required to move forward education for sustainable development (ESD); and, better cooperation should be formulated in HIV/AIDS and drug abuse prevention education.

748. Science, technology and innovation is considered as a main driving force for growth and sustainable development in Iran, with reports of significant advances in science and technology domains and applications, increasing numbers of people entering higher education (in particular women) and achieving post graduate qualifications. UNESCO's programmes in science policy, science education, sustainable management of land and water resources, biodiversity conservation, oceanography studies, climate change and natural disaster management, including earthquake and tsunami warning systems, are therefore considered highly relevant to the national development. The Iranian research communities take an interest in social and human sciences, especially in science ethics, social transformation, global studies, philosophy and studies on human security. At the request of the country authorities, a new field of cooperation for the next years will be updating science museums as instruments for science education.

749. To promote STI in job creation and south-south cooperation through science parks and technology business incubators, a new category 2 regional centre on S/T Parks and Incubators Development was established in Isfahan in 2010. Technical training programmes for both Iranians and participants from other countries commenced. Through IHP programme, UTCO developed strong partnership with the leading ministries, research institutions and local governments, and two UNESCO category 2 centres (one on urban water and another on qanats and historical hydraulic structures) for sustainable water management. 2010 saw successful launching of IHP International Drought Initiative (IDI) proposed by Iran, the progress on the preparation of two five-year pilot water basin projects on climate change impacts and adaptation under IHP/G-WADI and the initial capacity-building on transborder water management. To sustain Iran's land resources and biodiversity, Biosphere Reserves were promoted as a means to mainstreaming biodiversity in local development planning. Progress was also made in building initial scientific and technical capacity in earthquake and tsunami warning systems through IOC and SC Sector.

750. Apart from the scarce resources, **the main challenge** for UNESCO is the growing complexities for international scientific exchanges.

751. UNESCO Culture Progarmme continued to enjoy very high visibility in the media in Iran, thanks to the continued progress in the inscription of cultural heritage sites (two new properties added to the World Heritage List in 2010, making twelve sites in total) and UNESCO efforts in promoting sustainable management of these World Heritage properties. Considerable progress was also made in the area of intangible cultural heritage under the 2003 Convention, with five items registered on UNESCO List of Intangible Cultural Heritage of Humanity in 2010. Training and capacity-building efforts focused on urban development planning and community participation in historical cities and towns. UNESCO Award of Excellence for Handicraft in June 2010 granted 65 certificates out of 277 applications from the country, both record high in the Programme history, making a strong indication of the potential of UNESCO cultural programmes in promoting cultural industries and intangible heritage.

752. Iran's lack of technical capacity to identify and prepare nominations of natural World Heritage properties needs to be addressed in 2011 onward.

753. Communication and Information Sector gained new dynamics in 2010 after the CI Advisor post in Tehran was filled. Capacity-building in journalism and reporting on specific issues related to climate change and natural disasters were continued through cooperation with IRIB and ABU training workshops. Seminars on ICTs for young people's initiative for e-governance and virtual technology parks were organized. New cooperation was launched with IRNA, with UTCO's provision of technical training on UNESCO's main programmes and conventions to reporters and journalists.

754. Further efforts are needed to introduce new instruments, including the Media Development Indicators in Iran and to assist Iran in more effective participation in the IPDC.

755. UTCO is fully engaged with UNCT on the UNDAF development. UTCO chairs the Operational Management Team (OMT), and participates in, and contributes to, the working groups on the MDGs, monitoring and evaluation (M&E), information and communication, gender, HIV/AIDS and Disaster Management Team (DMT). UNESCO related international events, such as the Global EFA week and the launching of the EFA Global Monitoring Report were included in the UNCT/RC workplan. For the new UNDAF, the preparation of which was launched in 2010, UNESCO contributes to all the theme groups identified by the Government, namely, a) public health, b) poverty reduction, c) environment and sustainable development, d) drug control and e) natural disaster management. UTCO serves at the Advisory Committee for UNDAF Narratives together with UNDP, UNICEF and UNAIDS. Once launched, UNESCO will take the lead in the group of environment and sustainable development, and may have major roles in cross-cutting issues in STI. The UNESCO Country Programming Document (UCPD-Iran) will be updated after the new UNDAF is launched.

756. **The main challenge** related to the development of the new UNDAF is firstly related to coordination, at both sides of government and UNCT. The process is not fully inclusive, for example, the authorities in charge of education have not been engaged through governmental coordination in the elaboration of the new UNDAF. The delay in official launching of the final version of the 5th National Development Plan prolonged the process of UNDAF preparation. In addition, the difficulty in mobilizing extra-budgetary resources from outside donors will limit the full use of UNDAF as well as the potential of UNESCO programmes. The overall guiding principles for the UNDAF implementation in Iran remain to be clarified and negotiated between UNCT and the Government.

TURKMENISTAN

757. The overall relationship between UNESCO and Turkmenistan has been sound, very constructive and gradually growing. The visit of the President of Turkmenistan to UNESCO Headquarters in Paris in February 2010 confirms the strong interest of Turkmenistan in UNESCO and its programmes. UNESCO, although not a resident agency in Turkmenistan, is a well known and respected United Nations agency in Turkmenistan. This positive image is particularly attributed to the work of UNESCO in the field of culture, especially the World Heritage, but also in the fields of education and sciences. Turkmenistan has expressed its wish to further broaden and strengthen its cooperation with UNESCO in the fields of intangible culture and natural heritage, as well as in other fields such as higher education, environmental sciences and information and communication.

758. Good progress was made in the culture sector under the World Heritage Convention. Within the Silk Roads serial nomination, 29 cultural properties in Turkmenistan were included in the Tentative List of the World Heritage. The nomination file of the first natural WH site of “Bathyz” State Nature Reserve was prepared and submitted for review, with technical support from UTCO and the WHC. Technical work progressed in the revision of the Statements of Outstanding Universal Values for the two existing WH properties “Ancient Merv” and “Kunya Urgench”. UTCO maintained tight and interactive contacts with Turkmen authorities responsible for culture and heritage through frequent advisory and monitoring missions.

759. Turkmenistan has expressed strong interest and launched the ratification process to become state party to 2003 Convention on Intangible Cultural Heritage. It is expected that in this field UNESCO and Turkmenistan will have major and fruitful cooperation. UNESCO’s future activities will focus on (a) capacity-building for heritage management, through UNESCO training courses; (b) preparation of natural WH nomination and new cultural WH nomination; (c) promoting safeguarding and vitalizing intangible cultural heritage; (d) promotion of Turkmenistan crafts and art productions as a means to support livelihoods of communities especially women, and cultural and heritage tourism (Silk Road). The possibility of establishing a regional centre on traditional knowledge will be explored.

760. In education, progress was made in the preparations of the development and establishment of an ‘International Children’s Centre’ at the Caspian seashore recreation area “Awaza” as a category 2 centre. Other cooperation projects include the establishment of an art education centre and ICTs centre for research and higher education. Education sector continued to address the key needs in Turkmenistan including a) lack of capacity in education planning in the Ministry of Education and other related institutions and need to improve policy coordination; (b) capacity constraints in producing quality education statistics; ((c) effective use of ICTs for quality education. Preparations continued for the establishment of a Chair on Higher Education.

761. In Science and Environment, UNESCO continued its long-term cooperation on IHP and MAB, with particular attention to trans-border water management, efficient irrigation schemes, dry land management, biodiversity conservation, long-term ecological monitoring, and preparation of new Biosphere Reserve nominations. A MAB mission was carried out in 2010 on Turkmenistan’s coastal development including ecotourism around the Caspian Seashore, with possible nomination of a first coastal Biosphere Reserve. A feasibility study was requested by the Government for the Garagum Desert regarding its potential for nomination as natural property on the World Heritage List. A UNESCO Chair on sustainable management of dry lands including water resource management at the Academy of Sciences of Turkmenistan (TAS) is to become a main contribution. Ministry of Foreign Affairs indicated Turkmen’s interest in developing a Chair on transborder water resource management. Technical contact was established through the Regional Bureau in Jakarta for the assessment of qualities of sands in Turkmenistan as solar panel production raw materials.

762. In the field of Communication and Information, UNESCO promoted the reduction of digital gap and improvement of access to information and knowledge as well as inclusive knowledge society, given the Government’s interest in facilitating internet growth. Cross-cutting initiatives on e-learning and e-curricula were initiated. With the growing interest of the country in information and knowledge societies, access to information and use of ICTs for higher education and research may improve, and open new avenues for cooperation.

763. UNESCO contribution to UNDAF Turkmenistan (2005-2009) was mainly focusing on education. This was done through direct cooperation with the Ministry of Education and Turkmen National Commission for UNESCO, and through a joint programming with UNICEF-Turkmenistan. Progress was made in a number of areas such as the extension of the duration of the primary education for all children, improvement of teacher salaries, curriculum review and improvement, capacity-building for education planning, use of ICTs for education, including production of prototype e-text books and ICT teaching guidelines, improving school conditions and quality of higher education.

764. Since 2008, UNESCO has contributed to the preparation of the new CCA and UNDAF. In the new UNDAF (2010-2014), UNESCO is included in all the four main Development Outcomes: a) Strengthening Democratization and Rule of Law (ED, CI); b) Strengthening Human Development to Achieve the MDGs (ED, CLT, CI); c) Improving Sustainable Development and Inclusive Growth (SC, CLT); d) Promoting Peace and Security (ED, SC, CLT).

765. **Challenges**: Further efforts are needed to assist Turkmenistan to upgrade technical capacities for international cooperation, including the capacity of the National Commission for UNESCO.

LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

UNESCO Office in Brasilia

Background

766. Brazil acknowledges the participation of UNESCO in responding to the challenges of the country through the implementation of around 60 cooperation agreements in all UNESCO areas, providing technical support to the development of programmatic strategies. UBO is being requested to provide high level advice to Brazilian institutions to consolidate national policies. Some examples of this contribution can be highlighted, such as:

- Support to the implementation of a national law on the teaching of African history and culture in basic education, including the launching of the Portuguese edition of eight volumes of UNESCO's General History of Africa Collection – addressing, at the same time, one of UNESCO’s global priority, once it is being disseminate in African Portuguese-speaking countries.

- Evaluation of the methodology of the social programmes of the federal government;

- Training of public civil servants on Educational Planning (activity developed in partnership with IIPE-Buenos Aires);

- Promotion and documentation of immaterial heritage, with special attention to indigenous languages

767. On the top of that, UNESCO was also recognized for the advocacy of important issues for the Brazilian society, bringing to the national agenda relevant themes of the international scenario, such as the recent debates on media regulation, which were supported by the results of UNESCO’s researches on Media and Democracy.

768. UNESCO Brasilia Office worked in 2010, in close collaboration with the UNCT, to fine tune its positioning to meet the specific needs of Brazil, which is currently in a position to formulate and implement its own national development strategies and to demand a specific level of cooperation from the United Nations System.

769. The capacity of the Office to advocate and disseminate the international commitments on UNESCO fields of competence was reinforced by the UNSSC`s training on knowledge management, which took place in Brasilia on October, 2010 – for the first time this training was offered in Latin America and counted on the participation of other United Nations agencies staff, from Brazil and Latin America.

Challenges

770. The main challenge for UNESCO in Brazil – and for various United Nations agencies – is the sustainability of the model of international cooperation. The new position in development of the country demands a revision of the current model of cooperation, in order to ensure continued relevance and value added in the country. This issue is being discussed within the preparation of the next UNDAF cycle (2012-2015) and is being supported by a recent comparative study commissioned by the RC on legal, operational and programmatic framework of the United Nations System in Brazil.

771. Internally, UBO has worked during the second half of 2010 in an internal process of foreseen the future of the Office vis a vis the new challenges of the country, arriving at a Plan of Action for 2010-2013, which includes measures to be taken both at the programmatic and operational levels.

A recent IOS audit confirmed the significant programmatic and administrative progress made over the last year and stressed the need for the Organization to clarify its political and operational stand with respect to Brazil. The major challenge is to design the model of international cooperation with and within a middle income country.

Main achievements in 2010

Priority Africa

Major Achievements:

- Support to the implementation of a national law on the teaching of African history and culture in basic education, including the launching of the Portuguese edition of eight volumes of UNESCO's General History of Africa Collection

- Signature of an Executive Programme to support the south-south cooperation of the Brazilian government in Guinea Bissau, based on successful experiences developed by UNESCO in Brazil

Challenges:

- Ensure the dissemination of the publication in African Portuguese-speaking countries

- Make operational the network of field offices, in order to support the implementation of south-south projects in Africa

Lessons learned:

- The surprising effect of the use of electronic media for content dissemination. Within less than one month, the whole collection was downloaded more than 190,000 times.

- UNESCO Offices in Africa shall be informed and requested to participate on the cooperation projects from the negotiation of them with Brazilian government and the beneficiary country in Africa

Priority Gender Equality

Major Achievement:

- Constant UNESCO participation in the national UNCT working group on "gender and race" which established joint initiatives (events, in-house trainings for United Nations agencies in Brazil, publications, etc.) focused on the fight against racism and discrimination, with a particular focus on afro-descendent girls and women.

Challenges

- Re-open the discussions and approximation with the new Special Secretary for Women and Gender Equality, due to the starting of the mandate of the recent elected President Dilma Roussef.

Lessons learned

- Although clearly cross-cutting and transversal, gender equality is still a topic which requires further efforts of inter-sectoral work within the Brasilia Office. Brazil has

relatively comfortable gender equality indicator in education (gender parity in schools), however there are "hot issues" such as domestic violence, women empowerment and gender discrimination in school (including homophobia) which are potential avenues for further UNESCO cooperation.

Education

Major Achievement(s)

- Monitoring and support to national efforts regarding the implementation of international commitments, including the assessment of CONFINTEA VI process;
- Promotion of cooperation between Brazil and other countries in the field of education, including preventive education.
- Development of activities to subsidy the formulation and implementation of education public policies to improve education efficacy and efficiency at all levels.
- Promotion of educational guidelines on ethnical-racial relationships, including the launching of the Africa General History Collection published in Portuguese and the correspondent pedagogical materials.
- Support to the formulation and implementation of innovative strategies to improve education quality, including aspects of Inclusive Education, early childhood care and education policies, vocational and higher education.
- Support to the continuous strengthening of preventive education at schools

Challenges

- Contribute to improve the educational system’s internal efficiency.
- Strengthen the educational policies management at all governmental levels (federal, state and municipal).
- Support the development and implementation of policies on initial and continuous training of teachers, the development of career plans ad valuation of teaching staff.
- Support initiatives oriented to grant proper investments to the quality education supply at all educational levels.
- Enable stronger articulation and cooperation between higher and basic educations.

Natural Sciences

Major Achievement(s)

- Support to national initiatives towards the implementation of the MaB national policy, integrating biological and cultural diversity and the sustainable use of World Natural Heritage Sites (economic zones located at buffer and transition areas), as well as the strengthening of the regional and sub-regional network, such as Iberomab commission
- Support to the recognition of areas of significant geological relevance in the country as UNESCO Geo-parks;

- Definition of guidelines and/or programmes on coastal and marine biodiversity conservation, fostering the cooperation with other South Cone countries (mainly Argentina and Uruguay)

- Promotion of exchange of successful experiences in water resources management;

- Support to the Brazilian participation on the regional network on S&T (RECyT), including the connection of the national databases to that developed by the ORCyT

- Support to the elaboration of a national S&T planning, as well as the fostering of scientific education

Challenges

- Contribute toward consolidating the national policy on science, technology and innovation

- Build awareness among the Brazilian society on the role played by science for peace and for development

- Strengthen education for sustainable development, by integrating formal and non-formal education, and through the teachers' capacity-building

- Consolidate new strategic partnerships on international cooperation in Natural Sciences

- Improve the policy and new participatory management models aiming at the sustainable development in biosphere reserves

- Recognition of the role played by biodiversity in the generation of goods and services, and its socio-economic impacts

- Improve the management models for territories, marine and water resources, pursuing cross-sector actions and social participation.

- Increase the human resources capacity to implement new policies and water resources management models

Social and Human Sciences

Major Achievement(s)

- Creation of a quantitative and qualitative database on poverty, imbalance, social exclusion and youth, in support of formulation, implementation, improvement, assessment and replication of policies and initiatives, both public and from the civil society, to reduce poverty, cope with social and gender imbalances, attaching priority to youth.

- Systematization of concepts and practices on conflicts mediation and restoration justice.

- Joint programming with other UNESCO offices in south-south cooperation: successful expansion of the Brazilian "Open School" programme to Guinea-Bissau and Central America with the help of the UNESCO offices in Dakar and San Jose.

- Human rights education reinforced in the Brazilian public-policy agenda.

- Development of capacity-building contents and methodologies to train public managers and police forces on practices to prevent violence.

Challenges

- Face poverty, social exclusion and social imbalances, focusing in youth.
- To further promote human rights, notably among youth, women, children, Afro-descendants and disabled people, within the framework of the United Nations International Year for People of African Descent (2011).
- To prevent violence through social, sportive, educational, and cultural actions.
- To push forward the UNESCO agenda on sport (fairplay, anti-doping, sport as instrument for human development, etc) with the opportunities arising with the forthcoming Olympic Games (2016) and FIFA World Cup (2014) in Brazil.

Lessons learned

- The share of RP to UBO is inexistent today and represents a missed opportunity to UNESCO in a large middle-income country such as Brazil. All UBO SHS projects rely entirely on self-benefiting funds from the government or contributions from the private sector, which means that these funds are earmarked obeying the commitments signed with the partner/donor. Seed-money from UNESCO would enable new avenues of cooperation within the SHS mandate for which matching funds could be gathered after UNESCO signs of willingness to contribute with resources (even minor or in-kind).
- The UNESCO chairs represent a major asset for the SHS programme in the country and we expect to foster new joint projects (publications, research, etc) taking advantage of this existing network.
- With the reduction of funding from the Government, private sector is now seen as an increasingly important contributor for the SHS priorities in the country. Partnership with reliable Brazilian companies embedded by ideals of corporate social responsibility (CSR) have proven to be highly effective and of mutual interest.

Culture

Major Achievement(s)

- Advances on the promotion of the World Heritage sites and Intangible Heritage, through the support to the hosting of the World Heritage Meeting (July, 2010), the 1st phase of implementation of a Heritage Training Centre (Cat2 Centre), launching of a handbook on Communications and World Heritage Cities to support training programmes for managers of World Heritage sites and of 2014 FIFA World Cup cities.
- Development of safeguard plans, tools, references and guidelines for the documentation of indigenous languages and cultures.
- Study on alternate institutional and financial models to recover urban areas of historical-cultural interest, based on Brazilian and international experiences.

- Advocacy at the National Congress and other stakeholders in favor of the revision of the national legislation envisaging the adoption of a legal framework compatible with the ratification of the UNESCO Convention to the Protection of Underwater Cultural Heritage.

- Production, in cooperation with national institutions on statistics, of an indicator on Culture's Economy Development at the municipal level – IDECULT

- Support to the re-activation of the Brazilian Committee of the Slave Route Programme, having as reference the publication of the General History of Africa in Portuguese.

Challenges

- Contribute to the training of local managers and civil society agents capable of implementing actions on identification, safeguard and promotion of cultural heritage.

- Cooperate to the improvement of policies and programmes on promotion of the cross-cultural and cross-religious dialogue

- Foster the incorporation of new practices of urban cultural, archaeological and underwater heritage preservation into the Brazilian development agenda.

- Develop methodologies to value the economic and social dimensions of culture

- Support strategies to expand the access and production of cultural assets and services in Brazil

Lessons learned

- The diffusion of the principles of UNESCO Conventions helps introducing new approaches and new ways of working in the government agenda. For instance, the concepts of protection and promotion of indigenous peoples have been mainstreamed in FUNAI's planning, which used to focus solely on the land tenure rights of those peoples; the rapprochement of the national cultural heritage and environment bodies implementing the World Heritage Convention, redefining their understanding of how that instrument can contribute to improving site management and to an integrated approach to cultural and natural heritage.

- Consolidation of an inter-sector work with the office's Education unit have led to more relevant, innovative and visible (intercultural dialogue issues concerning indigenous and afro-descendent population and the fight against religious discrimination) actions.

- Difficulty in intervening in politically complex processes, jeopardizing the outcomes of UNESCO's work, such as the exiguous adoption of the new proposed alternatives for the planning and management of Salvador's historical core.

- The preparation of projects could improve to accommodate more measurable results capable of clearly engaging the government partners.

Communication and Information

Major Achievement(s)

- UNESCO was recognized as major international reference for the Regulatory Framework reform process for the Brazilian Media. UNESCO's Media Development indicators were incorporated on the official discussion on the subject;
- Support to national public policies and management practices on the promotion of the access to information and knowledge, as well as the fostering of e-government to improve the links with citizens;
- Rising of awareness among social communication professionals, to understand the sustainable development and human rights issues;
- Production of multimedia content focusing on the teachers' training, using ICTs at public school network to improve the education quality and impact, as well as the learning process;
- Improvement of community-based media quality;
- Organization of the Annual Conference of the Web4Dev community, placing UNESCO as a relevant player on the discussions about new media;
- Inclusion of the Model Curricula for the Teaching of Journalism on the debates on the revision of journalism courses in Brazil.

Challenges

- Discuss, in a public and well-informed way, the restructuring of the communications regulatory framework and the development of media system in Brazil
- Qualify media professionals (journalists, community communicators, among others) to better cover the great national topics and cross-cutting knowledge areas
- Promote an institutional environment capable of ensuring access to information for all.
- Develop the actual potential of the ICTs in education, while working on factors that support such potential
- Foster the re-focusing of the infrastructures of public power so as to meet the citizens' needs
- Cooperate with the effective transition of the Information Societies into Knowledge Societies

Lessons learned

- Despite the recognition of the importance and urgency for strengthening public policies on communication and information, there's still a long path towards concrete actions;
- Lack of knowledge among national partners of UNESCO's mandate as a specialized agency in this area; the tools and standards developed internationally by UNESCO were useful to build this recognition.
- Importance of involving all levels of government – federal, state and municipal – as well as private and non-government actors on the discussions.

Involvement in UNCT/common country programming

772. Regarding the implementation of United Nations joint programmes, there are currently three ongoing ones: an interagency programme on HIV/Aids prevention and protection in two remote areas in the Amazon and in the State of Bahia; a joint programme of the MDG Fund on violence prevention in three municipalities and another joint programme on Human Security, financed by the Japanese Cooperation (JICA). In all of them, the role of UNESCO and its contribution is well recognized by the United Nations system and national partners.

Challenges

- Develop a new model of cooperation to be rendered to a middle income country, to meet the specific needs of Brazil, which is currently in a position to formulate and implement its own national development strategies but, at the same time, has significant inequalities to overcome.

Lessons learned

- The impact of UNESCO’s intervention can be amplified through activities of joint programming; in the three ongoing United Nations joint programmes (HIV/Aids prevention; violence prevention and human security), the role of UNESCO and its contribution is well recognized by the United Nations system and national partners

UNESCO Office in Havana

Background

773. The UNESCO Office in Havana was established in 1950 as the UNESCO Office for the Western Hemisphere. In 1972, it became the Regional Bureau for Culture in Latin America and the Caribbean. With the implementation of UNESCO's decentralization strategy since 2001, the Office became also the Cluster Office covering Cuba, Dominican Republic, Haiti and Aruba and represents UNESCO to the Governments of Cuba, the Dominican Republic and Aruba. The cluster includes Haiti that has a National UNESCO Office.

774. In addition to the implementation of Regular Programme funds (approximately. $750.000 per biennium for programme activities, mainly in education, culture and communication and information), the office considerably increased its portfolio of extra-budgetary funds that now amounts to more than $3 million.

775. On 13 January 2011, the Office received the International Fernando Ortiz Prize in recognition of its achievements over the past more than 60 years.

Regional Bureau for Culture in Latin America and the Caribbean

776. The Regional Bureau supports regional integration and cooperation through intergovernmental mechanisms, particularly the Forum of Ministers of Culture and Officials in Charge of Cultural Policies in Latin America and the Caribbean and the Portal for Culture of Latin America and the Caribbean, as well as through regional institutions, festivals, congresses and encounters. It implements regional programmes and activities in the areas of cultural policies, the management of cultural properties,-both material and immaterial- networking on indigenous and afro-American religions and cultures, promotion of UNESCO cultural conventions, the safeguarding of the immaterial heritage, endangered languages, cultural diversity and cultural industries –with emphasis on film and handicrafts-, arts education and the cultural approach to HIV/AIDS (SIDACULT). It promotes networking and dissemination through its Portal for Culture, its Documentation Centre and two regional periodicals (Oralidad and Cultura y desarollo). During

2010, there was a considerable increase in the capacity of the office in the implementation of the 2001, 2003 and 2005 conventions that is having a considerable impact on its scope of work in the region.

777. The XVII Forum of Ministers of Culture and Officials in Charge of Cultural Policies in Latin America and the Caribbean took place in Quito, Ecuador in April 2010. The delegates confirmed its relevance in view of the Unity Summit of Latin America and the Caribbean (Mayan Riviera, Mexico, February 2010), participated in the joint workshop with UNESCO on cultural policies for cultural diversity and mandated the presidency to negotiate and sign a framework agreement or memorandum of understanding with UNESCO. The next Forum will be held in Sucre, Bolivia, on 28 and 29 April 2011.

778. The functions of clearing house, facilitator and coordinator have been strengthened over the past years. The fourth meeting of UNESCO culture specialists in Latin America and the Caribbean will take place in Havana in April 2011 with the view to consolidate the regional programme for culture.

Cluster Office (Cuba, Dominican Republic, Haiti and Aruba)

779. The Cluster Office covers three Member States (Cuba, Dominican Republic and Haiti) and one Associate Member (Aruba), with a national office in Haiti. In this function, the office promotes cluster consultations, implements programme activities in Cuba, Dominican Republic and Aruba. Efforts continued to serve equally the interests of the four countries that integrate the cluster. In education emphasis was placed on raising the quality of education for all and in science on disaster preparedness and management of Biosphere Reserves. In culture, highlights were programmes that were implemented in cooperation with the offices in Port-au-Prince and Kingston, namely the Caribbean Capacity-Building Programme for World Heritage and the Travelling Caribbean Film Showcase. In communication and information, special emphasis is placed on the training of communication professionals in areas such as hurricanes, basic sciences, education and the cultural approach to the prevention of VIH and Aids.

780. The offices in Havana, Kingston and Port-au-Prince jointly cover the Caribbean sub-region that calls for increased coordination and cooperation to respond to the specific interests and needs of the sixteen member states and four associate member states of the Caribbean.

781. In **Cuba**, the Office continues its intensive participation in the United Nations Country Team (that consists of representatives of six agencies, funds and programmes) and its five inter-agency thematic working groups, all aligned with the five priority areas of the UNDAF: (1) local human development, (2) natural disasters, (3) environment and energy, (4) health and (5) food security. The preparation of a new UNDAF is scheduled for 2011. At the same time important measures are being been taken by the government in the areas of planning and the economy that may impact on cooperation mechanisms and priorities.

782. Following the reestablishment of the cooperation of Cuba with the European Union and a number of its Member States, UNESCO is now implementing a major cultural rehabilitation project in Havana Vieja and UNESCO-IHE is about to start implementation of two projects in water management, environment and food security. UNESCO also participates with UNDP and FAO in the implementation of the project on “Support for new decentralization initiatives and production stimulation in Cuba”. In this project, UNESCO has reached in 2010 by far the highest implementation level, both in financial and programmatic terms.

783. In the **Dominican Republic**, UNESCO co-signed the UNDAF in April 2006 that identifies four priority areas: (1) democratic governance, (2) growth and development with equity, (3) social services with quality for all and (4) sustainable environmental management and management of risks, facing emergency situations and disasters. During 2010 the Office participated intensively in the preparation of the new UNDAF that will be signed early 2011. The condition of Non Resident

Agency continues to pose challenges, but the establishment of a UNESCO focal point in the Office of the Resident Coordinator and the strengthening of the capacities of the National Commission significantly contributed to the successful implementation of activities and full participation in the United Nations system.

784. The collaboration with **Aruba** was strengthened through the National Commission and particular needs were identified – such as multi-lingual education and material and immaterial heritage, whereas Aruba has shown keen interest in participating in cluster activities that has proven to be of benefit to all participants.

785. The **main challenges** during 2011 will be to strengthen the function of Regional Bureau for Culture, respond to the dynamics in member states, maintain and increase the level of extra-budgetary funding and to fully participate in United Nations coordination mechanisms in Cuba and the Dominican Republic.

UNESCO Office in Kingston

786. The Kingston Cluster Office covers 13 Member States and three Associate Member States and is also responsible for UNESCO's actions involving the non-self-governing territories of Anguilla, Bermuda, Montserrat, and Turks and Caicos. The majority of the 16 Member and Associate Member States in the cluster are classified as Small Island Developing States (SIDS) with their principal features being smallness in geographical size and population; insularity; vulnerability to natural and human-made disasters and the impact of the global climate change; high dependence on tourism as well as remittances from Caribbean nationals in the Diaspora and the consequent vulnerability of their economies to external shocks. As a whole, SIDS constitutes one of the priority geographical groups for UNESCO's programme actions in the 2010-2011 period. During the year 2010, the implementation of UNESCO's programme actions, like those of other United Nations agencies was done in an environment of the global economic shortfalls and diminishing resources from Official Development Assistance (principally because of the middle-income status of Member and Associate Member States in the cluster).

787. The Kingston Cluster Office belongs to four United Nations Country Teams (UNCTs) (in Jamaica, Guyana, Suriname, and Trinidad and Tobago) and the United Nations sub-regional Team (UNST) for Barbados and the Organization of Eastern Caribbean Countries (Anguilla; Antigua and Barbuda; the British Virgin Island; Dominica; Grenada; Montserrat; St. Kitts and Nevis; St. Lucia, and St. Vincent and the Grenadines). During the period of January to December 2010, the Office made considerable efforts to participate effectively in the work of the United Nations system in the sub-region and the joint mechanisms set up to provide United Nations development assistance to the Member States, in collaboration with other International Development Partners. The Office continued to contribute to the implementation and review of the United Nations Development Assistance Frameworks (UNDAFs) in Jamaica, Guyana, Suriname, and Trinidad and Tobago (2007-2011). Also, the preparations of new Common Country Assessments (CCAs) and new UNDAFs in Barbados and the OECS; Guyana and Jamaica were initiated in 2010 and the Kingston Office participated fully in the process to ensure that UNESCO's mandates, priorities, and programme areas are adequately incorporated or reflected in the those critical instruments of joint United Nations system actions in the sub-region. It is expected that the new CCAs and new UNDAFs, which will cover the period of 2012-2016, will be completed in the first quarter of 2011.

788. The Kingston Cluster Office equally participated in several major meetings and conferences organized by the CARICOM and the OECS Secretariats or in collaboration with those regional entities. Among these, it is important to single out (i) the Caribbean Regional Review Meeting of the Mauritius Strategy for the Further Implementation of the Barbados Programme of Action held in St. George's, Grenada, in March 2010; (ii) the meeting of the CARICOM Council of Human and Social Development (COSHOD which brings together Ministers of Education and Social Development) held in Georgetown, Guyana in October 2010; (iii) meeting of the Ministers of

Education in the OECS held in Castries, St. Lucia; and (iv) the 10th Annual General Meeting of the Pan-Caribbean Partnership Against HIV and AIDS (PANCAP) held in St. Maarten on 31 October to 2 November 2010 at which the Director of the Kingston Office was designated to make a presentation dealing with perspectives on future directions for PANCAP on behalf of the United Nations system in the Caribbean. Participation in such important gatherings enabled the Kingston Cluster Office to bring to bear UNESCO's views and areas of concern in the discussions and recommendations.

789. During 2010, the implementation of both regular programme activities and extra-budgetary projects in the **Education Programme** was geared towards assisting Member States in the cluster to address some of the development challenges in education, including the need to improve access, equity, quality and relevance of education at all levels (primary through to higher education). special emphasis was put on gender equality, youth and the most vulnerable segments of society, and on literacy, teachers, skills development for the world of work and sector-wide education plans and policies. To address the challenges of preparing quality skilled graduates for the needs of the Caribbean labour market, the Education Programme worked **to strengthen Technical and Vocational Education and Training** through support to develop policies in TVET, procure basic equipment and awareness building on the global UNEVOC network and UNEVOC e-forum for TVET experts in which 40 Caribbean TVET experts participated. The status and profile of 16 UNEVOC centres in the Caribbean were reviewed, technical support was provided to Guyana, Jamaica, Suriname, and St. Vincent and the Grenadines, and new UNEVOC centres were established in Antigua and Barbuda as well as Guyana. The Office also strengthened its collaboration with the ILO on TVET policy development in the sub-region. The Office continued **its action to strengthen the response of education systems in the cluster to the HIV/AIDS epidemic** through institutional capacity-building in HIV and AIDS evidence-based policy, planning and programme implementation in Guyana, St. Lucia and Trinidad and Tobago in partnership with the World Bank, the Partnership for Child Development at Imperial College, London, and the Education Development Centre in the U.S. It also provided support for advocacy and awareness-building activities on HIV prevention and reducing AIDS-related stigma and discrimination in the Bahamas and Dominica. At the sub-regional level, the Kingston Office worked to enhance capacities in the 16 countries in the cluster in monitoring and evaluating HIV prevention programmes in the education sector and initiated action to strengthen teacher training in skills-based sexuality education, in collaboration with UNAIDS, UNICEF, UNFPA, the CARICOM Secretariat and the University of the West Indies. Similarly during 2010, the Office produced both scholarly and capacity-building resources and publications on HIV and AIDS for the education sector while also collaborating with Caribbean writers and international publishers, Macmillan, to develop culturally appropriate teaching and learning resources on HIV and AIDS for Caribbean schools.

790. To help to improve the quality of **early childhood care and education (ECCE)**, UNESCO, in partnership with UNICEF and the CARICOM Regional Early Childhood Development Working Group, prepared a regional report on the current status of **ECCE in the Caribbean** for the 2010 World Conference on Early Childhood Care and Education (WECCE) held in Moscow. The Kingston Cluster Office also disseminated best practices in ECCE in the sub-region and assisted in finalizing ECCE policy briefs in Antigua and Barbuda as well as St. Kitts and Nevis. In **literacy and non-formal education**, the Office helped to strengthen institutional capacities to deliver quality adult literacy and life skills programmes in Jamaica and Suriname within the framework of United Nations Literacy Decade and CONFINTEA VI Belem Framework for Action. Over 150 personnel were trained to implement effective adult literacy programmes in the sub-region. The UNESCO Institute of Statistics approved Jamaica as one of the Literacy Assessment and Monitoring Programme (LAMP) pilot countries in 2010 and completed an assessment mission to Jamaica. The Office supported Jamaica and St. Kitts and Nevis to promote and raise awareness of 2010 International Literacy Day. Similarly, the Office provided support to strengthen institutional capacity in **education policy, strategies and planning** and to develop effective national education strategies using manuals and tools produced by UNESCO. The regional network of education planners trained by UNESCO was revitalized and 20 education planners and managers

participated in a workshop to develop UNESCO Education Support Strategy (UNESS) in Barbados and the Eastern Caribbean States in collaboration with the OECS Secretariat.

791. To strengthen the capacity of tertiary institutions and government bodies in **higher education policy, research, quality assurance, science, technology and innovation**, the Kingston Cluster Office organized, jointly with IESALC, the Organization of American States (OAS), and Government of Suriname, a Pan-Caribbean Conference on higher education in Paramaribo, Suriname, in April 2010. The Paramaribo Declaration, which was adopted at the end of the conference, put strong emphasis on improving policy framework, quality and relevance of higher education and strengthening science technology and innovation in Caribbean countries. Also, UNESCO collaborated with the OECS Secretariat, and the Commonwealth of Learning (CoL) to organize a conference in St. Lucia on “transition from colleges to universities” in Eastern Caribbean countries. To contribute to the expected result of **strengthened institutional and national capacities in Education for Sustainable Development**, the Kingston Cluster Office supported a regional capacity-building activity in ESD monitoring and evaluation in 16 Caribbean Member and Associate Member States in the cluster. Climate change education was incorporated in the revised resource manuals produced jointly by UNESCO and the Sandwatch Foundation. The Education Programme collaborated with the Science Programme to strengthen the curriculum units of Ministries of Education in science education and to train 50 secondary school teachers in Jamaica in a pilot project on micro-science. Also in 2010, the Office completed the Japanese-funded regional project on capacity-building the capacity of education officers in the Caribbean in data collection, analysis and reporting on education statistics.

792. In the implementation of the **Culture Programme** activities during 2010 emphasis was placed on a selected number of sub-regional priority areas with a view to increasing impact and visibility of the programme in the Caribbean. Major efforts were made in **advocating and promoting** the Convention on the Protection of the Underwater Cultural Heritage (2001); the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage (2003); and the Convention on the Protection and Promotion of the Diversity of Cultural Expressions (2005). Concrete results of these efforts were seen in the increased ratification of the Conventions by Caribbean Member States in 2010: the 2003 Convention by Jamaica; the 2001 Convention by St. Vincent & the Grenadines; and all three Conventions by Trinidad & Tobago. Jointly with the Havana Regional Office for Culture in Latin America and the Caribbean, the Kingston Cluster Office organized a Caribbean sub-regional workshop on the implementation of the **World Heritage Convention** to review national situations, identify needs for heritage protection and assess the progress made in the Caribbean under the periodic reporting cycle and the 2004-2014 Caribbean Plan of Action. The workshop, with 45 participants from 12 countries (Aruba, Belize, Cuba, Dominica, Haiti, Guyana, the British Virgin Islands, Jamaica, the Dominican Republic, St. Lucia, St. Kitts and Nevis, and Suriname) provided an opportunity, for the first time, to introduce the training modules developed under the Caribbean Capacity-Building Programme developed jointly by UNESCO Offices in Havana and Kingston. The participation in and presentation on “UNESCO’s Opportunities for Cultural/Heritage Tourism Development in the Caribbean” at the Caribbean Tourism Organization's 11th annual conference on Sustainable Tourism Development held in Barbados in May 2010 contributed to increase awareness among major stakeholders and partners in cultural tourism on the importance of World Heritage.

793. The organization of the Caribbean sub-regional meeting on Intangible Cultural Heritage, jointly with the Havana Office and the Grenada National Commission for UNESCO in Grenada in June 2010, attended by experts in culture from 16 Caribbean countries, resulted in (i) the adoption of the **2010-2012 Action Plan** for the **Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage** in the Caribbean; (ii) increased awareness of the importance of the culture for development through the introduction of the UNESCO toolkit on Cultural Diversity Programming Lens, which encouraged Member States such as Grenada and St. Kitts and Nevis to initiate the preparation of national cultural policy documents; and (iii) led to successful efforts of Grenada and St. Lucia to secure funds from the International Fund for Cultural Diversity. Similarly, the dissemination of information and resource materials on the second phase of the **Slave Route** project gained momentum in the

Caribbean and resulted in the setting-up of a National Scientific Committee on Slave Route in St. Kitts and Nevis. Member States in the Kingston Cluster also benefitted from participating in the XVII Forum of Ministers of Culture and Officials in Charge of Cultural Policies in Latin America and the Caribbean held in Quito, Ecuador, in April 2010. Two major lessons learned during the implementation of the Culture Programme in 2010 worth noting here are: (i) selected sub-regional activities rather than country specific activities were more effective in terms of the impact and visibility of the programme; and (ii) joint collaboration between the Kingston and Havana Offices proved to be beneficial in many aspects, including cost-effectiveness in the implementation.

794. The actions undertaken by the **Communication and Information Programme** in the Kingston Cluster Office in 2010 focused on developing media capacity, especially Community Multi-Media Centres (CMCs); promoting freedom of expression; encouraging the preservation of documentary heritage; and promoting access to information. The Programme continued its actions on **freedom of expression** and the celebration of World Press Freedom Day by supporting the Caribbean Media and Communication conference held in May in Trinidad and Tobago to deliberate on the state of the media in the Caribbean and it highlighted the specific needs of the media in Haiti in the wake of the January 2010 earthquake. To contribute to **strengthening media capacity**, the Office provided financial and technical support to establish the Association of Caribbean Community Multi-Media Centres (ACCMC), and train its members in "Internet Administration and Broadcasting". The Office also supported a sub-regional workshop, which was hosted by CARIMAC in Jamaica, in December 2010, to train 20 journalists from eight Caribbean countries in reporting on science, education and culture. The implementation of IPDC projects in 2010 equally contributed to media capacity-building in Grenada, Guyana, and St. Lucia; and the setting up of a new community radio station in Spring Village, Jamaica. With support from the Office, Jamaica embarked on a **media literacy project for primary schools** in five pilot schools. Notable progress was made in the **Memory of the World Programme** in the sub-region in 2010 as seen in the approval of 14 new heritage collections by the MOW Regional Committee for the Latin America and the Caribbean Regional Register, four of which were from Caribbean countries under the Kingston cluster. The increasing number of nominations for the MOW Register and actions by many of the 17 National Committees in Latin America and the Caribbean point to the increasing awareness of the importance of preserving the documentary heritage of Latin America and Caribbean countries.

795. The main focus of the **Social and Human Sciences Programme** during the year under review was on assisting countries under the Kingston cluster to strengthen their capacities to design and implement effective responses to the challenges of **sustainable development in Small Island Developing States and the social impact of global climate change**. Among the main achievements were (i) regional policy dialogue supported to address the social impact of the crises in Caribbean SIDS -- especially on youth -- through the First Forum of Ministers Responsible for Social & Sustainable Development in the Caribbean, (Kingston, Jamaica, January 24-26, 2010); (ii) exchanges among sustainable development stakeholders from the different language zones of the Caribbean facilitated; (iii) South-South cooperation in research endeavours encouraged, particularly through support provided to social science departments in universities and social scientists to undertake joint policy-oriented research studies; and (iv) international visibility of **UNESCO actions on youth** in the sub-region increased during the World Youth Conference (Leon, Mexico, August 2010) through the dissemination of best cases of UNESCO' s interventions in favor of Caribbean youth in the context of the project "Youth Poverty Alleviation Through Tourism and Heritage (Youth PATH)", implemented in English- and Dutch speaking countries in the Caribbean.

796. The main challenge faced in the implementation of the Social and Human programme in the Caribbean was insufficient funds to support activities highly demanded by Member States, in particular under the Youth PATH project which ended in September 2010. The scarcity of funding also hindered the ability of the Office to respond to demands made by Member States for UNESCO's support for activities aimed at reducing crime and violence among the youth, which is remains a primary obstacle to sustainable development in Caribbean countries. Another important

challenge was to design and implement activities – in areas like the sustainable development of SIDS and adaptation to global climate change -- that require region-wide cooperation between UNESCO Offices in Latin America and the Caribbean and other major stakeholders. The main lessons learned were that: (i) successful coordination between social scientists and other development stakeholders from different language zones in the Caribbean is a time consuming process which requires adequate funding and carefully designed projects; (ii) increased collaboration among UNESCO offices in Latin America and the Caribbean is feasible and indispensable for enhanced delivery of UNESCO's SHS programmes in the Caribbean; and (iii) prioritization of extrabudgetary allocation is required to address the demands made by Member States, especially in the areas of global climate change and youth development, given the unique challenges that SIDS face in these fields.

797. Among the main achievements of the **Natural Sciences Programme** during the year under review which need highlighting are: (i) **the development of national science, technology and innovation policy guidelines and strategies** that articulate and lend support to national efforts at sustainable development in the SIDS as well as take into consideration local knowledge and vulnerability to the effects of global climate change; (ii) the completion of a major Report on Science, Technology and Sustainable Development in Caribbean SIDS and the formulation of a Science and Technology National Plan in Guyana (prepared with UNESCO's support), in addition to Jamaica and Trinidad and Tobago which have already formulated such plans. (iii) integration of local knowledge content on climate change mitigation and adaptation into education curricula was enhanced through the development of specific policies and practices; and (iv) science education policies were promoted and quality of science teaching improved. As a pilot and to address the high failure rate of students in the region's CXC (CSEC) Mathematics Examinations, the Kingston Cluster Office supported the University of West Indies (UWI) to develop a **Mathematics Bridging Programme** and to organize Mathematics Olympiad workshops, mathematics problem-solving competitions, and a Mathematical Modelling programme. Also during 2010, the Office supported networking among scientists and engineers from the sub-region to enhance collaboration and provide young scientists and engineers with an opportunity to learn about and explore their career opportunities. The Office supported and participated in the launch of the Caribbean Science Foundation (CSF) in Trinidad and Tobago, in September 2010; the CSF's principal focus is the application of science, technology and innovation is such areas as energy, water, transportation, agriculture, manufacturing, ICTs, and crime prevention in the Caribbean. The main challenges faced in the implementation of the Natural Science programme are: (i) considerable lack of capacity (institutional and/or human) in some countries in the cluster; (ii) lack of a multidisciplinary approach that is needed for science education at the pre-primary, primary and secondary levels; (iii) the need to revamp the curricula in schools to ensure that research and innovation are taught properly and throughout the education cycles; and (iv) the low or insignificant financial resources dedicated to research and development in science and technology.

798. In implementing regular programme actions and extra-budgetary projects during 2010, the Kingston Cluster Office sought close collaboration with such key stakeholders as sister United Nations agencies working in the cluster, the World Bank, National Commissions for UNESCO in Member States, CARICOM and OECS Secretariats, International Development Partners, academic institutions, especially the University of the West Indies, professional bodies and civil society groups. Such efforts helped to strengthen partnerships between the Office and those stakeholders and increase the recognition of UNESCO's position, mandates, multi-sectoral expertise, and comparative advantage within the United Nations system operating in the Caribbean countries in the Kingston cluster. But another major lessons learned in the implementation of programme actions in 2010 is the need for greater coherence to further reduce duplication and overlaps in the work of the United Nations system in the sub-region. The development of the new UNDAFs for 2012-2016 in countries in the sub-region provides a good opportunity for the United Nations agencies to address gaps in coherence and the formulation and implementation of joint programmes. Collaboration with the NATCOMs was particularly essential in the delivery of the programmes; however, in some instances, such collaboration faced challenges because of inadequate capacity of some of the NATCOMs. Where the NATCOMs have the requisite capacity,

the collaboration was quite effective and productive such as the collaboration with the Trinidad and Tobago NATCOM to organize the DG's consultation with the LAC National Commissions for UNESCO on the preparation of the Draft Programme and Budget for 2012-2013 (draft 36 C/5) as well as the UNESCO Future Forum on SIDS, with special emphasis on the Caribbean, both of which were held in Port of Spain in July 2010.

UNESCO Office in Lima

Major results for the UNESCO Lima office in 2010 are as follows:

Education

Education sector risk management capacity-building

799. We drafted a handbook titled "A School Principal's Risk Management Guide" that includes theory, instruction, and essential tools for school principals and their task forces to coordinate and to execute a suitable disaster risk management process. It promotes and strengthens a culture of prevention in schools.

800. We collaborated with OREALC to implement the project titled "Adaptive Learning Mechanisms for community level tsunami preparation and response in Colombia, Ecuador, Peru, and Chile", which was funded by the sixth DIPECHO action plan for South America. It built local, sub-national, and national stakeholder capacities in emergency preparedness and disaster risk reduction with emphasis on tsunamis and provided specialized equipment for dealing with tsunamis for national authorities.

Strengthening education sector response to STI, HIV, and AIDS prevention within the agenda of comprehensive sex education (CSE)

801. While providing technical assistance to the Ministry of Education Office of Guidance Counseling Programs (DITOE), we prepared the following with other institutions:

– CSE program for the education system

– CSE guidelines for teachers. Regular basic education teacher and homeroom teacher handbook

– STI/HIV/AIDS prevention guidelines for teachers

– CSE teacher training proposal

– Peer guidance strategy proposal (for homeroom teachers)

802. We carried out (with the MoE) monitoring visits in different regions, verifying that 90% of schools have formed "Committees for educational orientation", whose purpose is to promote CSE. We obtained copies of resolutions instituting, and/or copies of plans for incorporating CSE in 34% of schools visited: 5 in Ica, 3 in Callao, and 3 in Lima.

Education in the decentralization process

803. We are supporting the Vice Ministry of Institutional Management as it systematizes the Municipalization Pilot Plan. Other counterpart institutions, namely the World Bank, USAID, and the Embassy of Finland in Peru, have been brought on board to provide complementary assistance that the Peruvian government requires.

Promoting Education for Sustainable Development

Under the Decade of Education for Sustainable Development (DESD), the office is providing assistance to the MoE so it can prepare a National Education for Sustainable Development Strategy through a participatory and intersectoral process. One step in that direction has been creation of a technical team led by the Community and Environmental Education Office (DIECA) and comprised of the Peruvian NatCom and these MoE offices: (1) Coordination with Civil Society Institutions, (2) Higher Education, and (3) Strategic Planning.

Culture

Natural heritage preservation

804. In preserving world heritage sites in Peru, we have implemented the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)-funded project “Local Climate Change Adaptation and Risk Management Capacities: Manu National Park in Peru – World Heritage Site”. We forged a strategic alliance with the Ministry of the Environment (MINAM) National Protected Area Service (SERNANP) to implement the project and set up a steering committee for supervising project progress, members of which are the SERNANP, SDC, UNESCO, Peruvian Agency for International Cooperation (APCI), and the NatCom.

Cultural heritage preservation

805. We are completing the Lines and Geoglyphs of Nasca and Pampas de Jumana and the Pachacamac Archeological Complex management plans, producing them in a participatory fashion; drafts are being reviewed by Ministry of Culture specialists for subsequent editing.

Promoting Intangible Cultural Heritage safeguarding policies

806. As part of Peru’s decentralization process, we are promoting regional actions for safeguarding ICH, doing so through proposing guidelines for regional government approval (in the form of a regional law) and incorporation into their development plans. A cross cutting objective in the proposal is raising regional authorities awareness on ICH safeguarding; we are also looking to actively engage them in designing the policy guidelines for proposal viability and sustainability.

Creative industries

807. “Inclusive Creative Industries: an Innovative Tool for Poverty Alleviation in Peru” is the global project UNESCO and five other United Nations agencies are implementing.

808. Project progress thus far:

– Inventorying and registering ICH expressions in four regions of Peru with the Ministry of Culture

– Preparing a cultural heritage awareness raising program

– Conducting a study on the inclusive creative industry legal framework

Communication and information

Risk management in communication

809. We are executing a journalist training program, one step having been partnering with the National Association of Journalists and the San Martin de Porres School of Communication for carrying out student and graduate training programs. We also produced a risk management handbook for journalists that is now being validated by National Civil Defense Institute specialists and journalists.

Memory of the World Program

810. Our office and the National Library of Peru organized an international seminar workshop in October 2010 on the Memory of the World Program. 50 officials and specialists on archive and documentary heritage management took part. Following this event, the NatCom lobbied for the creation of the Commission for the National Memory of the World Program.

Social and human sciences

Fighting HIV/AIDS-related stigma and discrimination

811. We are leading the effort in Peru to fight against HIV/AIDS-related stigma and discrimination through a peer education methodology. Working alongside our office is UNAIDS and UNFPA. We designed a peer educator training program using a module that covers HIV/AIDS stigma and discrimination. It will strengthen adolescent and young adult participants as they conduct awareness-raising and HIV/AIDS prevention activities.

Natural sciences

812. We provided technical assistance to Peru’s National Weather Bureau (SENAMHI) and the National Committee for the International Hydrological Program (CONAPHI) for their international workshop on “maximum hydrological phenomena” held in May 2010. Participants included specialists from Cuba, Bolivia, Guatemala, Costa Rica, Mexico, and Peru.

UNESCO Lima Office contribution to the United Nations country team activities and country programming

813. We are actively participating in drafting the 2012 – 2016 UNDAF as part of the UNRC-promoted joint programming and thus managed to get culture sector topics incorporated in the UNDAF, a significant accomplishment since that sector was not considered in the last UNDAF. Topics include preserving natural and cultural heritage, safeguarding ICH, and promoting creative industries as a development tool.

814. In education, we proposed lining up our UNESS strategies with those from the UNDAF in order to generate synergies and to direct efforts towards results that will have greater impact on the country.

UNESCO Office in Mexico

815. Since 2008 the Office has reoriented its operations in order to build local capacities and strengthen relationships with federal government bodies. Examples of this are its work with the Mexican Commission for Cooperation with UNESCO (CONALMEX), the Ministry of Foreign Affairs, the Ministry of Public Education, the National Institute of Anthropology and History, and the Ministry of the Environment and Natural Resources, among others.

816. UNESCO in Mexico has focused on issues which are priorities to the Mexican Government, such as evaluation of the basic education reform and the implementation of upper secondary education policies, tangible and intangible world heritage, cultural diversity and culture of peace, youth participation, prevention of gender violence, communication for development, water education for sustainable development, and monitoring and follow-up of the Mexico City Ministerial Declaration *Educating to Prevent HIV*.

817. In order to address these issues, the operational structure of the Office was reorganized in correlation to the areas of UNESCO´s mandate. The Programme Coordination and Strategic Planning area was also created.

818. In the same vein, the office has been working on a platform to provide specialized technical assistance to government at federal, state, and municipal levels. In view of the size of Mexico's territory and population, the effort to institute a working relationship with the different levels of government is crucial but at the same time intricate. Accordingly the office has focused its work in Chiapas, Tabasco, Veracruz, and Oaxaca, four southern and south-eastern states whose human development indicators are among the lowest in the country. In these states, the office is implementing extra budgetary projects which have made it possible to strengthen local capacities and have a closer and more effective relationship with the communities in question. This has led to a significant local presence and growing ownership of local governments and communities of the concepts and main lines of actions promoted by UNESCO in the different spheres of its mandate.

819. In 2010 Mexico was very active in both regional and global issues and was host to several extremely important international events, among them the World Youth Conference, the International Forum on Migration, the Ibero-American Conference on Biosphere Reserves, and the World Climate Change Summit (COP16). At each of these events, the UNESCO Office in Mexico worked in parallel with governmental institutions, United Nations agencies, UNESCO headquarters and several of its offices in the region to ensure UNESCO's presence and contribution. The Director of the Office and its staff, supported and accompanied the participation of Ms. Pilar Alvarez Lazo, ADG / SHS, both at the World Youth Conference (August 2010) and the Forum for Migration (November 2010); Mr. Jorge Grandi, Regional Science Director for Latin America and the Caribbean (November 2010), Ms Gretchen Kalonji, ADG/SC, and Ms. Wendy Watson-Wright, ADG/IOC, at the World Summit on Climate Change (COP 16 9 (December 2010).

UNESCO AND THE UNITED NATIONS SYSTEM

820. The relationship with the United Nations System in Mexico has grown stronger and we have participated actively in the country team, particularly with regard to alignment of interests and complementarity of efforts between the agencies, funds, and programmes. We have also achieved greater recognition of the value added by UNESCO in the different areas of our mandate. Particular mention should be made regarding the role of culture of communication for development, cultural diversity and peace culture, and water education for sustainable development. It is important to stress UNESCO's contribution to the country team's thinking on the role of the United Nations System in countries with emerging economies.

821. The UNESCO Office in Mexico is also working in a coordinated and systematic manner with the United Nations System in Mexico, both in the inter-agency groups and through four joint programmes:

(1) Strengthening of effective and democratic water and sanitation management to facilitate achievement of the MDGs.

(2) Conflict prevention, development of agreements, and peace building in communities with internally displaced persons in Chiapas, Mexico.

(3) Construction and evaluation of a comprehensive model to prevent gender-based violence among indigenous people in Mexico, on the basis of an intercultural approach.

(4) Supporting young people of upper secondary education to develop their life projects and risk prevention: Building Yourself in Learning Communities. A program of the Ministry of Education in conjunction with civil society organizations and the support of UNDP, UNESCO and UNICEF aiming to assist and encourage the development of students in educational environments of inclusion, equity and democratic participation.

822. The Office is participating actively in these programmes together with UNDP, UNICEF, UNFPA, UN Women, FAO, and WHO, among other United Nations agencies.

EDUCATION

823. Education is one of the most important priorities for Mexico, and UNESCO is particularly involved in public policy research and evaluation. Thanks to expert contributions from the Office in Mexico, the International Institute of Educational Planning in Buenos Aires, the International Bureau of Education in Geneva, the Institute for Lifelong Learning in Hamburg, and the UNESCO Regional Bureau of Education for Latin America and the Caribbean in Santiago, Chile, we are influencing decision making in key areas of the country's education policy.

824. Both the *Building Yourself in Learning Communities Programme* and the *Comprehensive Basic Education Reform (RIEB) Evaluation Project* are strategic initiatives of Mexico's education policy in which UNESCO is making an important contribution in the formulation of new policy guidelines for national education.

825. In the field of lifelong learning, Mexico has developed an innovative package of initiatives through the National Institute of Adult Education (INEA). In 2011 the UNESCO Office will be working with INEA to develop learning outcome indicators for young people and adults in indigenous communities. Also in 2011, INEA, with the support of the UNESCO Office and the UIL, will host the follow-up regional meeting of the Sixth International Conference on Adult Education (CONFINTEA VI) which took place in Belem, Brazil, in 2009.

826. Another important initiative has been the monitoring and follow-up of the *Mexico City Ministerial Declaration Educating to Prevent HIV*, signed in August 2008 by the Ministers of Health and Education of Latin America and the Caribbean. It is a strategic tool to strengthen HIV prevention efforts in the region by ensuring access to quality, comprehensive sexuality education and sexual and reproductive health services. In the framework of EDUCAIDS, the Global Initiative on Education and HIV & AIDS, the Office has worked together with the UNESCO Regional Bureau of Education for Latin America and the Caribbean to promote comprehensive education sector responses to HIV and AIDS. On the other hand, different training workshops on sexual and reproductive health have been organized addressed to vulnerable groups. Likewise, various technical meetings with key stakeholders and partners have taken place to build partnership and promote coordination.

827. After a long period of intermittence, Mexico resumed its participation in the E-9 Initiative, promoting policy dialogue in key education issues in the framework of the South-South cooperation policy with which the Mexican government is engaged.

828. The creation of the network of UNESCO chairs (13 in total) was a substantial step in the enhancement and development of training, research, and knowledge exchange among the academia. It is important to emphasize that the Office is using this network to strengthen its presence in the country while at the same time putting their expertise to benefit the various programmes and projects being implemented.

NATURAL SCIENCES

829. In the framework of the joint United Nations programme on water and sanitation implemented in coordination with Federal, State, and Municipal authorities, the Office, in close cooperation with the Regional Office for Sciences in Latin America and the Caribbean, has provided technical assistance in sustainable management of drinking water and water resources management, empowering local stakeholders and communities. At the same time, has promoted policy dialogue among local government and communities on key water management issues, and has assisted them in the formulation and implementation of public policies and targeted programmes.

830. Participative management of sustainable development, risk prevention, and adaptation to climate change in areas of special environmental interest, are other fields in which the Office is working with state governments, civil society and indigenous and farming communities. It is worth

emphasizing that the different activities implemented with indigenous communities on water related issues, including water rights, environmental health, culture and spirituality related to water, is giving a strong voice to their perspective, empowering them through a sharing of knowledge and experience and enhancing intercultural understanding and respect for different approaches to water management.

831. The Office’s participation in the World Climate Change Summit and the Ibero-American Conference on Biosphere Reserves provided an opportunity to promote and disseminate information about the Organization's activities, and it opened new opportunities to engage in other national and regional projects led by the Regional Office for Sciences in Latin America and the Caribbean.

832. Solid cooperation with the Mexican Academy of Science and the Ministry of Public Education has been developed to broadcast and promote the L’Oreal-UNESCO Award. As a result, there is a growing interest on it within the Mexican academic community. Special mention deserves the “Women and Science National Conference” which will take place in 2011 headed by the First Lady.

SOCIAL SCIENCES

YOUTH

833. Although the Office does not count with a specific regular budget in this area, it is actively engaged in youth related issues making it the central pillar of all the Office’s activities as established in its intersectoral biennial work plan.

834. One of the most significant achievements was last year’s World Youth Conference held in the State of Guanajuato, which provided a privileged forum for governments, civil society, international organizations and young people for examining alternative ways of responding to the great challenges facing youth.

835. The Office in coordination with the Youth Section at Headquarters, and together with different United Nations agencies, was actively involved in the preparation and realization of the WYF in support to the Mexican Institute for Youth, the Ministry of Education and the Ministry of Foreign Affairs.

836. Through its Director and staff, the Office participated in the different activities of the global NGO meeting, the Forum for Governments and the Legislative Forum, as speakers, panelists and round table moderators. Likewise, the Office conducted two thematic workshops on world heritage for youth, arranged a booth for publications and audiovisual material and carried out various cultural activities to promote UNESCO’s work in youth related issues and to attract youth to UNESCO's thematic workshops. The public Information staff of the Office ensured significant media coverage of all UNESCO’s activities. Together with Headquarters, the Regional Office for Education in Latin America and the Caribbean, the Regional Office for Sciences in Latin America and the Caribbean, the Kingston Cluster Office, the Brazil National Office and the Mexico National Office, nine workshops took place on various youth issues related to education, culture, sustainable development, youth participation, gender, youth violence prevention and HIV & AIDS Education.

837. Both the government of Mexico and the United Nations system in the country recognized the quality of UNESCO’s participation and its valuable contribution to the success of the event. As a result, the Mexican Institute for Youth has expressed keen interest in the Office’s involvement in the follow-up activities of the WYC and requested its advice on youth policy formulation.

CULTURE OF PEACE

838. One of the cornerstones of the Organization is peace building and we have been fortunate to be implementing the United Nations joint programme on “*Conflict prevention, promoting consensus*

and peace building in communities of internally displaced persons in Chiapas, Mexico (2009-2012)".

839. Through this joint programme, the office is addressing the reconstruction of displaced communities in the State of Chiapas following the conflict that took place almost two decades ago. Conflict prevention, negotiation and mediation as key elements to peace making, are at the core of the Office's activities in this programme. Through art, education and communication for development, the concept of culture of peace is promoted with emphasis in values, attitudes, behaviors and lifestyles based on nonviolence and respect for fundamental human rights, intercultural understanding, tolerance, solidarity and full participation of men and women.

GENDER

840. The UNESCO Mexico Office is one of the five United Nations Agencies (ECLAC, UNDP, UNFPA, and UNICEF) actively involved in the Joint Programme "*Development and Evaluation of a Holistic Model to Prevent Gender-Based Violence in Indigenous Populations with an Intercultural Approach*".

841. In the framework of the United Nations Trust Fund in Support for Actions to Eliminate Violence against Women, (United Nations Trust Fund), the United Nations Country Team in Mexico and the United Nations Gender Thematic Group, in collaboration with INMUJERES, the Ministry of Education and the Ministry for Social Development, proposed to develop and pilot a holistic model to prevent gender-based violence in indigenous communities in the States of Chiapas and Oaxaca.

842. The model aims at strategically targeting girls, boys and adolescents at an age when gender identities are developed and root causes of gender-based violence can be addressed for effective primary prevention. In addition, a strong emphasis is placed on data collection to understand the particular needs of the indigenous population in order to address violence against women and girls.

843. Through UNESCO's intervention we are contributing to increase the knowledge and capacity of governmental officials and educators in indigenous communities to implement Mexico's Law on Women's Access to a Life Free of Violence and Law on Equality between Women and Men, for the prevention of violence against women and girls and improved quality related responses and services. Specifically, the Office is responsible for the component related to egalitarian identity construction from the perspective of human rights and intercultural relations.

844. On the other hand, the Office is closely working with the National Sports Commission, the National Women's Institute, and the Mexican Commission for Cooperation with UNESCO in promoting and recognizing women in sports.

CULTURE

845. Mexico has 31 World Heritage sites and six elements in the Representative List of the Intangible Cultural Heritage of Humanity, and has ratified 19 conventions. In this framework, culture is a priority for the office. In close cooperation with the Mexican National Commission, the National Institute of Anthropology and History, and the Ministry of Foreign Affairs, the Office is solidly positioned in the field of world heritage sites management.

846. In this biennium, the Office is working in the promotion and capacity-building in the field of Underwater Heritage, together with the Regional Office for Culture n Latin America and the Caribbean. An international conference on this subject will take place in March 2011 to address the technical and legal challenges of underwater archaeology in Central America and Mexico.

847. Similarly, the Office is focusing on migration and culture, taking into account that Mexico is a country in which the issue of migration is increasingly of great public and private interest. Historically, Mexico has had a strong migratory flow, to the United States in particular. It has

equally been a consistent recipient of immigrants and lately it has become a “passing-through” country to many in the process of migrating north. A cultural look at migration as well as the starting up of dialogue about intercultural programmes and sustainable development in border cities, combined, can help to balance the impacts and processes that these major cities and territories live through. It can also help to give a more positive and humanitarian interpretation of such a complex social process as international migration.

848. In this framework, the Office together with the Ministry of Foreign Affairs is organizing a conference on culture and migration that will take place in September 2011, with the aim of creating a space for multidisciplinary discussion and reflection on the significance and role of culture in the migration phenomenon and defining main lines of actions that would serve as framework for projects and programmes in this field.

COMMUNICATION AND INFORMATION

849. In the framework of the four joint United Nations field programmes that the Office is implementing, a Communication for Development comprehensive strategy was formulated with the aim of contributing to knowledge and information sharing at the community level to empower people to improve their livelihoods.

850. Based on participation and dialogue and through the use of a broad range of tools and methods, emphasis is made in raising awareness, the cultural dimension of the communities involved, experiential learning, information sharing and the active participation of the communities and other stakeholders in decision making processes. The key components of the different projects that the Office is executing (conflict resolution and culture of peace, water resources management, gender violence prevention, and youth development) are addressed through the integration of participatory communication methods, traditional and local media and the use of modern technologies.

851. On the other hand, freedom of expression, the use of ICTs, and the positioning of UNESCO in the media were promoted at the international events in which the Office took part, especially at the World Youth Conference, the World Climate Change Summit, the World Forum on Migration, and the Ibero-American Conference on Biosphere Reserves.

852. By publicizing the Office's activities, the Sector has drawn the attention of the media and society to the issues, as well as the programmes with which UNESCO is contributing to stronger public policies on development. For these activities, the Office has the backing of the Cluster Office for Central America and Mexico in San José, Costa Rica.

UNESCO Office in Montevideo

REGIONAL LEVEL

853. The Regional Bureau for Science in Latin America and the Caribbean supported Member States in developing national science, technology and innovation policies particularly through the provision of upstream policy advice and the benchmarking and monitoring of trends in science, technology and innovation systems.

- Science Policy and Sustainable Development, Basic Sciences and Engineering Sciences

854. The Regional Bureau contributed to the encouragement of evidence-based national science, technology and innovation policies in the Region, and to the global monitoring of science and technology (S&T) capacities and trends within it, but also comparatively between Latin America and the Caribbean and the rest of the world (34 C/4).

Regarding the provision of upstream policy advice as follow-up to the priorities set by the World Science Forum (Budapest, Hungary, November 2009) and the regional process undertaken towards the positioning of Latin America and the Caribbean STI policies authorities, and within this framework the MERCOSUR Forum on STI policies: Towards a new social contract of science was held in Montevideo, Uruguay, 17-18 August. It consisted of an intergovernmental activity that gathered 9 high officials responsible for the design of STI policies in Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay, as well as those in charge of international relations, also working on the subject. Presentations were made on the state of the arts and potentialities of the STI Systems in the Cluster, as well as on proposals for integrated action towards the achievement of the goals of the Regional Declaration. The aim was to reach consensus on how to integrate the potentialities of each of the countries towards a LAC Regional Framework for Action on STI in LAC. Results shall add-up to Regional Forums: Caribbean, Andean and Central America + Mexico to be organized towards the formulation of coordinated Regional Strategy in STI policies in Latin America and the Caribbean by the corresponding UNESCO Natural Sciences Officers of Costa Rica and Quito in 2011. This participatory process evidenced the need for the benchmarking and monitoring of trends in science, technology and innovation systems. Within this context the design of the Science Policy Information Network (SPIN) was accompanied by the launching of the Publication Series "Studies and Documents on science policy in Latin America and the Caribbean".

855. The SPIN Platform was totally designed and implemented by the Regional Bureau for Science in Latin America and the Caribbean. It is a revolutionary platform of databases composed of strong graphic and analytic tools for decision-makers and STI policy experts in Latin America and the Caribbean.

856. The SC PSD Programme of the Regional Bureau for Science in LAC developed a methodology for standardization and systematization of data in science, technology and innovation policies, as well as a sophisticated information system which includes: a) a detailed inventory –in Spanish and English- describing the structure of each national system of science, technology and innovation in LAC, with a description of their institutional organigram (divided in STI policy level, STI funding level and STI Implementation level), details of their main programmes, priorities, performance, planning and international cooperation strategies; b) a database with the whole legal frameworks in science, technology and innovation for each country of the LAC region; c) an inventory with detailed descriptions of more than 900 different technical and financial science policy instruments implemented by the 33 Latin America and the Caribbean countries, classified into nine categories by objectives and strategic goals, in 11 categories by type of facility and in 18 categories by type of beneficiaries.

857. Human and institutional capacity-building in the basic sciences was supported to foster applications for societal needs and encourage careers in science through strategic support to activities fostered by centres of excellences such as the International Centre for Theoretical Physics (UNESCO- ICTP) and the American Society for Microbiology (ALAM).

858. Dialogue and exchange of expertise through South-South cooperation was a particularly important working priority as well. All activities were adapted to the social, cultural and environmental context of the Region and had at their core the ethical dimensions of science.

859. Member States were supported in engineering capacity-building and innovation in coordination with the International Science, Technology and Innovation Centre for South-South Cooperation (UNESCO-ISTIC).

- Ecological Sciences Programme

860. UNESCO cooperation in Latin America and the Caribbean on biosphere reserves increased during 2010, mainly due to the cooperation with UNESCO Headquarters (ESS) in obtaining extrabudgetary funds and coordinating IberoMaB networking activities. This was fundamental to renew LAC countries cooperation in MAB Programme and also in promoting biosphere reserves as

learning sites to research, adaptation and mitigation of climate change (IberoMaB Action Plan, 2010).

- International Hydrological Programme

861. In the framework of UNESCO support to the reconstruction of Haiti after the earthquake suffered in January 2010, a technical fact-finding mission for the elaboration of a medium and long term strategy on science was undertaken by the Director of UNESCO Montevideo Office together with 2 consultants to Santo Domingo, Dominican Republic, 3-4 May and Port-au-Prince, 5-6 May, 2010. A UNESCO science sector strategy in support to the Haitian Government was developed as a result. The UNESCO Advisory Working Group on Disaster Prevention and Sustainable Development also met in Santo Domingo, Dominican Republic, 3-4 November, 2010 in order to review the achievements of the Group and define short and middle-term actions, as well as to define the platform of cooperation of the group in the case of Haiti.

862. During the XII Water Information Summit (WIS-12) (Santo Domingo, Dominican Republic, 2-3 November), educational, governmental, non-profit and commercial entities interested in water research, conservation, and management discussed the status of water information for disaster preparedness. This annual event is co-organized by IHP-LAC and the Water web Consortium to promote the sharing of information concerning water and the earth’s environment.

863. The VIII Coordination Meeting of the IHP-LAC Working Group on Snow and Ice took place in Valdivia, Chile, 1-6 February, 2010 jointly organized with the Centre for Scientific Studies (CECS). Evidence on glacier recession in the Andean countries and Mexico was presented during the meeting, and the increase of glacier recession and thickness reduction rates were brought to the attention. The Working Group is carrying out a coordinated work in the region, thus undertaking concerted initiatives, which has allowed establishing a consolidated glacier observation programme with a scientific strategy, a consistent data-gathering methodology, and network logic. This strategy includes experience-sharing, and data valuation and publication through a consensus-defined standard.

864. One of the major problems nations will be facing in the next decades, especially in (semi)arid locations, IHP-LAC, together with CAZALAC and other partner institutions, organized an International Conference on Arid and Semi Arid Development through Water Augmentation and G-WADI Latin America and the Caribbean Meeting, which was held in Valparaíso, Chile on 14 and 15 December, 2010). During the conference, participants presented works on development, efficiency assessment, design, implementation, impact, constraints and social, economical and cultural aspects of methods for water augmentation. In this framework the Latin America working group of G-WADI was established, with the aim of strengthening the capacity to manage the water resources of arid and semi-arid areas through a network of international and regional cooperation.

865. The English version of the Atlas of Arid Zones LAC was published. This work shows the final results of this initiative that includes the entire region, where more than 26 countries cooperated to create the map of arid, semi-arid and sub-humid zones of LAC. Until present, the region had not presented the common indicators referred to the availability of water resources in all countries, which limited a precise vision of the effective supply and demand that exists in each region from a climatic point of view. This is especially relevant in those countries where aridity gradients exist or those areas with water excess.

866. In view of the need of supporting the Members States of the region in the implementation of actions towards Integrated Water Resources Management, the reinforcement of the capacities to attend the regional requirements has been strengthened. In this regard, professional expertise to reinforce the existing capabilities has been incorporated in the region, to allow the IHP-LAC to better address the demands of the countries on the different aspects of water resources management from a comprehensive and holistic viewpoint.

867. Since 2008, UNESCO has been working towards becoming a GEF Executing Agency, being GEF the main funding agency for environmental related initiatives. In this sense, an internal programatic and administrative process has taken place, aimed at adapt the requirement of both GEF and UNESCO. The realization of this alliance is crucial for the implementation of projects within the scope of UNESCO's natural sciences priorities and objectives. Within this aim, UNESCO was present at the 4th GEF Assembly with a sound delegation that followed-up in the presentation of GEF forthcoming cycle (GEF5) and in the feedback provided by country representatives.

- Earth Sciences

868. In response to Member States interest manifested on the need for training on leadership in Climate Change and Disaster Management, the Regional Bureau for Science joined the Avina Foundation in the organization of activities for the launching of the Sub-regional Centre for Climate Change leadership training and management. A sub-regional workshop was held, with the participation of representatives from Universidad Torcuato Di Tella (Argentina), Universidad ORT (Uruguay), Universidad de la República (Uruguay), Fundación Getulio Vargas, Secretaría General Iberoamericana (SEGIB), Ministerio de Educación y Cultura from Uruguay, and the Inter American Development Bank. As a result a preliminary project proposal has been drafted by participating institutions to be presented to the Inter American Development Bank.

869. Support delivered in the development of a UNESCO inter-sectoral strategy in support to the Action Plan for National Recovery and Development of Haiti. Priority was given to the development of the UNESCO inter-sectoral strategy in support to the Action Plan for National Recovery and Development of Haiti (APNRDH), with UNESCO HQ, the UNESCO Port-au-Prince Office.

870. Technical assistance was given for the organization of the First Latin America and the Caribbean Geopark Conference held at Juazeiro do Norte (Brazil) from 17 to 29 November 2010, in coordination of the Secretaría de Ciencia, Tecnología y Educación Superior del Estado de Ceará, jointly with Geopark Araripe, and the Universidad Regional del Cariri (Brazil). It had the participation of representatives from Argentina, Brazil, Nicaragua and Venezuela. As a result, advances were made towards the elaboration of a proposal for action and activities on Geoparks in the Region.

Intersectoral Platform on Climate Change

871. Concerning the UNESO Climate Change Initiative, the Regional Bureau for Science in Latin America and the Caribbean is actively participating in the Thematic Working Group on Climate Change (TWGCC) and sent LAC proposal for action for possible inclusion under the Initiative, which was quite well received.

- Social and Human Sciences

872. Reinforcing dialogue between social science community, policy-makers and civil society representatives at national level through activities organized by MOST National Liaison Committees. Member States strongly support the specific feature of the MOST Programme in terms of research-policy linkages.

873. In Latin America, the Forum of Ministers of Social Development has contributed to a better mutual understanding of the different social policies in the region and has given the opportunity to develop and establish common cooperation paths and guidelines in several areas, based on the exchange and sharing of experiences between Ministers of Social Development, as well as representatives of other Ministries (education, health, culture, economy, etc.), in view of reaching a shared comprehensive social policy that could be transmitted to all countries in the region. It is important to take into account that in several countries in Latin America Social Cabinets have been established under the coordination of the Ministers of Social Development. These Cabinets are integrated by the Ministers of economy, education, health, culture, etc. In the context of the Forum

the Ministers have discussed about their best action as coordinators of the Social Cabinets. This has contributed to the establishment of more comprehensive social policy in the region. Also, supporting research and policy development on regional agreements on migration in LAC contributes to the elaboration of recommendations in the field of migration in view of public policy elaboration.

874. One of the key objectives of the "Rethinking Latin America" Project is to present to the Forum of Ministers of Social Development a medium and long term analysis on the current situation in the region taking into consideration the international context, the possible future scenarios in the global economy and its likely impact on social policies and alternatives for strengthening of strategies towards social development emphasizing on youth and gender. A network has been created, which is an important tool for reinforcing dialogue among academics, policy-makers and NGOs in the region. This reinforces the social science-policy nexus. Member States in Latin America are better integrated in UNESCO's strategy in the field of social development.

875. Training of junior professionals: Summer Schools attract young professionals coming from governments, NGOs, research centres and universities under the guidance of senior scholars. The LAC-MOST Summer School held in the Dominican Republic in September 2009 trained 20 young professionals (from government, NGOs, research centres and universities) in the field of the research-policy nexus, with a special focus on youth.

876. The on-line distance Teaching Courses on Bioethics carried out by Redbioética UNESCO aims at training members of ethics committees, governmental advisers and members of governmental and non-governmental organizations in three different areas, clinical bioethics, research ethics and ethics science and technology. In this sense, students elaborate final project to produce changes to be developed in two areas: (1) Educational: by developing new Bioethics chairs at Universities, by giving institutional courses, at hospitals and including the Human Right approach to bioethics in educative programs; (2) Normative: by participating as advisor in different levels: (a) proposing guidelines for making decision in the health institutions regarding to bioethics; (b) advising in the process of ethics decision making, (authorities, parliamentarians, governors, stake holders and policy makers).

877. Scholarships and distance learning give accessibility to bioethics education to people from poor and low income countries. The activity increases the capacity of member states to deal with new challenges in bioethics and research ethics developing new ethics committees. Awareness raised on the protection of Human Rights, (more members of research ethics committees involved with bioethics and human rights, and more ethics research committees). The activity also increases the visibility of UNESCO as a referent in the field of Bioethics education in the region. It generates partnerships with local institutions and governments to implement the courses.

878. UNESCO has supported Member States in the development of policies for ethics in science and technology and bioethics and disseminated the existing declarations in the field of bioethics. These activities involve researchers, academics, journalists specialized in science and technology and decision-makers and representatives of the community in the process of dialogue and debate about ethical issues. Support was given to a network of 11 National Bioethics Committees (NBC), through the promotion and support of independent, multidisciplinary and pluralist ethics committees in the countries at the appropriate level. The project aims at strengthening the national system of ethics research and to develop national independent systems to evaluate not only the ethics issues regarding emerging new technologies, but also the health problems and the ethics issues of life sciences. UNESCO provides training in order to develop and reinforce capacities of the members. In addition, and with a view to promoting ethical principles and sensitizing the public, UNESCO together with REDBIOETICA promote the principles of the Universal Declaration on Bioethics and Human Rights and strengthen Member States' capacities in the field of Bioethics.

879. Regarding the ethical principles in relation with climate change, a Workshop of experts from South and Central America held in Montevideo on17 and 18 June 2010 was organized. During the

workshop 18 experts from 10 countries participated. On this occasion, a network of experts related to Ethics and Climate Change was established.

CLUSTER LEVEL

- Culture

880. In the context of the sub region, UNESCO's programme for culture implemented in Argentina, Paraguay and, Uruguay is a coherent set of activities that contribute to the sub-regional integration in the field of culture through established mechanisms of cooperation in the framework of the "MERCOSUR CULTURAL" action plan. Activities were identified along the lines and recommendations that arose from the Meetings of Ministers of Culture of MERCOSUR who have required the cooperation of UNESCO in two main domains:

– Cultural Heritage itineraries as such: the Guaranis Jesuitic Mission project

– Cultural Statistics and the Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions (2005)

881. Also, stronger emphasis was placed on the contribution of culture and heritage as crucial factor for sustainable development, social cohesion and national identity consolidation. Continued support was provided to give an approach to heritage that is both holistic and integrated. The vast diversity of the forms of heritage that exists in the countries of the sub-region is more and more recognized and has changed and broadened the conception of the heritage and its linkage with sustainable development goals. These conceptual advances were disseminated among professionals and policy-makers alike, to improve coordination concerning the preservation, conservation and safeguarding of the different forms of heritage.

882. New partners were identified to support UNESCO actions and the UNESCO Montevideo Culture Sector was invited to bring technical support on the analysis of the state of the arts of cultural heritage conservation and clarify its challenges, emphasizing the links between tangible and intangible heritage and the concept of historic urban landscape that will be debated during the next session of the General Conference of UNESCO. The Sector could rely on the support of Basque Government cooperation, European Union and the Municipality of Vitoria (Spain), and activities of follow-up will be organized in 2011 and 2012 in the sub region, in order to foster exchange of knowledge and experience accumulated in Europe and support urban policy and revitalization of the Historical Centres of Montevideo and Buenos Aires.

883. In the countries of the sub-region, a continued support should be given at the national level to further raise stakeholders' awareness of the importance and vulnerability of the intangible heritage and its safeguarding. The identification and safeguarding of the intangible heritage was promoted through activities directed towards inventory making and the identification of the most important intangible cultural expressions. Continuous support was provided to implement safeguarding actions for the most relevant intangible expressions identified at the national level (e.g. Tango, Candombe and other intangible heritage expressions). An increased attention was given to training activities for national stakeholders on intangible heritage safeguarding. The participation of national experts from the sub-region was encouraged in regional events related the promotion and safeguarding of intangible heritage. Technical assistance was provided for the presentation of projects to the 2003 Convention International Fund.

884. Intersectoral contribution was given to the project Water and Culture of the International Hydrological Programme (IHP) the realization of studies on indigenous peoples, cultural good practices and intangible heritage related to water access, use and management. These studies enabled to identify intangible heritage expressions to be safeguarded and constitute an important component for the formulation of strategies aiming at sustainable water management. The cooperation was reinforced with the "broader UNESCO constituencies" especially with the regional

centres “category 2” or UNESCO Chairs specialized in heritage: CRESPIAL and UNESCO Chair on Cultural Tourism. As a result of the efforts made to raise extrabudgetary funds, Japanese Funds in Trust cooperation approved to give financial support to the Intangible Heritage Capacity-Building activities in the cluster.

885. Special effort was made to build capacity of policy makers and social actors for developing intercultural skills and highlighting shared values within the countries and at the sub regional level. These priorities started to be implemented through the dynamization of the intercultural projects like the Slave route and indigenous orientated actions such as the Guaraní Jesuit Mission project.

- Education

886. Taking PRELAC recommendations, the Education Sector of UNESCO Montevideo has developed two, interrelated, experimental programs, aimed at a) bridging the gap between teachers and researchers to enrich life-long learning and collaboration (research internships for science teachers), and b) developing networks of committed teachers, in association with scholars, to produce practices and materials relevant to the teaching community. These efforts, known as "Acortando distancias" (shortening distances) and "DAR: docentes aprendiendo en red" (teachers learning in networks), respectively, have been successful and received the recognition of national authorities. Specifically, they have been adopted as part of national policy by the National Agency for Research and Innovation (ANII, Uruguay), and were launched at the national level by the Ministries of Education in Argentina and Paraguay. Each of these programmes is based on earlier work at the level of "laboratories of ideas" and has lead to the signature of MOUs between national authorities and UNESCO Montevideo.

887. The Education Sector of the Cluster Office for MERCOSUR continued supporting official meetings of "MERCOSUR Educativo", seeking to strengthen assumed commitments at the national and subregional levels to increase awareness and action on ECCE issues. The Programme "Punto de Encuentro" (UNESCO Meeting Point) was developed to provide a flexible platform for the promotion of education, with public and private participants in the field of ECCE. Several agreements have been reached to support these actions. In support of this line, the Office has working agreements with the Secretary of Childhood and Adolescence of Paraguay and with a departmental government in Uruguay, which are our key partners for developing the activity.

888. In accordance with EFA (goal 6) and PRELAC II (focus 3), the Education Sector of UNESCO Montevideo supports member states (Uruguay, Paraguay) in the development of policies and strategies to promote school centres as innovative agents in their communities. In this sense, the National Administration of Public Education (ANEP/CODICEN, Uruguay) requested the assistance of the Education Sector of UNESCO Montevideo, and a MOU was signed in support of promote democratic practices with educators and students learning to live together (non-formal and formal education). In the case of Paraguay, efforts in the development of schools as community centres have been centred on the Associated Schools Network.

- Communication and Information

889. Based on the UNESCO supported FELAFACS study on journalism education institutions in Latin America and the Caribbean, the UNESCO model curriculum for journalism education was presented and discussed with faculty directors and curriculum coordinators of various universities in Argentina, Paraguay and Uruguay. Cooperation with networks of communication faculties in Argentina and Uruguay is planned to maintain the dialogue on curriculum adaptation. Media training institutions in the target countries have well established journalism curricula for bachelor studies, which – according to their interpretation reflect in big lines UNESCO's model curricula. However, there are significant differences between the focus and structure of UNESCO's model and the local curricula. A main feedback implied that a focus on media journalism was inapplicable to the South American journalism schools and faculties, as the job market asked for more generically trained communication experts. The implementation of journalism master's degrees

according to UNESCO's curriculum seems more likely. An ongoing discussion with communication schools and faculties will allow concretising this process.

890. In order to counterbalance Chilean media concentration, a national project aims to strengthen two community radio stations in rural areas of the region of Maule: (1) Radio Romeral managed by the municipality of Romeral, (2) Radio Los Queñes in a UNESCO-founded Community Multimedia Centre that is currently run by the local community. Community members receive training in radio programme production and editing as well as technical training on radio broadcasting and operating. Additionally, a seminar on internet research on development topics helps community members to investigate adequate information for broadcasting. The project is being implemented; the first results are expected in February 2011.

891. Strengthening the role of community radios in the Uruguayan-Argentinian border region of the Río Uruguay between Salto and Concordia as platforms of democratic debate is set as a priority. Planned activities include provision of required infrastructure to the community radio FM Impactos in Salto and training for twenty radio broadcasters from Salto and Concordia in order to improve the quality of radio journalism and raise awareness of the importance of media pluralism in the micro-region. The project is still in a preparation phase due to administrative problems of the implementing body, Universidad Católica del Uruguay.

892. At the "Interamerican Forum on strengthening broadband connection" the CI Adviser presented, among other projects, the promotion of digital libraries using the free and open source software Greenstone. Broadband internet connection is a pre-condition for free access to information in many regions of the target countries and contributes to social inclusion through digital inclusion.

893. The guidebook "Greenstone: free and open-source software to build digital libraries. Experience in Latin America and the Caribbean" was published by UNESCO Montevideo showing the variety of Greenstone applications in the construction of digital archives and libraries. The e-version is available for download on www.unesco.org.uy/ci and the print copies are being distributed to libraries, universities and other target audiences. A presentation of the software and the construction of digital libraries, given in Argentina, raised the awareness of library and archive staff as well as universities on the importance of digital heritage. The National Greenstone Centre of Argentina provides information, training and support for institutions interested in using Greenstone.

894. In order to raise governments', companies', civil society organizations' and students' awareness on the more and more urgent issue of electronic waste, a publication and a video were published in cooperation with Plataforma RELAC, IDRC/SUR. Building on a situation analysis in Latin America and the Caribbean, both materials show the need of national and regional policies to support sustainable e-waste management. On a regional basis, UNESCO Montevideo supports the Centro Latinoamericano sobre Juventud (CELAJU) to promote ethical standards in Cyberspace among young people in Latin America and the Caribbean. Virtual training sessions are currently being held for teachers and youth associations.

UNESCO Montevideo's contribution to United Nations country team's (UNCT) activities and country programming in Argentina, Paraguay and Uruguay

Argentina

UNCT activities and Common Country Programming exercises:

895. 2010 marked the first year of the implementation of the United Nations Development Assistance Framework 2010-2014. To support and give impetus to this process, agreements were reached for thematic and operational prioritization within the country team and at government level.

896. As a result of this work, efforts will focus on three cross-cutting themes - Human Rights, Gender and MDGs - in six priority areas: sustainable productive development, decent work, social inclusion and equity, right to education, right to health, institutional development. Currently there are eight interagency working groups.[7] In response to the UNDAF challenging objectives there are plans to compose two additional working groups where UNESCO plans to participate actively: partnerships with the private sector and civil society and knowledge management.

897. In addition, at the operational level, a deployment strategy was agreed that includes five core functions: coordination, implementation, monitoring & evaluation, resource mobilization and communication. For each of them, were identified specific mechanisms, deliverables, tools, leadership and operating frequencies. In order to start working, three key decisions were taken: the launch of six groups of coordinated effects by the sectoral agencies that led to the formulation of the UNDAF process, the establishment of an Interagency Group on UNDAF Monitoring & Evaluation and development and the implementation of joint communication strategy.

898. UNESCO contributes to the UNDAF through a range of outputs and sub-outputs: (1) Sub-output 1.1.2. “Skills and tools for the generation, dissemination and incorporation of scientific knowledge and technological innovations in the productive sector, strengthened and implemented, including institutional mechanisms for regional cooperation”; (2) Sub-output 1.1.4 “Capacities of the national, provincial and local State enhanced for strengthening preparedness for work and learning in secondary education and vocational and technical training as well as basic science and engineering”; (3) Sub-output 1.3.1 “Policies and strategies designed and implemented for the management and conservation of lands, forests, water resources and biodiversity, in a sustainable and equitable manner at the national, provincial and local levels”; (4) Sub-output 1.3.2 “Strengthened capacity to incorporate environmental sustainability into the design and implementation of sectoral and land management strategies, policies and programs”; (5) Sub-output 1.3.3 “Initiatives and policies to address environmental challenges with critical socio-economic impact, such as climate change, desertification and the efficient use of new energy sources”; (6) Sub-output 1.3.4 “Strengthened institutional and social capacities for prevention, preparedness, mitigation, response and recovery of risk situations and/or natural disasters or man-made disasters, with special attention to vulnerable populations and groups as well as the different needs of men and women”; (7) Sub-output 3.1.1 “Comprehensive strategies and policies aimed at poverty reduction, eradication of extreme poverty and the achievement of Millennium Development Goals”; (8) Sub-output 3.2.2 “Implemented support strategies and policies to eliminate discrimination of all kinds, to promote inclusion and to ensure the rights of vulnerable groups such as migrants, persons with disabilities, sexual minorities, persons deprived of liberty, drug users and people with HIV”; (9) Sub-output 3.3.1 “Policy and institutional mechanisms for ensuring and defending human rights, formulated with social participation and under implementation”; (10) Sub-output 4.1.1 “Implemented regulatory framework, policies and programs to advance in the creation of a model of health care that exceeds the fragmentation and segmentation of the current system, ensuring universal access to health”; (11) Sub-output 4.2.2 “Implemented policies and training, development and management programs on health, giving priority to nursing and technical programs”; (12) Sub-output 4.4.1 “Strengthened and sustained prevention policies at the national and provincial levels, based on evidence, prioritizing most affected populations and ensuring the provision of supplies”; (13) Sub-output 5.1.1 “Policies and educational and social programs implemented at national and provincial levels aimed at reducing disparities in the educational system in order to ensure universal basic education”; (14) Sub-output 5.1.2 “Changes implemented in secondary schools according to the National Education Act”; (15) Sub-output 5.1.3 “Assessment and self-assessment policies for improving educational quality, implemented at the national and provincial levels”; (15) Sub-output 5.1.4 “Policies and programs for continuing teacher education strengthened”; (16) Sub-output 6.2.2 “Instruments and innovative management procedures to improve the effectiveness, efficiency and transparency - including those that support strategic management, e-government and, in particular, procurement systems -, supported through long-term reforms and short-term public strategic acquisitions in order to improve services to citizens

[7] Technical Committee, Communications, Gender, HIV/AIDS, Operations, Security, Human Rights and UNETE.

and access to public information, integrated in the national and sub-national levels"; (17) Sub-output 6.2.3. "Institutional capacity at national and provincial level developed for strengthening information systems, improving data gathering, databases and the production of indicators for monitoring the MDGs and the rights of vulnerable sectors and groups".

Joint programmes:

899. In response to the initiatives proposed by the Council of Executive Secretaries of the United Nations as a result of the global crisis of 2008, the United Nations System in Argentina developed a series of proposals for short and medium term actions aimed at supporting the Argentine Government in the consolidation of a Social Protection Floor as a State policy. This initiative aimed at supporting the various plans and programs in social security through three main lines of action: (1) awareness of relevant stakeholders, (2) analysis of coverage gaps, and (3) strengthening of existing public policies. During 2010, the Country Team advanced in the preparation of Conceptual Notes to define a minimum level of social protection in the following dimensions: education, health and labour conditions. In that process, UNESCO played a leading role in the elaboration of the Conceptual Note on the educational component (UNESCO/UNICEF/UNFPA/WB). Together with UNESCO **IIPE (Buenos Aires)**, UNESCO Montevideo made a specific contribution that was subsequently validated and supported by the RC and other Agencies..

Stand-alone activities:

900. Under the UNCT provincial interventions in support of achieving the MDGs, UNESCO Montevideo followed its agenda with the Province of Santa Fe through the planning and / or implementation of specific activities in the following fields: (1) Creation of a circuit of cultural tourism for the promotion and protection of the cultural heritage of the old city of Santa Fe; (2) Promotion of cultural industries and publishing industry at local level; (3) Analysis of flood risk management in urban contexts; (4) Training in water education; (5) Creation of a biosphere reserve; (6) Creation of a public system for the promotion of ethics and human rights in biomedical research; (7) Formulation of projects for developing innovative, creative and entrepreneurial capacities in children and youth; (8) Formulation of projects to reduce the digital divide and to promote social inclusion in the knowledge society.

901. UNESCO signed a Memorandum of Understanding with the Ministry of education to implement the national project "Teachers Learning Network Program". In addition, the media literacy training course "Teacher training course on media and ICT literacy" was held in the Province of Jujuy for primary school teachers in rural areas. Furthermore, cooperation agreements with the Province of La Rioja and the Municipality of Pergamino (Province of Buenos Aires) were signed to provide ICT teacher training related to the modality "one laptop: one learner".

Entry points for future cooperation and joint programming:

(1) UNESCO, UNDP and UNICEF, will lead the new working team on "Mobilization of Extrabudgetary Resources". Under the approval of the RC, this group will organize a first internal debate on a possible joint strategy for the UNS in Argentina.

(2) As proposed during UNCT meetings of 2010, in 2011, UNESCO will organize a United Nations activity on cultural industries. The purpose of this initiative is to introduce the potential role of cultural industries as a solid and vast platform for joint cooperation, as well as to present UNESCO´s experiences and achievements in said field.

(3) In response to a petition made by the Governor of the Province of Santa Fe, and as a result of UNESCO´s cooperation links with that Province, there is the possibility of collaborating with UNDP in the project "Port of Music"" in the city of Rosario. This is an important provincial project which would imply a strong cooperation work among the UNDP (infrastructure) and UNESCO (culture).

PARAGUAY

UNCT activities and Common Country Programming exercises:

902. In 2010, UNESCO had a very active role in participating in Paraguay's United Nations system activities. UNESCO has been a regular participant of Paraguay´s United Nations Country Team (UNCT) meetings held every month. In these meetings details are given on the execution and follow-up of the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF), the execution of the different United Nations agencies' programmes and activities and joint United Nations programmes, UNCT and national priorities and possible and future opportunities of establishing inter-agency projects and activities.

903. The UNDAF in Paraguay has three (3) priority areas of cooperation: governance, poverty, environment and sustainable development. Originally, it was planned to be effective from 2007 to 2011. In 2010, Paraguay UNCT agreed to request to UNDG LAC the possibility of extending the UNDAF until 2013. This request of extension was based in the need of aligning the UNDAF priorities with the country's priorities and planning processes. The UNDAF was planned and elaborated during the government of the President Nicanor Duarte Frutos, however it is part of the government of President Lugo and some amendments were needed. UNDG LAC agreed to give the extension with the condition that a UNDAF mid-term revision was made by the end of 2009/ beginning of 2010.

904. UNESCO contributes to the UNDAF trough the following activities: (1) Sub-output 1.1 "Reform and modernization of state institutions supported for the deepening of democracy"; (2) Sub-output 1.4. "National mechanisms of production and access to information and knowledge promoted"; (3) Sub-output 3.2. "Policies and programs for conservation and sustainable use of biological and cultural resources promoted and implemented". As an agency we have an active participation in the UNDAF follow-up, as well, as in the debates on extending the UNDAF. UNESCO has also participated in the planning activities of the UNDAF mid-term revision, process still on-going and pending.

905. During 2010, UNESCO also participated in the Human Rights Interagency Group, having an active role in the elaboration of Paraguay's report for the Universal Periodic Review (UPR) on Human Rights requested by the OACDH. UNESCO provided inputs on Education and Cultural Rights and Freedom of Expression, based in the activities executed by UNESCO in Paraguay. This report was sent to the OACDH on 9 July 2010. UNESCO also participated in the planning of the report that Paraguay prepared for the Committee on the Elimination of Discrimination against Women (CEDAW) sent on 21 January of 2011. UNESCO also participated in the Communication's Interagency Group in which there were discussed and planned Paraguay's United Nations communication strategies and activities; as well as in the Gender and HIV/AIDS Interagency Groups.

906. In addition to the above mentioned, UNESCO has also provided several publications on UNESCO's areas of expertise to the United Nations Information Centre (UNIC) for Paraguay.

Joint programmes:

907. In 2010, Paraguay´s UNCT decided to support and to participate with the Pan America Alliance for Nutrition and Development. This initiative was initiated by the OPS/OMS and has as an objective establishing and inter-agency project that addresses malnutrition and poverty in a more integral and holistic view, not only from the medical and health view.

908. A project with a regional scope located in the Chaco was proposed, being the following priorities the ones designated for the Paraguayan Chaco: water with special emphasis on potable water, safe maternity, family planning and STD/HIV prevention, improving access to health services (with special emphasis on women and indigenous populations), local empowerment of

indigenous women, livestock, aquaculture and forest managing. The Office of the Resident Coordinator requested all the agencies in the system to provide data on their respective projects in the Chaco Region, and each agency's opinion on the main problems observed in this region and possible future areas of intervention.

909. UNESCO provided inputs related to on-going activities from the International Hydrological Programme (IHP), specifically on researches and studies made on the transboundary aquifer Yrendá-Toba-Tarijeño shared by Argentina, Bolivia and Paraguay and on educational activities related to community radios in the Paraguayan Chaco (joint project with the Secretariat of Information and Communication for Development). UNESCO also provided inputs on main problems observed and future projects to be developed such as projects on sustainable management of desertification and climate change, educational policies in border areas (borders between Paraguay-Argentina, Paraguay-Brazil, Paraguay-Bolivia), empowerment of indigenous population through community radios. This joint programme is still on a planning phase and Paraguay's UNCT team has agreed in proposing it as a national project, should the regional project not be executed.

Stand-alone activities:

910. "Teachers Learning Network Programme: Writing in Paraguay". This program is considered by the Ministry of Education as part of the national "Reading Plan." Specifically, addressing teacher education in a decentralized manner with the cooperation of the National University.

911. In February 2010 the second phase of the Brazilian-Paraguayan cross-border project "No Violence Movement" was closed in Foz de Iguazú, Brazil. The project aimed to promote a culture of no violence and social inclusion targeting young Paraguayans and Brazilians from the border region, who learned to use ICT and multimedia tools to express their thoughts and feelings on this matter.

912. On 11, 12 and 13 August of 2010, UNESCO's Culture and Communication and Information Sector organized an activity held in Ypacaraí, San Bernardino on "Alternatives for diffusion and distribution of Indigenous and Community Cine and Audiovisual Creations (www.encuentrodellagoypacarai.com) which main objective was to promote the presence of national and regional experts and institutions related to indigenous and community audiovisuals and cine in order to generate a public debate on the challenges of audiovisual distribution in the region.

913. On July 2010, UNESCO's CI Sector provided technical assistance to the MERCOSUR´s Permanent Review Tribunal on library management software, specifically UNESCO's software Winisis. A joint workshop on building digital libraries using Greenstone software is planned for 2011.

Entry points for future cooperation and joint programming:

914. The extension of the UNDAF until 2013 allows UNESCO to assess the possibility of having more participation in some of the UNDAF's priorities; for example:

- "Teacher Education" and "Care and Early Childhood Education", both national government priorities
- The creation of a National System of Information and Statistics. Both UNESCO CI's sector and the UIS have an important and relevant expertise on this matter.
- Promotion of new Information and Communication Technologies, an area of expertise for the UNESCO's CI sector.

- Management of Water Resources and environmental sanitation; as well as prevention of natural disasters where UNESCO's SC Sector and the IHP will be very interesting partners.

- Conservation and sustainable use of cultural resources. The CLT sector and the WHC can provide inputs for this kind of activities.

915. In addition to the above mentioned, the Representative of UN Women in Paraguay has expressed her interest in working together with UNESCO to introduce a gender perspective on cultural activities. UNIC Paraguay has also expressed its interested in developing joint activities with UNESCO, such as activities related to the International Year of Chemistry, promoting UNITWIN/UNESCO Chairs Programme in Paraguay and having UNESCO as a provider of educational, scientific and cultural materials for the "Arandurape" educational TV channel recently launched by the Paraguayan Ministry of Education.

URUGUAY

UNCT activities and Common Country Programming exercises:

916. On May 20th, 2010, the United Nations System (UNS) and the Uruguayan Government signed the United Nations Development Assistance Framework 2011-2015, which aligns United Nations actions with the national priorities and identifies four strategic cooperation areas between the UNS, the Uruguayan government and the organized civil society: (1) To foster the productive diversification and the country's international position, the increase of productive investment, the increasing incorporation of science and technology in the productive processes, as pillars for economic development; (2) To move forward to sustainable development models which contemplate the conservation of natural resources and ecosystems, the mitigation and adaptation to climate change and the use of renewable energies; (3) To move forward to social development (with special emphasis on children development, health and education), so as to fight against inequalities and its different expressions (generational, gender, racial and geographical); and (4) To consolidate the democratic governance at national and local scale, through citizenship participation, by strengthening the State's institutions and the national system of protection of human rights.

917. Based on this document, the United Nations designed the United Nations Development Action Plan (UNDAP). Following a participative approach, joint workshops between the Uruguayan Government and the UNS agencies were held in order to define the UNDAP products inside each strategic area. UNESCO actively participated in the UNDAP process, identifying specific activities and resources for each priority area. In several cases, in order to appeal to the "ONE United Nations Coherence Fund", such activities entailed joint activities with other agencies/funds/programs.

918. Outputs and sub-outputs of relevance to UNESCO: (1) Sub-output 1.1 "The country will have policies and actions designed to diversify its production structure and to promote trade and investments in order to improve its international insertion, in a equitable and sustainable way"; (2) Sub-output 1.2 "The country will have promoted the incorporation of technological innovations in the production structure"; (3) Sub-output 1.3 "The Public and Private Sector will have made progress in promoting decent work and gender equality in the labor market"; (4) Sub-output 2.1 "The state, with the participation of civil society, will be have designed, implemented and/or strengthened policies, programs and plans for the sustainable management of natural resources and biodiversity conservation, reducing socio-environmental vulnerabilities and inter-generational inequities"; (5) Sub-output 2.2 "The State, with the participation of civil society, has developed and implemented national and departmental plans for responding to climate change and risk reduction and disaster prevention"; (6) Sub-output 2.3 "The state, with the participation of civil society, continues increasing renewable energy generation and sustainable, responsible and efficient use of energy, promoting access for all social sectors as well as climate change mitigation"; (7) Sub-

output 3.1 “The State will have advanced in the design and implementation of social protection policies aimed at early childhood and their family environment”; (8) Sub-output 3.2 “The education system will have advanced in the design and implementation of policies to improve educational quality, to increase the outflow of secondary education (by reducing social gaps) and to expand access to tertiary education”; (9) Sub-output 3.6 “The State will have implemented social cohesion policies (in particular habitats and residential integration) to reduce the gaps of exclusion expressed territorially and trough the Diaspora”; (10) Sub-output 4.1 “The state, with broad participation of civil society, will have advanced in the design and implementation of policies and instruments for the promotion and full protection of human rights, with emphasis on vulnerable groups”; (11) Sub-output 4.3 “Public institutions, with the broadest participation of civil society, will have improved the quality, access, transparency of information and the accountability for design, implementation and monitoring of public management”.

Joint programmes:

- “Vulnerability and territorial environmental sustainability” (ONE-UN pilot: UNESCO/UNDP/UNEP). The project mainly aims at strengthening the National Response System to Climate Change and Variability.

- “Development of instruments for monitoring the environment and territory” (ONE-UN pilot: UNESCO/UNEP). The project supports the policies for environmental protection through the development of monitoring instruments that incorporate socio-economic, environmental, and territorial indicators at the national scale along with a strong component on the Uruguayan coast. It also strengthens the National Emergency System with information and data to improve its operations, decision making ability, and management.

- “Strengthening Cultural Industries and Improving Accessibility of Cultural Goods and Services of Uruguay” VIVI CULTURA (MDGF-1763-G, UNESCO/UNIDO/UNIDO/UNFPA/UNICEF/UNIFEM). Implementation of activities corresponding to the last part of the Plan of the Year II (September 2009-August 2010) and early Year Plan III (September 2010-August 2011).This project (US$ 3.370.000) strengthened the joint United Nations country level programming and the ONE United Nations reform process and the achievement of the MDGs in general, and goals 1, 3 and 8 in particular: eradicating poverty and hunger, promoting gender equality and the empowerment of women and developing a global association for development.

- “Canelones Grows With You” (UNESCO/UNDP, European Community, National Government, Municipality of Canelones). The project seeks to promote the active participation and empowerment of children to address the problems of the city from a human rights perspective.

- “United Nations Assessment Mission on Disaster Risk Reduction” (UNESCO, UNISDR, UNDP, ECLAC, UNEP and WHO/PAHO). Responding to a request from the Presidency of Uruguay to UNISDR through the United Nations Resident Coordinator's Office in the country, this evaluation mission was co-led by UNISDR and UNDP Regional Centre on the subject in LAC. The mission was carried out from 12-20 December with the active involvement of UNESCO Montevideo.

- “Strengthening the capacities of civil society organizations in Uruguay (Project J)” (ONE-UN pilot: UNESCO/UNDP/UNFPA). The project promotes citizen participation within the framework of the democratic reform of the State.

- "Supporting the strengthening of educational policies" (ONE UN pilot: UNESCO, UNICEF, and National Government).

- Other joint activities: (1) Workshop "Training of early childhood educators in Uruguay" (UNESCO, UNICEF, National Government). (2) “Inventiveness Project” (UNESCO, UNAIDS, National Government). (3) “Brainstorming workshop on the socio-cultural characteristics of craft marketing strategies currently implemented in MERCOSUR countries”. (4) Participation in the Fourth Session of the Assembly of Parties of the World Environment Fund (UNESCO, UNCT). (5) First national contest of short videos on youth participation “Contá en Corto” (UNESCO, ILO, UNDP, UNFPA, UNIFEM, National Government). (6) "Awareness campaign against domestic violence" (UNESCO/UNIFEM).

Stand-alone activities (main projects and activities):

- Projects: “Science Policy Information Network – SPIN” (UNESCO); “Bridging the Divide: Model of Cooperation between Researchers and Teachers of Science” (UNESCO/ National Agency for Research and Innovation- ANII); “UNESCO Meeting Point” (UNESCO/ Municipalities of Montevideo, Lavalleja, Canelones, Maldonado and Tacuarembó / NGOs "OMEP Uruguay" and "Instituto SEXUR");"Natural and Cultural Tourism: Sustainable Development of the Biosphere Reserve Bañados del Este" (UNESCO/National Government).

- Activities: “Educational camps” (UNESCO/ National Government); L'OREAL-UNESCO Award "Women in Science 2010”; exhibition "Biodiversity is life; biodiversity is our life” at the Fourth Assembly of the Global Environment Facility (GEF); “National Week of Science and Technology” (UNESCO/ National Government); “24th National Fair of Science Clubs” (UNESCO/ National Government); “MERCOSUR Policy Forum on Science, Technology and Innovation: Towards a new social contract with science” (UNESCO/ National Government); “Graduate school in applied mathematics” (UNESCO/University of the Republic); “II Latin American Olympiad of Astronomy and Astronautics (OLAA)”; “Workshop on education of microbiology” (UNESCO/ University of the Republic/Latin American Association for Microbiology); Conference “Communication for development, social change and participation”; Seminar "Freedom of information: the right to know"; Congress "Two eyes for one purpose, inclusive community"; “Meeting of the American documentary television”; “Experts Workshop on Ethics and Climate Change”; launching of the project “Sub-regional Centre for Climate Change leadership training and management” (UNESCO/Avina Foundation/National Government/NGOs); First Workshop “Design of an entity for capacity-building and research on hydrometeorology in Uruguay”(UNESCO/National Government); Second Workshop “Towards the creation of a Hydrometeorological and Environmental Laboratory in Uruguay” (UNESCO/National Government); “Introductory Workshop on Environmental Flows” (UNESCO/UNEP/National Government).

Entry points for future cooperation and joint programming:

919. UNESCO participated in the elaboration of the project proposal “Uruguay united to end violence against women, girls and adolescents”, presented to the annual call of the “United Nations Trust Fund to End Violence against Women” (November, 2010). (UNESCO/UNWOMEN/UNDP/UNICEF/IOM/UNFPA/WHO). In addition, UNESCO also contributes to following the different inter-agency groups: Communications, Gender, MDGs, Operation Management Team, Climate Change and Variability, Risk Management and Natural Disasters (UNETE), and HIV/AIDS. Within the framework of the new UNDAF/UNDAP, these actions could open new opportunities for cooperation and joint programming in Uruguay.

Impact of activities at the National Level

ARGENTINA

- **Science Policy and Sustainable Development, Basic Sciences and Engineering Sciences**

920. The ISTIC UNESCO Workshop on “Science, Engineering and Industry: Innovation for Sustainable Development”, was held in the framework of the World Congress “Engineering 2010 – Argentina” and sponsored by the World Federation of Engineering Organizations (WFEO), la Unión Argentina de Ingenieros (UADI), Centro Argentino de Ingenieros (CAI), Instituto Tecnológico de Buenos Aires (ITBA), UNESCO Regional Bureau for Science in Latin America and the Caribbean, and the Argentine Ministry of Foreign Affairs reaffirmed the importance of engineering with regards to Sustainable Development.

Main achievement(s): Engineers in LAC are (more) aware of the importance of sustainable development in their profession and contribute

Challenges: The workshop concluded that the use of engineering should be strengthened to minimize or mitigate the consequences of natural disasters (floods, droughts, tropical hurricanes, earthquakes, and volcanoes) which are a priority in Latin America and the Caribbean. Social inclusion and the accomplishment of the United Nations Millennium Development Goals (MDGs) should become cross-cutting issues in every engineering work, design of new technologies and productive innovations resulting from researches for sustainable development.

Lessons learned: South-South cooperation experience proved to be efficient for promoting capacity-building in science, engineering and industry in LAC.

921. The International Congress Gender policies in Perspective: new scenarios, actors and dynamics was held by the Latin American Faculty of Social Sciences (FLACSO) in Buenos Aires (Argentina) from 9-12 November. It was supported also by IDRC, UNFPA, *Instituto de la Mujer* of Spain, UNDP, *Fundación Carolina*, and the Ministry of Science, Technology and Productive Innovation of Argentina. It had the participation of 30 lecturers, 25 special invitees and 250 participants. Representatives from Argentina, Chile, Costa Rica, India, Mexico, Paraguay, Peru, Spain, The Netherlands and the United States attended the activity.

Main achievement (s): **1**. Inclusion of STI policy decision-making could be increased and reasons for inclusion were understood by policy makers.

Challenges: satisfying the demands and opportunities that social scenarios and transformation processes are currently posing to the world.

Lessons learned: The congress established a scenario of new knowledge and innovative approaches for the articulation of gender-oriented policies and institutions

- Ecological Sciences Programme

922. The role of MAB National Committee in Argentine during the last years was very important due to the increase of number of biosphere reserves to 13 sites and also by the creation and functioning of the Argentine Network of Biosphere Reserves. During the Iberoamerican Conference on Biosphere Reserves in Puerto Morelos (México) in November 2010, this Network organized an informal meeting whose results were presented in XIV IberoMaB Meeting held in the Conference.

Major achievement(s): strengthen National Network of Biosphere Reserves (14 BR)

Challenges: restructuration of the Argentine MAB Committee; (gender) number of women and men managers of biosphere reserves should be balanced

Lessons learned: a participative National Network of Biosphere Reserves has an important role in the functioning and restructuration of MAB Programme at national level

- International Hydrological Programme

Major achievement(s): Contribution has been given to the development of capacities in the field of water resources management, especially in the emerging field of ecohydrology through the implementation of MSc degree, and the management of sediments through the strengthening of a scientific network and publication of scientific studies in this field. Support to the development of science in the field of hydrology has been provided by sponsoring scientific events that foster development of research capacities and networking in LAC.

Lessons learned: It was possible to strengthen management capacities by developing tools for decision makers in the field of flood management through support to publications of applied research developed at the regional level.

- **Earth Sciences/IOC-ICAM/Climate Change**

923. In terms of vulnerability mapping of coastal erosion support was given for the Seminar: The coastal problem in the South of Brazil, Uruguay and north-east Argentina (Buenos Aires, Argentina, 29 November 2010). Subjects tackled included: evolution, morphodynamics, coastal management, geology and environmental problems. As a result the publication of presentation and documents presented during the seminar would be made available in paper and on line during the first semester of 2011.

Major achievement(s): Earth Sciences scientists in LAC are aware of the importance of Sustainable Development in coastal areas in their profession and contribute towards it.

Challenges: The workshop concluded that the use of Earth Sciences should be particularly strengthened to minimize or mitigate the consequences of natural disasters (floods, droughts, tropical hurricanes, earthquakes, and volcanoes) which are a priority in Latin America and the Caribbean.

Lessons learned: South-South cooperation (Argentina, Brazil, Uruguay) experience proved efficient for promoting capacity-building in the Earth Sciences in Latin America and the Caribbean.

- **Social and Human Sciences**

924. The International Institute for the Promotion of Human Rights (UNESCO category 2 institute), Buenos Aires, Argentina will operate in the premises of the former Escuela Mecánica de la Armada. It’s the first Centre on Human Rights in the South.

Major achievement(s): Relevance and sustainability: (a) promotion of international rules on Human Rights; (b) capacity-building on Human Rights; (c) South-South cooperation

Lessons learned: Long procedure until official establishment.

925. Development of educational resources to support the proposal of the Core Bioethics Curriculum

Major Achievement(s): (a) implementation of Bioethics Core Curriculum determined a strong linkage between bioethics educational programs and human rights; (b) Human Rights approach to bioethics was taken into account by the teachers in different levels, (universities, young students, ethics committees, etc); and (c) UNESCO achieved visibility with this proposal

- **Culture**

926. Intangible cultural heritage and intercultural dialogue were addressed through activities (“The voice of the voiceless” project among others) to assist local communities and indigenous people to recuperate and safeguard their identities and develop their own music productions.

Major achievement(s): **(a)** joining efforts and working towards the respect of the cultural diversity and social integration; **(b)** assessment and documentation cooperates with those cultural expressions which have been silenced; **(c)** strengthen cultural identity of the communities involved

Challenges: communication of results achieved in the program to be broadcasted.

Lessons learned: need to continue spreading this work along the Latin American and Caribbean territories; need for a real and equitable communication between diverse cultural regions that inhabit Latin America.

- **Communication and Information**

927. The regional project strengthens AMARC LAC's news agency PÚLSAR by expanding its regional correspondents' network from 7 to 14, providing training and knowledge exchange for the network in the build-up of AMARC's tenth world conference held in La Plata (Argentina) from 7th to 13th of November 2010.

Major achievement(s): (a) the extension of PÚLSAR resulted in a greater diversity of voices, journalistic expertise and additional sub-regional journalistic coverage of the network. (b) the three-day training course for the new correspondents held from 4-6 November 2010 gave room to analyse the human rights situation in Latin America with specific focus on freedom of press/expression, gender equality, the rights of marginalized groups and indigenous communities; the correspondents flagged up issues of human rights infractions and discrimination in their sub-region. (c) participants also learned how to apply criteria of newsworthiness and received guidance on how to select and treat information sources. (d) the correspondents' network practiced news writing for radio journalism and prepared the coverage of AMARC's tenth world conference, which followed the training. Overall, the extension of the correspondents' network helped increasing the coverage on the issues faced by minorities and built a strong and dynamic team. Feedback provided by participants of AMARC 10 was entirely positive.

Challenges: With the dates of the AMARC 10 congress being fixed, the time schedule for capacity-building and preparation proved to be ambitious, but deadlines were met successfully.

Lessons learned: The extension of PÚLSAR correspondents' network proved entirely successful thanks to an organized close project management. It is recommended to keep working with the network in future projects.

PARAGUAY

- **Science Policy and Sustainable Development, Basic Sciences and Engineering Sciences**

928. The Regional Bureau for Science supported the organization of the International Centre for Pure and Applied Mathematics - CIMPA School: Applied Mathematics and Engineering held in Solis, Uruguay from March, 15-17. A lecturer and two students from Paraguay had the opportunity to join international professors and students from Argentina, Brazil, Colombia, Chile, Ecuador, France, Saudi Arabia, Sweden, United States, Uruguay and Venezuela. Subjects tackled by the School focused on engineering applications, such as telecommunications and signal and image processing, and numerical methods, stochastic calculus and its applications in finance.

Major achievement(s): Applied Mathematics research capacity increased in Paraguay

Challenges: Continue work towards consolidating an important scientific and technological pole in the country.

Lessons learned: Top level international and regional experts provided courses and held conferences considered as key steps in building a community in applied mathematics in Paraguay.

- **Ecological Sciences Programme**

929. MaB Programme participated in a First Paraguayan Congress on Environment and Sustainable Development by presenting a conference. Paraguayan National MAB Committee has organized this activity, in particular, a Symposium about the Chaco BR. Moreover a meeting with NGOs from Paraguay, Argentine and Bolivia was held in order to discuss the creation of a trinational biosphere reserve in Chaco.

Major achievement(s): dissemination of updated information and programmes related to environment in Paraguay

Challenges: national follow-up of debates initiated during this Congress

Lessons learned: need to increase national research in Paraguay about the Congress themes

Gender: high participation of women lecturers in this activity

- **International Hydrological Programme**

Major achievement(s): a) introduction of the importance of water education in children and youth by promoting programmes aimed at including such concepts since the early childhood. This effort falls within the efforts of the Organization in the framework of the United Nations Decades “Education for Sustainable Development” and “Water for Life” (2005-2015); b) through its groundwater initiatives, and more specifically through the ISARM Americas Programmes, UNESCO has contributed to the decision of the countries sharing the Guarani trans-boundary aquifer of signing a cooperation agreement. The agreement’s objective is to widen the scope of the actions developed for the conservation and exploitation of the Guarani water resources.

Lessons learned: This agreement has been highlighted as unprecedented by outstanding experts in this issue, including United Nations International Law Commission that was responsible for drafting the United Nations Law of Trans-boundary Aquifers.

- **Culture**

930. In the framework of the Cameras of Diversity Project created in 2004 and in coordination with the Regional Office for Culture of UNESCO in Havana and the support of the Paraguayan Coalition for Cultural Diversity and the local authorities, the UNESCO Montevideo Culture Sector organized the “Ypacaraí Lake Workshop: Alternatives in diffusion - distribution for the indigenous and communitarian cinema and audiovisual creation” (August 2010, Paraguay).

Major achievement(s): (a) the Workshop reached a positive level of impact and interaction with the local population fostering intercultural contacts and dialogue through the mobile film performances and several cultural activities. High level personalities attended the workshop; (b) it is noteworthy that last December 2010, in Paris, a dossier that included best practices identified locally, internationally and regionally in the indigenous audiovisual sector, as well as proposals that were given during the Ypacaraí Lake workshop were presented to the Intergovernmental Committee of the 2005 Convention.

- **Communication and Information**

931. A contract with the National Network of Community Radios in Paraguay (Red Nacional de Emisoras de Paraguay) was signed in December 2010 to provide a media needs assessment based on IPDC's Media Development Indicators and capacity-building for indigenous radios in the country. Two community radios in the indigenous communities La Herencia and Armonía receive broadcast infrastructure, as well as capacity-building. Auto-regulation mechanisms are set in order to guarantee freedom of press, equal access to information and transparency. The beneficiary

body, in cooperation with Paraguayan Secretariat of Communication and Information (SICOM) and communication faculties also designs and prepares a methodology to conduct a media development study in Paraguay based on IPDC's Media Development Indicators: Current status: The project is in implementation, first results are expected in April 2011. The partnership agreement between the National Network of Community Radios in Paraguay and the SICOM that provides consultancy and monitors the project implementation, can be considered as a **first major achievement**.

Challenges: SICOM as a Paraguayan Government Entity is not entitled to receive external funding. However, the partnership agreement between SICOM and the National Network of Community Radios regulates the cooperation between both institutions. Generally speaking, cooperation with many Paraguayan partners suffers from distance communication, as some public institutions as well as non-governmental organizations are not very used to a fluent timely email communication. Capacity-building for community radio broadcasters is designed to strengthen democratic debate, especially in rural areas of Paraguay, providing community radio training over a five-month period.

932. The Paraguayan Government has started a regulatory process for the distribution of community radio licenses in order to foster citizens' participation. The implementing body ACER (Association of Radio Communication and Education) teamed up with the Paraguayan National Radio. Current status: The project is in implementation, results are expected in July 2011.

Major achievement(s): The project helps to increase production and diffusion of radio micro programs on issues related to human rights, children rights, gender equality and environment. Furthermore, it strengthens indigenous people's inclusion.

Challenges: Originally it was planned to sign the contract directly with the Paraguayan National Radio (RNP), but RNP was not entitled to receive external funding. However, the partnership agreement between ACER and RNP regulates the cooperation between both institutions.

933. The Association Tembapiora is assisting Radio Nacional de Paraguay in the transition process towards public service broadcasting. Two international experts from Latin America and Europe analyzed processes and structures subjects to change. Tembapiora organized two training workshops for indigenous groups who will actively participate in Radio National’s programming design. Current status: The project is in implementation, first results are expected in April 2011.

Major achievement(s): The project helps increase pluralism of media content, the production of local content by and for indigenous people. In cooperation with Tembapiora, RNP's programming board was restructured and now includes representatives of indigenous groups.

Challenges: Originally it was planned to sign the contract directly with RNP that was not entitled to receive external funding.

- **Education**

934. In accordance with EFA (goal 6) and PRELAC II (focus 3), the Education Sector of UNESCO Montevideo supports Paraguay in the development of policies and strategies to promote school centres as innovative agents in their communities.

Major Achievement(s): a) Visualization of our priority EFA 6;

Challenges: Time and financial support for technical assistance

Lessons learned: The involvement of local counterparts in the planning, implementation and evaluation stages is crucial for carrying out activities and ensures its pertinence.

URUGUAY

- **Science Policy and Sustainable Development, Basic Sciences and Engineering Sciences**

935. The Regional Bureau for Science supported the organization of the International Centre for Pure and Applied Mathematics - CIMPA School: Applied Mathematics and Engineering held in Solis, Uruguay from March, 15-17. The event gathered international professors and students from Argentina, Brazil, Colombia, Chile, Ecuador, France, Paraguay, Saudi Arabia, Sweden, United States, Uruguay and Venezuela. Subjects tackled by the School focused on engineering applications, such as telecommunications and signal and image processing, and numerical methods, stochastic calculus and its applications in finance.

Major achievement(s): Applied Mathematics research capacity increased in Uruguay.

Challenges: Continue work towards consolidating an important scientific and technological pole in the country.

Lessons learned: Top level international and regional experts provided courses and held conferences considered as key step in building a community in applied mathematics in the Uruguay. It was organized on the basis of engineering mathematics master programme recently created. Participants: 50 master degree students.

936. The Regional Bureau for Science supported the organization of the II Latin American Olympiad on Astronomy and Astronautics – II OLAA which was held in Bogotá, Colombia from 5-11 September. It was organized by Corporación Cosmos of Colombia. The event enabled participation of young Latin America and the Caribbean students from seven countries of the Region, among which 35 medals were distributed. Two astronomy professors from Uruguay collaborated with the activity implementation. The Uruguayan delegation earned one silver and two bronze medals, as well as two mentions of honour.

Major achievement(s): Astronomy education improved in LAC.

Challenges: To keep up the priority of developing Astronomy teaching and learning in the Region among the rest of urgent needs that request UNESCO's response and cooperation in the remaining areas of the natural sciences.

Lessons learned: High interest proved by institutions and young students and teachers participating from seven countries of the Region, among which 35 medals were distributed.

937. The Regional Bureau for Science supported the Ministry of Education and Culture in Uruguay (MEC) in the organization of the National Science and Technology Week (May). It gathered 165 voluntary lecturers, who delivered 350 conferences throughout the country and 155 open door activities took place in parallel in selected science-related centres and museums. An estimate of 32000 persons was involved in different way during the event.

Major achievement(s): Science and technology education improved in Uruguay through popularization of science

Challenges: To keep up the priority of supporting a national best practice with long-standing tradition in one country among the rest of urgent needs that request UNESCO's response and cooperation in the remaining Member States in the Region.

Lessons learned: High interest proved by institutions and young students and teachers participating. National Science week: 165 voluntary lecturers delivered 350 conferences throughout the country and 155 open door activities held in selected science-related centres and museums.

Participation of more than 32,000 people. National Science Fair: 1000 students took part, 142 Science Clubs presented their projects and were awarded prices by national STI authorities

- **Ecological Sciences Programme**

938. Cooperation with national government mainly DINAMA (National Environmental Direction) was carried out in support to the naturalist art about Bañados del Este Biosphere Reserve. A book on "A National Strategy for Management Invasive Alien Species" in Uruguay was produced. The cooperation also involved the elaboration of the intersectoral project "Cultural and Natural Tourism: Sustainable Development of the Bañados del Este Biosphere Reserve in Uruguay" which was presented in the Iberoamerican Conference on Biosphere Reserves in Puerto Morelos (México) in November 2010. A Uruguayan consultant on tourism is reviewing this project to meet national and local expectations in the project formulation.

Major achievement(s): dissemination at IberoMab updated information on the regional pilot project Cultural and Natural Tourism: Sustainable Development of the Bañados del Este Biosphere Reserve

Challenges: national follow-up of the project in Uruguay and other Latin American countries; involvement of private partners to funding this project; consideration of the relationship between tourism and the development of the biosphere reserves, as well as conservation of biodiversity functions.

Lessons learned: the debate on this project in IberoMaB Network shows a great potential to develop it in other IberoMAb countries including Spain and Portugal. It also shows that IberoMaB is an excellent network to undertake regional projects and activities involving countries and individual biosphere reserves.

- **International Hydrological Programme**

Major achievement(s): **(a)** the National Emergency System was strengthened; it was responsible for the development of the National Climate Change Response Plan currently operative in the country. **(b)** the System is a pioneer multidisciplinary initiative in the region in the combat to climate change impacts. **(c)** a contribution was made to the development of the National Water Resources Plan that refers specifically to some of the IHP initiatives that have provided inputs given by a greater understanding and more thorough knowledge of water resources.

Challenges: Introduction in the National Environmental Agenda of the concept of "Environmental Flows" as a tool for integrated water resources management.

- **Earth Sciences/IOC-ICAM/Climate Change**

939. Technical assistance to the organization of Seminar on Migration, population movements and mobility: challenges linked to Climate Change and Risk Assessment (Montevideo, Uruguay, 14 September 2010) was provided. The Seminar had as main objectives to present the state of the art on the linkage between the subject and different scenarios in public management, the academia and civil society; as well as discuss and agenda / lines of action for institutional and technical strengthening that enable to efficiently cope with the subject in Uruguay. It was organized in coordination with the International Migration Organization (IMO).

Major achievement(s): Inter agency work achieved with positive impact in the political agenda: UNESCO, jointly with IMO (the International Migrations Organization) was able to set the subject in the political agenda of Uruguay.

Challenges: Inter agency work appears as a task that will require special attention and commitment.

Lessons learned: At the country level coordination among political and social actors exists and is operating.

Focal points meeting. Regional process for the formulation of Project Atlasur: Promoting adaptation to Climate Change through Integrated Coastal Management

940. As a follow-up to workshop held on the formulation of a Regional Project on Integrated Coastal Zone Management in South-West Atlantic: Promoting environmental and socio-economic sustainability through adaptation to climate change (Project ATLASUR) (Montevideo, Uruguay, 1-3 December 2009), progress was made towards the joint formulation between Argentina, Brazil and Uruguay of the project proposal.

Major achievement(s): Governments in the region working together to elaborate a project document for funding by the Global Environmental Fund (GEF)

Challenges: Reaching the commitment of Member States for engaging to engage in an interactive process as those who hold public office keep moving due to the frequent political changes that characterize the countries of the sub-region

Lessons learned: Flexibility required working with political actors in the countries involved.

For more information on the Project process:

- **Social and Human Sciences**

941. A seminar was held last year as the first stage of a series of activities.

Major achievement(s): a) response to Member States request (in the region) on technical and substantial assistance previous to the formulation of policies in the field of migration and free movement of people which includes employment policy; b) researches to be carried out will serve as substantial input for discussion and debate during the For a of Ministers.

Challenges: More funds are needed

Lessons learned: Very high interest from stakeholders on the topic

942. Concerning the Ethical Principles in relation with climate change a workshop of experts from South and Central America was held in Montevideo, (17 and 18 June 2010) where 18 experts from 10 countries participated

Major achievement(s): A network of expert related to Ethics and Climate Change was established

Lessons learned: Need to create a specific link in UNESCO Bioethics Network's webpage for Ethics and Environment

- **Culture**

943. Efforts were pursued to contribute to the strengthening of the joint United Nations country level programming and the One United Nations reform process and the achievement of the MDGs in general (goals 1, 3, 8 in particular). The implementation of the UNDP-Spain MDG-Achievement Fund No. 1763 ("Strengthening cultural industries and improving access…"-VIVI CULTURA) was until now successfully carried out and started to have a real impact on national public policies, which are increasingly taking into consideration Culture as a factor for development and social cohesion.

Namely, it has shown a direct impact on the four national priorities, as defined under the UNDAF: (1) sustained and sustainable growth of the Uruguayan economy; (2) poverty reduction; (3)

reduction of inequality and the promotion of human rights; (4) strengthening democracy while increasing civil, political and social citizenship. This pilot experience as One United Nations project has started to be replicated in the other countries of the sub-region.

Major achievement(s): (a) the conglomerates of Music, Publisher and Crafts are operating with their strategic plans and presenting projects to improve sector competitiveness; (b) the crafts' sector has been supported to participate successfully in national and international fairs; (c) four culture factories with the assistance of the Project, have finalized their training stage, and are presently development their business strategy.

Challenges: Implementing the Knowledge Management System.

Lesson learned: (a) the Project is an innovation both from the thematic and the wide of management. It's very complex and requires good coordination among the United Nations agencies and the national partners for following the work plan; (b) some aspects of the Project need more time for implementation and extra time would be necessary.

944. In cooperation with UNAIDS in Uruguay and the Ministry of Education and Culture (MEC), the project "Inventiva" was conducted, aiming at promoting the cultural approach to raise awareness of HIV and AIDS in Uruguay. The outdoor road shows raised awareness among the audience (more than 600 people in six different cities). A systematic survey on audience impressions of the movie sample (through questionnaires) was conducted, which demonstrates the positive impact of art as an adequate response to HIV and AIDS projects.

Major achievement(s): strengthening and ratification of commitment of cooperation between UNESCO, UNAIDS and the Ministry of Education and Culture in order to enable a long-term cooperation using a cultural approach to HIV and AIDS projects.

Challenges: strengthen the communication of the project in order to improve the impact of the activities

Lessons learned: (a) the importance of the cultural approach as an appropriate response to HIV and AIDS; (b) intend to participate in the initiative by various stakeholders of Uruguayan culture.

- **Communication and Information**

945. The two-day seminar "Freedom of Information: The Right to Know" was held on 16-17 September 2010 in the Uruguay's Presidential Office. Co-hosted by the Uruguayan Ministry of Education and Culture (MEC), the Uruguayan Agency for Electronic Government and Information Society (AGESIC) as well as the Argentinian, Paraguayan and Uruguayan Press Associations FOPEA, FOPEP and APU respectively, the seminar gathered approx. 40 participants from Argentina, Paraguay, Uruguay and Brazil, representing government institutions, media and media associations, communication faculties and NGOs. Discussions were recorded and podcasts are accessible on UNESCO's website.

Major achievement(s): (a) participants lively discussed the current situation of freedom of expression and access to information in the target countries, exchanged experiences and shared best practices. (b) most participants were experts in their fields, which enabled in-depth analysis and problem solving; (c) discussions between representatives of government institutions and press associations on professional and ethical standards contributed to an ongoing constructive dialogue on these issues. (d) given the politically sensitive subject of media concentration in the region, UNESCO managed to act as a fair and neutral broker; (e) a debate on digital TV was specifically useful to install a regional dialogue among key stakeholders who are currently regulating their digital TV policies.

Challenges: In spite of a widespread announcement of the event, it proved challenging to ensure broad participation by journalists.

Lessons learned: The cooperation with partner organizations (e.g. the Uruguayan Press Association) was less effective than expected in terms of public announcements of the event. Participation of journalists from outside the capital has to be organized more in advance and financial and logistical assistance might be necessary.

946. Best practices on communication for sustainable development were demonstrated in the course of a Conference on Communication for Development, Social Change and Participation, held on 28 October 2010 in Montevideo. The conference gathered approx. 200 journalists and communication experts, students, government representatives and civil society organizations. The selection of panellists included gender criteria and the share of female panellists was approx. 40%. The blog http://www.cpd-unesco.blogspot.com/ summarises the debates of the conference and provides an open forum for discussion and exchange of ideas. The publication “Communication for Development: a tool for social change and participation”, launched on this occasion, includes articles from various authors on environment communication and media communication on sustainable development.

Major achievement(s): (a) high number of participants demonstrated the society's broad interest in topic area; (b) panellists shared experiences, best practices and challenges of communication for development in their work; (c) print media, radio and TV channels covered the event; (d) the cooperation with national public institutions and NGOs proved particularly useful to announce the conference; (e) the publication presented and distributed during the conference was in high demand. It was downloaded more than 27.000 times in one month only.

Challenges: Although participants were asked to confirm their assistance upfront, it was difficult to estimate how many people would attend the conference. In fact, the number of attendants almost doubled inscriptions and not all inscribed persons attended the conference. Additional chairs had to be organized to provide seats for all. In spite of a specific briefing of the roundtable moderators, panellists exceeded their presentations, which meant that debates were rather limited to the panel instead of including the whole audience.

Lessons learned: (a) when the number of participants cannot be estimated exactly, different scenarios should be planned and prepared in detail; (b) strict time management will be essential to guarantee an open debate among all participants.

- **Education**

947. In accordance with EFA (goal 6) and PRELAC II (focus 3), the Education Sector of UNESCO Montevideo supports Uruguay in the development of policies and strategies to promote school centres as innovative agents in their communities.

Major Achievement(s): a) Visualization of our priority EFA 6; b) MoU with National Administration of Public Education (ANEP/CODICEN, Uruguay).

Challenges: Time and financial support for technical assistance

Lessons learned: The involvement of local counterparts in the planning, implementation and evaluation stages is crucial for carrying out activities and ensures its pertinence.

UNESCO Office in Port-au-Prince

948. As there is a separate and inclusive document pertaining to programmatic implementation in Haiti, you are kindly requested to refer to document 186 EX/5 Add, entitled “Progress on the

implementation of the medium and long-term cooperation strategy for Haiti”. This document can be found at the following URL: http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001917/191700e.pdf.

UNESCO Office in Quito

Background

949. The countries of the Andean region are undergoing political, economic and social reforms which call for a concerted response from the United Nations system. All four countries of the Cluster are middle income countries (Colombia and Venezuela being at a higher level). Nevertheless, there are still important economic and social disparities (poverty remains a big issue especially among indigenous and afro-descendent people and migrants; an important group of population has no access to basic social services). National development plans adopted by the current governments put emphasis on the promotion of human rights and democracy, social inclusion, poverty reduction, cultural diversity, regional integration and security, and priority is given to social investments that guarantee the realization of national unity and peace (MDGs are a reference for all the development plans implemented at national level). Bolivia y Ecuador en particular are promoting the concept of “Buen Vivir (Suma Kawsak)” which originates from the traditional cultural cosmo-vision of the Andean people (living in harmony with nature, the right of mother Earth, etc.) and permeates all official plans.

Main Challenges

950. In this context, UNESCO’s response remains in line with its mandate and follows the priorities established by the Governments. The United Nations system globally works in a coordinated manner in particular through MDG’s joint projects and the implementation of on-going UNDAF. In Ecuador, the Government has adopted a National development Plan which aims at building a Pluri-national State through the recognition of the cultural diversity of the country. New laws on Education and Culture have been adopted which guarantee the recognition and full inclusion of the cultures of minority groups such as indigenous people and afro descendent population (e.g. intercultural bilingual education, promotion of traditional knowledge and intangible cultural heritage…). A new Law on Medias is still under debate at the National assembly. The Law has raised a series of controversies at national level and UNESCO has been called upon by the President of the National Assembly to comment on the Law and to provide technical guidance based on international standards. In Bolivia, the Government has promulgated a series of laws which guarantee the promotion of the rights of indigenous people, in particular in education (adaptation of the curriculum to the cultural environment); Intercultural Education has become one of the main priorities of the Government. In Colombia, the government has launched a new policy on quality education including the revision of the curriculum and the introduction of quality indicators. The issue of national security remains however a challenge and a priority for the new government. Several actions have been undertaken in order to promote the right to education especially in the areas where insecurity is still prevailing. Venezuela has a strong policy of south-south cooperation (e.g. direct support to African and neighbouring countries through fellowships). The office has developed actions mainly in education and communication, the most significant ones being the launching of the EFA/GMR in Caracas in collaboration with the Ministry of Education, and the training of 100 media professionals on safety of journalists.

Main achievements in 2010

951. During the period under consideration, UNESCO Quito has provided technical assistance to develop and strengthen policies contributing to the achievement of international global objectives. Capacity-building and policy advice are central to our cooperation with Andean countries. All activities give priority to the participation of women and marginalized groups (youth, minority groups including migrants).

952. In education, the main focus has been on supporting national efforts towards the improvement of quality education and the inclusion of marginalized groups (youth, people of African ascendance). An Andean Committee for Quality Education has been established under the leadership of UNESCO; the objective is to create a space for dialogue on issues related to Quality Education and to (re)define the concept of Quality education taking into account the intercultural dimension of the region. A forum of Ministers of education of the Andean region is foreseen in 2011 (possibly in Colombia). Events for the launching and dissemination of the EFA/GM Reports have also been organized with the participation of high-level authorities (Ministers, Members of Parliaments, United Nations agencies, civil society, etc.). The report is well received in all countries except in Colombia where the authorities consider that the data do not reflect the reality of the countries.

953. In Sciences, Advice has been provided on environmental issues in the framework of the activities of the Man and the Biosphere Programme (MAB) and the International Hydrological Programme (IHP). UNESCO supports the elaboration of national policies for the conservation of the reserve and the protection o indigenous people living in isolation through the implementation of a MDG-funded project ("Conservation and management of the natural heritage site of the Yasuni Reserve", Ecuador- total budget: $4.000.000; UNESCO: $650.000). With the support of UNESCO and UNDP, preliminary consultations have taken place between the Government and local indigenous organizations.

954. In Culture, the office is implementing in Ecuador a MDG project on Cultural diversity and social inclusion (total budget: $ 5.500.000 – UNESCO component: $ 1.300.000). One of the main results of the project has been the adoption of a National Plan against discrimination and racism (the first one to be ever adopted in the history of Ecuador). The plan has been officially launched by the President of the Republic. UNESCO has supported the organization of the Forum of LAC Ministers of Culture which took place in Quito. In 2010, Galapagos has been withdrawn from the list of WH sites in danger. The Gvt has requested UNESCO to assist in the design of an integrated Plan for the protection and conservation of Galapagos (an educational reform for Galapagos is under finalization with the support of UNESCO).

955. In Communication, 2010 has been a year of major controversies between the Governments and private Medias (Bolivia, Ecuador, and Venezuela). Advice has been provided to Member States on media legislation and international freedom of expression standards and instruments. UNESCO's position and proposals have had a significant impact on parliamentary, media, government and academic circles. In this sense, UNESCO's work has been successful and widely recognized by main CI actors and observers. UNESCO has succeeded in being one of the leading institutions in this field, together with the Organization of American States (OAS) and the United Nations Rapporteur on Freedom of Expression. In Ecuador, UNESCO's comments on the Law were widely reported by national Medias. Seven new IPDC projects were approved and launched in 2010 in the Andean region contributing to the reinforcement of capacities of several local Medias. Collaboration with universities has also been strengthened: a joint CI/ED initiative was launched ("New teachers, new technologies: towards the building of a proposal for the pedagogic appropriation of ICTs and digital literacy in the training of teachers in the Andean countries") and UNESCO's Journalism Model Curricula has been promoted in Bolivia and Ecuador. In Colombia, UNESCO has finalized an agreement for a project (Japan-FIT) on the development of community radios. Media Development Indicators (MDI) was applied in Ecuador, and arrangements have been made for implementation in Bolivia and Venezuela. Support has been given to the organization of the World social Forum on migrations (Quito, October 2010).

Office's contribution to the UNCT activities and UNDAF:

956. A big challenge that UNESCO faces at cluster level is to ensure an effective presence and participation in all UNCT's activities. While in Ecuador, the office plays a very active and recognized role in the UNCT, in other countries, our capacity to intervene remains limited, in particular in areas where regular budget is very tight (SC) or almost inexistent (SHS). In Ecuador,

UNESCO participates in the following interagency thematic groups: Education (Lead Agency); Interculturality (Alternate); Sustainable development (Alternate); Gender; Human rights and Governance; Frontera Norte (Colombia/Ecuador); HIV/AIDS (active member). Two MDG-funded projects in Ecuador (Culture and Sciences).

957. Possible entry points for future cooperation and joint programming:

– Education remains the main area of intervention of UNESCO. While the current UNDAFs focus on the eradication of poverty and fight against exclusion through “universal access to basic education”, issues like peace and human rights education are not fully integrated.

– In Culture, the issue of Cultural Industries and protection of intellectual property can be emergent topics for UNDAF;

– Communication and information does not receive enough attention. UNESCO could develop a strategy for incorporating issues like freedom of expression, community radios, ICT and Education.

– In Sciences, there is a growing interest of the governments of the region to promote, protect, and revitalize indigenous knowledge.

UNESCO Office in San José

Background:

958. In 2010 the San Jose office continued to improve its participation in the United Nations Country Teams (UNCTs) of the countries in this cluster: Costa Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua and Panama. This was achieved through active participation in evaluations of UNDAFs and in the new UNDAF rollouts in the sub-region. Videoconferencing equipment enables the office to participate on a regular basis in the UNCT meetings where is is a non-resident agency. We did carry out specific missions to El Salvador and Honduras for the UNDAF rollouts and have contracted a consultant who provides representation at the UNDAF and UNCT meetings in Panama. We also travel on mission as frequently as possible to Nicaragua, Honduras and Panama to take part technical and country-team meetings related to our activities for the Spanish MDGF joint programmes in those countries.

959. The office professionals have made it a priority to strengthen their reporting for the UNDAFs of the respective countries of the clusters by emphasizing the links between the expected results of the MLAs with those of the UNDAF results and those of the Millennium Development Goals.

960. The improved participation in the UNCTs and the UNDAF processes have achieved several key objectives:

- Enhanced standing and visibility in the cluster countries;
- Improved contacts with the relevant government ministries and better alignment of activities with national development plans and UNDAF expected results;
- Improved implementation of country-level activities; and
- Strengthened participation in United Nations reform processes and Delivering as One.

961. 2011 will see the completion of two UNDAF rollouts, Honduras, and El Salvador, and new rollouts being undertaken in Panama, Costa Rica and Nicaragua. The rollouts will provide new

opportunities for UNESCO to strengthen its overall presence in the UNDAFs and to assure that UNESCO´s priorities and expected results of its workplan are well reflected in the document. The directive from the UNDP administrator that the new UNDAFs be more in line with the Millennium Development Goals will benefit the office given the direct correspondences between the objectives of our programme sectors with the MDGs.

962. SJO continues its participation in a total of eight MDGF joint programmes: three projects on culture and development – in Honduras, Nicaragua and Costa Rica; and on climate change and economic governance in Nicaragua, on youth, employment and migration in Costa Rica, and conflict resolution and peace-building in Panama and Costa Rica. Carrying out the various activities of these MDGF programmes will be a major focus of the office in 2011. The good results achieved so far by SJO in all eight of these joint programmes have been recognized by the MDGF evaluation unit as well as by the United Nations agency and government partners.

Main Achievements

Education

963. In 2010, emphasis was placed on strengthening the capabilities of Education Ministries through the regional programme Institutional Strengthening of Education Ministries, with the main objective of assisting Member States in reaching their EFA goals. Two of the four planned components have already been designed: *Economy of Education and Public Budgeting and Finance*. A main achievement of the progamme was to bring together high ranking civil servants from the Education and the Treasury Ministries, who after completing the course, acquired a multidimensional perspective of education and that aided them in meeting the challenges which persistently occur in each of their areas of specialization. More than 50 civil servants from Central America attended the courses that combined classroom training and e-learning to improve their skills in management, administration, finance and budgeting and strengthen public policies on education in the sub-region.

964. In the year 2011, the ED unit with the support of other key actors such as OREALC, IIEP, the Central American Educational and Cultural Cooperation (CECC), will introduce two other two courses: *Statistics, Monitoring and Evaluation and Teaching Training Public Policies*.

965. A second priority at the regional level of the sector in 2010 was to analyse the regional Programmes for Illiterate Youth and Adults and to develop and present a new data collection system to measure illiteracy rates of the region. To do so, the sector worked hard to organize country units from Education Ministries as well as Statistics Departments in each of the countries and to name a focal point for future cooperation. A regional meeting of all country teams was celebrated in the city Granada, (Nicaragua) in April 2010 and two videoconferences were held in regard to the follow up of the project.

Natural Sciences

966. Emphasis in 2010 was placed in the areas of climate change, including participation in COP 16 in Cancun Mexico to present various climate change related activities, and in natural disaster prevention. The areas of managing natural resources are specific cases where SJO activities are focused on promoting subregional cooperation.

967. The office secured a landmark extrabudgetary contribution from the European Commission for a project entitled “Strengthening Early Warning Systems in Central America from a multi-threat perspective”. This project is an excellent example of successful intersectoral work in this field (including ED and SC sectors). The project will be developed in the six countries of the region, and its principal focus will be to strengthen the capacities of vulnerable people and local, national, and regional institutions to confront natural disasters, such as floods, landslides, volcanic activity and tsunamis.

968. Work is also being developed in the area of science policy for the region, notably by organizing a regional workshop on science parks and business incubators for all of Latin America, which enabled the most developed countries from the region to share their best practices with some of the least developed countries, a good example of how South/South collaboration can assist countries to sustainably develop their economies through science.

969. The Office has also been active in developing projects in the region relating to biosphere reserves, notably their governance, and the role of indigenous populations play in promoting sustainable practices in biosphere reserves, considered learning sites for sustainable development.

Social and Human Sciences

970. The Office promoted the right to take part in cultural life through the launching of national states-of-the-art studies, one in Costa Rica and another one in Bolivia, which identified the main achievements in the promotion and protection of this right as well as the obstacles that the countries in question still face.

971. The skills of young people for the developing and running of micro-enterprises were promoted in Costa Rica as part of UNESCO's activities in the MDG-funded window on "Youth, employment and migration". With this training several young people have acquired the necessary skills to run their own small businesses. This has given them not only a source of income but also an opportunity to do something productive which makes them feel part of their community.

972. The link between research and policy making in the area of poverty eradication in Latin America was reinforced through the presentation of a study carried out in Mexico during the previous biennium. Important members of Mexico's academic community exchanged views and opinions with relevant members of the policy-making circle regarding the relevance of strengthening the link between their two fields in order to improve the formulation of policy aimed at the eradication of poverty.

Culture

973. The Office continued its activities under the three MDGF joint programmes on culture and development (Honduras, Nicaragua and Costa Rica), which will be a major focus of its work in 2011. In this sense, as a common line action on those countries, CLT has provided technical guidance on cultural mapping, cultural expressions' revitalization processes, cultural and creative enterprises and entrepreneurships, cultural management training programs and Cultural Information Systems including cultural indicators.

974. The Office also has received Italian FIT for carrying out of a sub-regional meeting on the implementation of the 2003 Convention for the Safeguarding the Intangible Cultural heritage. The CLT unit will also be working closely with Member States in the cluster and the WHC in Paris on the identification and development of new World Heritage cultural sites.

975. CLT, working with other partners such as ILAM (Latin American Institute for Museums) has elaborated an innovative manual *Museums committed to their local heritage. A Manual for Self Training, Self Assessment and Obtaining a Certification*, which consider museums as potential agents of change and sustainable local development. This Manual will turned into internet tutorial in order to be accessible for all Museums.

976. The Office's culture strategy for the biennium is based on highlighting and showcasing the close correlation that exists between culture and development as a means to achieve the MDGs.

Communication and Information

977. The Office contributed to strengthening freedom of expression and freedom of press as fundamental human rights, the promotion of safety of journalists, the development of community media, and the development of policies on citizen access to information and uses of information technologies for transparency and good governance.

978. UNESCO supported countries of the subregion in improving freedom and pluralism in information, and in strengthening the capacities of media and civil society to exercise the right to information and the communication mechanisms that empower citizens to participate effectively in governance processes. The CI unit also promoted strategies of communication for development with local governments, with a view to also increasing citizen participation.

979. The use of new technologies –reinforced by UNESCO in Central America- such as the Internet and digital media offer unprecedented opportunities to promote freedom of expression and information. Through out the subregion, UNESCO San José trained youth, women and children in the use of ICTs as tools for creating access to information, preventing violence, creation of new content for radio and television and designing of web pages for exchanging information in rural communities.

980. The Central American Countries and Mexico are currently suffering an epidemic of journalist killings, with Honduras and Mexico particularly hard hit. The Organization of American States has declared Mexico to be the most dangerous country for journalists in the Americas. Since 2000, 60 journalists in Mexico alone have died because of their work. Drug gangs are seeking to control the media. Local, National Regional and International organizations have protested impunity and have demanded protection, full investigations and prosecutions. In response to this crisis, the CI unit in 2011 will devote special attention to assisting journalists and media organizations in the sub-region in developing the initiatives to help end impunity for crimes against journalists.

981. The CI unit will also emphasize:

- Democratization of the knowledge and access; and also the importance of the social, political and economical implications of the Information Society. Organization of activities in Central America and Mexico related to: (a) Economical and political implication of the digitalization process in broadcasting (TV and radio); (b) Creation of local contents and a better knowledge on the adequate uses of ICTs; (c) Freedom of expression and ICTs; (d) To aim the creation of Knowledge Societies to reduce the digital gap and to strengthen the participation of civil society in processes related.

- Creation of policies related to promote the participation of minority groups and excluded communities on media management;

- Strengthen the leadership of social media in democratic societies as basis for an ethical exercise of journalism.

National Commissions

982. The San Jose office has worked to strengthen its cooperation with the National Commissions of the cluster. The office has worked with NATCOMS, particularly San Jose and Honduras, in the preparation of participation programme proposals and also in the development of activities related to education, culture and communication and information.

The key issues in the sub-region that tie-in with UNESCO priorities are:

- Youth development and strategies for reducing youth violence, including activities focusing on training in conflict resolution techniques, retaining youth in school or

providing them opportunities to return to school or take part in education initiatives aimed at skills building for future employability. The MDGF projects on youth employment and migration and on conflict resolution and peace-building in Costa Rica and Panama address these priority areas concerning youth.

- Gender equality, promoting women's rights as well as educational and development opportunities as vehicle to empowerment, and working to end domestic violence

- Strengthening the Associated Schools Networks in the sub-region including through teacher training, capacity-building in educational planning, management and budgeting; developing adult education initiatives.

- Promoting media literacy, both among students and among teachers

- Collaborating with Member States in the development of their HIV/AIDS preventive education and information programmes.

- Natural resources management with links to sustainable development practices in the management of ecosystems, and capacity-building in responding to natural disasters and in meeting the challenge of climate change.

- Culture and development, including the role that the tangible and intangible heritage play in development.

- Good governance and citizen participation, such as through the development of online services, digital media and community media centres

Country Level Activities

COSTA RICA

983. In Costa Rica for the MDGF joint programme on Youth, Employment and Migration, the ED unit carried out activities to strengthen technical education with the goal of improving the employability of the young participants, as well as enhancing the quality of the technical education offered by the Ministry of Public Education.

In the field of AIDS the presence and constant contributions of Education sector during 2010, was rewarded. Since June Education sector is holding the presidency of Costa Rica's GEAV[8] and has been an active actor in the definition of the Annual Plan of UNAIDS in the country.

984. Two other notable activities of the education unit were the celebration of the International Day of AIDS in collaboration with the UNAIDS team and the Familiar Day of AIDS, in collaboration with GEAV team. The goal of these activities was to help prevent the spread of HIV/AIDS by contributing to the diffusion of information and knowledge of AIDS and to strengthen the links with other United Nations agencies to work, in this regard, as One UN.

985. These education activities tied in with the UNDAF expected result of strengthening the capacity of public institutions and the area of priority dealing with sustainable and equitable human development. The regional activity on Public Policies for Teachers was a key component of this cooperation in Costa Rica.

986. SJO's culture unit continues to play the leading role in the development and implementation of the MDGF project "Intercultural Policies for social inclusion and generation of opportunities." This project seeks to empower rural and marginalized urban communities in relation to their

---

8 In Spanish *Grupo de NN.UU. de Estrategias y Aprendizajes en VIH*, (UN Group of Strategies and Learnings on AIDS).

cultural expressions and rights, as well as to provide capacity-building in the sustainable management of their cultural resources. The project also seeks to build institutional capacity in the management of cultural policies, including promoting strengthened intercultural policies in Costa Rica's cultural, educational, health, economic and agricultural sectors. The main achievements obtained so far are centred on incubation model for cultural and creative entrepreneurships; training sessions on subjects such as production of public shows, audio-visual media and digital animation and creating productive chains. One of the cultural productive chains created it has been called “La Ruta de los Héroes” in Sarapiquí; production of 5 festivals on traditional food, dance, theater, literature and music conceived as spaces for exhibiting cultural expressions and fostering intercultural dialogue; creation and implementation of the Cultural Information System which already have more than 300 entries and the elaboration of the methodology for the Cultural Indicators System which will be nurture by the results obtained through the First National Survey of Cultural Habits and Practices, held last October, with a representative sample of 1,068 households.

987. This MDGF project on culture and development constitutes a main area where SJO is working closely with the other United Nations partners, UNDP, UNICEF, WHO and FAO, and its activities are contributing to the UNDAF priority area of reinforcing socio-cultural practices that promote respect for human rights, non-discrimination and cultural and ethnic diversity.

988. Besides, MDGF Joint Program on Culture and Development, culture unit has worked on educational materials which emphasizes on the knowledge of African history and of the tragedy of the slave trade reinforced such as “Del olvido a la memoria”. This material will be accessible as an internet tutorial. Another pedagogical tool implemented has been “Diversidades: el juego de la creatividad” which look forward to strengthen intercultural dialogue at schools.

989. In addition, CLT has provided through a workshop, technical tools to improve the process for constructing cultural public policies in a moment where the Costa Rican government is working on a strategy to elaborate the first National Policy and Law on Culture.

990. The MDGF thematic windows on youth, employment and migration and on conflict resolution and peacebuilding have served to strengthen the office's cooperation with the UNCT and government ministries, notably planning, education, labor, justice and culture and youth. SJO´s activities for these windows are intersectoral, concerning SHS, ED and CI, and concentrate on youth development in the areas of formal and non-formal educational opportunities, training in the uses of media and ICTs (including using ICTs for online training in learning a second language), and training of youth in leadership and conflict resolution techniques.

991. The science sector of the San Jose office has considerably expanded its work in the area of science policy in the region, in particular in Costa Rica, where it held a regional meeting on science parks and business incubators with participants from throughout Latin America and the Caribbean. The meeting was a unique opportunity for countries from the continent to exchange best practices and move forward together in this key area for development. Following the meeting, Costa Rica put forward a proposal to become the pilot country in the region for the development of a science park with the assistance of UNESCO and of the World Technopolis Association (WTA). The proposal, submitted by the University of Costa Rica, is under consideration by UNESCO and WTA.

992. UNESCO and key partners in biosphere reserves in Costa Rica (such as the Agua y Paz biosphere reserve) are developing projects together which will be submitted for funding to donors – these include the possible establishment of a fund to support clean production activities to make the reserve carbon neutral, creating a workable governance structure for the biosphere reserve, and establishing a learning centre in the biosphere reserve.

993. In addition, UNESCO and Costa Rica’s MAB community, with the support of the Costa Rican Government, are planning to hold a regional meeting in 2011 to celebrate the 50 year anniversary of MAB, which will include a seminar and a high-level event.

994. Costa Rica was one of the countries where the SJO unit for social and human sciences carried out a study on the right to take part in cultural life.. The main objective of this study was to identify the state of implementation of this right, the obstacles that the country still faces for the total fulfillment of this right and make recommendations on policies for the promotion and protection of this right.

995. SHS was also one of the sector units participating in the Spanish MDGF joint programme on “Youth, employment and migration,” and its activities for the JP focused on the promotion of entrepreneurship skills among young people in Desamparados and Upala. The activity had two components: 1) training of trainers on micro-entrepreneurship, and; 2) first edition of the contest entitled “Make your business a reality”. This contest handed out several prices or incentives to young people who are in the process of launching their micro-enterprise.

996. The CI unit trained youth in the rural communities of Bijagua and Upala in web pages design and online radio as part of its initiative to promote access to information and communication. The training had a total of 63 participants, 25 women and 38 men.

997. Another training programme for youth, “The use of ICTs on Violence Prevention,” took place in San Jose and focused on the participants (25 women and 5 men) developing their own radio productions for preventing violence and providing information to the public on anti-violence measures.

998. As part of the Spanish MDGF joint programme on Youth, Migration and Employment, the CI unit began in 2010 the refurbishing and equipping a of community multimedia and training centre in Frailes region of Desamparados that became fully operational in January, and another centre will be developed in Upala.

***El Salvador*:**

999. In order to re-structure the SJO´s education in El Salvador, UNESCO developed its Education Support Strategy that required multiple inquiries with Ministry officials and partner agencies. As a result of this consultation, the Organization was able to present a mid-term strategy to the new government, which took office in the mid of 2009. In 2010, the education unit has been working in the construction of new indicators to measure Illiteracy rates in Youth and Adults. The main success of it, has been the important alliance created together with AECID,[9] OEI[10] and UNESCO, that counted as well with the political support of Salvadorian’s Government.

1000. Of particular importance are the activities related to education in HIV/AIDS. In this domain UNECO has worked extensively with officials in the Ministries of Education and Health, as well as with teachers’ unions. The Sector has been involved in curriculum development on the topic and reproduced material that has been issued by UNESCO in Paris, and which is part of a joint United Nations effort to assist countries in this domain.

1001. El Salvador will participate in the regional project ‘Strengthening Early Warning Systems (hereinafter EWS) in Central America from a multi-threat perspective’. In addition to the regional and national activities within the project, at the local level, the project will be working in the San Salvador EWS for landslides on the Picacho Volcano.

1002. Following the IBEROMAB conference held in Mexico in November 2010, for which UNESCO provided support to representatives from El Salvador, UNESCO SJO and MAB officials/ biosphere reserve directors from El Salvador are also developing activities of biosphere reserves for possible financing, based on the Madrid Action Plan (2008) and the Puerto Morelos Action Plan (2010).

---

[9] In Spanish *Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo* (Spanish Agency of Development and Internacional Cooperation).

[10] In Spanish *Organización de Estados Iberoamericanos*, (Organization of Iberoamerican States).

1003. El Salvador was one of the countries included in UNESCO´s series of national studies on Education as a Human Right, which focused on the dimensions of adaptability (how the schools are focused on child-needs instead of the other way around) and quality of education. The study also examined issues of discrimination including access of women and girls to education.

1004. Culture unit in El Salvador has focus the efforts on strengthening capacities of the Culture Secretariat by providing methodological strategies centred on community participation process related to cultural mapping, cultural policies and decentralisation.

1005. The CI unit in El Salvador Media Communicators trained on Journalism Education Programmes for the Prevention of Disasters in El Salvador. Sixty Media Communicators (35 women and 25 men) learned to used new communication techniques for diffusing news related to the Prevention of Disasters, thus improving the flow of information to the public through the organization of the Workshop **“The Role of Media in the Prevention of Disasters”**

1006. The capacities of PSB were strengthened in the promotion of a better knowledge of the PSB functions through the workshop **“Los Medios de Servicio Público y su desarrollo comunitario”**. In total 50 journalists and media communicators (20 women, 30 men) were trained.

HONDURAS

1007. In 2010, UNESCO´s completed its second year of activities for the MDGF joint programme on Creativity and Cultural Identity for Local Development. The culture unit´s activities in the second year focused on:

- Establishing cultural strategies and inclusive cultural programs and applying them for the development of the local sector, in order to create the basis for the design of a Culture and Development National Policy promoting cultural diversity and strengthening cultural identities.

- Setting up creative and cultural industries created in order to promote social and economical growth, allowing the expansion of opportunities for the national population in eight regions.

- Generating information on the contribution of culture to national development and as a tool for public policy and private investment.

1008. Throughout the second year, UNESCO activities have accomplished as relevant products: the methodological guideline for protecting community’s cultural resources, restoring 14 cultural centres in different municipalities, workshops focus on making awareness on cultural rights, methodology for academic-community research, mapping of resources and cultural industries, the design of the study plan for Cultural Management Training Program, the design of the Cultural Information System, traveling exhibitions on cultural diversity and technical support on strategic annual planning on “Casas de la Cultura” to foster and execute cultural events.

1009. In the area of education, SJO´s activities contributed to the UNDAF objective of “equal and universal access to formal, non-formal and cultural educational services” and involved studies on the teachers’ burn out as well as on HIV/AIDS, literacy and teacher training as well as the assisting with the formulation of policies on basic education and literacy, including education for adults and out-of-school youth.

1010. Both the Ministry of Education and UNESCO National Commission worked closely with the ED unit to organize a major event for the presentation of the Education For All Report. The presentation led to improved visibility of UNESCO and proved to be an impetus for developing further cooperation with the government, NGOs and civil society and other United Nations agencies.

1011. The office also completed activities to strengthen the capacities of anthropological and historical museums to preserve their collections, improve their management, and promote more use of the museums´ facilities by local residents. These cultural activities contributed to the UNDAF objective of improving access improving access to cultural educational services under the priority of investing in human resources.

1012. SJO's science unit continued its support for initiatives to establish new biosphere reserves in Honduras including transboundary reserves with Nicaragua, El Salvador and Guatemala, and is involving Honduras in the development of a Mesoamerican Network of Biosphere Reserves.

1013. As noted above, Honduras will be involved in the regional project 'Strengthening Early Warning Systems (hereinafter EWS) in Central America from a multi-threat perspective'. In addition to the regional and national activities within the project, at the local level, the project will be working in the El Paraiso and Francisco Morazan EWS for floods and landslides due to the Choluteca River.

1014. Following the IBEROMAB conference held in Mexico in November 2010, for which UNESCO provided support to representatives from Honduras, UNESCO SJO and MAB officials/ biosphere reserve directors Honduras counties are also developing activities in biosphere reserves for possible financing, based on the Madrid Action Plan (2008) and the Puerto Morelos Action Plan (2010).

1015. The CI unit helped develop an IPDC project by the NGO C-Libre for the training of journalists in themes related to promoting freedom of expression, access to information and ending impunity for crimes against journalists.

NICARAGUA

1016. The Spanish MDGF joint programmes on climate change, on water and sanitation under the economic governance window, and on culture and development continue to be a major focus of SJO´s cooperation in Nicaragua. The climate change window, involving the CI and SC sectors, completed its second year of activities in 2010 and has begun implementing activities for 2011. The two other MDGF joint programmes began implementing their activities in the first quarter of 2009 and continued to carry out activities successfully during 2010.

1017. The objective of the MDGF programme on water and sanitation is to strengthen democratic economic governance in that sector in the RAAN and RAAS through increased participation and coordination between social and institutional actors, strengthening of institutional frameworks and investment in infrastructure.

1018. The climate change project is focusing its activities on the Bosawas Biosphere Reserve, while the water and sanitation and the culture and development projects are being carried out in the north and southern regional autonomous zones of the Atlantic coast, known respectively as the RAAN and the RAAS.

1019. Another key activity being developed within the context of the climate change window is the establishment of an early warning system for risks such as floods, earthquakes etc within the Bosawas biosphere reserve, in coordination with the Nicaraguan Ministry of the Environment and the Nicaraguan Civil Defense. An agreement is presently being finalized with the Ministry of the Environment to implement this activity in 2011.

1020. Nicaragua is one of the six countries covered by the regional activity 'Strengthening Early Warning Systems (hereinafter EWS) in Central America from a multi-threat perspective'.

1021. The Central American tropical rainforest along the border between Nicaragua and Honduras has been the home of the indigenous Mayangna and Miskito populations for centuries. Their knowledge about the local flora and fauna is extensive. The production by UNESCO of the book

entitled ‘Mayangna Knowledge of the Interdependence of People and Nature: Fish and Turtles’ by UNESCO, with the support of the Norwegian Ambassy in Nicaragua, is therefore a major achievement, following five years of intense work with the Mayangna. The book contains a wide range of information about the 30 fishes and six turtles that live in Mayangna waterways, and links empirical observations on behaviour, habitat, reproduction and migration patterns, with social commentaries on sharing, learning or harvesting, and cosmological reflections on human-animal relations and master spirits. Available in Mayangna and Spanish, the 400-page book in two volumes captures the knowledge, know-how and worldview of the Mayangna people.

1022. Following the launch of the book in its Spanish version in February 2010 in Paris, and the launch in Managua of its Spanish and Mayangna versions in July 2010, UNESCO and its partners, including the Ministry of Education of Nicaragua, will seek to incorporate some of the elements of the book into the national school curricula of Nicaragua, and provide indigenous populations in Nicaragua a more familiar way to learn about science and nature through their own experiences.

1023. SJO has also been working in close collaboration with the National Commission of Nicaragua to UNESCO to undertake activities that ensure a greater participation of indigenous populations in the management of the Bosawas Biosphere Reserve and the putting in place of a governance structure in the reserve for this purpose.

1024. The CI unit, which is participating in both the water and health and climate change joint programmes, carried out activities for both in the area of training residents of the target communities in the use of ICTs for gathering information and for radio production. In addition, the CI unit for both joint programmes is developing community multimedia centres, including the provision of equipment, for hosting community multimedia centres. These centres also provide a venue for training community members in the uses of ICTs.

1025. UNESCO SJO has the technical leadership of the MDGF joint programme on culture and development, in recognition of the Organization's global leadership in this area. SJO´s activities have as their main objectives the Strengthening skills of the indigenous and Afro-descendant populations of the RAAN and RAAS for cultural revitalization, cultural management and cultural production, as well as promoting policies for preserving cultural diversity and protecting their tangible and intangible cultural heritage, including through cultural and creative entrepreneurial initiatives.

1026. In this context, the main achievements have been mapping on cultural resources on the Caribbean Coast, conservation plan on cultural spaces, methodological guidelines for revitalization of cultural expressions and consequently the revitalization process of at least one cultural expression from 6 cities in Nicaragua, a conservation plan for documentary and literary heritage, with special attention to the regional government files, a cultural management training proposal that meets the needs of potential beneficiaries (at the community and professional levels) and the region's cultural diversity, the design of specified cultural infrastructure that integrates Cultural Centres and Community Cultural Centres, developing of seven processes in cultural revitalization of endangered immaterial heritage, operational and regulatory framework of the “Cultural Revitalization Research Fund”: Financing of research which has already began his labour, publications and translations and activation of processes on craft revitalization and innovation, based on UNESCO's experience in promoting craftsmanship.

1027. As in other countries in the sub-region, SJO helped implement workshops on the sustainable management of natural resources and biosphere reserves, as well as promoted transboundary cooperation concerning aquifers and conservation of biodiversity. Nicaragua is also taking part in activities of the Local and Indigenous Knowledge Systems programme (LINKS), with the participation of Mayangna communities and including the publication of the book *Conocimientos del Pueblo Mayangna sobre la Convivencia del Hombre y la Naturaleza: Peces y Tortugas*.

1028. During the year 2010 the Education sector of the cluster office of UNESCO has achieved crucial targets through an active participation and with UNESCO National Commission and Education Ministry.

1029. One of the priorities of the sector in 2010 was to analysis the regional Programs for Illiterate Youth and Adults and to develop and present a new data collection system to measure illiteracy rates of the region.

1030. A second major issue in which this sector has focused its attention during 2010 was to raise the capabilities of Education Ministries through the program Institutional Strengthening of Education Ministries. The main objective of this four-year program is strengthening of the institutional capacities of the countries in order to reach the EFA goals. During the year 2010, there were developed two of the four components designed in the program, which are: *Economy of Education* and *Public Budgeting and Finance*. The main achievement was joining high ranking civil servants both from the Education and the Treasury Ministries, who after completing the course, acquired a multidimensional perspective of Education as a whole.

1031. Thirdly, Education sector has successfully strengthened its communications regarding Nicaragua's UNDAF roll-out, with frequent missions and meetings. It is positive to highlight the fluent communication established through 2010 in this regard.

1032. In addition to its country level programs, the Education sector is collaborating with Science Sector regarding to one extra budgetary project named DIPECHO. This project, financed by the European Commission, aims to create an Early Warning System in Central America. The component of the Education sector will be, fundamentally, to prevent natural disaster damages in the schools environment. The general framework of the project has been presented in Managua with representatives from ECHO (European Commission Humanitarian Aid & Civil Protection), WHO (World Health Organization) and other agencies.

1033. In 2011, the actions foreseen by the Education Sector for Nicaragua will continue in the lines from the previous year.

1034. The ED unit will be in permanent contact with the Nicaragua's focal point for the Literacy Programme for Youth and Adults, in order to make progress in the construction of literacy indicators.

1035. The programme Institutional Strengthening of Education Ministries is already working on the developing of its two next components: *Statistics, Monitoring and Evaluation and Teaching Training Public Policies* and is planning training sessions in the areas concerned.

1036. The ED unit also will present the Education For All report in Nicaragua in 2011.

1037. The CI unit, as part of its participation in the MDGF joint programmes on climate change and on water and health, carried out activities training residents of the target Caribbean communities in the use of ICTs for gathering information and for radio production. In addition, the CI unit for both joint programmes is developing and equipping sites that can serve as community multimedia centres. These sites, once completed, will serve as venues for future training in ICTs.

1038. Pluralism and independence of the media were promoted through the exchange of information with specialists in the development of radio programs by training community radio associations of the Caribbean Coast (Bilwi and Puerto Cabezas) in the workshop "*Tècnicas de Comunicaciòn para Analfatècnicos*". In total 40 participants (15 women and 25 men) were trained.

1039. The workshop on "Sensibilización sobre Infraestructura de Clave Pública (PKI)", that took place in Managua last December focused on the use of ICTs in the creation and establishment of online services in government institutions.

PANAMA

1040. For the past two years, the San Jose Office has been working closely with the Ministry for Social Development on the Literacy Programme the government has been implementing. The Education Sector has carried out several missions to evaluate the Programme and to monitor the progress made on the recommendations. UNESCO served as a bridge and guarantee of continuation in the transition phase with the new government.

1041. The ED unit focused its efforts for the MDGF joint programme "Communities without Fear," on creating a manual of conflicts management and peaceful resolutions that had multiplier effect on teacher's trainings among their peers, to make them able to insert this learning into the academic curricula of the students.

1042. As part of this MDGF joint programme, the CI unit published a DVD on the use of ICTs in violence prevention and used the DVD as the basis for training more than 200 youth, 100 women and 120 men, in the production of radio programmes on conflict resolution and the prevention of violence. The training was took place in the commuities of Chorrera, San Miguelito and Arraiján.

1043. The CI unit began developing last year a community multimedia centre in Chorrera that became operational this year, and organized in Panama City the national forum "INFOPLAZAS 2010 that promoted access to and exchange of information through the establishment of multimedia and telecentres.

1044. Panama was involved in the regional meeting on science parks and business incubators held in Costa Rica in March 2010, and it is expected will be one of the leaders in the region in this area, acting as a model for the rest of the region, notably due to the presence of the City of Knowledge in Panama. UNESCO SJO will therefore be seeking to further develop its cooperation with Panama in this respect. In particular, UNESCO SJO is planning to hold the sub-regional meeting on science policy for Central America, bringing together the six countries of the sub-region, in Panama in the first half of 2011.

1045. In addition, as noted above, Panama is one of the countries covered by the regional activity 'Strengthening Early Warning Systems (hereinafter EWS) in Central America from a multi-threat perspective'.

1046. The culture unit facilitated Panama´s participation in a sub-regional workshop on cultural indicators that was organized in cooperation with UIS and took place last year. The office also assisted Panama in developing a methodology for measuring how cultural activities contribute to Panama´s economic growth. In 2010, Panama will host a UNESCO-organized regional conference on implementing the Convention on the Safeguarding an Preservation of the Intangible Cultural Heritage that will provide training in areas such as cultural mapping, intangible heritage inventories, revitalization methodologies and the process for proposing new inscriptions.

MEXICO

1047. The SHS unit is one of two in the office that carried out activities in Mexico, where it organized an International seminar to present the results of the study on the "Links between research and public policy in the area of poverty eradication in México and other Latin American countries". The seminar took place from 13 to 14 September 2010 in Guadalajara, México.

1048. This study was part of a series of studies commissioned by UNESCO San José to strengthen the links between research in poverty eradication and the formulation of social policy. The other studies were carried out in Argentina, Bolivia and Colombia. The study in Mexico was carried out by Dr. Enrique Valencia and his team at the University of Guadalajara. Two of the other researchers, Isabel Rauber (Bolivia) and Luis Eduardo Pérez (Colombia) also presented the

results of their studies. Unfortunately the researcher for Argentina (Clara Braun) was not able to participate in the seminar due to previous engagements.

1049. The seminar was attended by over 50 participants from various sectors. There were representatives from governmental agencies (mainly from the Ministry of Social Development of the State of Jalisco) and from the academia (mostly from the University of Guadalajara and other leading local universities).

1050. CI was the other unit to carry out activities in Mexico. Fifty media communicators participated in the workshop on “The Role of Media in the Prevention of Disasters” where they received training in new communication techniques for diffusing news and information related to disaster prevention and alleviation.

UNESCO Office in Santiago

Background:

1051. The UNESCO Regional Office for Education, UNESCO Santiago, focused it work on those priority issues that put the right to quality education at risk for all in the region as well as concentrating on the goal achievement of EFA, as projected for 2015.

1052. The strategic framework of the Regional Education Project for Latin America and Caribbean – PRELAC –ensures that all the organization’s efforts be oriented to develop actions in order to meet the increasingly complex challenges for quality of education. This task has caused the Office particular challenges, calling for increased and more complex assistance, data and information for all countries of the region.

1053. Work undertaken during the past two years by the Regional Office to reposition the PRELAC as the main common strategy in Latin America and the Caribbean intended to align its actions to the changing priorities of the region; it has achieved an increasing role of the ministers who have appropriated their objectives by making complex recommendations, consistent with their needs.

1054. Work experience reaffirms the need to develop the program of the organization within the framework of a regional strategy that, taking into account national particularities, moves the educational agenda of the region both in defining the priorities for international cooperation as the development of concrete actions aligned with those goals. There is no doubt about the joint commitment of the ministers with shared priorities, promotes sustainability for both the work of UNESCO and the countries themselves.

1055. Taking into account that in 2015 the EFA goals will be evaluated to move into a new phase with renewed demands and complexities, it will be necessary now to advance defining a strategy, gather the results of PRELAC, in order to set a new joint work plan set to deliver sustainability achievements and allow movement of the limits of the results of educational activities in LAC with the assistance of UNESCO.

Main Achievements

1056. UNESCO, Santiago Office has made significant progress in the dissemination and communication of actions taken by developing an annual summary of activities, a media newsletter, preparing news bulletins and organizing a special task force to address development of quality publications. However, it is necessary to draw attention to the fact that the expected results involved in the C5 does not include a specific line for this purpose, which requires considerable resources in each line of action separately, it is adding complexity to communication tasks which is crucial for the visibility of the organization.

1057. Some special circumstances related to Post-disaster situations in three countries within the region in 2010 (Haiti, Chile, Guatemala) re-directed UNESCO Santiago work and resources. These efforts were allocated to meet the mandatory education requirements resulting from these situations. We must consider that these situations will be presented increasingly in the future and the program should to consider this.

1058. Following their staff training plan for education team in LAC, a Training workshop for Education Staff of UNESCO LAC Offices was successfully organized by UNESCO Santiago in June 2010, in Buenos Aires, jointly with IIEP UNESCO Bs. Aires. This workshop trained the LAC education Officers in teacher policies, program implementation and in equity in education.

Challenges and lessons learned

1059. Promoting and strengthening alliances between the different governmental and non-governmental actors in order to support joint efforts is recommended. The involvement of local counterparts in the planning, implementation and evaluation stages reinforces the activities and ensures their pertinence.

1060. It is evident that one of the crucial factors when designing policies in the region is to create and maintain commitment at political and technical levels toward accomplishment of lasting results in the more specific areas covered by UNESCO. Without political will is not possible to establish commitments and sustainable actions.

1061. Changes in authorities have brought difficulties for some activities, but this is an expected situation that frequently occurs in LAC. Coordination with other agencies/institutions that support and are involved in education policies is needed.

1062. Obtaining extra-budgetary resources for the development of activities is a permanent challenge. This need has been satisfactorily met in 2010, mobilizing significant resources from major donors. However, there is an important opportunity to work with donors in which further progress is needed. Extrabudgetary projects mobilized by the Office are directly linked to planned and obtained results in 2010.

1063. Aligning actions or interventions with the commitments made by Member States in geopolitical agreements such as CARICOM (Caribbean Community) and MERCOSUR (Southern Common Market), CECCSICA (Educational and Cultural Centroamerican Coordination) legitimates and strengthens UNESCO's work and is desirable and recommended. The Ministers of Education are engaged in sub-spaces with intense agendas whose priorities are in line with the global objectives pursued by UNESCO and therefore they represent areas of great potential to be exploited.

1064. In terms of PCPD and specifically regarding emergencies in education, foreseeing a line of activities that can act upon emergency situations as they arise is a step forward for this Office, something that had not been done in the past. Incorporating the main local institutions involved in the prevention of risks due to natural disasters is essential in order to guarantee a proper validation of our activities in PCPD situations, and to ensure they are aligned with national priorities and strategies. More flexibility in administrative regulations would help improve efficiency and speed of activities that have to deal with little details that unexpectedly become a bigger problem.

1065. UNESCO Santiago coordinated the help with the Office at Port-of-Prince and HQ. Needless to say, this is a huge task, in itself demanding many years of exclusive attention to a situation that needs a multisectoral approach. UNESCO Santiago maintains its commitment to Haiti and will provide specific assistance in coordination with POP Office in the coming years.

1066. Finally, it is necessary to stress the outstanding work done by the Planning, Management, Monitoring and Evaluation Section of UNESCO Santiago. This unit produces information and data

from educational systems and student learning which is highly valued by countries. At the same time, this unit offers high-level technical training to Ministries technicians, in an effort to bridge the capacity gaps in the region.

Contribution to UNCT activities and common country programming exercises in CHILE

General

1067. A joint strategy with regional objectives that are manifested at the national level, allows for meaningful participation in United Nations reform, which aims precisely in that direction. Contribute to the team of United Nations regional strategy allows the UNESCO education show a strong position from the point of view of their action and contribution to making public policy decisions in the region. At the same time, a regional strategy promotes the development of a coordinated task of the education team which must be strengthened. Break up the efforts of the offices only weakens the impact of the action of the organization.

1068. In 2010, as part of its mandate, the Regional Office for Education participated actively in a) the RCM (Regional Coordination Mechanism chaired by ECLAC), b) the UNDG LAC (United Nations Regional Directors Team), and c) the United Nations PSG (Peer Support Group), the latter through its Regional Programme Coordinator. While the RCM is a regional policy-driven mechanism, the role of the UNDG LAC is to provide leadership, strategic guidance and support to UNRCs and UNCTs for the achievement of country-level results. The PSG is the operational arm of the UNDG LAC that provides Quality Support Assurance for the UNDAF process.

1069. In Chile, UNESCO Santiago leads the United Nations Inter-agency Education Group (GIE) which implements a One-United Nations approach to education through TA on education policies and programmes. The main achievements of the GIE were: advice and support to the Ministry of Education on issues such as school violence and bullying, raising awareness on UNESCO concepts on a Culture of Peace and pacific coexistence in schools, and discussing the recently enacted Education Law. The GIE also organized joint events for the World Literacy Day and World Teachers Day.

UNESCO Santiago and the GIE also implemented a number of activities relating to some of the Areas of Cooperation of UNDAF in Chile:

1070. **Area of Cooperation: Reduction of Inequalities**. The Chilean Civil Society Forum on Education for All: this forum contributes to reinforcing national consensus in support of EFA with UNESCO as the main facilitator. It has wide social representation and brings together EFA actors around four topics: equitable access and financing of education; greater participation of civil society in education; advocacy for the Right to lifelong education; and the notion of education quality from a perspective of Human Rights. Over 12 meetings and seminars for debate and discussion were organized by the Forum in 2010.

1071. Technical Support to Arica and Parinacota Regions for an integrated education project on sexuality with emphasis on HIV/AIDS prevention: as part of the work of the HIV/AIDS Inter-agency Group, agreements were set up with the Education and Health Divisions in both regions of Northern Chile to prepare a mapping of relevant actors and prepare an education project on sexuality.

1072. **Area of Cooperation: Climate Change, Energy and Environmental Sustainability.** The sixth ESD Seminar: Universities and Sustainability, June, 2010 was organized by the National Environmental Commission (CONAMA) with support from UNESCO. The activity promoted the exchange of good practices on sustainable management of varsity campuses. A protocol for the promotion of sustainable campuses was prepared with representatives from Peru, USA, Germany and Japan.

1073. Support to the National Environment Certification System for Educational Institutions (SNCAE): the SNCAE promotes environmental education, the protection of the environment and networking between schools for sound environmental practices. Over 700 schools have already been certified. UNESCO makes part of the coordination committee of the SNCAE which is led by the Ministry of the Environment.

1074. A review of the Chilean curriculum on the relevance of ESD contents within the national curricular framework is ongoing. The Terms of Reference for the task are being considered by the Ministries of Education and Environment.

1075. Support to the 7th Summer International University course "Audiovisual Communication: Renewable Energy, Energy Efficiency and Climate Change" 2010–2011. The course promotes such concepts among journalists, students, public sector communicators and the general public. UNESCO Santiago financed 12 Chilean journalists to participate in the course. Participants' capacities on scientific knowledge, scientific journalism, ecology, global economy, ethics, mass media, as well as journalistic skills to report objectively on climate change, energy efficiency and renewable energies, were strengthened.

1076. **Area of Cooperation: South-South Cooperation**. The first Forum of LAC Parliamentarians for Education was held in Santiago, May, 2010, jointly with ERC. Parliamentarians from 21 countries discussed education issues, reached alliances and launched the Declaration of the 1st Forum, committing themselves to promoting and passing laws to improve education in their countries, and creating a permanent LAC Education forum that will meet every two years.

1077. **Area of Cooperation: Support to Emergency and Post-Disaster Situations**. The CERF Project "Reactivation of primary and secondary schooling in communities affected by the earthquake" was implemented $1.3 million). It was coordinated with other United Nations agencies working in the education response to the earthquake. The project ensured that primary and secondary students in the affected areas by the earthquake and tsunami rejoined the education as quickly as possible, having as backdrop a safer and caring environment. An estimated 3,374 students benefitted from the intervention.

1078. **UNCT Group on Indigenous Issues and Human Rights; support to a National Policy for ethnic minorities/indigenous groups**. In 2010, the conflict between the authorities and indigenous minorities escalated. This was worsened by the earthquake as it took place in areas where a fair number of the ethnic population resides. With support of the MDG Spanish Fund UNESCO Santiago is implementing a joint project on indigenous minorities. UNESCO joined the UNCT discussions on how to address the situation. Salient activities concerned the development of a National Indigenous Policy in Chile, and the strengthening of national capacities for intercultural conflict prevention and management. UNESCO implemented the media campaign "Color es Diversidad" ("Color is Diversity") to promote cultural diversity www.coloresdiversidad.org, and organized a workshop for 25 indigenous leaders on the use of the Internet and another for journalists on how to handle intercultural and indigenous news in the media.

EUROPE AND NORTH AMERICA

UNESCO Office in Moscow

Background

1079. 2010 was a significant year for the UNESCO Moscow Office in terms of the changing work environment. Firstly, the fact that the Russian Federation is consistently moving away from being a recipient of foreign aid affects not only the United Nations agencies but also donor countries' bilateral aid programmes. Therefore, the 'one way' aid paradigm of bringing resources and expertise/technical assistance to Russia is now coming to an end. The most significant consequences of this paradigm are the completion of the UNDP and UNFPA country programmes and phasing–out of the officially designated RC function in Russia at the end of the year. Secondly, it was the first year of the two-year transitional arrangement at the Moscow office and the UNESCO Institute for Information Technologies in Education (IITE). This arrangement was instrumental for the re-activation of IITE and for the delivery of coordinated and quality responses at country and regional levels.

1080. Although a non-resident agency, the Moscow Office played a proactive role in the United Nations Development Assistance Framework (UNDAF) preparation process for Azerbaijan and Belarus, as a mechanism to plan together in order to provide the best joint response to development needs at the country level. UNESCO participation in UNDAF-related UNCT and team group meetings was reinforced by active engagement of National Commissions for UNESCO during the entire process. In parallel with the UNDAF, the Moscow Office has been significantly involved in the preparation of the UCPD for the Republic of Moldova, Belarus and Azerbaijan in close cooperation with the National Commissions.

1081. The UNESCO Moscow Office continued to provide technical support to HIV programming to Eastern European and Central Asian (EE & CA) countries, where the number of people affected by HIV has almost doubled since 2000, reaching an estimated total of 1.4 million in 2010. This is the only region in the world with a growing HIV prevalence. The development of a comprehensive and scaled-up education sector response to HIV and AIDS has been included in national AIDS plans, UNDAFs and UCPDs in all Moscow Office cluster countries.

Main Achievements

RUSSIAN-FEDERATION

1082. Taking into account the changing nature of partnership between the United Nations and the Russian Federation, the UNCT in Russia has identified main common strategic directions beyond the traditional cooperation with Russia within the political and the security agendas.

1083. The most significant and visible achievement in the Russian Federation was a broadened engagement of the Russian National Commission for UNESCO in a sub-regional meeting of experts on the subject of biosphere reserves, in the UNESCO Associated Schools projects in CIS and Baltic countries, as well as in the International network of the UNESCO Chairs in the field of environmental education and sustainable development.

1084. The World Conference on Early Childhood Care and Education (WC ECCE), initiated by UNESCO and the Russian Government and held in September 2010 in Moscow, was an important step to mobilize stronger commitments to ECCE and to reinforce effective ECCE programme delivery.

1085. Another highlight was the establishment of a long-term partnership with the Intergovernmental Foundation for Educational, Scientific and Cultural Cooperation (IFESCCO) and

the Coca-Cola Company in the field of museum management, arts education, biodiversity and environmental education. The results obtained through this partnership were instrumental in promoting bio- and cultural diversity and sustainable use of water and associated ecosystems.

1086. The strong focus on bioethics, in particular on bioethics education in Russia and other cluster countries, has resulted in introducing the UNESCO Bioethics Core Curriculum at Lomonosov Moscow State University and Kazan State Medical University. This has proven to be an important benchmark in promotion of bioethics and human rights education in Russian higher education institutions.

1087. The promotion of freedom of expression and press freedom is indispensable for democratic development of Russia. To strengthen free, independent and pluralistic media in Russia, UNESCO continues to assist by producing relevant educational materials for journalists and facilitating their training.

ARMENIA

1088. Armenia cooperates with the United Nations through the UNDAF developed for 2010-2015 in line with the main national priorities: poverty reduction, democratic governance, basic social services, environmental management and disaster risk reduction. For its cooperation with Armenia, the UNCT has prioritized vulnerable groups – the poor, women and children, the disabled, elderly people and refugees. UNESCO's cooperation with Armenia is guided by the UNESCO Country Programming Document signed in 2008 and its commitment to the UNDAF for Armenia.

1089. Armenia is restructuring its education system and striving to secure sufficient funding to sustain universal access to quality education. Therefore, the UNESCO Moscow Office jointly with UNDP in Armenia assisted the Ministry of Education and Science in developing and piloting Capacity Needs Assessment Methodology to perform restructuring strategies. Close collaboration was maintained with the UNESCO Networks – the National UNEVOC Centre and UNESCO Chairs.

1090. Within the framework of the UNDAF, and in close cooperation with the UNESCO Division of Policy and Science Development, the Moscow Office continued to support Armenia in the area of Science, Technology and Innovation policy evaluation, formulation and implementation. Technical capacity-building and experience sharing opportunities provided by UNESCO brought about significant progress in the establishment of the first biosphere reserve in Armenia on the basis of the Shikakhokhsky natural reserve.

1091. UNESCO's cooperation with Armenia in the sphere of social and human sciences mainly focused on promotion of bioethics and strengthening of the national Ombudsman and other human rights institutions. UNESCO Bioethics Core Curriculum pilot testing was organised among young scientists and professionals in bioethics.

1092. Under a long-term Pilot Project elaborated within UNDAF/UCPD-Armenia, UNESCO has enhanced governmental and public awareness about the value of World Heritage sites, as well as of the active participation of local communities in their management and conservation. Special efforts were made to promote cultural and linguistic diversity and to reinforce arts education in Armenia through diverse sub-regional projects.

1093. UNESCO also mobilised an IPDC supported project to develop community media and enhance local communities' access to quality information.

AZERBAIJAN

1094. The UNCT in Azerbaijan has made efforts to achieve the best possible match between the development priorities identified in the country's national development strategy document for 2008-2015 (SPPRSD), the specific features of Azerbaijan's current phase of development, and the

UNCT's comparative advantage. The latter relates areas where the United Nations agencies, both resident and non-resident, have the capacity to provide meaningful support to national efforts to meet development priorities, both in terms of building on their previous track record and of establishing partnerships in preparation of the UNDAF.

1095. Within the overall aim of achieving sustainable economic development and poverty reduction, the strategic goals identified in the SPPRSD have formed the basis for the formulation of three UNDAF outcomes for 2011-2015. They cover broad policy areas of economic development, social development, and the promotion of good governance. Progress in all of these areas is vital for the country's long term inclusive development. The timeframe of the SPPRSD (2008-2015) is aligned with that of the Millennium Development Goals (MDGs), and the strategy incorporates the country's national MDG targets.

1096. Azerbaijan currently faces some development challenges, which are common to other transition countries. However, there are also country-specific challenges, deriving, in part, from the nature and scale of economic growth since 2005. In general, the analyses and discussions conducted as part of the UNDAF preparation suggest that the country has reached a crossroad in all three broad policy areas mentioned above. While much progress has been made, further results will require continued reform efforts, and the UNDAF for 2011-2015 reflects the desire of the UNCT to work together to support the Government and civil society in moving forward, beyond this crossroad.

1097. UNESCO's cooperation with Azerbaijan in the sphere of education is aligned with the ten-year (2003-2013) strategy to reform secondary compulsory education and adapt TVET to the needs of the fast-evolving market economy. With funding provided by the Governments of Japan and Azerbaijan, a new TVET curriculum and related training materials were developed. Close collaboration was maintained to revoke activities of the National UNEVOC Centre. As the Ministry of Education is now developing a new concept for the national curriculum, as well as a national curriculum framework and subject curricula for primary and secondary education, UNESCO has been requested to provide technical assistance to review the primary and secondary education curriculum and suggest ways to increase the use of ICT in education.

1098. The UNESCO Moscow Office continued to support capacity-building for the establishment and management of biosphere reserve sites in Azerbaijan. A significant milestone was achieved with the adoption of several environmental laws and the initiation of the government's endeavour to create the first biosphere reserve in Azerbaijan on the basis of the Zagatala natural reserve.

1099. UNESCO also continued to cooperate with the Commissioner for Human Rights (CHR) of Azerbaijan, with UNESCO Chairs and representatives of academic community, as well as with governmental and civil society organizations dealing with human rights issues. To promote the active participation of Azerbaijani youth in intercultural dialogue and social transformations with an emphasis on young women's issues, UNESCO provided support to research which brought about evidence for the formulation of relevant policy recommendations and briefs. In June 2010, an International conference on legal and ethical aspects of climate change was organized in Baku with UNESCO's assistance.

1100. In line with the UCPD and UNDAF for 2011-2015, UNESCO supported numerous national projects with the aim of strengthening national capacities in the safeguarding of cultural heritage, mainstreaming culture for local economic development, promoting cultural tourism, and reinforcing museums as entry points for knowledge, culture and research as well as for the preservation and documentation of cultural heritage.

1101. As a follow-up to the International Conference on Broadcast Media and Climate Change, and with IPDC financial assistance, UNESCO supported a series of training activities for Azerbaijani broadcast journalists and other media workers on coverage of climate change related issues.

BELARUS

1102. The UNDAF developed for the Republic of Belarus 2011-2015 is the first strategy reflecting joint action of United Nations agencies in the country. The UNDAF focuses on five strategic areas within the United Nations mandate in order to most effectively respond to key national priorities. These areas will set the direction for the United Nations development assistance to Belarus over the next five years: sustainable social and economic development; the national health care system; environmental sustainability; national migration management in line with international standards; and the national governance system.

1103. The UNDAF supports the achievement of the MDGs, and it is symbolic that the period covered by the UNDAF coincides with the remaining timeframe for achieving the MDGs. While most of the MDGs have already been achieved in Belarus, more attention should now be given to further enhance the quality of the results and the sustainability of the country's progress.

1104. In view of the new national Code of Education, coming into force on September 1, 2011, UNESCO has assisted Belarus in strengthening national capacities in education policy research and analysis. UNESCO's technical support was also requested to develop the necessary capacities to ensure universal access to inclusive quality education and to further develop TVET.

1105. National policy development on renewable energy sources (RES) initiated in Belarus was supported by UNESCO through assistance to the sharing of regional knowledge and good practices in the sphere of efficient energy use. Representing an important contribution to UCPD and UNDAF implementation in Belarus, UNESCO's also facilitated the establishment of cooperation between institutions from countries participating in the RES initiative. Further progress was made in Belarus' efforts to create a biosphere reserve with water and wetlands ecosystems of significant importance in the Eastern Polesie region, and to establish a trans-boundary biosphere reserve in cooperation with the Russian Federation.

1106. Within the framework of UNESCO Programme on the Environmental Ethics and International Decade on Education for Sustainable Development (2005-2014), the UNESCO Moscow Office assisted Belarus in reinforcing and increasing national capacities in the area of bioethics and human rights in higher education through the pilot testing of UNESCO Bioethics Core Curriculum and the development of plans for follow-up activities in 2011.

1107. The Moscow Office continued to strengthen the national capacities of Belarus in safeguarding intangible cultural heritage, promoting diversity of cultural expressions and reinforcing arts education, networking and management of museums for protection of cultural objects.

1108. UNESCO also assisted Belarus in enhancing capacities in documentary heritage preservation through cooperation of library and archive specialists, in particular through a joint project with the Russian Federation on the virtual reconstruction of the Sapieha library.

THE REPUBLIC OF MOLDOVA

1109. Focusing on their combined comparative advantages, United Nations Agencies increasingly aligned their support with key national priorities reflected in the National Development Strategy, the medium-term strategic outlook document "Rethink Moldova", the EU-Moldova Action Plan, the national MDGs, and other strategic documents and objectives.

1110. 2011 will be an important year for the United Nations system in Moldova. Following the extension of the current UNDAF by one year to 2012, the United Nations will formulate the next UNDAF for 2013-2017 with inputs from its partners - the government, civil society and the donor community. There are high expectations from our partners to work more closely together as One United Nations and to incorporate relevant aspects from Delivering as One self-starter countries. The upcoming UNDAF will aim to make United Nations assistance more effective in providing for

increased national leadership, alignment with key national priorities, harmonization among United Nations Agencies and accountability – to further evidence-based policy making, strengthen government capacities and, ultimately, improve lives of the people of Moldova.

1111. UNESCO, UNICEF and the World Bank successfully accomplished the Education for All – Fast Track Initiative (EFA FTI) Catalytic Trust Fund project and supported the Government programme to achieve primary education for all children in line with the priorities of the Consolidated Strategy and Action Plan for the Education Sector, endorsed by the donors in 2005. Technical assistance was provided to the Ministry of Education and Youth in establishing a National UNEVOC Centre.

1112. With UNESCO's assistance, recommendations were provided to the Government of Moldova on the reinforcement of efforts to establish biosphere reserve(s) in the country. This would help to apply sustainable development principles to water and wetlands ecosystems and rural areas and, in turn, contribute to poverty reduction and biodiversity protection and conservation.

1113. Contributing to the UNESCO Programme on the Environmental Ethics and International Decade on Education for Sustainable Development (2005-2014), UNESCO Moscow Office assisted the Republic of Moldova in reinforcing and increasing national capacities in the area of bioethics and environmental ethics by means of organizing training seminars for journalists and youth.

1114. UNESCO also supported the participation of Moldovan experts in training seminars and meetings on the safeguarding of cultural heritage. This has strengthened their capacities to protect cultural tangible and intangible heritage at national and local levels and to promote traditional arts and crafts, cultural diversity and intercultural and interreligious dialogue.

1115. With UNESCO's support, the notion and practice of a "culture of tolerance" was launched among Moldovan media professionals and their skills in using information technologies and multimedia were further improved.

UNESCO Office in Venice

1116. During 2010, UNESCO Venice Office (UVO) reinforced its cooperation with countries, institutions and other field offices in the Mediterranean and the Black Sea area. UVO participated in, or organized meetings with Field Offices, Directors, conferences including delegates from the countries of these areas, and networks from the neighboring areas, mainly in the fields of Science (MAB) and Culture. Thanks to the Director's membership in the Europe and Central Asia United Nations Development Group (UNDG), as well as his participation in the Regional Coordination Mechanism (RCM) meetings, the Office is much more involved in the interagency cooperation in Central Asia and the Mediterranean. Further milestones include the first official visit to Cyprus as well as the initiative to create a MAB network in the Mediterranean and Black Sea linking the network to the EUROMED.

1117. The Office continued to closely cooperate with the National Commissions for UNESCO and the authorities of the countries of South-East Europe, as well as other EU and non-EU countries in Central Europe (Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, the former Yugoslav Republic of Macedonia, Greece, Hungary, Moldova, Montenegro, Romania, Serbia, Slovenia, Turkey and Ukraine) for the implementation of the approved programme for 2010-2011 in the fields of science and culture, whilst increasing its previous year's trend to implement inter-sectoral programmes, mainly connected to the United Nations reform processes.

1118. The total amount of the 2010 Office budget increased to $9,704,382.27. The main contribution resulted from the MDG-F funds for the United Nations Joint Programmes in the SEE countries ($3,255,912.85). The budget for Science ($1,104,755.53) is till one third of that for

Culture ($3,432,135.39) and efforts have been undertaken to increase extra-budgetary funding for Science. Due to the current economic crisis, it will take some more time than expected to increase the Funds in Trust (FIT).

Main programme achievements in SEE at regional or subregional level:

1119. The results attained by the UNESCO Venice Office in 2010 once again underlined its mandate of fostering cooperation, enhancing capacity-building and providing specialized expertise in science and culture with special emphasis to SEE and the Mediterranean region while contributing to the building of peace, the alleviation of poverty, sustainable development and intercultural dialogue. The successful implementation of joint activities reflects shared objectives by both the UNESCO Venice Office and its host country, Italy.

1120. Thanks to both Regular Programme and Extra Budgetary Funding, the UNESCO Venice Office works with international experts and donors to improve and protect the natural and cultural heritage in Venice as well as in the South East Europe and Mediterranean area to foster dialogue among cultures and religions. International experts are active in providing inputs to the actions implemented by the Office as members of the Venice Office's Governance Bodies nominated by the Director-General. Recently the Governance Bodies have launched and endorsed the UNESCO Venice Office's cross disciplinary (Science and Culture) actions into 3 main focus areas:

(i) *The Future of Venice and its Lagoon*. An integrated and holistic approach to the issues surrounding the safeguarding of the complex and unique urban and environmental system of the natural and cultural heritage of Venice and its Lagoon are foreseen for 2011. Joint activities will be aimed at sharing available knowledge and at enhancing cooperation among all concerned stakeholders regarding the links between conservation, urban development, cultural tourism and sustainable development in Venice.

(ii) *Enhancing Regional Cooperation and Policy-advice in the Fields of Science and Culture*. Cross-disciplinary actions will be aimed at supporting the development and implementation of integrated cultural and scientific policies at the national and regional levels in SEE. The actions will focus on assistance to Member States, capacities to implement UNESCO Conventions and to establish platforms and networks of cooperation.

(iii) *Safeguarding Natural and Cultural Heritage: Enhancing Intercultural Dialogue for Peace and Sustainable Development*. These cross-disciplinary actions are aimed at enhancing the protection, conservation, safeguarding and promotion of cultural and natural heritage, including intangible heritage and underwater cultural heritage, and emphasize the central role of heritage for sustainable development, social cohesion, as well as intercultural dialogue.

Main programme achievements in Culture:

1121. In the framework of the Regional project "Cultural Heritage: a Bridge towards a shared future" an Extraordinary meeting of the Ministries of culture of South-East European Countries was held in Venice on 20 November 2010. This project, thanks to the establishment of a "Trust Fund for Cultural Heritage in SEE" managed by the UNESCO Venice Office, has served as the main operational arm of the plans of action approved by the Annual Ministerial Conferences in South-East Europe on Cultural Heritage, initiated in 2004 on the occasion of the celebration of the reconstructed Mostar Bridge. The 6th edition of these conferences was held in Cetinje, Montenegro, in April 2010.

1122. During this period, 18 projects have been implemented in 9 SEE countries, among which were: the preparation of an Archaeological Map of Albania the support to training courses at the

Centre for Restoration of Monuments in Tirana, Albania; support to Traditional Arts and Crafts in Bosnia and Herzegovina; support to the rehabilitation of 3 museums on national history and the World War II in Bosnia and Herzegovina; promotion of Thracian archaeological heritage and cultural tourism in Bulgaria; support to the establishment of the International Centre for Underwater Archaeology in Zadar, Croatia; promotion of the Macedonian Cultural tangible and intangible Heritage, support to the establishment of the National Agency for Inspection and Restoration of Monuments in Moldova. promotion of Museums and cultural heritage in Montenegro; the promotion of Cultural Heritage Information Centres and cultural tourism in the region of Transylvania, Romania; promotion of medieval fortresses along the Danube, Serbia; Capacity-building courses for SEE ministries of culture on public communication about cultural heritage; and, support to the preparation of multinational candidature file for the inscription on the World Heritage List. The last ongoing initiative that was born within this project is Joint Nomination of Stecak's – medieval tombstones necropolis to the WH List. This initiative is being supported by Bosnia and Herzegovina, Croatia, Montenegro and Serbia.

1123. The Romanian Ministry of Culture and National Heritage, with the support of the UNESCO Office in Venice, hosted the annual Seminar of the South East European Experts Network on Intangible Cultural Heritage, held in Râmnicu Vâlcea during 3-7 May 2010.

Main programme achievements in Science:

1124. In the field of Environment, the Office supported the international workshop "Developing the biosphere reserves' network in the SEE and Caucasus regions", which was organized by the Turkish National Commission for UNESCO and the MaB National Committee on 15-19 February 2010 and supported by the UNESCO Office in Moscow.

1125. In the field of Basic and Engineering Sciences the office (i) co-organized the 6th edition of the REIC Summer School in Renewable energy and energy efficiency (Sarajevo, 23 August to 5 September 2010) and (ii) provided research grants in the field of applied chemistry and chemical engineering for the best 16 candidates of the 4th European Workshop on Food Engineering and Technology (Belgrade, Zemun, 27-28 May 2010).

Main programme achievements under the programme The Future of Venice and its Lagoon:

1126. In the framework of the "Future of Venice and the Lagoon", project inception workshops were held in cooperation with the Municipality of Venice. A Web-GIS data base and a platform of stakeholders and institutions was established and launched in 2009 as a basis for further consultations with Venetian stakeholders.

Main Results achieved under the Global Priority of Gender Equality:

1127. Regarding the Office's contribution to the Global Priority of Gender, in 2010 UNESCO provided approximately 18 travel grants to young female post-graduates science students in SEE, enabling them to attend the Euro Science Open Forum held in Turin 1-6 July 2010. The Office continues to pursue gender equity in the implementation of all of its activities.

Overall assessment of the Delivering as One UN, UNDAF and Joint Programmes:

1128. During 2010, the Venice Office has been strongly involved in the planning and implementation of United Nations Joint Programmes, UNDAFs and One United Nations Programme processes in Eastern and South-Eastern European (ESEE), while continuing its internal course of reform.

1129. The representation of the Venice Office in SEE has been strengthened over the past three years with the establishment of four Project Antenna Offices in Albania, Turkey, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Montenegro, in addition to the existing established Antenna Office in Bosnia and Herzegovina. The physical presence of Antenna Officers in these countries

permitted the Venice Office to actively participate in joint United Nations initiatives at the country level.

1130. Since 2007, the UVO has also participated fully in the pilot “Delivering as One” United Nations reform. In 2010 the Office focused on implementing activities planned within the approved UNDAFs and/or One United Nations Programmes in the Region (Albania, Bosnia and Herzegovina, Montenegro, Serbia, the Former Yugoslav Republic of Macedonia). The Office also continued to plan and negotiate with the Governments and the United Nations Country Teams (UNCT) for the next cycle of UNDAFs and/or One United Nations Programmes in Albania, Montenegro, Turkey, Ukraine and UNMIK/Kosovo.

1131. UVO organized a two-day training workshop on the UNDAF in E/SEE on 10-11 February 2011. The UNESCO Bureau of Strategic Planning (BSP) also designated a trainer for this activity.

1132. An allotment in the amount of $21,000 has been made to facilitate UVO’s participation in UNDAF rollout countries, in addition to an allotment of $14,400 for the Office to coordinate activities for the One United Nations Albania process. Both allocations have been made from funds foreseen in the Regular Budget of BFC (Bureau for Field Coordination). In addition, $37,000 was received from the Regular Budget of BSP, under the 2% modality foreseen for the support of programme activities, and $10,000 for the Director’s involvement in the Regional UNDG for Europe and CIS.

1133. During 2010, UVO concluded the Joint Programme funded by the UNHSTF in Bosnia and Herzegovina, and continued to implement the United Nations Joint Programmes financed by the Spanish MDG Achievement Fund (MDG-F) under the thematic areas ‘Culture and Development’ (Albania, Bosnia and Herzegovina and Turkey) and ‘Conflict Prevention and Peace Building’ (the former Yugoslav Republic of Macedonia). In addition, the Office started to implement as a main partner a Joint Programme in the field of “Private Sector and Development’, financed by the One United Nations Coherence Fund in Montenegro, which received funds from the ‘Expanded Funding Window for DaO’. Finally, the Office signed two Letters of Agreement with UNDP in Bosnia and Herzegovina to implement, as a subcontractor, activities within the MDG-F Joint Programmes in the areas of “Environment and the Climate Change” and “Economic Governance”.

The involvement of the Office in the above United Nations joint activities significantly increased its budget and greatly diversified the Office’s portfolio of donors.

Challenges and Lessons Learned:

1134. A major challenge faced by the Office in 2010 was the coordination of all of the necessary inputs to the UNDAF/DaO planning processes, as this took place in addition to the regular planning and reporting processes and required a considerable investment of additional time as compared to practices among resident agencies in each country. Different ways of coordinating the required inputs are being tested on a country-by-country basis, with a goal of identifying which method is most appropriate for UVO to employ. The participation of Antenna and Project Antenna offices in the various retreats and meetings has proven to be instrumental in alleviating some of the pressures placed on the programme officers and staff located in Venice by the office involvement in these activities.

1135. Another challenge faced by the Office in 2010 related to the inclusion of the National Commissions in the UNDAF/DaO planning processes and JPs. An absence of essential coordination mechanisms at the national level and of institutional competences to fully engage in the activities was observed. While their involvement should most certainly still be encouraged, it was evident that not all National Commissions entertain relationships with the other line ministries to contribute independently to the Venice Office’s participation. Hence, the lesson learned is that either National Commissions should be supported with training on the UNDAF/DaO processes and

how to prepare for such an intensive planning process, or the representing offices, such as UVO, should be reinforced to ensure continuous participation in these UNDAF/DaO planning processes.

1136. A further challenge to the UNDAF/DaO planning processes relates to the missing or low level of involvement of local authorities and the often poor coordination mechanisms within each country. It would be ideal if the national coordination mechanisms were moving in parallel with the inter-agency coordination mechanisms. This also means that the UNDAF/DaOs are often not streamlined with national strategies, which has resulted in missing coherence and ownership of the UNDAF/DaO. Thus, the United Nations further runs the risk that the UNDAF/DaO is just a list of agency activities and does not foster joint actions neither between agencies nor between agencies and the Government.

1137. In Albania, the agencies' involvement has increased and therefore the Coherence Fund is now reaching its limits. New mechanisms like prioritizing joint proposals (UN-Government, Interagency) for financing could help resolve this growing pressure.

1138. Finally, the frequent change of staff in the United Nations Agencies and national counterparts needs special attention; capacity-building within the United Nations but also within the national administration is crucial; the presence of Antenna and Project Antenna offices has been important in facilitating UVO involvement in the UNDAF/DaO planning processes; co-financing by the Government in the MDG-F Joint Programmes in the region should be secured for the continuation of the activities and initiatives started under the JPs; it is important to continue progressing in the harmonization of reporting and financial procedures amongst United Nations agencies; cooperation is always a person-driven process; hence, a careful composition of inter-agency teams is key and recruitment of key positions should be undertaken collectively.

ALBANIA

UNESCO Contribution to the One United Nations Programme in Albania:

1139. The current One United Nations Programme was officially launched on 24 October 2007 as a four-year Programme building on the priority areas as identified in the UNDAF that had started in January 2006. Eventually, the One United Nations Programme was extended until the end of 2011. UNESCO, through its Venice Office, continued during 2010 to implement activities under two of the five priority areas of the Programme, namely the Governance and Environment Pillars.

1140. In addition, UVO has been regularly participating in UNCT meetings and Technical as well as Thematic Working Group meetings, ensuring UNESCO's cooperation at both the strategic and operational levels. In autumn 2010, the Office contributed to all phases of the rollout of the new One United Nations Programme Albania 2012-2016, which is planned to be finalized in Spring 2011.

Achievements under the Governance Pillar:

1141. UVO continued the implementation of the project "Support the work of the Inter-ministerial, Advisory and Technical Working Groups on the Sectoral Strategy on Science, Technology and Innovation; build institutional capacity for, and monitor the collection of RTDI statistics and indicators", which was also supported by the Coherence Fund for Albania. The "Sectoral Strategy on Science, Technology and Innovation (STI)" was published in a bilingual English-Albanian version. The Albanian Government (Prime-Minister and Minister of Education and Science) hosted a high-level Ministerial meeting in May 2010 highlighting the importance of the return of the Diaspora for the implementation of this strategy.

1142. In 2010 the Office nearly concluded a multi-year FIT project for the "Restoration and revitalization of the historic centre of Gjirokastra, a UNESCO World Heritage Site". The roofs and facades of 17 historic monuments are being restored with funds from the Albanian Government.

Two out of three contracts have been completed (including the restoration of the facade and roof of an artisan centre, the remainder of which was financed by UNDP via the MDG-F Joint Programme on Culture and Development).

1143. UVO also continued to support to the Government of Albania in pursuing the activities of the Centre for Restoration of Monuments in Tirana. The 2nd course has been concluded and all planed training activities completed. A feasibility study on the transformation of the Centre into a category 2 centre has been finalized through funds from the Coherence Fund for Albania, and a publication on the Centre's activities is being prepared for distribution in 2011.

1144. Within the project "Safeguarding Albanian Iso-Polyphony", the Albanian Music Council, with United Nations support, has completed an electronic database of Albanian folk iso-polyphony and continued to support and promote the safeguarding of this element of Albanian heritage. This second phase of the project has also been financed by the Coherence Fund for Albania.

1145. Within the MDG-F Joint Programme, "Culture and Heritage for Social and Economic Development", the following main results were achieved during 2010:

(i) The first ever MA-level Program on Culture Resource Management was established with the University of Tirana and officially launched on 25 October 2010 to ensure future qualified managers of the culture heritage of Albania. The Program is considered to be one of the flagships of the JP by national counterparts and is fully accredited by the Albanian Ministry of Education and Science.

(ii) The management and governance structure of the National History Museum (NHM) in Tirana was upgraded by introducing new positions and enabling the staff to acquire new knowledge and skills to better cope with contemporary developments/challenges of museums. A concept note and technical proposal are being prepared for the renovation and conversion of the NHM Conference room into a multipurpose educational and film screening room.

(iii) A report on the fiscal mechanisms and governance structure of the Archaeological park system has been shared with the national counterparts and sent for printing in English and Albanian languages. A technical proposal for risk mitigation interventions in the archaeological park of Apollonia has been submitted for approval to the Scientific Council of the Institute of Monuments of Culture. As per the request of the GoA, the international bid for the renovation of the Archaeological Museum in the Apollonia Archaeological Park will be announced shortly; the Antigonea map-guide has been printed in Albanian language and handed over to the Antigonea Park Administration office.

(iv) The revision of the history and geography textbooks in line with the National Strategy linked to the Alliance of Civilizations (AoC) has been finalized (English and Albanian) and will form the basis of training of defined target groups. The Albanian Forum for the Alliance of Civilizations has monitored the media, prepared reports and organized training for journalists on issues related to the National Strategy, and the closing Conference is scheduled for March 2011. Cooperation with two local NGOs has started for the establishment of an AoC documentation centre and the organization of a series of AoC-related activities, such as an essay competition, TV talk shows, documentaries, etc.

1146. The Government fully owns the JP and steers its implementation according to national priorities. An ongoing dialogue is being maintained with the Government and the National Commission for UNESCO throughout all stages of decision-making and implementation of activities, in order to ensure continued national ownership of any policy changes generated by the JP. UNESCO and UNDP experts have worked closely together on technical issues and have

exchanges expertise/consultants with a view to reaching better conclusions and decisions on specific activities. Representatives of the participating agencies have participated in specific evaluation panels set up on several topics and UNESCO is using UNDP country-level procurement systems to speed up activities and benefit from VAT exemptions.

1147. JP has provided technical support to build the capacities within the relevant cultural heritage institutions at different levels within the national culture management hierarchy. A key factor in the discussions on sustainability with the Government has been the importance of allocating additional funds in the national budget for the National History Museum, starting in 2011.

Achievements under the Environment Pillar

1148. A biennial project on "Natural Risk Preparedness and Mitigation - Building capacity in the field of risk mitigation for Cultural Heritage properties" for a total of $210,000 has been approved for co-financing by the Coherence Fund in Albania. Implementation of the first phase of the project, dedicated to risk assessment and awareness–raising, will start in the first part of 2011.

BOSNIA AND HERZEGOVINA

1149. During 2010, UVO continued to work closely with the UNCT and the Government of Bosnia and Herzegovina through its established Antenna in Sarajevo to implement the UNDAF 2010-2014. Major competences of UNESCO have been included into all four pillars of the UNDAF 2010-2014: (i) Social Inclusion; (ii) Environment; (iii) Economic Governance (iv) Human Security.

1150. In addition to the CCA and UNDAF processes, in which UNESCO is involved, the Office is also actively engaged in activities financed by the Spanish MDG Achievement Fund (MDG-F). The Organization is a full partner agency in the JP "Improving Cultural Understanding in Bosnia and Herzegovina" under the Culture and Development thematic window and is also a sub-contractor to UNDP in the JPs under the thematic windows of Economic Governance and Environment and Climate Change.

1151. During 2010, the following main results were achieved within the MDG-F JP "Improving Cultural Understanding in Bosnia and Herzegovina":

(i) A new methodology for collection of cultural statistics as well as the administrative mapping of the culture sector was fully completed and embraced by the government partners. The new system with the fresh database of all government partners will directly facilitate the completion of the Compendium form, thus enabling the country to fully comply with the methodology of the Council of Europe.

(ii) Bosnia and Herzegovina is actively implementing all UNESCO Conventions in the field of culture and a tri-lingual publication of the Conventions distributed to all relevant institutions along with a kit on the 2005 Convention. A working group for Intangible Heritage is finalizing the representative list of Bosnia and Herzegovina.

(iii) Over 50,000 beneficiaries were directly impacted (indirectly over 1.1. Million people) through the improvement of cross-cultural understanding at community level with a special focus on creating initiatives, partnerships and projects across the country. An intercultural module, consisting of a set of five different educational materials, and developed with the participation of respective education sector stake-holders, serves as reference for enhancing approaches and school practices relating to quality intercultural education.

(iv) The capacities of cultural industry sector beneficiaries from focus municipalities were largely increased through targeted training, workshops and special projects. A number of municipally-driven initiatives have been created whereby culture industry workers interconnect and learn from each others experiences.

(v) Over 2,400 teachers in four municipalities attended teacher training on the subject of inter-culturalism. The development of a system to monitor the implementation of improved education policies and the publishing and distribution of the above-mentioned Intercultural Module are also on track.

(vi) Due to the sensitivity of the theme, additional efforts and time were invested in the development of a "Behaviour Change Campaign". The number of events organized by the programme is now totalling 139 with an attendance of 4,583 beneficiaries (of which 3,047 were women).

(vii) Targeted training on enhancing the cultural industries was completed and plans developed for future activities, extending the original scope of agreed projects. In response to the increased demand, additional training is scheduled to take place in the third year of the JP.

(viii) UNESCO pursues the restoration/rehabilitation of cultural symbols. The original target of 5 monuments has been increased to 12, while the number of involved municipalities has increased from 5 to 9, ensuring a larger promotion of joint cultural values of the country and its cultural diversity: historical, cultural as well as ethnic. The creation of national ownership was the first step in ensuring sustainability of the JP.

1152. Within the MDG-F JP "Mainstreaming environmental governance: linking local and national action in B&H", UNESCO is a subcontractor of UNDP ($150,000 or 3% of the approved total amount) for this JP, which is jointly implemented also by FAO, UNEP and UNV. In 2010 UNESCO focused on activity planning while the implementation phase will start in 2011, also taking advantage of experience gained in initiatives such as the Man and the Biosphere (MAB) European network of Biosphere Reserves, supported by UNESCO. The environmental planning process will not be a "stand-alone" exercise, but will be integrated with other local level planning processes, reflecting EU's practice of integration into sectoral policies, as well as spatial planning at all levels, as major tools for achieving sustainable development in the Region.

1153. Within the MDG-F JP "Securing Access to Water through Institutional Development and Infrastructure", UNESCO is likewise a subcontractor of UNDP. In 2010 UNESCO focused on activity planning while implementation will begin in 2011. UNESCO's contribution focuses on one particular Output of the JP, but also contributes to several others. Firstly, it will assist targeted municipalities in improving the provision of potable water by mounting a "water rights and responsibilities" awareness campaign among local communities. The awareness-raising actions will be implemented in close cooperation with UNICEF and through its Participatory Action Research - PAR methodology. Secondly, and subject to further negotiations and possible co-financing arrangements with the local NGO sector, support will be provided to the preparation of a plan for the detection of water losses and the repair of the distribution network as well as training for local government officials and staff from the local Utility companies in management, technical and HRBA aspects of water supply. A third thrust of the project will be to promote more effective water service delivery for vulnerable categories (IDPs, refugees). This will entail consultations with the appropriate authorities on the selection of one or more pilot areas in which to undertake surveys, and the identification of an appropriate group of IDPs for induction into the project's aims and objectives. It will further entail the design and implementation of a survey covering the full spectrum of opportunities and constraints faced by IDPs with regard to their access to water and sanitation services; the analysis and assessment of the survey results with particular focus on legal and regulatory issues, as well as the formulation of related recommendations to the appropriate authorities.

1154. 2010 has been the closing year of the JP financed by United Nations Human Security Trust Fund (UNHSTF), "Community Reconciliation through Poverty Reduction". The total budget of this JP was $2,286,269 out of which UNESCO's component was $300,000. The project aimed to promote community reconciliation for a common future vision, which includes the development of

the ethnic communities in the region and from which all communities will benefit in the short and long term. The JP focused on activities in the municipalities of Mostar-Blagaj, Stolac and Trebinje, where three cultural-historical monuments were restored.

MONTENEGRO

1155. UVO supported the organization of the sixth Ministerial Conference on Cultural Heritage in South-Eastern Europe (SEE), convened by the Government of Montenegro (Ministry of Culture) in Cetinje and Budva, on 23 April 2010. The Conference led to the presentation and approval by the 10 participating countries of the Cetinje Declaration and Action Plan, as main strategic documents for the further strengthening of cultural cooperation in the sub-region.

1156. Within the framework of the sub-regional project “Cultural Heritage – a Bridge towards a Shard Future” (Italian FiT), UVO supported the preparation and approval of the Management Plan for the historical core of Cetinje. As a follow-up to this activity, UNESCO is now assisting the Montenegrin authorities with the preparation of the candidature file for the inscription of Cetinje on the World Heritage List (WHL).

1157. UVO also provided support to the Government of Montenegro in the preparation of a multinational file for inscription of the medieval tombstones “Stecci” on the WHL. Similar support was provided to the Governments of Bosnia and Herzegovina, Croatia, and Serbia. This activity was commended by the 6th Ministerial Conference on Cultural Heritage in SEE as a good practice for fostering intercultural dialogue in the region, based on the concept of a shared cultural heritage.

1158. UNESCO responded to the request/invitation by UNCT Montenegro to apply for funds under the Expanded Funding Window for DaO in December 2009. Since then, UVO has worked closely with the UNCT and the Montenegrin National Commission for UNESCO in the preparation of an Integrated United Nations Programme. The DaO programming cycle distinguishes two phases of the Integrated United Nations Programme: a transition phase covering 2010 and 2011, and a Phase II of the Integrated United Nations Programme, which represents the UNDAF and covers the period 2012-2016.

1159. The first Integrated United Nations Programme for Montenegro had three strategic programme pillars, namely: Social Inclusion, Democratic Governance, and Sustainable Economic Development & Environmental Protection (SEDEP). There is one strategic development goal for each Pillar and three outcomes per goal, which totals 9 outcomes in the Integrated United Nations Programme. As of December 2010, the Participating United Nations Organizations were: UNDP, UNHCR, UNICEF, WHO, IOM, FAO, UNEP, UNESCO, UNIDO and UN Women. The Integrated United Nations Programme, both Phase I and II, was developed by all participating Organizations and in close consultation with the Government through Pillar and Sector Working Groups. The working groups are expected to finalize the Phase II documents, the Executive Summary of CCA and the Results Matrix for the period 2012-2016, by March 2011.

1160. In 2010, UNESCO was mostly involved in the work of SEDEP Pillar, especially Outcome 3.3 “Established system for strengthening entrepreneurial capacity-building and facilitating private sector partnerships for ‘green jobs’, rural livelihoods and development of Medium, Small and Micro Enterprises (MSME) in order to improve economic choices and achieve balanced regional growth as well as address gender specific concerns and interests”. This Pillar initiated the implementation of a Joint Programme with UNDP, UNEP, UNESCO, UNIDO and FAO. The JP, "Improving the business environment through green jobs and institution building", builds on the project entitled "Preserving Natural World Heritage and Cultural Landscapes in South-Eastern Europe: Capacity-Building in Tourism Planning and Management", undertaken in close cooperation with the World Heritage Centre (WHC) and its Tourism Programme, which in Montenegro focused on the building of tourism planning capacities in the Durmitor National Park. An agreement was signed with the Veneto Region, Italy, and a project entitled “Strengthening Sustainable Development Governance in the Tara River Basin Biosphere Reserve and in the Durmitor World Heritage Site in Montenegro

(acronym: DURMITOR)" was approved in order to ensure appropriate coaching and the implementation of innovative planning and management approaches in the Durmitor World Heritage site and the Tara River Basin Biosphere Reserve in Montenegro, for the next 2 years.

1161. Within the MDG-F JP "Improving business environment through green jobs and institutional building" the following results were achieved in 2010:

(i) With the aim of enhancing local governance processes and better integration between socio-economic development and the conservation and protection of natural and cultural assets of the Durmitor WH site/Tara River Basin Biosphere Reserve A Public-Use Planning (PUP), a training workshop was held in Zabljak, in the Durmitor National Park, from 26 April to 8 May 2010 and again from 27 to 31 October 2010.

(ii) A multi-stakeholder consultation platform was activated at the national level and for the Durmitor area WH site and Tara River Basin BR. Government national representatives, national civil society and private sector organizations can now better align their efforts and give ensure continuity in their support to local governance processes, while considering the need for a better balance between socio-economic development and the conservation and protection of natural and cultural assets of the Durmitor WH/Tara River Basin BR.

(iii) The management and coordination of UNESCO activities in Montenegro was strengthened in view of the need to ensure a more continuous and effective presence of UNESCO staff in Montenegro and, by doing so, to strengthen:

- a smooth coordination of experts/consultants interventions in the area of Durmitor;
- an effective coaching of the multi-stakeholder consultation process, initiated in the Autumn of 2010 (see below), and;
- the liaison with UNDP and other partner United Nations Agencies.

1162. The implementation of this Programme will continue in 2011 and the SEDEP Pillar is aspiring to resource-mobilize and receive additional funds. Moreover, the SEDEP Pillar working group is planning to work on the creation and implementation of a new joint programme, which would involve all regionally–based organizations, including UNESCO. However, UNESCO has a significant role to play in the other two Pillars as well, especially in the Democratic Governance Pillar, which covers the following areas: improvement of the role of e-governance in the interaction between the inhabitants of Montenegro and State institutions; and enhancement of science and technology governance as well as synergies between culture and development.

1163. Regarding the potential future involvement for UNESCO in Phase II of the Integrated United Nations Programme, the Organization is likely to play a role in the MA-level program in the Management of Protected Areas to be established in 2011. Furthermore, with regard to culture and development, UNESCO is already in the working group set up for the "Beautiful Cetinje" project, which has been identified by the UNRC and SEDEP Pillar convener as having a huge potential for resource mobilization, and which is also of great importance to the Montenegrin Government and the Cetinje Municipality. The various levels of interest have been shared by the Secretary-General of the UNESCO National Commission for Montenegro.

SERBIA

1164. Serbia participates in the New Generation of UNDAFs moving from development assistance towards partnership for development. UVO has actively participated since 2008 in the preparation of the "United Nations Country Partnership Strategy for Serbia 2011-2015", which involves 19 United Nations agencies and has three priority areas:

(i) Strengthened Good Governance

(ii) Sustainable Development and Social Inclusion Enhanced

(iii) Increased Regional Stability and Cooperation

1165. In close consultation with the Serbian National Commission, UNESCO also contributed to the preparation of a non-legally binding document describing planned activities (with resource allocation).

1166. Seven medieval fortresses in Serbia were targeted within the activity "Safeguarding and Promotion of Medieval Fortresses along the Danube", aiming at supporting the sustainable management of the medieval fortresses along the Danube. The results of this activity, part of the sub-regional project "Cultural Heritage – a Bridge towards a Shared Future" (Italian FiT), included:

(i) Organization of workshops in the targeted sites, with participation of all relevant stakeholders, on the sustainable management of the fortresses;

(ii) Identification and sharing of good practices in the sustainable use of cultural heritage resources and creation of a network of communities, experts and institutions;

(iii) Organization of a final conference (Smederevo, 4 June 2010) to present the workshop results and good practices, and the establishment of a co-operation agreement between stakeholders of all involved sites;

(iv) Creation of information and promotional materials, including a dedicated interactive web-portal (under construction);

(v) Organization of a travelling exhibition on the fortresses to be displayed on all sites covered by the project;

(vi) Development of a training programme on the sustainable management of cultural heritage, with the participation of students from 9 South-East European countries (to be completed in June 2011);

(vii) The promotion of intercultural dialogue and the diversity of cultural expressions, with special focus on the support to the International Theatre Festival of Smederevo.

1167. The Institute for the Protection of Cultural Monuments of Serbia was involved in supporting the joint (trans-boundary) nomination file for the Medieval Tombstones of Stecak to UNESCO's World Heritage List. The Institute was responsible for creating the documentation for the tombstone burial sites of Kosjeric, Bajina, Basta, Priboj and Prijepolje, and also for organizing team field trips for the purpose of creating a tentative list and nomination file in the neighbouring countries of BiH, Croatia, and Montenegro. As part of the joint nomination file, the Institute was also contracted to develop a management plan for the two sites in Serbia; the management plan is under production and scheduled to be finalized by end of March 2011.

1168. The Centre for Tourism Research and Studies of Novi Sad, Serbia, has been engaged to contribute to the activities within the regional project, "Preserving Natural World Heritage and Cultural Landscapes in South-Eastern Europe: Capacity-Building in Tourism Planning and Management". The Centre was responsible for developing a framework for a University curriculum relating to the topic, based upon a study of the available training materials and courses already offered within the region, and culminating in an action plan for the provision of a regional university-based learning platform for professionals in protected area management.

1169. A project has been established in May 2010 with The Institute of Physics Development and Research Centre located in Belgrade, Serbia, to offer 15-16 research grants of 500 Euros each in

the field of applied chemistry and chemical engineering. The grants were awarded to young researchers from Eastern and South-eastern European countries on the occasion of “The 4th European Workshop on Food Engineering and Technology”, held on 27-28 May 2010 in Belgrade, Serbia.

1170. UVO provided high-level expertise to the Serbian government (Ministry of Science and Technological Development) leading to the formulation and approval by the Serbian Parliament of the National Scientific and Technological Development Strategy of the Republic of Serbia (2009-2014).

1171. UVO is also supporting capacity-building in basics sciences (mathematics and theoretical physics) in Serbia through the strengthening of the SEE Mathematical and Theoretical Physics Regional Network. In particular, the University of Nis, which hosts the secretariat of this Network, has been involved in a mapping activity related to mathematics and physics research institutions operating in SEE countries. A meeting entitled, “Excellence in Basic and Engineering Sciences and Education – Physics and Mathematics in South Eastern Europe” was held on 18-21 February 2010. Around 50 scientists from the region attended the meeting, during which the preliminary questionnaires for the mapping activity were finalized. This activity has been extended until 2011, when the final report will be due.

1172. Within the framework of the MDG-F Joint Programme, “Sustainable Tourism for Rural Development”, UNESCO collaborated with UNDP in a workshop held in Eastern Serbia,1-2 December 2010, on “Cultural Heritage and Partnerships for Rural Development”. UNESCO also coordinated two cultural heritage consultants together with UNDP with a view to facilitating the required training courses. In addition, UNESCO provided the expertise on partnerships for development at UNESCO designated sites, an activity which raised awareness about the importance of preserving UNESCO designated sites and the need to create partnerships for rural development and/or cultural tourism. Around 30 local stakeholders attended the event.

1173. UVO is currently supporting Serbia (Ministry of Culture) in the preparation of the following major events to take place through sub-regional cooperation:

(i) 7th Ministerial Conference on Cultural Heritage in South-Eastern Europe (Belgrade, 9-10 June 2011);

(ii) Annual South-East European Seminar of Experts on Intangible Cultural Heritage (Belgrade, 11-14 May 2011).

THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA

1174. As a non-resident agency and in close consultation with the National Commission, UNESCO has participated since 2008 in the process for the preparation, finalization and implementation of the UNDAF 2010–2014. The major competences of UNESCO have been included into each of the UNDAF three priority areas: (i) Social Inclusion, (ii) Local Governance and Territorial Development, (iii) Environmental Protection

1175. Within the MDG-F JP “Enhancing Inter-Ethnic Community Dialogue and Collaboration in FYROM”, which is under the Conflict Prevention and Peace Building Thematic Window, the total amount allotted to this 3-year JP is $4,000,000, out of which UNESCO’s component is $926,000. The main results achieved in 2010 under this JP included:

(i) The second World Conference on Interreligious and Inter-civilization Dialogue brought over 300 religious leaders and theologians together in Ohrid, demonstrating their commitment to inter-faith dialogue in the Declaration on “Religions and Cultures – Contribution to Peace, Mutual Respect and Co-Existence, Ohrid 2010”;

(ii) At the National Youth Conference “Shared Visions”, over 50 young people from around the country confirmed their commitment to interethnic dialogue, understanding and collaboration in a Declaration on Interethnic and Interreligious Understanding Amongst Youth;

(iii) Youth in eight FYROM towns collaborated on projects of interethnic and interfaith dialogue on topics of shared cultural heritage;

(iv) Seven new UNESCO Clubs were established in communities and universities around the country. The Clubs will undertake activities fostering interethnic dialogue amongst youth in communities and University settings.

(v) The School of Journalism and Public Relations developed a program and submitted application for a UNESCO Chair in “Enhancing Responsible Journalism and Intercultural Communication”. The first activity of the program has been to produce a textbook titled Media, Citizens and Intercultural Communication, which is geared to educate journalist students in the ideas, principles and techniques for cultural, civic and conflict sensitive reporting. A shorter, handbook version for practicing journalists will also be presented at a February 2011workshop where the proposed techniques will be put into practice.

(vi) The JP is also focusing its efforts in the field of education though work with schools and institutions of higher education. An application for a UNESCO Chair in intercultural dialogue studies is currently being developed. The proposed Chair programme will include a Master’s degree in intercultural communication, with a special focus on future educators and building their skills to effectively teach in a multicultural and multilingual setting. A conference on the role of higher education in a multicultural society is in the planning for March 2011. Moreover, a partnership is developed with the Philosophical Faculty and the Ministry of Education and Science for the translation and adaptation of the World heritage in Young Hands teacher Kit, as an extracurricular activity in FYROM schools.

In the UNDAF priority area of Democratic Governance, UNESCO continued to implement the project “Establishment of Regional Centre for Digitization of Cultural Heritage” which in 2010 reached the expected results fixed by the project document agreed with the donor:

(i) The centre became fully operational, the premises are fully equipped and required staff has been employed by the Ministry of Culture, Cultural Heritage Protection Office (6 staff employed);

(ii) The draft Digitization Strategy has been finalized and submitted for approval to the Government;

(iii) On 22 October 2010, a Regional workshop was held with the participation of SEE Member States;

(iv) From 13-17 December 2010, a final training for the employees of cultural institutions of FYROM was held, with the participation of 30 professionals from all over the country;

(v) The project allowed the Centre to concretely initiate work for the digitization of cultural heritage, starting with the digitization of the archives of the Cultural Heritage Conservation Centre in Skopje (currently under way).

1176. In 2010, UNESCO closed the project “Krushevo Ethno Town”. The inauguration of the Krushevo Ethno Festival took place on 18 July 2010 and the following results were achieved:

(i) Visibility and awareness about Krusevo's cultural heritage and tourism offer greatly enhanced;

(ii) Cultural heritage diversity promoted and supported by means of inclusion of different culture groups in the project's activities and support provided to the safeguarding of their specific forms of expression;

(iii) Strengthened safeguarding and viability of local intangible cultural heritage;

(iv) Contribution to the restoration and refurbishing of registered cultural monuments and buildings;

(v) Promotion of local tourism-related entrepreneurship (with special focus on small businesses, private craftsmen, and cultural associations) and support provided to sustainability and capacity-building efforts;

(vi) Encouragement of partnerships between local civil society, local authorities and central institutions;

(vii) Gender-based approach ensured by inclusion of more than 50% of women in the project's training and capacity-building activities;

(viii) Reinforcement of the local population's sense of ownership and awareness of their own cultural heritage;

(ix) This project is also expected to increase job opportunities and income generating-activities in the mid-term, thus reducing the migration of the Krushevo population.

1177. Under the UNDAF priority area Environment Protection, UNESCO continued to support the national authorities for the preparation and implementation of a management plan for the Ohrid world heritage site. Following its submission to the WH Committee in February 2010, the Management Plan for the Natural and Cultural Heritage of the Ohrid region is now being implemented and stakeholders' involvement enhanced.

1178. In addition, UNESCO supported a project on "Trans-boundary dialogue and a Man & Biosphere Reserve co-management scheme facilitated for the Prespa region". In this context, a road map has been approved for the MAB Trans-boundary Biosphere Reserve Designation Process, a lead partner identified and a draft application dossier will be prepared by the end of 2011. A Draft Application Dossier is the expected output of the UNESCO Regional conference "Integrated Protection of the Trans-boundary Prespa Region - Establishment of a trilateral UNESCO Biosphere Reserve at Prespa Lake", to be held in Ohrid on February 17-19 February 2011.

TURKEY

1179. On 27 December 2010, the Resident Coordinator and the Government of Turkey signed the United Nations Development Cooperation Strategy (UNDCS) 2011-2015. This document is the result of a distinct new programming framework aimed at the repositioning of the United Nations System in the Middle Income Countries (MIC), for which Turkey has been requested to Pilot the new generation of UNDAFs. The State Planning Organization has the ownership of, and leads, the process with inclusive and extensive consultations with the stakeholders.

1180. The UNDCS is strongly aligned with the vision of the 9th Development Plan (2007-2013) for Turkey and the MDGs. The UNDCS seeks to bring in an innovative and simplified process for the United Nations System in Turkey, addressing specific developmental challenges faced by upper-middle-income countries. A strategic rather than operational document with focus on higher level results, it represents a common strategic framework that enables the United Nations System to

provide a collective, coherent and integrated response to national priorities and needs. It also allows for some flexibility in preparing the individual agency-specific country action plans. UNESCO has been involved in the preparation of the UNDAF rollout in Turkey since 2009.

1181. In 2010, UVO continued to closely work with the Turkish National Commission for UNESCO and the MAB National Committee on the designated sites to foster cultural and natural integration and, together with the UNESCO Moscow Office, supported the organization of the international workshop “Developing the biosphere reserves’ network in the SEE and Caucasus regions”, held in Antalya, 15-19 February 2010. The workshop explored topics of common interest that could be further investigated within the frame of a new coordinated experimental programme related to BRs in the region, allowing the development of appropriate and more adequate management guidelines and models to be extended to the countries involved.

1182. Since mid-2008, UVO has been requested to implement the already approved United Nations Joint Programme “Alliances for Culture Tourism (ACT) in Eastern Anatolia”, financed by the Spanish MDG Achievement Fund under the Culture and Development thematic window and involving UNESCO, UNICEF, UNWTO and UNDP. The Ministry of Foreign Affairs and the Ministry of Culture and Tourism of the Republic of Turkey signed the Joint Programme Document respectively on 13 November 2008.

JP “Alliance for Cultural Tourism in Eastern Anatolia”

1183. Within the MDG-F JP “Alliances for Cultural Tourism in Eastern Anatolia, the main results achieved in 2010 included:

(i) The Kars Minstrelsy Tradition, which was included in the Representative List of UNESCO Intangible Cultural Heritage of Humanity in 2009, has been supported in different complementary ways. A CD of traditional Minstrel Performers from Kars has been produced. Furthermore, this has been complemented by support to the annual traditional Minstrel Festival and the creation of a Culture House for the Minstrel performers. The three-day Minstrel Festival of Kars attracted an audience of around 4,000 people.

(ii) Kafkas University, with the supervision of Ministry of Culture and Tourism, researched the main intangible cultural assets in the Kars Province, which is expected to contribute to the preparation of the national inventory. Through this research, a significant increase in the quantity and quality of inventory forms for the definition of national intangible cultural heritage inventory in the target area has been achieved within the criteria of the 2003 UNESCO Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage. The research covered 80 villages and 50 students were involved and trained. Following the completion of the research, Kafkas University presented the collected data comprising approximately 7,000 pages of transcriptions, 2,000 photographs, and 260 video recordings.

(iii) A process for the preparation and establishment of a Site Management Plan for the Ani Site has been developed through a participatory approach for the first time. The local authorities have been directly and actively involved in the Site Management Planning process from the beginning. In addition, the local ownership of the process has been ensured. The approval of the “Ani Site Management Development Framework” and the agreement reached between the relevant stakeholders on the preparation of a draft 5-year Management Plan according to the current legislative framework is a decisive progress, and the overall experience may serve as a model for the establishment of management plans in different sites in Turkey.

(iv) The development of the software and automated system for the creation of digital data on conservation, monitoring and supervision of cultural and natural assets in the

province of Kars provided relevant authorities with an effective tool for the management of cultural assets, and served as a good practice for similar actions in other Eastern Anatolian Provinces. It ensures an efficient and effective monitoring and the implementation of conservation, renovation, implementation, repair permit, building use permit, observation, inspection, licensing and project management activities in relation to the registered sites and assets.

(v) The production of a set of 7 brochures aimed at raising awareness at both local and national levels on the legislative and normative framework for the safeguarding of cultural heritage in Turkey has been distributed. The brochures are expected to bring concrete results in terms of enhanced knowledge on the concerned issues, and thus to strengthen the respect and safeguarding of cultural heritage.

UKRAINE

1184. UNESCO, through its Venice Office, is one of the 18 United Nations Agencies (including IFC, IMF, and WB) participating in the Ukraine-United Nations Partnership Framework (PF) for the period of 2012-2016.

1185. UNESCO was not a signing party (only a partner under Education-related activities) to the previous UNDAF 2006-2010 (which was extended to 2011).

1186. The new UNDAF for Ukraine focuses on four priority areas:

(i) Sustained Economic Growth and Poverty Reduction

(ii) Social Development

(iii) Governance

(iv) Environment and Climate Change

1187. The UNDAF Ukraine has been approved by the Government of Ukraine in December 2010 and is awaiting final signatures. It bears a clear indication of the United Nations Comparative Advantage for each outcome.

1188. In the field of Sustained Economic Growth and Poverty Reduction, UNESCO is expected to contribute to outcome 1: “New economic opportunities created particularly in the small and medium business sector as a result of enabling improvements in the business and investment environment, improved skills, improved reintegration of migrants and better utilization of Ukraine’s scientific and innovation potential”.

1189. UNESCO is also expected to contribute to the thematic area Social Development namely to outcome 1 “Improved access to and utilization of quality health, education and social services”, and outcome 4 “Social development policy making at national and sub-national level is evidence based”.

1190. Under the thematic area Governance, UNESCO will contribute to outcome 3 “Government enables the active contribution of civil society in national and local decision-making processes and autonomy of civil society organizations”.

1191. Under the thematic area 4: “Environment and Climate Change”, UNESCO’s contribution is foreseen under outcome 1 “Government of Ukraine adopts policy frameworks and mechanisms to ensure reversal of environmental degradation, climate change mitigation and adaptation, prevention and response to natural and man-made disasters”, and Outcome 3: “Mechanisms for sustainable management of natural resources are created”.

UNMIK/Kosovo* (as defined by United Nations Security Council Resolution 1244)

1192. The UNSCR 1244 remains in full force. The United Nations maintains a significant presence in Kosovo's international landscape, with 21 agencies, funds and programmes active in Kosovo, including 15 with permanent physical presence, in addition to support from the United Nations Mission in Kosovo (UNMIK). The NATO Kosovo Force (KFOR) still provides security throughout Kosovo although with its downsizing, the Kosovo Police has taken over responsibility for protection of certain cultural and religious sites.

Highlights on progress in United Nations Reform and entry points in the CDP for UNESCO:

1193. Due to Kosovo's sui generis status, the United Nations Kosovo Team (UNKT) has not been in a position to elaborate an UNDAF. However, in agreement with UNMIK, actions have been taken to enhance the coherence and impact of activities. 2010 marked two major UNKT achievements:

(i) Under the leadership of the Special Representative of the Secretary-General (SRSG) and the United Nations Development Coordinator (UNDC), UNMIK and the UNKT[11] developed a United Nations Strategic Framework for Kosovo (UNSF) in compliance with an SG decision on Integration of 26 June 2008.[12] The UNSF establishes mechanisms for strengthened coordination and cooperation between UNMIK and the UNKT that capitalize on their respective, distinct political and long-term development mandates. Besides focusing on cost-efficiency, the UNSF identifies four result areas that lend themselves to joint action towards consolidating peace in Kosovo: 1) Increased inclusiveness in multi-ethnic municipalities, 2) Returnees' access to mechanisms that ensure sustainable return and reintegration, 3) Human rights and gender equality compliance by authorities and international institutions, 4) Harmonization of United Nations activities in the north of Kosovo (Mitrovica region). Implementation has commenced but funding is a challenge due to Kosovo's sui generis status, which does not allow the United Nations system in Kosovo to access funding streams available to other integrated missions.

(ii) In the context of drafting the UNSF, the UNKT embarked in 2010 on a process to develop a multi-year United Nations Common Development Plan (CDP) for 2011-2015, tailored to Kosovo's context and applying an UNDAF light methodology. The CDP is now being finalized and its launch is foreseen for March 2011. Similar to the UNSF, resource mobilization for the CDP is a challenge due to Kosovo's sui generis status which prevents UNKT access to many funding windows (e.g. GEF, MDGF, One-United Nations start-up, etc).

1194. Non-resident agencies (NRAs) were convened by the UNDC and the SRSG for a consultation at Regional Director's level. As an outcome, five NRAs formally joined the UNKT and have signed on to the UNSF and the United Nations CDP processes, namely UNODC, UNESCO, UNEP, UNIDO and UNCTAD.

1195. Under the overall heading of social inclusion, the CDP comprises four central themes: 1) Enhanced legislative and policy frameworks for social inclusion and equity, 2) Enhanced accountable and responsive central and local institutions, 3) Increased citizen participation in local governance - focusing on livelihoods, quality social and public services and justice mechanisms, 4)

---

[11] UN Agencies, Funds, Programmes and affiliates in Kosovo are grouped under the coordinated umbrella of the United Nations Kosovo Team (UNKT) UN agencies present in Kosovo include OHCHR, UNICEF, UNFPA, UNHCR, IOM, WHO, FAO, ILO, UNDP, UN-HABITAT, UNOPS, UNIFEM (part of UN WOMEN), UNV as well as other Non-resident Agencies, UNESCO, UNEP, UNCTAD, UNODC, and UNIDO. The IMF and WB are also members of the UNKT.

[12] The UNSF responds to the UN Secretary-General Decision No. 2008/24 on Integration of 25 June 2008, calling on UN Country Teams and UN Peacekeeping missions to develop shared analysis, strategic direction and common vision on key peace consolidation and peace building issues.

Creating an enabling environment for low emission and climate resilient development as a key to sustainable development and reduced vulnerabilities to environmental risks.

1196. Under United Nations Outcome 3.2 “Access to sustainable and gender-equitable economic and livelihood opportunities, quality public and social services and prompt, accountable and gender-responsive justice mechanisms have increased”, it is foreseen that UNESCO may contribute to two Priority Joint Outputs and three activities as follows:

(i) Priority Joint Output 3.2a “Municipal institutions and local public-private partnerships are strengthened towards enhancing decent work prospects for poor and excluded groups” and in particular:

a. Act 3.2.3: Strengthen employment prospects among vocational education students and university graduates through the implementation of internships and work-based learning schemes in a gender equitable manner, including for rural areas and sustainable agricultural practices.

b. Act 3.2.5: Strengthen the Rural Development Network outreach information service on best practices for local economic and environmental sustainable development, focused on sustainable management of agricultural and rural resources, eco-cultural and religious tourism opportunities, sustainable forest management, cooperatives and access to rural development resources including pre-accession support for rural development (IPARD).

(ii) Priority Joint Output 3.2b: Cooperation between municipal authorities and civil society is strengthened to foster quality, delivery and uptake of social and public services, particularly for women and children.

c. Act 3.2.9: Provide support to inclusive, quality education in selected municipalities, focusing on girls, RAE communities and children with special needs.

UNESCO achievements in 2010

1197. Following the international donors’ conference to rehabilitate the cultural heritage of Kosovo (13 May 2005) and the first session of the UNESCO International Experts Committee on the Rehabilitation and Safeguarding of the Cultural Heritage in Kosovo (9 December 2005), UNESCO has been successful in signing a number of agreements with the donors that had pledged contributions in favour of Kosovar cultural heritage. Approximately $3.5 million have been allotted by eight donor countries (Albania, Czech Republic, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Turkey and USA).

1198. During 2010, under the overall programme “Safeguarding of Cultural heritage in Kosovo”, UNESCO completed the implementation of the following restoration campaigns:

(i) Second phase of the restoration project financed by Italy ($1,609,157), focusing on enhancing inter-cultural dialogue in the region of Pec with special emphasis on cultural heritage as a tool for reconciliation. This second phase of the project was a continuation of the first phase, during which monuments were restored and preserved.

(ii) Through the financial contribution by Germany ($229,997), the church St Savior of Prizren has been fully restored.

(iii) All of the seven sites which were part of the campaign and financed through the American contribution ($1,000,000) were completed:

- Djakovica: Hadum Mosque in Gjakove / Djakovica Municipality

- St. Sava Church in Mitrovica /Mitrovice
- St. Archangel Michael Church, Shtime/Stimlje Municipality
- Hamam, Mitrovice, Kosovska Mitrovica Budisavci Monastery,
- Budisavc/Budisavci, Klina Municipality
- The Church of the Presentation of the Virgin, Lipjan/Lipljan, Lipjan/Lipljan municipality
- Mosque, Decan/Decani Municipality



Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-sixième session

186 EX/4
Partie II

PARIS, le 8 avril 2011
Original anglais

Point **4** de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

PARTIE II

Ajustements budgétaires autorisés à l'intérieur de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011

et

Tableau de bord de l'exécution du programme en 2010-2011 (35 C/5 approuvé) État au 31 décembre 2010 (non audité)

n° 47

Résumé

La Partie II du document 186 EX/4 contient :

A. Le Rapport de la Directrice générale sur les ajustements budgétaires autorisés à l'intérieur de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011. Conformément aux paragraphes 2 (b), (d) et (e) de la résolution 35 C/106, la Directrice générale présente au Conseil exécutif :

(i) un rapport sur les ajustements apportés aux crédits approuvés pour 2010-2011 pour tenir compte des dons et contributions spéciales reçus depuis la dernière session du Conseil exécutif ;

(ii) les virements entre articles budgétaires proposés à la suite de la restructuration de l'Organisation et de la réaffectation des sommes économisées aux programmes prioritaires (conformément à la décision 185 EX/4, paragraphe 11) ;

(iii) les virements de crédits du Titre IV du budget proposés afin de couvrir les augmentations des coûts de personnel et des coûts des biens et services imputables à des facteurs statutaires et à l'inflation.

Action attendue du Conseil exécutif : décision au paragraphe 28.

B. Le Rapport de la Directrice générale sur l'exécution du programme adopté par la Conférence générale.

INTRODUCTION

1. Le présent document contient :

Partie A : Le Rapport de la Directrice générale sur les ajustements budgétaires autorisés à l'intérieur de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011, et

Partie B : Le Rapport de la Directrice générale sur l'exécution du programme adopté par la Conférence générale – Tableau de bord de l'exécution du programme pour 2010-2011 au 31 décembre 2010

2. La **Partie A** fournit des renseignements sur les contributions reçues depuis la 185e session du Conseil exécutif et affectées au budget ordinaire 2010-2011, conformément au paragraphe 2 (b) de la résolution 35 C/106.

3. Cette section présente aussi un rapport sur les virements entre articles budgétaires proposés pour tenir compte de l'évolution structurelle de l'Organisation et de la réaffectation des sommes économisées aux programmes prioritaires, conformément au paragraphe 2 (e) de la résolution 35 C/106 par lequel la Directrice générale est autorisée à « opérer des virements de crédits entre articles budgétaires dans la limite de 1 % des crédits initialement ouverts, en fournissant par écrit aux membres du Conseil exécutif, à la session qui suit cette opération, des précisions sur les virements effectués et les raisons qui les ont motivés ». De plus, cette résolution dispose que « dans les cas où les virements de crédits entre articles excèdent cette limite de 1 %, le Directeur général doit obtenir l'approbation préalable du Conseil exécutif ».

4. Dans cette section, il est également soumis au Conseil exécutif pour approbation une proposition concernant les virements de crédits du Titre IV – Augmentations prévisibles des coûts aux Titres I à III du budget afin de couvrir les augmentations des coûts de personnel et des coûts des biens et services imputables à des facteurs statutaires et à l'inflation.

5. En conséquence, l'**annexe I** (Tableau révisé des ouvertures de crédits) récapitule l'ensemble des ajustements budgétaires et virements effectués entre articles budgétaires, y compris ceux qui se rapportent au Titre IV.

6. La **Partie B** du document contient un Tableau de bord qui indique l'état de l'exécution des programmes au titre aussi bien du budget ordinaire que des ressources extrabudgétaires au 31 décembre 2010. En ce qui concerne le budget ordinaire, les chiffres présentés couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2010.

7. Comme lors des sessions précédentes, ce Tableau de bord, établi pour faire rapport, contient le **tableau 1** qui décrit l'état global de la mise en œuvre par article budgétaire principal au titre tant du budget ordinaire (personnel et activités) que des ressources extrabudgétaires. Le **tableau 2 (A)** fournit d'autre part des informations sur la mise en œuvre des activités par axe d'action au titre du seul budget ordinaire, conformément aux décisions 160 EX/3.1.1 et 164 EX/3.1.1 dans lesquelles le Directeur général était invité à indiquer, « avec des explications pertinentes, les activités pour lesquelles il [existe] un écart de plus de 15 % entre les dépenses effectives et les dépenses prévues ». De même, le **tableau 3** présente la mise en œuvre des fonds décentralisés du budget ordinaire par article budgétaire principal et par région (activités uniquement). En ce qui concerne la contribution des États-Unis reçue en 2003, qui est mise en œuvre sur une période pluriannuelle, le **tableau 2 (B)** donne des informations actualisées sur l'état d'exécution des activités restantes financées par ces fonds.

8. En outre, le **tableau 4** indique la situation budgétaire par article budgétaire principal pour l'assistance temporaire, les voyages officiels et les services contractuels, comme demandé par le Conseil exécutif (décision 166 EX/3.1.1). Ce Tableau de bord comporte également un **tableau 5**

dans lequel figurent des informations sur la mise en œuvre du Programme de participation et de l'aide d'urgence. Un document distinct contenant de plus amples renseignements sur la mise en œuvre du programme sera présenté au Conseil exécutif à sa prochaine session.

9. Enfin, l'**annexe II** présente sous une forme révisée le rapport de la Directrice générale sur les coûts de fonctionnement du Conseil exécutif en 2010, conformément à la décision 184 EX/17, paragraphe 11, qui invite la Directrice générale « à inclure dans ses rapports annuels sur les coûts de fonctionnement du Conseil exécutif pendant l'année précédente une ventilation détaillée par poste de dépense, dans un tableau semblable à celui qui figure dans le document 174 EX/5 ».

10. Pour les ressources extrabudgétaires, qui servent habituellement à financer des projets pluriannuels, les allocations et les dépenses sont présentées sur une base annuelle et les chiffres y afférents figurent dans les **tableaux 6 à 10**.

Note : Les totaux des tableaux peuvent faire apparaître de légères variations du fait des arrondis.

Partie A

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR LES AJUSTEMENTS BUDGÉTAIRES AUTORISÉS À L'INTÉRIEUR DE LA RÉSOLUTION PORTANT OUVERTURE DE CRÉDITS POUR 2010-2011

I. Ajustements apportés aux crédits approuvés pour 2010-2011 pour tenir compte des dons et des contributions spéciales reçus depuis la dernière session du Conseil exécutif

11. Conformément au paragraphe 2 (b) de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011, la Directrice générale est autorisée à accepter et à ajouter aux crédits approuvés pour 2010-2011 des contributions volontaires, donations, dons, legs et subventions, ainsi que des montants versés par des gouvernements, en tenant compte des dispositions de l'article 7.3 du Règlement financier. La Directrice générale a le plaisir de fournir ci-dessous des informations sur les dons et contributions spéciales reçus depuis la dernière session du Conseil exécutif :

Source	But	Montant $
Grand programme I – Éducation		
A. Gouvernements		
• Municipio del Distrito Metropolitano de Quito	Conception d'un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'éducation sexuelle	50 000
• Délégation permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'UNESCO	Formation au Guide méthodologique de l'Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne (TTISSA)	50 000
• Commission nationale d'Israël pour l'UNESCO	Évaluation des besoins dans 4-5 pays d'Afrique subsaharienne	25 000
• Ministère de l'éducation, de l'alphabétisation et des langues nationales (MEALN) (Mali)	Consolidation du système statistique du secteur de l'éducation au Mali	28 908
• Commission nationale d'Israël pour l'UNESCO	Voyage d'étude du système éducatif israélien	25 000
B. Autres contributions		
• Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Maurice et Seychelles	Amélioration du niveau de réussite scolaire dans l'enseignement primaire dans les régions défavorisées	23 000
• Association flamande pour la coopération et l'assistance technique (VVOB)	Cours sous-régional andin sur les politiques des enseignants visant à améliorer la qualité des performances des enseignants en Bolivie, en Colombie, en Équateur et au Venezuela	16 285
• Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Développement des capacités dans le domaine de l'éducation et de la protection de la petite enfance (EPPE) au Cambodge	26 608

Source	But	Montant $
• Ligue des États arabes	Conférence de haut niveau sur l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États de la région arabe, 20-22 septembre 2010, Damas (République arabe syrienne)	5 000
• Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) Tunis	Conférence de haut niveau sur l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États de la région arabe, 20-22 septembre 2010, Damas (République arabe syrienne)	4 970
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Conférence de haut niveau sur l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États de la région arabe, 20-22 septembre 2010, Damas (République arabe syrienne)	9 970
• Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Conférence de haut niveau sur l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États de la région arabe, 20-22 septembre 2010, Damas (République arabe syrienne)	17 000
• Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Renforcer le système d'information pour la gestion de l'éducation en République démocratique du Congo (RDC)	61 500
• Intel Corporation (UK) Ltd.	Renforcement des capacités des établissements de formation initiale et en cours d'emploi des enseignants en Ouzbékistan	15 000
• Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU)	Atelier sur l'éducation à la citoyenneté mondiale pour une culture de la paix et un avenir durable, 22-25 novembre 2010, Penang (Malaisie)	32 573
	Total, GP I	**390 814**
Grand programme II – Sciences exactes et naturelles		
A. Gouvernements		
• Commission nationale d'Israël pour l'UNESCO	Activités dans le domaine des sciences écologiques et dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB)	25 093
• Commission nationale d'Israël pour l'UNESCO	Ateliers sur le programme Planète bleue en Amérique latine	39 307
B. Autres contributions		
• Fonds mondial pour la nature (WWF-France)	Table ronde sur la Journée mondiale de l'eau 2010 : « Qualité de l'eau, qualité de vie »	2 765
• Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Comportement sûr des écoliers en cas de séisme important	37 500
• Fondation d'entreprise L'Oréal	Partenariat UNESCO-L'Oréal pour les femmes et la science	28 000

Source	But	Montant $
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Activités relatives à la politique des IST dans le cadre de la coopération Sud-Sud	2 976
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Conférence internationale sur l'histoire de la science chinoise et son interaction avec d'autres civilisations	11 970
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Assistance technique en vue de la création d'un parc scientifique et technologique à Banjul (Gambie)	11 970
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Forum interparlementaire sur les politiques de la science, de la technologie et de l'innovation dans la région de la Méditerranée, Paris, 9-10 novembre 2010	11 970
• US Geological Survey (USGS)	Atelier international sur la sismicité et le génie parasismique dans la région élargie de la Méditerranée, 28 février – 3 mars 2011, Nicosie (Chypre)	50 000
• Académie autrichienne des sciences	Activités dans le cadre du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB)	25 982
	Total, GP II	**247 533**

Grand programme III – Sciences sociales et humaines

A. Gouvernements

• Principauté de Monaco	Colloque international en évaluation environnementale : Évaluation environnementale et biodiversité, 20-23 septembre 2010	25 413
• Principauté de Monaco	Colloque international « Éthique de l'environnement, biodiversité et changement climatique », 8-10 décembre 2010 (Monaco)	136 264
• Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste	Journée mondiale de la philosophie 2010	6 693

B. Autres contributions

• Sir Dorabji Tata Trust	Initiatives visant à favoriser l'inclusion sociale dans les zones urbaines (MOST)	21 404
• Le Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFEE)	Colloque international en évaluation environnementale : Évaluation environnementale et biodiversité, 20-23 septembre 2010	73 939
• ECM² Ltd.	Promotion du rôle du sport dans le développement de la jeunesse et l'action communautaire	24 975
	Total, GP III	**288 688**

Source	But	Montant $
Grand programme IV – Culture		
A. Gouvernements		
• Commission nationale coréenne pour l'UNESCO	Édition 2010 du Festival UNESCO des enfants et des arts du spectacle de l'Asie de l'Est	50 000
• Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO	Festival international de la diversité culturelle	20 921
• Commission nationale de la République populaire de Chine pour l'UNESCO	Édition 2010 du Festival UNESCO des enfants et des arts du spectacle de l'Asie de l'Est	49 980
• Gouvernement de la République du Kazakhstan	Célébration de l'Année internationale du rapprochement des cultures en 2010	49 964
• Consulat général de France (Jérusalem)	Conservation du site archéologique de Tell Umm Amer à Gaza	6 553
• Délégation des Pays-Bas	Rapport mondial de l'UNESCO *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*	15 060
• Service coréen pour la culture et l'éducation artistique	Renforcement et élargissement du réseau UNESCO d'observatoires sur l'éducation artistique dans la région Asie-Pacifique – Promotion des industries culturelles et créatives	48 406
• Commission nationale d'Israël pour l'UNESCO	Organisation d'une réunion/conférence du réseau d'universités UNESCO/UNITWIN « culture tourisme et développement » qui doit se tenir en juin 2011 à l'Université de Haïfa (Israël)	25 000
• Office fédéral de la culture de la Suisse (OFC)	Lutte contre le commerce illicite de biens du patrimoine culturel	15 270
B. Autres contributions		
• Société pour les échanges culturels internationaux	Publication de la brochure *The Underwater Cultural Heritage in Oceania*	10 753
• Mme Mariam Shahin	Promotion du tourisme culturel palestinien en relation avec le développement	9 000
• Australasian Institute for Maritime Archaeology (AIMA)	Publication d'une brochure sur la mise en œuvre de la Convention de 2001 et préservation du patrimoine culturel subaquatique	475

Source	But	Montant $
• K. Wah Real Estates Co. Ltd.	Publication des bonnes pratiques en matière de conservation des lauréats du Prix UNESCO pour la conservation du patrimoine culturel de la région Asie-Pacifique	15 000
• The Marc Rick Foundation	Contribution au colloque sur le thème « The Fate of Public Art »	9 942
• Conservation International	Soutien à l'organisation de la première réunion de gestionnaires de sites marins du patrimoine mondial à Honolulu (Hawaii) (1er-3 décembre 2010)	25 000
	Total, GP IV	**351 324**

Grand programme V – Communication et information

A. Gouvernements

• Commission nationale suédoise pour l'UNESCO	Colloque international sur la liberté d'expression, 26 janvier 2011	62 182
• Ministère de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire (MINEPAT), République du Cameroun	Forum national des Radios Communautaires du Cameroun	37 338

B. Autres contributions

• Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	Amélioration de l'image de la femme dans les médias du Maghreb francophone	29 800
• Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Création d'une station de radio communautaire à Garoua-Boulaï (Cameroun) dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies	30 000
• Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)	Création d'une station de radio communautaire à Garoua-Boulaï (Cameroun) dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies	20 000
• Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Création d'une station de radio communautaire à Garoua-Boulaï (Cameroun) dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies	15 368
• Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Création d'une station de radio communautaire à Garoua-Boulaï (Cameroun) dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies	19 269
• Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)	Série de formations de formateurs en vue de créer des contenus médiatiques attentifs aux questions de genre et de combattre les stéréotypes sexistes dans les médias	19 940

Source	But	Montant $
• Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Services consultatifs de l'UNESCO pour la création d'une station de radio parlementaire pour le Parlement du Rwanda	4 552
	Total, GP V	**238 449**

Titre II.B : Services liés au programme

Information du public (ERI/DPI)

• Délégation permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'UNESCO	Célébration du 65[e] anniversaire de l'UNESCO	111 083
	Total, ERI/DPI	**111 083**

Titre III – Soutien de l'exécution du programme et administration

Titre III.C – Gestion des ressources humaines (HRM)

• Mme M.C. Barsotti	Participation de la Chorale d'Auroville à la fête de fin d'année pour les enfants de l'UNESCO	2 500
	Total, HRM	**2 500**

Titre III.B : Gestion et coordination des unités hors Siège

Coûts indirects pour les bureaux hors Siège au titre de la gestion et de la coordination des unités hors Siège (BFC)

Les contributions suivantes ont été versées par des gouvernements au titre des frais de fonctionnement des unités hors Siège :

• Chili	Bureau de Santiago	55 000
• Chine	Bureau de Beijing	23 599
• Costa Rica	Bureau de San José	21 012
• Inde	Bureau de New Delhi	2 247
• Kazakhstan	Bureau d'Almaty	77 959
• Kenya	Bureau de Nairobi	12 245
• Pakistan	Bureau d'Islamabad	16 704
• Thaïlande	Bureau de Bangkok	755
	Total, Coûts indirects	**209 521**
	Total général, Dons et contributions spéciales	**1 839 912**

12. Outre les contributions monétaires susmentionnées, les gouvernements ci-après apportent des contributions en nature aux unités hors Siège en mettant gracieusement à leur disposition des locaux au cours de l'exercice biennal 2010-2011 :

Pays	Bureaux hors Siège bénéficiant de locaux à titre gracieux
• Brésil	Bureau de Brasilia
• Cameroun	Bureau de Yaoundé
• Chili	Bureau de Santiago
• Cuba	Bureau de La Havane
• République démocratique du Congo	Bureau de Kinshasa
• Gabon	Bureau de Libreville
• Iran (République islamique d')	Bureau de Téhéran
• Italie	Bureau de Venise
• Jamaïque	Bureau de Kingston
• Jordanie	Bureau d'Amman
• Kazakhstan	Bureau d'Almaty
• Liban	Bureau de Beyrouth
• Mali	Bureau de Bamako
• Mexique	Bureau de Mexico
• Maroc	Bureau de Rabat
• Nigéria	Bureau d'Abuja
• Pérou	Bureau de Lima
• Qatar	Bureau de Doha
• République du Congo	Bureau de Brazzaville
• Fédération de Russie	Bureau de Moscou
• Sénégal	Bureau de Dakar
• Thaïlande	Bureau de Bangkok
• République-Unie de Tanzanie	Bureau de Dar es-Salaam
• Uruguay	Bureau de Montevideo
• Ouzbékistan	Bureau de Tachkent
• Zimbabwe	Bureau de Harare

Les unités hors Siège doivent régulièrement faire rapport sur les autres types de contributions en nature dont elles bénéficient. Ces informations apparaîtront dans le Tableau de bord dès qu’elles seront identifiées.

II. Réaffectation proposée des économies réalisées en 2010-2011 aux programmes prioritaires

13. Conformément à la résolution 35 C/106, les économies (1 954 000 dollars) au titre des coûts de personnel et des coûts d'activité résultant de la réforme de la structure organisationnelle, de la simplification et de la rationalisation des processus, de l'élimination des activités ne créant pas de valeur ajoutée, et de l'allègement d'une structure de gestion devenue pléthorique au sommet ont fait l'objet d'un rapport de la Directrice générale au Conseil exécutif à sa 185e session (185 EX/5 Add.2).

14. Le Conseil a été informé que l'utilisation proposée des ressources budgétaires ainsi dégagées, en l'occurrence le renforcement des programmes prioritaires, serait soumise à son examen à la 186e session. Le Conseil a en outre pris note de la mesure déjà prise pour renforcer la mise en œuvre et la coordination des programmes conjoints du F-OMD relevant de CLT, à savoir le transfert d'un poste P-3 (financé par des fonds extrabudgétaires) du Titre II.B.

15. À la lumière du document 185 EX/5 Add.2 et en application de la décision correspondante du Conseil exécutif (décision 185 EX/4), la Directrice générale propose de réaffecter les économies d'un montant de 1 954 000 dollars aux programmes prioritaires, comme suit :

Économies identifiées aux fins de réaffectation (185 EX/5 Add.2) **Éléments des coûts de personnel (1 254 000 dollars)**	**Mesures de réaffectation proposées**
Poste D-2 (ex-BB)	Transfert temporaire du poste à BSP aux fins d'appui sur des questions liées à l'initiative de réforme des Nations Unies « Unis dans l'action ».
Poste D-1 (BFC)	Maintien temporaire du poste à BFC pour appuyer la mise en œuvre de la première phase de la réforme hors Siège.
Déclassement d'un poste D-2 à D-1 (ex-BPI)	Réaffectation des économies au titre des coûts de personnel ainsi réalisées (17 600 dollars) aux programmes prioritaires aux fins indiquées ci-après sous « Coûts d'activité ».
Poste P-5 (ex-BOC)	Transfert du poste à la Division pour l'égalité des genres pour renforcer ses capacités dans les domaines suivants : (i) conseils pertinents sur la politique à suivre à l'intention du Secrétariat et des États membres, (ii) assistance et appui techniques, (iii) coordination et (iv) suivi.
Poste P-5 (ex-BOC)	(i) Déclassement à P-4 et transfert du poste à la COI pour renforcer l'exécution des programmes en Afrique. (ii) Réaffectation des économies au titre des coûts de personnel ainsi réalisées (17 600 dollars) aux programmes prioritaires aux fins indiquées ci-après sous « Coûts d'activité ».
Poste P-1/P-2 (ex-BB)	Transfert du poste à SC/PSD (Division des politiques scientifiques et du développement durable) pour soutenir les activités de coopération Sud-Sud, notamment COSTIS, ainsi que les travaux préparatoires en vue de Rio + 20.
Poste P-1/P-2 (ex-BB)	Transfert du poste au Département Afrique pour renforcer ses fonctions d'appui, de coordination et de suivi.

Coûts d'activité (700 000 dollars)	**Mesures de réaffectation proposées**
Voyages et services contractuels	1. Conférence sur la science, la technologie et l'innovation pour l'Afrique, en collaboration avec l'Union africaine et la Banque africaine de développement (300 000 dollars). 2. Nouvelle initiative sur l'éducation des femmes et des filles visant à remédier aux inégalités entre les sexes en matière d'éducation, notamment en Afrique, en coopération avec la Fondation Packard et d'autres partenaires du secteur privé (365 000 dollars). 3. Renforcement de la mise en œuvre d'activités visant à promouvoir l'égalité des sexes moyennant la fourniture de conseils sur la politique à suivre au Secrétariat et aux États membres (73 600 dollars).

16. Les propositions ci-dessus sont conformes aux priorités et objectifs stratégiques et globaux de l'Organisation, et contribueront concrètement au renforcement de l'action de l'UNESCO en faveur de l'Afrique et de l'égalité entre les sexes ainsi que de la coopération Sud-Sud, et à améliorer la qualité de l'exécution des programmes.

III. Virements de crédits entre articles budgétaires

A. Virements de crédits autorisés (dans la limite de 1 % des crédits initialement ouverts)

17. Le paragraphe 2 (e) de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011 dispose ce qui suit : « Le Directeur général peut opérer des virements de crédits entre articles budgétaires dans la limité de 1 % des crédits initialement ouverts, en fournissant par écrit aux membres du Conseil exécutif, à la session qui suit cette opération, des précisions sur les virements effectués et les raisons qui les ont motivés ». En conséquence, la Directrice générale informe le Conseil exécutif des virements de crédits entre articles budgétaires ci-après :

> Virement de **60 000 dollars** d'économies réalisées au titre du budget des commissions nationales sous Relations extérieures et coopération (ERC) à l'Information du public (BPI) pour le financement du 65e anniversaire de l'UNESCO.

B. Virements de crédits proposés

18. Le paragraphe 2(e) de la Résolution portant ouverture de crédits dispose également ce qui suit : « Dans les cas où les virements de crédits entre articles excèdent cette limite de 1 %, le Directeur général doit obtenir l'approbation préalable du Conseil exécutif ». En conséquence, la Directrice générale soumet à l'approbation du Conseil exécutif les propositions de virement de crédits ci-après.

(i) Virements de crédits pour le renforcement des programmes prioritaires

Le détail et les objectifs des virements de crédits proposés figurent dans la section II ci-dessus.

Article budgétaire	DE : Activités	DE : Personnel	DE : Total	À : Activités	À : Personnel	À : Total
	$	$	$	$	$	$
Titre I.B – Division pour l'égalité des genres				73 600	95 400	169 000
Titre II.A – GP I – Éducation				365 000	-	365 000
Titre II.A – GP II – Sciences exactes et naturelles				300 000	317 200	617 200
Dont COI				-	*116 200*	*116 200*
Titre II.B – Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique				-	201 000	201 000
Titre II.B – Information du public	(50 000)	(35 000)	(85 000)			
Titre II.B – Planification stratégique et suivi du programme – Réforme du système des Nations Unies				-	306 300	306 300
Titre II.B – Planification et gestion du budget	(443 000)	(735 600)	(1 178 600)			
Titre III.A – Relations extérieures et coopération	-	(27 300)	(27 300)			
Titre III.B – Gestion et coordination des unités hors Siège	-	(27 300)	(27 300)			
Titre III.D – Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier	(40 000)	(260 300)	(300 300)			
Titre III.E – Administration	(40 000)	-	(40 000)			
Montant total des virements de crédits entre articles budgétaires	**(573 000)**	**(1 085 500)**	**(1 658 500)***	**738 600**	**919 900**	**1 658 500***

* Contre 1 954 000 dollars signalés dans le document 185 EX/5 Add.2, la différence de 295 500 dollars représentant le coût total du maintien d'un poste D-1 à BFC (18 mois).

(ii) Virements de crédits dus à la modification de la structure organisationnelle

Des virements de crédits sont proposés pour tenir compte des modifications suivantes de la structure organisationnelle :

- fusion du Bureau du Contrôleur financier (BOC) avec certaines parties du Bureau du budget (BB) et une partie du Bureau de coordination des unités hors Siège (BFC) pour créer le Bureau de la gestion financière (BFM) ;
- intégration d'une partie de l'ancien BB au sein du Bureau de la planification stratégique (BSP) ;
- intégration du Bureau de l'information du public (BPI) au sein du Secteur des relations extérieures et de la coopération (ERC) pour créer le Secteur des relations extérieures et de l'information du public (ERI) ;
- transfert d'un poste de l'ancien BPI à BFC.

(en dollars des États-Unis)

DE :	À :	Total
BB	BFM (coûts de personnel uniquement)	1 279 900
BB	BSP (coûts de personnel uniquement)	483 600
BFC	BFM (coûts de personnel uniquement)	518 500
BOC	BFM (coûts de personnel : 4 780 000 dollars + coûts d'activité : 722 900 dollars)	5 504 100
ERC	ERI (coûts de personnel : 6,9 millions de dollars + coûts d'activité : 1 340 000 dollars)	8 247 600
BPI	ERI (coûts de personnel : 5 880 000 dollars + coûts d'activité : 1 040 000 dollars)	6 924 500
BPI	BFC (coûts de personnel uniquement)	117 400

IV. Virements de crédits du Titre IV du budget proposés afin de couvrir les augmentations des coûts de personnel et des coûts des biens et services imputables à des facteurs statutaires et à l'inflation

19. Le paragraphe 2 (d) de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011 dispose ce qui suit : « Pour couvrir les augmentations des coûts de personnel et les hausses des coûts des biens et services, le Directeur général est autorisé à opérer, avec l'approbation du Conseil exécutif, des virements de crédits du Titre IV du budget (Augmentations prévisibles des coûts) aux articles budgétaires appropriés des Titres I à III du budget ». En conséquence, la Directrice générale soumet à l'approbation du Conseil exécutif les virements de crédits suivants du Titre IV à d'autres titres du budget pour couvrir diverses augmentations des coûts de personnel et des coûts des biens et services imputables à des facteurs statutaires et à l'inflation.

Coûts de personnel	Montants dont le virement est proposé du Titre IV
20. **Augmentation de l'ajustement pour affectation du personnel du cadre organique et des fonctionnaires de rang supérieur au Siège, avec effet au 1er mai 2010 :** l'ajustement pour affectation du personnel du cadre organique et des fonctionnaires de rang supérieur en poste à Paris a été majoré d'environ 4,75 % en euros. L'incidence budgétaire de cette augmentation représente environ 5 010 500 dollars pour l'exercice biennal, comme indiqué au paragraphe 11 du document 185 EX/4 Partie II. Cependant, l'intégralité de cette somme ne sera pas nécessaire puisqu'une partie a déjà été absorbée par des économies sur les coûts de personnel effectuées en 2010. Par conséquent, la part concernant 2011 devra être financée par le Titre IV, ce qui correspond à environ la moitié du montant du total de 5 010 000 dollars (soit **2 505 300 dollars**).	**2 505 300 dollars**
21. **Relèvement du barème des traitements du personnel du cadre de service et de bureau au Siège, avec effet au 1er octobre 2009 :** il a déjà été fait état de ce point au paragraphe 11 du document 185 EX/4 Partie II et, pour la raison précédemment mentionnée, il est proposé que l'augmentation concernant 2011 soit financée par le Titre IV. La partie de cette somme qui correspond à 2010 a déjà été absorbée par les économies effectuées sur les coûts de personnel et le montant total nécessaire pour l'exercice biennal (2010-2011) représente 1 462 100 dollars, ce qui inclut un relèvement de 1,98 % du barème des traitements ainsi que les augmentations des primes de connaissances linguistiques. Par conséquent, le montant à financer par le Titre IV s'élève à **731 100 dollars** (soit environ la moitié du montant total nécessaire pour l'exercice en cours).	**731 100 dollars**
22. **Relèvement du barème des traitements du personnel du cadre de service et de bureau au Siège, avec effet au 1er octobre 2010 :** un relèvement de 1,62 % du barème des traitements du personnel du cadre de service et de bureau au Siège a été annoncé. Conformément à la résolution 35 C/92 de la Conférence générale, les montants supplémentaires découlant de cet ajustement sont estimés à **716 300 dollars**.	**716 300 dollars**
Total des augmentations statutaires des coûts de personnel	**3 952 700 dollars**

Biens et services		Montants dont le virement est proposé du Titre IV
23. D'après les factures reçues pour 2010-2011 en provenance de diverses organisations appartenant aux **mécanismes communs du système des Nations Unies**, les coûts statutaires de ces postes de dépense pour le Secrétariat dépassent de **110 000 dollars** les montants prévus dans le budget du 35 C/5 approuvé. Les ressources supplémentaires nécessaires se répartissent comme suit :		
• *activités liées aux enquêtes sur les traitements*	*22 000 dollars*	
• *Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (OIT)*	*88 000 dollars*	
Sous-Total		**110 000 dollars**
24. **Augmentation des coûts de gestion des locaux au Siège, y compris les contrats d'entretien et les frais d'expédition et de port.** Conformément à la pratique du pays hôte, la plupart des contrats de maintenance et de service conclus par l'UNESCO (par exemple pour les services de nettoyage et d'assainissement) comprennent des clauses de relèvement automatique en fonction de l'inflation. Par conséquent, pour 2010-2011, une augmentation annuelle de 2,40 % a été appliquée à ces contrats (en fonction des derniers indices INSEE disponibles). Étant donné que les crédits budgétaires alloués à ces contrats s'établissent à 4,7 millions de dollars pour 2010-2011, on estime à environ **114 100 dollars** les ressources supplémentaires nécessaires à cette fin. En outre, une hausse de 1,79 % des frais d'expédition a nécessité une somme complémentaire de **9 700 dollars**. Par conséquent, le montant supplémentaire total nécessaire à la gestion des locaux au Siège de l'UNESCO et aux frais d'expédition et de port s'élève à **123 800 dollars**.		**123 800 dollars**
25. **Services de surnuméraires (par exemple la traduction, la production des documents, la planification et les conférences) :** à la suite du relèvement du barème des traitements du personnel de service et de bureau du Siège (qui est entré en vigueur au 1er octobre 2010), les taux applicables aux surnuméraires de cette catégorie ont augmenté de 1,62 % entre le 1er octobre 2009 et le 1er octobre 2010. De plus, conformément au nouveau barème des traitements de base pour la catégorie du personnel du cadre organique, un relèvement de 1,37 % a également été observé pour les surnuméraires appartenant à cette catégorie entre le 1er janvier 2010 et le 1er janvier 2011. Ces suppléments se répercutent particulièrement sur les dépenses du Secteur de l'administration, notamment de la Division des conférences, des langues et des documents (CLD), qui sont souvent dans l'obligation de faire appel aux services d'un grand nombre de surnuméraires afin de préparer des documents et réunions statutaires pour les organes directeurs, surtout pour assurer le Secrétariat du Conseil exécutif. Ces augmentations inflationnistes auxquelles s'ajoutent des augmentations prévisibles en volume liées à la traduction des documents et à l'interprétation pour les réunions du Conseil exécutif nécessitent des ressources supplémentaires d'un montant de **484 600 dollars**.		**484 600 dollars**

26. **Coûts liés à la production de documents, à la maintenance informatique et aux communications ainsi qu'aux périodiques de la Bibliothèque :** en raison de l'augmentation inflationniste du coût du matériel de production des documents (par exemple 8,2 % pour les consommables d'impression et 4,5 % pour la location et la maintenance du matériel d'impression) et des augmentations liées à la maintenance du matériel informatique et à l'achat de périodiques, le montant des ressources supplémentaires nécessaires pour ces postes s'établit à environ **121 800 dollars**. De plus, en ce qui concerne les moyens de communication entre le Siège et les bureaux hors Siège, un montant supplémentaire de **205 100 dollars** est prévu à la suite de l'amélioration des liaisons avec plusieurs bureaux hors Siège réalisées en 2010.	**326 900 dollars**
27. **Cotisations à la Caisse d'assurance-maladie au titre des participants associés :** sur la base des chiffres les plus récents dont on dispose pour la Caisse d'assurance-maladie, les cotisations de l'Organisation pour 2010-2011 au titre des participants associés (membres du personnel retraités) sont estimées à environ 7 314 800 dollars alors que le budget disponible identifié à cet effet est de 6 114 800 dollars. Les ressources supplémentaires nécessaires pour ce poste s'élèvent donc à **1 200 000 dollars**.	**1 200 000 dollars**
Montant total des ressources nécessaires pour les biens et services	**2 245 300 dollars**
Montant total des virements proposés du Titre IV	**6 198 000 dollars**

V. Action attendue du Conseil exécutif

28. Le Conseil exécutif souhaitera peut-être adopter une décision libellée comme suit :

Le Conseil exécutif,

1. Ayant examiné le rapport sur (i) les dons et les contributions spéciales reçus depuis le début de l'exercice et ajoutés aux crédits du budget ordinaire et (ii) les virements de crédits proposés entre articles budgétaires pour tenir compte de la restructuration de l'Organisation et du renforcement des programmes prioritaires, soumis par la Directrice générale en application de la résolution 35 C/106, paragraphes 2 (b), (d) et (e), et les recommandations de sa Commission financière et administrative à ce sujet (Partie II - A du document 186 EX/4 et document 186 EX/…),

A

2. Note qu'en conséquence des dons et contributions spéciales reçus depuis le début de l'exercice biennal, la Directrice générale a ajouté aux crédits ouverts au budget ordinaire un montant total de 1 839 912 dollars se répartissant comme suit :

		$
Titre II.A	Grand programme I	390 814
Titre II.A	Grand programme II	247 533
Titre II.A	Grand programme III	288 688
Titre II.A	Grand programme IV	351 324
Titre II.A	Grand programme V	238 449
Titre II.B.2	Information du public	111 083
Titre III.B	Gestion et coordination des unités hors Siège (coûts indirects pour les bureaux hors Siège)	209 521
Titre III.C	Gestion des ressources humaines	2 500
	Total	**1 839 912**

3. Exprime sa gratitude aux donateurs dont la liste figure aux paragraphes 11 et 12 du document 186 EX/4 Partie II ;

B

4. Note que la Directrice générale a opéré des virements de crédits entre articles budgétaires dans la limite de 1 % des crédits initialement ouverts, correspondant à la réaffectation d'économies réalisées sur le budget des commissions nationales au titre d'ERC à BPI aux fins du financement de la célébration du 65e anniversaire de l'UNESCO :

		$
Titre III.A – Relations extérieures et coopération		(60 000)
	Total, Titre III.A	**(60 000)**
Titre II.B – Bureau de l'information du public		60 000
	Total, Titre II.B	**60 000**

C

5. Rappelant la disposition de la Résolution portant ouverture de crédits en vertu de laquelle la Directrice générale peut opérer des virements de crédits entre articles budgétaires qui excèdent la limite de 1 % des crédits initialement ouverts avec l'approbation préalable du Conseil exécutif,

6. Approuve la proposition de virements de crédits entre articles budgétaires résultant des ajustements d'un montant total de 1 658 500 dollars dans les Titres I, II et III aux fins du renforcement des programmes prioritaires :

Article budgétaire		Montant des virements
		$
TITRE I – POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION		
B.	**Direction**	
	Égalité des genres	169 000
	TOTAL, TITRE I	**169 000**
TITRE II – PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME		
A.	**Programmes**	
	Grand programme I – Éducation	365 000
	Grand programme II – Sciences exactes et naturelles	617 200
	(dont COI 116 200 dollars)	-
	Total, Titre II.A	**982 200**
B.	**Services liés au programme**	
1.	Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	201 000
2.	Information du public	(85 000)
3.	Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	306 300
4.	Planification et gestion du budget	(1 178 600)
	Total, Titre II.B	**(756 300)**
	TOTAL, TITRE II	**225 900**
TITRE III – SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION		
A.	**Relations extérieures et coopération**	(27 300)
B.	**Gestion et coordination des unités hors Siège**	(27 300)
D.	**Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier**	(300 300)
E.	**Administration**	(40 000)
	TOTAL, TITRE III	**(394 900)**
	TOTAL, TITRES I-III	-

7. Approuve la proposition de virements de crédits entre articles budgétaires résultant des ajustements d'un montant total de 22 958 200 dollars dans les Titres II et III pour tenir compte de la restructuration de l'Organisation :

Article budgétaire		Montant des virements
		$
Titre II.B – Services liés au programme		
~~2.~~	Information du public (-ex)	(7 041 900)
2.	Relations extérieures et information du public	15 172 100
3.	Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	483 600
~~4.~~	Planification et gestion du budget (-ex)	(1 763 500)
	Total, Titre II.B	**6 850 300**
	TOTAL, TITRE II	**6 850 300**
TITRE III – SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION		
~~A.~~	Relations extérieures et coopération (-ex)	(8 247 600)
A.	Gestion et coordination des unités hors Siège	(401 100)
C.	Gestion financière	7 302 500
~~D.~~	Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier (-ex)	(5 504 100)
	TOTAL, TITRE III	**(6 850 300)**
	TOTAL, TITRES II-III	**-**

D

8. Rappelant la disposition de la Résolution portant ouverture de crédits en vertu de laquelle, le Directeur général est autorisé à opérer, avec l'approbation préalable du Conseil exécutif, des virements de crédits du Titre IV du budget (Augmentations prévisibles des coûts) aux articles budgétaires appropriés des Titres I à III pour couvrir les augmentations des dépenses de personnel et du coût des biens et services,

9. Approuve le virement de **6 198 000 dollars** du Titre IV aux Titres I à III du budget afin de couvrir les augmentations des coûts de personnel et du coût des biens et services, tel que présenté dans l’Annexe I du document 186 EX/4 Partie II ;

E

10. Prend note du tableau révisé des ouvertures de crédits figurant à l'annexe du document 186 EX/4 Partie II qui résulte des dons et des contributions spéciales reçus et des virements de crédits opérés entre articles budgétaires comme indiqué aux points A, B, C et D ci-dessus.

ANNEXE I
Tableau révisé des ouvertures de crédits pour 2010-2011

Article budgétaire	35 C/5 approuvé	35 C/5 approuvé et ajusté (185 EX/Déc., 4)	I	II	II		III			35 C/5 approuvé et ajusté
			Dons reçus	Virements autorisés	Virements proposés entre articles budgétaires		Virements proposés du Titre IV pour les coûts de personnel et les biens et services			
					Virements destinés à renforcer les programmes prioritaires	Virements dus à des changements dans la structure organisationnelle	Virements proposés du Titre IV pour les coûts de personnel	Virements proposés du Titre IV pour les coûts d'activité	Total des virements proposés du Titre IV	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION										
A. Organes directeurs										
1. Conférence générale	5 481 200	5 481 200	-	-	-	-	16 000	-	16 000	5 497 200
2. Conseil exécutif	7 824 200	7 824 200	-	-	-	-	26 800	-	26 800	7 851 000
Total, Titre I.A	**13 305 400**	**13 305 400**	**-**	**-**	**-**	**-**	**42 800**	**-**	**42 800**	**13 348 200**
B. Direction	20 356 100	21 372 800	-	-	169 000	-	275 500	-	275 500	21 817 300
(Direction générale ; Cabinet de la Directrice générale ; Évaluation et audit ; Normes internationales et affaires juridiques ; Programme d'éthique ; Égalité des genres)										
C. Participation aux mécanismes communs du système des Nations Unies	10 965 200	**10 965 200**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	110 000	110 000	11 075 200
TOTAL, TITRE I	**44 626 700**	**45 643 400**	**-**	**-**	**169 000**	**-**	**318 300**	**110 000**	**428 300**	**46 240 700**
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME										
A. Programmes										
Grand programme I - Éducation[1]	118 535 700	118 254 278	390 814	-	365 000	-	439 100	-	439 100	119 449 192
Grand programme II - Sciences exactes et naturelles[2]	59 074 000	59 620 252	247 533	-	617 200	-	384 900	-	384 900	60 869 885
Grand programme III - Sciences sociales et humaines	29 654 100	29 676 068	288 688	-	-	-	213 000	-	213 000	30 177 756
Grand programme IV - Culture	53 749 700	54 176 925	351 324	-	-	-	394 300	-	394 300	54 922 549
Grand programme V - Communication et information	33 158 000	33 359 109	238 449	-	-	-	191 100	-	191 100	33 788 658
Institut de statistique de l'UNESCO	9 128 600	9 128 600	-	-	-	-	-	-	-	9 128 600
Hors Siège - Gestion des programmes décentralisés	56 189 400	56 189 400	-	-	-	-	9 800	-	9 800	56 199 200
Total, Titre II.A	**359 489 500**	**360 404 632**	**1 516 808**	**-**	**982 200**	**-**	**1 632 200**	**-**	**1 632 200**	**364 535 840**
B. Services liés au programme										
1. Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	4 676 300	4 676 300	-	-	201 000	-	49 000	-	49 000	4 926 300
~~2.~~ Information du public (-ex)	13 671 800	13 671 800	111 083	60 000	(85 000)	(7 041 900)	-	-	-	6 715 983 (*)
2 Relations extérieures et Information du public	-	-	-	-		15 172 100	377 400	-	377 400	15 549 500
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	7 780 000	8 607 365	-	-	306 300	483 600	96 000	-	96 000	9 493 265
~~4.~~ Planification et gestion du budget (-ex)	4 839 900	4 839 900	-	-	(1 178 600)	(1 763 500)	-	-	-	1 897 800 (*)
Total, Titre II.B	**30 968 000**	**31 795 365**	**111 083**	**60 000**	**(756 300)**	**6 850 300**	**522 400**	**-**	**522 400**	**38 582 848**
C. Programme de participation et bourses										
1. Programme de participation	19 980 200	19 980 200	-	-	-	-	13 100	-	13 100	19 993 300
2. Programme de bourses	1 861 000	1 861 000	-	-	-	-	11 500	-	11 500	1 872 500
Total, Titre II.C	**21 841 200**	**21 841 200**	**-**	**-**	**-**		**24 600** -	**-**	**24 600**	**21 865 800**
TOTAL, TITRE II	**412 298 700**	**414 041 197**	**1 627 891**	**60 000**	**225 900**	**6 850 300**	**2 179 200**	**-**	**2 179 200**	**424 984 488**
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION										
~~A.~~ Relations extérieures et coopération (-ex)	17 667 000	16 715 150	-	(60 000)	(27 300)	(8 247 600)	-	-	-	8 380 250 (*)
A. Gestion et coordination des unités hors Siège	24 558 400	24 924 137	209 521	-	(27 300)	(401 100)	66 500	-	66 500	24 771 758
B. Gestion des ressources humaines	32 734 200	32 734 200	2 500	-			264 100	1 200 000	1 464 100	34 200 800
C. Gestion financière	-	-	-	-		7 302 500	206 600		206 600	7 509 100
~~D.~~ Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier (-ex)	10 536 800	10 536 800	-	-	(300 300)	(5 504 100)	-	-	-	4 732 400 (*)
D. Administration	97 927 800	97 927 800	-	-	(40 000)		918 000	935 300	1 853 300	99 741 100
TOTAL, TITRE III	**183 424 200**	**182 838 087**	**212 021**	**(60 000)**	**(394 900)**	**(6 850 300)**	**1 455 200** -	**2 135 300**	**3 590 500**	**179 335 408**
TOTAL, TITRES I-III	**640 349 600**	**642 522 684**	**1 839 912**	**-**	**-**	**-**	**3 952 700**	**2 245 300**	**6 198 000**	**650 560 596**
Réserve pour les reclassements/promotions au mérite	2 000 000	2 000 000	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		2 000 000
TITRE IV AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES DES COÛTS	10 650 400	10 650 400	**-**	**-**	**-**	**-**	**(3 952 700)**	**(2 245 300)**	**(6 198 000)**	4 452 400
TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS	**653 000 000**	**655 173 084**	**1 839 912**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**657 012 996**

1 Les crédits ouverts pour le grand programme I incluent les allocations financières destinées aux Instituts de l'UNESCO pour l'éducation.
2 Les crédits ouverts pour le grand programme II incluent les allocations financières destinées aux Instituts de l'UNESCO pour la science.
(*) Dépenses pour 2010 uniquement

Partie B

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

TABLEAU DE BORD – Exécution du programme au 31 décembre 2010

TABLEAU 1

EXÉCUTION GLOBALE PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL

Budget ordinaire et ressources extrabudgétaires au 31 décembre 2010

(Les chiffres du budget ordinaire comprennent les coûts de personnel et le Programme de participation)

Le **tableau 1** présente l'exécution globale, par article budgétaire principal, du Programme ordinaire et des programmes extrabudgétaires, la totalité des fonds se rapportant à chaque article budgétaire étant ainsi couverte.

En ce qui concerne le Programme ordinaire, les chiffres présentent les coûts de personnel et les coûts d'activités, qui reflètent les virements de crédits opérés entre articles budgétaires dont le montant est inférieur à 1 % des crédits initialement ouverts et ceux qui ont été approuvés par le Conseil exécutif à sa dernière session, ainsi que les crédits supplémentaires reçus depuis le début de l'exercice biennal.

Il convient de noter que la Résolution portant ouverture de crédits pour le 35 C/5 indique un montant global, comprenant à la fois les coûts de personnel et les coûts d'activités. C'est pourquoi le tableau 1 donne les chiffres du budget approuvé et de l'allocation pour le plan de travail selon la même présentation. Cependant, pour plus de précision, les dépenses au titre de chaque article budgétaire ont été ventilées par coûts de personnel et coûts d'activité.

S'agissant des ressources extrabudgétaires, les allocations et les dépenses portent sur une seule année, à savoir 2010.

Observations :

Pour le budget ordinaire, le taux de dépense global au 31 décembre 2010 s'établissait à 46,4 %, soit un taux proche du taux d'exécution théorique visé pour la période écoulée.

Concernant les ressources extrabudgétaires, la plupart des projets sont planifiés et gérés sur une base pluriannuelle, et les fonds alloués pour une année donnée incluent les allocations non utilisées reportées de l'année précédente. Dès lors, mesurer l'exécution des projets extrabudgétaires par le simple taux de dépense annuel (montant des dépenses divisé par le montant total des fonds alloués pour l'année) ne donne pas toujours le niveau exact de leur mise en œuvre. Faute d'échéance biennale, le calendrier de l'exécution des projets extrabudgétaires tend à subir des ajustements fréquents par rapport au plan de travail initial. Un même niveau d'exécution des projets peut engendrer des taux de dépense différents en fonction du montant de l'allocation et des ajustements qui ont été opérés au cours de l'année selon les progrès effectifs de chaque projet. La présentation adoptée sur la base de cette réflexion pour les projets extrabudgétaires ne fait pas apparaître de comparaison des dépenses rapportées aux allocations (tableaux 6-10). En revanche, le tableau 1 ci-dessous montre, à titre purement indicatif, les taux de dépense pour les projets extrabudgétaires au 31 décembre 2010, calculés par rapport au taux théorique de 100 %. Le taux de dépense global pour les projets extrabudgétaires s'établit à 62,4 %.

TABLEAU 1

EXÉCUTION GLOBALE PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL

Budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

(y compris les coûts de personnel et le Programme de participation pour le budget ordinaire)

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire	Budget ordinaire						Ressources extrabudgétaires		
	35 C/5 approuvé	Allocation pour le plan de travail	Dépenses (effectives/engagées)			Taux de dépense	Allocation	Dépenses (effectives/ engagées)	Taux de dépense
			Personnel	Activités	Total				
	$	$	$	$	$	%	$	$	%
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION									
A. Organes directeurs									
1. Conférence générale	5 481	5 481	506	424	931	17,0%	-	-	-
2. Conseil exécutif	7 824	7 824	806	3 089	3 895	49,8%	-	-	-
Total, Titre I.A	**13 305**	**13 305**	**1 312**	**3 513**	**4 826**	**36,3%**	**-**	**-**	**-**
B. Direction									
(Direction générale ; Cabinet de la Directrice générale ; Évaluation et audit ; Normes internationales et affaires juridiques ; Programme d'éthique)	**20 356**	**21 373**	**8 596**	**979**	**9 575**	**44,8%**	**1 168**	**781**	**66,9%**
C. Participation aux mécanismes communs du système des Nations Unies	**10 965**	**10 965**	**-**	**4 348**	**4 348**	**39,7%**	**-**	**-**	**-**
TOTAL, TITRE I	**44 627**	**45 643**	**9 908**	**8 840**	**18 748**	**41,1%**	**1 168**	**781**	**66,9%**
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME									
A. Programmes									
I Éducation	118 536	118 645	27 709	23 758	51 467	43,4%	183 663	108 088	58,9%
II Sciences exactes et naturelles	59 074	59 868	18 810	9 882	28 692	47,9%	70 929	48 411	68,3%
III Sciences sociales et humaines	29 654	29 965	9 176	4 321	13 498	45,0%	46 764	35 266	75,4%
IV Culture	53 750	54 528	18 006	8 700	26 705	49,0%	106 586	64 329	60,4%
V Communication et information	33 158	33 598	9 281	6 027	15 308	45,6%	20 940	11 214	53,6%
Institut de statistique de l'UNESCO*	9 129	9 129	-	4 564	4 564	50,0%	578	577	99,8%
Hors Siège - Gestion des programmes décentralisés	56 189	56 189	28 609	-	28 609	50,9%	1 298	1 117	86,1%
Total, Titre II.A	**359 490**	**361 921**	**111 592**	**57 252**	**168 844**	**46,7%**	**430 758**	**269 002**	**62,4%**
B. Services liés au programme									
1. Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	4 676	4 676	1 972	487	2 460	52,6%	598	546	91,3%
2. Information du public	13 672	13 843	5 566	1 234	6 800	49,1%	84	50	59,5%
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	7 780	8 607	3 323	1 308	4 631	53,8%	793	443	55,9%
4. Planification et gestion du budget	4 840	4 840	1 940	65	2 005	41,4%	128	114	89,1%
Total, Titre II.B	**30 968**	**31 966**	**12 802**	**3 093**	**15 895**	**49,7%**	**1 603**	**1 153**	**71,9%**
C. Programme de participation et bourses									
1. Programme de participation	19 980	19 980	322	10 282	10 603	53,1%	-	-	-
2. Programme de bourses	1 861	1 861	371	718	1 089	58,5%	-	-	-
Total, Titre II.C	**21 841**	**21 841**	**692**	**11 000**	**11 692**	**53,5%**	**-**	**-**	**-**
TOTAL, TITRE II	**412 299**	**415 729**	**125 086**	**71 345**	**196 432**	**47,2%**	**432 361**	**270 155**	**62,5%**
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION									
A. Relations extérieures et coopération	17 667	16 655	7 131	1 455	8 586	51,6%	3 808	2 337	61,4%
B. Gestion et coordination des unités hors Siège	24 558	25 134	2 068	9 583	11 651	46,4%	59	-	-
C. Gestion des ressources humaines	32 734	32 737	8 240	8 875	17 115	52,3%	111	-	-
D. Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier	10 537	10 537	4 113	673	4 786	45,4%	-	-	-
E. Administration	97 928	97 928	29 035	18 231	47 266	48,3%	533	209	39,2%
TOTAL, TITRE III	**183 424**	**182 990**	**50 588**	**38 816**	**89 403**	**48,9%**	**4 511**	**2 546**	**56,4%**
TOTAL, TITRES I - III	**640 350**	**644 363**	**185 582**	**119 001**	**304 583**	**47,3%**	**438 040**	**273 482**	**62,4%**
Réserve pour les reclassements	**2 000**	**2 000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TITRE IV AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES DES COÛTS	**10 650**	**10 650**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL, TITRES I - IV	**653 000**	**657 013**	**185 582**	**119 001**	**304 583**	**46,4%**	**438 040**	**273 482**	**62,4%**

* *Les chiffres relatifs aux ressources extrabudgétaires de l'ISU présentés dans ce tableau sont comptabilisés sous la rubrique ED dans le tableau 8.*

TABLEAU 2 (A)

EXÉCUTION DU PROGRAMME PAR AXE D'ACTION

Budget ordinaire (coûts d'activité)
(au 31 décembre 2010)

Le **tableau 2 (A)** présente un état de l'exécution des activités du Programme ordinaire, par axe d'action. Comme indiqué précédemment, les chiffres du budget ordinaire englobent les virements de crédits inférieurs à 1 % et les crédits additionnels correspondant aux dons énumérés dans la Partie A du présent document.

Observations

Les activités prévues au titre du budget ordinaire (Parties I-IV), avaient, au 31 décembre 2010, un taux d'exécution global de 46 %. Conformément aux décisions 160 EX/3.1.1 et 164 EX/3.1.1, des explications sont fournies ci-après en ce qui concerne les taux de dépense supérieurs à 65 % ou inférieurs à 35 %.

Titre I – Politique générale et Direction

Conférence générale (9,6 %) : la Conférence générale se tenant la seconde année de l'exercice biennal (en 2011), les dépenses au titre de cet article budgétaire seront en majeure partie engagées à ce moment-là, d'où le faible taux de dépense à ce stade.

Direction générale (67,3 %) : ce taux de dépense élevé est dû à une sous-estimation du montant des crédits ouverts dans le 35 C/5 au titre des voyages et visites officielles.

Évaluation et audit (31,3 %) : étant donné que l'évaluation externe indépendante menée en 2010 a nécessité la coordination d'IOS, un certain nombre d'autres activités d'évaluation ont été programmées pour 2011. Le budget des activités devrait être pleinement utilisé au cours de l'année 2011.

Programme d'éthique (20,2 %) : le faible taux de dépense tient au fait que le chargé du programme d'éthique (P-3) n'a pris ses fonctions qu'en septembre 2010, fonctions qui consistent notamment à assurer des formations en matière d'éthique et de lutte contre le harcèlement. La pleine mise en œuvre de ces formations a débuté, au Siège et hors Siège, dès son arrivée, ce qui devrait se traduire par une forte augmentation des dépenses de ce programme en 2011.

Titre II – Programmes et services liés au programme

Sciences sociales et humaines (SHS) (33,3 %) : la majeure partie des dépenses au titre de l'axe d'action 3 ont trait à la Conférence des Parties qui se tiendra immédiatement après la Conférence générale en 2011, d'où un taux de dépense peu élevé pendant la première année de l'exercice biennal.

Titre II – Services liés au programme

Élaboration du budget et suivi de son exécution (12,7 %) : le faible taux de dépense pour le Bureau du budget s'explique par les propositions de la Directrice générale, approuvées par le Conseil exécutif à sa 185e session (185 EX/5 Add.2), tendant notamment à réaffecter les économies dégagées sur les coûts d'activité au Titre II.B du budget, d'un montant de 443 000 dollars, à l'exécution des programmes prioritaires.

TABLEAU 2 (A)
EXÉCUTION DU PROGRAMME PAR AXE D'ACTION
Budget ordinaire (coûts d'activité uniquement)
du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire	35 C/5 approuvé	Allocation pour le plan de travail	Dépenses (effectives/ engagées)	Taux de dépense
	$	$	$	%
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION				
A. Organes directeurs				
1. Conférence générale	4 443	4 443	424	9,5%
2. Conseil exécutif	6 128	6 128	3 089	50,4%
Total, I.A	**10 571**	**10 571**	**3 513**	33,2%
B. Direction				
3. Direction générale	445	445	299	67,3%
4. Cabinet de la Directrice générale	415	538	277	51,5%
5. Évaluation et audit	1 034	1 034	323	31,3%
6. Normes internationales et affaires juridiques	136	136	50	36,5%
7. Programme d'éthique	147	147	30	20,2%
Total, I.B	**2 176**	**2 299**	**979**	**42,6%**
C. Participation aux mécanismes communs du système des Nations Unies	**10 965**	**10 965**	**4 348**	**39,7%**
TOTAL, TITRE I	**23 712**	**23 835**	**8 840**	**37,1%**
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME				
A. Programmes				
I ÉDUCATION				
I.1 Les fondements de l'EPT : alphabétisation, enseignants et compétences nécessaires pour la vie professionnelle	14 448	15 203	5 414	35,6%
I.2 Élaborer des systèmes éducatifs efficaces, de l'éducation et la protection de la petite enfance à l'enseignement supérieur, et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie	7 758	7 911	3 356	42,4%
I.3 Cadres sectoriels : aider les gouvernements à planifier et gérer le secteur éducatif	11 596	11 171	4 431	39,7%
I.4 Mener l'agenda international de l'éducation, y compris l'éducation en vue du développement durable (EDD), et assurer le suivi des évolutions	4 874	4 500	1 807	40,2%
Total, I	**38 676**	**38 785**	**15 008**	**38,7%**
Instituts de l'UNESCO pour l'éducation *(Les allocations financières au titre du budget ordinaire peuvent couvrir les coûts de personnel et d'activités)*				
Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE)	4 800	4 800	2 400	50,0%
Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPE)	5 300	5 300	2 650	50,0%
Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)	2 000	2 000	1 000	50,0%
Institut de l'UNESCO pour l'application des technologies de l'information à l'éducation (ITIE)	900	900	450	50,0%
Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique (IIRCA)	2 500	2 500	1 250	50,0%
Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes (IESALC)	2 000	2 000	1 000	50,0%
Institut mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement durable (MGIEP)	-	-	-	0,0%
Total, Instituts de l'UNESCO pour l'éducation	**17 500**	**17 500**	**8 750**	**50,0%**
TOTAL, GRAND PROGRAMME I	**56 176**	**56 285**	**23 758**	**42,2%**
II SCIENCES EXACTES ET NATURELLES				
II.1 Accroître l'influence des sciences au moyen d'une politique intégrée en matière de science, de technologie et d'innovation (STI)	2 977	3 177	1 295	40,8%
II.2 Renforcer les capacités dans le domaine des sciences et l'enseignement scientifique, en particulier en Afrique	2 454	2 491	1 111	44,6%
II.3 Promouvoir la gestion durable et la préservation de l'eau douce, des ressources terrestres et de la biodiversité	10 604	11 190	5 345	47,8%
II.4 Renforcer la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO et étendre la portée de ses activités à tous les États membres : améliorer la gouvernance et promouvoir la coopération intergouvernementale pour la gestion et la protection des océans et des zones côtières	3 450	3 420	1 624	47,5%
Total, II	**19 485**	**20 278**	**9 375**	**46,2%**
Instituts de l'UNESCO pour les sciences *(Les allocations financières au titre du budget ordinaire peuvent couvrir les coûts de personnel et d'activités)*				
Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau (UNESCO-IHE)	-	-	-	-
Centre international de physique théorique (CIPT)	1 015	1 015	508	50,0%
Total, Instituts de l'UNESCO pour les sciences	**1 015**	**1 015**	**508**	**50,0%**
TOTAL, GRAND PROGRAMME II	**20 500**	**21 293**	**9 882**	**46,4%**
III SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES				
III.1 Promouvoir les droits de l'homme dans les domaines de compétence de l'UNESCO, la philosophie et le dialogue philosophique sur les questions sociales et humaines émergentes, ainsi que le dialogue interculturel	3 415	3 404	1 449	42,6%
III.2 Améliorer l'articulation entre la recherche et la formulation de politiques dans le domaine du développement social et de la gestion des transformations sociales, y compris les questions émergentes liées à la jeunesse	3 027	3 132	1 284	41,0%
III.3 Veiller à l'efficacité de la mise en œuvre et du suivi de la Convention internationale contre le dopage dans le sport, et fournir des orientations en amont en matière d'éducation physique et de sport	591	433	144	33,3%
III.4 Aider les États membres à élaborer des politiques dans le domaine de l'éthique des sciences et des technologies, en particulier de la bioéthique, et diffuser les déclarations existantes dans le domaine de la bioéthique	2 640	3 014	1 444	47,9%
Total, III	**9 672**	**9 982**	**4 321**	**43,3%**
TOTAL, GRAND PROGRAMME III	**9 672**	**9 982**	**4 321**	**43,3%**

Article budgétaire	35 C/5 approuvé	Allocation pour le plan de travail	Dépenses (effectives/ engagées)	Taux de dépense
	$	$	$	%
IV CULTURE				
IV.1 Protection et conservation des biens culturels immobiliers et des biens naturels, en particulier par l'application effective de la Convention du patrimoine mondi	4 573	4 940	2 510	50,8%
IV.2 Sauvegarde du patrimoine vivant, en particulier par la promotion et la mise en œuvre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatérie	3 841	3 815	1 880	49,3%
IV.3 Renforcement de la protection des objets culturels et de la lutte contre leur trafic illicite, notamment par la promotion et la mise en œuvre de la Convention de 1954 et de ses deux Protocoles ainsi que des Conventions de 1970 et 2001, et par le développement des musées	2 789	2 931	1 376	46,9%
IV.4 Protection et promotion de la diversité des expressions culturelles, particulièrement par la mise en œuvre de la Convention de 2005 et le développement des industries culturelles et créative	3 512	3 606	1 583	43,9%
IV.5 Intégration du dialogue interculturel et de la diversité culturelle dans les politiques nationales	2 486	2 687	1 351	50,3%
Total, IV	**17 201**	**17 980**	**8 700**	**48,4%**
TOTAL, GRAND PROGRAMME IV	**17 201**	**17 980**	**8 700**	**48,4%**
V COMMUNICATION ET INFORMATION				
V.1 Promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information	4 326	4 337	2 031	46,8%
V.2 Renforcer les médias libres, indépendants et pluralistes et la communication au service du développement durable	4 391	4 724	2 187	46,3%
V.3 Favoriser l'accès universel à l'information et au savoir et le développement des infostructures	4 391	4 487	1 808	40,3%
Total, V	**13 109**	**13 548**	**6 027**	**44,5%**
TOTAL, GRAND PROGRAMME V	**13 109**	**13 548**	**6 027**	**44,5%**
Institut de statistique de l'UNESCO *(Les allocations financières au titre du budget ordinaire peuvent couvrir les coûts de personnel et d'activités)*	9 129	9 129	4 564	50,0%
Hors Siège - Gestion des programmes décentralisés	-	-	-	-
Total, II.A	**125 786**	**128 217**	**57 252**	**44,7%**
B. Services liés au programme				
1. Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	1 044	1 044	487	46,7%
2. Information du public	2 084	2 255	1 234	54,7%
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	1 435	2 536	1 308	51,6%
4. Planification et gestion du budget	508	508	65	12,7%
Total, II.B	**5 071**	**6 343**	**3 093**	**48,8%**
C. Programme de participation et bourses				
1. Programme de participation	19 050	19 050	10 282	54,0%
2. Programme de bourses	1 166	1 166	718	61,6%
Total, II.C	**20 216**	**20 216**	**11 000**	**54,4%**
TOTAL, TITRE II	**151 072**	**154 776**	**71 345**	**46,1%**
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION				
A. Relations extérieures et coopération	**3 077**	**2 685**	**1 455**	**54,2%**
B. Gestion et coordination des unités hors Siège *(Activités au Siège et dépenses de fonctionnement des bureaux hors Siège)*	**20 253**	**20 829**	**9 583**	**46,0%**
C. Gestion des ressources humaines	**16 019**	**16 021**	**8 875**	**55,4%**
D. Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier	**1 429**	**1 429**	**673**	**47,1%**
E. Administration				
1. Coordination administrative et soutien	219	219	119	54,3%
2. Achats	65	65	28	43,2%
3. Systèmes informatiques et télécommunications	6 201	6 201	2 736	44,1%
4. Conférences, langues et documents	1 883	1 883	1 033	54,8%
5. Services communs, sécurité, services collectifs et gestion des bâtiments et des équipements	10 899	10 899	5 074	46,6%
6. Maintenance, conservation et rénovation des bâtiments du Siège	19 073	19 073	9 240	48,4%
Total, III.E	**38 341**	**38 341**	**18 231**	**47,5%**
TOTAL, TITRE III	**79 119**	**79 305**	**38 816**	**48,9%**
TOTAL, TITRES I - III	**253 903**	**257 916**	**119 001**	**46,1%**
Réserve pour les reclassements/promotions au mérite	-	-	-	-
TITRE IV AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES DES COÛTS	**853**	**853**	-	-
TOTAL, TITRES I - IV	**254 755**	**258 768**	**119 001**	**46,0%**

TABLEAU 2 (B)

EXÉCUTION, PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL, DU PROGRAMME FINANCÉ PAR LA CONTRIBUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU BUDGET 2002-2003

Budget ordinaire (coûts d’activité)

Observations

Culture 93,5 % (sans WHC)

Le taux d’exécution global du **Programme concernant la préservation de biens culturels meubles en péril et la création de musées**, financé par la contribution des États-Unis atteint 94 %.

Les projets financés au titre des phases 1 et 2 de ce programme sont à présent entièrement achevés. S’agissant des projets financés par les 0,5 million de dollars d’intérêts courus (phase 3), ils seront achevés d’ici la fin de 2011. Le solde des fonds est en train d’être utilisé essentiellement pour des campagnes mondiales de promotion, la traduction de documents, des publications, ainsi que l’organisation d’ateliers de formation, de séminaires et de réunions de clôture.

Centre du patrimoine mondial (WHC) 99,4 %

Toutes les activités ont été pleinement mises en œuvre.

Éducation 98,2 %

Tous les projets au niveau des pays, axés sur le renforcement des capacités en matière de planification et gestion de l’éducation, ont été mis en œuvre et les rapports respectifs sont en cours de finalisation. À partir de ces rapports, un rapport final et global sera publié d’ici la fin du mois de mai, date à laquelle toutes les activités financées par la contribution des États-Unis dans le domaine de l’éducation auront été menées à terme.

TABLEAU 2 (B)

EXÉCUTION, PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL, DU PROGRAMME FINANCÉ PAR LA CONTRIBUTION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU BUDGET 2002-2003

Budget ordinaire (coûts d'activité uniquement)

du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire	Allocation pour le plan de travail	Dépenses (effectives/ engagées)	Taux de dépense
	$	$	%
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME			
A. Programmes			
I Éducation	10 466	10 278	98,2%
II Sciences exactes et naturelles	-	-	-
III Sciences sociales et humaines	-	-	-
IV Culture	5 073	4 745	93,5%
Centre du patrimoine mondial	1 000	994	99,4%
V Communication et information	-	-	-
Institut de statistique de l'UNESCO	-	-	-
Total, Titre II.A	**16 539**	**16 016**	**96,8%**
Solde non alloué	**19**	**-**	**-**
TOTAL	**16 558**	**16 016**	**96,7%**

TABLEAU 3

UTILISATION DES FONDS DÉCENTRALISÉS PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL ET PAR RÉGION

Budget ordinaire (à l'exclusion des coûts de personnel) (au 31 décembre 2010)

Le **tableau 3** fait apparaître l'utilisation des fonds décentralisés du budget ordinaire (à l'exclusion des coûts de personnel) au 31 décembre 2010, **par région**, pour le Titre I (Politique générale et direction), le Titre II (Programmes et services liés au programme) et le Titre III (Soutien de l'exécution du programme et administration).

Observations

Au 31 décembre 2010, les fonds décentralisés (d'un montant global de 93,7 millions de dollars) représentaient 36,3 % du budget ordinaire total pour les activités (257,9 millions de dollars). Le taux de dépense de ces fonds s'élevait à 46 %.

Dans le cas du Secteur de l'éducation, les fonds décentralisés s'entendent à l'exclusion des allocations financières destinées aux instituts IIPE, BIE, ITIE et UIL, car le mécanisme de virement de ces allocations financières aux comptes spéciaux ne prévoit pas d'information sur la répartition du programme par région. Pour la même raison, l'allocation financière destinée au CIPT n'est pas comprise dans les fonds décentralisés au titre des sciences exactes et naturelles. Cette approche donne une vue plus exacte des dépenses des secteurs, les budgets annuels de ces instituts étant virés sur un compte spécial et enregistrés comme dépense complète dans les comptes de l'UNESCO au début de chaque année ; en conséquence, intégrer ces montants fausserait les taux de dépense des fonds décentralisés des secteurs. En revanche, les allocations financières destinées à l'IIRCA, à l'IESALC et à l'ISU figurent sous les régions Afrique, Amérique latine et Caraïbes et Europe et Amérique du Nord, respectivement.

En ce qui concerne le Titre II.A – Programmes (qui comprend les grands programmes, l'Institut de statistique de l'UNESCO et la rubrique Hors Siège – Gestion des programmes décentralisés), 53,8 % du montant total des crédits ouverts au budget ordinaire pour les activités ont été décentralisés. Le taux de dépense de ces fonds décentralisés s'élevait à 43,9 %.

TABLEAU 3

UTILISATION DES FONDS DÉCENTRALISÉS PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL ET PAR RÉGION

Budget ordinaire (coûts d'activité uniquement)

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire principal	Montant total des ressources pour les programmes (Siège et hors Siège)	Siège	Afrique	États arabes	Asie et pacifique	Europe et Amérique du Nord	Amérique latine et Caraïbes
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION							
- Allocation pour le plan de travail	23 835	18 943	1 499	1 150	1 358	205	680
- Dépenses (effectives/engagées)	8 840	5 823	986	666	804	105	456
- Taux de dépense (%)	*37,1%*	*30,7%*	*65,8%*	*57,9%*	*59,2%*	*51,3%*	*67,0%*
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME							
A. Programmes							
I Éducation							
- Allocation pour le plan de travail	56 285	24 814	13 947	3 613	7 618	258	6 035
- Dépenses (effectives/engagées)	23 758	10 694	5 430	1 347	3 202	122	2 963
- Taux de dépense (%)	*42,2%*	*43,1%*	*38,9%*	*37,3%*	*42,0%*	*47,4%*	*49,1%*
II Sciences exactes et naturelles							
- Allocation pour le plan de travail	21 293	13 790	2 295	1 262	1 892	473	1 581
- Dépenses (effectives/engagées)	9 882	6 527	1 040	546	828	223	718
- Taux de dépense (%)	*46,4%*	*47,3%*	*45,3%*	*43,3%*	*43,8%*	*47,0%*	*45,4%*
III Sciences sociales et humaines							
- Allocation pour le plan de travail	9 982	5 156	1 490	1 085	889	424	939
- Dépenses (effectives/engagées)	4 321	2 564	634	265	359	162	336
- Taux de dépense (%)	*43,3%*	*49,7%*	*42,6%*	*24,5%*	*40,4%*	*38,2%*	*35,8%*
IV Culture							
- Allocation pour le plan de travail	17 980	9 768	2 547	1 332	2 275	499	1 559
- Dépenses (effectives/engagées)	8 700	4 836	1 032	479	1 260	297	796
- Taux de dépense (%)	*48,4%*	*49,5%*	*40,5%*	*36,0%*	*55,4%*	*59,5%*	*51,1%*
V Communication et information							
- Allocation pour le plan de travail	13 548	5 737	2 664	1 058	2 095	253	1 742
- Dépenses (effectives/engagées)	6 027	2 384	1 340	379	853	118	953
- Taux de dépense (%)	*44,5%*	*41,6%*	*50,3%*	*35,9%*	*40,7%*	*46,6%*	*54,7%*
Institut de statistique de l'UNESCO							
- Allocation pour le plan de travail	9 129	-	-	-	-	9 129	-
- Dépenses (effectives/engagées)	4 564	-	-	-	-	4 564	-
- Taux de dépense (%)	*50,0%*	-	-	-	-	*50,0%*	-
Total, Titre II.A							
- Allocation pour le plan de travail	**128 217**	**59 264**	**22 943**	**8 349**	**14 769**	**11 037**	**11 856**
- Dépenses (effectives/engagées)	**57 252**	**27 005**	**9 476**	**3 017**	**6 502**	**5 486**	**5 766**
- Taux de dépense (%)	***44,7%***	***45,6%***	***41,3%***	***36,1%***	***44,0%***	***49,7%***	***48,6%***
B. Services liés au programme							
1. Coordination de l'action en faveur de l'Afrique							
- Allocation pour le plan de travail	1 044	784	260	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	487	374	113	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*46,7%*	*47,8%*	*43,4%*	-	-	-	-
2. Information du public							
- Allocation pour le plan de travail	2 255	2 195	-	-	20	40	-
- Dépenses (effectives/engagées)	1 234	1 201	-	-	10	23	-
- Taux de dépense (%)	*54,7%*	*54,7%*	-	-	*49,2%*	*58,1%*	-
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme							
- Allocation pour le plan de travail	2 536	2 094	137	89	126	47	44
- Dépenses (effectives/engagées)	1 308	1 006	93	46	89	42	32
- Taux de dépense (%)	*51,6%*	*48,1%*	*67,9%*	*51,1%*	*71,1%*	*89,2%*	*72,2%*
4. Planification et gestion du budget							
- Allocation pour le plan de travail	508	508	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	65	65	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*12,7%*	*12,7%*	-	-	-	-	-
Total, Titre II.B							
- Allocation pour le plan de travail	**6 343**	**5 580**	**397**	**89**	**146**	**87**	**44**
- Dépenses (effectives/engagées)	**3 093**	**2 646**	**206**	**46**	**99**	**65**	**32**
- Taux de dépense (%)	***48,8%***	***47,4%***	***51,8%***	***51,1%***	***68,0%***	***74,9%***	***72,2%***
C. Programme de participation et bourses							
1. Programme de participation							
- Allocation pour le plan de travail	19 050	19 050	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	10 282	10 282	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*54,0%*	*54,0%*	-	-	-	-	-
2. Programme de bourses							
- Allocation pour le plan de travail	1 166	1 166	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	718	718	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*61,6%*	*61,6%*	-	-	-	-	-
Total, Titre II.C							
- Allocation pour le plan de travail	**20 216**	**20 216**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Dépenses (effectives/engagées)	**11 000**	**11 000**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
- Taux de dépense (%)	***54,4%***	***54,4%***	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL, TITRE II							
- Allocation pour le plan de travail	**154 776**	**85 059**	**23 341**	**8 438**	**14 915**	**11 124**	**11 899**
- Dépenses (effectives/engagées)	**71 345**	**40 651**	**9 682**	**3 062**	**6 601**	**5 551**	**5 798**
- Taux de dépense (%)	***46,1%***	***47,8%***	***41,5%***	***36,3%***	***44,3%***	***49,9%***	***48,7%***

TABLEAU 3

UTILISATION DES FONDS DÉCENTRALISÉS PAR ARTICLE BUDGÉTAIRE PRINCIPAL ET PAR RÉGION

Budget ordinaire (coûts d'activité uniquement)

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire principal	Montant total des ressources pour les programmes (Siège et hors Siège)	Siège	Afrique	États arabes	Asie et pacifique	Europe et Amérique du Nord	Amérique latine et Caraïbes
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION							
A. Relations extérieures et coopération							
- Allocation pour le plan de travail	2 685	2 685	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	1 455	1 455	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*54,2%*	*54,2%*	-	-	-	-	-
B. Gestion et coordination des unités hors Siège							
- Allocation pour le plan de travail	20 829	2 296	6 304	2 428	5 233	890	3 678
- Dépenses (effectives/engagées)	9 583	362	2 971	1 264	2 697	378	1 911
- Taux de dépense (%)	*46,0%*	*15,8%*	*47,1%*	*52,1%*	*51,5%*	*42,5%*	*52,0%*
C. Gestion des ressources humaines							
- Allocation pour le plan de travail	16 021	15 468	125	72	202	41	115
- Dépenses (effectives/engagées)	8 875	8 668	28	32	84	13	51
- Taux de dépense (%)	*55,4%*	*56,0%*	*22,3%*	*44,3%*	*41,6%*	*32,5%*	*44,3%*
D. Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier							
- Allocation pour le plan de travail	1 429	1 429	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	673	673	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*47,1%*	*47,1%*	-	-	-	-	-
E. Administration							
- Allocation pour le plan de travail	38 341	38 341	-	-	-	-	-
- Dépenses (effectives/engagées)	18 231	18 231	-	-	-	-	-
- Taux de dépense (%)	*47,5%*	*47,5%*	-	-	-	-	-
TOTAL, TITRE III							
- Allocation pour le plan de travail	**79 305**	**60 219**	**6 428**	**2 499**	**5 435**	**931**	**3 793**
- Dépenses (effectives/engagées)	**38 816**	**29 388**	**2 999**	**1 295**	**2 781**	**391**	**1 962**
- Taux de dépense (%)	***48,9%***	***48,8%***	***46,7%***	***51,8%***	***51,2%***	***42,0%***	***51,7%***
TOTAL (Titres I - III)							
- Allocation pour le plan de travail	**257 916**	**164 221**	**31 268**	**12 087**	**21 708**	**12 259**	**16 372**
- Dépenses (effectives/engagées)	**119 001**	**75 861**	**13 667**	**5 024**	**10 187**	**6 048**	**8 215**
- Taux de dépense (%)	***46,1%***	***46,2%***	***43,7%***	***41,6%***	***46,9%***	***49,3%***	***50,2%***

TABLEAU 4

DÉPENSES AU TITRE DE L'ASSISTANCE TEMPORAIRE, DES VOYAGES EN MISSION ET DES SERVICES CONTRACTUELS

BUDGET ORDINAIRE (À L'EXCLUSION DES COÛTS DE PERSONNEL) (AU 31 DÉCEMBRE 2010)

En application de la décision 166 EX/3.1.1 du Conseil exécutif, le **tableau 4** présente les montants correspondant à trois types de dépense, à savoir **l'assistance temporaire, les voyages en mission et les services contractuels**.

Ce tableau fait apparaître les crédits du budget ordinaire approuvé du 35 C/5 (budget indicatif) pour ces postes de dépense par article budgétaire principal et les dépenses correspondantes au 31 décembre 2010. Il convient de noter ce qui suit :

- la ventilation budgétaire est donnée sur la base du budget de 653 millions de dollars, tandis que les chiffres des dépenses peuvent également prendre en compte les fonds supplémentaires reçus sous forme de dons et les transferts effectués entre articles budgétaires ;

- l'assistance temporaire est ventilée en deux catégories : « assistance temporaire et surnuméraires » et « consultants », dont le financement relève des coûts d'activité ;

- les voyages en mission sont eux aussi ventilés en deux catégories : voyages des délégués (voyages des participants et voyages des membres du Conseil exécutif à la rubrique Organes directeurs) et voyages en mission du personnel. Pour chacune de ces catégories, le budget indicatif et les dépenses sont indiqués aux fins de comparaison ;

- les services contractuels comprennent les contrats de recherche et les contrats d'auteur, les contrats de traduction externes, les contrats d'impression et de publication, les contrats pour l'organisation de réunions ou de séminaires de formation, les études d'évaluation et les honoraires du Commissaire aux comptes.

On notera, en outre, que comme l'élaboration du C/5 s'effectue toujours un à deux ans avant la mise en œuvre effective du programme, la ventilation des chiffres du budget par « objet de dépenses » est forcément indicative. De surcroît, comme la gestion axée sur les résultats place l'accent davantage sur l'obtention des résultats escomptés que sur les modalités de mise en œuvre, les écarts qui se produisent par rapport aux enveloppes indicatives ont peu d'importance.

On estime globalement que cela n'a pas de sens de mesurer l'exécution du programme par le taux de dépense d'un poste spécifique, car à ce niveau de détail, les dépenses ne sont, au cours de l'exercice, pas engagées de manière linéaire. C'est pourquoi le tableau 4 indique, pour donner une idée plus claire de l'impact budgétaire effectif de chaque objet de dépenses, la part que chaque ligne occupe, en pourcentage, dans le budget total de cet objet, et non les taux de dépense.

Observations

On observe, en ce qui concerne les dépenses d'assistance temporaire, une tendance à la hausse, compensée par une tendance à la baisse des services contractuels, notamment pour la Partie II.A. Cette évolution s'explique en grande partie par les changements que HRM a apportés aux modalités contractuelles applicables aux consultants et aux fournisseurs individuels (Circulaire administrative 2313), qui font que les contrats d'honoraires conclus avec des individus sont désormais comptabilités en « assistance temporaire » et non plus en « services contractuels », comme cela était le cas pendant la phase de planification du 35 C/5.

Les dépassements qui apparaissent à la rubrique « Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme » (BSP) s'expliquent par le fait que l'augmentation des allocations correspondantes n'a pas été prise en compte dans l'enveloppe indicative. Des fonds supplémentaires d'un montant approximatif de 840 000 dollars (ce qui équivaut à 1 % du budget total des activités des cinq grands programmes) ont été transférés vers BSP pour financer la participation, principalement sous la forme de voyages et d'une assistance temporaire, de l'UNESCO aux exercices menés au niveau des pays dans le cadre de la réforme « Unis dans l'action » de l'ONU.

TABLEAU 4

Dépenses au titre de l'assistance temporaire, des voyages en mission et des services contractuels
Budget ordinaire (coûts d'activité uniquement)
du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Article budgétaire	Assistance temporaire						Services contractuels				Voyages							
											Voyages des délégués				Voyages du personnel			
	Budget indicatif (35 C/5)	% du budget total	Assistance temporaire et surnuméraires	Consultants	Dépenses totales	% des dépenses totales	Budget indicatif (35 C/5)	% du budget total	Dépenses	% des dépenses totales	Budget indicatif (35 C/5)	% du budget total	Dépenses	% des dépenses totales	Budget indicatif (35 C/5)	% du budget total	Dépenses	% des dépenses totales
	$	%	$	$	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION																		
A. Organes directeurs																		
1. Conférence générale	3 026	10,2%	43	-	43	0,3%	564	1,1%	245	1,3%	120	0,8%	29	0,5%	3	0,0%	15	0,2%
2. Conseil exécutif	3 604	12,1%	1 416	2	1 418	8,9%	260	0,5%	152	0,8%	1 777	11,5%	774	12,5%	-	0,0%	-	0,0%
Total, Titre I.A	**6 630**	**22,3%**	**1 458**	**2**	**1 460**	**9,2%**	**824**	**1,6%**	**397**	**2,1%**	**1 897**	**12,2%**	**803**	**12,9%**	**3**	**0,0%**	**15**	**0,2%**
B. Direction																		
3. Direction générale	90	0,3%	3	14	17	0,1%	10	0,0%	22	0,1%	-	0,0%	1	0,0%	112	0,7%	137	1,7%
4. Cabinet de la Directrice générale	92	0,3%	7	6	13	0,1%	15	0,0%	30	0,2%	23	0,1%	8	0,1%	80	0,5%	99	1,2%
5. Évaluation et audit	73	0,2%	6	45	51	0,3%	463	0,9%	112	0,6%	59	0,4%	-	0,0%	333	2,0%	117	1,5%
6. Normes internationales et affaires juridiques	42	0,1%	-	-	-	0,0%	5	0,0%	14	0,1%	-	0,0%	-	0,0%	20	0,1%	11	0,1%
7. Programme d'éthique	20	0,1%	3	17	20	0,1%	73	0,1%	0	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	20	0,1%	5	0,1%
Total, Titre I.B	**317**	**1,1%**	**19**	**82**	**102**	**0,6%**	**566**	**1,1%**	**178**	**0,9%**	**82**	**0,5%**	**9**	**0,1%**	**565**	**3,4%**	**369**	**4,6%**
C. Participation aux mécanismes communs du système des Nations Unies	**-**	**0,0%**	**272**	**1**	**273**	**1,7%**	**2 000**	**3,9%**	**190**	**1,0%**	**-**	**0,0%**	**1**	**0,0%**	**50**	**0,3%**	**17**	**0,2%**
TOTAL, TITRE I	**6 947**	**23,4%**	**1 750**	**86**	**1 835**	**11,5%**	**3 390**	**6,5%**	**765**	**4,1%**	**1 979**	**12,8%**	**814**	**13,1%**	**618**	**3,7%**	**401**	**5,0%**
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME																		
A. Programmes																		
I Éducation	4 921	16,6%	1 454	2 292	3 746	23,5%	17 958	34,6%	4 590	24,4%	4 921	31,7%	1 601	25,8%	5 315	32,2%	2 188	27,2%
II Sciences exactes et naturelles	2 688	9,0%	457	1 301	1 757	11,0%	8 322	16,1%	3 077	16,4%	2 564	16,5%	1 469	23,6%	2 180	13,2%	1 187	14,8%
III Sciences sociales et humaines	394	1,3%	259	486	745	4,7%	3 623	7,0%	1 098	5,8%	2 193	14,1%	792	12,8%	1 048	6,3%	612	7,6%
IV Culture	3 770	12,7%	1 180	996	2 176	13,7%	6 121	11,8%	2 786	14,8%	1 806	11,7%	682	11,0%	2 015	12,2%	789	9,8%
V Communication et information	1 442	4,9%	391	514	905	5,7%	4 365	8,4%	2 695	14,3%	1 049	6,8%	486	7,8%	1 442	8,7%	595	7,4%
Institut de statistique de l'UNESCO	-	0,0%	-	-	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
Hors Siège - Gestion des programmes décentralisés	-	0,0%	-	-	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	-	0,0%
Total, Titre II.A	**13 216**	**44,5%**	**3 741**	**5 589**	**9 330**	**58,6%**	**40 389**	**77,9%**	**14 246**	**75,8%**	**12 532**	**80,9%**	**5 030**	**81,0%**	**12 000**	**72,7%**	**5 372**	**66,9%**
B. Services liés au programme																		
1. Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	320	1,1%	56	47	103	0,6%	99	0,2%	36	0,2%	39	0,3%	19	0,3%	159	1,0%	159	2,0%
2. Information du public	223	0,8%	61	139	200	1,3%	1 151	2,2%	486	2,6%	4	0,0%	17	0,3%	135	0,8%	66	0,8%
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	246	0,8%	322	232	555	3,5%	416	0,8%	89	0,5%	44	0,3%	144	2,3%	370	2,2%	346	4,3%
4. Planification et gestion du budget	7	0,0%	-	-	-	0,0%	384	0,7%	5	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	45	0,3%	19	0,2%
Total, Titre II.B	**797**	**2,7%**	**440**	**419**	**858**	**5,4%**	**2 050**	**4,0%**	**617**	**3,3%**	**87**	**0,6%**	**180**	**2,9%**	**708**	**4,3%**	**592**	**7,4%**
C. Programme de participation et bourses																		
1. Programme de participation	10	0,0%	3	9	11	0,1%	9	0,0%	72	0,4%	-	0,0%	4	0,1%	13	0,1%	8	0,1%
2. Programme de bourses	-	0,0%	-	-	-	0,0%	6	0,0%	1	0,0%	-	0,0%	-	0,0%	7	0,0%	-	0,0%
Total, Titre II.C	**10**	**0,0%**	**3**	**9**	**11**	**0,1%**	**15**	**0,0%**	**74**	**0,4%**	**-**	**0,0%**	**4**	**0,1%**	**20**	**0,1%**	**8**	**0,1%**
TOTAL, TITRE II	**14 022**	**47,2%**	**4 183**	**6 016**	**10 200**	**64,1%**	**42 454**	**81,9%**	**14 936**	**79,5%**	**12 620**	**81,4%**	**5 214**	**83,9%**	**12 728**	**77,1%**	**5 971**	**74,3%**
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION																		
A. Relations extérieures et coopération	292	1,0%	69	29	98	0,6%	1 032	2,0%	770	4,1%	680	4,4%	125	2,0%	501	3,0%	234	2,9%
B. Gestion et coordination des unités hors Siège	4 717	15,9%	1 900	143	2 043	12,8%	516	1,0%	267	1,4%	-	0,0%	27	0,4%	2 118	12,8%	634	7,9%
C. Gestion des ressources humaines *	1 458	4,9%	179	1 194	1 374	8,6%	2 652	5,1%	806	4,3%	109	0,7%	23	0,4%	193	1,2%	697	8,7%
D. Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier	19	0,1%	4	-	4	0,0%	123	0,2%	100	0,5%	-	0,0%	-	0,0%	151	0,9%	24	0,3%
E. Administration	2 273	7,6%	354	11	365	2,3%	1 670	3,2%	1 148	6,1%	112	0,7%	9	0,1%	207	1,3%	71	0,9%
TOTAL, TITRE III	**8 759**	**29,5%**	**2 505**	**1 378**	**3 883**	**24,4%**	**5 992**	**11,6%**	**3 091**	**16,4%**	**902**	**5,8%**	**184**	**3,0%**	**3 169**	**19,2%**	**1 659**	**20,7%**
TOTAL, TITRES I - III	**29 728**	**100,0%**	**8 438**	**7 480**	**15 918**	**100,0%**	**51 836**	**100,0%**	**18 792**	**100,0%**	**15 501**	**100,0%**	**6 212**	**100,0%**	**16 514**	**100,0%**	**8 031**	**100,0%**
Réserve pour les reclassements/promotions au mérite	**-**		**-**	**-**	**-**		**-**		**-**		**-**		**-**		**-**			
TITRE IV AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES DES COÛTS	**-**		**-**	**-**	**-**		**-**		**-**		**-**		**-**		**-**		**-**	
TOTAL, TITRES I - IV	**29 728**	**100,0%**	**8 438**	**7 480**	**15 918**	**100,0%**	**51 836**	**100,0%**	**18 792**	**100,0%**	**15 501**	**100,0%**	**6 212**	**100,0%**	**16 514**	**100,0%**	**8 031**	**100,0%**

* La majorité des dépenses au titre de HRM sont liées au budget pour la formation décentralisé vers les secteurs, bureaux et unités hors Siège.

TABLEAU 5

EXÉCUTION DU PROGRAMME DE PARTICIPATION PAR RÉGION

(AU 31 DÉCEMBRE 2010)

Le tableau 5 présente l'exécution du Programme de participation (PP) par région ainsi que l'utilisation des fonds fournis à des organisations internationales non gouvernementales et en réponse à des demandes d'aide d'urgence. Les montants indiqués sont ceux arrêtés au 31 décembre 2010.

Observations

Pour l'exercice 2010-2011, il a été reçu, au titre du Programme de participation, 1 489 demandes représentant un montant total de 38 048 908 dollars. Sur ces 1 489 demandes, 559 (hors demandes d'aide d'urgence) ont été approuvées par la Directrice générale pour un montant de 11 992 575 dollars. En ce qui concerne l'aide d'urgence, 20 demandes ont été approuvées par la Directrice générale pour un montant de 893 311 dollars.

Le taux global de dépense des fonds alloués au Programme de participation, aux ONG et à l'aide d'urgence s'établissait à **54** % au 31 décembre 2010.

TABLEAU 5

PROGRAMME DE PARTICIPATION
EXÉCUTION PAR RÉGION
Budget ordinaire (Coûts d'activité uniquement)
du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Région	Fonds alloués	Dépenses	Taux de dépense
	$	$	%
Afrique	3 851	3 074	79,80%
Asie et Pacifique	2 893	2 261	78,20%
États arabes	475	436	91,80%
Europe 1 (Europe occidentale, États-Unis d'Amérique, Canada)	502	342	68,10%
Europe 2 (Europe orientale et centrale)	1 468	1 286	87,60%
Amérique latine et Caraïbes	2 131	1 526	71,60%
Organisations internationales non gouvernementales	672	483	71,90%
Programme d'aide d'urgence	893	848	94,90%
Sous-total	12 886	10 255	79,60%
Solde non alloué	6 114	-	0,00%
Coûts de fonctionnement - Programme de participation	50	27	53,50%
TOTAL	**19 050**	**10 282**	**54,00%**

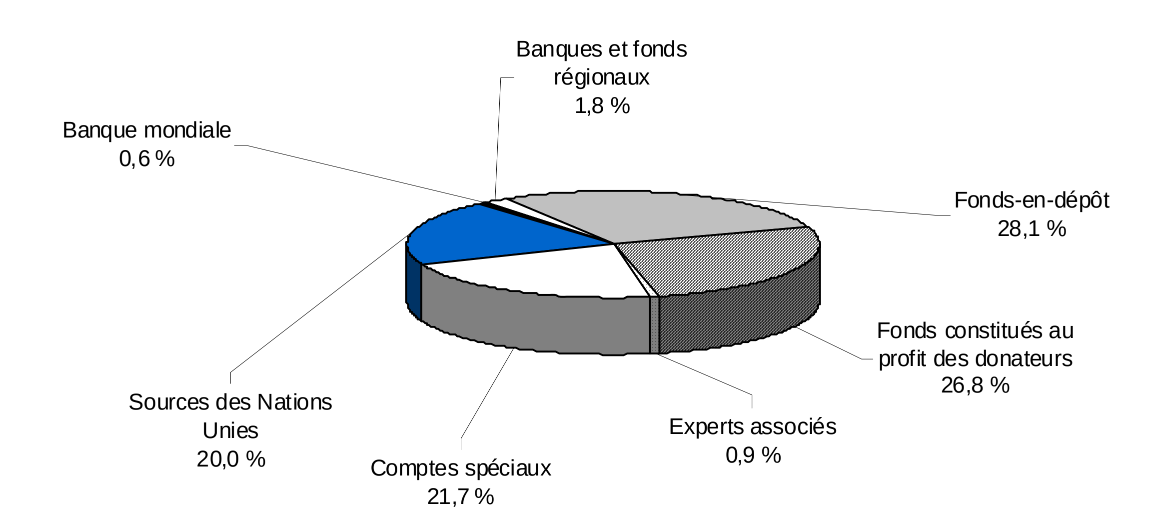
ANALYSE DES RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES

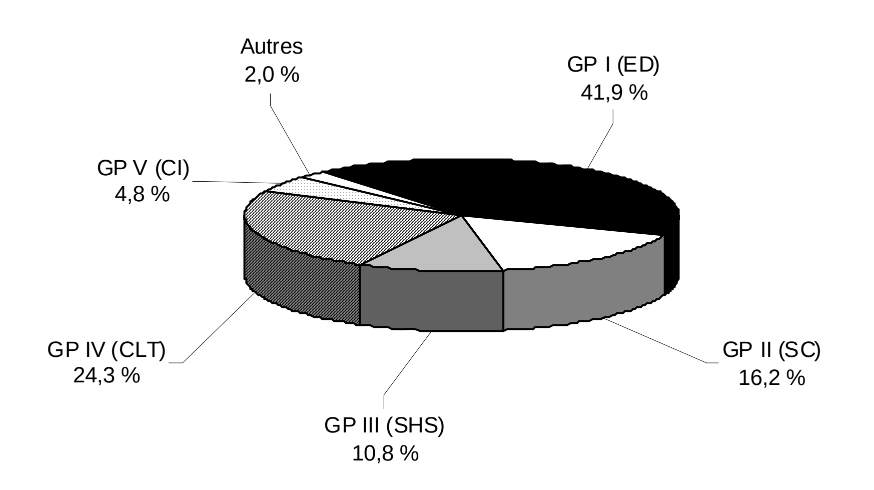
En règle générale, les ressources extrabudgétaires financent des projets pluriannuels. La présente analyse décrit la situation des allocations et dépenses de ressources extrabudgétaires par année conformément au cycle effectif de gestion de ces ressources.

FIGURE 1

PROGRAMMES OPÉRATIONNELS EXTRABUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR GRAND PROGRAMME

ALLOCATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2010 **TOTAL : 438 MILLIONS DE DOLLARS**





La figure 1 ci-dessus comprend deux graphiques, qui indiquent les allocations au 31 décembre 2010 par source de financement et par grand programme, respectivement.

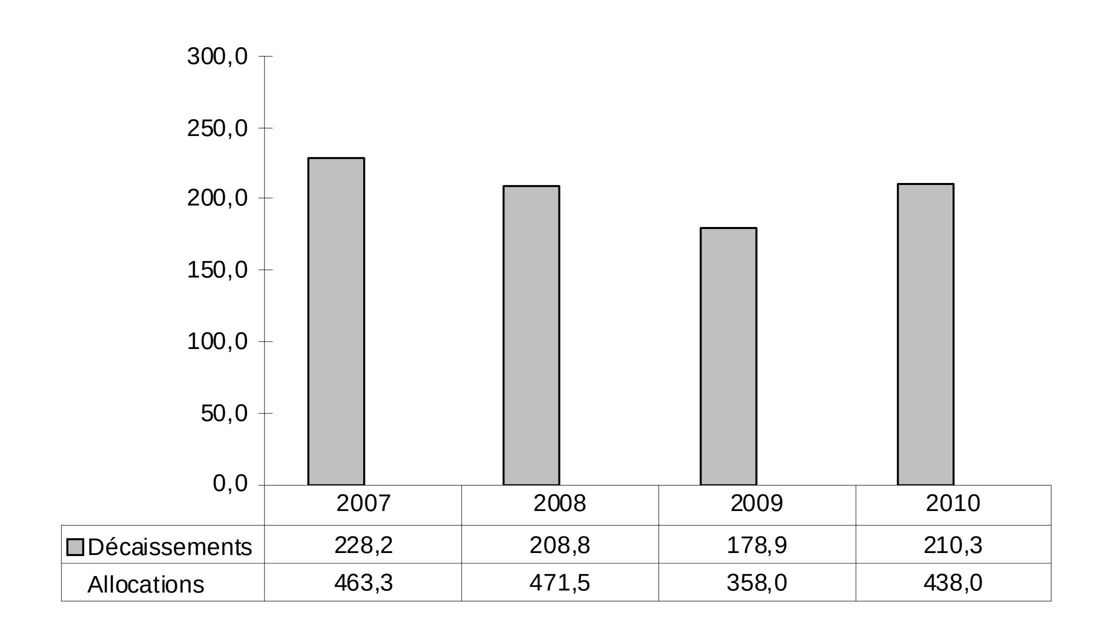
- En termes de source de financement, les fonds-en-dépôt représentent la majeure partie des ressources extrabudgétaires, avec 28,1 % du montant total des fonds alloués, suivis par les fonds-en-dépôt constitués au profit des donateurs et les comptes spéciaux, avec 26,8 % et 21,7 %, respectivement.

- Comme les années précédentes, le Secteur de l'éducation est le principal bénéficiaire des programmes extrabudgétaires, avec 41,9 % du montant total des fonds alloués (soit 183,7 millions de dollars sur 438 millions).

FIGURE 2

PROGRAMMES OPÉRATIONNELS EXTRABUDGÉTAIRES : DÉCAISSEMENTS

au 31 décembre 2010
(en millions de dollars des États-Unis)



	2007	2008	2009	2010
Décaissements	228,2	208,8	178,9	210,3
Allocations	463,3	471,5	358,0	438,0

La figure 2 ci-dessus présente l'évolution des allocations et des décaissements ces quatre dernières années sur la base de la situation qui prévalait au 31 décembre de chaque année. Par rapport à 2009, le montant total des fonds alloués au 31 décembre 2010 a augmenté de 22,3 %. Le montant total des décaissements a également suivi cette tendance, avec une augmentation de 17,6 % par rapport aux chiffres de décembre 2009. Comme cela a déjà été indiqué au tableau 1, mesurer l'exécution des projets extrabudgétaires à l'aune des taux de dépense (c'est-à-dire les dépenses divisées par les allocations) ne permettrait pas d'en donner une image exacte, car les taux de dépense varient selon que le niveau d'allocation a été ou non géré et ajusté minutieusement au cours de l'année en fonction des progrès effectifs de chaque projet. C'est pourquoi les taux de dépense n'apparaissent pas dans le diagramme ci-dessus.

De même, les tableaux 6 à 10 ci-après, qui suivent la présentation adoptée dans le rapport annuel sur l'état des projets extrabudgétaires, placent l'accent davantage sur l'évolution des « décaissements » que sur celle du « taux de dépense ». Dans le cadre de la méthodologie actuelle, on ne compare pas les dépenses totales (décaissements plus engagements de dépense non liquidés) sur plusieurs années différentes, car cela reviendrait à compter deux fois les « engagements de dépense non liquidés ». En se concentrant sur les seuls « décaissements »,

l'analyse dresse un tableau plus cohérent et exact de l'évolution que les projets extrabudgétaires ont connue au fil des années.

Le tableau 6 présente des informations détaillées sur la situation des ressources extrabudgétaires par source de financement.

- Les décaissements effectués pour les projets financés par des sources des Nations Unies s'élevaient, au 31 décembre 2010, à 43,1 millions de dollars (soit 20,5 % du montant total des décaissements). Une forte augmentation d'environ 13,1 millions de dollars (soit 43,7 %) a été enregistrée par rapport à décembre 2009. Elle s'explique principalement par le Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des OMD et par le programme « Unis dans l'action », dont les décaissements ont augmenté de 7,2 et 5,4 millions de dollars, respectivement.

- Au titre des fonds-en-dépôt (hors fonds-en-dépôt constitués au profit des donateurs), il a été décaissé, au total, 57,6 millions de dollars (soit 27,4 % du montant total des dépenses). Cela représente une diminution de 5,8 millions de dollars ou 9,2 % par rapport à la même période de 2009. Le Japon et l'Italie restent les principaux donateurs des projets mis en œuvre dans le cadre de ce mécanisme de financement.

- Les fonds-en-dépôt constitués au profit des donateurs continuent de former une part importante des ressources extrabudgétaires. Ils bénéficient, principalement, aux projets financés par le Brésil. Les décaissements effectués au titre de ces projets se sont élevés à 50,9 millions de dollars (soit 24,2 % du montant total des dépenses), ce qui représente une augmentation de 12,2 millions de dollars par rapport à décembre 2009.

Le tableau 7 indique les décaissements extrabudgétaires par source de fonds et région bénéficiaire. Comme par le passé, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est la principale bénéficiaire des ressources extrabudgétaires du fait de l'ampleur de la coopération de l'UNESCO avec le Brésil. Si l'on ne tient pas compte, dans la comparaison, des opérations autofinancées par le Brésil (50,9 millions de dollars), cette région se retrouve à un niveau comparable à celui de la région arabe, avec un décaissement d'environ 23,8 millions de dollars. En 2010, si l'on ne tient pas compte des projets autofinancés du Brésil, la région de l'Afrique est celle qui a bénéficié des décaissements les plus importants.

Le tableau 8 présente la situation des allocations et des dépenses par Secteur. Le Secteur de l'éducation reste le principal bénéficiaire de ressources extrabudgétaires en termes tant d'allocations que de dépenses, suivi par le Secteur de la culture.

Le tableau 9 récapitule la situation générale des ressources extrabudgétaires ventilées par donateur, y compris les contributions reçues d'instituts pour un montant total d'environ 72,3 millions de dollars, ainsi que les fonds destinés au Programme des experts associés.

Le tableau 10 présente les fonds gérés par des instituts. Des informations détaillées sur les contributions, ventilées par donateur, y compris les contributions financières de l'UNESCO, sont données pour chaque institut. L'Italie est le principal contributeur, avec 26,7 millions de dollars dus au CIPT, suivie par les Pays-Bas, avec 19 millions de dollars.

TABLEAU 6

EXÉCUTION DES PROGRAMMES EXTRABUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

SOURCE DE FONDS	Décaissements au 31/12/2008	Décaissements au 31/12/2009	Allocations au 31/12/2010			Dépenses au 31/12/2010		
			Report de 2009	Allocations 2010	Total	Décaissements au 31/12/2010	Engagements non liquidés au 31/12/2010	Total
SOURCES NATIONS UNIES								
Initiative « Unis dans l'action »	109	380	4 841	8 033	12 874	5 744	2 255	7 999
Espagne (F-OMD)	376	5 366	9 149	18 153	27 302	12 566	4 254	16 820
GNUD	9 082	8 448	3 267	16 338	19 605	8 336	2 554	10 890
OMS/ONUSIDA	4 675	6 221	1 203	9 720	10 923	7 063	1 599	8 662
Autres	7 157	9 584	5 160	11 904	17 064	9 398	1 386	10 784
Total partiel, Sources Nations Unies	**21 399**	**29 999**	**23 619**	**64 149**	**87 768**	**43 107**	**12 048**	**55 155**
AUTRES PROGRAMMES								
Banques régionales de développement	2 557	3 466	1 457	6 556	8 013	4 730	668	5 398
Banque mondiale	1 676	1 301	259	2 578	2 837	1 295	102	1 397
Fonds-en-dépôt constitués par voie de dons								
Commission européenne	2 486	4 011	2 531	9 383	11 914	5 856	1 606	7 462
Flandre	1 612	2 561	874	3 310	4 184	2 504	641	3 145
France	1 336	1 691	725	4 779	5 504	1 357	328	1 685
Italie	13 377	13 502	7 699	7 569	15 268	9 584	1 334	10 918
Japon	11 419	14 684	6 006	22 807	28 813	10 860	3 893	14 753
Norvège	3 470	3 299	1 301	3 291	4 592	2 553	664	3 217
Sources de financement privées	5 638	5 812	2 665	6 224	8 889	5 504	1 190	6 694
Fondation du Qatar	532	689	727	7 047	7 774	2 270	687	2 957
Arabie saoudite	1 467	1 295	949	708	1 657	1 078	48	1 126
Espagne	4 088	4 364	3 162	7 128	10 290	3 972	780	4 752
Suède	1 589	2 032	1 886	1 277	3 163	2 028	317	2 345
États-Unis d'Amérique	1 763	2 002	496	3 085	3 581	1 571	108	1 679
Autres	5 118	7 449	4 652	12 963	17 615	8 418	2 260	10 678
Fonds-en-dépôt autofinancés								
Brésil	79 171	38 751	17 596	85 142	102 738	50 948	18 645	69 593
Iraq	348	697	8	6 854	6 862	2 194	2 236	4 430
Libye	1 521	689	7 380	-3 786	3 594	505	83	588
Autres	2 072	2 099	1 136	3 108	4 244	2 410	324	2 734
Experts associés, comptes spéciaux et contributions volontaires	46 126	38 206	23 548	75 192	98 740	47 551	15 225	62 776
Total partiel, Autres programmes	**187 366**	**148 600**	**85 057**	**265 215**	**350 272**	**167 188**	**51 139**	**218 327**
Total	**208 765**	**178 599**	**108 676**	**329 364**	**438 040**	**210 295**	**63 187**	**273 482**

TABLEAU 7

EXÉCUTION DES PROGRAMMES EXTRABUDGÉTAIRES (DÉCAISSEMENTS) PAR DONATEUR ET PAR RÉGION

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

SOURCE DE FONDS	Total décaissement	Afrique	États arabes	Asie et Pacifique	Europe et Amérique du Nord	Amérique latine et Caraïbes	Projets interrégionaux et mondiaux
SOURCES NATIONS UNIES							
Initiative « Unis dans l'action »	**5 744**	3 007	-	2 448	-	289	-
Espagne (F-OMD)	**12 566**	3 157	2 121	1 785	1 367	4 109	27
GNUD	**8 336**	-	8 336	-	-	-	-
FNUPI	**1 452**	842	-	190	-	30	390
OMS/ONUSIDA	**7 063**	2 043	95	1 076	352	968	2 529
Autres	**7 946**	2 656	599	1 882	274	1 521	1 014
Total partiel, Sources Nations Unies	**43 107**	**11 705**	**11 151**	**7 381**	**1 993**	**6 917**	**3 960**
AUTRES PROGRAMMES							
Banques régionales de développement	**4 730**	2 474	3	43	-	2 210	-
Banque mondiale	**1 295**	356	-	-	-	-	939
Fonds-en-dépôt constitués par voie de dons							
Commission européenne	**5 856**	1 916	1 587		88	922	1 343
Flandre	**2 504**	1 164	38	4	59	382	857
France	**1 357**	1 082	-	13	-	-	262
Italie	**9 584**	3 426	205	573	726	341	4 313
Japon	**10 860**	1 308	338	6 772	129	414	1 899
Norvège	**2 553**	120	935	704	5	221	568
Sources de financement privées	**5 504**	899	311	1 384	843	383	1 684
Fondation du Qatar	**2 270**	-	2 126	-	-	-	144
Arabie saoudite	**1 078**	-	400	447	-	-	231
Espagne	**3 972**	684		569	533	549	1 637
Suède	**2 028**	1 433	-	208	-	-	387
États-Unis d'Amérique	**1 571**	-	-	904	-	23	644
Autres	**8 418**	1 773	1 176	2 040	97	420	2 912
Fonds-en-dépôt autofinancés							
Brésil	**50 948**	-	-	-	-	50 948	-
Iraq	**2 194**	-	2 194	-	-	-	-
Libye	**505**	-	505	-	-	-	-
Autres	**2 410**	227	48	57	845	1 102	131
Experts associés, comptes spéciaux et contributions volontaires	**47 551**	1 314	2 972	1 256	4 074	9 874	28 061
Total partiel, Autres programmes	**167 188**	**18 176**	**12 838**	**14 974**	**7 399**	**67 789**	**46 012**
Total	**210 295**	**29 881**	**23 989**	**22 355**	**9 392**	**74 706**	**49 972**

TABLEAU 8

EXÉCUTION DES PROGRAMMES EXTRABUDGÉTAIRES PAR SECTEUR
du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Secteur	Décaissements au 31/12/2008	Décaissements au 31/12/2009	Allocations au 31/12/2010			Dépenses au 31/12/2010		
			Report de 2009	Allocations 2010	Total	Décaissements au 31/12/2010	Engagements non liquidés au 31/12/2010	Total
ED*	88 761	68 025	45 063	139 178	184 241	84 599	24 066	108 665
SC	36 528	34 138	18 755	52 174	70 929	38 598	9 813	48 411
SHS	26 761	20 284	6 489	40 275	46 764	26 726	8 540	35 266
CLT	37 245	41 300	24 280	82 306	106 586	45 924	18 405	64 329
CI	13 289	8 467	11 203	9 737	20 940	9 084	2 130	11 214
Autres	6 181	6 385	2 887	5 693	8 580	5 364	233	5 597
TOTAL	**208 765**	**178 599**	**108 676**	**329 364**	**438 040**	**210 295**	**63 187**	**273 482**

** Dans le présent tableau, les chiffres du Secteur ED incluent ceux de l'ISU, présentés sépraréme nt dans le tableau 1.*

TABLEAU 9

RESSOURCES EXTRABUDGÉTAIRES GÉRÉES PAR L'UNESCO ET SES INSTITUTS, PAR DONATEUR*

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

SOURCE DE FONDS	Ressources totales	Fonds de l'UNESCO à l'exclusion des experts associés et des instituts	Experts associés	Contributions reçues par les instituts
SOURCES NATIONS UNIES				
CERF	**1 271**	1 271	-	-
Initiative « Unis dans l'action »	**12 874**	12 874	-	-
Fonds pour la consolidation de la paix	**1 872**	1 872	-	-
Espagne (F-OMD)	**27 303**	27 303	-	-
Programmation conjointe Nations Unies	**3 113**	3 113	-	-
PNUE	**990**	990	-	-
GNUD	**19 605**	19 605	-	-
PNUD	**1 462**	1 404	-	58
FNUPI	**2 549**	2 549	-	-
OMS/ONUSIDA	**10 923**	10 923	-	-
Autres	**10 247**	5 865	-	4 382
Total, Sources Nations Unies	**92 209**	**87 769**	**-**	**4 440**
AUTRES PROGRAMMES				
Banques régionales de développement	**8 013**	8 013	-	-
Banque mondiale	**4 744**	2 837	-	1 907
Fonds-en-dépôt constitués par voie de dons				
Australie	**2 038**	2 038	-	-
Belgique	**1 915**	1 869	46	-
Canada	**3 558**	32	-	3 526
Commission européenne	**11 914**	11 914	-	-
Flandre	**4 183**	4 183	-	-
France	**5 902**	5 503	64	335
Allemagne	**2 651**	1 927	574	150
Italie	**42 641**	15 268	699	26 674
Japon	**29 665**	28 814	851	
Corée	**2 742**	2 554	188	-
Norvège	**8 432**	4 591	63	3 778
Sources de financement privées	**8 889**	8 889	-	-
Fondation du Qatar	**7 773**	7 773	-	-
Arabie saoudite	**1 685**	1 657	-	28
Espagne	**11 143**	10 290	518	335
Suède	**4 787**	3 163	176	1 448
Suisse	**2 143**	765	95	1 283
Pays-Bas	**20 354**	1 368	-	18 986
États-Unis d'Amérique	**3 631**	3 581	-	50
Autres	**17 073**	7 065	624	9 384
Fonds-en-dépôt autofinancés				
Brésil	**102 738**	102 738	-	-
Autres	**14 700**	14 700	-	-
Comptes spéciaux et contributions volontaires	**94 841**	94 841	-	-
Total, Autres programmes	**418 155**	**346 373**	**3 898**	**67 884**
Total	**510 364**	**434 142**	**3 898**	**72 324**

* Les contributions aux comptes spéciaux (projets multidonateurs) ne sont pas ventilées par donateur.

** Il convient de noter qu'en ce qui concerne le Plan Belmont, l'UNESCO bénéficie d'un prêt sans intérêt, étant donné que la France verse le montant des intérêts. Entre janvier 2010 et décembre 2010, ce montant s'est élevé à 1 928 060,24 dollars des États-Unis mais il n'apparaît pas dans le tableau.

TABLEAU 10
VENTILATION DES FONDS GÉRÉS PAR LES INSTITUTS DE L'UNESCO
(y compris les contributions de l'UNESCO)

du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2010
(en milliers de dollars des États-Unis)

Source de fonds	Total	BIE	IESALC	IIRCA	ITIE	IHE	CIPT	IIPE	ISU	UIL	UNEVOC	TWAS
Fonds reçus de l'UNESCO												
Programme ordinaire - Allocation financière	**27 644**	4 800	2 000	2 500	900	-	1 015	5 300	9 129	2 000	-	-
Projets extrabudgétaires décentralisés	**17 414**	264	96	25	-	-	1 159	476	578	75	1 651	13 090
Programme ordinaire - Activités décentralisées	**1 412**	11	67	13	10	-	60	-	41	15	1 196	-
Total partiel	**46 470**	**5 075**	**2 163**	**2 538**	**910**	**-**	**2 234**	**5 776**	**9 748**	**2 090**	**2 847**	**13 090**
Autres sources de financement												
Organismes des Nations Unies												
AIEA	**3 664**	-	-	-	-	-	3 664	-	-	-	-	-
UIT	**27**	-	-	-	-	-	27	-	-	-	-	-
UNICEF	**690**	10	-	-	-	-	-	680	-	-	-	-
PNUD	**58**	2	-	-	-	-	-	56	-	-	-	-
Banques et fonds régionaux												
Banque mondiale	**1 907**	-	-	-	-	-	-	107	1 800	-	-	-
Gouvernements												
Argentine	**1 670**	-	-	-	-	-	-	1 670	-	-	-	-
Canada	**3 526**	-	-	-	-	-	-	-	3 526	-	-	-
Équateur	**205**	-	-	-	-	-	-	205	-	-	-	-
Commission européenne	**-**	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	**335**	-	-	-	-	-	-	335	-	-	-	-
Allemagne	**350**	200	-	-	-	-	-	66	-	84	-	-
Guyana	**4**	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Inde	**10**	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-
Iran	**32**	-	-	-	-	-	32	-	-	-	-	-
Israël	**26**	26	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	**26 674**	-	-	-	-	-	26 674	-	-	-	-	-
Norvège	**3 778**	-	-	-	-	-	-	2 605	670	503	-	-
Paraguay	**94**	-	-	-	-	-	-	94	-	-	-	-
Arabie saoudite	**28**	-	-	-	-	-	-	28	-	-	-	-
Suède	**2 099**	651	-	-	-	-	-	953	-	495	-	-
Suisse	**631**	-	-	-	-	-	-	338	-	293	-	-
Pays-Bas	**18 986**	-	-	-	-	14 601	-	2 885	1 500	-	-	-
Uruguay	**35**	-	-	-	-	-	-	35	-	-	-	-
Autres	**7 494**	91	314	-	74	-	2 117	4 058	523	317	-	-
Total partiel	**72 323**	**984**	**314**	**-**	**74**	**14 601**	**32 514**	**14 125**	**8 019**	**1 692**	**-**	**-**
Total	**118 793**	**6 059**	**2 477**	**2 538**	**984**	**14 601**	**34 748**	**19 901**	**17 767**	**3 782**	**2 847**	**13 090**

ANNEXE II

RAPPORT SUR LES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF EN 2010

Les données ci-dessous ont été établies conformément au paragraphe 12 (b) de la décision 166 EX/5.2, par laquelle la Directrice générale est invitée « à faire rapport au Conseil exécutif, à sa première session de chaque année, sur les coûts de fonctionnement du Conseil de l'année précédente, ventilés par poste de dépense », ainsi qu'au paragraphe 11 de la décision 184 EX/17, qui invite en outre la Directrice générale « à inclure dans ses rapports annuels sur les coûts de fonctionnement du Conseil exécutif pendant l'année précédente une ventilation détaillée par poste de dépense, dans un tableau semblable à celui qui figure dans le document 174 EX/5 ».

Par conséquent, le tableau ci-dessous détaille les coûts de fonctionnement du Conseil exécutif, ventilés par poste de dépense, pour l'année se terminant le 31 décembre 2010.

COÛTS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

Budget

À sa 35e session, la Conférence générale a approuvé un crédit budgétaire de 6 127 600 dollars pour les activités et les coûts de fonctionnement du Conseil exécutif en 2010-2011.

(en milliers de dollars des États-Unis)

	35 C/5 approuvé $	%	**Dépenses pour 2010 $**
Voyages des membres du Conseil	1 778	29 %	775
Services d'interprétation, de traduction et de documentation	3 600	58,7 %	1 960
Autres dépenses afférentes au fonctionnement du Conseil	751	12,3 %	356
Total	**6 128**	**100 %**	**3 090**

Dépenses engagées en 2010

(en milliers de dollars des États-Unis)

	Poste de dépense	**$**
A.	**Frais de voyage et indemnités de subsistance des représentants**	
	184e session : 37 représentants (sur 58) ne résidant pas à Paris ***185e session : 37 représentants (sur 58) ne résidant pas à Paris***	
1	Représentants ne résidant pas à Paris - Frais de voyage	249
2	Représentants ne résidant pas à Paris - Indemnités de subsistance accordées pour la durée des sessions	465
3	Représentants résidant à Paris - Frais de voyage, pour consultations	18
4	Débat thématique (185e session du Conseil exécutif)	14
5	Groupe d'experts des questions financières et administratives - Frais de voyage et indemnités de subsistance	30
	Total, A	**775**

Poste de dépense		$
B.	**Autres frais de fonctionnement (pendant les réunions du Conseil et en dehors)**	
1	Indemnité de représentation de la Présidente (Article 63 du Règlement intérieur du Conseil exécutif)	30
2	Assurances des représentants (Paragraphe 4 de l'annexe au Règlement intérieur du Conseil exécutif)	7
3	Frais de bureau de 58 représentants (Article 62 du Règlement intérieur du Conseil exécutif)	3
4	Frais de représentation (eau, thé, café, etc., pendant les réunions du Conseil)	49
5	Fleurs durant les sessions (comptoir de réception de la salle X, standard, salon)	3
6	Assistance temporaire (personnel surnuméraire pendant les réunions et en dehors (commis de salle de conférence, techniciens du son, déménageurs de mobilier) etc.)	125
7	Services contractuels (frais d'agence de voyages)	13
8	Heures supplémentaires (personnel du Secrétariat des organes directeurs, chauffeur de la Présidente, techniciens du son, électriciens, chauffagistes, personnel médical, etc.)	46
9	Communications téléphoniques et télécopies	3
10	Courrier (DHL, valise diplomatique et frais postaux)	2
11	Photocopies (location et entretien de photocopieuses)	8
12	Entretien des locaux	1
13	Fournitures et matériel	7
14	Équipements et mobilier	6
15	Location d'équipements audio pour la salle X (184[e] session du Conseil exécutif)	0
16	Renouvellement partiel des équipements audio de la salle X	38
17	Autres services	3
	Total, B	**356**
C.	**Services linguistiques et documentation**	
1	Traduction	1 044
2	Interprétation	677
3	Production et distribution des documents	215
4	Planification et contrôle des documents	25
	Total, C	**1 960**
	Total, dépenses 2010 (A + B + C)	**3 090**



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-sixième session

186 EX/4
Partie II Corr.

PARIS, le 6 mai 2011
Original anglais

Point **4** de l'ordre du jour provisoire révisé

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

PARTIE II

Ajustements budgétaires autorisés à l'intérieur de la Résolution portant ouverture de crédits pour 2010-2011

et

**Tableau de bord de l'exécution du programme en 2010-2011 (35 C/5 approuvé)
État au 31 décembre 2010 (non audité)**

n° 47

CORRIGENDUM

L'Annexe I du document 184 EX/4 Partie II se lit comme suit :

ANNEXE I
Tableau révisé des ouvertures de crédits pour 2010-2011

Article budgétaire	35 C/5 approuvé	35 C/5 approuvé et ajusté (185 EX/Déc., 4)	I Dons reçus	II Virements autorisés	II Virements proposés entre articles budgétaires Virements destinés à renforcer les programmes prioritaires	Virements dus à des changements dans la structure organisationnelle	III Virements proposés du Titre IV pour les coûts de personnel et les biens et services Virements proposés du Titre IV pour les coûts de personnel	Virements proposés du Titre IV pour les coûts d'activité	Total des virements proposés du Titre IV	35 C/5 approuvé et ajusté	
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	
TITRE I POLITIQUE GÉNÉRALE ET DIRECTION											
A. Organes directeurs											
1. Conférence générale	5 481 200	5 481 200	-	-	-	-	16 000	**74 000**	**90 000**	**5 571 200**	
2. Conseil exécutif	7 824 200	7 824 200	-	-	-	-	26 800	**415 400**	**442 200**	**8 266 400**	
Total, Titre I.A	**13 305 400**	**13 305 400**	**-**	**-**	**-**	**-**	**42 800**	**489 400**	**532 200**	**13 837 600**	
B. Direction	20 356 100	21 372 800	-	-	169 000	-	275 500	-	275 500	21 817 300	
(Direction générale ; Cabinet de la Directrice générale ; Évaluation et audit ; Normes internationales et affaires juridiques ; Programme d'éthique ; Égalité des genres)											
C. Participation aux mécanismes communs du système des Nations Unies	10 965 200	**10 965 200**	**-**	**-**	**-**	**-**	-	110 000	110 000	11 075 200	
TOTAL, TITRE I	**44 626 700**	**45 643 400**	**-**	**-**	**169 000**	**-**	**318 300**	**599 400**	**917 700**	**46 730 100**	
TITRE II PROGRAMMES ET SERVICES LIÉS AU PROGRAMME											
A. Programmes											
Grand programme I - Éducation[1]	118 535 700	118 254 278	390 814	-	365 000	-	439 100	-	439 100	119 449 192	
Grand programme II - Sciences exactes et naturelles[2]	59 074 000	59 620 252	247 533	-	617 200	-	384 900	-	384 900	60 869 885	
Grand programme III - Sciences sociales et humaines	29 654 100	29 676 068	288 688	-	-	-	213 000	-	213 000	30 177 756	
Grand programme IV - Culture	53 749 700	54 176 925	351 324	-	-	-	394 300	-	394 300	54 922 549	
Grand programme V - Communication et information	33 158 000	33 359 109	238 449	-	-	-	191 100	-	191 100	33 788 658	
Institut de statistique de l'UNESCO	9 128 600	9 128 600	-	-	-	-	-	-	-	9 128 600	
Hors Siège - Gestion des programmes décentralisés	56 189 400	56 189 400	-	-	-	-	9 800	-	9 800	56 199 200	
Total, Titre II.A	**359 489 500**	**360 404 632**	**1 516 808**	**-**	**982 200**	**-**	**1 632 200**	**-**	**1 632 200**	**364 535 840**	
B. Services liés au programme											
1. Coordination et suivi de l'action en faveur de l'Afrique	4 676 300	4 676 300	-	-	201 000	-	49 000	-	49 000	4 926 300	
~~2.~~ Information du public (-ex)	13 671 800	13 671 800	111 083	60 000	(85 000)	(7 041 900)	-	-	-	6 715 983	(*)
2 Relations extérieures et Information du public	-	-	-	-		15 172 100	377 400	-	377 400	15 549 500	
3. Planification stratégique et suivi de l'exécution du programme	7 780 000	8 607 365	-	-	306 300	483 600	96 000	-	96 000	9 493 265	
~~4.~~ Planification et gestion du budget (-ex)	4 839 900	4 839 900	-	-	(1 178 600)	(1 763 500)	-	-	-	1 897 800	(*)
Total, Titre II.B	**30 968 000**	**31 795 365**	**111 083**	**60 000**	**(756 300)**	**6 850 300**	**522 400**	**-**	**522 400**	**38 582 848**	
C. Programme de participation et bourses											
1. Programme de participation	19 980 200	19 980 200	-	-	-	-	13 100	-	13 100	19 993 300	
2. Programme de bourses	1 861 000	1 861 000	-	-	-	-	11 500	-	11 500	1 872 500	
Total, Titre II.C	**21 841 200**	**21 841 200**	**-**	**-**	**-**		**24 600** -	**-**	**24 600**	**21 865 800**	
TOTAL, TITRE II	**412 298 700**	**414 041 197**	**1 627 891**	**60 000**	**225 900**	**6 850 300**	**2 179 200**	**-**	**2 179 200**	**424 984 488**	
TITRE III SOUTIEN DE L'EXÉCUTION DU PROGRAMME ET ADMINISTRATION											
~~A.~~ Relations extérieures et coopération (-ex)	17 667 000	16 715 150	-	(60 000)	(27 300)	(8 247 600)	-	-	-	8 380 250	(*)
A. Gestion et coordination des unités hors Siège	24 558 400	24 924 137	209 521	-	(27 300)	(401 100)	66 500	-	66 500	24 771 758	
B. Gestion des ressources humaines	32 734 200	32 734 200	2 500	-			264 100	1 200 000	1 464 100	34 200 800	
C. Gestion financière	10 536 800	10 536 800	-	-	(300 300)	(5 504 100)	-	-	-	4 732 400	(*)
~~D.~~ Comptabilité, gestion de la trésorerie et contrôle financier (-ex)	-	-	-	-		7 302 500	206 600		206 600	7 509 100	
D. Administration	97 927 800	97 927 800	-	- -	(40 000)		918 000	**445 900**	**1 363 900**	**99 251 700**	
TOTAL, TITRE III	**183 424 200**	**182 838 087**	**212 021**	**(60 000)**	**(394 900)**	**(6 850 300)**	**1 455 200** -	**1 645 900**	**3 101 100**	**178 846 008**	
TOTAL, TITRES I-III	**640 349 600**	**642 522 684**	**1 839 912**	**-**	**-**	**-**	**3 952 700**	**2 245 300**	**6 198 000**	**650 560 596**	
Réserve pour les reclassements/promotions au mérite	2 000 000	2 000 000	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**		2 000 000	
TITRE IV AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES DES COÛTS	10 650 400	10 650 400	**-**	**-**	**-**	**-**	**(3 952 700)**	**(2 245 300)**	**(6 198 000)**	4 452 400	
TOTAL DES CRÉDITS OUVERTS	**653 000 000**	**655 173 084**	**1 839 912**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**657 012 996**	

1 Les crédits ouverts pour le grand programme I incluent les allocations financières destinées aux Instituts de l'UNESCO pour l'éducation.
2 Les crédits ouverts pour le grand programme II incluent les allocations financières destinées aux Instituts de l'UNESCO pour la science.
(*) *Dépenses pour 2010 uniquement*